

Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming are checked below.

- Coloured covers /
Couverture de couleur
- Covers damaged /
Couverture endommagée
- Covers restored and/or laminated /
Couverture restaurée et/ou pelliculée
- Cover title missing / Le titre de couverture manque
- Coloured maps / Cartes géographiques en couleur
- Coloured ink (i.e. other than blue or black) /
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- Coloured plates and/or illustrations /
Planches et/ou illustrations en couleur
- Bound with other material /
Relié avec d'autres documents
- Only edition available /
Seule édition disponible
- Tight binding may cause shadows or distortion along
interior margin / La reliure serrée peut causer de
l'ombre ou de la distorsion le long de la marge
intérieure.
- Blank leaves added during restorations may appear
within the text. Whenever possible, these have been
omitted from filming / Il se peut que certaines pages
blanches ajoutées lors d'une restauration
apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était
possible, ces pages n'ont pas été filmées.
- Additional comments /
Commentaires supplémentaires: **Text in English and French.**
Texte en anglais et en français.

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

- Coloured pages / Pages de couleur
- Pages damaged / Pages endommagées
- Pages restored and/or laminated /
Pages restaurées et/ou pelliculées
- Pages discoloured, stained or foxed /
Pages décolorées, tachetées ou piquées
- Pages detached / Pages détachées
- Showthrough / Transparence
- Quality of print varies /
Qualité inégale de l'impression
- Includes supplementary material /
Comprend du matériel supplémentaire
- Pages wholly or partially obscured by errata slips,
tissues, etc., have been refilmed to ensure the best
possible image / Les pages totalement ou
partiellement obscurcies par un feuillet d'errata, une
pelure, etc., ont été filmées à nouveau de façon à
obtenir la meilleure image possible.
- Opposing pages with varying colouration or
discolourations are filmed twice to ensure the best
possible image / Les pages s'opposant ayant des
colorations variables ou des décolorations sont
filmées deux fois afin d'obtenir la meilleure image
possible.

This item is filmed at the reduction ratio checked below /
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.

10x		14x		18x		22x		26x		30x	
<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>										
	12x		16x		20x		24x		28x		32x

APPENDIX

TO THE

XXXIVTH VOLUME

OF THE

JOURNALS

OF THE

HOUSE *of* ASSEMBLY OF THE PROVINCE OF LOWER CANADA.

First Session of the Twelfth Provincial Parliament.

LIST OF THE APPENDIX.

SHewing:—On what day the Papers entered therein were presented to the House.

Appendix.	1825.	
A.	Jany. 11	LIBRARY OF THE HOUSE: Clerk's Report of the state of it.
B.	—	CLERK'S ASSISTANTS: Clerk's Report relating to them.
C.	— 12	LACHINE CANAL: Report of the Commissioners appointed under the Act 1st, Geo. IV., cap. 6, to carry into execution and superintend the works necessary to make the Lachine Canal — General Account of the Monies received and disbursed by the Commissioners between 1st November 1823 and 31st December 1824.
D. No.	1 — 15	INSANE, INFIRM and SICK PERSONS, and FOUNDLINGS: Report of the Commissioners for the District of Quebec, appointed under the Act 4th, Geo. IV., cap. 28, for the relief of Insane, Infirm and Sick Persons, and towards the support of Foundlings.
	2 — 22	— Report of ditto for the District of Three Rivers, appointed under ditto, for ditto ditto.
	3 — 24	— Report of ditto for the District of Montreal, appointed under ditto, for ditto ditto. — Statement of the Persons who are at the Charge of the General Hospital of Montreal.
E	— 18	GASPE' LAND CLAIMANTS: Report of the Commissioners appointed under the Act 59th, Geo. III., cap. 3, to hear and determine all applications to be made by persons holding or claiming to hold Lands in the Inferior District of Gaspé.
F.	— 21	SAINT FRANCIS DISTRICT GAOL: Report of the Commissioners appointed under the Act 4th, Geo. IV., cap. 3, for the erection of a Common Gaol in and for the Inferior District of Saint Francis.
G.	—	MONTREAL GENERAL HOSPITAL: Report of the Corporation of the Society of the Montreal General Hospital.
H.	— 22	DRUMMONDVILLE ROAD: Report of the Commissioners appointed under the Act 3d, Geo. IV., cap. 4, for opening and making a Road from Drummondville to Sorel.
I.	—	EMIGRANT HOSPITAL: Report of the Justices of the Peace and Physicians, under whose directions and superintendance the money appropriated by the Act 4th, Geo. IV., cap. 32, for the relief of Indigent Sick Emigrants, have been laid out and expended. — Regulations made by the said Justices and Physicians for the benefit of the said Hospital. — Case submitted to, and the opinion of, the Attorney General, on a Claim of the Treasurer of the said Hospital for monies advanced in support thereof, beyond the appropriation of the Act 3d, Geo. IV., cap. 7. — General Statement of Expenditure in the Emigrant Hospital, between 14th March and 31st December 1824.
K.	— 24	UNION of the LEGISLATURES of LOWER and UPPER CANADA: Letter from L. J. Papineau and John Neilson, Esquires, to R. Wilmot, Esquire, Under Secretary of State for the Colonial Department, containing their observations on the proposed measure of uniting the Legislatures of the Provinces of Upper and Lower Canada, and on the Clauses of the Bill for that purpose, as amended by a Committee of the House of Commons.
L.	— 25	AGRICULTURAL SOCIETIES: Report of the Agricultural Society for the District of Quebec. — Account of the Disbursements of the Society, from the 1st December 1823 to 10th January 1825. — The Treasurer's Account Current with the Society between the same periods. — Account of the Sums to be paid to the Auxiliary Societies.

APPENDICE

DU

XXXIV^E VOLUME

DES

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE D'ASSEMBLÉE

DE LA PROVINCE DU

BAS-CANADA.

Première Session du Douzième Parlement Provincial.

LISTE DES APPENDICES

MONTRANT :—Quel jour les papiers y contenus ont été présentés à la Chambre.

Appendice	1825	
A	Janv. 11	BIBLIOTHEQUE DE LA CHAMBRE D'ASSEMBLÉE : Rapport du Greffier sur l'état de la bibliothèque.
B	—	ASSISTANS DU GREFFIER : Rapport du Greffier à leur sujet.
C	12	CANAL DE LA CHINE : Rapport des commissaires nommés en vertu de l'acte de la 1 ^{ere} . Geo. IV, chap. 6, pour mettre à exécution et surveiller les travaux nécessaires pour faire le canal de la Chine.
	—	Compte général des deniers reçus et déboursés par les commissaires, entre le 1 ^{er} . Novembre 1823 et le 31 Décembre 1824.
D	No. 1	15 INSENSE'S, INFIRMES ET MALADES, ET ENFANS-TROUVE'S :
	—	Rapport des commissaires pour le district de Québec, nommés en vertu de l'acte 4 ^e . Geo. IV, chap. 28, pour le soulagement des insensés, infirmes et malades, et pour le soutien des enfans-trouvés.
	2	22 Rapport de ditto pour le district des Trois-Rivières, nommés en vertu de ditto pour ditto ditto.
	3	24 Rapport de ditto pour le district de Montréal, nommés en vertu de ditto pour ditto ditto.
	—	Etat des personnes qui sont à la charge de l'Hôpital-Général de Montréal.
E	18	RECLAMATIONS DES TERRES DANS LE DISTRICT DE GASE' : Rapport des commissaires nommés en vertu de l'acte 59 ^e . Geo. III, chap. 3, pour entendre et décider sur les demandes des personnes possédant ou prétendant posséder des terres dans le district inférieur de Gaspé.
F	21	PRISON DU DISTRICT DE SAINT-FRANCOIS : Rapport des commissaires nommés en vertu de l'acte 4 ^e . Geo. IV, chap. 3, pour l'érection d'une prison commune dans le district inférieur de Saint-François.
G	—	HOPITAL-GENERAL DE MONTREAL : Rapport de la corporation de la société de l'Hôpital-Général de Montréal.
H	22	CHEMIN DE DRUMMONDVILLE : Rapport des commissaires nommés en vertu de l'acte 3 ^e . Geo. IV, chap. 4, pour ouvrir et faire un chemin de Drummondville à Sorel.
I	—	HOPITAL DES EMIGRE'S : Rapport des juges de paix et médecins sous la direction et surveillance desquels les deniers affectés par l'acte de la 4 ^e . Geo. IV, chap. 32, au soulagement des émigrés malades et indigens, ont été dépensés.
	—	Réglemens faits par les dits juges de paix et médecins pour le dit Hôpital.
	—	Cas soumis au procureur-général, et son opinion sur une demande du trésorier du dit Hôpital pour de l'argent avancé pour le soutien d'icelui au delà de ce qui est affecté par l'acte de la 3 ^e . Geo. IV, chap. 7.
	—	Etat général de la dépense de l'Hôpital des Emigrés, entre le 14 Mars et le 31 Décembre 1824.
K	24	UNION DES LEGISLATURES DU BAS ET DU HAUT-CANADA : Lettre de L. J. Papineau et J. Neilson, écuyers, à R. Wilmot, écuyer, sous-secrétaire d'état pour le département des colonies, contenant leurs observations sur le projet d'unir des Législatures des provinces du Bas et du Haut-Canada, et sur les clauses du Bill à cet effet, tel qu'amendé par un comité de la Chambre des Communes.
L	25	SOCIETE'S D'AGRICULTURE : Rapport de la Société d'Agriculture pour le district de Québec.
	—	Compte des déboursemens de la société depuis le 1 ^{er} . Décembre 1823 jusqu'au 10 Janvier 1825.
	—	Compte courant du trésorier avec la société pour les mêmes périodes.
	—	Compte des sommes à payer aux sociétés auxiliaires.

Appendix.

M.	Jan'y. 31	PUBLIC ACCOUNTS : PROVINCIAL REVENUE OF LOWER CANADA, between 1st November 1823 and 1st November 1824 : No. 1. Account of Cash received for Casual and Territorial Revenue. 2. Account of Cash received for Duties and Licenses, under the Statute 14th, Geo. III. 3. Account of Cash received for Duties on Wines, under the Provincial Act 33d, Geo. III. 4. Account of Cash received for Duties on Sundry Goods, Wares, and Merchandize, and for Licences, under the Provincial Acts, 35th, Geo. III., cap. 8 and 9. 5. Account of Cash received for Duties on Licenses for Billiard Tables, and on manufactured Tobacco and Snuff, under the Provincial Acts, 41st, Geo. III., cap. 13 and 14. 6. Statement of monies collected under the Provincial Acts, 45th, Geo. III., cap. 12, 51st Geo. III., cap. 12, and 2d Geo. IV., cap. 2, and of the expenses incurred in supporting and improving the Navigation of the River St. Lawrence. 7. Account of Duties collected under the Provincial Act 48th, Geo. III. cap. 18, for the improvement of the Inland Navigation of the River St. Lawrence. 8. Account of Cash received for Duties under the Provincial Act 53d, Geo. III., cap. 11, amended by 55th, Geo. III., cap. 2. 9. Account of Cash received for Duties under the Provincial Act 55th, Geo. III. cap. 3. 10. Account of Cash received for Duties under the Provincial Act 59th, Geo. III., cap. 4, continued and amended by Act 4th, Geo. IV., cap. 10. 11. Account of Cash received for Duties under the Acts of the Imperial Parliament 3d, Geo. IV., cap. 44 and 45, and 4th Geo. IV., cap. 2. 12. Account of Cash received for Duties under the Act of the Imperial Parliament 3d, Geo. IV., cap. 119. 13. Account of Cash received for Fines, Forfeitures, &c. 14. Account of the Provincial Revenue collected and received. 15. Statement shewing the Duties collected under sundry Acts of the Provincial Parliament of Lower Canada, and of the several appropriations thereof. CIVIL EXPENDITURE OF LOWER CANADA : 16. Abstract of Warrants granted by the Governor-in-Chief, and Lieutenant Governor, in payment of the Civil Expenditure of Lower Canada, from 1st November 1823 to 1st November 1824. LEGISLATURE : 17. Abstract of Warrants granted by the Governor-in-Chief, and Lieutenant Governor, in payment of the Salaries of the Officers of the Legislature, and the contingent expences thereof, between 1st November 1823 and 1st November 1824. PUBLIC REVENUE : 18. Statement of the Expense of Collection of the Revenue of Lower Canada, from 1st November 1823 to 1st November 1824.
N. No. 1	Feb'y. 1	BANKS : Statement of the Funds of the Quebec Bank, shewing the amount of the Capital Stock paid in, of the Debts due to the same, of the Monies deposited, of the Notes in circulation, and of the Cash in hand on 1st February 1824.
	2	7 ——— Statements of ditto of the Montreal and Canada Banks, shewing ditto ditto on 31st January 1825.
O.	—	9 REVENUE BONDS : Statement of the Bonds due and outstanding on the Revenue of the Customs at the Port of Quebec.
	—	PUBLIC FUNDS : The Receiver-General's Account Current with the Lords Commissioners of the Treasury, from 25th November 1823 to 10th October 1824.
P.	—	12 GASPE' FISHERIES : Regulations made by the Grand Juries of Carleton and Percé, in the District of Gaspé, at their General Sessions of the Peace, for the temporary and local Regulation of the Fisheries in the said District, in pursuance of the Act 4th, Geo. IV., cap. 1, sect. 18.
Q.	—	14 HOUSES of CORRECTION : General Statement of the Accounts of persons named under the Acts of 57th, Geo. III., cap. 10, 58th Geo. III., cap. 14, and 3d Geo. IV., cap. 32, to form superintending Committees of Houses of Correction in the different Districts, of the application of the monies placed at their disposition in virtue of the said Acts, from 1st November 1822 to 1st November 1824. N.B. <i>The Accounts Nos. 1 to 10 follow the Statement.</i>
R.	—	18 CIVIL LIST : Estimate of the Ordinary, Permanent and Growing Expenses of the Civil Government of the Province of Lower Canada, for the year 1825.
S. No. 1	—	25 INTERNAL COMMUNICATIONS : Report of the Commissioners for the County of Northumberland, appointed under the Act of the 57th, Geo. III., cap. 13.
	2 March 5	— Report of ditto for the County of Bedford, appointed under ditto.
	3 — 22	— Report of ditto for the County of York, appointed under ditto.
T.	Feb'y. 28	IMPORTS and EXPORTS : Statement of the value of Merchandize paying 2½ per Cent. at the Port of Quebec, and the quantity of other Goods paying specific Duties, passing from Lower to Upper Canada, as rendered to the Inspector of Merchandize at Côteau du Lac, for the four Quarters ending the 10th October 1824.

Appendice.

M	Janv. 31	<p>COMPTES PUBLICS : REVENU PROVINCIAL DU BAS-CANADA : entre le 1er. Novembre 1823 et le 1er. Novembre 1824.</p> <p>No. 1. Compte d'argent reçu pour le Revenu casuel et territorial. 2. Compte d'argent reçu pour droits et licences en vertu du statut de la 14e. Geo. III. 3. Compte d'argent reçu pour droits sur les vins en vertu de l'acte provincial de la 33e. Geo. III. 4. Compte d'argent reçu pour droits sur divers biens, effets et marchandises et sur les licences, en vertu des actes provinciaux de la 35e. Geo. III, chap. 8 et 9. 5. Compte d'argent reçu pour droits sur les licences pour des billiards et sur le tabac fabriqué et le tabac en poudre, en vertu des actes provinciaux de la 41e. Geo. III, chap. 13 et 14. 6. Etat des argens perçus en vertu des actes provinciaux de la 45e. Geo. III, chap. 12; de la 51e. Geo. III, chap. 12, et de la 2e. Geo. IV, chap. 2, et des dépenses encourues pour le soutien et l'amélioration de la navigation du fleuve Saint-Laurent. 7. Compte des droits perçus en vertu de l'acte provincial de la 48e. Geo. III, chap. 19, pour l'amélioration de la navigation intérieure du fleuve Saint-Laurent. 8. Compte d'argent reçu pour droits en vertu de l'acte provincial de la 53e. Geo. III, chap. 11, amendé par la 55e. Geo. III, chap. 2. 9. Compte d'argent reçu pour droits en vertu de l'acte provincial de la 55e. Geo. III, chap. 3. 10. Compte d'argent reçu pour droits en vertu de l'acte provincial de la 59e. George III, chapitre 4, continué et amendé par l'acte de la 4e. George IV, chapitre 10. 11. Compte d'argent reçu pour droits en vertu des actes du parlement impérial de la 3e. George IV, chapitres 44 et 45, et de la 4e. George IV, chapitre 2. 12. Compte d'argent reçu pour droits en vertu de l'acte du parlement impérial de la 3e. George IV, chapitre 119. 13. Compte d'argent reçu pour amendes, confiscations, &c. 14. Compte du revenu provincial perçu et reçu. 15. Etat faisant voir les droits recueillis en vertu de divers actes du parlement provincial du Bas-Canada, et les différentes appropriations d'iceux.</p> <p>DEPENSE CIVILE DU BAS-CANADA : 16. Précis des <i>warrants</i> accordés par le Gouverneur-en-chef et le Lieutenant-Gouverneur, pour le paiement de la dépense civile du Bas-Canada, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'au 1er. Novembre 1824.</p> <p>LEGISLATURE : 17. Précis des <i>warrants</i> accordés par le Gouverneur-en-chef et le Lieutenant-Gouverneur, pour le paiement des appointemens des officiers de la Législature, et des dépenses contingentes d'iceux, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'au 1er. Novembre 1824.</p> <p>REVENU PROVINCIAL : 18. Etat des frais de la perception du revenu du Bas-Canada, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'au 1er. Novembre 1824.</p>		
N	No. 1	Février 1	BANQUES : Etat des fonds de la Banque de Québec, qui fait voir le montant du capital qui y a été versé, les dettes qui y sont dues, les deniers qui y ont été déposés, les billets en circulation et l'argent en mains le 1er. Février 1824.	
		2	7	Etat de ditto des Banques de Montréal et du Canada, qui fait voir dto. dto. le 31 Janvier 1825.
O			9	OBLIGATIONS POUR LE PAIEMENT DU REVENU : Etat des obligations dues pour le Revenu de la douane au port de Québec.
				FONDS PUBLICS : Compte courant du receveur-général avec les lords commissaires de la trésorerie, du 25 Novembre 1823 au 10 Octobre 1824.
P			12	PECHES DE GASPE : Réglemens faits par les grands-jurés de Carleton et de Percé dans le district de Gaspé, aux sessions générales de la paix, pour le règlement temporaire et local des pêches dans le dit district, en vertu de l'acte de la 4e. George IV, chapitre 1er, clause 18.
Q			14	MAISONS DE CORRECTION : Etat général des comptes des personnes nommées en vertu des actes des 57e. George III, chapitre 10, 58e. George III, chapitre 14, et 3e. George IV, chapitre 32, pour former des comités de surveillance des maisons de correction dans les différens districts, de l'emploi des deniers mis à leur disposition en vertu des dits actes, du 1er. Novembre 1822 au 1er. Novembre 1824.—N. B. Les comptes, numero 1 à 10, sont à la suite de l'état.
R			18	LISTE CIVILE : Estimation des dépenses ordinaires, permanentes et croissantes du gouvernement civil de la province du Bas-Canada pour l'année 1825.
S	No. 1		25	COMMUNICATIONS INTERIEURES : Rapport des commissaires pour le comté de Northumberland en vertu de l'acte de la 57e. George III, chapitre 13.
		2 Mars	5	Rapport de dto. pour le comté de Bedford en vertu de dto.
		3	22	Rapport de dto. pour le comté d'York en vertu de dto.
T		Février 28		IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS : Etat de la valeur des marchandises payant $2\frac{1}{2}$ pour cent au port de Québec, et de la quantité des autres effets qui paient des droits spécifiés, en passant du Bas au Haut-Canada, tels que payés à l'inspecteur de marchandises au Côteau-du-Lac pour les quatre quartiers finissant le 10 Octobre 1824.

Appendix.

V.	March 2	HAMPSHIRE CONTROVERTED ELECTION: Report of the Commissioners appointed for the purposes of examining the Witnesses of the Petitioners complaining against that Election, and of the Sitting Member, (<i>John Cannon, Esquire.</i>)
U.	— 4	CIVIL LIST: Report from the Special Committee to whom was referred the Estimate for the Ordinary, Permanent and Growing Expenses of the Civil Government of the Province of Lower Canada, for the year 1825.
W.	— 8	PUBLIC FUNDS: Statement of Cash paid into the hands of the Receiver-General of Lower Canada since the 10th October 1824. — Ways and Means to meet the Expenditure of the year 1825.
X.	— 8	ROAD ACTS: Report from the Special Committee appointed to consider and report the Amendments necessary to be made to the Act 36th, Geo. III., cap. 9, and the Act 39th, Geo. III., cap. 5, for making and repairing the Highways, Roads and Bridges in this Province.
Y.	— 17	CROWN WITNESSES: Statement of Sums paid for summoning and keeping together Crown Witnesses at the several Terms of Criminal Jurisdiction, held at Montreal, Three Rivers, and Quebec, during the year 1824.
Z.	— 21	LETTERS of CREDIT: List of Monies advanced on Letters of Credit which still remain unaccounted for, 10th October 1824.
A.A.	—	IMPORTS and EXPORTS: Statement of the Imports and Exports at the Ports of Quebec, New Carlisle and Gaspé, in the year 1824. Statement of the Imports and Exports at the Port of St John, from 11th October 1823 to 10th October 1824. Statement of Articles imported from the United States through the Port of Côteau du Lac, for the year ending 10th October 1824. Statement of Articles imported from the Province of Upper Canada through the Port of Côteau du Lac, for the year ending 10th October 1824. Statement of Lumber imported from the Province of Upper Canada through the Port of Côteau du Lac, for the year 1824.

Appendice

V	Mars	2	ELECTION CONTESTEE DE HAMPSHIRE : Rapport des commissaires nommés pour examiner les témoins des pétitionnaires contre l'élection du membre siégeant (John Cannon, écuyer).
U	—	4	LISTE CIVILE : Rapport du comité spécial auquel a été référée l'estimation des dépenses ordinaires, permanentes et croissantes du gouvernement civil de la province du Bas-Canada pour l'année 1825.
W	—	8	FONDS PUBLICS : Etat des deniers payés entre les mains du receveur-général du Bas-Canada depuis le 10 Octobre 1824.
X	—	8	ACTES DES CHEMINS : Rapport du comité spécial nommé pour considérer et faire rapport des amendemens nécessaires aux actes des 36e George III, chapitre 9, et 39e. George III, chapitre 5, pour faire et réparer les chemins et ponts en cette province.
Y	—	17	TEMOINS DE LA COURONNE : Etat des sommes payées pour sommer et garder des témoins de la couronne aux différens termes de juridiction criminelle tenus à Montréal, aux Trois-Rivières et à Québec durant l'année 1824.
Z	—	21	LETTRES DE CREDIT : Liste des deniers avancés sur des lettres de crédit et dont il n'a pas encore été rendu compte, 10 Octobre 1824.
AA	—	—	IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS : Etat des importations et exportations aux ports de Québec, de New-Carlisle et de Gaspé en l'année 1824 Etat des importations et exportations au port de Saint-Jean, du 11 Octobre 1823 au 10 Octobre 1824. Etat des articles importés de la province du Haut-Canada par le port du Côteau-du-Lac pour l'année finissant le 10 Octobre 1824. Etat des bois de construction importés de la province du Haut-Canada par le port du Côteau-du-Lac, pour l'année 1824.

Appendix
(A.)
11th Jany.

CLERK'S OFFICE, HOUSE OF ASSEMBLY.
SATURDAY, 8th JANUARY 1825.
REPORT.

STATE of the Library of the House of Assembly, made pursuant to an Order of the House of the 10th of March one thousand eight hundred and two.

Since the last Report, to wit, on the 25th November 1823, there has been imported from London, and bought in this Province, the following Books, viz.

VOLUMES.

- 1 London Directory for 1824, 12mo.
- 2 Hansard's Debates, 8th and 9th Vols. 8vo.
- 2 Repertory of Arts, 43rd and 44th Vols. 8vo.
- 2 Barnwall and Creswell, 8vo.
- 1 State Trials, 32nd Vol. 8vo.
- 1 Statutes 4th Geo. IV. 4to.
- 1 Edinburgh Review, 39th Vol. 8vo.
- 1 British Royal Calendar for 1824, 8vo.
- 3 Chitty on Commerce, 8vo.
- 3 Encyclopédie Méthodique, 4to.
- 3 Gourlay's Upper Canada, 8vo.
- 1 Parry's second voyage, 4to.
- 2 Nichol's Recollections of George III. 4to.
- 2 Chimie appliquée à l'Agriculture, 8vo.
- 1 Memoirs of the Royal Family of France, in English, 8vo.
- 1 Ditto ditto ditto, in French, 8vo.
- 29 Quarterly Review, 8vo.
- 1 Luffman's Charters, 8vo.
- 2 Buchanan's Mill Work, 8vo.
- 1 Martin on Averages, 4to.
- 1 Nare's Glossary, 4to.
- 6 Bissett's Geo. III. 8vo.
- 2 Geo. III. His Court and Family, 8vo.
- 1 Bird's Parish Matters, 8vo.
- 1 Bird's Highways, 8vo.
- 1 Bird's Commons, 8vo.
- 12 Œuvres de Bonald, 8vo.
- 14 Lettres Edifiantes, 8vo.
- 2 Pradt on Europe and America, 8vo.
- 2 Talbot's Canada, 8vo.
- 3 Meyrick's Ancient Armour, folio.
- 1 Almanach Royal de Paris pour 1824, 8vo.
- 1 Court Calendar of 1824, 8vo.
- 1 Commons' Journals, 76th Vol. folio.
- 26 Causes Célèbres, Edition 1795, 12mo.
- 21 Ditto ditto, Edition 1808, 8vo.
- 1 Rochefoucault's Travels in North America, 4to.
- 1 Journey in China, 4to.
- 1 Heriot's Travels through the Canadas, 4to.
- 2 Travels of Ali Bey, 4to.
- 2 Mackenzie's History of Great Britain, 4to.

162 Total.

In all One hundred and sixty-two Volumes added to the Library since the last Report on the twenty-fifth November one thousand eight hundred and twenty-three.

The foregoing Books, including expenses, cost Two hundred and nine pounds and one penny currency.

The Library now contains Two thousand four hundred and thirteen Volumes, all in good order.

WM. LINDSAY,
Clk. Assembly.

BUREAU DU GREFFIER, CHAMBRE D'ASSEMBLEE, Appendice
SAMEDI, 8 JANVIER 1825. (A)
RAPPORT. 11e. Jany.

ETAT de la Bibliothèque de la Chambre d'Assemblée, fait en conformité à un ordre de la Chambre du dix de Mars mil huit cent deux.

Depuis le dernier Rapport, savoir : le vingt-cinq de Novembre mil huit cent vingt-trois, les Livres suivans ont été importés de Londres, et achetés en cette Province, savoir :

VOLUMES.

- 1 London Directory for 1824, 12mo.
- 2 Hansard's Debates, 8e. et 9e. Vol. 8vo.
- 2 Repertory of Arts, 43e. et 44e. Vol. 8vo.
- 2 Barnwall and Creswell, 8vo.
- 1 State Trials, 32e. Vol. 8vo.
- 1 Statutes 4th Geo. IV. 4to.
- 1 Edinburgh Review, 39e. Vol. 8vo.
- 1 British Royal Calendar for 1824, 8vo.
- 3 Chitty on Commerce, 8vo.
- 3 Encyclopédie Méthodique, 4to.
- 3 Gourlay's Upper-Canada, 8vo.
- 1 Parry's Second Voyage, 4to.
- 2 Nichol's Recollections of George III, 4to.
- 2 Chimie appliquée à l'Agriculture, 8vo.
- 1 Memoirs of the Royal Family of France, 8vo.
- 1 Mémoires de la Famille Royale de France, 8vo.
- 29 Quarterly Review, 8vo.
- 1 Luffman's Charters, 8vo.
- 2 Buchanan's Mill Work, 8vo.
- 1 Martin on Averages, 4to.
- 1 Nare's Glossary, 4to.
- 6 Bissett's George III, 8vo.
- 2 George III., his Court and Family, 8vo.
- 1 Bird's Parish Matters, 8vo.
- 1 Bird's Highways, 8vo.
- 1 Bird's Commons, 8vo.
- 12 Œuvres de Bonald, 8vo.
- 14 Lettres Edifiantes, 8vo.
- 2 Pradt on Europe and America, 8vo.
- 2 Talbot's Canada, 8vo.
- 3 Meyrick's Ancient Armour, folio.
- 1 Almanach Royal de Paris pour 1824, 8vo.
- 1 Court Calendar of 1824, 8vo.
- 1 Commons' Journals, 76e Vol. folio.
- 26 Causes Célèbres, Edition 1795, 12mo.
- 21 Do. do. Edition 1808, 8vo.
- 1 Rochefoucault's Travels in North America, 4to.
- 1 Journey in China, 4to.
- 1 Heriot's Travels through the Canadas, 4to.
- 2 Travels of Ali Bey, 4to.
- 2 Mackenzie's History of Great Britain, 4to.

162 Total.

Cent soixante-et-deux volumes en tout ajoutés à la Bibliothèque depuis le dernier Rapport du vingt-cinq de Novembre mil huit cent vingt-trois.

Les Livres ci-dessus, y comprenant les frais, coûtent deux cent neuf livres et un denier courant.

La Bibliothèque contient maintenant deux mille quatre cent treize volumes, tous en bon ordre.

WM. LINDSAY,
Greffr. Assblée.

Appendix
(B.)
11th Jany.

CLERK'S OFFICE, HOUSE OF ASSEMBLY.
SATURDAY, 8th January 1825.

THE Clerk of the House of Assembly respectfully states to the House, that in order to expedite the Public Business, he has retained all the Extra Writers employed during the last Sessions, giving them to understand they will be paid for the present Session at a reduction of one-fourth from the Sum formerly allowed them.

The Assistant French Translator and two Clerks of Committees have been paid from the first of May one thousand eight hundred and twenty four, agreeable to the Resolve of the House of the fourth of March last.

These Gentlemen, as well as the Extra Writers, humbly solicit the House to reconsider their Services, in the hope that upon due regard to them, the Resolution aforesaid will be rescinded.

WM. LINDSAY,
Clk. Assembly.

BUREAU DU GREFFIER, CHAMBRE D'ASSEMBLEE, Appendice
SAMEDI, 8 Janvier 1825. (B.)
LE Greffier de la Chambre d'Assemblée expose respectueusement à la Chambre, qu'afin d'expédier les affaires publiques il a retenu tous les Ecrivains extraordinaires employés durant les dernières Sessions, leur donnant à entendre qu'ils seront payés pour la présente Session, avec une réduction d'un quart sur la somme qui leur étoit ci-devant allouée.

L'Assistant-Traducteur François et les deux Greffiers des Comités ont été payés depuis le premier Mai mil huit cent vingt-quatre conformément à la Résolution de la Chambre du quatre Mars dernier.

Ces Messieurs, ainsi que les Ecrivains extraordinaires, prient humblement la Chambre de considérer de nouveau leurs services, espérant qu'en y ayant égard, la Résolution susdite sera rescindée.

WM. LINDSAY,
Greff. Assée.

Appendix
(C.)
12th Jany.

TO THE HONORABLE THE COMMONS OF LOWER-CANADA, IN PROVINCIAL PARLIAMENT ASSEMBLED.

The Report of the Commissioners appointed under the Act of the First, George the Fourth, Chapter Six, intituled, "An Act for making a navigable Canal from the neighbourhood of Montreal to the Parish of Lachine, and to appropriate a certain sum of money for that purpose, and to repeal a certain Act therein mentioned."

Respectfully sheweth,

THAT on the breaking up of last winter, the attention of the Commissioners was first directed to the repairs of such injuries to the Canal as had been thereby occasioned.

AUX HONORABLES COMMUNES DU BAS CANADA, Appendice
ASSEMBLEES EN PARLEMENT PROVINCIAL. (C.)
Le Rapport des Commissaires nommés en vertu de l'Acte de la première George Quatre, Chapitre six, intitulé "Acte pour faire un Canal navigable du voisinage de Montréal à la Paroisse de la Chine, et pour approprier une certaine somme d'argent à cette fin, et pour rappeler un certain Acte y mentionné;"

Représente humblement, QU'À la fin de l'hiver dernier, le premier soin des Commissaires fut de faire réparer les dommages causés au Canal durant cette saison.

Appendix
(C.)

12th Jany.

The artificial banks thereof, formed the preceding season, not being fully consolidated, suffered in several places, but not materially. One accident however happened which created considerable expense.

The Creek which issues out of the swampy ground denominated "The Little Lake," runs under the Canal through a Tunnel of five feet diameter. The dissolution of the snow was so sudden, as to convert that swampy ground, for the time, into a real Lake, and the accumulated water thereof not finding immediate vent, made a breach across the Canal, by breaking down a part of the Banks at its entrance and exit. No diameter of Tunnel could have delivered this water at once, but the above-said one was more than sufficient for its passage, if the discharge had been gradual.

The expense occasioned by the repair of the breaches, may be considered as compensated, by their pointing out the probable means of preventing a recurrence of a like accident. Those adopted consist in the formation of a small basin on one side, to receive the surplus water in the first instance, and a bye-wash or overshoot on the other side of the Canal for its discharge, which the Commissioners trust will be effectual; but experience can alone decide with certainty, in a case so dependent upon a periodical cause, operating differently, according to the nature of the thaw at the approach of Spring. Over this small basin a Bridge has been constructed, to connect the towing path.

The next operation was to proceed in finishing the Masonry and Gates of the second and third Locks at the Côte Saint Paul, each of six feet lift, and close together; as also to complete the excavation from these Locks through the rocky ground adjoining, and thence through the mossy ground at Chapman's and Gregory's, with the necessary bye-wash and sluice, and the further excavation as far as Lock number four, on the farm of Saint Gabriel.

These being completed by the twenty-first of June, the water was let into Locks numbers two and three, onward as far as number four, to a depth of about three feet, in order to admit of Scows with stone, lime and sand, for the last mentioned Lock,—that has a lift of eight feet; during the progress of its construction, the excavation of the Canal was carried on through the farm of Saint Gabriel and the Common, to near the Windmills above the Port. On that farm there is a natural drain or watercourse, (across the bed whereof there had been formerly a Beaver dam) which it was necessary to cross and leave open, by forming a circular tunnel of strong masonry, three and a half feet in diameter, for it to pass through, with a bye-wash and sluice adjoining, all of solid materials.

Bye-washes or overshoots and sluices on the other part of the Canal were also constructed; one of each is indispensable at every reach or range of the Canal, where the water, when the Gates are shut, is on the same level, namely, at the Côte Saint Paul reach, that between Locks three and four, and between numbers four and five. The Bye-washes are of the height of the water level of the Canal, or somewhat lower, and so constructed as to allow the surplus water which may enter the Canal, by rains or otherwise, to run off without injury thereto, and are placed contiguous to a natural drain or water course, into which they discharge.

The Sluices which go to the bottom of the Canal, are for emptying a reach wholly, when any repair is wanted, or the removal of any thing fallen into it becomes necessary.

A Bye-wash was contemplated above the Regulating Lock at La Chine, but the opening left for it was filled up, in consequence of finding that it caused a considerable current in the reach between the said Lock and the upper entrance of the Canal.

The Basins for Boats have been made at the expense of the adjoining proprietors of grounds, viz. one upon Chapman's Farm, and another near to the Saint Joseph Suburb.

The Canal from Lachine to the last mentioned place, was, by the fourteenth of August, in such a state as to allow of water being admitted, sufficient for the navigation of Durham Boats, and notice thereof given accordingly; but the forwarders of goods having made their arrangements for following, during the season, the usual practice of conveyance to Lachine, few availed themselves of the Canal, and the number of loaded Boats, which have entered or left, is only thirteen, and the Tolls collected Thirty-nine pounds fourteen shillings and four pence.

It will next Spring be navigable to near the Windmills. The embankments made at the entrance of the Canal into the River at Lachine, were uninjured, but the access thereto being found to be difficult, by reason of the current crossing the said entrance, it was judged expedient to ruin out the upper embankment to such an extent as to produce an eddy, which has answered so well, that Boats coming down under sail can now enter without danger or inconvenience.

Those embankments having however been found liable to injury, from the gales of wind at that broad part of the River causing an indulation, which wasted away part of their materials, they have been strengthened by a lining of stones, placed so as to take their natural declivity, without being built or regularly laid, which has had the best effect.

The Commissioners have had complaints and applications respecting damages occasioned, or so pretended to be, in various ways, but in their opinion, without foundation, excepting as to the effect of the interruption of communication between the parts of Farms separated by the Canal. The number of Bridges required by the Act have been built, and more would be injurious to the navigation. The best practicable remedy therefore would be, to make, between those Bridges, a Road of Communication across the intersected grounds, for the use of the proprietors only; but as this might be costly, and the pecuniary means were wanting, the Commissioners deferred doing any thing therein, until after the Canal shall be completed, and such means are found. To form these Roads, it will be necessary to purchase some grounds, which will increase the expense.

To complete the Canal, three Locks of nearly eight feet lift each are required near the Windmills, to connect it with the River; and also an excavation in the bed thereof, to afford the needful depth of water from the entrance of the Canal down to near Munn's ship yard. Part of the

Les bords artificiels du Canal formés l'année précédente n'étant pas suffisamment consolidés, ils furent endommagés en plusieurs endroits, mais non pas très considérablement. Il arriva néanmoins un accident qui occasionna une dépense considérable.

Le ruisseau qui sort du terrain marécageux appelé *le petit Lac* passe sous le Canal par un entonnoir de cinq pieds de diamètre. La fonte de la neige fut si soudaine qu'elle changea pour lors ce terrain marécageux en un véritable lac, dont l'eau accumulée ne trouvant pas une issue suffisante, s'ouvrit un passage par le Canal, en abattant une partie des bords à son entrée et à sa sortie. De quelque diamètre qu'eût été un entonnoir, il n'eût pu donner passage à la fois à cette abondance d'eau; mais celui ci-dessus étoit plus que suffisant pour son écoulement, si cet écoulement eût été graduel.

La dépense occasionnée par la réparation des brèches peut être considérée comme étant compensée en ce qu'elles ont indiqué les moyens probables d'empêcher qu'un pareil accident ne se renouvelle à l'avenir. Ceux qui ont été adoptés consistent dans la formation d'un petit bassin d'un côté, pour recevoir d'abord la surabondance de l'eau, et d'une chute ou abaissement de l'autre côté du Canal pour sa décharge. Les Commissaires se flattent qu'il en résultera l'effet désiré, mais il n'y a que l'expérience qui puisse décider avec certitude dans un cas tellement dépendant d'une cause périodique qui opère différemment, selon la nature du dégel, à l'approche du printemps. Il a été construit un pont au-dessus de ce petit bassin, pour que la route de touage ne fût point interrompue.

On procéda ensuite à l'achèvement de la maçonnerie et des vannes de la deuxième et de la troisième écluse à la côte Saint-Paul, chacune de six pieds d'élévation, et l'une près de l'autre, ainsi que de l'excavation depuis ces écluses par le terrain rocheux avoisinant, puis par le terrain moussueux sur les terres de Chapman et de Gregory, avec les chutes et décharges nécessaires, et de là jusqu'à la quatrième écluse sur la terre de Saint-Gabriel.

Ces ouvrages étant achevés le vingt-un de Juin, on laissa entrer l'eau dans les deuxième et troisième écluses, pour se rendre jusqu'à la quatrième, à la profondeur d'environ trois pieds, afin de faire venir dans des bacs la pierre, la chaux et le sable pour cette dernière écluse, qui a huit pieds d'élévation.

Durant le progrès de sa construction, l'excavation fut continuée par la terre de Saint-Gabriel et la Commune jusque près des Moulins à vent, au-dessus du port. Sur cette terre il y a un ruisseau ou cours d'eau naturel (à travers le lit duquel il y avoit autrefois une loge de castor) qu'il a fallu traverser et laisser ouvert, en formant un entonnoir circulaire de trois pieds et demi de diamètre, et de forte maçonnerie, pour qu'il y passât, avec une chute et une décharge auprès, le tout de matériaux solides.

Il a aussi été construit des abaissements ou chutes et des décharges de l'autre côté du Canal; l'une desquelles est indispensablement nécessaire dans toutes les étendues du Canal où l'eau, lorsque les écluses sont fermées, est au même niveau, savoir, à la côte Saint-Paul, entre les écluses Nos. 3 et 4, et entre celles Nos. 4 et 5. Les abaissements sont à la hauteur du niveau de l'eau du Canal, ou quelque peu plus bas, et sont construits de manière à ce que la surabondance d'eau qui peut être versée dans le Canal, par la pluie ou autrement, puisse s'écouler sans l'endommager, et sont contigus à des cours d'eau naturels dans lesquels l'eau s'écoule.

Les décharges qui vont au fond du Canal sont destinées à vider entièrement une étendue, lorsqu'il est nécessaire d'y faire quelque réparation, ou d'en retirer quelque chose qui y est tombé.

On s'étoit proposé de faire un abaissement au-dessus de l'écluse régulatrice à la Chine, mais l'ouverture qu'on avoit laissée pour cette fin a été remplie, parce qu'on s'est aperçu qu'elle occasionnoit un courant considérable entre la susdite écluse et l'entrée supérieure du Canal.

Il a été fait deux bassins pour les bateaux aux frais des propriétaires des terrains adjacents, savoir: un sur la terre de Chapman et un autre près du faubourg Saint-Joseph.

Le Canal, depuis la Chine jusqu'au lieu dernièrement mentionné, s'est trouvé, le quatorze d'Août, en état d'admettre assez d'eau pour la navigation des berges ou bateaux de Durham, et il en a été donné avis en conséquence; mais ceux qui font monter des marchandises ayant fait leurs arrangements pour suivre la méthode ordinaire de les transporter à la Chine, peu ont usé de la voie du Canal, et le nombre des berges chargées qui y sont entrées, ou qui en sont sorties, n'est que de treize, et les péages perçus de trente-neuf livres quatorze schellings et quatre deniers.

Il sera navigable l'année prochaine jusque près des Moulins à vent.

Les levées faites à l'entrée du Canal dans le fleuve à la Chine n'ont pas été endommagées, mais l'approche de ces levées ayant été trouvée difficile, à cause du courant qui traverse la dite entrée, on a jugé expédient de prolonger la levée supérieure assez loin pour produire un reflux ou rejaillissement, lequel a eu un si bon effet que présentement les berges qui descendent à pleines voiles peuvent entrer dans le Canal sans danger ni inconvénient.

Ces levées ayant pourtant été trouvées sujettes à être endommagées par les coups de vent qui dans cet élargissement du fleuve occasionnoient une ondulation qui emportoit une partie de leurs matériaux, elles ont été renforcées par des pierres placées de manière à suivre leur déclivité, sans être maçonnées ni posées régulièrement, ce qui a eu le meilleur effet.

On a fait aux Commissaires des plaintes et des applications concernant des dommages réels ou prétendus, de toute manière, mais, selon eux, sans fondement, excepté quant à l'effet de l'interruption de la communication entre les parties des terres séparées par le Canal. Le nombre de ponts requis par l'Acte a été construit, et un plus grand nombre seroit nuisible à la navigation. Le meilleur remède praticable seroit donc de faire des chemins de communication à travers les terrains coupés pour l'usage des propriétaires seulement; mais comme la chose pourroit être coûteuse, et que les moyens pécuniaires manquoient, les Commissaires ont différé de s'en occuper jusqu'à ce que le Canal soit fini et qu'on ait les moyens nécessaires: pour faire ces chemins il sera nécessaire d'acheter quelques terrains, ce qui augmentera encore les frais.

Pour finir le Canal, il faut trois écluses près des Moulins à vent, d'à-peu-près huit pieds d'élévation chacune, afin de le joindre au fleuve; et de plus une excavation dans le lit du dit fleuve pour fournir la profondeur d'eau nécessaire depuis l'entrée du Canal jusque près du Chantier de

Appendice
(C.)

12e. Jany.

Appendix
(C.)
12th Jany.

excavation for those Locks is effected, and preparations made for being enabled to proceed as soon as the state of the water in the River next season will allow of it. This can only be done after it falls to a certain level, and some precautions have been adopted that will allow of the remaining excavation being attempted earlier than otherwise would be practicable.

The Locks numbers five and six can however be begun early in the Spring, if the pecuniary means be supplied.

In sinking a Well-pit, necessary for discharging the water from the bed of the lowest Lock, or number seven, by the means of a horse-pump, it has been discovered that a bed of running or quicksand must be passed through, which will require a heavy expense to guard against its effects. The bottom of the Lock will have to be piled over its whole extent, and other expedients will be necessary for giving a solid foundation thereto.

It is however consolatory to know that the same expense must have been incurred, wheresoever the Canal had joined the River, as a like bed of sand at a certain depth would have been found elsewhere.

The accounts of the season to the thirty-first December instant, with the corresponding vouchers, are transmitted to the Civil Secretary's Office. The expenditure of the late season is Twenty-five thousand four hundred and two pounds, fifteen shillings and two pence; and the whole expenditure from the commencement up to the present time, amounts to Seventy-six thousand nine hundred and fifteen pounds, nine shillings and three pence.

There is due on the present excavation of the seventh Lockpit about Five hundred pounds, and the current expense to the first of May next will be about Three hundred pounds.

The monies received are as follows:

In virtue of the first Provincial Grant,	£25000	0	0
In virtue of the second ditto,	10000	0	0
From the Commander of the Forces on behalf of His Majesty's Government,	10000	0	0
In virtue of the Provincial Grant of March one thousand eight hundred and twenty-three, whereof one half received in August last, and the residue the eighteenth December instant,	12000	0	0
In virtue of the authority given by the Legislative Act of last Session, in March one thousand eight hundred and twenty-four, to borrow,	20000	0	0

The Loan was publicly advertized, and proposals received for it, all of them at the rate of six per cent interest, excepting Two thousand pounds at five.

The proposals were accepted; Certificates granted to the Lenders, and the rates of interest made payable accordingly. The whole interest accruing thereon to the first of November last, is Three hundred and ninety-six pounds, fifteen shillings and ten pence currency, reckoned from the dates of receipt of the monies respectively, thenceforth it will go regularly on from the said first November for every succeeding six months.

The Commissioners find themselves under the mortifying and painful necessity of stating, that the whole of the monies heretofore granted being expended, a very considerable further sum is necessary to complete the undertaking. The expense has far exceeded what was considered to be sufficient, but, although they have been defective in foresight, they are wholly free from intentional error in the Estimates, as there was no practical guide for them in this country in a work of the like magnitude, and the nature of this climate required precautions which are not needful in one more temperate.

It has been a leading principle with them, that solidity, with a view to duration, would eventually be a wiser economy than superficial execution at a cheaper rate.

The Locks contain an immense mass of masonry, which will bear comparison with the best executed European works. They are one hundred feet in length, being that prescribed by the Act, and are longer than any in Great Britain, those of the Caledonian Canal excepted; their width is also great, being twenty feet in the clear at the Gates, also so prescribed; and the inverted arches of cut stone laid upon three inch plank, and forming their bottom, are very expensive, but absolutely necessary; and were proof thereof required, reference might be made to the giving way of the principal Lock above the Albany Basin, of the great Western or Erie Canal, in the State of New-York.

One source of error in respect to the sum mentioned in the last Report as supposed to be wanted, was the not adverting to the sums due to Contractors for Masonry and Excavation, who having received only payments on account, there were large balances found to be due thereto on the final settlement, for work done and since paid.

The time expended on the works of the Canal exceeds what the Commissioners expected or wished, which has occasioned a continuance of their gratuitous services, and a large expenditure in superintendance and overseeing; but the cause of the delay is attributable to deficiency of money, and to the very peculiar state of the waters during the Spring and part of the Summer, at Lachine and above the Port. The waters of the Saint Lawrence and Ottawa, but especially the latter, then rise to a great height, which prevent excavation until they subside, and accordingly the season of such labour is greatly curtailed. Above the Port, the overflow is excessive in the Spring, from the recoil of the ice and water, occasioned by the accumulation of ice below, acting as a dam to the current of the River, until it finds a vent.

It is therefore impossible to assign a specific time for effecting the completion of the remaining three Locks, as it will depend, first, upon

Munn. Une partie de l'excavation pour ces écluses est déjà faite, et il a été fait des préparatifs pour pouvoir procéder l'été prochain, aussitôt que l'état de l'eau dans le fleuve le permettra. Cela ne pourra se faire que lorsqu'elle se sera abaissée à un certain niveau, et il a été pris quelques précautions pour mettre en état de creuser plutôt qu'on n'aurait pu le faire autrement. Les écluses Nos. 5 et 6 pourront néanmoins se commencer de bonne heure le printemps prochain, si les moyens pécuniaires sont fournis.

En creusant une espèce de puits nécessaire pour décharger l'eau de la dernière écluse, ou No. 7, au moyen d'une pompe à chevaux, on a découvert qu'il falloit passer par une couche de sable mouvant, et il faudra faire une grande dépense pour se mettre à l'abri de ses effets. Il faudra que le fond de l'écluse soit en pilotis dans toute son étendue, et il sera nécessaire de recourir à d'autres expédients pour lui donner un fondement solide.

C'est pourtant un sujet de consolation de savoir qu'en quelque endroit que le canal eût joint le fleuve, il eût fallu faire la même dépense, parce qu'on auroit trouvé ailleurs une couche de sable semblable, à une certaine profondeur.

Les comptes de l'année jusqu'au trente-un de Décembre courant, avec les pièces justificatives correspondantes, sont transmis au bureau du Secrétaire Civil. La dépense de la dernière année est de vingt-cinq mille quatre cent deux livres quinze schelings et deux deniers, et la dépense totale depuis le commencement jusqu'au tems présent se monte à soixante-et-seize mille neuf cent quinze livres neuf schelings et trois deniers.

Il est dû sur la présente excavation de la dernière écluse environ cinq cents livres courant, et la dépense courante jusqu'au premier de Mai sera d'environ trois cents livres.

Les argens reçus sont comme suit:

En vertu du premier octroi provincial,	-	£25000	0	0
Do. du second do.,	-	10000	0	0
Du Commandant des Forces, de la part du Gouvernement de Sa Majesté,	-	10000	0	0
En vertu de l'octroi provincial de Mars mil huit cent vingt-trois, dont une moitié a été payée en Août dernier, et le reste le dix-huit Décembre,	-	12000	0	0
En vertu de l'autorisation donnée par l'Acte législatif de la dernière Session, en Mars mil huit cent vingt-quatre, d'emprunter	-	20000	0	0

L'emprunt a été proposé publiquement et il a été reçu des propositions en conséquence, toutes au taux de six pour cent d'intérêt, excepté pour deux mille livres à cinq pour cent. Les propositions ont été acceptées; il a été donné des certificats aux prêteurs, et les taux de l'intérêt sont devenus payables en conséquence. Le total de l'intérêt dû sur cet emprunt jusqu'au premier de Novembre dernier est de trois cent quatre-vingt-seize livres quinze schelings et dix deniers courant, à compter des dates respectives auxquelles l'argent a été reçu. Dorénavant, il courra régulièrement du dit premier de Novembre pour chaque demi-année suivante.

Les Commissaires se trouvent dans la pénible et mortifiante nécessité de dire que la totalité des deniers accordés étant dépensée, il est besoin d'une nouvelle somme d'argent très-considérable pour compléter l'entreprise. La dépense a beaucoup excédé ce qu'ils regardoient comme suffisant, mais s'ils ont manqué de pénétration à cet égard, ils sont d'un autre côté entièrement exempts d'erreur intentionnelle, d'autant plus qu'ils n'avoient pas de guide pratique dans ce pays pour un ouvrage aussi considérable, et que la nature de ce climat exige des précautions qui deviennent inutiles dans un autre plus tempéré.

Ils se sont principalement guidés d'après ce principe, que la solidité dans la vue de la durée seroit à la fin une économie plus sage qu'une exécution superficielle à moindre prix.

Les écluses contiennent une masse immense de maçonnerie que l'on peut comparer aux ouvrages les mieux exécutés en Europe. Elles ont cent pieds de longueur, comme il est prescrit par l'Acte, et l'emportent par cette dimension sur toutes les écluses qu'il y a dans la Grande-Bretagne, celles du Canal Calédonien exceptées. Leur largeur est aussi très-considérable, étant partout de vingt pieds, même aux vannes, comme il est pareillement prescrit. Les arches renversées de pierre de taille posées sur des madriers de trois pouces, en formant leur fond, coûtent beaucoup, mais sont absolument nécessaires; et si l'on en vouloit la preuve, il suffiroit de référer à l'écroulement de la principale écluse, au-dessus du Bassin d'Albany, du grand Canal de l'Ouest ou d'Erié, dans l'Etat de New-York.

Une source d'erreur quant à la somme mentionnée dans le dernier rapport comme supposée nécessaire, c'étoit qu'on n'avoit pas eu égard aux sommes dues aux contracteurs pour la maçonnerie et l'excavation, lesquels n'ayant reçu que des paiemens à compte, il s'est trouvé qu'il leur étoit dû de grandes balances, lors du règlement final des comptes pour ouvrages faits et payés depuis.

Le tems employé aux ouvrages du Canal excède ce à quoi les Commissaires s'attendoient, et qu'ils désiroient, ce qui a rendu nécessaire la continuation de leurs services gratuits, et leur a occasionné une grande dépense pour la conduite et la surveillance. Mais la cause du délai doit être attribuée à l'insuffisance des moyens pécuniaires, et à l'état tout particulier des eaux durant le printemps et une partie de l'été, à la Chine et au-dessus du port. Les eaux du Saint-Laurent et de la rivière des Outaouais, mais particulièrement celles de cette dernière, s'élèvent alors à une grande hauteur, ce qui empêche de creuser jusqu'à ce qu'elles aient baissé, et la saison des travaux se trouve en conséquence considérablement raccourcie. Au-dessus du port, la crue est excessive au printemps, en conséquence du refoulement de la glace et de l'eau, occasionné par l'accumulation des glaces au-dessous, laquelle agit comme une chassée par rapport au courant jusqu'à ce qu'il ait trouvé une issue.

Il est donc impossible d'assigner un tems déterminé pour l'achèvement des trois dernières écluses, parce que cela dépendra premièrement

Appendice
(C.)
12e Jany.

Appendix
(C.)
12th Jan'y.

natural causes, beyond controul, and, secondly, upon the supply of pecuniary means; much, in point of time, will also depend upon being furnished with the means of enabling the Contractor for the Stones to quarry and cut them during the ensuing winter, and to commence early in the Spring with the building of Locks numbers five and six; for he may, if not supplied with money on account, according to the progress made, be unable to keep his workmen together, and if so, the most valuable part of the season would be lost.

Such a possible state of things the Commissioners contemplate with the deepest concern and regret, and therefore do earnestly entreat that this may be avoided, and the means of completion assured.

After past disappointments, they dare not venture to say what specific sum would certainly be effectual; but, were the matter their own, and the means within their reach, they would provide Thirty thousand pounds, as safer than a smaller inadequate amount. The money can doubtless be obtained by Loan upon interest, if authorized by the Legislature.

The pressure of the ice upon the banks at the taking of the River Saint Lawrence in Winter, and breaking up thereof in Spring, is such as will require extraordinary and very expensive precautions to guard the lowest Lock or Number Seven, at the entrance thereof near the Windmills, against the effects of that pressure, and to afford security to its foundation.

Besides those three Locks denominated Numbers Five, Six and Seven, there are other expenses to be provided for, all of which are comprehending in the above-mentioned sum,—such as a Stone-Bridge over the middlemost of the three, or Number Six, and the remaining excavation of Number Seven, with the excavation in the River, and a Wharf between the latter excavation and the bank.

A Contract is made for the delivery of Timber suitable for the Wharf, and for piling the bottom of Number Seven.

The ground through the farm of Saint Gabriel occupied by the Canal has not yet been valued or paid for; and fencing on each side from the Côte Saint Paul to the Windmills will be expensive, but is indispensable. There may also be other matters at present unforeseen, but all it is hoped may be covered by the sum abovesaid.

The Commissioners are sorry to have to report the death of Mr. Thomas Burnett, the Engineer, which happened on the ninth of November last: he had been long ailing, and spent last winter at New-York, pursuant to the advice of the Physician who attended him; he returned in the Spring somewhat better, and, until within about two months of his death, occasionally visited the works and gave directions; as also, till within about a fortnight of his dissolution, received the Reports of Superintendants and Overseers, and was able to instruct them: his illness no doubt was productive of some delay, but had he been well, no more work could have been effected the present season, as the means are exhausted.

The Commissioners see no reason to go to the expense of getting an Engineer in his place, as what remains to be done is marked out, and is chiefly a repetition of what has been executed before. Had he died at the close of last season, instead of this, a successor must have been had, as the bye-washes and sluices had not then been constructed, nor were the Plans of the three Locks, Numbers Five, Six and Seven, at the Windmills made, and the latter, from its peculiar situation, rendering it necessary to be constructed on a stronger and different plan from the others, required a person of experience and practical knowledge to do it justice.

After the first of May next (the period to which he is engaged,) they purpose dispensing with the services of Mr. Adams, who has acted as Surveyor and Superintendent. The other Superintendent, John Burnett, Son to the deceased Engineer, being Superintendent and Constructor of the Locks, will be continued.

As many of the Overseers as are not wanted for the security of the Locks in Winter, and for other service in Spring, are discharged.

The late Engineer was engaged in England with a condition that his expenses back should be defrayed, and at the completion of the work, if he gave satisfaction, a liberal donation should be made to him, as an encouragement to the due performance of his duty. That duty he certainly executed faithfully, ably and zealously. To the latest period of his life, whilst he could speak, even when in a state of delirium from painful suffering, the Canal was the subject. His integrity was unquestionable, and nothing remains of his earnings here to benefit his large family; but on the contrary, there are debts due by him unpaid.

From these considerations, the Commissioners are of opinion, that the spirit of his engagement being fulfilled, there is equitably due to his family, a sum equal to a year's salary, to be reckoned from and after the first day of November last (he being paid to that date,) at the rate established in the engagement, namely, Five hundred pounds sterling, and which, had he survived, he would have been entitled to, as a fair compensation for the loss of time, before he could have been reinstated in the line of professional employment after his return to Great-Britain.

This allowance the Commissioners most earnestly recommend to the favorable consideration of the Provincial Legislature.

JOHN RICHARDSON, Chairman.
C. W. GRANT,
T. PORTEOUS,
FRANs. DESRIVIERES,
D'Vn. ROSS,
GEORGE GARDEN.

Montreal, 31st December 1824.

de causes naturelles qu'on ne sauroit maîtriser, et secondement des moyens pécuniaires. Cela dépendra aussi beaucoup des moyens qu'on aura de mettre le contracteur pour la pierre en état de la tirer et de la tailler durant l'hiver prochain, et de commencer de bonne heure le printemps à construire les écluses Nos. 5 et 6; car si on ne lui donne pas d'argent à compte, suivant le progrès fait, il pourra se trouver incapable de tenir ses hommes à l'ouvrage; et s'il en étoit ainsi, la partie la plus précieuse de la saison pourroit être perdue.

C'est avec beaucoup de peine et de regret que les Commissaires contemplent la possibilité d'un tel état de choses, et ils supplient en conséquence très-instamment qu'il soit évité, et que les moyens d'achèvement soient assurés.

Après s'être trompés dans leur calcul, les Commissaires n'osent prendre sur eux de dire quelles sommes précises seront certainement suffisantes; mais si la chose ne regardoit qu'eux seuls, et que les moyens fussent en leur pouvoir, ils mettroient une somme de trente mille livres courant, comme plus sûre qu'une somme plus petite qui pourroit se trouver insuffisante. On pourroit certainement obtenir l'argent par emprunt si on y étoit autorisé par la Législature.

La pression de la glace sur les bords lorsque le Saint-Laurent prend en hiver, et lors de la débâcle au printemps, est telle qu'il faudra des précautions extraordinaires et très-dispendieuses pour mettre la plus basse écluse ou No. 7, à son entrée près des Moulins à vent, à l'abri des effets de cette pression, et donner une solidité suffisante à ses fondations.

Outre les trois écluses dénommées Nos. 5, 6 et 7, il est d'autres dépenses auxquelles il faut pourvoir, et qui sont toutes comprises dans la somme sus-mentionnée, telles qu'un pont de pierre au-dessus de l'écluse du milieu, ou No. 6; le reste de l'excavation de l'écluse No. 7, avec l'excavation dans le fleuve, et un quai entre la dernière excavation et la rive. Il a été fait marché pour la fourniture du bois convenable pour le quai, ainsi que pour les pilotis sur le fond de l'écluse No. 7. Le terrain occupé par le Canal sur la terre de Saint-Gabriel n'a encore été ni évalué ni payé: la clôture de chaque côté, depuis la côte Saint-Paul jusqu'aux Moulins à vent, coûtera beaucoup, mais elle est absolument nécessaire. Il peut y avoir encore d'autres dépenses qu'on ne prévoit pas présentement, mais on espère que la somme ci-dessus subviendra à toutes.

Les Commissaires sont fâchés d'avoir à annoncer la mort de M. Thomas Burnett, l'ingénieur, arrivée le neuf de Novembre dernier. Il étoit souffrant depuis longtemps, et il avoit passé le dernier hiver à New-York, d'après l'avis du médecin qui le soignoit. Il revint le printemps un peu mieux, et jusqu'à environ deux mois avant le jour de sa mort il visita occasionnellement les ouvrages, et donna des ordres; et jusqu'à environ deux semaines avant ce jour, il reçut les rapports des conducteurs et des surveillans, et fut en état de les guider. Sa maladie a dû sans doute occasionner quelque délai; mais quand même il eût été bien portant, il n'auroit pas pu se faire plus d'ouvrage cette année, vu que les moyens sont épuisés.

Les Commissaires ne voient aucune raison d'encourir les frais d'avoir un autre ingénieur à sa place, attendu que ce qui reste à faire est tracé, et n'est pour ainsi dire que la répétition de ce qui a déjà été exécuté. S'il étoit mort à la fin de l'été dernier, au lieu de celui-ci, il auroit été nécessaire de lui donner un successeur, car les chûtes et les décharges n'avoient pas été construites; les plans des trois écluses aux Moulins à vent n'étoient pas encore faits; et la dernière, à cause de sa situation particulière, devant être construite sur un plan plus fort et différent des autres, il étoit besoin pour la bien exécuter d'une personne d'expérience et bien versée dans la pratique de l'art.

Après le premier de Mai prochain, (terme de son engagement,) les Commissaires se proposent de se passer des services de M. Adams, qui a agi comme arpenteur et surintendant. John Burnett, fils de l'ingénieur défunt, étant surintendant et constructeur des écluses, sera retenu. Ceux des surveillans dont on n'a pas besoin pour la sûreté des écluses en hiver, et pour d'autres services au printemps, sont déchargés de leur emploi.

L'ingénieur défunt a été engagé en Angleterre, à la condition que les frais de son retour lui seroient remboursés, et que lorsque l'ouvrage seroit achevé, si l'on étoit satisfait de ses services, on lui feroit un don généreux, comme un encouragement à la due exécution de son devoir. Il s'est certainement acquitté de ce devoir avec fidélité, avec habileté et avec zèle. Jusqu'aux derniers instans de sa vie, tant qu'il a pu parler, et lors même que les souffrances l'eurent jeté dans le délire, le Canal fut l'objet de ses pensées. Sa probité étoit à toute épreuve, et il ne reste rien ici de ses émolumens pour l'avantage de sa nombreuse famille; au contraire, il a laissé des dettes qui n'ont pas été payées.

D'après ces considérations, les Commissaires sont d'avis que l'esprit de son engagement ayant été rempli, il est équitablement dû à sa famille une somme égale à une année de salaire, à compter du premier de Novembre dernier, (le défunt ayant été payé jusqu'à cette date,) au taux établi dans l'engagement, savoir: cinq cents livres sterling; somme qu'il auroit pu exiger, s'il eût vécu, comme une juste compensation pour la perte du tems qui se seroit écoulé avant qu'il eût pu retrouver de l'emploi dans sa profession, après son retour en Angleterre.

Les Commissaires recommandent instamment cette gratification à la considération favorable de la Législature provinciale.

JOHN RICHARDSON, Président.
C. W. GRANT,
T. PORTEOUS,
FRANs. DESRIVIERES,
D'Vn. ROSS,
GEORGE GARDEN.

Montréal, 31 Décembre 1825.

Appendice
(C.)
12e. Janv.

Appendix
(C.)
12th Jany.

DR. GENERAL ACCOUNT of Monies received and disbursed by the Commissioners for the LACHINE CANAL.
In Account Current from the 1st November 1823, to the 31st December 1824, inclusively.

Appendix
(C.)
12th Jany.

1824.	To the following sums borrowed under authority of the Act of the Provincial Legislature 4th Geo. IV. Chap. 16, viz:		
April 15.	From John Jamieson, at £6 per cent,	£3000	0 0
24. „	Robert Dunn, at 5 per cent,	2000	0 0
May 4. „	John Jamieson, at 6 per cent,	3000	0 0
24. „	Ditto, at ditto,	1540	0 0
July 20. „	Robert Dunn, at ditto,	1500	0 0
26. „	Samuel Gerrard, at ditto,	2600	0 0
Sept. 6. „	Ditto, at ditto,	6360	0 0
		<u>£20000</u>	0 0
Aug. 23.	To the Lieutenant Governor's Warrant, No. 212, dated 19th August 1824, being part of the £12000 granted by the Act of the Provincial Legislature 3rd Geo. IV. Cap. 23,	6000	0 0
Dec. 18.	To the Lieutenant Governor's Warrant, No. 423, dated December 1824, being the remainder of the said Grant,	6000	0 0
		<u>12000</u>	0 0
21.	To 36½ Cwt. old Iron fold,	9	2 6
		<u>£32009</u>	2 6

By Balance due to the Commissioners, per account, dated 21st October 1823,	£6725	0 7
By Cash paid on account of the several heads of Expenditure hereinafter stated, viz:		
I. <i>Management, &c.</i>		
Thomas Burnett, Salary as Civil Engineer, from the 1st November 1823, to the 31st October 1824, inclusive, at £500 Sterling per annum,	£555	11 1
Ditto, allowance in lieu of Board, Travelling Expenses, &c. for the same period,	200	0 0
Alexander Gibbs, Salary as Assistant Superintendent of Works, from the 1st November 1823, to 31st May 1824, inclusive, at £150 per annum,	87	10 0
John Adams, Salary as Assistant Superintendent of Works, from the 5th November 1823, to the 4th January 1825, at £150 per annum,	175	0 0
Frederick Griffin, Salary as Secretary to the Commissioners, from the 28th October 1823, to the 27th December 1824, inclusive, at £250 per annum,	291	13 4
Sundry persons, Board, Carriage and Horse hire,	38	12 3
	<u>1348</u>	6 8
II. <i>Labour and Workmanship.</i>		
Overseers, Masons, Carpenters and Labourers employed at the Locks, Tunnels, Bye-washes and other works of the Canal,	4913	6 2
Contractors for Excavation, on account of excavation of the Canal and Lockpits,	4650	0 0
Ditto, Balance of their Accounts for Excavation of the Canal and fifth and sixth Lock-pits,	104	8 0
Contractor for quarrying and cutting Stone, on account,	4750	0 0
Ditto, Balance of his Accounts for Stone quarried and cut for the works of the Canal completed,	3053	3 2
Sundry persons, cartage of stone, &c.	133	7 1
	<u>17604</u>	4 5
III. <i>Timber.</i>		
Sundry persons, Oak Timber,	739	6 6
Ditto, Timber for 17 Bridges, and erecting them, Plank, Scows, &c.	2040	1 4
	<u>2779</u>	7 10
IV. <i>Materials purchased other than Timber.</i>		
Sundry persons, Cast Iron and Smith Work, and Ironmongery,	791	5 4
Sundry persons, Lime, Sand, Gravel and Grout,	836	0 2
Ditto, Rope, Blocks and Tar,	46	5 3
	<u>1723</u>	10 9
V. <i>Purchase of Land, and Compensation for Damages.</i>		
Sundry persons, Purchase of Land,	664	16 0
Ditto, Compensation for damages,	41	15 0
	<u>706</u>	11 0
VI. <i>Incidental Expenses.</i>		
House Rent from 1st August 1823, to 1st November 1824,	76	10 0
Fees of Arbitrators, estimating property and damages, drawing Deeds, &c.	81	17 8
Sundry persons, Advertising, Printing and Stationery,	47	12 4
Ditto, Fire-wood and Coals,	48	6 9
Donation to workmen on letting water into the Canal, and to masons and labourers on the completion of the regulating Lock, Ferriage, &c.	49	8 11
Caughnawaga Indians, Quarry Rent,	195	3 9
Bank of Montreal, Discount and Interest on Promissory Notes of the Honorable J. Richardson, Chairman of the Commissioners; and Premium on Bills of Exchange,	504	8 7
	<u>1003</u>	8 0
Balance remaining in the hands of the Commissioners,	118	13 3
	<u>£32009</u>	2 6

Montreal, 31st December 1824.

FREDK. GRIFFIN,

Appendice (C.)		COMPTÉ GENERAL des Deniers reçus et déboursés par les Commissaires pour le Canal de la Chine.		Appendice (C.)	
12e Janv.		En Compte courant depuis le 1er. Novembre 1823, jusqu'au 31 Décembre 1824 inclusivement.		Janv. 12c.	
Dr.	1824.	Balance due aux aux Commissaires suivant le Compte daté du 31 Octobre 1823, Argent payé pour différents chefs de dépense ci-après énoncés, savoir :		Avoirs.	
	Les sommes suivantes empruntées sous l'autorité de l'acte de la Législature provinciale de la 4e. Geo IV. chap. 16, savoir :—		I. <i>Director, &c.</i>	£6725	0 7
15 Avril.	De John Jamieson, £6 par cent, £5000 0 0		A Thomas Burnett, appointemens comme Ingénieur civil, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'au 31 Octobre 1824 inclusivement, à £300 sterling par année, £555 11 1		
24 "	De Robert Dunn, à £5 par cent, 2000 0 0		A ditto, allowance au lieu de pension, frais de voyage, &c. pour le même période, 200 0 0		
4 Mai.	De John Jamieson, à £6 ditto, 5000 0 0		A Alexander Gibbs, appointemens comme assistant-surintendant des ouvrages, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'au 31 Mai 1824 inclusivement, à £150 par an, 87 10 0		
24 "	De ditto, à £6 ditto, 1540 0 0		A John Adams, appointemens comme assistant-surintendant des ouvrages, depuis le 5 Novembre 1823 jusqu'au 4 Janvier 1825, à £150 par an, 175 0 0		
20 Juillet.	De Robert Dunn, à £6 ditto, 1500 0 0		A Frederick Griffin, appointemens comme secrétaire des Commissaires depuis le 28 Octobre 1823 jusqu'au 27 Décembre 1824 inclusivement, à £250 par an, 291 13 4		
26 "	De Samuel Gerrard, à £6 ditto, 2500 0 0		A diverses personnes, pension, louage de voitures et de chevaux, 38 12 3	1343	6 8
6 Sept.	De ditto, à £6 ditto, 6360 0 0	£20000	0 0		
29 Août.	Le <i>montant</i> du Lieutenant-Gouverneur, No. 212, en date du 19 Août 1824, faisant partie des £10000 accordées par l'acte de la Législature provinciale de la 5e. Geo. IV. chap. 23, 6000 0 0		II <i>Travail et Main-d'œuvre.</i>		
18 Déc.	Le <i>montant</i> du Lieutenant-Gouverneur, No. 423, en date du Décembre 1824, formant le reste de la dite somme, 6000 0 0	12000	0 0		
21 "	36½ Quintaux de vieux fer vendu, 9 2 6		Aux inspecteurs, maçons, charpentiers et ouvriers employés aux écluses et autres ouvrages du Canal, £4913 6 2		
			A ceux qui ont contracté pour l'excavation du canal et des écluses, 4650 0 0		
			A ditto, balance de leurs comptes pour excavation du Canal et des 5e. et 6e. écluses, 104 8 0		
			A celui qui a contracté pour tirer les pierres des carrières et les tailler, à compte, 4750 0 0		
			A ditto, balance de ses comptes pour des pierres tirées des carrières et taillées pour la completion de l'ouvrage du canal, 3053 3 2		
			A diverses personnes, charroi de pierres, &c. 133 7 1	17604	4 5
			III <i>Bois.</i>		
			A diverses personnes, bois de chêne, 739 6 6		
			A ditto, bois pour 17 ponts, érection d'iceux, madriers, chalans, &c. 2040 1 4	2779	7 10
			IV. <i>Matériaux achetés, le Bois excepté.</i>		
			A diverses personnes, fer de fonte, et ouvrages de forgerons, et ferrures, 791 5 4		
			A diverses personnes, chaux, sable, graviers, &c. 886 0 2		
			A ditto, ditto, cordages, poulies, goudron, 46 5 3	1723	10 9
			V. <i>Achat de Terres et Compensations pour Dommages.</i>		
			A diverses personnes, achat de terrain, 664 16 0		
			A ditto, ditto, compensations pour dommages, 41 15 0	706	11 0
			VI. <i>Dépenses incidentes.</i>		
			Loyer de maison depuis le 1er. Août 1823 jusqu'au 1er. Novembre 1824, 76 10 0		
			Emolumens des arbitres, estimation de propriétés et de dommages, contrats, &c. 81 17 8		
			A diverses personnes, avissemens, impression et papeterie, 47 12 4		
			A ditto, ditto, bois et charbon, 48 6 9		
			Don aux ouvriers qui ont fait entrer l'eau dans le Canal, et aux maçons et ouvriers lorsque la principale écluse a été complétée, traverses, &c. 49 8 11		
			Aux Sauvages de Cahanawaga, loyer de la carrière, 195 3 9		
			A la Banque de Montréal, escompte et intérêt sur les billets promissaires de l'honorable John Richardson, président des commissaires, et prime sur les lettres de change, 504 8 7	1003	8 0
			Balance entre les mains des commissaires, 118 13 3	£32009	2 6

Montréal, 31 Décembre 1824.

£32009 2 6

FREDK. GRIFFIN, Secr.

Appendix
(C)

RECAPITULATION of Disbursements for the LACHINE CANAL.

I. Disbursements of the late Company of Proprietors in surveying and laying out the Canal,	£2058	6	8
II. Management and Travelling Expenses,	4305	10	5
III. Timber and Carriage thereof,	3202	1	10
IV. Labour and Workmanship, viz :			
Day work under the immediate direction of the Engineer and Superintendants,	£12527	15	0
Excavation,	33164	8	0
Quarrying and cutting stone and transport thereof,	12003	3	2
Erecting Fences,	721	5	0
			58416 11 2
V. Purchase of Land and Buildings,	3194	9	9
Compensation for damages,	746	7	3
			3940 17 0
VI. Cast Iron and Smith-work, Lime and Sand, and all Materials other than Timber,	3167	16	8
VII. Incidental Expenses,	1824	5	6
			£76915 9 3

Montreal, 31st December 1824.

FREDK. GRIFFIN,
Sec'y.Appendix
(D. No. 1)

15th Jany.

REPORT of the Commissioners appointed for the District of Quebec, to carry into effect the Act passed in the fourth year of the Reign of His present Majesty King George the Fourth, Chapter twenty-eight, intitled "An Act to appropriate certain sums of money therein mentioned, for the Relief of Infane, Infirm and Sick Persons, and towards the support of Foundlings, and for other purposes."

THE Commissioners report that they have applied the monies placed at their disposal by the Act abovementioned, and have paid for the year eighteen hundred and twenty four :

1. To the General Hospital, the entire sum appropriated for the relief of Infane Persons,	£500	0	0
2. That appropriated for the Boarding of Invalids and Infirm persons,	500	0	0
3. To the Hôtel-Dieu of Quebec, and to divers persons for Contingent Expenses, the entire sum appropriated for Foundlings,	1000	0	0
	£2000	0	0

Being, in all, the sum of Two thousand pounds currency, according to the accounts which they have rendered to the Executive Government.

But they regret that these several sums of money should have proved inadequate to render effective the beneficent intentions of the Legislature, inasmuch as there remain due to the General Hospital, for the Boarding of Infane Persons,

£154	15	3	
And for the Boarding and Clothing of Invalids and Infirm Persons,	147	18	6
And for the Boarding of Foundlings,	39	4	10½

Amount due on these several Establishments, £341 18 7½

They further report that there are at present in the care of the Commissioners, twenty-two Infane persons, and twenty-eight Invalids and Infirm persons; and that a considerable reduction of the number of Foundlings has taken place, for on the 1st of November 1823, there were 158 of them in the care of the Commissioners, and at the same epoch of the present year their number was reduced to 103.

The Commissioners humbly represent that the Asylum (*Hospice*) of the General Hospital is insufficient for the admission of an additional number of applicants, and that in the course of the year several persons have applied who were in all respects worthy of admission, to whom it was not possible to extend a participation in the beneficence of the Legislature: they therefore conceive that had there been a moderate sum at their disposal towards relieving the pressing wants of those afflicted persons, it would have been favorable to humanity.

The Commissioners estimate as follows, the Expense of the current year :

1. For the Support of Foundlings,	£1000	0	0
2. For Infirm Persons,	675	0	0
3. For Invalids and Infirm Persons, including a moderate allowance for the relief of such afflicted persons as cannot be immediately admitted into the Hospital,	750	0	0

Carried over £2425 0 0

RECAPITULATION des déboursés pour le Canal de la Chine.

I. Déboursés de la ci-devant compagnie de propriétaires, pour arpenter et tracer le canal,	£2058	6	8
II. Direction et frais de voyages,	4305	10	5
III. Bois et charroi d'iceux,	3202	1	10
IV. Travaux et main-d'œuvre, savoir :			
Ouvrages à la journée sous la direction immédiate de l'ingénieur et des surveillans, £12527	15	0	
Excavation,	33164	8	0
Tirer les pierres de la carrière et les tailler, et pour le transport d'icelles,	12003	3	2
Erection de clôtures,	721	5	0
			58416 11 2
V. Achat de terres et de bâtimens,	3194	9	9
Compensations pour dommages,	746	7	3
			3940 17 0
VI. Ouvrages de fer de fonte et de forge, chaux, sable et autres matériaux, hors le bois,	3167	16	8
VII. Dépenses casuelles,	1824	5	6
			£76915 9 3

Montréal, 31 Décembre 1824.

FERDK. GRIFFIN,
Secr.Appendice
(C.)

12e. Jany.

RAPPORT des Commissaires nommés pour le District de Québec, pour l'exécution de l'Acte passé dans la quatrième année du règne de sa présente Majesté George-Quatre, chapitre vingt-huit, intitulé "Acte pour approprier une certaine somme d'argent pour le soulagement des Personnes dérangées dans leur esprit, des Invalides et Infirmes, et pour le soutien des Enfants-trouvés."

LES Commissaires font rapport qu'ils ont employé les deniers mis à leur disposition par l'acte susdit, et ont payé pour l'année mil huit cent vingt-quatre :

1. A l'Hôpital-Général, la somme entière appropriée pour le soulagement des Personnes dérangées dans leur esprit, ci	£500	0	0
2. Celle appropriée pour pension des Invalides et Infirmes, ci	500	0	0
3. A l'Hôtel-Dieu de Québec et à divers pour dépenses contingentes, la somme entière appropriée pour le soutien des Enfants-trouvés,	1000	0	0
	£2000	0	0

En tout deux mille livres courant, suivant les comptes qu'ils en ont rendus au Gouvernement exécutif.

Mais ils regrettent que ces diverses sommes se soient trouvées insuffisantes pour répondre aux vues bienfaisantes de la Législature, puisqu'il reste dû à l'Hôpital-Général, sur la pension des Personnes dérangées dans leur esprit, ci

£154	15	3	
Et sur la pension et le vêtement des Invalides et Infirmes, ci	147	18	6
Et sur la pension des Enfants-trouvés, ci	39	4	10½

Montant dû sur ces divers établissemens, £341 18 7½

Ils font de plus rapport qu'il y a maintenant, aux soins des Commissaires, vingt-deux personnes dérangées dans leur esprit, et vingt-huit invalides et infirmes; et qu'il s'est opéré une diminution considérable sur les enfans-trouvés, puisqu'au 1er Novembre 1823 il y en avoit 158 aux soins des Commissaires, et qu'à pareille époque cette année ce nombre s'est trouvé réduit à 103.

Les Commissaires représentent humblement que l'hospice de l'Hôpital-Général est insuffisant pour recevoir un nombre additionnel de sujets, et que dans le cours de l'année il s'en est présenté qui étoient dignes à tous égards d'y être admis, sans qu'on ait pu leur faire participer à la bienfaisance de la Législature: ils croient donc que l'humanité y eût gagné, s'ils avoient eu à leur disposition une somme modique pour subvenir aux besoins pressans de ces malheureux.

Les Commissaires estiment la dépense de l'année courante comme suit :

1. Pour le soutien des Enfants-trouvés,	£1000	0	0
2. Pour les Personnes dérangées dans leur esprit,	675	0	0
3. Pour les Invalides et Infirmes, ce qui comprendroit une allowance modique pour secourir les malheureux qui ne pourroient être admis immédiatement à l'Hôpital,	750	0	0

Porté à l'autre part £2425 0 0

Appendix
(D. No. 1)
15th Jany.

Brought over,	£2425 0 0
4. Add arrears due on the year 1824, herein before mentioned,	341 18 7½
Total of the probable Expense of these several Establishments,	£2766 18 7½

G. J. MOUNTAIN, D. D.
Archdeacon & Rector of Quebec.
JEAN BELANGER.
THOS. WILSON.
W. E. HOLMES, M. D.
SIGNAY, Ptre. Curé de Québec.

Quebec, 7th January 1825.

Appendix
(D. No. 2)
22d Jany.

The Government of the Province of Lower-Canada in Account with Lewis Gagy, for sundry Expenditures in his capacity of Treasurer to the Commission, and one of the Commissioners for the due execution of the Act of the Parliament of the said Province, for the relief of Insane persons, and for the support of Foundlings, &c. within the District of Three-Rivers, for the year ending the 10th October 1824.

1823.	Dr.	Number of Vouchers.	£	s.	d.
December 17th.	To paid L. Edouard Kimber for sundries for Children,	1	10	10	0
1824.	March 1st.	To do. the Lady Hospitalière of the Ursulines, for sick and distressed persons relieved in Hospital,	2	30	1 5
	" 6th.	To do. J. H. Kerr and Dr. Carter, on behalf of Charles Smith, as recommended by His Excellency the Governor in Chief,	3	7	4 5
	" 9th.	To Solomon Benjamin, for Shoes for Children,	4	5	7 0
April 6th.	To Dr. Carter, attendance on sick Foundlings during six months,	5	4	16	10
	" 9th.	To Marie & Marguerite Perigord, care, board, &c. of Foundlings under their charge six months,	6	51	14 7
June 4th.	To the Dépositaire of the Ursuline Ladies, for the Insane in the cells, 6 months ending January 1st, last,	7	54	9 6	
August 18th.	The same for the same for six months ending 1st July last,	8	51	7 0	
	" 25th.	To H. F. Hughes for a supply of Stationery,	9	1	3 8
October 2d.	To paid Marie Turcotte for board and care of two children under her charge: the 12 months preceding	10	23	13 4	
	" " To Marie & Marguerite Perigord for do. for founding children under their charge the last six months,	11	51	10 4	
" 10th.	To Dr. Carter for attendance on sick Foundlings, by order of Commissioners, 12		8	18 4	
	" " Dépositaire of the Ursuline Ladies, for board &c. of Insane persons in the Cells, from July 1st to 10th inst. in order to facilitate accounts in future,	13	27	12 1	
	" " To do. for six copies of the present yearly accounts for the Legislature.	14	1	0 0	
	" " Balance in Treasurer's hands this day,	20	9	5	

1823	CR.	
October 10th.	By Balance in Treasurer's hands,	£52 18 9
1824	June. By Warrant,	£150 0 0
August. do.		150 0 0
		300 0 0
		£352 18 9
		£352 18 9

N. B. The Appropriation made by the Legislature for the year embraced by the foregoing Account being one fourth less than that of the preceding year, the Commissioners have considered it their duty to retrench on the expenses of the Establishment as far as practicable; they have, however, from want of Funds, been unable to discharge an Account due to the Nun's Hospital, for the relief of many destitute and infirm persons, to the amount of Forty five pounds nineteen shillings and fourpence, which sum, it is humbly hoped, will be hereafter provided for along with any further appropriation it may be found expedient to make.

L. GUGY, Comr. and Treasurer.
RENE, KIMBER,
E. LE BLANC,
CHARLES FORTIER.

Three-Rivers, 18th October 1824.

Rapporté de l'autre part,	£2425 0 0
4. Ajoutez les arrérages dûs sur l'année 1824, mentionnés à l'autre part, ci	341 18 7½
Total de la dépense probable de ces divers établissemens,	£2766 18 7½

G. J. MOUNTAIN, D. D.
Archdeacon & Rector of Quebec.
JEAN BELANGER.
THOS. WILSON.
W. E. HOLMES, M. D.
SIGNAY, Ptre. Curé de Québec.

Québec, 7 Janvier 1825.

Doit le Gouvernement de la Province du Bas-Canada en compte avec Louis Gagy, pour diverses dépenses et déboursés en sa capacité de Trésorier et un des Commissaires pour l'exécution de l'Acte du Parlement de la dite Province pour le soulagement des Personnes dérangées dans leur esprit, et pour le support des Enfants abandonnés, &c. dans le District des Trois-Rivières, depuis le 11 Octobre 1823 jusqu'au 10 Octobre 1824, inclusivement.

1823.	Comptes et Quittances.	£	s.	d.	
Décembre 17.	Argent payé à L. Edouard Kimber, pour différentes fournitures pour les Enfants-trouvés,	1	10	10 10	
1824.	Mars 1.	Do. à l'Hospitalière des Dames Ursulines pour personnes malades et destituées reçues à l'Hôpital,	2	30	1 5
	" 5-6.	Do. à J. H. Kerr et au Docteur Carter pour le secours de Charles Smith, suivant la recommandation de Son Excellence le Gouverneur-en-chef,	3	7	4 5
	" 9.	Do. à Solomon Benjamin, Cordonnier, pour Souliers pour les Enfants-trouvés,	4	5	7 0
Avril 6.	Do. au Docteur Carter pour Médecines et soins aux dits Enfants pendant les derniers six mois,	5	4	16 10	
	" 9.	Do. à Marie et Marguerite Perigord pour soins, pension, &c., des dits Enfants pendant six mois,	6	51	14 7
Juin 4.	Do. à la Dépositaire des Dames Ursulines pour le compte des Insensés confiés aux loges, pendant six mois, finissant le 1er Janvier dernier,	7	54	9 6	
Août 18.	Do. à la même pour ditto, finissant le 1er Juillet dernier,	8	54	7 0	
" 25.	Do. à H. F. Hughes pour papeterie,	9	1	3 8	
Octobre 2.	Do. à Marie Turcotte pour pension et soins de deux Enfants-trouvés pendant les douze mois précédens,	10	23	13 4	
	" Do. à Marie et Marguerite Perigord pour do. do. de huit do. pendant les derniers six mois,	11	51	10 4	
" 10.	Do. au Docteur Carter pour Médecines et soins aux Enfants-trouvés, par ordre des Commissaires, pendant les derniers six mois,	12	8	16 4	
	" Do. à la Dépositaire des Dames Ursulines pour le compte des Loges depuis le 1er Juillet au 10 Octobre, afin de faciliter le règlement des comptes à l'avenir	13	27	12 1	
	" Do. à J. Pigott pour six copies du présent compte annuel,	14	1	0 0	
	" Balance entre les mains du Trésorier soussigné ce jour,	20	9	5	

1823.	AVOIR.	
Octobre 10.	Par Balance en mains du Trésorier,	£52 18 9
1824.	Juin. Warrant,	£150 0 0
Août. Do.		150 0 0
		300 0 0
		£352 18 9
		£352 18 9

N. B. L'appropriation faite par la Législature pour le tems qu'embrasse le présent compte étant d'un quart moins que celle de l'année précédente, les Commissaires ont cru de leur devoir de retrancher la dépense en autant que possible; le manque de fonds les a mis dans l'impossibilité de payer un compte dû aux Dames Ursulines pour le soulagement de plusieurs pauvres, infirmes et destitués, au montant de £45 19 s. Cette branche de la charité publique étant, dans l'opinion des Commissaires, la plus importante, ils espèrent humblement que cette somme, justement due, sera ajoutée à telle appropriation ultérieure qui pourra par la suite être faite.

L. GUGY, Comr. et Trésorier.
RENE KIMBER.
E. LE BLANC.
CHARLES FORTIER.

Trois-Rivières, 18 Octobre 1824.

Appendice
(D. No. 1)
15e. Jany.

Appendice
(D. No. 2)
22e. Jany.

Appendix (D.) No. 3.

Account current of monies received by the Commissioners for the relief of Hospitals &c. in the Montreal District, with vouchers.

24th Jany.

DR.—To amount paid the General Hospital, as per voucher No. 1,	£900 0 0
To amount paid as an aid to ditto, as per voucher No. 2,	450 0 0
To amount paid as an aid to the Corporation of General Hospital, as per voucher No. 3,	225 0 0
To amount paid the Hôtel-Dieu, as per voucher No. 4,	225 0 0
Sterling,	£1800 0 0
To amount paid Susannah Gould, as per voucher No. 5,	Currency, £20 0 0
Cn. By amount of monies received by Warrants.	Sterling, £1800 0 0
By amount remaining in hands of Commissioners,	Currency, £20 0 0

GEORGE SELBY, Treasurer.

Montreal, 20th January 1825.

Voucher No. 1.

We the undersigned, the *Supérieure* and *Dépositaire*, certify that we have received, from George Selby, Esquire, one of the Commissioners for the indigent poor &c. the sum of Nine hundred pounds sterling, for the relief of Orphans and Insane persons, at the General Hospital of Montreal, this 10th September 1824.

Sr. M. MARGUERITE LEMAIRE, Sup.
Sr. M. EUPHRASIE SABOURIN, Dép.

Voucher No. 2.

We the undersigned, the *Supérieure* and *Dépositaire*, certify that we have received, from George Selby, Esquire, the sum of Four hundred and fifty Pounds Sterling, as an aid to the General Hospital of Montreal, this 10th September 1824.

Sr. M. MARGUERITE LEMAIRE, Sup.
Sr. M. EUPHRASIE SABOURIN, Dép.

Voucher No. 3.

Received from George Selby, Esquire, Treasurer, and one of the Commissioners for the relief of Insane persons and the support of Foundlings, in the District of Montreal, Two hundred and twenty-five Pounds Sterling, being amount of His Excellency Sir Francis Burton's Warrant, No. 102, dated Quebec, 13th August 1824, being as an aid to the Corporation of the General Hospital at Montreal, pursuant to Act 4th, George IV. Cap. 28, for which I have signed Quadruplicate receipts.

S. GERRARD.

£225 0 0 Sterling.
Montreal, 8th September 1824.

Voucher No. 4.

We the undersigned *Supérieure* and *Dépositaire* of the *Hôtel-Dieu*, charged with the administration of the property of the poor, certify that we have received, from Mr. George Selby, Commissioner for the indigent Poor, the sum of Two hundred and twenty five Pounds Sterling, due on the first of August last. In our Monastery at Montreal, the tenth of September 1824.

Sr. L. P. DEVOISY, Sup.
Sr. LE PALLIEUR, Dép.

Voucher No. 5.

£20 Currency. MONTREAL, 24th Sept. 1824.
Received from George Selby, Esquire, the sum of Twenty Pounds Currency, being an alimentary Pension to Betsy Gould, of the Township of Barnston, an insane person, in behalf of her mother Susanna Gould, of the Township aforesaid.

WILLIAM LYMAN.

Statement of the Persons who are at the charge of the General Hospital of Montreal.

Male Ward.	
Age.	Age.
Hernand Cadieux, 66	Antoine Buisson, 56
John Hetoun, 62	Joseph Brunette, 51
Pierre Paquette, 55	Pierre Berthiaume, 20
Jean Bte. Robert, 52	John Metzchler, 56
Jean Hetevet Meteker, 85	Pierre Albert, 29
Pierre Parent, 75	Jean Bte. Raymond, 69
François Marino, 92	Etienne Rolland, 70
Jacques Gagnier, 57	Louis Gagnon, 44
Pierre Mailloux, 81	Louis Pigeon, 30
Antoine Beilan, 24	Christophe Moore, 34
Joseph Monette, 71	Jean Bte. Hetier, 55
Alexandre M'Douell, 29	

Appendice (D.) No. 3.

COMPTE courant des Argens reçus par les Commissaires pour le soutien des Hôpitaux, &c., dans le District de Montréal, avec les Pièces justificatives.

24e. Jany.

DR.—Montant payé à l'Hôpital-Général, suivant pièce justificative No. 1,	£900 0 0
Montant payé à ditto, comme aide, suivant pièce No. 2,	450 0 0
Montant payé à la Corporation de l'Hôpital-Général, comme aide, suivant pièce No. 3,	225 0 0
Montant payé à l'Hôtel-Dieu, suivant pièce No. 4,	225 0 0
Sterling,	£1800 0 0
Montant payé à Susannah Gould, suivant pièce No. 5,	Courant, £20 0 0
A VOIR.	
Montant d'argent reçu par warrants,	Sterling, £1800 0 0
Montant entre les mains des Commissaires,	Courant, £20 0 0

GEORGE SELBY, Trésorier.

Montréal, 20 Janvier 1825.

PIECE No. 1.

Nous soussignées, la *Supérieure* et la *Dépositaire*, certifions avoir reçu de George Selby, Ecuyer, un des Commissaires pour délivrer les deniers aux Pauvres indigens, &c., la somme de neuf cents livres sterling, pour le soulagement des Orphelins et des Insensés, à l'Hôpital-Général de Montréal, ce 10 Septembre 1824.

Sr. M. MARGUERITE LEMAIRE, Supère.
Sr. M. EUPHRASIE SABOURIN, Dépre.

PIECE No. 2.

Nous soussignées, la *Supérieure* et la *Dépositaire*, certifions avoir reçu de George Selby, Ecuyer, la somme de quatre cent cinquante livres sterling, pour l'aide de l'Hôpital-Général de Montréal, ce 10 Septembre 1824.

Sr. M. MARGUERITE LEMAIRE, Supère.
Sr. M. EUPHRASIE SABOURIN, Dépre.

PIECE No. 3.

Reçu de George Selby, Ecuyer, Trésorier et un des Commissaires pour le soulagement des personnes dérangées dans leur esprit, et pour le soutien des Enfants-trouvés, dans le District de Montréal, deux cent vingt-cinq livres sterling, étant le montant du *Warrant* de Son Excellence Sir Francis Burton, No. 102, daté de Québec le 13 Août 1824, en aide à la Corporation de l'Hôpital-Général de Montréal, conformément à l'Acte de la 4e. George IV, Chapitre 28, pour quoi j'ai signé un reçu quadruple.

S. GERRARD.

£225 0 0 Sterling.
Montréal, 8 Septembre 1824.

PIECE No. 4.

Nous soussignées, *Supérieure* de l'*Hôtel-Dieu* et *Dépositaire*, Administratrices du bien des pauvres, certifions avoir reçu de Monsieur George Selby, Commissaire pour délivrer les deniers aux Pauvres indigens, la somme de deux cent vingt-cinq livres sterling, échue le premier d'Août dernier. Fait en notre Monastère de Montréal, le dix Septembre 1824.

Sr. L. P. DEVOISY, Supère.
Sr. LE PALLIEUR, Dépre.

PIECE No. 5.

£20 Courant. MONTREAL, 24 Septembre 1824.
Reçu de George Selby, Ecuyer, la somme de vingt livres courant, étant une pension alimentaire à Betsy Gould, du Township de Barnston, dérangée dans son esprit; de la part de Susanna Gould, sa mère, du Township susdit.

WILLIAM LYMAN.

ETAT des personnes qui sont aux charges de l'Hôpital-Général de Montréal.

Salle des Hommes.	
Age.	Age.
Hernand Cadieux, 66	Antoine Buisson, 56
John Hetoun, 62	Joseph Brunette, 51
Pierre Paquette, 55	Pierre Berthiaume, 20
Jean Bte. Robert, 52	John Metzchler, 56
Jean Hetevet Meteker, 85	Pierre Albert, 29
Pierre Parent, 75	Jean Bte. Raymond, 69
François Marino, 92	Etienne Rolland, 70
Jacques Gagnier, 57	Louis Gagnon, 44
Pierre Mailloux, 81	Louis Pigeon, 30
Antoine Beilan, 24	Christophe Moore, 34
Joseph Monette, 71	Jean Bte. Hetier, 55
Alexandre Macdouell, 29	

Appendix
(D)
No. 3.
24th Jan'y.

Female Ward.	
Mlle. Cuisv,	59 Pélagic Pomainville,
Charlotte Lespérance,	70 Marguerite Gendro,
Geneviève Damour,	60 Veuve Vallade,
Frédérique Réaume,	36 Veuve Pelletier,
Thérèse,	66 Isabelle Hardy,
Julie,	50 Veuve Moncel,
Agathe Lafleur,	86 Marie Lafleur,
Veuve Srood,	85 Veuve Duprez,
Veuve Gadoua,	64 Archange Levert,
Françoise Charpentier,	60 Marianne Pachaut,
Magdeleine Bertrand,	29 Victoire Bougies,
Magdeleine Bénard,	66 Marianne Beauregard,
Veuve Ferrière,	81 Marguerite Jacques,
Josephite Larose,	43 Marie Martelle,
Veuve La Liberté,	61 Louise Derocher,
Veuve Bertrand,	69 Angélique Robert,
Marguerite Lescot,	31 Marie Lefèvre,
Marianne Coupille,	28 Veuve Lebo,

Salle des Femmes.	
Mlle. Cuisv,	59 Pélagic Pomainville,
Charlotte Lespérance,	70 Marguerite Gendro,
Geneviève Damour,	60 Veuve Vallade,
Frédérique Réaume,	36 Veuve Pelletier,
Thérèse,	66 Isabelle Hardy,
Julie,	50 Veuve Moncel,
Agathe Lafleur,	86 Marie Lafleur,
Veuve Srood,	85 Veuve Duprez,
Veuve Gadoua,	64 Archange Levert,
Françoise Charpentier,	60 Marianne Pachaut,
Magdeleine Bertrand,	29 Victoire Bougies,
Magdeleine Bénard,	66 Marianne Beauregard,
Veuve Ferrière,	81 Marguerite Jacques,
Josephite Larose,	43 Marie Martelle,
Veuve La Liberté,	61 Louise Derocher,
Veuve Bertrand,	69 Angélique Robert,
Marguerite Lescot,	31 Marie Lefèvre,
Marianne Coupille,	28 Veuve Lebo,

Appendice
(D.)
No. 3.
24e. Janv.

Dead in the Male Ward.

Charles Payen, the 3d January 1824,	-	-
Louis Courchéne, the 12th February 1824,	-	-
Valentin Moreau, the 15th February 1824,	-	-
Ferréol Doutré, the 30th March 1824,	-	-
Pierre Michon, the 19th July 1824,	-	-

Morts dans la Salle des Hommes.

92 Charles Payen, le 3 Janvier 1824, à	-	-	92
82 Louis Courchéne, le 12 Février 1824, à	-	-	82
76 Valentin Moreau, le 15 Février 1824, à	-	-	76
94 Ferréol Doutré, le 30 Mars 1824, à	-	-	94
90 Pierre Michon, le 19 Juillet 1824, à	-	-	90

Dead in the Female Ward.

Mlle. Mouëtte, the 24th September 1824,	-	-
Marie Léger, veuve Glagne, the 7th April 1821,	-	-

Mortes dans la Salle des Femmes.

88 Mlle. Mouëtte, le 24 Septembre 1824, à	-	-	88
55 Marie Léger, veuve Glagne, le 7 Avril 1824, à	-	-	55

Asylum.

Monique Monette,	Geneviève Brisset,
Marie Jobin,	Françoise Desprez.
Marguerite Pomainville,	

Salle du Refuge.

Monique Monette,	Geneviève Brisset,
Marie Jobin,	Françoise Desprez.
Marguerite Pomainville,	

Young Boys.

Edouard,	5	George,	2
Isaac,	4	Robert,	1
Jean,	3	Césaire,	2
Thomas,	2	Thomas,	2
Louis,	2	Joseph,	2
Joseph,	2		

Petits Garçons.

2 Edouard,	5	George,	2
1 Isaac,	4	Robert,	1
2 Jean,	3	Césaire,	2
2 Thomas,	2	Thomas,	2
2 Louis,	2	Joseph,	2
2 Joseph,	2		

Dead in the Asylum.

William, died the 9th March 1824, aged	-	-
--	---	---

Mort dans la Salle du Refuge.

2 William, mort le 9 Mars 1824, à	-	-	2
-----------------------------------	---	---	---

Ward for Young Females.

Marianne Laberge,	36	Amaranthic,	3
Marguerite Juillet,	21	Sarah,	3
Marguerite,	16	Julie,	3
Marie,	12	Marguerite,	3
Marianne,	9	Agathe,	2
Henriette,	6	Angélique,	2
Marie,	5	Euphrosine,	2
Thérèse,	5	Julie,	2
Eliza,	5	Marie,	2
Marguerite,	5	Victoire,	2
Monique,	5	Marie,	2
Marie,	3	Julie,	2

Salle des Petites Filles.

3 Marianne Laberge,	36	Amaranthic,	3
3 Marguerite Juillet,	21	Sarah,	3
3 Marguerite,	16	Julie,	3
3 Marie,	12	Marguerite,	3
2 Marianne,	9	Agathe,	2
2 Henriette,	6	Angélique,	2
2 Marie,	5	Euphrosine,	2
2 Thérèse,	5	Julie,	2
2 Eliza,	5	Marie,	2
2 Marguerite,	5	Victoire,	2
2 Monique,	5	Marie,	2
2 Marie,	3	Julie,	2

Statement of Persons in the Cells.

Jean Bte. Guertin, entered the Cells 15th June 1811.	
Marguerite M'Donell, - - - 19th November 1812.	
Isaac Desmarest, - - - 6th November 1816.	
Marie Vachon, - - - 24th May 1817.	
Marie Paquette, - - - 21st September 1821.	
Magdeleine Levert, - - - 12th June 1822.	

Etat des Personnes dans les Loges.

Jean Bte. Guertin, entré dans les Loges le 15 Juin 1811.	
Marguerite M'Donell, - - - le 19 Novembre 1812.	
Isaac Desmarest, - - - le 6 Novembre 1816.	
Marie Vachon, - - - le 24 Mai 1817.	
Marie Paquette, - - - le 21 Septembre 1821.	
Magdeleine Levert, - - - le 12 Juin 1822.	

FOUNDINGS received into the GENERAL HOSPITAL from the 1st of August 1823, to the 31st of July 1824.

August	2	Dominique	-	-	died 10th August 1823.
"	6	Edouard	-	-	died 16th do.
"	8	Pierre	-	-	died 21st do.
"	14	Marie Luce	-	-	died 23rd do.
"	20	Henry	-	-	died 23rd do.
"	26	Benoît	-	-	died 10th September
"	28	Louise	-	-	died 5th do.
"	28	Marguerite	-	-	
"	30	Jean	-	-	died 5th do.
"	30	Pierre	-	-	died 11th do.
September	2	Augustin	-	-	
"	18	Rosalie	-	-	died 5th December
"	22	Marguerite	-	-	died 11th October
"	23	Marguerite	-	-	died 5th do.
"	25	Cyprien	-	-	
October	4	Louis	-	-	
"	10	Catherine,	-	-	died 8th do.
"	14	Françoise	-	-	died 5th November
"	14	Catherine	-	-	died 4th do.
"	17	Germain	-	-	died 11th Feby. 1824.
"	21	Pierre	-	-	

Enfans reçus dans l'Hôpital-Général depuis le 1er d'Août 1823, jus-qu'au 31 Juillet 1824.

Août	2	Dominique	-	-	mort le 10 Août.
"	6	Edouard	-	-	mort le 16 do.
"	8	Pierre	-	-	mort le 21 do.
"	14	Marie Luce	-	-	morte le 23 do.
"	20	Henri	-	-	mort le 23 do.
"	26	Benoît	-	-	mort le 10 Septembre.
"	28	Louise,	-	-	morte le 5 do.
"	28	Marguerite	-	-	
"	30	Jean	-	-	mort le 5 do.
"	30	Pierre	-	-	mort le 11 do.
Septembre	2	Augustin	-	-	
"	18	Rosalie	-	-	morte le 5 Décembre.
"	22	Marguerite	-	-	morte le 11 Octobre.
"	23	Marguerite	-	-	morte le 5 do.
"	25	Cyprien	-	-	
Octobre	4	Louis	-	-	
"	10	Catherine	-	-	morte le 8 do.
"	14	Françoise	-	-	morte le 5 Novembre.
"	14	Catherine	-	-	morte le 4 do.
"	17	Germain	-	-	mort le 11 Fév. 1824.
"	21	Pierre	-	-	

Appendix (D.) No. 3. 24th Jany.	October	22 Joseph	-	-	-	October	22 Joseph	-	-	-	Appendice (D.) No. 3. 24e. Jany.
	"	28 Marie	-	-	died 5th Nov. 1823.	"	28 Marie	-	-	-	morte le 5 Nov. 1823.
	November	2 Jean	-	-		November	2 Jean	-	-	-	mort le 29 do.
	"	3 Edouard	-	-	died 29th do.	"	3 Edouard	-	-	-	morte le 29 Décembre.
	"	4 Anne	-	-	died 29th December	"	4 Anne	-	-	-	
	"	6 Clotilde	-	-		"	6 Clotilde	-	-	-	
	"	10 Thérèse	-	-		"	10 Thérèse	-	-	-	
	"	15 Marianne	-	-		"	15 Marianne	-	-	-	
	"	26 Marguerite	-	-		"	26 Marguerite	-	-	-	
	"	26 Zoée	-	-		"	26 Zoée	-	-	-	
	December	1 Jeanne	-	-		Décembre	1 Jeanne	-	-	-	
	"	1 Joseph	-	-		"	1 Joseph	-	-	-	
	"	7 Alexis	-	-	died 27th do.	"	7 Alexis	-	-	-	mort le 27 do.
	"	8 Catherine	-	-		"	8 Catherine	-	-	-	
	"	10 Caroline	-	-		"	10 Caroline	-	-	-	
	"	12 Charles	-	-		"	12 Charles	-	-	-	
	"	17 William	-	-		"	17 William	-	-	-	
	"	18 Léocadie	-	-	died 29th do.	"	18 Léocadie	-	-	-	morte le 29 do.
	"	19 Eléonor	-	-	died 21st do.	"	19 Eléonor	-	-	-	morte le 21 do.
	"	24 Noël	-	-		"	24 Noël	-	-	-	
	"	29 Edouard	-	-	died 9th Jany. 1824.	"	29 Edouard	-	-	-	mort le 9 Janvier,
1824 Jany.	"	12 William	-	-		1824 Jany.	12 William	-	-	-	
"	"	14 Marguerite	-	-	died 27th do.	"	14 Marguerite	-	-	-	morte le 27 Jany. 1824
"	"	16 Marie	-	-	died 27th do.	"	16 Marie	-	-	-	morte le 27 do.
"	"	17 Antoine	-	-	died 28th do.	"	17 Antoine	-	-	-	mort le 28 do.
"	"	22 François	-	-	died 24th February	"	22 François	-	-	-	mort le 24 Février.
"	"	24 Catherine	-	-	died 1st do.	"	24 Catherine	-	-	-	morte le 1er do.
"	"	27 Séraphin	-	-		"	27 Séraphin	-	-	-	
"	"	27 Maurice	-	-	died 9th do.	"	27 Maurice	-	-	-	mort le 9 do.
"	"	29 Jean Bte.	-	-	died 6th do.	"	29 Jean Baptiste	-	-	-	mort le 6 do.
February	"	3 Henry	-	-	died 5th April	Février	3 Henri	-	-	-	mort le 5 Avril.
"	"	5 Marie	-	-	died 24th March	"	5 Marie	-	-	-	morte le 24 Mars.
"	"	6 Sophie	-	-	died 15th February	"	6 Sophie	-	-	-	morte le 15 Février.
"	"	6 Jean Bte.	-	-	died 13th do.	"	6 Jean Baptiste	-	-	-	mort le 13 do.
"	"	6 Agathe	-	-	died 6th March	"	6 Agathe	-	-	-	morte le 6 Mars.
"	"	7 Bernard	-	-		"	7 Bernard	-	-	-	
"	"	9 Aglaée	-	-		"	9 Aglaée	-	-	-	
"	"	9 Scholastique	-	-	died 21st February	"	9 Scholastique	-	-	-	morte le 21 Février.
"	"	9 Louise	-	-		"	9 Louise	-	-	-	
"	"	16 Louis	-	-		"	16 Louis	-	-	-	
"	"	20 Jeanne	-	-		"	20 Jeanne	-	-	-	
"	"	21 Anne	-	-		"	21 Anne	-	-	-	
"	"	25 Marguerite	-	-		"	25 Marguerite	-	-	-	
"	"	28 Joseph	-	-		"	28 Joseph	-	-	-	
"	"	28 Marie	-	-	died 14th March	"	28 Marie	-	-	-	morte le 14 Mars.
March	"	2 Olivier	-	-		Mars	2 Olivier	-	-	-	
"	"	3 Emilie	-	-		"	3 Emilie	-	-	-	
"	"	4 Amable	-	-	died 18th April	"	4 Amable	-	-	-	mort le 18 Avril.
"	"	4 Sophie	-	-	died 20th March	"	4 Sophie	-	-	-	morte le 20 Mars.
"	"	7 Jean Bte.	-	-		"	7 Jean Baptiste	-	-	-	
"	"	7 Marguerite	-	-		"	7 Marguerite	-	-	-	
"	"	9 Casimir	-	-		"	9 Casimir	-	-	-	
"	"	13 Sarah	-	-		"	13 Sarah	-	-	-	
"	"	15 Archange	-	-	died 21st April	"	15 Archange	-	-	-	morte le 21 Avril.
"	"	19 Josephite	-	-		"	19 Josephite	-	-	-	
"	"	19 Cléophas	-	-		"	19 Cléophas	-	-	-	
"	"	24 Sarah	-	-		"	24 Sarah	-	-	-	
"	"	29 Guillaume	-	-	died 8th do.	"	29 Guillaume	-	-	-	mort le 8 Avril.
April	"	3 Augustin	-	-	died 15th do.	Avril	3 Augustin	-	-	-	mort le 15 do.
"	"	5 François	-	-	died 14th do.	"	5 François	-	-	-	mort le 14 do.
"	"	11 Paul	-	-	died 1st May	"	11 Paul	-	-	-	mort le 1er Mai.
"	"	12 Joseph	-	-		"	12 Joseph	-	-	-	
"	"	15 Emilie	-	-	died 19th April	"	15 Emilie	-	-	-	morte le 19 Avril.
"	"	17 Daniel	-	-		"	17 Daniel	-	-	-	
"	"	24 Marie	-	-	died 12th May	"	24 Marie	-	-	-	morte le 12 Mai.
"	"	27 Pierre	-	-		"	27 Pierre	-	-	-	
"	"	28 Jean Bte.	-	-		"	28 Jean Baptiste	-	-	-	
May	"	4 Marianne	-	-	died 22nd do.	Mai	4 Marianne	-	-	-	morte le 22 do.
"	"	7 Augustin	-	-	died 16th do.	"	7 Augustin	-	-	-	mort le 16 do.
"	"	10 Blandine	-	-	died 1st June	"	10 Blandine	-	-	-	morte le 1er Juin.
"	"	11 Olivier	-	-		"	11 Olivier	-	-	-	
"	"	12 Isabelle	-	-		"	12 Isabelle	-	-	-	
"	"	15 Emilie	-	-		"	15 Emilie	-	-	-	
"	"	18 Angélique	-	-		"	18 Angélique	-	-	-	
"	"	22 Julie	-	-		"	22 Julie	-	-	-	
"	"	24 Jacques	-	-		"	24 Jacques	-	-	-	
"	"	25 Anne	-	-		"	25 Anne	-	-	-	
"	"	29 Pierre	-	-		"	29 Pierre	-	-	-	
June	"	11 A nameless Boy	-	-	died the same day	Juin	11 Un garçon anonyme	-	-	-	décédé le même jour.
"	"	11 Jean Marie	-	-		"	11 Jean Marie	-	-	-	
"	"	13 Rose	-	-		"	13 Rose	-	-	-	
"	"	15 Louis	-	-		"	15 Louis	-	-	-	
"	"	19 Jean Bte.	-	-	died 2nd July	"	19 Jean Baptiste	-	-	-	mort le 2 Juillet.
"	"	25 Marie Véronique	-	-		"	25 Marie Véronique	-	-	-	
"	"	27 Antoine	-	-	died 11th do.	"	27 Antoine	-	-	-	mort le 11 do.
July	"	3 Hélène	-	-		Juillet	3 Hélène	-	-	-	
"	"	12 Jean Bte.	-	-		"	12 Jean Baptiste	-	-	-	
"	"	13 François Xavier	-	-		"	13 François Xavier	-	-	-	
"	"	13 Joseph	-	-		"	13 Joseph	-	-	-	
"	"	13 Sarah	-	-		"	13 Sarah	-	-	-	
"	"	17 Françoise	-	-		"	17 Françoise	-	-	-	
"	"	21 Joseph	-	-	died 26th do.	"	21 Joseph	-	-	-	mort le 26 do.
"	"	26 Jeanne	-	-		"	26 Jeanne	-	-	-	
"	"	26 Elizabeth	-	-		"	26 Elizabeth	-	-	-	
"	"	29 Jean Bte.	-	-		"	29 Jean Baptiste	-	-	-	
"	"	31 Denise	-	-		"	31 Denise	-	-	-	

Appendix
(D.)
No. 3.
24th Jan'y.

From the first of August one thousand eight hundred and twenty-three to the thirty-first July one thousand eight hundred and twenty-four, there has been expended the sum of Seven thousand seven hundred and sixty-eight *Livres* and ten *Sols*, for the boarding of Foundlings, in monies disbursed for Nurses, say

	<i>Livres.</i>	<i>Sols.</i>
116 Lots of Childs Linen at 12 <i>Livres</i> , -	1392	
For the maintenance of 35 Children during the time they were in the Hospital, at 15 <i>Livres</i> per month,	6700	
Supplying them with Beds, Sheets and Clothing,	3645	
For the maintenance of 6 Infane persons, at 2s. per day,	5256	
For Porringers, Spoons, Tumblers and Padlocks broken by them, -	203	
Repairs of the Cells, -	436	
15 Cords of Wood at 15 <i>Livres</i> , -	225	
For Clothing, Blanketing and Paillasses, -	936	
Shaving them, -	72	
	26683	10

We have received from Government an allowance for the care of Infane persons and Foundlings of £1000 Currency, -

24000

The Hospital remains in arrear for Infane persons and Foundlings, for the present year,

2633 10

Total of the Poor in the Hospital.

1. Adults Infirm or Lame, -	66
2. Infane persons, -	6
3. Children in the Hospital, -	33
Ditto at Nurse, -	74
	179

NOTE.—Our foundation is only for twelve poor Invalids; the two objects last above mentioned are not included in our Constitutions.

SR. M. MARGUERITE LEMAIRE, Sup.
SR. M. EUPHRASIE SABOURIN, Dép.

Appendix
(E.)
18th Jan'y.

REPORT of the Commissioners appointed under and in virtue of an Act passed in the fifty ninth year of the Reign of His Majesty George the Third, intituled, "An Act to secure the Inhabitants of the Inferior District of Gaspé in the possession and enjoyment of their Lands," in obedience to the fifteenth Section of the said Act.

We, the undersigned Commissioners, have the honor to report, that our powers ceasing in April next, every Claim submitted to us, will, we confidently expect, have by that time been disposed of by us, as far as the diligence of the parties concerned have put the same in a state to enable us so to do, without incurring the danger of committing injustice.

We herewith submit a Statement of the Claims published last Summer, in pursuance of the Act. Such as remain unpublished have nevertheless been severally examined, and the necessary orders entered upon the Register, so that if final decisions shall not have been made in every Claim, it will nevertheless be apparent that, as far as it depended upon us, no diligence has been wanting.

The whole nevertheless most respectfully submitted.

J. T. TASCHEREAU, Pres. of Com. G. L. C.
L. JUCHEREAU DUCHESNAY, Com. G. L. C.

Quebec, 15 January 1825.

BOARD OF LAND CLAIMS, }
Inferior District of Gaspé. }

NOTICE.—Pursuant to an Act passed by the Legislature of this Province, in the fifty-ninth year of the reign of His Majesty George the Third, intituled, "An Act to secure the inhabitants of the Inferior District of Gaspé, in the possession and enjoyment of their Lands." Public Notice is hereby given, that the following claims to the several lots of land herein undermentioned, have, by the several persons hereinafter named, been presented to and filed with the Commissioners appointed under and in virtue of the said Act, by rea on whereof, all and every other person and persons having any claim or pretension to the said lots of land, or to any of them, in opposition to the claims herein under specified, are required to present the same at the Office of the Commissioners, No. 21 Mountain Street, in the City of Quebec, within five months from and after the date of the first publication hereof, in default whereof, all claims and pretensions to the said lands, other than those herein mentioned, will, in conformity with the said Act, be barred and extinguished.—To wit :

CLAIMS.

220. Lots Nos. 67 and 68 in the third range of Town Parks in New Carlisle, containing each 8 acres, by William Wilson.

222. Lots Nos. 192 in the seventh range, and 229, 236 in the eighth range of Town Lots in New Carlisle; also, Nos. 171 and 172 in the sixth range, No. 5 in the first range, Nos. 111, 112 in the third range, Nos. 121 and 122 in the fourth range, and Nos. 131, 132 in the fifth range of Town Parks at same place, by James Caldwell.

Il a été dépensé depuis le premier d'Août mil huit cent vingt-trois jusqu'au trente-un Juillet mil huit cent vingt-quatre, la somme de sept mille sept cent soixante-huit livres dix sols, pour pension des Enfants-trouvés, en argens déboursés pour les Nourrices,

	<i>Livres.</i>	<i>Sols.</i>
ci - - - - -	7768	10
116 Trouffeaux à 12liv. - - - - -	1392	
Pour la nourriture de 35 enfans, pendant le tems qu'ils ont été à l'Hôpital, à 15 liv. par mois,	6700	
Pour fournir à l'entretien des lits, draps et vêtemens,	3645	
Pour la nourriture de 6 infensés à 2s. par jour,	5256	
Pour écuelles, cuillers, gobelets et cadenas qu'ils ont brifés, - - - - -	203	
Réparations des loges, - - - - -	436	
15 Cordes de bois à 15 liv. - - - - -	225	
Pour les vêtemens, couvertures et paillasses, - - - - -	936	
Pour leur faire raser la barbe, - - - - -	72	
	26683	10

Nous avons reçu du Gouvernement une allowance pour les soins des infensés et des enfans-trouvés, de £1000 0 0 cours actuel,

24000

L'Hôpital demeure en arriere pour les infensés et les enfans-trouvés, pour la présente année, de

2633 10

Total des Pauvres qui sont dans l'Hôpital.

No. 1. Grandes personnes infirmes ou estropiées	66
No. 2. Infensés, - - - - -	6
No. 3. Enfants-trouvés dans l'Hôpital, - - - - -	33
Ditto en nourrice, - - - - -	74
	179

NOTE.—Notre fondation n'est que pour douze pauvres invalides. Les deux dernières œuvres ci-dessus ne sont pas comprises dans nos Constitutions.

SR. M. MARGUERITE LEMAIRE, Sup.
SR. M. EUPHRASIE SABOURIN, Dép.

RAPPORT des Commissaires nommés sous et en vertu d'un Acte passé dans la cinquante-neuvième année du règne de Sa Majesté George Trois, intitulé "Acte pour assurer les habitans du District inférieur de Gaspé dans la possession et jouissance de leurs terres," en obéissance à la quinzième section du dit acte.

Nous, les Commissaires soussignés, avons l'honneur de faire rapport que notre autorité cessant le mois d'avril prochain, nous nous attendons que toutes réclamations qui nous seront soumises, seront avant ce tems décidées par nous, autant que la diligence des parties concernées les aura mises dans un état de nous rendre capables de le faire, sans courir le danger de commettre aucune injustice.

Nous soumettons aussi un état des réclamations publiées l'été dernier, conformément au dit acte. Celles qui sont restées sans publication, ont néanmoins été séparément examinées, et les ordres nécessaires ont été entrés dans les Registres, de sorte que si une décision finale n'a été faite sur toutes les réclamations, il paraîtra néanmoins qu'autant qu'il a dépendu de nous, aucune diligence n'a manqué.

Le tout néanmoins très-respectueusement soumis.

J. T. TASCHEREAU, Prés. des Com. R. T. G.
L. JUCHEREAU DUCHESNAY, Com. R. T. G.

Quebec, 15 Janvier 1825.

BUREAU DES RECLAMATIONS DE TERRES, }
DISTRICT INFÉRIEUR DE GASPÉ. }

AVIS.—En vertu d'un Acte passé par la Législature de cette Province, dans la cinquante-neuvième année du règne de feu Sa Majesté George-Trois, intitulé, "Acte pour assurer les habitans du District inférieur de Gaspé dans la possession et jouissance de leurs terres." Avis public est par le présent donné que les prétentions suivantes aux diverses terres ou portions de terres ci-après mentionnées ont été mises et filées devant les Commissaires appointés sous et en vertu du dit acte, par les différentes personnes ci-après nommées: c'est pourquoi tous et un chacun qui croiroient avoir des droits ou prétentions sur les dits lots de terres ou sur quelques-uns d'entre eux, en opposition aux prétentions ci-après spécifiées, sont requis de les présenter au Bureau des Commissaires, No. 21, rue de la Montagne, dans cette cité de Québec, dans le cours des cinq mois à compter de la date de la première publication du présent; à défaut de quoi toutes réclamations sur les dites terres, autres que celles ci-après mentionnées, seront, en conformité au dit acte, rayées et éteintes. A savoir :

RECLAMATIONS.

220. Les lots Nos. 67 et 68 dans le troisième rang des parcs de ville dans New-Carlisle, contenant chacun 8 acres, par William Wilson.

222. Les lots Nos. 192 dans le septième rang et 229 et 236 dans le huitième rang des lots de ville dans New-Carlisle, comme aussi les Nos. 171 et 172 dans le sixième rang, No. 5 dans le premier rang, Nos. 111 et 112 dans le troisième rang, Nos. 121 et 122 dans le quatrième rang, et Nos. 131, 132 dans le cinquième rang des parcs de ville au même lieu, par James Caldwell.

Appendice
(D.)
No. 3.
24e. Janv.

Appendice
(E.)
18e. Janv.

Appendix
(E)
18th Jan'y.

234. Country Lot No. 26 W. of New-Carlisle, consisting of 100 acres on a front of 6 acres; Town Lots Nos. 200, 221 in the seventh range; 220, 221 in the eighth range of New Carlisle; Town Parks Nos. 22 in the first range, 39 in the second range, 62 and 63 in the third range, 76 and 77 in the fourth range, 90 and 91 in the fifth range, of Town Parks, at same place; also, Country Lots Nos. 122, 123 in the fourth range W. of New Carlisle, by James Astles.

235. Nos. 21, 22 in the first range of Town lots in New Carlisle, also Country Lots Nos. 116, 117, 118, 119 in the fourth range W. of New Carlisle, containing each 100 acres, on a front of 6 acres, by James Sawyers.

242. Nos. 78 in the third, 102 in the fourth, 124, 139, 140 in the fifth, 161, 162 in the sixth, 199 in the seventh, 222 in the eighth ranges of Town Lots in New Carlisle; also Town Parks, Nos. 18 in the first, 43 and 45 in the second ranges of Town Parks at the same place; (43 & 45 are said to be on the Glebe;) also, the Eastern part of Country Lot No. 21 in the first range, containing 40 acres on a front of 2 acres; also Country Lot No. 1, in the third range E. of New Carlisle, containing 50 acres on a front of 3 acres,—by Alexander Hale.

James Sawyers opposes for the said Lot No. 21, but as it is not specified whether the same be to the east or west of New Carlisle, the parties claimant and opposant are desired to furnish a proper designation thereof without delay.

246. A lot of ground in Paspébiac, in rear and in the prolongation of front lot No. 9, running in depth until it meets the continuation of the depth line of the second range of country lots in Cox, containing 26 acres or thereabouts on a front of one acre,—by Philip Robin, Philip Robin the younger, John Robin, James Robin, Elizabeth Robin—widow of John Robin, Thomas Pipon, Francis Janvrin, and John Poingdestre.

259. Lots Nos. 13 and 14 at Port Daniel, the former consisting of 100 acres on a front of 3 acres, the latter of 200 acres on a front of 6 acres, by Alexander McNeil. This claim interferes with the claim (No. 226) of Amasa Bebee; the claim (No. 58,) of James Woods & John Baptist, and this latter claim (No. 581) clashes with the claims of them the said McNeil and Bebee, equally, of which they are to take notice.

261. Lot No. 38 in New Richmond, containing 300 acres on a front of 9 acres; also the adjacent lot No. 39, containing 450 acres on a front of 6½ acres; also an Island, commonly called *Horse Island*, in the river Great Cascapédia (contents not specified) Denis Lefurgy also claims this Island in part, and therefore opposes the claim of the said A. Pritchard. Also lot No. 2 at Ristigouche, consisting of 200 acres on a front of 6 acres, being the second lot below the mouth of the River du Loup; also lot No. 18 at the same place, consisting of 100 acres on the usual front; also lot No. 32 at New Richmond, consisting of 100 acres on a front of 3 acres; also lot No. 42, at the same place, bounded on the East by Dan's Creek, and on the W. by A. Pritchard, Junior, consisting of five acres in front by the usual depth; (the said lot being actually occupied by Jonathan Woodman, to whom this claimant has sold the said lot and is bound to make out a good title, and therefore he now claims the same for that purpose;) also lot No. 41 at the same place, consisting of 100 acres on a front of 3 acres,—by Azariah Pritchard, Senior, with the exception of the last mentioned lot, which is claimed by Azariah Pritchard, Junior.

262. Lot No. 31 in the first range of country lots E. of New Carlisle, containing 100 acres on a front of 6 acres, by Peter Babin.

267. A lot of land in Carleton, of 2½ acres in front, by 33 1-3 in depth, bounded on the W. by Shoolbreds Patent, on the E. by lot No. 1, in Carleton, and in front by the Bay Grande-Nouvelle; also a lot of 100 acres on a front of 3 acres, bounded in front by Shoolbreds Patent, on the W. by waste lands, on the E. by lot No. 1 in the second range of Carleton; also lot No. 2 in the second concession of Carleton, consisting of 100 acres on a front of 3 acres; also the lot in the third concession in prolongation of said last mentioned lot; also three lots of 100 acres each on a front of 3 acres, in rear of and fronting on Shoolbreds Patent, bounded on the W. by river Grande Nouvelle, and on the E. by waste lands; also Lot No. 14 in the front range of Carleton, of 33 1-3 acres in depth by 3 acres 3 perches in front, by Florent Arsineau.

The claimant Florent Arsineau is apprized that the lots he claims, in rear of Shoolbreds Patent, cannot be considered until the rear boundary of Shoolbreds Patent shall have been drawn and defined by actual survey.

274. Lot No. 7 in the first range of Carleton, containing 68 acres on a front of 2 acres and one half perch; also the E. half of No. 8 in the second range at same place, containing 68 acres on a like front, by Urbain Quessee.

281. Lot No. 17 in the first range of Carleton, containing 100 acres on a front of three acres, by Etienne Berthelot and his sister Angelique Berthelot, wife of Pierre Gagné. The said Etienne Berthelot also claims a lot consisting of 400 acres on a front of 12 acres in rear of Shoolbreds Patent, and fronting thereupon, bounded on the E. by Ol. Comeau, on the W. by waste lands. With respect to this lot, the said E. Berthelot is desired to refer to the notice above given to F. Arsineau.

282. Lots Nos. 27 and 28 in the front range in Carleton, containing together 102 acres 8 perches on a front of 2 acres 14 perches, by Luke Leblanc.

286. Lot No. 33 in the first range of Carleton, containing 94 acres or thereabouts, on a front of 2 acres; also a lot consisting of 600 acres on a front of 18 acres, in the second range of Maria, bounded on the N. by J. B. Laviolette, on the S. by waste lands,—by Paul Johnston and Luke Leblanc.

309. Lot No. 13 in the first range of Maria, containing 100 acres on a front of 3 acres, by Benjamin Leblanc

234. Lot de campagne No. 26 à l'O. de New-Carlisle, consistant en 100 acres sur 6 acres de front. Lots de ville Nos. 200, 221, dans le septième rang; 220, 221 dans le huitième rang de New-Carlisle. Parcs de ville Nos. 22 dans le premier rang, 39 au second rang, 62 et 63 au troisième rang des parcs de ville au même endroit. Comme aussi les lots de campagne Nos. 122 et 123 au second rang à l'ouest de New-Carlisle; par James Astles.

235. Nos. 21, 22, au premier rang des lots de ville dans New-Carlisle; aussi les lots de campagne Nos. 116, 117, 118, 119, au premier rang à l'ouest de New-Carlisle, contenant chacun 100 acres sur un front de 6 acres; par James Sawyer.

242. Nos. 78 au troisième, 102 au quatrième, 124, 139, 140 au cinquième, 161, 162, au sixième, 199 au septième, 222 au huitième rang des lots de ville dans New-Carlisle; comme aussi les parcs de ville Nos. 18 au premier, 43 et 45 au second rang des parcs de ville au même endroit. N. B. On dit que 43 et 45 sont sur le glébe. Aussi la portion à l'est du lot de campagne No. 21, au premier rang, contenant 40 acres sur un front de 2 acres. Aussi le lot de campagne No. 1, au troisième rang à l'est de New-Carlisle, contenant 50 acres sur un front de 3 acres; par Alexander Hale.

N. B. James Sawyer oppose pour le dit lot No. 21, mais comme il n'est pas spécifié si c'est à l'est ou à l'ouest de New-Carlisle, les parties opposées sont priées d'en fournir une désignation plus claire sans délai.

246. Un lot de terre dans Paspébiac, sur le derrière et en prolongation du lot de front No. 9, courant en profondeur jusqu'à ce qu'il arrive à la continuation de la ligne de profondeur du second rang des lots de campagne dans Cox, contenant 26 acres ou environ sur un front d'un acre; par Philippe Robin, Philippe Robin fils, John Robin, James Robin, Elizabeth Robin veuve John Robin, Thomas Pipon, Francis Janvrin et John Poingdestre.

259. Les lots Nos. 13 et 14 au Port-Daniel, le premier consistant en 100 acres sur un front de trois acres, et le second en 200 acres sur un front de 6 acres; par Alexander McNeil. N. B. Cette prétention vient en opposition avec celle (No. 226) d'Amasa Bebee et avec celle (No. 581) de James Wood et de John Baptist; et cette dernière réclamation (No. 581) est également en contradiction avec celles avancées par les dits McNeil et Bebee, ce à quoi ils doivent faire attention.

261. Le lot No. 38, à New-Richmond, contenant 300 acres sur un front de 9 acres; aussi le lot adjacent No. 39, contenant 450 acres sur un front de 6½ acres: aussi une île, communément appelée l'Isle aux Chevaux (*Horse Island*), dans la Rivière Grande Cascapédia, (le contenu n'en est pas spécifié.) N. B. Denis Lefurgy, pareillement, réclame partie de cette île, et en conséquence il oppose les prétentions du dit Pritchard. Comme aussi le lot No. 2, à Ristigouche, consistant en 200 acres sur un front de 6 acres; c'est le second lot au-dessus de l'embouchure de la Rivière du Loup; aussi le No. 18, au même lieu, consistant en 100 acres sur le front ordinaire; aussi le lot No. 32 à New-Richmond, consistant en 100 acres sur un front de 3 acres; aussi le lot No. 42, au même lieu, borné à l'est par la Crique Dan, et à l'ouest par A. Pritchard fils, consistant en 3 acres de front sur la profondeur ordinaire (le dit lot étant présentement occupé par Jonathan Woodman, auquel ce réclamant a vendu le dit lot, et en conséquence met actuellement ses prétentions en avant afin d'être en état de le satisfaire); aussi le lot 41, au même lieu, consistant en 100 acres sur un front de 3 acres; par Azariah Pritchard père, à l'exception du lot mentionné en dernier, qui est réclamer par Azariah Pritchard fils.

262. Le lot No. 31, dans le premier rang des lots de campagne à l'est de New-Carlisle, contenant 100 acres sur un front de 6 acres, par Peter Babin.

267. Un lot de terre dans Carleton, de 2½ acres de front sur 33½ en profondeur, borné à l'ouest par la Patente de Shoolbred, à l'est par le lot No. 1, dans Carleton, et en front par la Baie Grande-Nouvelle. Aussi un lot de 100 acres sur un front de 3 acres, borné en front par la Patente de Shoolbred, à l'ouest par des terres incultes, à l'est par le lot No. 1, dans le second rang de Carleton. Aussi No. 2 dans la seconde concession de Carleton, consistant en 100 acres sur un front de 3 acres. Aussi le lot dans la troisième concession en prolongation de ce dernier lot mentionné. Aussi trois lots de 100 acres chaque sur un front de 3 acres, sur le derrière et faisant face à la Patente de Shoolbred, borné, à l'ouest par la Rivière Grande-Nouvelle, et à l'est par des terres incultes. Aussi le lot No. 14, dans le rang de front de Carleton, de 33½ acres en profondeur sur 3 acres 3 perches de front; par Florent Arsineau.

N. B. Le réclamant Florent Arsineau est ici informé que les lots qu'il réclame sur le derrière de la Patente de Shoolbred, ne peuvent être pris en considération jusqu'à ce que les limites de la profondeur de la Patente de Shoolbred aient été tirées et fixées par un arpentage régulier.

274. Le lot No. 7, dans le premier rang de Carleton, contenant 68 acres sur un front de 2 acres et une demi-perche; aussi la moitié est du No. 8 au second rang du même endroit, contenant 68 acres sur le même front (2 acres et une demi-perche); par Urbain Quessee.

281. Le lot No. 17, au premier rang de Carleton, contenant 100 acres sur un front de 3 acres, par Etienne Berthelot et sa sœur Angelique Berthelot femme de Pierre Gagné. Le même Etienne Berthelot réclame pareillement un lot consistant en 400 acres sur un front de 12 acres sur le derrière de la Patente de Shoolbred et y faisant front, borné à l'est par Olivier Corneau, et à l'ouest par les terres incultes. N. B. A l'égard de ce lot le dit Etienne Berthelot est renvoyé à l'avis donné ci-dessus à Fl. Arsineau.

282. Les lots No. 27 et 28, dans le rang de front dans Carleton, contenant ensemble 102 acres huit perches sur un front de 2 acres 14 perches, par Luke Leblanc.

286. Le lot No. 33, dans le premier rang de Carleton, contenant 94 acres ou environ sur un front de deux acres; aussi un lot consistant en 600 acres sur un front de 18 acres dans le second rang de Maria, borné au nord par J. B. Laviolette, au sud par des terres incultes; par Paul Johnston et Luke Leblanc.

309. Le lot No. 13, dans le premier rang de Maria, contenant 100 acres sur un front de 3 acres, par Benjamin Leblanc,

Appendice
(E.)

18e. Janv.

Appendix
(E.)
18th Jan'y.

310. Lot No. 50, in the first range of Carleton, containing 102 acres 7 perches on a front of 3 acres and 1 perch; also the lot in the second range in prolongation of said lot No. 50—by Charles Boudrault and Urbain Boudrault.

311. Lot Nos. 18 in Carleton, containing 66 2-3 acres on a front of 2 acres—by Claire Damboise.

331. Lots Nos. 11 and 12 in the front range of Maria, consisting of 100 acres each on a front of 3 acres; also the lots in the second range in prolongation of the said lots—by Louis Esciambre dit Sansfaçon.

339. Five and one half lots of a triangular figure, in the first range of Maria, forming together 222 acres on a front of 16 1/2 acres. (The two first of the said lots contain 80 acres, on a front of 6 acres, bounded on the E. by Désiré Leblanc, and on the W. by George Teshmer, there remaining three lots and a half contain 142 acres on a front of 10 1/2 acres, bounded on the W. by Désiré Leblanc, and on the E. by Charles Lapointe)—by Elie Levêque, Etienne Guillette, Louis Normandeau, fils, and Pierre Mercier.

340. The following lots in the first range of Maria, viz:—No. 35 by Jean Goulette, No. 40 by John Hickley, Nos. 53 and 54 by Patrick Chesser, Nos. 49, 50 and 52 by Joseph Guité, No. 21 by Isaïe Bernard, Nos. 18 and 19 by Joseph Porlier, No. 24 by Mercier Audet, No. 17 by Alexis Porlier, who also claims a lot of land at the same place of a triangular figure, bounded on the W. by Victor Leblanc, and on the E. by Raimond Landry, containing 80 acres or thereabouts, on a front of 6 acres; No. 28 by Victor Leblanc. The said claimants, the said V. Leblanc excepted, also claim the lots in the second concession in rear and prolongation of their respective lots. Also three lots in the first range of Maria, containing in all 300 acres on a front of 9 acres, bounded on the E. by the prolongation of the western line of No. 17 in first range, and from thence running eastward for the above front; also a lot (without a number) of 3 acres in front by 33 1/2 in depth, bounded on the W. by Pierre Saincœur, and on the E. by Joseph Porlier, claimed by Alexis Porlier. John Chisholm, of New Carlisle opposes the claim of the said Patrick Chesser, to the said Lots No. 53 and 54.

341. Lot No. 51 in the first range of Carleton, containing 110 acres 2 perches, on a front of 3 acres 4 perches, with the lot in the rear and prolongation of the same in the second range, claimed by Magloire Bernard. No. 52, containing 95 acres on a front of 2 acres and 10 perches, with the lot in rear and prolongation thereof, by Hypolite Leblanc and Léon Leblanc. Also a lot (without a number) in the first range, containing 100 acres, on a front of 3 acres, by François Boudreau. Also lot No. 48 in the same range, containing 100 acres on a front of 3 acres with the lot in the second range in rear thereof, by Joseph Corneau. Also lot No. 38 in the same range, containing 87 acres and 2 perches, on a front of 2 acres and 5 perches, and a piece of land (undefined) containing 50 acres on a front of 3 acres, in the second concession of lots in Maria, aforesaid, by Pierre Leblanc. Also lot No. 54 in the first range of Carleton, containing 22 acres; also lot No. 4 in the first range of Maria, containing 66 2-3 acres on a front of 2 acres—by Constant Bourg and Edward Bourg.

342. Lot No. 32 in the first range of Maria, containing 200 acres on a front of 6 acres, and the lots in the second and third concessions in rear of the W. part of said lot, by Luke Leblanc. Lot No. 20 in the first range of Maria, containing 87 acres and 2 perches, on a front of 2 acres and 8 perches, by Syffroy Leblanc. The W. half of lot No. 21 in the first range of Maria, containing 75 acres on a front of 2 acres and 3 perches—by Elie Leblanc.

348. Lot No. 32 in the first range of Carleton, containing 77 acres on a front of 2 acres and 4 perches; also the lot in the second range in rear of and in prolongation of the said lot No. 32. The W. half of the said lot claimed by Avila Leblanc, and the E. half by Severin Leblanc.

352. Lot No. 11 in the first range of Carleton, containing 102 acres 7 perches, on a front of 3 acres and 1 perch—by Mathew Stewart, Esquire.

362. Lot No. 16 in the first range of New Richmond, containing 100 acres on a front of 3 acres; also a lot, at the same place, consisting of 200 acres on a front of 6 acres, bounded on the south by a brook dividing the said lot from a lot claimed by the widow Gilker, and on the north by John Kerr—by John Duthie. On the 22d July 1820, the said John Duthie declared that he had disposed of the last mentioned lot in favour of John Kerr, but on the 27th of the same month, Jane Gilker, wife of the said John Duthie, opposed this, alleging the said lot to appertain to her in right of her Father, the late George Gilker, a Loyalist, to whom the same had been granted by His late Majesty, in recompense for his loyalty and service during the revolutionary war in the United States of America.

367. Lot No. 15 in the first range, in New Richmond, containing 100 acres on a front of 3 acres; also the lot in rear and in prolongation of the same, in the second range—by George Duthie.

374. Lot No. 1 in the first range of New Richmond, of 200 acres; also Nos. 5 and 6 of 100 acres each, on a front of 3 acres; also Nos. 2, 3 and 4, on a front of 3 acres each, the front of the said lots Nos. 1, 2, 3, 4, 5 and 6, amounting in all to 18 acres; also a lot of land of about 1 acre in front on the N. of Lot No. 1, bounded as follows, that is to say: on the W. by a creek dividing the same from John Duthie, on the S. by P. Lynd, in front by the Bay, and in rear by the prolongation of the N. depth line of lot No. 15 claimed by George Duthie, containing 312 acres or thereabouts in all,—by Prudence Gilker, widow of the late George Gilker.

376. The E. part of lot No. 30, consisting of 200 acres on a front of 3 acres, in the first range of New Richmond. Azariah Pritchard, senior, opposes for this lot, Joseph Marie also opposes for a part of the same, consisting of 1 1/2 acres in front by the whole depth, (66 2/3 acres) in virtue of a purchase from A. Pritchard, junior; also No. 47 in the same range, consisting of 200 acres on a front of 3 acres, bounded on the W. by Patrick Wallace, on the east by Johnston's—by Jean Leblanc dit Bourquette.

310. Le lot No. 50, au premier rang de Carleton, contenant 102 acres et 7 perches sur un front de 3 acres et une perche; aussi le lot dans le second rang en prolongation du dit lot No. 50; par Charles Boudrault et Urbain Boudrault.

311. Le lot No. 18, dans Carleton, contenant 66 2/3 acres sur un front de 2 acres, par Claire Damboise.

331. Les lots Nos. 11 et 12, dans le rang de front de Maria, consistant en 100 acres chaque sur un front de 3 acres; aussi les lots dans le second rang en prolongation des dits lots, par Louis Esciambre dit Sansfaçon.

339. Cinq lots et demi de figure triangulaire dans le premier rang de Maria, formant ensemble 222 acres sur un front de 16 1/2 acres. (Les deux premiers des dits lots contiennent 80 acres sur un front de 6 acres, bornés à l'est par Désiré Leblanc, et à l'ouest par George Teshmer; les autres trois lots et demi contiennent 142 acres sur un front de 10 1/2 acres, bornés à l'ouest par Désiré Leblanc, et à l'est par Charles Lapointe): par Elie Levêque, Etienne Guillette, Louis Normandeau fils, et Pierre Mercier.

340. Les lots suivans dans le premier rang de Maria, savoir: No. 35, par Jean Goulette; No. 40, par John Hickley; Nos. 53 et 54, par Patrick Chesser; Nos. 49, 50 et 52, par Joseph Guité; No. 21, par Isaïe Bernard; Nos. 18 et 19, par Joseph Porlier; No. 24, par Mercier Audet; No. 17, par Alexis Porlier, qui réclame pareillement un lot de terre au même lieu, de figure triangulaire, borné à l'ouest par Victor Leblanc, et à l'est par Raimond Landry, contenant 80 acres ou environ sur un front de 6 acres; No. 28, par Victor Leblanc. Les dits réclameurs, à l'exception du dit Victor Leblanc, réclament pareillement les lots de la seconde concession sur les derrières et en prolongation de leurs lots respectifs. Aussi trois lots dans le premier rang de Maria, contenant en tout 300 acres sur un front de 9 acres, bornés à l'est par la prolongation de la ligne ouest du No. 17, dans le premier rang, et de là courant vers l'est toute la longueur du front ci-dessus. Aussi un lot (sans No.) de 3 acres de front sur 33 1/2 de profondeur, borné à l'ouest par Pierre Saincœur, et à l'est par Joseph Porlier, réclame par Alexis Porlier. N. B. John Chisholm, de New-Carlisle, s'oppose à la prétention du dit Patrick Chesser, aux dits lots Nos. 53 et 54.

341. Le lot No. 51 dans le premier rang de Carleton, contenant 110 acres et deux perches sur un front de 3 acres 4 perches, avec le lot sur le derrière et en prolongation d'icelui dans le second rang, réclame par Magloire Bernard. No. 52, contenant 95 acres sur un front de 2 acres et 10 perches, avec le lot en arrière et en prolongation d'icelui, par Hypolite Leblanc et Léon Leblanc. Aussi un lot (sans No.) dans le premier rang, contenant 100 acres sur un front de 3 acres, par François Boudreau. Aussi le lot No. 48, dans le même rang, contenant 100 acres sur un front de 3 acres, avec le lot dans le second rang en arrière d'icelui, par Joseph Corneau. Aussi le lot No. 38, dans le même rang, contenant 87 acres et 2 perches sur un front de 2 acres et 8 perches, et une pièce de terre (non définie) contenant 50 acres sur un front de 3 acres, au second rang des concessions dans Maria susdit, par Pierre Leblanc. Aussi le lot No. 54, au premier rang de Carleton, contenant 22 acres; aussi le lot No. 4, dans le premier rang de Maria, contenant 66 2-3 acres sur un front de deux acres, par Constant Bourg et Edward Bourg.

342.—Le lot No. 32, dans le premier rang de Maria, contenant 200 acres sur un front de 6 acres, et les lots dans les second et troisième rangs des concessions sur le derrière de la partie ouest du dit lot, par Luke Leblanc. Le lot No. 20 dans le premier rang de Maria, contenant 87 acres et 2 perches, sur un front de deux acres et 8 huit perches, par Syffroy Leblanc. La moitié ouest du lot No. 21, dans le premier rang de Maria, contenant 75 acres sur un front de 2 acres et 3 perches, par Elie Leblanc.

348.—Le lot No. 32, dans le premier rang de Carleton, contenant 77 acres sur un front de 2 acres 4 perches; aussi le lot au second rang, sur le derrière et en prolongation du dit lot No. 32. La moitié ouest des dits lots réclame par Avila Leblanc, et la moitié est par Séverin Leblanc.

352.—Le lot No. 11, dans le premier rang de Carleton, contenant 102 acres 7 perches, sur un front de 3 acres et 1 perche, par Mathew Stewart, écuyer.

362.—Le lot No. 16, dans le premier rang de New-Richmond, contenant 100 acres sur un front de 3 acres; aussi un lot au même lieu consistant en 200 acres sur un front de 6 acres, borné au sud par un ruisseau qui sépare le dit lot d'un lot réclame par la veuve Gilker, et au nord par John Kerr; par John Duthie. N. B. Le 22 Juillet 1820, le dit John Duthie a déclaré avoir disposé du dernier lot ci-mentionné en faveur de John Kerr, mais le 27 du même mois Jane Gilker, femme du dit John Duthie, s'y est opposée, alléguant que le dit lot lui appartenait au droit de son père feu George Gilker, un loyaliste, auquel il a été accordé par feu Sa Majesté, en récompense de sa loyauté et de ses services pendant la guerre de la révolution des Etats-Unis d'Amérique.

367 —Le lot no. 15, dans le premier rang dans New-Richmond, contenant 100 acres sur un front de 3 acres; aussi le lot en arrière et en prolongation d'icelui dans le second rang, par George Duthie.

374.—Le lot no. 1, dans le premier rang de New-Richmond, de 200 acres; aussi nos. 5 et 6, de 100 acres chaque, sur un front de 3 acres; aussi nos. 2, 3 et 4, sur un front de 3 acres chaque: le front des dits lots nos. 1, 2, 3, 4, 5 et 6 portant en tout 18 acres; aussi un lot d'environ un acre de front au nord du lot no. 1, borné comme suit, c'est-à-dire: à l'ouest par une crique qui le sépare de John Duthie, au sud par P. Lynd, en front par la baie, et dans la profondeur par la prolongation de la ligne de profondeur nord du lot no. 15, réclame par George Duthie; contenant en tout 312 acres ou environ: par Prudence Gilker, veuve de feu George Gilker.

376.—La partie est du lot no. 30, consistant en 200 acres sur un front de 3 acres, au premier rang de New-Richmond. N. B. Azariah Pritchard, père, met opposition pour ce lot, comme aussi Joseph Marie pour une partie d'icelui consistante en un acre et demi de front sur toute la profondeur de 66 2-3 acres, en vertu d'un achat d'A. Pritchard fils. Aussi no. 47, au même rang, consistant en 200 acres sur un front de 3 acres, borné à l'ouest par Patrick Wallace, à l'est par les Johnston: par Jean Leblanc dit Bourquette.

Appendice
(E.)
18e Janv.

Appendix
(E.)
18th Janv.

380. Lot No. 43 in the first range of New Richmond, consisting of 200 acres on a front of 3 acres, bounded on the N. W. by Jonathan Woodman, and on the S. E. by Maurice Powers—by Thomas Fayal.

382. Lot No. 25 in the first range of New Richmond, containing 115 acres 5 perches, on a front of $3\frac{1}{2}$ acres; also the lot in the second range in rear of and in prolongation of the said lot No. 25—by Jean Lebuffe.

389. A lot of land consisting of 200 acres, on a front of 6 acres, situate on the river Cascapédia, bounded on the W. by waste lands, and on the E. by Dougal Fletcher—by John Fullarton.

392. A lot commonly called No. 47, (properly 48) in the first range of New Richmond, consisting of 400 acres on a front of 6 2-3 acres by 66 2-3 acres in depth, bounded on the N. W. by Jean Leblanc dit Bourquette, on the S. E. by Nicholas Boulter, —by Adam Johnston, John Johnston, James Johnston, and Nathaniel Johnston. Fleurent Leblanc, Jean Cyre, and Azariah Pritchard, junior, severally, opposes this claim, that is to say, Leblanc claims three fourths on the E. side of the said lot, the said Cyre claims one fourth of the said lot on the East side thereof, and the said Pritchard claims the E. half of the said lot.

393. Lot No. 36 in the first range of New Richmond, (contents not specified) bounded on the W. by Azariah Pritchard, senior, and on the E. by a lot claimed by the said A. Pritchard, —by John Cruger, who alleges that he acquired the same by purchase from the said A. Pritchard, senior, in the month of March 1806.

396. Lots Nos. 15 and 16 in the first range of Hamilton, containing each 100 acres on a front of 3 acres, by Jean B. Morrisset and Jacques Bruguères. (The former claims No. 15, the latter No. 16.)

397. Lots Nos. 47, 48 and 49, in the first range of lots in Hamilton; the said lot No. 47 consisting of 76 acres on a front of 7 chains 20 links, —by Olivier Bourdages; the said lot No. 48 consisting of 77 acres on a front of 7 chains 20 links, —by Cyril Lepage; the said lot No. 49 consisting of 80 acres on a front of 7 chains 60 links —by François Paquet.

399. Lot No. 8 in the front range of Hamilton, containing 82 acres on a front of 2 acres 6 perches; also the W. half of lot No. 10, containing 86 acres or thereabouts, on a front of 2 acres 7 perches; also lot No. 25, containing 100 acres on a front of 3 acres, —by Isaac Bernard.

401. Lot No. 56 in the front range of Hamilton, aforesaid, containing 81 2-3 acres on a front of 7 chains 75 links. Also the lot in prolongation of the same in the second range, —by Alain Bugeol.

404. Lots Nos. 32 and 33 in the first range of Hamilton, containing in all 300 acres on a front of 9 acres —by Jean B. Frelet. And lot No. 34 at the same place, containing 89 acres on a front of 8 chains 45 links; also lot No. 11 at Little Bonaventure, in the said Township, containing 100 acres on a front of 3 acres —by Nicholas Poirier.

405. Lot No. 3 in New Richmond, containing 200 acres on a front of 6 acres; also the lot in prolongation thereof —by Pierre Bourdages and Frédéric Bourdages.

406. Lot No. 12 in the front range of Hamilton, containing 200 acres on a front of 6 acres, and No. 13 in the same place, containing 100 acres on a front of 3 acres, by Olivier Bourdages. Also lot No. 14 containing 200 acres on a front of 6 acres, by Antoine Bourdages.

407. Lot No. 50 in Hamilton, containing 150 acres on a front of 14 chains 20 links, by François Bourdages. Also the adjacent lot No. 51, containing 71 2-3 acres, on a front of 6 chains 80 links, —by Louis Poirier and Aimé Poirier. The claimants also claim the lots in the second range in prolongation of their respective lots.

408. Lot No. 1 in New Richmond, containing 100 acres on a front of 3 acres, bounded on the east by Caplin River which divides it from lot No. 1 in Hamilton —by Pierre Poirier. Lot No. 2 at same place, containing 200 acres on a front of 6 acres, —by Pierre Babin. Lot No. 4 at the same place, containing 100 acres on a front of acres, —by Milcade Bourdages.

411. Lot No. 2 in the front range of Hamilton, containing 100 acres on a front of 3 acres; also Lot No. 130 at the same place, of 100 acres on a front of 3 acres; also Lot No. 38 at the same place, containing 68 1-2 acres on a front of $6\frac{1}{2}$ chains; also the lots in rear and in prolongation of the said lots, —by Etienne Bugeol.

412. Lot No. 46 in Hamilton, on a front of 2 acres by 66 2-3 acres in depth, by Hubert Bernard; also lot No. 5 at the same place, containing 100 acres on a front of 3 acres; also the lot in the second range in rear of lot No. 41 in the first range, in possession of Hubert Cavanaugh, containing 100 acres on a front of 3 acres, by Felix Bernard. Also lot No. 6 containing 100 acres on a front of 3 acres, by Barnabé Bourg.

413. Lot No. 23 at Little Bonaventure, in Hamilton aforesaid, containing 100 acres on a front of 3 acres, by Charles Forest; also lot No. 34 at the same place, containing 100 acres on a front of 3 acres, by Maxime Poirier.

414. Lots No. 7 at Little Bonaventure aforesaid, containing 100 acres on a front of 3 acres, by François Hébert; and No. 6 at same place, containing 77 acres on a front of acres 4 perches, by Jacques Hébert.

415. Lot No. 43 in Hamilton, containing 104 1-2 acres on a front of 9 chains 90 links, by Julien Gauthier.

416. The west half of lot No. 10 in Little Bonaventure, containing 87 acres on a front of 2 acres 7 1-2 perches; also lot No. 8 on the N. side of River Bonaventure, containing 150 on a front of 4 1-2 acres, by Isaac Bernard. The E. half of lot No. 23 at Little Bonaventure, containing 74 1-3 acres on a front of 2 acres 3 perches; also the lot in the second concession in prolongation of the same; also the E. half of a piece of land of triangular form, at same place, formed by the changing of the depth lines of lots Nos. 21 and 22, having its apex in front, (contents not specified) —by Alexander Moreau. The W. half of the said lot No. 22 containing 74 1-3 acres on a front of 2 acres 3 perches; also the E. half of lot No. 10 at same place, containing 87 acres on a front of 2 acres 7 1-2 perches; also the lot in the second concession in prolongation of the same; also the W. half of the aforesaid piece of land

380.—Le lot no. 43, au premier rang de New-Richmond, consistant en 200 acres sur un front de 3 acres, borné au nord-ouest par Jonathan Woodman, et au sud-est par Maurice Powers; par Thomas Fayal.

382.—Le lot no. 25, au premier rang de New-Richmond, contenant 115 acres et 5 perches sur un front de $3\frac{1}{2}$ acres; aussi le lot au second rang sur le derrière et en prolongation du dit lot no. 25, par Jean Lebuffe.

389.—Un lot de terre consistant en 200 acres sur un front de 6 acres, situé sur la rivière Cascapédia, borné à l'ouest par des terres incultes, et à l'est par Dougal Fletcher; par John Fullarton.

392. Un lot communément appelé no. 47 (proprement 48), au premier rang de New-Richmond, consistant en 400 acres sur un front de 6 2-3 acres, sur 66 2-3 de profondeur, borné au nord-ouest par Jean Leblanc dit Bourquette, au sud-est par Nicolas Boulter; par Adam Johnston, John Johnston, James Johnston et Nathaniel Johnston. N. B. Fleurent Leblanc, Jean Cyre et Azariah Pritchard fils, séparément, mettent opposition à cette réclamation, c'est-à-dire: Leblanc réclame trois quarts du côté est du dit lot, le dit Cyre réclame un quart du dit lot au côté est d'icelui, et le dit Pritchard réclame la moitié est du dit lot.

393.—Le lot no. 36 au premier rang de New-Richmond. (son contenu non spécifié), borné à l'ouest par Azariah Pritchard père, et à l'est par un lot réclamé par le dit A. Pritchard; par John Cruger, alléguant qu'il l'a acquis par achat du dit A. Pritchard père, dans le mois de Mars 1806.

396.—Les lots nos. 15 et 16 dans le premier rang d'Hamilton, contenant chacun 100 acres sur un front de 3 acres; par J. B. Morrisset et Jacques Bruguères. Le premier réclame le no. 15, le second le no. 16.

397.—Les lots nos. 47, 48 et 49, dans le rang de front dans Hamilton, le dit lot no. 47, consistant en 76 acres sur un front de 7 chaînes et 20 chaînons, par Olivier Bourdages; le dit lot no. 48, consistant en 77 acres sur un front de 7 chaînes et 20 chaînons, par Cyril Lepage; le dit lot no. 49, consistant en 80 acres sur un front de 7 chaînes et 60 chaînons, par François Paquet.

399.—Le lot no. 8 dans le rang de front de Hamilton, contenant 82 acres sur un front de 2 acres et 6 perches; aussi la moitié ouest du lot no. 10, contenant 86 acres ou environ sur un front de 2 acres et 7 perches; aussi le lot no. 25, contenant 100 acres sur un front de 3 acres, par Isaac Bernard.

401.—Le lot no. 56 dans le rang de front de Hamilton susdit, contenant 81 2-3 acres sur un front de 7 chaînes et 75 chaînons; aussi le lot en prolongation d'icelui dans le second rang, par Alain Bugeol.

404.—Les lots nos. 32 et 33 dans le premier rang de Hamilton, contenant en tout 300 acres, par Jean B. Frelet. Et le lot no. 34, au même lieu, contenant 89 acres sur un front de 8 chaînes et 45 chaînons; aussi le lot no. 11 à Petit-Bonaventure, dans le dit township, contenant 100 acres sur un front de 3 acres, par Nicolas Poirier.

405.—Le lot no. 3 dans New-Richmond, contenant 200 acres sur un front de 6 acres; aussi le lot en prolongation d'icelui, par Pierre Bourdages et Frédéric Bourdages.

406.—Les lots nos. 12 dans le rang de front de Hamilton, contenant 200 acres sur un front de 6 acres, et no. 13 au même lieu, contenant 100 acres sur un front de 3 acres, par Olivier Bourdages; aussi no. 14, contenant 200 acres sur un front de 6 acres, par Antoine Bourdages.

407.—Le lot no. 50, dans Hamilton, contenant 150 acres sur un front de 14 chaînes et 20 chaînons, par François Bourdages; aussi le lot voisin, no. 51, contenant 71 2-3 acres sur un front de 6 chaînes et 80 chaînons, par Louis Poirier et Aimé Poirier: les réclamans prétendent avoir des droits sur les prolongations de leurs lots respectifs.

408.—Le lot no. 1, dans New-Richmond, contenant 100 acres sur un front de 3 acres, borné à l'est par la rivière Caplin qui le sépare du lot no. 2, dans Hamilton, par Pierre Poirier. Le lot no. 2, au même lieu, contenant 200 acres sur un front de 6 acres, par Pierre Babin. Le lot no. 4, au même lieu, contenant 100 acres, sur un front de 6 acres, par Milcade Bourdages.

411.—Le lot no. 2, dans le premier rang de Hamilton, contenant 100 acres sur un front de 3 acres; aussi le lot no. 130, au même lieu, de 100 acres sur un front de 3 acres; aussi le lot no. 38, au même lieu, contenant 68 $\frac{1}{2}$ acres sur un front de $6\frac{1}{2}$ chaînes; aussi les lots sur le derrière et en prolongation des dits lots, par Etienne Bugeol.

412.—Le lot no. 46, dans Hamilton, sur un front de deux acres et sur la profondeur 66 2-3 acres, par Hubert Bernard; aussi le lot no. 5, au même lieu, contenant 100 acres sur un front de 3 acres; aussi le lot au second rang sur le derrière du lot no. 41, dans le premier rang, en la possession d'Hubert Cavanaugh, contenant 100 acres sur un front de 3 acres, par Félix Bernard; aussi le lot no. 6, contenant 100 acres sur un front de 3 acres, par Barnabé Bourg.

413.—Le lot 23, au Petit-Bonaventure, dans Hamilton susdit, contenant 100 acres sur un front de 3 acres, par Charles Forest; aussi lot no. 34, au même lieu, contenant 100 acres sur un front de 3 acres, par Maxime Poirier.

414.—Les lots no. 7, au Petit-Bonaventure susdit, contenant 100 acres sur un front de 3 acres, par François Hébert; et no. 6, au même lieu, contenant 77 acres sur un front de 2 acres et 4 perches, par Jacques Hébert.

415.—Le lot no. 43, dans Hamilton, contenant 104 $\frac{1}{2}$ acres, sur un front de 9 chaînes et 90 chaînons, par Julien Gauthier.

416.—La moitié ouest du lot no. 10, du Petit-Bonaventure, contenant 87 acres sur un front de 2 acres 7 $\frac{1}{2}$ perches; aussi le lot no. 8, au nord de la rivière Bonaventure, contenant 150 acres sur un front de 4 $\frac{1}{2}$ acres, par Isaac Bernard. La moitié est du lot no. 23, au Petit-Bonaventure, contenant 74 1-3 acres sur un front de 2 acres 3 perches; aussi le lot en la seconde concession en prolongation d'icelui; aussi la moitié est d'une pièce de terre de forme triangulaire, au même lieu, formée par le changement de direction des lots nos. 21 et 22, ayant son sommet en front (le contenu non spécifié), par Alexandre Moreau. La moitié ouest du dit lot no. 22, contenant 74 1-3 acres sur un front de deux acres 3 perches; aussi la moitié est du lot no. 10, au même lieu, contenant 87 acres sur un front de 2 acres 7 $\frac{1}{2}$ perches; aussi le lot dans la seconde concession en prolongation d'icelui; aussi la moitié ouest de la susdite

Appendice
(E.)
18e. Janv.

Appendix
(E.)
18th Jany.

of triangular form, (contents not specified, but supposed to contain fifty acres in all,) by Joseph Caillouette.

424. Lot No. 4 in the first range of Hamilton, by Charles Bugeol. The W. half of lot No. 10 at same place, by Sébastien Arsineau; Lot No. 11 at same, by Nicholas Arsineau; each of the said lots containing 100 acres on a front of 3 acres.

427. The W. half of lot No. 24 in the first range of Cox, containing 50 acres on a front of 3 acres; also lot No. 72 in Hamilton, containing 148 acres 9 perches on a front of 4 acres 6 perches; also the adjacent lot No. 73 containing 148 acres 9 perches on a front of 4 acres 6 perches, by Pierre Poirier. (N. B. James Sayer of New Carlisle opposes for the said half lot No. 24.) The W. half of lot No. 35 in the front range of Cox, containing 50 acres on a front of 3 acres; also lot No. 3 on the N. W. side of River Bonaventure, containing 200 acres on a front of 6 acres, by Joseph Babin.

428. The E. half of lot No. 10 in Hamilton, containing 100 acres on a front of 3 acres, by Eusèbe Arsineau. Lot No. 35 in the same place containing 86 1-2 acres on a front of 8 chains 20 links, by Joseph Arsineau.

429. Lot No. 43 in front range of Hamilton, containing 100 acres on a front of 3 acres; also lot No. 39 in same range, containing 48 acres 4 perches on a front of 1 acre 9 perches; also lot No. 6 at same place, containing 200 acres on a front of 6 acres, on the N. W. side of the River Great Bonaventure, by Jean Arsineau.

433. Lot No. 15 in first range of Hamilton, containing 100 acres on a front of 3 acres, by Nicholas Bourdages, Lot No. 16 at same place, of the like contents on a like front, by Benjamin Bourdages. Lot No. 17 at the same place, of the like contents on a like front, by Louis Bourdages. Lot No. 16 on the N. E. side of the River Bonaventure, containing 200 acres on a front of 6 acres, by Benjamin Bourdages aforesaid.

437. Lots Nos. 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48 and 49, on the W. bank or front of the River Bonaventure, each lot containing 4800 superficial feet, on a front of 40 feet, by 120 feet in depth, bounded on the W. by lot No. 38 belonging to C. Cavanaugh, on the S. E. by a reserve for the use of the shipping or vessels resorting to Bonaventure, on the N. by the high road, and on the S. by respective depths of the said lots; also seven lots, of equal contents with those above specified on the N. E. of the said bank, bounded on the N. W. by lot No. 14, on the S. E. by lot No. 23, on the S. by the high road, and on the N. by the Barachois of Bonaventure, by Duncan McKay, Donald McKay, and Kenneth McKay. (N. B. The above lots are also claimed by John Culler, of Liverpool, in England, in virtue of a deed of release and assignment bearing date the 21st October, 1820, from the said Duncan McKay and Donald McKay, who therefore prays that the said lots may be awarded in his favor accordingly.)

438. Lot No. 19 in the front range of Hamilton, containing 200 acres on a front of 6 acres, by Firmin Bugeol. Lots No. 7 and 8 in Hamilton, containing each 100 acres on a front of 3 acres, by Léonore Bugeol. (N. B. These lots 7 and 8 are also claimed by Edward Burton.)

465. Lots Nos. 1 and 2 in the first range, 39 and 60 in the second range, 120 in the fourth range, of Town Lots of New Carlisle, containing one acre each. Nos. 23 in the first range and 42 in the second range of country lots W. of New Carlisle, containing each 100 acres on a front of 6 acres; also the following parts of lot No. 1 in the first range of country lots E. of New Carlisle, to wit: the whole of that part of it lying south of the King's Highway, (contents unknown, front 6 acres); also the E. half of the remainder of said lot, contents unknown, (in front 3 acres); also Lake lot No. 18 (heretofore No. 9) in rear of New Lake, containing 100 acres on a front of 3 acres, by Anne Hale, widow and relict of the late Amos Hall, in his life time of New Carlisle.

482. Lots Nos. 16, 17, 18, 17, in the first range, 42, 43, 44, 45, in the second range, 76, 77 in the third range, 105 in the fourth range, 200 in the seventh range, 224 in the eighth range, of Town lots in New Carlisle, containing each one square acre; also No. 20 in the first, 41 in the second range of Town Parks in rear of New Carlisle, containing eight acres each on a front of one acre.—(N. B. These Town Parks are said to be on the Glebe. Lot No. 60 in the second range of country lots E. of New Carlisle, containing 100 acres on a front of 6 acres; Lot No. 122 in the fourth range of country lots W. of New Carlisle, containing 100 acres on a front of 6 acres, by Amos Hal.)

488. A lot of land in the Common of Paspébiac, in rear of lot No. 18 (the Glebe) and in prolongation thereof, containing ten acres on a front of one acre; also the lot in rear of and in prolongation of the said lot in the Common, consisting in all of about thirty five acres, by Joseph Leblanc.

490. Lot No. 11 in Paspébiac, containing 10 acres on a front of one acre; also the lot of land on the Common, in rear of and in prolongation of the same, running in depth until it meets the prolongation of the depth line of Cox; also the two lots in the two concessions in rear of and in prolongation of the said last mentioned lots, by John Asperos. (N. B. Jean Bernard Castilloux, acting for himself and his wife Cutis Le Brasseur, Joseph Le Brasseur, Felicite Le Brasseur, and Marie René Le Brasseur, opposes the claim of the said John Asperos to the said lot No. 11, which is claimed by the said opposants by right of inheritance from their late father, Joseph Le Brasseur. Lot No. 12 in the front range of Paspébiac, containing ten acres on a front of one acre; also the three lots in rear of and in prolongation of the same, as above mentioned, by Jean Castilloux.)

pièce de terre de forme triangulaire (le contenu non spécifié, mais supposé être de 50 acres en tout), par Joseph Caillouette.

424. Le lot no. 4, dans le premier rang de Hamilton, par Charles Bugeol; la moitié ouest du lot no. 10 au même lieu, par Sébastien Arsineau; le lot no. 11, au même lieu, par Nicolas Arsineau; chacun de ces lots contenant 100 acres, sur un front de 3 acres.

427. La moitié ouest du lot no. 24, au premier rang de Cox, contenant 50 acres, sur un front de 3 acres; aussi le lot no. 72, dans Hamilton, contenant 148 acres 9 perches, sur un front de 4 acres 6 perches; aussi le lot voisin no. 73, contenant 148 acres 9 perches, sur un front de 4 acres 6 perches, par Pierre Poirier. (N. B. James Sayer, de New-Carlisle, met opposition à la dite moitié du no. 24.) La moitié ouest du lot no. 35, dans le rang de front de Cox, contenant 50 acres, sur un front de 3 acres; aussi le lot no. 3, au nord-ouest de la rivière Bonaventure, contenant 200 acres, sur un front de 6 acres, par Joseph Babin.

428. La moitié est du lot no. 10, dans Hamilton, contenant 100 acres, sur un front de 3 acres, par Eusèbe Arsineau. Le lot no. 35, au même lieu, contenant 86 1-2 acres, sur un front de 8 chaînes et 20 chaînes, par Joseph Arsineau.

429. Le lot no. 33, dans le rang de front de Hamilton, contenant 100 acres, sur un front de 3 acres; aussi le lot no. 39, du même rang, contenant 48 acres et 4 perches, sur un front d'un acre et 9 perches; aussi le lot no. 6, au même lieu, contenant 200 acres, sur un front de 6 acres, au côté nord-ouest de la Rivière Grande-Bonaventure, par Jean Arsineau.

433. Le lot no. 15, dans le premier rang de Hamilton, contenant 100 acres, sur un front de 3 acres, par Nicolas Bourdages; le lot no. 16, au même lieu, d'un semblable contenu sur le même front, par Benjamin Bourdages; le lot no. 17, au même lieu, du même contenu et semblable front, par Louis Bourdages; le lot no. 13, au nord-est de la rivière Bonaventure, contenant 200 acres, sur un front de 6 acres, par le susdit Benjamin Bourdages.

437. Les lots nos. 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48 et 49, sur la rive ouest ou front de la rivière Bonaventure, chaque lot contenant 4800 pieds en superficie, sur un front de 40 pieds, sur 120 pieds de profondeur, bornés à l'ouest par le lot no. 38, appartenant à C. Cavanaugh, au sud-est par une réserve à l'usage des bâtimens ou navires qui fréquentent Bonaventure, au nord par le grand chemin, et au sud aux profondeurs respectives de chacun des dits lots; aussi sept lots d'un contenu égal à ceux ci-dessus spécifiés, au nord-est de la dite rive, bornés au nord-ouest par le lot no. 14, au sud-est par le lot no. 23, au sud par le grand chemin, et au nord par les Barachois de Bonaventure, par Duncan McKay, Donald McKay et Kenneth McKay. N. B. Les susdits lots sont aussi réclamés par John Culler de Liverpool en Angleterre, (en vertu d'un acte de décharge et transport en date du 21 octobre 1820, des dits Duncan McKay et Donald McKay,) qui en conséquence demande que les dits lots lui soient adjugés.

438. Le lot no. 19, dans le rang de front de Hamilton, contenant 200 acres, sur un front de 6 acres, par Firmin Bugeol; les lots 7 et 8 dans Hamilton, contenant chacun 100 acres, sur un front de 3 acres, par Léonore Bugeol. N. B. Ces mêmes lots 7 et 8 sont aussi réclamés par Edward Burton.

465. Les lots nos. 1 et 2 dans le premier rang, 39 et 60 dans le second rang, 120 dans le quatrième rang des lots de ville de New-Carlisle, contenant un acre chaque; no. 23 au premier rang, et 42 au second rang des lots de campagne à l'ouest de New-Carlisle, contenant chacun 100 acres, sur un front de 6 acres; aussi les portions suivantes du lot no. 1, au premier rang des lots de campagne à l'est de New-Carlisle, à savoir, la totalité de cette portion d'icelui sise et située au sud du grand chemin de Roi, le contenu inconnu (le front de 6 acres); aussi la moitié du côté de l'est du reste du dit lot, d'un contenu inconnu (en front 3 acres); aussi le lot no. 18 (Carleton, no. 9) sur le derrière du Nouveau-Lac, contenant 100 acres, sur un front de 3 acres, par Anne Hall, veuve de feu Amos Hall de son vivant de New-Carlisle.

482. Les lots nos. 16, 17, 18, 19 au premier rang, 42, 43, 44, 45 au second rang, 76, 77 au troisième rang, 105 au quatrième rang, 200 au septième rang, 224 au huitième rang des lots de ville dans New-Carlisle, contenant chacun un acre carré; aussi no. 20 au premier rang, 41 au second rang des parcs de ville sur le derrière de New-Carlisle, contenant chacun 8 acres, sur un front d'un acre (N. B. On prétend que ces parcs de ville sont sur la glèbe); le lot no. 60, au second rang des lots de campagne à l'est de New-Carlisle, contenant 100 acres, sur un front de 6 acres; le lot no. 122, au quatrième rang des lots de campagne à l'ouest de New-Carlisle, contenant 100 acres, sur un front de 6 acres, par Amos Hall.

488. Un lot de terre dans la commune de Paspébiac, sur le derrière du no. 18 (la glèbe), et dans sa prolongation, contenant 10 acres, sur un front d'un acre; aussi un lot sur le derrière et en prolongation du dit lot dans la commune, contenant en tout à-peu près 35 acres, par Joseph Leblanc.

490.—Le lot no. 11, dans Paspébiac, contenant 10 acres sur un front d'un acre; aussi le lot de terre sur la commune en arrière et en prolongation d'icelui, courant en profondeur jusqu'à ce qu'il rencontre la prolongation de la ligne de profondeur de Cox; aussi les deux lots dans les deux concessions en arrière et en prolongation des dits deux lots dernièrement mentionnés, par John Asperos. N. B. Jean Bernard Castilloux, agissant pour lui-même et la femme Cutis Le Brasseur, Joseph Le Brasseur, Felicite Le Brasseur et Marie Renée Le Brasseur, mettent opposition aux prétentions du dit John Asperos sur le dit lot no. 11, lequel est réclamé par les dits opposans par droit d'héritage de feu leur père, Joseph Le Brasseur. Le lot no. 12, dans le premier rang de Paspébiac, contenant 10 acres sur un front d'un acre; aussi les trois lots en arrière et en prolongation de ce dernier mentionné, par Jean Castilloux.

Appendice
(E.)

Se. Jany.

Appendix
(E.)
18th Janv.

499. A lot of land on the Common of Paspébiac, in the prolongation of Lot No. 1, of one half-acre in front, running in depth until it meets the prolongation of the depth line in the first range of lots in Cox, by François Alain.

505. Lot No. 26, in Paspébiac, containing ten acres on a front of one acre; also a lot on the Common of Paspébiac, in rear of and in prolongation of said lot; also a lot in the concession in rear of the said lots and in prolongation of the same, by Pierre Huard, for one moiety or half, and Jacques Huard, Magdeleine Huard—wife of Michel Aubrée, Louis Huard, Théotiste Huard, wife of Joseph Benjamin, Pierre Huard, Marie Anne Huard, wife of Benoni Chappadeau, for the other moiety or half.

510. A lot of 100 acres of land on a front of 3 acres, bounded in front by the river Nouvelle, on the E. by the prolongation of the W. line of lot No. 29, in Paspébiac, on the W. by the prolongation of the E. line of lot No. 25 at the same place, by André Oiselle, for the E. third, Alexander Duguay for the W. third, and Charlemagne Duguay for the interjacent third. Also a lot of land in the Common of Paspébiac, in rear of and in prolongation of lot No. 27, in the front range; also the lot in the concession in rear and in prolongation of the last mentioned lot, by Charlemagne Duguay. Also a lot of land in the said Common, and another lot in the concession in rear thereof, the said lots being in prolongation of lot No. 28, by the said André Oiselle. Also lot No. 29, in the first range of Paspébiac, containing ten acres on a front of one acre, as well as the lot in the Common, and another lot in the said concession in rear thereof in prolongation of the said lot No. 29, by the said Alexander Duguay. The above is without prejudice to the agreement between the said André Oiselle and Alexander Duguay, bearing date at Paspébiac, 4th August 1820, of which a copy has been filed by the parties.

528. A lot of 500 acres of land upon Cape Brulé brook, on the River little Cascapédia, forming two lots of 250 acres each of 7½ acres in front, on either side of said brook, bounded on the N. W. by a lot in the occupancy of Isaac Ives,—by James Crawford Esqr.

555. Lot No. 18, (according to the old plan) in Cascapédia, consisting of 100 acres more or less, on a front of 3 acres, bounded on the S. by the Bay, on the W. by a lot occupied by John Gilker, and on the E. by a lot occupied by John P. Dimack,—by James Crawford, Esquire.

558. The Fief and Seigniorie of *Mount Louis*, situate on the south shore of the River St. Lawrence, being three leagues in front or thereabouts on the said River, by three leagues in depth, extending in front from the *anse pleureuse* on its N.E. side, to the *Rivière à Pierre* on its S. W. side, with the appurtenances and all and every the rights and privileges to the said Fief and Seigniorie appertaining and belonging,—by the Hon. Mathew Bell.

571. Lot No. 24, on the N. side of the River Bonaventure, in front three acres more or less, by 33 1-3 acres in depth, bounded in front by Baie des Chaleurs, on the W. by Charles Forest, and on the E. by land claimed for the Church at Bonaventure,—by Joseph Bourque.

592. A lot of ground including a fishing room in front thereof, consisting of 72 feet in front by 72 feet in depth or thereabout, situate at Percé, bounded in front by the said Fishing Room, in rear to the King's highway, on the N. by a lot or Fishing Room appertaining to Thomas Moriarty, and on the S. by a lot or Fishing Room appertaining to Charles Langlois, including the buildings and appurtenances thereupon erected and being, by François Buteau, of the City of Quebec, Merchant.

Quebec, 5th August 1824.

ROBERT CHRISTIE,
Sec. to Coms.

INFERIOR DISTRICT OF }
GASPE' }

BOARD OF LAND CLAIMS.

NOTICE.—The following Claims are published pursuant to an Act of the Legislature of this Province, passed in the 59th year of the reign of His late Majesty George the Third, intituled, "An Act to secure the inhabitants of the Inferior District of Gaspé in the possession and enjoyment of their Lands," and all and every person and persons, other than those hereinafter named, having any pretensions to the lands hereby advertised, are required to present their claims or pretensions thereto, within two months after January next, that is to say, on or before the 1st of April next—and notice is hereby given, that in default thereof, all such other claims and pretensions to the lands herein mentioned, will be barred and extinguished.

CLAIMS.

217—The E. half of lot No. 49, in the 2d range W. of New Carlisle, containing 50 acres; also, No. 64 in 3d range; Nos. 78, 79, 80, in 4th range, 92, 93, 94, in the 5th range of Town Parks rear of New Carlisle, by Samuel Chatterton. Amos Hall opposes for the said E. half lot No. 49.

Appendice
(E.)
18e Janv.

499. Un lot de terre sur la commune de Paspébiac, en prolongation du lot no. 1, d'un arpent et demi de front, courant en profondeur jusqu'à sa rencontre avec la ligne de profondeur dans le premier rang de Cox, par François Alain.

505. Le lot no. 26, dans Paspébiac, contenant 10 acres sur un front d'un acre; aussi un lot sur la commune de Paspébiac en arrière et en prolongation du dit lot; aussi un lot dans la concession en arrière des dits lots et en prolongation d'iceux, par Pierre Huard, pour une motié, et Jacques Huard, Magdeleine Huard, femme de Michel Aubrée, Louis Huard, Théotiste Huard, Marie Anne Huard, femme de Benoni Chappadeau, pour l'autre motié.

510—Un lot de 100 acres de terre sur un front de 3 acres, borné en front par la rivière Nouvelle, à l'est par la prolongation de la ligne ouest du lot no. 29 dans Paspébiac, à l'ouest par la prolongation de la ligne est du lot no. 25 au même lieu, par André Oiselle pour le tiers à l'est, Alexandre Duguai pour le tiers à l'ouest, et Charlemagne Duguai pour le tiers entre deux; aussi un lot de terre dans la commune de Paspébiac en arrière et en prolongation du lot no. 27 dans le premier rang, aussi le lot dans la concession en arrière et en prolongation de ce dernier lot mentionné, par Charlemagne Duguai; aussi un lot de terre dans la dite commune, et un autre lot dans la concession en arrière et dans la prolongation du lot no. 28, par le dit Oiselle; aussi le lot no. 29 dans le premier rang de Paspébiac, contenant 10 acres sur un front d'un acre, ainsi que le lot dans la commune et un autre lot dans la dite concession et en arrière et en prolongation du dit lot no. 29, par le dit Alexandre Duguai. N. B. Ce qui précède est sans préjudice aux accords entre les dits André Oiselle et Alexandre Duguai, datés à Paspébiac le 4 août 1820, dont copie a été filée par les parties.

528—Un lot de 500 acres de terre sur le ruisseau Brulé, sur la rivière petite Cascapédia, formant deux lots de 250 acres chaque sur 7½ acres de front, de chaque côté du dit ruisseau, borné au nord-ouest par un lot occupé par Isaac Ives; par James Crawford, écuyer.

555—Le lot no. 18 (selon le vieux plan) dans Cascapédia, consistant en 100 acres, plus ou moins, sur un front de 3 acres, borné au sud par la baie, à l'ouest par un lot occupé par John Gilker, et à l'est par un lot occupé par John P. Dimack; par James Crawford, écuyer.

556—Les fief et seigneurie de *Mont-Louis*, situés sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent, portant trois lieues en front ou environ sur le dit fleuve, sur trois lieues de profondeur; s'étendant en front depuis l'ance Pleureuse, au nord-est, jusqu'à la rivière à Pierre, au sud-ouest, avec tout ce qui appartient et tous et chacun des droits et privilèges aux dits fief et seigneurie appartenans, par l'honorable Mathew Bell, écuyer.

571—Le lot no. 24, au nord de la rivière Bonaventure, de 3 acres, plus ou moins, de front sur 33 1-3 acres de profondeur, borné en front par la Baie des Chaleurs, au nord-ouest par Charles Forest, et à l'est par le terrain réclamé par l'Eglise de Bonaventure; par Joseph Bourque.

592—Un lot de terre, y compris une place de pêche sur le devant, consistant en 72 pieds de front sur 72 pieds de profondeur ou environ, situé à Percé, borné en front par la dite place de pêche, en arrière par le grand chemin de Roi, au nord par un lot ou place de pêche appartenant à Thomas Moriarty, et au sud par un lot ou place de pêche appartenant à Charles Langlois, y compris les bâtisses et appartenances y dessus érigées, telles qu'elles s'y trouvent; par François Buteau, de la cité de Québec, marchand.

Québec, 5 août 1824.

ROBT. CHRISTIE,
Sec. de la Com.

DISTRICT INFÉRIEUR DE }
GASPE. }

BUREAU DES RECLAMATIONS DE TERRES.

A VIS.—Les réclamations suivantes sont publiées conformément aux provisions d'un acte de la Législature de cette Province, passé dans la cinquante-neuvième année du règne de feu Sa Majesté George Troisième, intitulé "Acte pour assurer les habitans du district inférieur de Gaspé dans la possession et jouissance de leurs terres;" et tous et chacun, autres que ceux ci-après nommés, qui auroient quelques prétentions sur aucune des terres ci-dessous spécifiées, sont requis de les produire dans le cours de deux mois après Janvier prochain, c'est-à-dire, le ou avant le 1er Avril prochain, et à faute de ce faire, tous et chacun sont prévenus que toutes réclamations ou prétentions sur aucune des dites terres ci-après spécifiées, seront et resteront éteintes et anéanties pour toujours.

RECLAMATIONS.

No. 217—La moitié est du lot no. 49, dans le 2d rang à l'ouest de New-Carlisle, contenant 50 acres. Aussi, no. 64, dans le 3e rang; les nos. 78, 79 et 80 dans le quatrième; 92, 93 et 94 dans le 5e rang, des parcs de ville sur les derrières de New-Carlisle—par Samuel Chatterton. N. B. Amos Hall oppose pour ladite moitié E. du lot no. 49.

E

Appendix
(E.)
18th Jany.

224—Nos. 123, 124, 125, 126 in 4th range of Town Parks at New Carlisle aforesaid; also, lots Nos. 21 and 22 at Rittigouche, containing in all 200 acres, by John Caldwell.

232—Lots Nos. 167, 168 in the 6th range of Town Lots in New Carlisle, by Robert Sherar, Esquire.

249—Lot No. 3, westward of Port Daniel, containing 200 acres on a front of 6 acres, by Samuel Allen.

308—Lot No. 40 in the front range of Maria, containing 100 acres on a front of 3 acres; also, a lot in the 3d range in the prolongation thereof, and of equal contents, by Fabien Fougère.

309—Lot No. 13, in the front range of Maria, containing 100 acres on a front of 3 acres, by Benjamin Leblanc.

320—Two lots (without Nos.) in front range of Maria, being of a triangular figure, containing 40 acres each or thereabouts, on a front of 3 acres, bounded on the W. by Marcel Leblanc and on the E. by Pierre Mercier; also, a lot of 200 acres in rear and abutting on said lots, by George Teshmer.

323—Lot No. 30 in front range of Maria, of 100 acres on a front of 3 acres; Nos. 33 and 34 in same range, containing in all 300 acres on a front of 9 acres; also, the lots in prolongation thereof, in 2d range; the lots in 2d and 3d ranges in rear of Nos. 1 and 2 in front range, containing in all 600 acres on a front of 9 acres; also, lot No. 87 in front range, of 600 acres on a front of 6 acres, by Hilarion Dugas, Esquire.

337—Lots Nos. 46, 47, 48, in the front range of Maria, each lot containing 100 acres on a front of 3 acres, by Frederick Loubère.

344—Lot No. 23 in front range of Carleton, of 100 acres on a front of 3 acres; Lot No. 83 in front range of Maria, of 300 acres on a front of 9 acres, by Benjamin Bigeot. Also, E. half No. 40 front range of Carleton, of 46 acres $\frac{1}{2}$ perch on a front of 1 acre 5 perches, by Frederick Bigeot, who also claims No. 85 in the front range of Maria, of 200 acres on a front of 3 acres—Also one fifth part of the undivided W. half of lot No. 40, in front range of Carleton, and lot No. 84 in front range of Maria, of 800 acres on a front of 12 acres, with two small islands in front thereof, by Sébastien Landry.

349—Lot No. 44, in front range of Carleton, of 90 acres on a front of 2 acres 9 perches, with the lot in prolongation thereof in the second range, by Pierre Dugas. Also No. 39, in front range of Carleton, containing 87 acres 2 perches on a front of 2 acres 8 perches, by Xavier Leblanc. Also, the N. E. half of the adjacent lot No. 38, of 44 $\frac{1}{2}$ acres on a front of 1 acre 4 perches, by Civil Leblanc. Also, the S. W. half of said lot No. 38, by Hypolite Leblanc. Also, lot No. 37, in same range, of 87 acres 2 perches on a front of 2 acres 8 perches, by Alain Leblanc. Also the E. half of lot No. 36, in same range, of 47 $\frac{1}{2}$ acres on a front of 1 acre 5 perches, by Joseph Leblanc.

351—Lot No. 82, in Maria, of 400 acres on a front of 12 acres, by Gideon Ahier.

366—Lot No. 31, in front range of New Richmond, of 100 acres on a front of 3 acres; also, the lot in prolongation thereof in the 2d range, by Jean Bernard Leblanc.

370—Lot No. 50, in New Richmond, of 600 acres on a front of 9 acres, by Pierre Leblanc; and lots Nos. 51, 52, of 200 acres on a front of 3 acres each, the former by Grégoire Leblanc, the latter by Joseph Leblanc. And lot no. 53 of the like contents, by Joseph Désiré Sire.

373—Lot No. 45, in front range of New Richmond, of 200 acres on a front of 3 acres, by Patrick Wallace.

378—Lot No. 18, in New Richmond, 3 acres in front by 33 $\frac{1}{2}$ in depth; also, the lot in prolongation thereof, in 2d range, by John Gilker, Esquire.

383—Lot No. 27, in front range of New Richmond, of 100 acres on a front of 3 acres; also, the lot in prolongation thereof, in 2d range, by Benjamin Cormier.

385—Lot No. 23, in front range of New Richmond, of 200 acres on a front of 3 acres; also, the lot in prolongation thereof, in 2d range, by Louis Cormier.

387—Lot No. 20, in front range of New Richmond, of 115 acres 5 perches on a front of 3 $\frac{1}{2}$ acres, with the lot in prolongation thereof, in the second range, by Pierre Leblanc dit Bourquette. The lot in 2d range in prolongation of No. 24, occupied by A. Degouffe, by Edward Leblanc. The lot in the 2d range in prolongation of No. 26, occupied by Duncan Robertson,—by Raymond D. Leblanc. The lot in second range in prolongation of No. 29, occupied by J. B. Leblanc—by the said J. B. Leblanc.

390—A lot (not numbered) in front range of New Richmond, of 300 acres on a front of 9 acres, bounded W. by N. Bourlier, E. by P. Leblanc; also, the lot in prolongation thereof, and of equal contents, in the 2d range, by Aman Sire.

410—Lot No. 54, in Hamilton, of 100 acres on a front of 3 acres, by Hubert Savoy. The adjacent lot No. 55, of 82 acres on a front of 7 chains 80 links,—by Joseph Henry. No. 28 in front range of Cox, of 100 acres on a front of 6 acres, by Joseph Henry.

421—Lot No. 32, in front range of Cox, of 100 acres on a front of 6 acres; Lot No. 90, in the second range of Cox, of the

224—Nos. 123, 124, 125 et 126 dans le 4e rang des parcs de ville de New-Carlisle susdit. Aussi les lots nos. 21 et 22 à Rittigouche, contenant en tout 200 acres, par John Caldwell.

232—Les lots nos. 167 et 168 dans le 6e rang des lots de ville dans New-Carlisle, par Robert Sherar, Ecuyer.

249.—Le lot no. 3 à l'ouest du Port Daniel, contenant 200 acres sur un front de 6 acres, par Samuel Allen.

308—Le lot no. 49 dans le rang de front de Maria, contenant 100 acres de front sur 3 acres. Aussi un lot dans le troisième rang dans la prolongation d'icelui, et du même contenu, par Fabien Fougère.

309—Le lot no. 13, dans le rang de front de Maria, contenant 100 acres sur un front de 3 acres, par Benjamin Leblanc.

320—Deux lots (sans nos.) dans le rang de front de Maria, de forme triangulaire, contenant 40 acres chaque ou environ, sur un front de 3 acres, bornés à l'ouest par Marcel Leblanc, et à l'est par Pierre Mercier. Aussi un lot de 200 acres derrière et joignant les dits lots, par George Teshmer.

323—Le lot no. 30, dans le rang de front de Maria, de 100 acres sur un front de 3 acres. Nos. 33 et 34 dans le même rang, contenant en totalité 300 acres, sur un front de 9 acres. Aussi les lots en prolongation d'iceux dans le second rang; les lots dans les 2d et 3e rangs, sur l'arrière des nos. 1 et 2 du rang de front, contenant en totalité 600 acres, sur un front de 9 acres. Aussi le lot no. 87, dans le rang de front, de 600 acres, sur un front de 6 acres, par Hilarion Dugas, Ecuyer.

337—Les lots nos. 46, 47, 48, dans le rang de front de Maria, chaque lot contenant 100 acres, sur un front de 3 acres, par Frédéric Loubère.

344—Le lot no. 23, dans le rang de front de Carleton, de 100 acres, sur un front de 3 acres; le lot no. 83, dans le rang de front de Maria, de 300 acres, sur un front de 9 acres, par Romain Bigeot. Aussi la moitié est du no. 40 du rang de front de Carleton, de 46 acres et $\frac{1}{2}$ perche, sur un front de 1 acre 5 perches, par Frédéric Bigeot, qui réclame pareillement le no. 85, dans le rang de front de Maria, de 200 acres, sur un front de 3 acres. Aussi la cinquième partie de la moitié ouest indivise du lot no. 40, du rang de front de Carleton, et le lot no. 84, dans le rang de front de Maria, de 800 acres, sur un front de 12 acres, avec deux petites îles en front d'icelui, par Sébastien Landry.

349—Le lot no. 44, dans le rang de front de Carleton, de 90 acres, sur un front de 2 acres 9 perches, avec le lot en prolongation d'icelui dans le 2e. rang, par Pierre Dugas. Aussi no. 39, dans le rang de front de Carleton, contenant 87 acres 2 perches, sur un front de 2 acres et 8 perches, par Xavier Leblanc. Aussi la moitié nord-est du lot adjacent no. 38, de 44 $\frac{1}{2}$ acres, sur un front de 1 acre 4 perches, par Cyrille Leblanc. Aussi la moitié sud-ouest du dit lot no. 38, par Hypolite Leblanc. Aussi le lot no. 37, dans le même rang, de 87 acres 2 perches, sur un front de 2 acres 8 perches, par Alain Leblanc. Aussi la moitié est du lot no. 36, dans le même rang, de 47 $\frac{1}{2}$ acres, sur un front de 1 acre 5 perches, par Joseph Leblanc.

351—Le lot no. 82, dans Maria, de 400 acres, sur un front de 12 acres, par Gideon Ahier.

366—Le lot no. 31, dans le rang de front de New-Richmond, de 100 acres, sur un front de 3 acres. Aussi le lot en prolongation d'icelui dans le second rang, par Jean-Bernard Leblanc.

370—Le lot no. 50, dans New-Richmond, de 600 acres, sur un front de 9 acres, par Pierre Leblanc; et les lots nos. 51, 52, de 200 acres sur un front de 3 acres chaque, le premier par Grégoire Leblanc, et le dernier par Joseph Leblanc; et le lot no. 53, d'un contenu égal, par Joseph Désiré Sire.

373—Le lot no. 45, dans le rang de front de New-Richmond, de 200 acres, sur un front de 3 acres, par Patrick Wallace.

378—Le lot no. 18, dans New-Richmond, de 3 acres de front sur 33 $\frac{1}{2}$ de profondeur. Aussi le lot en prolongation d'icelui dans le second rang, par John Gilker, Ecuyer.

383—Le lot no. 27, dans le rang de front de New-Richmond, de 100 acres, sur un front de 3 acres. Aussi le lot en prolongation d'icelui dans le second rang, par Benjamin Cormier.

385—Le lot no. 23, dans le rang de front de New-Richmond, de 200 acres, sur un front de 3 acres. Aussi le lot en prolongation d'icelui dans le second rang, par Louis Cormier.

387—Le lot no. 20, dans le rang de front de New-Richmond, de 115 acres 5 perches, sur un front de 3 $\frac{1}{2}$ acres, avec le lot en prolongation d'icelui dans le second rang, par Pierre Leblanc dit Bourquette. Le lot dans le second rang en prolongation du no. 24, occupé par A. Degouffe, par Edward Leblanc. Le lot dans le second rang en prolongation du no. 26, occupé par Duncan Robertson, par Raymond D. Leblanc. Le lot dans le second rang en prolongation du no. 29, occupé par J. B. Leblanc, par le dit J. B. Leblanc.

390—Un lot (sans no.) dans le rang de front de New-Richmond, de 300 acres, sur un front de 9 acres, borné à l'ouest par A. Bourlier, à l'est par P. Leblanc. Aussi le lot en prolongation d'icelui, et d'un contenu égal, dans le second rang, par Aman Sire.

410—Le lot no. 54, dans Hamilton, de 100 acres, sur un front de 3 acres, par Hubert Savoy. Le lot adjacent no. 55, de 82 acres, sur un front de 7 chaînes 80 chaînons, par Joseph Henry. No. 28, dans le rang de front de Cox, de 100 acres, sur 6 acres de front, par Joseph Henry.

421—Le lot no. 32, dans le rang de front de Cox, de 100 acres, sur un front de 6 acres; le lot no. 90, dans le 2d rang de Cox,

Appendice
(E.)
18e. Jany.

Appendix
(E.)
18th Jany.

like contents; Lot No. 77, in front range of Hamilton, of 212 acres on a front of 6 acres 4 perches; Lot No. 74 in the same place, E. of River Bonaventure, of 145 acres on a front of 4 acres 5 perches, by Aman Babin.

435—Lots Nos. 26 and 27, in front range of New Richmond, the former of 106½ acres on a front of 3 acres 2 perches, the latter 228 acres on a front of 6 acres; The lot in prolongation of the said lot No. 27 in the 2d range, by Duncan Robertson and Hugh Robertson—that is to say, Duncan claims No. 26, and the W. half of No. 27, and the lot in rear of the same, and Hugh claims the E. half thereof.

440—Lot No. 6, in Port Daniel, of 100 acres on a front of 3 acres, by Afa Bebee.

476—Lot No. 36, in Hope, of 165 acres on a front of 11½ chains by Afa Bebee.

481—Lots Nos. 147, 148, in the 5th range Town Lots of New Carlisle; No. 34 in the second range of Town Parks at same place; the W. half of No. 51 in second range Country Lots at same place; also, W. half of No. 49 in same range; Lots No. 2 and 3, to the W. of Port Daniel, of 100 acres on a front of 6 acres, by Joshua Bebee.

508—Lots Nos. 18, 19, 20, 21 and 22, in Port Daniel, consisting of 16½ acres in front by 33 1-3 in depth; also, a lot of 50 acres, in rear of Lot No. 22; also, No. 4, in first range of Country Lots E. of New-Carlisle, of 100 acres on a front of 6 acres, by Neil McKinnon, senior.

525—A Fishing Room, in S. W. Cove of Percé, as actually occupied by the claimant, bounded on the S. W. by James Rooney, N. E. by George Molloy; also, another Fishing Room at the same place, of 1 chain in front by 4 chains 63 links in depth, bounded on S. W. by John Baker, alias Blondin, on the N. E. by James Rooney; also, a lot of land situate on the upper side of the road from Percé to *Ancie à Beaufils*, (according to Vondenvelden's plan of Percé) running from a post S. 22 deg. W. 4 chains 20 links, thence N. 52 deg. W. 9 chains 10 links—thence N. 45 deg. E. 5 chains 54 links—thence E. 6 chains 84 links, containing 6½ acres or thereabouts, by Johanna Flynn, widow of the late Edmund Flynn.

531—Lot No. 1, in the N. E. Cove of Percé, of 28½ acres or thereabouts; also lot No. 5, at the same place, of 3 roods 17 poles, on a front of 1 chain 15 links; also, lots Nos. 9 and 10, containing together 4½ acres on a front of 3 chains 39 links; also, a lot at the same place, without a number, on the N. side of No. 1, and adjacent thereto, of 1 acre 2 roods and 8 poles, on a front of 2 chains 72 links, depth 6½ chains, breadth at the upper extreme 2 chains 11 links; also, a Fishing Room at the same place, beginning at a cedar post, on the N. E. side of the highway, and running N. 70 deg. E. 2 chains 90 links, thence N. 83 deg. E. 2 chains 10 links, to high water mark, thence S. 15 deg. E. 2 chains 78 links along the beach, thence S. 66 deg. 30 min. W. 4 chains 65 links, and thence 3 chains 37 links along the highway to the first station; also, a lot of land at Whitehead of 76½ acres on a front of 16 chains 35 links, bounded in front by the sea, on the S. W. by a brook, and on the N. W. by R. Main, also, a lot of land on the island Bonaventure, on a front of 5 chains 85 links, bounded on the N. E. by T. Delacour, on the S. E. by E. Henesy—by Theophilus Fox, Esquire.

534—Lot No. 4, in the S. W. arm of Gaspé Bay, of 107 acres on a front of 9 chains, by Mary Anna, widow of the late Hugh O'Hara, Esquire.

536. Lot No. 25, at Bonaventure, of 3 acres in front by 33 1-3 in depth; also, another lot at the same place, (contents not specified) bounded on the N. by Charles Cavanaugh, to the S. by J. Arfeneau and Charles Gauthier; A lot at Paspébiac, of 1 acre in front by 10 acres in depth, bounded on the W. by Pierre Duguet, to the E. by Martin Obue, with the lot in 2d range in prolongation thereof; A lot of land at Port Daniel, of 3 acres in front by 33 1-3 in depth, opposite Sandy Beach; also a lot of land in Newport, of 1 acre in front by 33 1-3 in depth, bounded on both sides by Mr. Amont; also a lot at Percé, of 2 acres in front or thereabout, by 33 1-3 in depth, bounded E. and W. by Messrs. Fox & Dechêne, and to the S. by Joseph Bélan; A lot of land at Douglas Town, of 4 acres, bounded W. by Thomas Rele, E. by Daniel Scott, N. by Samuel Ray and McPherson, and S. by Mr. McPherson and James Lary; also, at the same place, a lot of 100 acres, bounded in front by lot No. 13, in the second range and of equal extent, on the E. by the Glebe, or Clergy reserve, and on the W. by waste land; also, at *Ancie aux Griffons* and *Rivière aux Renards*, a lot of 100 acres each, of which a plan and *Procès Verbal* are required, claimed for and on behalf of the Roman Catholic Missionaries, and for the *Œuvres* and *Fabriques* at said places respectively.

557. The lots in the 4th and 5th ranges of Country Lots in Cox, in rear and prolongation of Nos. 14, 15, 16, 17, and 18, in the first range, consisting of 1000 acres; also, Nos. 66, 68, in the third range of Town Parks at New Carlisle, by Joshua Bebee.—Nos. 68, is also claimed by William Wilson.

d'un contenu égal; le lot 77, dans le premier rang d'Hamilton, de 212 acres, sur un front de 6 acres 4 perches; le lot no. 74, au même lieu, à l'est de la rivière Bonaventure, de 145 acres, sur un front de 4 acres 5 perches, par Aman Babin.

435—Les lots nos. 26 et 27, dans le rang de front de New-Richmond, le 1er de 106½ acres, sur un front de 3 acres 2 perches, le second de 228 acres, sur un front de 6 acres; le lot en prolongation du dit lot no. 27, dans le second rang, par Duncan Robertson et Hugh Robertson—c'est-à-dire: Duncan réclame no. 26 et la moitié ouest du no 27, et le lot en arrière d'icelui, et Hugh en réclame la moitié est.

440—Le lot no. 6, dans le Port Daniel, de 100 acres, sur un front de 3 acres, par Afa Bebee.

476—Le lot no. 36, dans Hope, de 165 acres, sur un front de 11½ chaînes, par Afa Bebee.

481—Les lots nos. 147, 148, dans le cinquième rang des lots de ville de New-Carlisle; no. 34 dans le second rang des parcs de ville du même lieu; la moitié O. du no. 51 dans le second rang des lots de campagne; aussi, la moitié O. du no. 49 dans le même rang; les lots nos. 2 & 3 à l'O. du Port Daniel, de 100 acres sur un front de 6 acres, par Joshua Bebee.

508—Les lots nos. 18, 19, 20, 21 et 22, dans Port-Daniel, consistant en 16½ acres de front sur 33½ de profondeur. Aussi un lot de 50 acres derrière le no. 22. Aussi no. 4 dans le premier rang des lots de campagne à l'est de New-Carlisle, de 100 acres, sur un front de 6 acres, par Neil McKinnon père.

525—Un emplacement de pêche dans l'anse sud-ouest de Percé, tel qu'actuellement occupé par le réclamant, borné au sud-ouest par James Rooney, au nord-est par George Molloy. Aussi un autre emplacement de pêche au même lieu, d'une chaîne de front, sur 4 chaînes 63 chaînons de profondeur, borné au sud-ouest par John Baker, alias Blondin, au nord-est par James Rooney. Aussi un lot de terre situé au dessus du chemin de Percé, à l'anse à Beaufils, (suivant le plan de Percé par Vondenvelden,) courant d'un piquet sud 22 degrés ouest, 4 chaînes 20 chaînons; de là nord 52 degrés ouest, 9 chaînes 10 chaînons; de là nord 45 degrés est, 5 chaînes 54 chaînons; de là est, 6 chaînes 84 chaînons, contenant 6½ acres ou environ, par Johanna Flynn, veuve d'Edmund Flynn.

531—Le lot no. 1, dans l'anse nord-est de Percé, de 28½ acres ou environ. Aussi le lot no. 5, au même lieu, de 3 roods 17 perches, sur un front de 1 chaîne 15 chaînons. Aussi les lots nos 9 et 10, contenant ensemble 4½ acres, sur un front de 3 chaînes 39 chaînons. Aussi un lot au même lieu, sans no., au côté nord du no. 1, et y adjacent, de 1 acre 2 roods 8 perches sur un front de 2 chaînes 72 chaînons, de 6½ chaînes de profondeur; largeur à l'extrémité supérieure, 2 chaînes 11 chaînons. Aussi un emplacement de pêche au même lieu, commençant à un pieu de cèdre au nord-est du grand chemin, et courant nord 70 degrés est, 2 chaînes 90 chaînons; delà nord 83 degrés est, 2 chaînes 10 chaînons, jusqu'à haute mer; delà sud 15 degrés est, 2 chaînes 78 chaînons, le long de la grève; delà sud 66 degrés 30 minutes ouest, 4 chaînes 65 chaînons, et delà 3 chaînes 37 chaînons, le long du grand chemin, jusqu'au point de départ. Aussi un lot de terre à Cap Blanc, de 76½ acres, sur un front de 16 chaînes 35 chaînons, borné en front par la mer, au sud-ouest par un ruisseau, et au nord-ouest par R. Main. Aussi un lot de terre sur l'île Bonaventure, sur un front de 5 chaînes 85 chaînons, borné au nord-est par J. Delacour, et au sud-est par E. Henesy; par Theophilus Fox, Ecuyer.

534—Le lot no. 4, sur le bras sud-ouest de la Baie de Gaspé, de 107 acres, sur un front de 9 chaînes, par Mary Anna, veuve de feu Hugh O'Hara, Ecuyer.

536—Le lot no. 25, à Bonaventure, de 3 acres de front sur 33½ de profondeur. Aussi un autre lot au même lieu, (le contenu non spécifié,) borné au nord par Charles Cavanaugh, au sud par J. Arfeneau et Charles Gauthier. Un lot à Paspébiac, de 1 acre de front sur 10 acres de profondeur, borné à l'ouest par Pierre Duguet, à l'est par Martin Obue, avec le lot dans le second rang en prolongation d'icelui. Un lot de terre à Port-Daniel, de 3 acres de front sur 33½ de profondeur, vis-à-vis de *Sandy-beach*. Aussi un lot de terre dans Newport, de 1 acre de front sur 33½ de profondeur, borné des deux côtés par M. Amont. Aussi un lot à Percé, de 2 acres de front ou environ, sur 33½ de profondeur, borné à l'est et à l'ouest par Messieurs Fox et Dechesne, et au sud par Joseph Bélan. Un lot de terre à Douglastown, de 4 acres, borné à l'ouest par Thomas Rele, à l'est par Daniel Scott, au nord par Samuel Ray et McPherson, et au sud par McPherson et James Lary. Aussi, au même lieu, un lot de 100 acres, borné en front par le lot no. 13 dans le second rang et d'un contenu égal, à l'est par la glèbe ou la réserve du Clergé, et à l'ouest par des terrains incultes. Aussi, à l'anse aux Griffons et Rivière aux Renards, un lot de 100 acres. De tous et chacun des dits lots ainsi réclamés par et en faveur des Missionnaires Catholiques, et pour les œuvres et fabriques des dits lieux respectifs, des plans et procès-verbaux sont requis.

557—Les lots dans les 4e et 5e rangs des lots de campagne dans Cox, sur les derrières et en prolongation des nos. 14, 15, 16, 17 et 18 du premier rang, consistant en 1000 acres. Aussi, nos. 66 et 68 dans le troisième rang des parcs de ville à New-Carlisle—par Joshua Bebee.—N. B. No. 68 est parcellément réclamé par William Wilson.

Appendice
(E.)
18e. Jany.

Appendix
(E.)
18th Jany

561. A lot of land at Whitehead, near Percé, bounded in front by the Cliff of Whitehead, and on either side by brooks, of 150 acres or thereabouts, by David Lees.

563. A lot in the S. W. branch of Gaspé Bay, of 200 acres on a front of 19 chains, bounded N. by the extension of lateral line of No. 5, claimed by H. Cuning, running N. 32° E. on the S. by a line parallel to the northern boundary, in front by lands patented to O'Hara and M'Cord, and in rear by waste lands, by Mary Anne, widow of the late Hugh O'Hara, Esquire.

565. Lot No. 27, in Percé, of 2 acres in contents or thereabouts, heretofore belonging to the late James Fleming; also, a lot without a number, in rear of and fronting on said lot No. 27, of 4 acres 2 roods 21 perches, on a front of 4 chains 63 links, by 10 chains in depth, by Charles Robin & Company.

572. Lot No. 16, in Bonaventure, on a front of 7 chains by 33 1-3 acres in depth, by Joseph Babin.

573. Lot No. 18, at same place, on a front of 4 acres by 33 1-3 acres in depth, by Charles Poirier dit Commis.

574. Lot No. 17, at same place, on a front of 8 chains 34 links by 33 1-3 acres in depth; also, the lot in prolongation thereof, in second range, by Pierre Poirier dit Commis.

ROBT. CHRISTIE,

Secretary to Commissioners, G. C.

Quebec, 2d November, 1824.

N. B. The powers of the Commissioners, appointed under and in virtue of the above recited Act, ceasing in April next, this is the last publication of Claims to Land in the Inferior District of Gaspé, under the said Act.

R. C.

Appendice
(E.)
18e. Jany.

561—Un lot de terre à Whitehead, près de Percé, borné en front par le rocher de Whitehead, et de chaque côté par des ruisseaux, de 150 acres ou environ—par David Lees.

563—Un lot dans la branche sud-ouest de la Baie de Gaspé, de 200 acres, sur un front de 19 chaînes, borné au nord par l'extension de la ligne latérale du no. 5, réclamé par H. Cuning, courant nord 32 degrés est, au sud par une ligne parallèle à la limite du nord, en front par les terres octroyées par patentes à O'Hara et M'Cord, et sur les derrières par des terrains incultes—par Mary Anne, veuve de feu Hugh O'Hara, Ecuyer.

565—Le lot no. 27 dans Percé, du contenu de deux acres ou environ, ci-devant appartenant à feu James Fleming. Aussi un lot sans no., en arrière et faisant front au dit lot no. 27, de 4 acres 2 roods 21 perches, sur un front de 4 chaînes 63 chaînons, sur 10 chaînes de profondeur—par Charles Robin et Compagnie.

572—Le lot no. 16 dans Bonaventure, sur un front de 7 chaînes, sur 33 1/3 acres de profondeur—par Joseph Babin.

573—Le lot no. 18 au même lieu, de 4 acres de front sur 33 1/3 de profondeur—par Charles Poirier dit Commis.

574—Le lot no. 17 au même lieu, de 8 chaînes 34 chaînons de front sur 33 1/3 acres de profondeur. Aussi, le lot en prolongation d'icelui dans le second rang—par Pierre Poirier dit Commis.

ROBERT CHRISTIE,

Secrétaire des Commissaires, R. G.

Québec, le 2 Novembre 1824.

N. B.—Les pouvoirs des Commissaires appointés sous et en vertu de l'acte ci-dessus récité expirant au premier d'Avril prochain, ceci fera la dernière publication des réclamations de terres dans le District inférieur de Gaspé sous le dit acte.

R. C.

Appendix
(F.)
21st Jany.

To the Honorable the Knights, Citizens and Burgesses of the Province of Lower-Canada, in Provincial Parliament assembled.

The Report of the Commissioners appointed under the Act of the fifth year of His present Majesty, intitled, "An Act to authorize the erecting of a Common Gaol in the Inferior District of Saint Francis, and for providing the means of defraying the expenses thereof, and for other purposes."

Respectfully sheweth,

THAT although the time required for going through the necessary preliminary details of making out and submitting for approval the Plans and Estimates of the Expence of erecting the Gaol, advertizing for and receiving Tenders, entering into Contracts, and obtaining the sanction of His Excellency the Lieutenant Governor thereto, consumed a large proportion of the open season of last Summer, yet the Commissioners have the satisfaction to report, that the foundation of the Building, in stone, has been completed, and about three feet of the superstructure in brick and stone erected thereon, in the most substantial and satisfactory manner. The works terminated before the Fall frosts had commenced, and the Commissioners have since caused the whole to be covered in with a temporary roof. The Contractors are bound to complete the Building, with its appurtenances, by the first of August next, and the Commissioners entertain no doubt of the fulfilment of their engagement.

The Commissioners find some difficulty in borrowing the money as authorized by the Act, in consequence of the supposed want of sufficient security for its repayment; the omission of a fixed period of redemption, and the uncertain duration of the Fund appropriated for the liquidation of the debt, appear to give rise to this apprehension on the part of the money holders, and it must be admitted that, without impugning the good faith of the Legislature, the caution is natural and justifiable; under this impression the Commissioners very respectfully beg your honorable House will take the matter into consideration, and that your honorable House will not allow your beneficent intentions to be defeated by a defect in matter of form.

The Commissioners have succeeded in keeping the Estimate and the contracted Expenditure within the limits of the Appropriation; this has been accomplished by the sacrifice of some convenience in the Building, and by reducing it to one story above the ground floor, and roofing it with shingle; as however, the proper separation of the different classes of prisoners requires another story, and the security of the building will be increased by covering the roof with tin, the Commissioners very respectfully present a plan of the Gaol, with the projected enlargement, and submit to your honorable House the expediency of increasing the Appropriation about £800, which will render the Gaol permanently and extensively useful, substantial and secure.

W. B. FELTON,
CHAS. WHITCHER,
M. NICHOLS.

Sherbrooke, 30th December 1824.

Aux Honorables Chevaliers, Citoyens et Bourgeois de la Province du Bas-Canada, réunis en Parlement Provincial.

Le Rapport des Commissaires nommés sous l'autorité de l'Acte de la cinquième de sa présente Majesté, intitulé "Acte pour autoriser la bâtisse d'une Prison commune dans le District inférieur de Saint-François, et qui pourvoit aux moyens d'en défrayer les dépenses, et pour d'autres objets;"

Exposé humblement,

QUE quoique le tems requis pour entrer dans tous les détails préliminaires pour faire et soumettre à une approbation les plans et estimations des dépenses pour la bâtisse de la Prison, avertir et recevoir les propositions, passer les contrats, obtenir l'approbation du Lieutenant-Gouverneur, ait pris une grande partie de la saison ouverte de l'été dernier, les commissaires ont néanmoins la satisfaction de faire rapport que les fondations en pierre de la bâtisse ont été jetées, et qu'à-peu-près trois pieds du rez de chaussée, en brique et en pierre, ont été élevés dessus, de la manière la plus substantielle et la plus satisfaisante. Les ouvrages ont été arrêtés avant que l'automne ait commencé, et les commissaires ont fait couvrir, depuis, le tout d'une couverture momentanée. Les contracteurs sont obligés de parachever cette bâtisse avec toutes ses dépendances vers le premier d'Août prochain, et les commissaires n'ont aucun doute qu'ils ne remplissent leur marché.

Les commissaires trouvent quelques difficultés à emprunter l'argent tel qu'autorisé par l'Acte, en conséquence du manque supposé de sûretés suffisantes pour le remboursement de cet argent. L'omission d'un tems déterminé pour le rachat, et la durée incertaine du fonds approprié par la Législature pour liquider cette dette, paroissent être la cause de cette crainte de la part de ceux qui prêtent l'argent, et l'on ne peut s'empêcher de convenir que, sans vouloir révoquer en doute la bonne foi de la Législature, la défiance est juste et pardonnable. Dans cette idée les commissaires prient très-respectueusement votre honorable Chambre de vouloir bien prendre ce sujet en considération et ne pas permettre que les intentions bienveillantes de la Législature soient frustrées à défaut de forme.

Les commissaires ont réussi à garder les estimations et les dépenses des objets pour lesquels ils ont contracté dans la ligne de l'appropriation, et ils n'y sont parvenus qu'en faisant le sacrifice de divers objets de commodité dans la bâtisse, et en la réduisant à un seul étage au-dessus du rez de chaussée et en la couvrant avec des bardeaux. Néanmoins, comme la séparation des différentes classes de prisonniers exige un nouvel étage, et que la bâtisse étant couverte en fer blanc n'en sera que plus sûre, les commissaires présentent très-respectueusement un plan de la prison avec les augmentations proposées, et soumettent à votre honorable Chambre la nécessité de concourir à faire une appropriation additionnelle de £800 pour rendre la prison permanemment utile, substantielle, et sûre.

M. B. FELTON,
CHAS. W. WHITCHER,
N. NICHOLS.

Sherbrooke, 30 Décembre 1824.

Appendice
(F.)
21e. Jany.

Appendix
(G.)

21st Jany.

TO THE HONORABLE THE COMMONS OF LOWER-CANADA, IN PROVINCIAL PARLIAMENT ASSEMBLED.

THE Corporation of the Society of the Montreal General Hospital, has respectfully to state the expenditure of the Two hundred and fifty pounds granted thereto, for the year ending on the 31st day of October last.

This they have no other means of doing, than by a general Account of the expenditure of the said Hospital for that period, wherein is blended the abovesaid Public Grant.

The whole expenditure amounted for the twelve months from 31st. October 1823, to 31st. October 1824, to the Sum of One thousand and twenty seven pounds, six shillings and eight pence—There remained in the Hospital, on the 1st November 1823, twenty two Patients, and there were admitted thereinto from that day to 1st November 1824, Four hundred and thirty two; whereof, two hundred and forty one were Protestants, and one hundred and ninety one Roman Catholics. During that time Four hundred and twenty seven received advice and medicine as Out-Patients, whereof Two hundred and sixty two were Protestants and one hundred and sixty five Roman Catholics, making a total of Patients (the abovesaid twenty two inclusive) of Eight hundred and eighty one who received benefit from the Hospital.

Of the four hundred and fifty four who were admitted (including said twenty two).

There were cured,	-	-	-	-	335
Relieved,	-	-	-	-	24
Discharged at their request,	-	-	-	-	21
Do. for irregular conduct,	-	-	-	-	5
Incurable,	-	-	-	-	2
Died,	-	-	-	-	33
Remaining in Hospital 1st Nov. 1824,	-	-	-	-	34
					454

The application for admission and out-door relief encrease, and the annual expenses also; and some of the Offices which have been gratuitously administered, cannot remain so. An Apothecary has been appointed, at an allowance which is inadequate to his services, but the means to afford more are wanting. A Steward, at a salary, is much wanted, but from pecuniary necessity dispensed with; and more furniture is required.

Some unexpected contributions have this year been received, which has enabled the Corporation to make a small addition to the ground of the Hospital, but the annual collection it is feared, will, the ensuing season, fall short, as individual benevolence has been largely drawn upon for the past.

An aid from the bounty of the Legislature will be necessary towards defraying the current expenses of One thousand eight hundred and twenty five, and therefore the said Corporation respectfully prays, that the Institution may share in any appropriation which may be made for like purposes.

On behalf of the Society of the Montreal General Hospital.

JOHN RICHARDSON, Presidt.

Montreal, 31st. December 1824.

Appendix
(H.)

22d Jany.

To the Honorable the Knights, Citizens and Burgesses of the Province of Lower Canada, in Provincial Parliament assembled.

May it please your Honors,

DURING the last Session of the Provincial Parliament, we, the Commissioners appointed by Commission, under and by virtue of an Act passed in the Third year of His Majesty's reign, for opening and making a Road from Drummondville to Sorel, had the honor to report to your Honorable House, that the Contractors had opened the Road with some exceptions in a manner to render it passable during the Winter; and that they had reasons to believe the said Road would be finished by the twenty fifth July last, as per Contracts.

We have now the honor to report further for the consideration of your honorable House, that the Legislative provision of Five hundred pounds, for the purpose of opening the said Road from Drummondville to Sorel, was received by the Commissioners, together with one hundred pounds, as part of the very liberal contribution of the Honorable John Richardson, out of which sums of money, Four hundred and forty seven pounds, one shilling and a half penny have been advanced to the Contractors, comprising other trifling Expences, and there now remains in the Commissioners hands the sum One hundred and fifty two pounds, eighteen shillings and eleven pence half penny.

We, the Commissioners, further represent that, as many persons entered into Contracts for the said Road, at very low prices, many having sustained considerable losses, they have extended the time for the completion of the Road to the twenty-fifth July next, when they will be enabled to report more fully and in detail the several items of Expenditure to your Honorable House.

The Commissioners however conceive it necessary to represent to your Honorable House, that, although every economical measures have been resorted to, to effect the views of the Legislature; the said Road will remain in an impracticable state, unless a further provision is made by the Legislature.

All which is respectfully submitted.

F. G. HERIOT.
Jn. Ls. PLOYART.
R. JONES.
JOS. WURTELE.

William Henry, 8th January 1825.

AUX HONORABLES COMMUNES DU BAS-CANADA, REUNIES EN PARLEMENT PROVINCIAL.

Appendice
(G.)

21e. Jany.

LA Corporation de la Société de l'Hôpital Général de Montréal a respectueusement à rendre compte de la dépense de deux cent cinquante livres qui lui ont été accordées pour l'année finissant le trente-un d'Octobre dernier.

Elle n'a point d'autre moyen de le faire que par un compte général de la dépense du dit Hôpital pour ce période, dans laquelle se trouve mêlée la somme susdite.

La dépense entière s'est montée, pour les douze mois depuis le 31 Octobre 1823 jusqu'au 31 Octobre 1824, à la somme de £1027 6 8. Il restoit à l'Hôpital le 1er Novembre 1823 vingt-deux malades, et il en a été admis depuis ce jour jusqu'au 1er Novembre 1824 quatre cent trente-deux, dont deux cent quarante-un étoient Protestans, et cent quatre-vingt-onze Catholiques-Romains. Durant ce tems 427 ont reçu des avis et des remèdes comme externes, dont 262 étoient Protestans et 165 Catholiques-Romains, faisant en tout (y compris les 22 ci-dessus) 881 malades qui ont reçu des secours de l'Hôpital.

Des 454 qui ont été admis (y compris les 22 ci-dessus) il en a été

Guéri	-	-	-	335
Soulagés	-	-	-	24
Déchargés sur leur demande	-	-	-	21
Déchargés pour conduite irrégulière	-	-	-	5
Incurables	-	-	-	2
Morts	-	-	-	33
Restoient dans l'Hôpital le 1er Novembre 1824	-	-	-	34
				454

Les demandes pour être admis et pour être soigné hors de l'Hôpital vont en augmentant, ainsi que les dépenses, et quelques-uns des offices qui ont été remplis gratuitement ne peuvent pas continuer à l'être ainsi. Il a été nommé un Apothicaire, avec une allowance qui n'est pas proportionnée à ses services, mais les moyens manquent de donner davantage. On auroit grand besoin d'un Intendant avec un salaire, mais le manque de moyens pécuniaires a fait qu'on n'en a point eu; et l'on auroit encore besoin de meubles.

On a reçu cette année quelques contributions inattendues qui ont mis la Corporation en état de faire une petite addition au terrain de l'Hôpital, mais il est à craindre que la collection annuelle ne soit pas considérable l'année prochaine, vu que l'on a beaucoup tiré sur la générosité des individus dans le cours de l'année dernière.

Une aide de la Législature seroit nécessaire pour défrayer les dépenses courantes de 1825, c'est pourquoi la Corporation prie respectueusement que l'Institution puisse avoir part à aucune appropriation qui pourra être faite pour des objets semblables.

Pour la société de l'Hôpital-Général de Montréal,

JOHN RICHARDSON, Président.

Montréal, 31 Décembre 1824.

Aux honorables Chevaliers, Citoyens et Bourgeois de la Province du Bas-Canada, assemblés en Parlement Provincial.

Appendice
(H.)

22e. Jany.

Qu'il plaise à vos Honneurs,

DURANT la dernière Session du Parlement Provincial nous, les Commissaires nommés par Commission, sous et en vertu d'un acte passé dans la troisième année du règne de Sa Majesté, pour ouvrir et faire un chemin de Drummondville à Sorel, avons eu l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre, que les entrepreneurs ont ouvert le chemin (à l'exception de quelque chose) d'une manière à le rendre passable durant l'hiver; et qu'ils ont eu lieu de croire que le dit chemin seroit fini vers le vingt-cinq de Juillet dernier, tel qu'établi dans le contrat.

Nous avons aussi l'honneur de faire rapport, pour la considération de votre honorable Chambre, que la provision de £500 aux fins d'ouvrir le dit chemin depuis Drummondville jusqu'à Sorel, a été reçue par les Commissaires, avec £100 comme une partie de la contribution très-libérale de l'honorable John Richardson, sur lesquelles sommes d'argent £447 10½ ont été avancés aux entrepreneurs, y comprenant d'autres menues dépenses, et il reste encore entre les mains des Commissaires la somme de £152 18 11½.

Nous les Commissaires représentons de plus, que, vu que beaucoup de personnes ont entrepris le chemin à de très-bas prix, plusieurs ayant essuyé des pertes considérables, ils ont prolongé le tems pour compléter le chemin au vingt-cinq Juillet prochain; alors ils seront capables de faire rapport à votre honorable Chambre plus amplement et en détail des différens item de dépense.

Les Commissaires conçoivent cependant nécessaire de représenter à votre honorable Chambre, que quoiqu'on a eu recours à des mesures très-économiques pour mettre les vues de la Législature à effet, le dit chemin restera dans un état impraticable, si la Législature ne fait d'autres provisions à cet effet.

Le tout respectueusement soumis.

F. G. HERIOT.
Jn. Ls. PLOYART.
R. JONES.
JOS. WURTELE.

William-Henry, 8 Janvier 1825.

Appendix
(I.)

22d Jany.

To The Honorable the Knights, Citizens, and Burgesses of the Province of Lower Canada, in Provincial Parliament assembled.

The undersigned, one of His Majesty's Justices of the Peace for the City and District of Quebec, and of the number of those under whose superintendance, the affairs of the Emigrant Hospital of this City are placed, has the honor to report as follows, viz. :—

QU'IL n'y a que deux salles habitables dans cet hôpital ; l'une pour les hommes et l'autre pour les femmes ; conséquemment on ne peut établir une séparation entre ceux qui relèvent des fièvres et ceux qui sont attaqués de fièvres de toute espèce et de degré d'aggravation, qui accompagnent les maladies typhoïdes.

En exemplification de ce qui est établi, les maladies suivantes auroient pu fréquemment, durant l'été dernier, être soignées ensemble dans la même salle ; savoir :

La maladie vénérienne, les affections paralytiques et autres maladies locales, avec hydropisie de poitrine, inflammation du foie, inflammation des paumons, les maladies du cœur, avec des patients sous l'influence d'un typhus imminemment contagieux.

Pour remédier à ce besoin lamentable de convenances dans cet hôpital, le soussigné demande permission de suggérer le changement de ce bâtiment, en agrandissant les deux petites chambres à l'extrémité est, qui sous les appartemens servant comme un hôpital pour les fièvres, mettroient ceux chargés du soin des malades en état de classer leurs maladies, (matière de la première nécessité) et de faciliter l'objet important du traitement médical aux patients.

Comme ces appartemens sont maintenant, ils sont tout-à fait inutiles à l'établissement à cause de leur petitesse, de leur éloignement de l'assistance des domestiques, et par-dessus tout à cause de l'impossibilité de régler leur température.

Des cas de maladies contagieuses, telles que la picotte voiante, et le typhus, ont été de nécessité placés dans ces salles dans le courant de l'été dernier.

Durant le traitement médical de ces personnes infortunées, la mort a suivi dans presque toutes les instances, et surtout dans une, particulièrement, il est nécessaire que le soussigné mentionne le cas d'un homme appelé M. Kenzie : il avoit été placé dans une de ces salles, en conséquence de l'état contagieux de sa maladie, après qu'un état parfait de convalescence avoit été établi. Il arriva à peu près le 8e. Septembre de l'année dernière. Le tems avoit été extrêmement froid et il avoit beaucoup plu : une inflammation obscure se fit dans les paumons—il se forma ainsi des abcès, dont l'un, le soussigné a été informé, contenoit trois demi-pintes de matière purulente. Ainsi la mort en a été la conséquence inévitable, et on l'attribue absolument à impossibilité de régler la température et d'éventer les appartemens.

Ces maux, originant de telles causes, sont devenus trop marquans pour qu'on les passât tacitement, et quoique le soussigné désireroit que c'eût tombé entre des mains plus capables de faire un rapport étendu sur ce sujet, il sent qu'il s'acquitte seulement de son devoir comme magistrat, en soumettant le présent état de cet hôpital à la considération bienveillante des trois branches de la Législature, avec le dessein de le changer et de l'améliorer ; et il recommande en même tems au Parlement la nécessité de s'enquérir de la nature des autres institutions de cette espèce qui existent pour le secours des malades ; et s'il est possible, d'établir un hôpital sur un plan plus étendu, pour la réception des pauvres malades de la cité de Québec.

(Signed)

FRAS. TRACY THOMAS,

J. P. for the City and District of Quebec.

January 22d, 1825.

To the Honorable the Knights, Citizens, and Burgesses of the Province of Lower Canada, in Provincial Parliament assembled.

The Justices of the Peace for the District of Quebec, the Physicians and Surgeons residing in the City of Quebec, under whose superintendance and direction, the monies appropriated by the Act passed in the fourth Session of the Eleventh Provincial Parliament of Lower Canada, and in the fourth year of His Majesty's Reign, intituled, "An Act to appropriate a certain sum of money therein mentioned, for the relief of Indigent Sick Emigrants from the United Kingdom," have the honour to report as follows, viz. :—

1^o. That, in obedience to the 3d and 4th Sections of the said Act, the aforesaid Justices of the Peace, Physicians and Surgeons, met at the said Hospital, and formed such Rules and Regulations for the benefit of the said Hospital, as to them appeared necessary, which are herewith produced, marked No. I. They then named a Committee of three among themselves, to regulate and control the Expenditure and Accounts of the said Hospital, weekly, viz. :—

FRANCIS T. THOMAS, Esquire, Chairman.
JACQUES VOYER, } Esquires, Members.
JOSEPH MORRIN, }

Aux honorables Chevaliers, Citoyens et Bourgeois de la Province du Bas-Canada, assemblés en Parlement Provincial.

Appendice
(I.)

22e. Jany.

Le soussigné, un des Juges de paix de Sa Majesté pour la Cité et District de Québec, et du nombre de ceux sous la direction desquels les affaires de l'Hôpital des Emigrés de cette Cité sont mises, a l'honneur de faire rapport comme suit, favoir :

QU'IL n'y a que deux salles habitables dans cet hôpital, l'une pour les hommes et l'autre pour les femmes ; conséquemment on ne peut établir une séparation entre ceux qui relèvent des fièvres et ceux qui sont attaqués de fièvres de toute espèce et de degré d'aggravation, qui accompagnent les maladies typhoïdes.

Pour exemple à ce qui est établi, les maladies suivantes auroient pu fréquemment, durant l'été dernier, être soignées ensemble dans la même salle ; savoir :

La maladie vénérienne, les affections paralytiques et autres maladies locales, avec hydropisie de poitrine, inflammation du foie, inflammation des paumons, les maladies du cœur, avec des patients sous l'influence d'un typhus imminemment contagieux.

Pour remédier à ce besoin lamentable de convenances dans cet hôpital, le soussigné demande permission de suggérer le changement de ce bâtiment, en agrandissant les deux petites chambres à l'extrémité est, qui sous les appartemens servant comme un hôpital pour les fièvres, mettroient ceux chargés du soin des malades en état de classer leurs maladies, (matière de la première nécessité) et de faciliter l'objet important du traitement médical aux patients.

Comme ces appartemens sont maintenant, ils sont tout-à fait inutiles à l'établissement à cause de leur petitesse, de leur éloignement de l'assistance des domestiques, et par-dessus tout à cause de l'impossibilité de régler leur température.

Des cas de maladies contagieuses, telles que la picotte voiante, et le typhus, ont été de nécessité placés dans ces salles dans le courant de l'été dernier.

Durant le traitement médical de ces personnes infortunées, la mort a suivi dans presque toutes les instances, et surtout dans une, particulièrement, il est nécessaire que le soussigné mentionne le cas d'un homme appelé M. Kenzie : il avoit été placé dans une de ces salles, en conséquence de l'état contagieux de sa maladie, après qu'un état parfait de convalescence avoit été établi. Il arriva à peu près le 8e. Septembre de l'année dernière. Le tems avoit été extrêmement froid et il avoit beaucoup plu : une inflammation obscure se fit dans les paumons—il se forma ainsi des abcès, dont l'un, le soussigné a été informé, contenoit trois demi-pintes de matière purulente. Ainsi la mort en a été la conséquence inévitable, et on l'attribue absolument à impossibilité de régler la température et d'éventer les appartemens.

Ces maux, originant de telles causes, sont devenus trop marquans pour qu'on les passât tacitement, et quoique le soussigné désireroit que c'eût tombé entre des mains plus capables de faire un rapport étendu sur ce sujet, il sent qu'il s'acquitte seulement de son devoir comme magistrat, en soumettant le présent état de cet hôpital à la considération bienveillante des trois branches de la Législature, avec le dessein de le changer et de l'améliorer ; et il recommande en même tems au Parlement la nécessité de s'enquérir de la nature des autres institutions de cette espèce qui existent pour le secours des malades ; et s'il est possible, d'établir un hôpital sur un plan plus étendu, pour la réception des pauvres malades de la cité de Québec.

FRAS. TRACY THOMAS,

Juge de paix pour les Cité et District de Québec.

22e. Janvier 1825.

Aux honorables Chevaliers, Citoyens et Bourgeois de la Province du Bas-Canada, réunis en Parlement Provincial.

Les Juges de paix pour le district de Québec, les Médecins et Chirugiens résidant dans la cité de Québec, sous la direction et surveillance desquels doit être employé et dépensé l'argent approprié par un Acte passé dans la quatrième Session du onzième Parlement Provincial du Bas-Canada, et dans la quatrième année du règne de Sa Majesté, intitulé "Acte pour approprier une certaine somme d'argent y mentionnée, pour le soutien de l'Hôpital des Emigrés, établi dans Québec," ont l'honneur de faire rapport comme suit, favoir :

1^o. Qu'en obéissance aux troisième et quatrième clauses du dit Acte, les susdit Juges de paix, Médecins et Chirugiens se sont assemblés au dit Hôpital, et ont fait pour l'avantage du dit Hôpital les règles et réglemens qui leur ont paru nécessaires, lesquels sont produits avec le présent, et sont cotés No. 1. Ils ont ensuite nommé un Comité de trois d'entr'eux, pour régler et examiner la dépense et les comptes du dit Hôpital toutes les semaines, savoir :

Francis T. Thomas, Ecuyer, Président.
Jacques Voyer, } Ecuyers, Membres.
Joseph Morrin, }

Appendix
(I)
22d Jany.

2d. That these accounts have been examined and revised by the said Justices, Physicians, and Surgeons, or a majority of them, at their meetings every month, held for that purpose at the said Hospital, and having been found correct, are, in obedience to the sixth Section of the said Act, now laid before the three Branches of the Legislature, for final approval.

3d. These Accounts contain "a full and detailed Statement" of the manner in which such money (viz., £600 currency) has been laid out and expended (in obedience to the Sixth Section of the said Act,) towards the support of the said Hospital, from the 14th March to 31st December, 1824; and by the General Abstract of the whole of them, it will appear that 230 Patients were admitted into it during that period, of whom have been,

Discharged,	-	184
Dead,	-	28
Remaining in Hospital,		18

230, at the rate of 2s. 0½d. for each Patient, per diem, making in all the sum of £463 12s. 9½d., leaving a balance in hands of 136 7 2½

£600 0 0 appropriated by the Legislature.

Thus the Justices of the Peace, Physicians, and Surgeons aforesaid, Administrators of this Hospital, have endeavoured to fulfil the duties imposed upon them by the Act aforesaid of the three Branches of the Legislature; and in closing their Report, they feel it incumbent upon them to mention, that a Debt was incurred by the Magistrates, under the Appropriation Act of last year, of which the following are the particulars, viz.:—That over and above the monies (viz. £750 currency,) granted by the Legislature for the support of the said Hospital, it was found, that, to complete the period during which the Act was to remain in force, a further supply of money was necessary, to the amount of £157, borrowed from the Quebec Bank.

Of this sum, £100 was paid by His Excellency, The Right Honorable the Earl of Dalhousie, Governor-in-Chief, which leaves a balance of £57 currency, due to the Bank.

This claim of the Quebec Bank against the Magistrates of the former Appropriation Act, having been referred to the present Administrators of the Emigrant Hospital, they objected to the payment thereof, in consequence of doubts having arisen in their minds as to how far they were authorised to admit the same: but having agreed to refer the matter to the Attorney General, whose opinion (herewith annexed, marked No. 2) is in favour of the Claim, the Administrators of the Emigrant Hospital hope that the Three Branches of the Legislature will place it in their power to discharge the said amount of £57 currency, due to the Quebec Bank as before stated; and which the Administrators regret they cannot do at present, the balance remaining in their hands (as per account) being judged insufficient to maintain the Hospital, till the probable close of the ensuing Session—

All which is humbly submitted.

J. NEILSON, Chairman.
FRAS. TRACY THOMAS, J.P., Manager.

No. 1.

DISTRICT OF }
QUEBEC. } ss.

SPECIAL SESSION OF THE PEACE.

12th MAY 1824.

The following are the names of the six senior Justices of the Peace in whom, jointly with six of the Physicians, it appears that the superintendance of the Emigrant Hospital is to be vested:

John Neilson,
Jacques Voyer,
Jean Bélanger,
Pierre E. Desbarats,
François Quirouet,
Francis Tracy Thomas.

And the six Physicians who are to join those Magistrates in that superintendance, are

François Blanchet,
Joseph Painchaud,
Joseph Morrin,
W. E. Holmes, Junr.
C. N. Perrault,
W. A. Hall.

(Certified).

(Signed) GREEN & PERRAULT,
Clerks of the Peace.

At a meeting of the Magistrates and Medical Gentlemen appointed by the Act, intituled, "An Act to appropriate a certain Sum of money therein mentioned, towards the support of the Emigrant Hospital at Quebec."

Appendice
(I.)
22e. Jany.

2°. Que ces comptes ont été examinés et révisés par les dits Juges de paix, Médecins et Chirurgiens, ou une majorité d'entr'eux, à une assemblée tenue tous les mois à cet effet dans le dit Hopital, et ayant été trouvés corrects, ils sont maintenant soumis aux trois branches de la Législature, en obéissance à la sixième clause du dit Acte, afin qu'ils soient finalement approuvés.

3°. Ces comptes contiennent un état complet et détaillé de la manière dont les dits argens (avoir: six cens louis courant) ont été employés et dépensés (en obéissance à la sixième clause du dit Acte) pour le soutien du dit Hopital, depuis le 14e. Mars jusqu'au 31e. Décembre 1824. Et par le précis général du tout, on verra qu'il a été admis deux cent trente malades à l'Hopital durant ce période, dont il a été déchargé 184

Morts	28
Restent à l'Hopital	18

230 sur le pied de 2s. 0½ par jour pour chaque malade, faisant en tout la somme de £463 12 9½ laissant en mains une balance de 136 7 2½

£600 0 0 approprié par la Législature.

Ainsi les Juges de paix, Médecins et Chirurgiens susdits, administrateurs de cet Hopital, se sont efforcés de remplir les devoirs qui leur ont été imposés par l'Acte susdit des trois branches de la Législature; et en terminant leur rapport ils conçoivent qu'il est de leur devoir de faire mention qu'une dette a été encourue par les Magistrats en vertu de l'Acte d'appropriation de l'année dernière, dont suivent les particularités, savoir: qu'en sus des argens (avoir £750 courant) accordés par la Législature pour le soutien du dit Hopital, il a été trouvé que pour compléter le période durant lequel l'Acte devoit demeurer en force, il falloit une somme additionnelle d'argent au montant de £157, empruntée de la Banque de Québec.

Sur cette somme il a été payé cent louis par Son Excellence le très-honorable Comte de Dalhousie, Gouverneur-en-chef, ce qui laisse une balance de cinquante-sept louis courant, due à la Banque.

Cette demande de la Banque de Québec contre les Magistrats nommés en vertu du premier Acte d'appropriation ayant été référée aux administrateurs actuels de l'Hôpital des Emigrés, ils ont objecté au paiement d'icelle, ne sachant pas jusqu'à quel point ils étoient autorisés à admettre cette demande; mais ayant consenti à référer l'affaire au Procureur-Général, dont l'opinion (ci-annexée cotée no. 2) est en faveur de la demande, les administrateurs de l'Hôpital des Emigrés espèrent que les trois branches de la Législature les mettront en état de décharger la somme de cinquante sept louis courant due à la Banque de Québec comme susdit, ce que les administrateurs regrettent de ne pouvoir faire à présent, la balance restante entre leurs mains (ainsi qu'il paroît par le compte) n'étant pas jugée suffisante pour maintenir l'Hôpital jusqu'à la fin présumée de la Session prochaine.

Le tout humblement soumis.

J. NEILSON, Président.
FRAS. TRACY THOMAS,
Juge de paix, Directeur.

No. 1.

DISTRICT DE }
QUEBEC. } ss.

SESSION SPECIALE DE LA PAIX,

12 MAI 1824.

Les suivants sont les noms des six plus anciens Juges de paix aux soins desquels, conjointement avec six des Médecins, il paroît que la surintendance de l'Hôpital des Emigrés a été confiée:

John Neilson,
Jacques Voyer,
Jean Bélanger,
Pierre E. Desbarats,
François Quirouet,
Francis Tracy Thomas.

Et les six Médecins qui doivent joindre ces Magistrats, dans cette surintendance, sont:

François Blanchet,
Joseph Painchaud,
Joseph Morrin,
W. E. Holmes, Junr.
C. N. Perrault,
W. A. Hall.

(Certifié.)

(Signé) GREEN & PERRAULT,
Greffiers de la Paix.

A une assemblée des Magistrats et des Médecins nommés par l'Acte intitulé "Acte pour approprier une certaine somme d'argent y mentionnée pour le soutien de l'Hôpital des Emigrés, à Québec;"

Appendix
(I)
22d Jany.

PRESENT :

John Neilson, P. E. Desbarats, F. T. Thomas, Jean Bélanger, Frans. Quirouet, Frans. Blanchet, Joseph Morrin, C. N. Perrault, J. Painchaud, W. E. Holmes, W. A. Hall.	}	Justices of the Peace.
	}	Physicians.

Mr. Neilson called to the Chair.

Read the enacted Clauses of the said Act.

RESOLVED, That a Committee of five be appointed to draw up Regulations, in conformity to the fourth Clause of the said Act ; to report on Saturday next, at 5 o'Clock, P.M.

Adjourned.

SATURDAY, 15th May 1824.

MEMBERS OF THE BOARD PRESENT :

John Neilson, Jacques Voyer, Jean Bélanger, P. E. Desbarats, Frans. Quirouet, F. T. Thomas, Jos. Painchaud, Jos. Morrin, C. N. Perrault,	}	Justices of the Peace.
	}	Physicians.

The minutes of the last meeting being read, the Committee appointed to frame Regulations, presented their Report, which being read, was as follows viz :

- 1st. The Board to be called the Board of Directors.
- 2nd. Three of whom will form a Committee to regulate and control the Expenditure and Accounts of the said Hospital.
- 3rd. That the Medical Gentlemen employed in the Establishment for the relief of Indigent Sick Emigrants and others, shall attend as Physicians and Surgeons.
- 4th. That it be the duty of the Medical Attendant for the time being, to prescribe the regimen to the sick, and to attend at the said Establishment, every day, between the hours of nine and two, as may best suit their convenience, being at the same time obliged to state his visiting hour, that the Students may be in waiting.
- 5th. That it is essentially necessary there should be an Apothecary to the said Establishment ; that the said Apothecary shall reside at the said Establishment, and give his regular attendance at the Hospital, under the direction of the attending Physicians, Surgeons, and Board of Directors.
- 6th. That when an Emigrant shall produce a Certificate of indigence from Clergymen or any respectable Householders, signed by one of the Board of Directors, or the Medical attendant at the Hospital, such persons be admitted, as well as all others of whatever denomination, who may be found labouring under contagious diseases.
- 7th. That the said Hospital shall be visited twice a week by one of the Board of Directors in turn, and that it shall be his duty to visit and inspect the same.
- 8th. On the admission of every Patient, the Nurse shall take charge of his necessaries, and be responsible for them.
- 9th. That the Wards must be cleaned early every morning, and as frequently during the day as circumstances may render necessary, taking care that every nuisance be removed as soon as possible ; every Patient shall have his face and hands washed, and his hair combed, before the Medical Gentlemen visit the Hospital ; that those men who are able to sit up do fold their Bedding, and sweep under their Beds every morning, by six o'Clock in Summer, and eight in Winter ; that they separate their Bedding, and that they render every assistance to their sick Companions, which the attending Physicians may think compatible with their state.
- 10th. That an Inventory be immediately taken, by the Apothecary, of all the Beds and Bedding, Utensils, Medecines &c. belonging to the said Hospital, and signed by him, who shall be responsible for the same, and render an account at all times, when called on by the Board of Directors.

11th. As rest and quietness are absolutely required, great care is to be taken that every duty be performed with the least possible noise, and that at night the Hospital be perfectly quiet, every man must be in Bed by eight o'Clock in Winter and nine in Summer, and no conversation be permitted after that time.

12th. Every Patient, previous to admission into the Hospital, shall have his whole Body made perfectly clean with warm water and soap, he is to put on a clean shirt, and his clothes to be purified.

13th. The Diet Table shall be fairly written out, posted on a Board, and hung up in a conspicuous place in every Ward of the Hospital. The Diet Roll shall be filled up daily, and signed weekly by the attending Physician, and be regularly fyled for future inspection ; as this serves, with the Hospital Book, for a Voucher of the weekly returns, it behoves the Apothecary to be very circumspect in its detail, for, if, on inspection, any charges appear in one of them which are not supported by the others, the expenses will inevitably fall on himself.

14th. The Apothecary shall provide the Meat, Bread, and every other article of Diet required for the Sick in Hospital, the meat is to be of good quality and of pieces best calculated for making broth, and the bread is to be of the best Household sort, the whole to the satisfaction of the Medical attendant.

15th. A Diary shall be kept of the admission and discharge of each Patient, in which the names, ages, diseases, diet and treatment, are to be entered.

Appendice
(I.)
22e. Jany.

PRESENS :

John Neilson, P. E. Desbarats, F. T. Thomas, Jean Bélanger, Frans. Quirouet, François Blanchet, Joseph Morrin, C. N. Perrault, J. Painchaud, W. E. Holmes, W. A. Hall.	}	Juges de paix.
	}	Médecins.

M. Neilson appelé à la chaire.

Lu les clauses statuées du dit Acte.

RESOLU, Qu'il soit nommé un Comité de cinq personnes pour déduire des Règles, conformément à la quatrième clause du dit Acte, pour en faire rapport Samedi prochain, à cinq heures P. M.

Ajourné.

SAMEDI, 15 Mai 1824.

MEMBRES PRESENS :

John Neilson, Jacques Voyer, Jean Bélanger, P. E. Desbarats, Frans. Quirouet, F. T. Thomas, Jos. Painchaud, Jos. Morrin, C. N. Perrault,	}	Juges de paix.
	}	Médecins.

Les minutes de la dernière séance ayant été lues, le Comité nommé pour former des Réglemens a présenté son rapport, lequel ayant été lu, étoit comme suit, savoir :

- 1er. L'assemblée sera nommé l'Assemblée des Directeurs.
- 2ème. Dont trois formeront un Comité pour régler et contrôler la dépense et les comptes du dit Hôpital.
- 3ème. Que les Médecins employés dans l'établissement pour le soulagement des Emigrés indigens et malades et autres, assisteront comme Médecins et Chirurgiens.
- 4ème. Qu'il soit du devoir du Médecin pour le tems d'alors de prescrire le régime aux malades, et d'assister au dit établissement tous les jours entre neuf et deux heures, tel qu'il leur sera le plus convenable, étant en même tems obligé de dire son heure de visite, pour que les étudiants puissent l'attendre.
- 5ème. Qu'il est essentiellement nécessaire qu'il y ait un Apothicaire au dit établissement ; que le dit Apothicaire soit résident au dit établissement, et assiste régulièrement à l'Hôpital, sous la direction des Médecins et Chirurgiens assistans et de l'Assemblée des Directeurs.
- 6ème. Que lorsqu'un Emigrant produira un certificat du Clergé ou d'aucune maison respectable, signé par un des Directeurs ou par le Médecin assistant à l'Hôpital, telle personne soit admise, aussi bien que toutes autres de quelques dénomination qu'elles soient, attaquées de maladies contagieuses.
- 7ème. Que le dit Hôpital sera visité deux fois par semaine par un des Directeurs à son tour, et qu'il sera de son devoir de le visiter et de l'inspecter.
- 8ème. En admettant chaque patient, la nourrice prendra en charge tout ce qui sera nécessaire, et en sera responsable.
- 9ème. Que les salles seront lavées de bonne heure tous les matins, et aussi souvent durant le jour que les circonstances le rendront nécessaire, prenant garde que toute nuisance soit ôtée aussi-tôt que possible ; tous les patients auront le visage et les mains lavés, et les cheveux peignés, avant que le Médecin visite l'Hôpital ; que ces hommes qui seront capables de se lever feront leur lit, et balayeront dessous leur lit tous les matins à six heures dans l'été, et à huit heures dans l'hiver ; qu'ils sépareront leurs lits, et qu'ils donneront à leurs compagnons malades toute l'assistance que les Médecins croiront être compatible à leur état.
- 10ème. Qu'il soit immédiatement pris par l'Apothicaire un inventaire de tous les lits et couchettes, ustensiles, médécines, &c., appartenant à l'Hôpital, et signé par lui, qui en sera responsable, et rendra en tous tems un compte lorsqu'il en sera demandé par les Directeurs.

11ème. Comme le repos et la tranquillité sont absolument requis, il faut bien prendre garde que tout le devoir soit fait avec aussi peu de bruit que possible, et que toute la nuit l'Hôpital soit parfaitement tranquille ; il faut que tous les hommes soient couchés à huit heures dans l'hiver, et à neuf heures dans l'été, et qu'aucune conversation ne soit permise après cette heure.

12ème. Tout patient, avant d'être admis dans l'Hôpital, sera obligé d'avoir le corps parfaitement lavé avec du savon et de l'eau chaude, et mettra une chemise blanche, et ses hardes seront purifiées.

13ème. La table de diète sera écrite au net, collée sur une planche et pendue dans un endroit visible, dans toutes les salles de l'Hôpital. Le rôle de diète sera rempli journellement et signé toutes les semaines par le Médecin assistant, et sera régulièrement filé pour future inspection. Comme celui-ci sert, avec le livre de l'Hôpital, d'une preuve des retours de chaque semaine ; cela oblige l'Apothicaire à être bien attentif dans ses détails, car si à l'inspection il paroît aucunes charges dans un d'eux qui ne soient pas soutenues par les autres, les dépenses tomberont inévitablement sur lui-même.

14ème. L'Apothicaire pourvoira à la viande, au pain et à tout autre article de diète requis pour les malades dans l'Hôpital. Il faut que la viande soit d'une bonne qualité, et des morceaux les mieux calculés pour faire du bouillon, et le pain doit être du meilleur pain de ménage, le tout à la satisfaction du Médecin assistant.

15ème. Il sera gardé un journal de l'admission et de la décharge de chaque patient, dans lequel les noms, les âges, les maladies, la diète et les traitements doivent être entrés.

Appendix
(I.)

22d Janv.

16th. That there be kept a weekly Diet Roll, certified by the Medical attendant, which shall be hung up in a conspicuous part of the Hospital, until the expiration of the period to which it applies, when it is to be preserved for future reference.

17th. That the Committee of management and accounts, do lay before the Directors, monthly, a Statement of the Expenditure of the Hospital, and their proceedings, and that the Apothecary be ordered to give notice to the Directors, in writing, of the day and hour appointed.

18th. That there shall be made a weekly Return of the Hospital Expenditure, which is to be regularly transmitted to the Committee of Accounts, and a counterpart kept in a Book by the Apothecary.

19th. That all Pupils, permitted to attend the practice of the Hospital, be obliged to have an admission Ticket signed, at least, by two Medical attendants, and his name registered in a Book kept for that purpose by the Apothecary.

20th. That all Emigrants having received any severe accident, be received with or without the recommendation provided for in the sixth Clause of these Rules.

21st. That in all unforeseen cases of difficulties respecting the administration of concerns of the Emigrant Hospital, such difficulties be submitted to the Directors for their decision.

22nd. The Committee of Expenditure and Accounts of this Hospital be composed of the following Gentlemen :

JACQUES VOYER, } Justices of the Peace.
F. T. THOMAS, }
JOSEPH MORRIN, Physician.

CASE.

The Act of the Provincial Legislature, 3d Geo. IV. Cap. 7, intituled, "An Act to appropriate a certain sum of money therein mentioned, for the relief of Indigent Sick Emigrants from the United Kingdom," went into immediate operation, as therein provided, under the direction of the Justices of the Peace residing in the City of Quebec. The Emigrant Hospital was organized. The necessary servants were appointed, Patients received, and the articles necessary for their use and the treatment of their diseases, were purchased with all possible regard to economy. The scale of the Institution in no respect exceeded what the service required in order to render it efficacious.

It was nevertheless found, towards the close of this year, that the monies granted by the Legislature (£750 currency) were expended, and that the business of the Institution must stop, to the great detriment of those for whose relief it had been founded, unless a supply of money, sufficient to complete the period during which the Act was to remain in force, could be obtained. Under these circumstances, the Treasurer of the Hospital, Noah Freer, Esquire, paid, on the orders of the Magistrates, out of his own private monies, the sum so wanted, which amounts to £57, in the expectation that when a future Legislative appropriation for the support of the Establishment should be made, the Administrators would consider it fair that the sum so advanced beyond that which had been granted, should be repaid out of those monies.

In the ensuing Session of the Legislature, an Act passed, intituled, "An Act to appropriate a certain sum of money therein mentioned, towards the support of the Emigrant Hospital established in Quebec," which is now in force; by which the existence already given to the Hospital was continued for a limited time. The system of its Administration was changed by the new Act, in this respect, that, whereas it had originally been vested in the general Body of the Magistrates, it now stands vested in the Six Senior Justices of the Peace, and Six Senior Practising Physicians. And for the purposes of the Institution, a further sum of £600 currency is granted. The Claim of the Gentleman who had advanced, as before stated, under the sanction of the Magistrates, the sum of £57, is laid before the Administrators of the Hospital acting under the Act at present in force, and by them it is resisted upon the ground, that they conceive the Funds in their hands as being affected to the purposes of the Hospital for the service of the current year, from the moment of its organization under the new Act, and not for any antecedent period.

It is contended by the Claimant, that, inasmuch as the Hospital is one and the same Institution which was founded by the former Act, all the Funds granted for its support are applicable to the discharge of every debt of necessity incurred for that support during the whole of its existence, and more particularly when it can be made to appear that the sum claimed was actually expended in the support and continuance of the same Hospital after the passing of the second Act, from the month of March, 1824, to the month of June in the same year, (when the new Directors were nominated to controul the expenditure of the sum voted, in compliance with the provisions of the new Act,) and are therefore liable to this Claim.

In this state of things it is agreed between the present Administrators of this Hospital, this claimant, and those Magistrates who concurred with him in opinion that he might fairly claim payment of the sum he so advanced for the indispensable purpose above mentioned, to submit the case to the Law Officers of the Crown for their opinion on the point.

(Signed) JNO. G. THOMPSON,
One of the Ch. Qr. Sessions.

(Signed) J. NEILSON,
Chairman of Directors, Emigrant Hospital.

OPINION.

It is stated in the foregoing case, that the sum claimed by the Treasurer of the Hospital "was actually expended in the support and continuance of the same Hospital, after the passing of the second Act, from the month of March one thousand eight hundred and twenty-four, to the month of June in the same year," in which case the money will be payable under the second Act.

Appendice
(I.)

22e. Janv.

16ème. Qu'il soit tenu un rôle de diète pour chaque semaine, certifié par le Médecin assistant, et qui sera pendu dans un endroit visible de l'Hôpital, jusqu'à l'expiration de la période à laquelle il a rapport; alors il sera conservé pour référence future.

17ème. Que le Comité chargé du gouvernement et des comptes, mette devant les Directeurs, tous les mois, un état de la dépense de l'Hôpital et de leurs procédés, et que l'Apothicaire soit ordonné de donner notice aux Directeurs, par écrit, du jour et de l'heure fixés.

18ème. Qu'il sera fait chaque semaine un retour de la dépense de l'Hôpital, qui doit être régulièrement transmis au Comité pour les comptes, et qu'une copie en soit gardée dans un livre par l'Apothicaire.

19ème. Que les Etudiants permis d'assister à la pratique de l'Hôpital, seront obligés d'avoir un billet d'admission, signé au moins par deux Médecins assistants, et que son nom soit enregistré dans un livre tenu à cette fin par l'Apothicaire.

20ème. Que tout Emigrant ayant reçu aucun accident sérieux, soit reçu avec ou sans la recommandation pourvue dans la sixième clause de ces Réglemens.

21ème. Que dans tous cas imprévus de difficultés concernant l'administration des affaires de l'Hôpital des Emigrés, telles difficultés seront soumises aux Directeurs pour leur décision.

22ème. Le Comité chargé de la dépense et des comptes de cet Hôpital, sera composé des Messieurs suivans.

JACQUES VOYER, } Juges de paix.
F. T. THOMAS, }
JOSEPH MORRIN, Médecin.

CAS.

L'acte de la Législature provinciale 3e. Geo. IV, Chap. 7, intitulé "Acte pour approprier une certaine somme d'argent y mentionnée pour le soulagement des Emigrés indigens et malades du Royaume-Uni," a été immédiatement mis en opération, tel qu'il y est pourvu, sous la direction des Juges de paix résidant dans la cité de Québec. L'hôpital des Emigrés a été organisé. Les serviteurs nécessaires furent nommés, les patients reçus, et les articles nécessaires pour leur usage et les traitemens pour leurs maladies furent achetés avec tout l'égard possible à l'économie. Le plan de l'Institution en aucune manière n'a excédé ce que le service a requis pour le rendre efficace. Il fut néanmoins trouvé, vers la fin de cette année, que les argens accordés par la Législature (£750 courant) étoient dépensés, et qu'il faut que les affaires de l'Institution soient suspendues, au grand détriment de ceux pour le soulagement des quels elle avoit été fondée, hormis qu'un secours d'argent suffisant pour compléter la période durant laquelle l'acte devoit rester en force pouvoit être obtenu. Sous ces circonstances, le trésorier de l'Hôpital, Noah Freer, écuyer, paya sur les ordres des Magistrats, hors de ses argens propres, la somme ainsi requise, qui se monte à £57, dans l'attente que lorsqu'une appropriation future de la Législature seroit faite pour le soutien de l'établissement, les administrateurs considéreroient comme honnête que la somme qui leur avoit été ainsi avancée au delà de ce qui leur avoit été accordé, seroit remboursée hors de ces argens.

Dans la session suivante de la Législature, un acte passa, intitulé "Acte pour approprier une somme d'argent y mentionnée pour le soutien de l'Hôpital des Emigrés établi à Québec," qui est maintenant en force; par lequel l'existence déjà donnée à l'hôpital a été continuée pour un tems limité. Le système de son administration fut changé par le nouvel acte, en ceci, que vu qu'il avoit originiairement été laissé à la disposition du corps général des Magistrats, il reste maintenant à la disposition des six plus anciens Juges de paix, et des six plus anciens Médecins praticiens. Et pour l'objet de cette institution, une autre somme de £600 courant est accordée. La réclamation du Monsieur qui avoit avancé, comme ci-dessus, sous la sanction des Magistrats, la somme de £57, est mise devant les administrateurs de l'hôpital agissant en vertu de l'acte maintenant en force, et elle est refusée par eux; ayant pour fondement qu'ils conçoivent les fonds entre leurs mains comme ayant été affectés aux fins de l'hôpital pour le service de l'année courante, du moment de son organisation en vertu du nouvel acte, et non pas pour aucune période précédente.

Il est disputé par la partie réclamante, qu'en autant que l'hôpital est une et la même institution qui a été fondée par l'acte antérieur, tous les fonds accordés pour son soutien sont applicables à la décharge de toutes dettes de nécessité encourues pour son soutien durant toute son existence, et plus particulièrement lorsque l'on peut faire paroître que la somme réclamée a été actuellement dépensée pour le soutien et la continuation du même hôpital, après la passation du second acte, depuis le mois de mars mil huit cent vingt-quatre jusqu'au mois de juin de la même année (lorsque les nouveaux directeurs furent nommés pour contrôler la dépense de la somme votée, conformément aux provisions du nouvel acte), et sont par conséquent sujets à cette réclamation.

Dans cet état des choses, il est accordé entre les présens administrateurs de cet hôpital, cette partie réclamante, et ces Magistrats qui ont concouru avec lui dans l'opinion qu'il pouvoit honnêtement réclamer le paiement qu'il a ainsi avancé pour l'objet indispensable ci-dessus mentionné, de soumettre le cas aux officiers en loi de la couronne pour savoir leur opinion sur ce point.

(Signé) JNO. G. THOMPSON,
Un des Prés. Qr. Session.

(Signé) J. NEILSON,
Prés. des Directeurs de l'Hôpital des Emigrés.

OPINION.

Il est dit dans le cas ci-dessus, que la somme réclamée par le trésorier de l'Hôpital "a été actuellement dépensée pour le soutien et la continuation du même hôpital après la passation du second acte, depuis le mois de mars mil huit cent vingt-quatre, jusqu'au mois de juin de la même année," dans lequel cas l'argent sera payable en vertu du second acte.

Appendix
(I.)
22d Jany.

The second Act, it is to be observed, is not made to form that which did not exist, but appropriates the sum of Six hundred pounds "to wards the support of the Hospital actually established in the City of "Quebec," and I should consider the sum applicable, as well to the debts of the establishment, as to its future support. The six senior Magistrates and eldest Physicians and Surgeons appointed by the Act of one thousand eight hundred and twenty-four, took the Hospital as it stood in the hands of the Justices of the Peace:—The Six hundred pounds are not limited to be expended by the six Magistrates and Physicians, but are voted generally towards the support of the Hospital; the subsequent rulers are not called upon in any way to approve or disapprove of that done by their predecessors, but to carry on the establishment as they find it, subject to its debts.

(Signed,)

N. F. UNIACKE,
Atty. Genl.

GENERAL STATEMENT OF EXPENDITURE in the Emigrant Hospital at Quebec, between 14th March and 31st Decembr 1824.

Hospital Diet,	£107 5 2½	Amount granted by the Provincial Parliament, £600 0 0
Apothecary's Salary and Ration,	68 4 3	
Contingencies,	80 6 1½	
Rent,	30 0 0	
Fuel,	20 0 2	
Medcines, Materials and Instruments	23 14 3½	
Stationery,	4 10 4½	
Utensils,	6 10 0	
Servants Wages,	92 2 4½	
Patients Washing.	21 0 0	
Balance	136 7 2½	

Currency £600 0 0

Number of Patients admitted	230
Ditto Discharged,	184
Ditto Dead,	28
Ditto Remaining.	18
	230

Each Patient thereby averaging at the rate of }
2s. 0½d. per day, including all expenses.
FRANs. TRACY THOMAS,
J. P. Manager.

LONDON, 10th May 1823.

Sir,

Appendix
(K.)
24th Jany.

WE have now the honor, conformably to your desire, to submit for your consideration, our observations on the proposed measure of Uniting the Legislatures of the Provinces of Upper and Lower Canada; and on the clauses of the Bill for that purpose, as amended by a Committee of the Honorable the House of Commons, and printed by order of that House on the 31st. of July last.

For the facility of reference, we have annexed to these observations a Copy of the Bill as reprinted in the French and English languages in Lower Canada, and circulated throughout that Province, previous to the subscribing the Petitions against it.

Before entering into the subject, we have to apologise to you for the delay that has occurred, and for not transmitting these observations, till after your reiterated recommendation to that effect.

His Majesty's Government having, at the last Session of Parliament, consented to postpone the proposed measure for a time, sufficient to enable His Majesty's Subjects in the Canadas to make known their sentiments thereupon, and these, together with the heads of their objections to this measure, being expressed in the following documents now in the possession of His Majesty's Government, viz :

- 1st. The Petition of the Inhabitants of Lower Canada,
- 2nd. The Petition of the House of Assembly of Lower Canada,
- 3rd. The Petition of the Legislative Council of Lower Canada,

We flattered ourselves that it would not be necessary, to trouble His Majesty's Government with our observations on a measure, which nine-tenths of the Inhabitants, and all the Constitutional authorities of the Colony to which we belong, so earnestly pray His Majesty "to avert, as fraught with so much evil." Copies of the aforementioned documents are annexed in an Appendix under the Letter A.

We have also the honor to inform you, that we have been entrusted with Petitions against the said measure, from three entire Districts of Upper Canada, viz :

- The Home District,
- The District of New-castle,
- The London District,

And also ten other Petitions from Counties situated in almost every other District of the said Province, subscribed in the whole by 8097 persons, chiefly freeholders and qualified voters.

We have also to observe, that although the Legislature of Upper Canada has been moved to give its approbation to the said measure, it has refused so to do; referring to the Petitions of the People, the majority of which are decidedly against the proposed Union. Copies of five of these Petitions viz : The Home District : The County of Kent, in the Western District : The County of Wentworth, in the District of Gore ; and the Counties of Stormont and Glengary, in the Eastern District ; together with the Resolutions of the Assembly and Legislative Council of that Province, are annexed under the Letter B.

Appendice
(I.)
22e Jany.

Le second acte, il faut observer, n'est pas fait pour former ce qui n'existe pas, mais approprie la somme de six cents livres "pour le soutien de l'hôpital actuellement établi dans la cité de Québec," et je considérerois la somme aussi bien applicable aux dettes de l'établissement qu'à son soutien futur. Les six plus anciens Magistrats et Médecins et Chirurgiens nommés par l'acte de mil huit cent vingt-quatre, prennent l'hôpital tel qu'il existoit entre les mains des Juges de paix. Les six cents livres ne sont pas limitées pour être dépensées par les six Magistrats et Médecins, mais votées généralement pour le soutien de l'hôpital; les administrateurs subséquens ne sont en aucune manière appelés à approuver ou désapprouver ce qui a été fait par leurs prédécesseurs, mais pour continuer l'établissement tel qu'ils le trouvent, sujet à ses dettes.

(Signé)

N. F. UNIACKE,
Procureur-Général.

ETAT GENERAL de la DEPENSE dans l'Hôpital des Emigrés à Québec, entre le 14 Mars et le 31 Décembre 1824.

Nouriture de l'Hôpital,	£107 5 2½	Montant accordé par le Parlement Provincial, £600 0 0
Ration et Salaire de l'Apothicaire,	68 4 3	
Contingens,	80 6 1½	
Loyer,	30 0 0	
Bois de chauffage,	20 0 2	
Médecines, matériaux et instrumens,	23 14 3½	
Papeterie,	4 10 4½	
Ustensiles,	6 10 0	
Gages des domestiques,	92 2 4½	
Lavage des patients,	31 0 0	
Balance	136 7 2½	

Courant £600 0 0

Nombre de Patients admis,	230
Ditto déchargés,	184
Ditto morts,	28
Ditto restans,	18
	230

Chaque patient coûtant, l'un portant l'autre, }
2s. 0½d. par jour, toutes dépenses incluses. }
FRANs. TRACY THOMAS,
J. P. Manager.

LONDRES, 10 mai 1823.

Monsieur,

CONFORMEMENT à votre désir, nous avons maintenant l'honneur de vous soumettre nos observations sur le projet de réunir les Legislatures des deux Provinces du Haut et du Bas-Canada, et sur les clauses du Bill qui a été préparé à cet effet, tel qu'il a été amendé par un Comité de l'honorable Chambre des Communes et imprimé par son ordre le 31 Juillet dernier.

A l'appui de nos observations, nous avons joint une copie du Bill tel que réimprimé dans le Bas-Canada en françois et en anglais, et répandu dans cette Province, avant la signature des requêtes en opposition à cette mesure.

Avant d'entrer en matière, nous avons à nous excuser du délai qui a eu lieu, et de ne vous transmettre ces observations qu'après une demande réitérée de votre part.

Le Gouvernement de Sa Majesté ayant, dans la dernière Session du Parlement, consenti à suspendre la mesure projetée pendant un temps suffisant, pour donner occasion aux Sujets de Sa Majesté dans les Canadas de faire connoître leurs sentimens à cet égard, et leur opinion ainsi que leurs principales objections à ce Bill étant manifestées dans les documens suivans, maintenant en la possession du Gouvernement de Sa Majesté, savoir :

- Premièrement—La Requête des habitans du Bas-Canada,
- Secondement—Celle de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada,
- Troisièmement—Celle du Conseil Législatif du Bas-Canada ;

Nous nous étions flattés qu'il ne seroit pas nécessaire de faire part au Gouvernement de Sa Majesté de nos propres observations sur une mesure que les neuf-dixièmes des habitans et toutes les autorités constitutionnelles de la Colonie à laquelle nous appartenons, prient si instamment Sa Majesté d'abandonner "comme remplie des plus graves inconvéniens." Copies des documens cités plus haut se trouvent dans un Appendix sous la lettre (A).

Nous avons aussi l'honneur de vous informer qu'on nous a confié des requêtes de trois Districts entiers du Haut-Canada contre cette mesure, savoir :

- Du Home District,
- Du District de Newcastle,
- Du District de Londres ;

Ainsi que dix autres requêtes de différens Comtés situés dans presque chacun des autres Districts de cette Province, et signées par huit mille quatre-vingt-dix-sept personnes, la plupart électeurs et propriétaires de biens-fonds.

Nous prenons aussi la liberté de remarquer, que quoique l'on ait demandé à la Législature du Haut-Canada de donner son approbation à cette mesure, elle a néanmoins refusé de le faire, en référant aux requêtes des habitans de la Province, dont la majorité est décidément opposée à l'Union proposée. On trouvera ci-joint sous la lettre B des copies de cinq de ces requêtes, savoir : de celle du Home-District, du Comté de Kent dans le District de l'Ouest, du Comté de Wentworth dans le District de Gore, et des Comtés de Stormont et de Glengary dans le District de l'Est, ainsi que des résolutions de l'Assemblée et du Conseil Législatif de cette Province.

Appendice
(K.)
24e Jany.

Appendix
(K.)

24th Jany.

From these documents it will appear, that no Bill introduced in Parliament relating to the Colonies, ever met with a more general opposition on the part of those immediately concerned in its enactments, than the present. The population of Lower Canada is estimated at 500,000, that of Upper Canada at 120,000; the number of men from 16 to 60 in both Provinces is about 100,000, and of these, about 70,000 have actually petitioned against the measure in any shape. If a few individuals have petitioned in its favor, it must be recollected, that no person in either Colony ever publicly proposed or supported such a measure, or even perceived the evils, which they now pretend to exist and render this measure necessary, till such time as they had notice of the present Bill being before Parliament. If it has received any countenance from unprejudiced and disinterested persons, permanently connected with the Colonies, it is more owing to its being supposed a Government measure, than from their opinion of its merits. The examination of the Signatures to the Petitions of both Provinces, will shew, that the opposition to the measures is not confined to any one description of subjects but that it extends to all, and we have the honor to assure you from our own knowledge and certain information, that by far the greater portion of these Petitioners, are independent proprietors of the soil, and that they amount to a great majority of the Electors, duly qualified by Law in the two Provinces.

Every person in the Canadas readily acknowledges, that it is essential to the connexion and welfare of the British Dominions, that the supreme Legislative authority should exist at the seat of Empire, subject to the restrictions which it has itself imposed. The inhabitants of Lower Canada have supported this authority, when every other British Colony in North America was in successful rebellion against it. The distance at which the Colonies are placed, deprives them of all direct participation in the Representative Branch of the supreme Legislature, and the differences between the state of property, of society, and local circumstances, in Great Britain and the Colonies, render it very difficult for a Legislature, solely constituted in the Mother Country, three thousand miles distant, to legislate for the internal affairs of the Colonies with advantage. In cases where changes of their established Constitution are contemplated, it surely cannot be expedient to proceed, against the almost unanimous and humble Petitions, of all ranks and descriptions of men in an avowedly loyal Colony.

But in such a case, it would at least be necessary for those who propose such changes, to shew to the Government and Parliament, some very strong grounds for interference, founded on actual evils resulting from the existing Constitutions; instead of alledging contemplated advantages, which woeful experience has proved to be seldom realized. It ought, it is presumed, never to be forgotten, that the security of the person, and property of the subject, depend on the established Constitution of a country, and that the very existence of ideas of sudden and important constitutional changes, particularly without the participation, consent, or even knowledge of those who are chiefly to be affected thereby, is destructive of their quiet, and of the general welfare.

The measure proposed by the Bill, is nothing less than the annihilation of two local Incorporations, established by Act of Parliament, with authority to make Bye-Laws within the limits assigned to them; for the purpose of forming one similar Incorporation, the sphere of whose Legislation is to extend throughout the whole limits at present assigned to the two, while for every other purpose of Government, the former limits and distinct interests are to remain.

It is obvious, that it is essential to the utility of local and subordinate Legislatures, that their limits be not too extensive. The necessity of their establishment indeed arises solely from the local circumstances and wants of the place for which they are constituted; local knowledge is an indispensable qualification of the Members of such Bodies. The Aldermen and Common Councillors of London, it is presumed, would form but a very indifferent local Legislature for Dublin, and *vice versa*: the Members of the two Corporations consolidated into one, sometimes assembled in London, sometimes in Dublin, or at any intermediate place, could hardly be expected to do any thing but mischief in their Legislative capacity; unless indeed, they should agree to render their new Act of Incorporation nugatory, by legislating separately for their respective localities.

The settled parts of Upper-Canada and Lower-Canada, from Chaleurs Bay and Gaspé to Sault Ste. Marie situated between Lakes Superior and Huron, already extend from north-east to south west upwards of fifteen hundred miles, throughout which the communications are partly by land, partly by water, in boats or upon the ice, on the ground or on the snow, according to the seasons, the time of the commencement of which varies between the two extremes, fully four months in the year. The communication between Lower-Canada and the London and Western Districts of Upper-Canada, is in fact more difficult and uncertain at some seasons, than between Montreal and London. The Members of the Assemblies, generally, in the Colonies, can derive no individual advantage from their trust; it is an onerous public duty, and it is well known that there is scarcely an individual to be found, in any of the North American Colonies, who is not forced to engage in some industrious pursuit for the support of himself and his family. The Members of the Legislatures can therefore only attend to their Legislative duties in the winter season, when they have some relaxation from their private occupations. In Upper-Canada the Winter sets in, and the winter travelling is practicable, a month and a half later, than in Lower-Canada, and there is the same difference in the commencement of the Spring or Summer. At the time of the falling of the first snows, and the freezing of the rivers in the Autumn, and the melting of the snows and breaking up of the ice in the Spring, there is in both Provinces a period of near a month, when travelling is nearly impracticable. The difference of the seasons, the distance, the difficulties, dangers and expenses of travelling to the seat of the joint Legislature, at the only season when the people or their Representatives can attend to their public concerns, would be such, as to leave them only a mockery of that system of Government, which has hitherto

Appendix
(K.)

24e. Jany.

Il résulte de ces documens que jamais aucun Bill introduit dans le Parlement, concernant les Colonies, n'a autant que celui-ci rencontré une opposition aussi générale de la part de ceux que devoient affecter ses dispositions. La population du Bas-Canada est estimée à cinq cent mille âmes, celle du Haut-Canada à cent vingt mille. Le nombre d'hommes de seize à soixante dans les deux Provinces est d'environ cent mille, des quels près de soixante-dix mille ont réclamé contre cette mesure sous quelque forme que ce soit. Et si un petit nombre d'individus l'ont appuyée par leurs requêtes, on doit faire attention que personne dans l'une ni l'autre Colonie n'avoit jamais, avant que l'on y eût appris que le Bill actuel étoit sous la considération du Parlement, publiquement sollicité cette mesure, ni découvert les maux qu'ils prétendent exister maintenant, et qui, selon eux, rendent cette mesure nécessaire. Si ce Bill a été en aucune manière approuvé par des personnes désintéressées et sans préjugés, ayant des rapports permanens d'intérêt dans les Colonies, c'est plutôt parce qu'elles le considéroient comme une mesure du Gouvernement, que par son mérite intrinsèque. L'examen des signatures apposées aux requêtes des deux Provinces, prouvera que l'opposition à cette mesure n'est pas particulière à aucune classe des sujets, mais qu'elle s'étend au contraire à toutes les classes, et nous avons l'honneur de vous assurer, tant par nos connoissances personnelles que par des informations certaines que nous avons, que la très-grande partie des pétitionnaires sont des propriétaires indépendans, et qu'ils forment la grande majorité des électeurs légalement qualifiés dans les deux Provinces.

Chacun dans les Canadas est prêt à admettre qu'il est essentiel pour la connexion et le bonheur des Domaines britanniques, qu'il existe au centre de l'empire une autorité législative suprême, soumise néanmoins aux restrictions qu'elle s'est elle-même imposées. Les habitans du Bas-Canada ont défendu cette autorité, lorsque toutes les autres Colonies angloises de l'Amérique septentrionale se sont révoltées avec succès contre elle. La distance à laquelle les Colonies sont situées, les prive de toute participation directe dans la branche représentative de la Législature suprême, et la différence qui existe entre la Grande-Bretagne et les Colonies par rapport à l'état des propriétés, de la société et des circonstances locales, fait qu'il est difficile pour une Législature constituée seulement dans la Mère-patrie, à mille lieues de distance, de régler avec avantage les affaires intérieures des Colonies. Lorsqu'il s'agit de changer leurs constitutions établies, il ne peut être convenable d'agir contre le gré et les prières soumissionnelles et unanimes des habitans de tout rang et de toute description d'une colonie loyale.

Du moins, dans des cas semblables, devoit-il être nécessaire, de la part de ceux qui proposent de tels changemens, de prouver au Gouvernement et au Parlement qu'ils ont des raisons pressantes pour interférer, fondées sur des inconvéniens actuels résultant des constitutions existantes, au lieu d'alléguer les avantages possibles qu'ils se promettent et qu'une funeste expérience doit apprendre à regarder comme illusoirs. On ne doit sans doute jamais perdre de vue que la sûreté de la personne et des propriétés du sujet, est fondée sur la constitution établie dans chaque pays et que l'idée seule de changemens importans et subits dans la constitution, surtout sans la participation, l'aveu ou même la connoissance de ceux que ces changemens doivent principalement affecter, porte les plus vives atteintes à leur tranquillité et à leur bien-être.

La mesure proposée par le Bill n'a pour objet rien moins que l'anéantissement de deux incorporations locales établies par acte du Parlement, avec pouvoir de faire des lois suivant les limites qui leur étoient assignées, pour n'en faire à l'avenir qu'une seule incorporation de même nature, dont la sphère comprendra les limites actuellement assignées aux deux autres, tandis que pour tout autre objet du gouvernement, on conserve les mêmes limites et des intérêts distincts et séparés.

Il est évidemment et essentiellement utile pour des Legislatures locales et subordonnées, que leurs limites ne soient pas trop étendues. En effet la nécessité de leur établissement résulte uniquement des circonstances particulières et des besoins du pays pour lequel elles sont constituées; les connoissances locales sont une qualification indispensable des membres qui les composent. Les aldermen et les échevins de Londres ne formeroient probablement pas la meilleure Législature locale possible pour Dublin, et *vice versa*. Les membres de ces deux Corporations réunies en une seule, assemblés tantôt à Londres, tantôt à Dublin, ou dans quelque autre lieu intermédiaire, ne pourroient guères faire que du mal, dans leur capacité législative, à moins sans doute qu'ils ne s'entendissent pour rendre illusoire leur nouvel acte d'incorporation, en faisant séparément des lois, les uns pour Londres, les autres pour Dublin.

Les parties habitées du Haut et du Bas-Canada, depuis la Baie des Chaleurs et Gaspé jusqu'au Sault Sainte-Marie, situé entre le lac Supérieur et le lac Huron, s'étendent déjà du nord-est au sud-ouest à plus de quinze cents milles. Dans cette étendue de pays les communications sont en partie par terre, en partie par eau, soit en bateaux, sur la glace, sur la terre ou sur la neige, suivant les saisons, dont le commencement varie, entre les deux extrémités, de quatre mois dans l'année. La communication entre le Bas-Canada et les districts de Londres et de l'Ouest dans le Haut-Canada est, de fait, plus difficile et moins assurée à certaines époques de l'année qu'entre Montréal et Londres. Les membres des Assemblées dans les Colonies ne peuvent généralement retirer de leur situation aucun avantage particulier. C'est un fardeau public très-onéreux, et il est bien connu qu'on trouve à peine dans les Colonies de l'Amérique du nord un particulier qui ne soit forcé d'exercer son industrie pour le soutien de sa famille. Les membres des Legislatures ne peuvent donc remplir leurs devoirs publics que dans l'hiver, tems auquel leurs occupations privées leur donnent quelque relâche. L'hiver commence dans le Haut-Canada et les chemins d'hiver y sont praticables un mois et demi plus tard que dans le Bas-Canada; il y a la même différence pour le commencement du printemps et de l'été. Lorsque la neige commence à tomber et que les rivières se gèlent l'automne, et lors de la fonte des neiges et de la glace le printemps, il y a dans les deux provinces un espace d'environ un mois pendant lequel il est presque impossible de voyager. La différence des saisons, la distance des lieux, les difficultés, les dangers et les frais de voyages au siège des Legislatures réunies, dans le seul tems de l'année que le peuple ou ses représentans peuvent consacrer à leurs affaires publiques, font une masse d'obstacles qui ne leur laisseroit qu'un vain simulacre de ce système de Gouvernement qui a été jusqu'ici suivi dans les

Appendix
(K.)
24th Jan'y.

prevailed in the British Colonies; which was solemnly promised to British Subjects settling in Canada, by His Majesty's Proclamation of the 7th October 1763, and which they have hitherto thought was inviolably guaranteed to them, by a solemn Act of the British Parliament. Their situation would be the more severely felt, as amidst their sufferings under the evils resulting from such a state of things, they could not fail to observe on their Southern Frontier, the United States of America, divided in the same extent, into no less than Seven States and Territories, for the facility of the local Legislation and Government.

It is not however only on account of the distance and difference of climate and seasons, that the proposed measure would be destructive of the rights and interest of the Subject in the Canadas. It is well known that the Laws which regulate property and civil rights, the customs, manners, religion, and even prejudices prevailing in the two Provinces, are essentially different; the inhabitants of each are strongly attached to all these, and enjoy them under the most solemn guarantees on the part of Great Britain. Their respective Codes of Law could hardly be amalgamated by the wisest and most unprejudiced and enlightened Legislator, without endangering the security of the property, which has been acquired under them. Every new Law, every amendment of the old, has reference to the existing Laws, and would be met, as they bore upon either, with suspicion and prejudice, even in the Legislature, and be decided upon, by at least one part of the Members, without sufficient knowledge. The Members of the two Provinces would in the end probably be compelled to legislate separately, on nearly all matters relating to their respective Provinces. The Government and interests of the two Provinces remaining separate, and the Colonial expenditures being chiefly for local purposes, it is not likely that the votes of the Members of the Joint Legislature, whether in levying or appropriating the supplies, would always be governed by fairness or justice. The population of the two Provinces, have unfortunately in these matters opposite interests. The inhabitants of Upper Canada, from their distance from the Sea, and the want of an external market for their agricultural produce, have, in a great measure, ceased to be consumers of the description of Good, upon which duties are raised at the Port of Quebec: for Rum, they have substituted Whiskey of their own manufacture; for Salt by the St. Lawrence, Salt from the United States or from their own Salt works; for Teas from England, Teas from the United States; and the Settlements in Upper Canada being separated from the American Territory only by a navigable River and Lakes, smuggling cannot be sufficiently checked. Upper Canada has therefore an interest, in continuing to raise the supplies upon such articles, as are still consumed in Lower Canada, and it is natural that each, should wish to have as large a proportion of them appropriated to its own local uses, as can be procured. The distribution of a Colonial Revenue, for local objects within a very limited extent of Territory, is always difficult in a Colonial Legislature; between two distinct Provinces, differing almost in every thing, excepting their common quality of British Subjects, justice in this distribution could hardly be expected.

These, Sir, are general objections to the measure proposed. We shall now proceed to consider the enactments which are intended to give effect to that measure, referring to the Copy of the Bill which is annexed.

CLAUSES 1, 2, 3, 4, 5 and 6.

To the two first our general observations apply. We shall merely remark that the Bill by permitting the Provinces to remain separate as to Government and limits, as divided by Act 31st Geo. III, there can be no diminution of the necessary expenses of the Government. The real expenses would be increased by the additional cost of travelling and correspondence, and the expenses of transmitting Laws, Documents, Evidence, &c. The duties of the local Executives, and of the Departments in England corresponding with them, could not be diminished by a mere Legislative Union. If local circumstances and institutions permitted a complete re-union of the Provinces, it could only be rendered useful by the Seats in the Legislative Council and in the Assembly becoming vacant, and appointing Legislative Councillors who would generally attend in their places; who would not be composed almost exclusively of Executive Officers, and particularly of the Judges, whose duties as such, are sufficient in Canada to occupy the whole of their time. By these means, the composition of the Legislative Council might be made more corresponding with that of the House of Lords in England, and it would thus be more likely, to be on a footing of better understanding with the Elective Body. The continuing the Members of the Assembly for one year beyond the time, for which they were elected by the People, must be an error; for it is not to be supposed that it was intended to constitute Representatives of the People of Canada, by an Act of the Imperial Parliament of the United Kingdom.

CLAUSES 7, 8, 9, 10, 11 and 12.

These Clauses provide for the Representation of the people, in the proposed Legislature of the Canadas. When the existing Constitution of these Provinces was established by the Act 31st Geo. III, Cap. 31, Fifty Members of Assembly were allowed to Lower Canada, and Fifteen to Upper Canada; the former then contained about 200,000 souls, the latter about 25,000, or one-eighth of the former; this was also the proportion of duties, which the first agreement between the two Provinces allowed to Upper Canada. The Representation of Upper Canada was then double that of the Lower Province, in proportion to its population. By the operation of the Upper Canada Act 60th Geo. III, which is confirmed by the 7th Clause, the Representation of that Province has been increased to forty, while that of Lower Canada has remained at fifty, and every attempt to increase it, has been frustrated in the Lower Province. By the operation of the same Upper Canada Act, continued by the said Clause, a regular increase of the Representation of that Province, proportionate to the population, is provided for; which would soon carry it to an amount, equal to that of Lower Canada, unless the Governor chooses to increase the latter to sixty; and even with that increase, the Representation of Upper Canada, would soon be equal to that of Lower Canada; and it is provided by the 9th Clause, that the number of Representatives shall not be altered, should a minority of one third of the

Colonies angloises, qui a été solennellement promis aux sujets britanniques qui s'établissent en Canada, par la proclamation de Sa Majesté du sept Octobre mil sept cent soixante-et-trois, et qu'ils ont toujours cru leur être inviolablement garanti par un acte solennel du Parlement Britannique. Ils trouveroient leur situation d'autant plus pénible, que parmi les inconvéniens résultans d'un pareil état de choses, ils ne pourroient s'empêcher de remarquer, sur leurs frontières méridionales, les Etats-Unis d'Amérique divisés, dans la même étendue, en sept états et territoires distincts pour la facilité du Gouvernement et de la Législation locale.

Ce n'est pas seulement à cause de la distance des lieux et de la différence du climat et des saisons, que la mesure projetée seroit subversive des droits et des intérêts du sujet dans les Canadas. C'est un fait constant que, non-seulement les lois qui règlent les propriétés et les droits civils dans les deux Provinces, mais encore les coutumes, les habitudes, la religion et même les préjugés y diffèrent essentiellement. Les habitans de chacune d'elles tiennent fortement à toutes ces choses, dont la jouissance leur est solennellement assurée de la part de la Grande-Bretagne. Le plus sage, le plus désintéressé, le plus savant législateur, pourroit à peine amalgamer leurs codes respectifs sans danger pour les propriétés acquises sous ces lois différentes. Tout changement aux lois anciennes, toute loi nouvelle aura des rapports avec celles qui sont en force dans l'une ou l'autre Province, et, selon qu'ils affecteront l'un ou l'autre code, seront vus d'un œil jaloux et préjugé, et adoptés sans connoissance suffisante par une partie au moins des membres de la Législature. Les Représentans des deux Provinces se trouveroient enfin forcés de faire des lois séparément pour chaque Province respectivement. Le gouvernement et les intérêts des deux Provinces demeurant distincts, et les dépenses des Colonies étant surtout pour des objets locaux, il n'est guère à supposer que les membres de la Législature réunie fussent toujours guidés par des principes de justice et d'équité dans l'assiette ou la distribution des impôts. La population des deux Provinces a malheureusement des intérêts différens quant aux impôts. Les habitans du Haut-Canada, vu leur distance de la mer et le défaut d'un marché étranger pour la vente des produits de leur agriculture, ont en grande partie cessé d'être consommateurs des espèces de marchandises sur lesquelles se prélevient les impôts au port de Québec. Ils ont substitué au rum le whiskey de leur propre manufacture; au sel qui venoit par le Saint-Laurent, le sel des Etats-Unis ou celui de leurs propres salines; au thé de l'Angleterre celui des Etats-Unis, et les établissemens du Haut-Canada n'étant séparés du territoire américain que par des lacs et par une rivière navigable, la contrebande ne peut être réprimée avec succès. Le Haut-Canada est donc intéressé à continuer de prélever un impôt sur ces articles, objet de consommation dans le Bas-Canada, et il est naturel que chaque Province désire s'en approprier la plus grande partie possible. Il est difficile de faire la distribution du revenu colonial pour des objets locaux, dans un territoire même très-limité: comment la Législature coloniale pourroit-elle faire ce partage avec justice, entre deux Provinces distinctes, dont les habitans n'ont rien de commun si ce n'est le titre de sujets anglais.

Voilà, Monsieur, les objections générales contre la mesure projetée: nous allons maintenant examiner en détail l'acte qui doit la mettre à exécution, ayant toujours référence à la copie du Bill ci-jointe.

CLAUSES 1, 2, 3, 4, 5 et 6.

Nos observations générales s'appliquent aux deux premières; nous ajouterons seulement que ce Bill laissant les deux Provinces séparées quant au gouvernement et aux limites, telles qu'elles ont été divisées par la 31e. Geo. III, il n'en peut résulter aucune réduction dans les dépenses nécessaires du Gouvernement. Les dépenses réelles seroient augmentées par l'accroissement des frais de voyage et de correspondance, pour la transmission des lois, de documents publics, pour faire venir les témoins, &c. Les devoirs de l'Exécutif dans chaque Province, et les départemens correspondans en Angleterre, ne seroient aucunement diminués par une simple union législative. Si les institutions et les circonstances locales pouvoient permettre une réunion entière des deux Provinces, elle ne pourroit devenir utile qu'en faisant vaquer les sièges dans le Conseil Législatif et dans l'Assemblée, et en nommant des Conseillers Législatifs qui pussent remplir leurs fonctions avec assiduité et qui ne fussent pas presque tous choisis parmi les membres de l'Exécutif, et parmi les Juges en particulier, dont les devoirs en Canada sont suffisans pour absorber tout leur tems. Par ce moyen, la composition du Conseil Législatif pourroit devenir plus analogue à celle de la Chambre des Lords en Angleterre, et dès lors plus en état de s'accorder mieux avec le corps électif. Quant à continuer les pouvoirs des membres de la Chambre d'Assemblée pendant une année au-delà du tems pour lequel ils avoient été élus par le peuple, cela sans doute étoit une erreur: car l'on ne peut supposer que l'on se proposât de constituer des Représentans du peuple du Canada, par un acte du Parlement Impérial.

CLAUSES 7, 8, 9, 10, 11 et 12.

Ces clauses pourvoyent à la représentation du peuple dans la Législature projetée des Canadas. Lors de l'établissement de la Constitution actuelle de ces Provinces par l'acte de la 31e. Geo. III, chap. 31, on composa l'Assemblée du Bas-Canada de cinquante membres, et celle du Haut de quinze. La première de ces Provinces avoit alors environ 200,000 habitans, la seconde environ 25,000, ou un huitième de l'autre. Ce fut aussi la proportion du Revenu, donnée au Haut-Canada par le premier accord entre les deux Provinces. La représentation du Haut-Canada étoit alors double de celle du Bas, eu égard à la population. L'Acte du Haut-Canada, de la 60e. Geo. III, confirmé par la septième clause du Bill projeté, a porté le nombre des Représentans de cette Province à quarante, tandis que le Bas-Canada n'en a que cinquante, et que toute tentative pour en augmenter le nombre a jusqu'à présent été infructueuse dans le Bas-Canada. On a pourvu par le même Acte du Haut-Canada, et cette disposition est sanctionnée par la clause susdite, à une augmentation régulière et progressive de la représentation de cette Province, proportionnée à sa population, ce qui bientôt la fera égal en nombre celle du Bas-Canada, à moins qu'il ne plaise au Gouverneur d'augmenter celle-ci jusqu'au nombre de soixante membres; et même avec cette augmentation, la représentation du Haut-Canada égaleroit bientôt celle du Bas-Canada, puis-

Appendice
(K.)
24e. Janv.

Appendix
(K)
24th Jany.

members present refuse their assent at either the second or third reading of the Bill. At the time of the Union between Scotland and England, or Great Britain and Ireland, had the population of England been told, that Scotland or Ireland, or both together, were to have a number of Members in the House of Commons, equal to that of England, and with such a restriction, it is probable that an alarm, fully as great as that which this Bill has excited in Lower Canada, would have prevailed in England. The present population of Upper Canada has been admitted on the part of Upper Canada, and by the late Canada Trade Act, to be only *one-fifth* of that of Lower Canada; the proportion which the number of qualified Electors in each Province bears to the whole population is about the same; almost every father of a family in both Provinces being a freeholder, and the relative wealth in each Province compared with the population, is in favor of Lower Canada. By the scheme of this Bill, a distinct Province, in reality possessed of distinct interests, of only one-fifth the population of the other, (certainly only one-fifth of the qualified Electors,) and of less than one-fifth of the wealth, is to have an equal power in levying the taxes, and in appropriating the proceeds to the local expenditures. This is what appears on the face of the Bill, and by the late Trade Act passed last Session of Parliament; but, in reality, the situation of Lower Canada under this Bill, would be worse than appears even by these documents. The ten Members which the Governor is empowered, by the 8th Clause, to add to the Representation of Lower Canada, may or may not be added, at his pleasure. If he does so add them, it seems to be intended, that they should be given exclusively to the Townships erected in continuation of the American Settlements in Lower Canada, along the Frontiers of the United States. These Settlements still continue in part, to be separated by a wilderness from the old Settlements in Lower Canada, along the St. Lawrence; they have very little intercourse, or community of interest, with the body of His Majesty's subjects in Lower Canada. As is the case in Upper Canada, their supplies of articles, of the nature of those which are dutiable on importation at Quebec, are either manufactured in these Townships, or brought across the American Line. Their interests and feelings correspond more with the population of Upper Canada, than with that of the Lower Province. Thus, if ten Members were given to these Townships, and as it only requires that there should be *six Townships* to form a County, whatever may be the population, to give one Member in that quarter of the Province, the Representation of the two Provinces might in reality be considered as about equal immediately. A few votes would put it into the power of the Representation of Upper Canada, to impose all new duties, so that they should fall almost exclusively on Lower Canada; or to dispose of the proceeds of all duties, to the exclusive advantage of Upper Canada and the aforementioned Townships. It is probable indeed, that the spirit of liberality and justice, which it is well known distinguishes the great majority of the people of Upper Canada, and the common feeling which prevails between them and Lower Canada, in opposition to this Bill, would find means of preventing the excess of injustice which might result from its provisions; but the possibility of such a result, can never justify such an enactment.

It is not, however, in respect to their property only, that the Inhabitants of Lower-Canada have reason to be alarmed by the enactments of these Clauses. By the Capitulations of Canada; by the Treaty of Cession in 1763; by the Acts of the 14th and 31st Geo. III., the Inhabitants of Lower-Canada, became entitled to property, civil Laws, religious liberties and rights, in many respects different from, and in some instances at variance with those, that have prevailed or do prevail in the other British Colonies. The existing Constitution ensures them the full enjoyment of all these, without alteration; unless the majority of the qualified Electors throughout the Province, should consent to change them, by Representatives chosen by themselves. The proposed Bill by calling into the Legislature, the Representatives of a country accustomed to a different order of things, perhaps prejudiced against that which prevails in Lower-Canada, and by giving to that Population, consisting of a fourth or fifth of their numbers, property and qualified Electors, a majority, or at least an equality of votes, in the only branch of the Colonial Legislature, in which the people of Lower-Canada have a direct share, puts all the property, Laws, and peculiar privileges of the nature aforementioned, to great hazard: for, although restrictions in certain cases are imposed upon the infringement of these guaranteed rights, they are not all protected in the same way. They would find it very difficult to vindicate those peculiar privileges, if they were once invaded by an Act of the Colonial Legislature; their property and their persons might for a time be at the disposal of a prejudiced or self interested minority of the Population, having the power of a majority of the Representative Assembly, and the support of the whole Legislative, Executive, and Judiciary authority.

CLAUSES 13, 14 and 15.

These are chiefly remarkable for the qualification to the value of £500 in real Estate, required of the Members of the Assembly; none being necessary by the existing Constitutional Act. This qualification has been objected to, both by the Petitioners for and against the Bill in Upper-Canada, and as too high. In Lower-Canada, where no qualification in property ever existed, it has not been mentioned in the Petitions against the Bill. In truth, there has hardly ever been a Member in the Assembly of Lower-Canada, who was not much more than qualified according to this Clause. The Members having no pay, and disburfing upon an average from £30 to £50 during each Session, generally without the most distant prospect of any private advantage; no person who is not possessed of much more than £500 real Estate, would accept of the situation; or if he were so disposed, would find Electors to appoint him. The Clause, if it does not convey an unjust censure on the Electors, is indifferent; such details ought however, as in the 31st Geo. III., to be left to the Colonial Legislature.

qu'il est réglé par la neuvième clause que le nombre des représentans ne sera pas changé, si une minorité des membres, égale au tiers des membres présens, s'y oppose à la seconde ou troisième lecture du bill. Si lors de l'union entre l'Ecosse et l'Angleterre, ou entre la Grande-Bretagne et l'Irlande, on eût annoncé au peuple anglois que l'Ecosse ou l'Irlande, ou toutes deux ensemble, auroient dans la Chambre des Communes un nombre de membres égal à celui de l'Angleterre, et avec une restriction semblable, il est probable qu'il auroit éprouvé une inquiétude aussi vive que celle causée par ce Bill dans le Bas-Canada. Le Haut-Canada reconnoît, et l'Acte de Commerce du Canada, récemment passé, admet que la population de cette Province n'est qu'un cinquième de celle du Bas-Canada: le nombre d'électeurs qualifiés dans les deux Provinces suit à peu près la même proportion, parce que les pères de famille dans l'une et l'autre Province sont presque tous propriétaires. Si l'on compare la richesse relative des deux Provinces avec la population, l'avantage est en faveur du Bas-Canada. Par le Bill en question, on donne à une province distincte, ayant réellement des intérêts différens, n'ayant que le cinquième de la population de l'autre, pas plus du cinquième d'électeurs, et moins d'un cinquième des richesses de l'autre, on lui donne un pouvoir égal dans la levée de l'impôt et dans sa distribution pour les dépenses locales. Voilà ce qui paroît à la première inspection de ce Bill et de l'Acte de Commerce; mais, en réalité, la situation du Bas-Canada sous l'opération de ce Bill seroit encore pire qu'elle ne le paroît même par ces deux actes. Les dix membres que le Gouverneur est autorisé par la 8e. clause d'ajouter à la représentation du Bas-Canada, peuvent à son choix être ajoutés ou ne l'être pas: s'il les ajoute, il semble que l'on veuille les donner exclusivement aux townships situés le long des frontières des Etats-Unis, et formant dans le Bas-Canada une continuation des établissemens américains. Ces townships sont encore en partie séparés par des terres incultes des anciens établissemens du Bas-Canada le long du Saint-Laurent. Ils ont peu de rapport et peu d'intérêts communs avec la masse des sujets de Sa Majesté dans le Bas-Canada. On manufacture dans ces townships, ou l'on y reçoit des Etats-Unis, comme dans le Haut-Canada, une partie des articles qui paient un droit d'entrée au port de Québec. Ils ont plus d'affinité avec la population du Haut-Canada qu'avec celle du Bas. Ainsi, si l'on accorde dix membres à ces townships, comme l'Acte n'exige que six townships pour former un comté, qui auroit dans cette partie de la Province le droit d'envoyer un membre, quelle que fût sa population, la représentation des deux Provinces pourroit être considérée comme dès à présent égale. Un petit nombre de votes peut donner à la représentation du Haut-Canada le pouvoir d'établir toutes les nouvelles taxes, de manière qu'elles affectassent exclusivement le Bas-Canada, ou de disposer de tout le revenu à l'avantage exclusif du Haut-Canada et de ces townships. Il est bien probable que les sentimens de libéralité et de justice que l'on reconnoît exister dans la grande majorité des habitans du Haut-Canada, et que ce sentiment commun d'opposition au Bill actuel, qui unit maintenant les deux Provinces, pourroient empêcher l'excess de l'injustice que semblent devoir produire les dispositions du Bill, mais la possibilité de ce résultat ne sauroit justifier le Bill même.

Au surplus ce n'est pas par rapport à leurs propriétés seulement que les habitans du Bas-Canada redoutent la passation de ce Bill. Les Capitulations, le Traité de Cession de 1763, les Actes de la 14e. et 31e. Geo. III., leur ont assuré leurs propriétés, leurs lois civiles, leur religion et des droits et privilèges souvent différens, et quelquefois opposés à ceux qui ont prévalu ou qui prévalent encore dans les autres colonies angloises. La Constitution actuelle leur assure la jouissance pleine et entière de tous ces droits, sans aucune diminution ni altération, à moins que la majorité des électeurs qualifiés dans toute la Province ne consente à les changer par le moyen des représentans choisis par eux. Le Bill projeté, en faisant entrer dans la Législature les représentans d'un pays accoutumé à un ordre de choses différent, préjugé peut-être contre l'ordre établi dans le Bas-Canada, et en donnant à cette population qui n'est que le quart ou le cinquième de l'autre en fait de nombre, de propriétés et d'électeurs, une majorité ou tout au moins une égalité de votes dans la seule branche de la Législature coloniale dans laquelle le peuple du Bas-Canada ait une participation directe, met certainement en péril ces droits de propriété, ces lois et privilèges particuliers dont nous avons parlé plus haut. Car qu'on ait établi quelques restrictions dans certains cas, contre l'infraction de ces droits ainsi garantis, ils n'ont pas néanmoins tous le même degré de protection. Les habitans du Bas-Canada trouveroient très-difficile de réclamer avec succès ces privilèges particuliers, quand la Législature coloniale les auroit une fois envahis. Leurs propriétés et leurs personnes pourroient être pendant un certain tems à la merci de la minorité d'une population, préjugée et intéressée, ayant le pouvoir de la majorité dans l'Assemblée représentative, et l'appui de toute l'autorité législative, exécutive et judiciaire.

CLAUSES 13, 14 et 15.

Ces clauses sont surtout remarquables par la qualification de cinq cents livres, de propriétés foncières, qu'elles exigent pour les membres de l'Assemblée; la constitution actuelle n'en requérant aucune. Les pétitionnaires tant pour que contre ce Bill, dans le Haut-Canada, ont objecté à cette qualification, comme étant trop forte. Il n'en est pas question dans les requêtes en opposition dans le Bas-Canada, où il n'a jamais existé aucune qualification quant à la propriété. Dans le fait il y a rarement eu dans l'Assemblée du Bas-Canada un membre qui ne fût qualifié, et au delà, de la manière requise d'après ces clauses. Les membres n'étant pas payés, et déboursant l'un dans l'autre de trente à cinquante livres pendant chaque session, et généralement sans l'espoir le plus éloigné d'en retirer aucun avantage personnel, aucun individu, s'il n'avoit plus de cinq cents livres de biens-fonds, ne voudroit de cet emploi, ou s'il le vouloit, ne trouveroit les électeurs disposés à le nommer. Ces clauses sont indifférentes en elles-mêmes, à moins qu'elles ne comportent une censure injuste contre les électeurs. Au surplus ces détails devroient être laissés à la Législature coloniale, comme par l'acte de la trente-unième George III.

Appendice
(K.)
24e. Jany.

Appendix
(K.)
24th Jan'y.

CLAUSE 16.

This Clause authorizing the Governor to appoint Executive Councillors, to sit and debate, but not vote, in the Assembly, has excited much reclamation from all parties in Upper-Canada. In Lower-Canada it has been considered only as a singular deviation from the principles and practice of the British Constitution, and as conveying a very unjust opinion of the people; or a censure of the Colonial Government and its officers. There is nothing to prevent Executive Councillors from being elected into the Assembly of either Province, unless that the measures of the Colonial administration, or the conduct of its Officers, should be such, as to render them peculiarly obnoxious to the Electors.

CLAUSES 17 and 18.

Some have contended that the Seat of the Legislature should be fixed; and that the *due and sufficient notice* should be better defined. The Governor seeing the extent of the Provinces and the difficulty of travelling, might certainly abuse this Prerogative, which is allowed him conformably to the practice in England, by assembling the Legislature when few of the Members could attend; but it is not the abuse of power in acts emanating immediately from the Governor, that is the most to be apprehended in the Colonies. The 18th Clause, prolonging the duration of Parliament for one year more than at present established by Law, has been reprobated by all parties, as a violation of the existing Constitution of the Canadas, and an attempt upon the established liberties of the people.

CLAUSES 19, 20, 21 and 22.

These Clauses seem to be altogether of form, and conformable to the present Constitution.

CLAUSE 23.

This Clause is a direct attempt to destroy one of the most essential privileges claimed and exercised by every Colonial Assembly, and constantly allowed by the Crown. The power of imprisonment for contempt, has ever been held by these Bodies, as well as by the Courts and Magistrates, as indispensable to the exercise of their functions, and cannot become the subject of Legislative enactments, among co-ordinate bodies, as provided by this Clause.

CLAUSES 24 and 25.

These two Clauses have excited much animadversion in Lower-Canada. Two Languages, in common use, is an incumbrance; in many instances it is unavoidable. It was so in England after the Norman Conquest, and the ill advised measure of those barbarous times proscribing the Saxon tongue, met with the fate which it deserved. The language of the majority, among a people having intercourse with each other, always prevails. The English language will unavoidably become the prevailing language of North America, with or without positive enactments. There are probably not Ten Members of the present House of Assembly of Lower-Canada, who do not understand English; several of them speak English fluently. There is no person of any wealth or station in the Colony, who does not cause his children to learn English. It is thus, people vary with time and yield to circumstances; but the language of a mother, of a father, of family and friends, and early associates, is dear to every one; and this unnecessary interference with the language of the people of Canada, has been severely felt in a country, in which that language unquestionably, was mainly instrumental in preserving the Colony to Great Britain, at the period of the American Rebellion.

The 25th Clause, when in connexion with the preceding one, has perhaps been misunderstood. It has been considered as a covert attack on the liberties, which the Roman Catholics have hitherto enjoyed under the British Government in Canada, and which are secured to them by the Capitulations, by the Treaty of Cession, Acts of Parliament, and the liberal practice of the British Government. The Roman Catholic Church in Canada has at its head a Bishop, approved of by the Crown, previous to his Canonical institution by the Pope: the State is thus secured against the danger, could any possibly exist in the present age, which might be apprehended from an improper person being placed at the head of that Church in the Colony. With no further controul, the Government has in every instance, found the Roman Catholic Clergy devoted to the connexion of the Province with the British Empire, and exercising all their influence to maintain that connexion. The Bishop and all his predecessors have uniformly appointed to, and removed from, the Cures. The King of France, by an Order in Council, dated the 27th May 1699, declared the Bishops of Quebec to be possessed of this right, emphatically stating it to be their *natural right*. The general rule, says Blackstone, is "that it is the business of a Bishop to institute, and direct induction to all Ecclesiastical livings in his Diocese." *Il faut toujours observer comme une règle constante, que l'Évêque est le Collateur ordinaire de tous les bénéfices de son Diocèse, à moins qu'on n'établisse le contraire, ou par des titres précis, ou par une possession constante, qui fait présumer ce titre.* D'Héricourt, *Loix Ecclésiastiques*, 2 Part. Chap. 5. By the present Clause, it would seem that what has existed and been enjoyed in Canada to the present day, is no longer to be held valid; but that instead of leaving as before, the Collation to the

CLAUSE 16.

Cette clause autorisant le Gouverneur à nommer des Conseillers Exécutifs qui auroient droit de siéger et discuter, mais non de voter dans l'Assemblée, a excité de tous côtés de vives réclamations dans le Haut-Canada. Elle a été regardée dans le Bas-Canada comme une déviation singulière de la constitution angloise, dans ses principes et dans sa pratique, ou comme contenant une opinion injuste du peuple, ou une censure du gouvernement colonial et de ses officiers. Il n'y a rien qui empêche les Conseillers Exécutifs d'être élus dans l'une ou l'autre Province, comme membres de l'Assemblée, à moins que les mesures de l'administration coloniale ou la conduite de ses employés ne fussent telles, qu'elles les rendissent particulièrement désagréables aux électeurs.

CLAUSES 17 et 18.

On a pensé que le siège de la Législature devoit être fixé, et la *notification suffisante* mieux définie. Le Gouverneur, voyant l'étendue des deux provinces et la difficulté des communications, pourroit abuser de cette prérogative, qui lui est accordée conformément à l'usage suivi en Angleterre, en assemblant la Législature dans un endroit où peu de membres pourroient se rendre. Mais ce n'est pas l'abus de pouvoir dans les actes émanans directement du Gouverneur, qui est le plus à craindre dans les colonies. La 18e. clause, étendant la durée du parlement une année au delà du tems maintenant fixé par la loi, a été réprouvée de tout côté, comme une violation de la constitution actuelle des Canadas, et une tentative contre les franchises reconnues du peuple.

CLAUSES 19, 20, 21 et 22.

Ces clauses paroissent être purement de forme et analogues à la constitution actuelle.

CLAUSE 23.

Cette clause est une tentative directe pour détruire un des privilèges les plus essentiels réclamés et exercés par toutes les Assemblées coloniales et constamment admis par la Couronne. Le droit d'emprisonner pour mépris a toujours été regardé par ces corps, ainsi que par les cours et les magistrats, comme indispensable à l'exercice de leurs fonctions, et ne peut, comme le veut cette clause, être objet de législation entre des autorités coordonnées.

CLAUSES 24 et 25.

Ces clauses ont été vues de très-mauvais œil dans le Bas-Canada. Il est embarrassant d'avoir deux langues en usage à la fois; dans bien des cas pourtant cela est inévitable. Il en étoit ainsi en Angleterre après la conquête par les Normands, et l'acte imprudent, qui dans ces tems barbares prescrivit l'usage de la langue saxonne, eut le sort qu'il méritoit. Dans un état composé de peuples de langues différentes, mais ayant des rapports fréquens, la langue de la majorité l'emporte à la fin, et la langue angloise deviendra sans doute la langue dominante dans l'Amérique du nord avec ou sans le secours d'aucune loi. Il n'y a peut-être pas dix membres de la Chambre actuelle d'assemblée dans le Bas-Canada qui n'entendent pas l'anglais; plusieurs le parlent avec facilité. Il n'y a pas un homme de quelque rang et de quelque fortune dans la colonie qui ne fasse apprendre l'anglais à ses enfans. C'est ainsi que les peuples changent avec le tems et les circonstances. Mais la langue d'une mère, d'un père, de sa famille, de ses amis, de ses premiers souvenirs, est chère à tout le monde; et cette interférence inutile dans la langue du peuple du Canada a été vivement sentie dans un pays où cette langue a été, sans contredit, une des causes qui ont le plus contribué à conserver cette colonie à la Grande-Bretagne à l'époque de la rebellion des Américains.

La 25e clause, vu son rapport avec la précédente, a, peut-être, été mal entendue; elle a été considérée comme une attaque indirecte contre les libertés dont les catholiques-romains ont joui jusqu'ici sous le gouvernement anglais en Canada, et qui leur sont garanties par les capitulations, par le traité de cession, par des actes du parlement, et par la pratique libérale du gouvernement britannique. L'évêque à la tête de l'église romaine en Canada est approuvé par la couronne avant de recevoir l'institution canonique du pape. L'état est donc ainsi prémuni contre le danger qui pourroit résulter (si l'on pouvoit dans les tems actuels en craindre aucun) de la nomination d'une personne qui ne conviendrait pas comme chef de cette église dans la colonie. Sans avoir un contrôle plus étendu, le gouvernement a trouvé en toute occasion le clergé romain dévoué à l'union de ces provinces à l'empire britannique, et exerçant toute son influence pour la conserver. L'évêque et tous ses prédécesseurs ont uniformément nommé et démis les curés. Le roi de France, par son ordre en conseil en date du vingt-sept mai mil six cent quatre-vingt-dix-neuf, déclare que les évêques de Québec sont revêtus de ce droit, qu'il nomme expressément leur *droit naturel*. La règle générale, suivant Blackstone, est que "c'est à l'évêque qu'il appartient de conférer tous les bénéfices ecclésiastiques dans son diocèse." "Il faut toujours observer comme une règle constante que l'évêque est le collateur ordinaire de tous les bénéfices de son diocèse, à moins qu'on n'établisse le contraire, ou par des titres précis, ou par une possession constante qui fait présumer ce titre." D'Héricourt, *Lois ecclésiastiques*, 2e. part., ch. 5.

Par la clause actuelle il paroît que ce droit existant et exercé en Canada jusqu'à ce jour, ne sera plus considéré comme valable, mais qu'au lieu de laisser comme ci-devant la collation des béné-

Appendice
(K.)
24e. Janv.

Appendix
(K.)

21th Jany.

Benefices to the Ordinary, the consent of the Governor in writing, must be first obtained. The inference is, that the Curates, appointed by the concurrent authority of the Governor and Bishop, could no longer be removeable by the separate authority of the latter, as has been hitherto practised; thus taking away the controul which the Bishop, (himself approved and paid by the Crown) has over his Clergy. Such a proceeding, so contrary to what has existed in the Colony from the commencement, could hardly fail to bring disorder into the discipline of the Roman Catholic Church in Canada, and in the case of a difference of opinion between the Governor and the Bishop, it might have the effect of enabling a Roman Catholic Curate, to recover tithes from his Roman Catholic Parishioners, after on their complaint, he has been interdicted by the Bishop, and no longer in a condition to perform for them, those religious services, for which the Tithe is the consideration. A Clause supposed to have such a tendency, could hardly fail to excite alarm in Canada, and if ever it were to be acted upon; it would unavoidably give rise to those unhappy feelings between Catholic and Protestant, which have tormented other countries, and from which Canada has been so fortunately exempt, under the beneficent and enlightened Government of His Majesty. If the practice hitherto peaceably and beneficially exercised by the Roman Catholic Bishop, under His Majesty's Government, were pretended to be unfounded in Law, it is by the decisions of Courts of Justice that such pretensions ought to be established, and not by Parliamentary interference.

CLAUSES 26, 27 and 28.

Only the last of these Clauses requires any remark. The provision which it contains for continuing the Salaries of the Officers of the Legislatures, to be paid no doubt out of the Colonial funds, although it may be just in regard to these Officers, ought to have been left to the Colonial Legislature. It has the appearance of an appropriation by the Parliament of the United Kingdom, of monies raised on the Subject in the Colonies, contrary to the Declaratory Act 18th Geo. III., confirmed by the existing Constitution of the Canadas. And it is because the aforementioned Declaration is considered, as the Palladium of the security of the property of the Subject in the Colonies, and of all his other rights, that reclamations against this Clause, have been made by all parties.

The general objections to the measure as stated by us, may be reduced to the following heads, viz:

1st. The satisfaction of both Provinces with the existing Constitution, as incontestably proved by the absence of all public complaints against it, or alleged evils resulting therefrom, previous to the arrival of the intelligence in the Colonies, of the introduction of the present Bill into Parliament.

2nd. The non existence of any evils actually proved to result from the established Constitution.

3rd. The general inexpediency of changes in established Constitutions, particularly when the Legislature must unavoidably be unacquainted with the local circumstances of the Countries, which those changes are to effect.

4th. The expressed repugnance of the Inhabitants of both Provinces of Canada to the proposed measure.

5th. The impracticability of obtaining the ends of the establishment of a subordinate and local Legislature, throughout so great an extent of new country, with such varieties of climate, wants and circumstances.

6th. The differences of the long established Codes of Law, local regulations and customs, in the two Provinces, and the opposition of their local interests.

The enacting Clauses of the Bill, according to our view of them, are liable to the following objections:

1st. They do not tend to diminish the expenses of the Colonies, remedy abuses, or render their Government less complicated and difficult.

2nd. They endanger or destroy the just right which His Majesty's Subjects in Lower-Canada enjoy by the existing Constitution, of not being taxed, or not having the proceeds of the taxes levied on them disposed of, without their consent, through their own Representatives.

3rd. They endanger the right which they now enjoy, and which is guaranteed to them in the most solemn manner, of preserving their existing Laws and Institutions, unless they consent by their Representatives to alterations.

4th. They impose unnecessary qualifications on persons, who may be elected to serve in the Assemblies, and lengthen the duration of the Colonial Legislatures, beyond the term now established by Law.

5th. They introduce among the Representatives of the people, independantly of the votes of the Electors, Executive Officers, contrary to all precedent within the British Dominions.

6th. They destroy an acknowledged privilege of all the Colonial Assemblies, without which they could have no existence, independant of the other authorities.

7th. They proscribe the language of the great majority of the people, in the Assembly of their own Representatives; and question a privilege connected with religion, uninterruptedly, peaceably and usefully exercised under His Majesty's Government, for more than half a century.

fices à l'ordinaire, il faudra préalablement obtenir le consentement par écrit du gouverneur. On doit en inférer que les curés, nommés concurremment par le gouverneur et l'évêque, ne seront plus révocables par l'autorité séparée de ce dernier comme ci-devant, ce qui ôte à l'évêque (qui lui-même est approuvé et pensionné par la couronne) tout contrôle sur son clergé. Une manière de procéder si différente de l'usage constant de la colonie, ne peut guères manquer de nuire à la discipline de l'église catholique-romaine en Canada. Si le gouverneur et l'évêque différoient d'opinion, cela pourroit mettre le curé en état d'exiger et de recevoir la dixme de ses paroissiens, même après avoir été, sur leur requête, interdit par l'évêque et rendu incapable de remplir les devoirs religieux en considération desquels il a droit à la dixme. Une clause qui est censée avoir produit un tel résultat, n'a pu manquer de causer de l'inquiétude en Canada, et si elle étoit jamais mise en exécution, elle feroit indubitablement naître ces malheureuses difficultés entre catholiques et protestans qui ont agité d'autres pays, et dont le Canada a toujours été heureusement exempt, sous le gouvernement bienfaisant et éclairé de Sa Majesté. Si l'usage jusqu'ici paisiblement et heureusement suivi étoit supposé mal fondé en loi, cette prétention devroit être la matière d'un jugement des cours de justice; et non d'un acte du parlement.

CLAUSES 26, 27 et 28.

La dernière de ces clauses demande seule quelques observations. La continuation des salaires des officiers des Législatures, à être pris sans doute sur les fonds des colonies, prescrite par cette clause, quelque juste quelle puisse être par rapport à ces officiers, devoit être laissée à la Législature coloniale. Cela ressemble à une appropriation, par le parlement impérial, du revenu prélevé sur le sujet dans les colonies, en opposition à l'acte déclaratoire de la 18e. Geo. III., confirmé par la constitution actuelle des Canadas; et c'est parce que cet acte déclaratoire est considéré comme le palladium de la sûreté des propriétés du sujet dans les colonies, et de tous ses autres droits, que de toutes parts on a fait entendre des réclamations contre cette clause.

Les objections générales contre ce bill, telles que nous les avons déduites, peuvent être présentées sous les chefs suivans, savoir:

1°. La satisfaction avec laquelle chaque province jouit de la constitution actuelle, satisfaction démontrée par le défaut de toute plainte publique contre elle, aussi bien que de tout allégué d'inconvéniens qui pourroient en résulter, avant que l'on apprit dans les colonies la nouvelle de l'introduction du bill actuel dans le parlement.

2°. Le défaut de preuve de l'existence d'aucun inconvénient grave résultant de la constitution établie.

3°. Le danger qui existe en général de faire des changemens dans une constitution établie, surtout lorsque la législature est dans l'impossibilité de connoître les circonstances locales des pays que ces changemens doivent affecter.

4°. La répugnance manifestée par les habitans des deux provinces.

5°. L'impossibilité d'obtenir le but de l'établissement d'une législature locale et subordonnée dans un pays nouveau et d'une si grande étendue, si différent dans son climat, dans ses besoins, et sous tant d'autres rapports.

6°. Les différences entre les codes de lois, les coutumes et usages locaux, établis depuis long-tems, et l'opposition des intérêts des deux provinces.

Les clauses statuant sur le bill, selon nous, sont sujettes aux objections suivantes:

1°. Elles ne tendent pas à diminuer les dépenses dans les colonies, ni à remédier aux abus, ni à rendre le gouvernement plus simple et plus facile.

2°. Elles mettent en péril ou détruisent les justes droits qu'ont les sujets de Sa Majesté dans le Bas-Canada, par la constitution actuelle, de n'être pas taxés, et de ne pas voir les impôts levés sur eux distribués, sans leur consentement par le moyen de leurs représentans.

3°. Elles attaquent le droit dont ils jouissent sous la garantie la plus solennelle, de conserver les lois et les institutions existantes, à moins qu'ils ne consentent à les altérer par leurs représentans.

4°. Elles imposent des qualifications inutiles aux personnes qui seront élues à l'avenir pour servir dans les assemblées, et prolongent la durée des législatures coloniales au delà du tems fixé maintenant par la loi.

5°. Elles introduisent parmi les représentans du peuple, sans l'aveu des électeurs, des officiers de l'exécutif, ce qui est sans précédent dans les domaines britanniques.

6°. Elles détruisent un privilège reconnu dans toutes les assemblées coloniales, sans lequel elles ne peuvent exister indépendamment des autres autorités.

7°. Elles proscrivent la langue de la grande majorité du peuple dans l'assemblée de ses représentans, et mettent en question un privilège lié à la religion, exercé utilement, paisiblement et sans interruption sous le gouvernement de Sa Majesté, pendant plus d'un demi-siècle.

Appendice
(K.)

24e. Jany.

Appendix
(K.)

24th Jany.

8th. They finally countenance an appropriation of the money levied on the Subjects in the Colonies, without the consent of their local Representatives.

On referring to the debates, during the progress of this Bill and the Canada Trade Act in the House of Commons, we find no motives alleged for the introduction of the present Bill after the passing of the latter, which contains the arrangements relating to the misunderstandings which had existed between the Upper and the Lower Province. The existence of the present Constitutions of the two Provinces for nearly Thirty years, without any misunderstanding with regard to Trade and Revenue, is the best proof that these differences were not a *necessary* consequence of the division of the late Province of Quebec. It is neither necessary nor practicable, that the Inhabitants of countries lying on the same extensive rivers forming their natural outlet to the sea, should be under the same Government. Europe shews many Countries so situated, even under independent Governments, where a good understanding on matters of Trade and Revenue has never been interrupted. The United States of America exhibit a great number of local Governments, having no communication with the sea, but through other States. If it were indispensable that countries on the waters of the same river should be under one local Legislature, the United States of America would have the best possible argument for uniting the Canadas to these States, which have now on the waters of the Saint Lawrence a greater population than that of all British America. The present Constitution of the Canadas, has however provided for the settlement of any differences which accidentally might arise between the two Provinces, respecting Trade or Revenue. It is perhaps to be regretted by both Provinces, that the recent complaints of Upper Canada were not laid before the Legislature of Lower-Canada, and that the latter Province had not, as well as the Upper Province, a Commissioner in England to support its interests, before any decision was had on these complaints. The decision is however made, and the Law is now in operation; and we have not as yet heard of any representations from the Constitutional authorities of either Province on this subject. The whole matter relating to Revenue between the two Provinces, now lies between the Colonial Executives, and His Majesty's Government in England; and it must, at least, be a matter of mutual congratulation to the Inhabitants of both Provinces, that it is in the hands of those who can have no interest in an unfair division of the proceeds of the taxes, and that a potent engine for exciting misunderstanding among those whose dearest interests lie in friendly union, no longer exists.

We have heard, indeed, in the Colonies, motives alleged for changes in the Constitution of Lower Canada; but as they bear the character of party, of prejudice, and even hatred, of the Inhabitants of that Province, they never can be supposed to influence the British Government. There, appeals have been made to the right of conquest, against people who have been for two generations native born British subjects; foreign attachments and feelings have been ascribed to those who have twice voluntarily hazarded their lives and fortunes, to preserve their allegiance to the British Crown. No calumny, no misrepresentation has been spared, against those who have uniformly walked in the path of honour and of duty, and who, if they were unfortunately torn from that allegiance which connects them with the British Empire, could not fail to perceive, that, natives and inhabitants of North America, they would partake in its fortunes.

We very much regret that we should have trespassed so much upon your indulgence by the length of this Letter. We entered into the subject with reluctance, but having done so, it became our duty to comply with your recommendation of expressing ourselves fully and freely.

We have no doubt but that His Majesty's Government will give the fullest consideration to a subject, of so much moment to the interest, quiet, and future well-being, of more than a million of natural born British Subjects, inhabiting the North American Colonies. It does not become us to weigh and speak of the interests of this great and glorious Empire. It has hitherto been the happiness of Canada to find in her own case, that amongst those interests, the most highly prized has always been the established rights and happiness of every portion of His Majesty's Subjects.

Should His Majesty's Government, at any future period, judge it expedient to countenance this Bill, we most respectfully solicit:

1st. That the Governors of Lower Canada and of Upper Canada, be instructed to recommend to their Legislatures respectively, and to sanction a Law, whereby a true Enumeration of the Population of the respective Cities, Towns, Villages, Townships, Parishes, Counties, Ridings, and Districts of each Province, may be made upon Oath, for the purpose of being transmitted to England, previous to the measure being again proceeded upon.

2nd. That the Governor of Lower-Canada be instructed to recommend to the Legislature, and to sanction a Law, for appointing a Commissioner or Commissioners to proceed to England, to be heard in support of the existing Constitution of the Province.

3^o. Finalement, elles fonctionnent l'appropriation de l'impôt levé sur le sujet dans les colonies, sans le consentement de les représentants.

En référant aux débats pendant que ce Bill et celui du Commerce du Canada étoient en agitation devant la Chambre des Communes, nous ne trouvons aucuns motifs allégués pour l'introduction du Bill actuel, après la passation de l'autre, qui contient les arrangements relatifs aux difficultés qui existoient entre les deux Provinces; et l'existence de la Constitution actuelle des deux Provinces pendant près de trente ans, sans qu'il se soit élevé aucune difficulté par rapport au commerce ou au revenu, est la meilleure preuve que ces difficultés n'étoient pas une suite *nécessaire* de la division de l'ancienne Province de Québec. Il n'est ni nécessaire ni praticable que les habitans de pays différens, situés près de grandes rivières formant leur sortie naturelle et commune vers la mer, soient réunis sous le même gouvernement. L'Europe nous montre plusieurs pays ainsi situés, même sous des gouvernemens indépendans, dans lesquels il n'y a jamais eu de malentendu par rapport au commerce et au revenu. On voit dans les États-Unis un grand nombre de gouvernemens locaux n'ayant aucune communication à la mer, si ce n'est à travers d'autres états. S'il étoit indispensable que des pays ainsi situés fussent placés sous une législature locale unique, les États-Unis d'Amérique auroient la meilleure raison possible d'annexer les Canadas à ces États, qui ont maintenant sur les bords du Saint-Laurent une population plus considérable que celle de toute l'Amérique angloise. La Constitution actuelle des Canadas a néanmoins pourvu à l'arrangement des difficultés qui pourroient s'élever entre les deux Provinces par rapport au commerce et au revenu. Les deux Provinces peuvent regretter, peut-être, que les plaintes récentes du Haut-Canada n'aient pas été communiquées à la législature du Bas-Canada, et que cette Province n'ait pas eu, comme le Haut-Canada, un commissaire en Angleterre pour soutenir ses droits, avant qu'on eût décidé sur ces plaintes. Maintenant la chose est décidée, et la loi en opération, et nous n'avons pas appris qu'il existât aucune représentation de la part des autorités constitutionnelles de l'une ou de l'autre Province à ce sujet. Tout ce qui a rapport au partage du revenu entre les deux Provinces, est maintenant placé entre les mains de l'Exécutif des Colonies et du Gouvernement de Sa Majesté en Angleterre, et ce doit être au moins un sujet de congratulation réciproque pour les habitans des deux Provinces, de voir cela entre les mains de personnes qui n'ont aucun intérêt à diviser d'une manière injuste le produit des taxes, et que l'on a mis de côté de cette manière un moyen puissant d'exciter des difficultés entre ceux dont l'intérêt le plus cher est d'être en bonne intelligence.

Nous avons, il est vrai, entendu alléguer dans les colonies des motifs de changemens dans la constitution du Bas-Canada; mais comme ils sont frappés au coin de l'esprit de parti, des préjugés et même de la haine contre les habitans de cette province, on ne peut jamais croire qu'ils aient aucun poids auprès du gouvernement britannique. On en a appelé au droit de conquête, contre un peuple dont les deux dernières générations sont nées sujets britanniques; on a supposé attachés à un peuple et à un gouvernement étrangers, ceux qui, deux fois, ont risqué leurs fortunes et leurs vies pour conserver l'allégeance qu'ils doivent à la couronne britannique; ni les calomnies, ni les faussetés n'ont été épargnées contre des hommes qui ont uniformément suivi le sentier de l'honneur et du devoir, et qui, si les liens qui les unissent à l'empire britannique étoient malheureusement rompus, ne pourroient manquer de sentir que nés et habitant dans l'Amérique du nord, ils en suivroient les destinées.

Nous regrettons d'être dans la nécessité de requérir votre indulgence pour une aussi longue lettre. Nous avons abordé cette question avec répugnance; mais l'ayant entreprise, nous devons, pour rencontrer vos vues, le faire complètement et librement.

Nous sommes assurés que le gouvernement de sa Majesté donnera la plus sérieuse attention à un objet si intimement lié avec les intérêts, le repos et le bien-être futur de plus d'un million de sujets anglois, habitans des colonies de l'Amérique du nord. Il ne nous appartient pas de peser et de discuter les intérêts de ce grand et glorieux empire. Le Canada a toujours eu le bonheur d'éprouver par lui-même, que l'Angleterre a constamment mis au rang de ses intérêts les plus chers, le soin de conserver les droits et de faire le bonheur de tous les sujets de sa Majesté.

Si le gouvernement de sa Majesté jugeoit convenable, à quelque époque plus reculée, de soutenir ce bill, nous demandons avec respect:

1^o. Qu'il soit donné instruction aux gouverneurs des deux provinces de recommander aux législatures respectives et de sanctionner une loi en vertu de laquelle on feroit un recensement exact et sous serment de la population des cités, villes, villages, townships, paroisses, comtés, divisions et districts dans chaque province, lequel seroit transmis en Angleterre avant de procéder de nouveau sur une semblable mesure.

2^o. Que le gouverneur du Bas-Canada reçoive instruction de recommander à la législature et de sanctionner une loi pour nommer un ou plusieurs commissaires qui se rendroient en Angleterre pour y être entendus au soutien de la constitution actuelle de la province.

Appendice
(K.)

24e. Jany.

Appendix
(K.)
24th Jany.

We humbly suggest that Instructions to the above effect are indispensable to the ends of justice, as Bills for similar purposes have been constantly opposed by the Provincial advisers of the Crown, for several years.

We have the honor to be,

Sir,
Your very humble and obedient servants,
(Signed) { L. J. PAPINEAU,
J. NEILSON.

R. Wilmot, Esq. M. P. Under
Secretary of State for the Co-
lonial Department.

Nous suggérons qu'il est indispensable aux fins de la justice de donner de semblables instructions, vu que des bills pour promouvoir ces objets ont été depuis plusieurs années constamment opposés par les conseils provinciaux de la couronne.

Nous avons l'honneur d'être,

Monsieur,
Vos très humbles et obéissants serviteurs,
(Signé) { L. J. PAPINEAU,
JOHN NEILSON.

R. Wilmot, écuyer, M. P.
sous-secrétaire d'état au
département des colonies.

Appendice
(K.)
24e. Jany.

Appendix
(L.)
25th Jany.

To the Honorable the Knights, Citizens, and Burgesses of
Lower Canada, in Legislative Session assembled.

The Report of the Agricultural Society for the District of
Quebec.

AT the Meeting of the Legislature in its last Session, a Statement of the Funds placed at the disposal of this Society was submitted, exhibiting a balance in hand of One hundred and ninety-six pounds. This amount was further augmented in the month of March succeeding, by a Sum of Three hundred pounds, being a balance due to the Society out of the Vote of the Legislature of the Session preceding. Finding the Funds at this low ebb, the Society deemed it expedient to use additional frugality in its future Expenditure, and on this principal considerably reduced the amount offered as Premiums for the District; at the same reduced proportions the several Auxiliary Societies of this District which had complied with the conditions of their former grants of assistance, were supplied with the means of preserving their Institutions in being.

Notwithstanding the limited means of action, the Society has had occasion to commend and reward various Exhibitions of Articles at the several Shews held during the past year, as well as the quality of the Ploughing at the last Competition. On the whole, it is the opinion of this Committee, that a proportional degree of improvement has taken place, in as far as it has had an opportunity of noticing.

The modes hitherto pursued by the Society, towards effecting improvement in the Agricultural Processes within this District, are still considered good and efficient in several respects; of themselves, however, the Society considers them inadequate to the general diffusion of agricultural knowledge.

The proper rudiments or principles of the present improved state of Farming in Europe, it may be said, are nearly, if not altogether, wanting; this is not much to be wondered at, seeing the detached situation of this Province, from those countries, wherein Agriculture has been studied upon rational and scientific principles; at the head of which we are proud to place our Mother Country. Other countries have attained a high degree of perfection in the Science, particularly the Netherlands; to the Agriculture of which, that of Great Britain looks up as to the Parent. France also is now making rapid strides towards perfection, to the accomplishment of which, Government has laudably called into active operation, several of those learned men who are now so distinguished for scientific knowledge in that Kingdom.

The modes of instruction followed in those countries, are, no doubt, worthy of imitation. The Society begs leave to recommend their adoption, and would willingly contribute its assistance in the establishment and subsequent administration of a School of Agricultural Instruction, wherein a certain number of Farmers' sons might be initiated into the scientific principles, as well as the most approved practical methods pursued in Great Britain and elsewhere, annually discharged fit to take upon themselves the improved management of their Fathers' Estates. The distribution of these regularly instructed Farmers throughout the District, would, by their example of better management and concomitant success on their Farms, influence the practice of their neighbours, and in a few years, it is thought, generally improve the whole. In conjunction with this Plan, the Society further would undertake to conduct a periodical work exclusively on this subject, on the plan of those published in Great Britain, France, the United States, and elsewhere with such good effect. It is expected that such a publication would have a tendency to cause Farmers to discuss different agricultural topics, and to gradually do away the habit of taking for granted, that all the practices now in use, and which have been so time out of mind, are therefore necessarily the best.

The Committee will consider it a duty to lay before this Honorable House, such details on these subjects as may be thought necessary, for the establishment of which, and for the ordinary operations of the Society, the Committee prays an adequate pecuniary aid.

The Society, moreover, humbly prays for a special grant of the sum of Two hundred and eighty-nine pounds one shilling and fourpence, the same being to liquidate the balance of a debt incurred by the importation, three years since, of a number of Agricultural Implements to serve as models, and which have been

Aux honorables Chevaliers, Citoyens et Bourgeois du Bas-
Canada en Session Législative.

Rapport de la Société d'Agriculture pour le district de Québec.

LA dernière session de la Législature il a été soumis un état des fonds mis à la disposition de cette société, faisant voir une balance en mains de £196. Cette somme a été encore augmentée au mois de Mars suivant d'une somme de £300 qui étoit une balance due à la société sur le vote de la Législature dans la session précédente. Voyant les fonds aussi bas, la société a jugé expédient d'user d'économie dans sa dépense future, et sur ce principe elle a considérablement réduit les sommes offertes en récompenses pour le district, et elle a fourni dans les mêmes proportions aux différentes sociétés auxiliaires de ce district qui s'étoient conformées aux conditions auxquelles l'assistance leur avoit été accordée la première fois, les moyens de conserver leurs institutions sur pied.

Malgré le peu de moyens qu'elle avoit, la société a eu occasion d'approuver et récompenser la montre de divers effets aux différentes exhibitions qui ont eu lieu dans le cours de l'année dernière, ainsi que la qualité des labours au dernier concours. Sur le tout le Comité est d'opinion que l'agriculture s'est améliorée, autant qu'il a eu occasion d'observer.

Les méthodes employées jusqu'à présent pour l'amélioration de l'agriculture dans ce district sont encore regardées comme bonnes et efficaces sous plusieurs rapports; néanmoins la société ne les considère point comme proportionnés à la diffusion générale des connoissances agricoles.

Les vrais élémens ou principes de l'agriculture actuelle de l'Europe sont, on le peut dire, à peu près sinon entièrement ignorés; et cela n'est pas bien étonnant si l'on considère la situation de cette province qui est détachée de ces pays où l'agriculture a été étudiée sur des principes raisonnés et scientifiques, et à la tête desquels nous nous enorgueillissons de pouvoir mettre la mère-patrie. D'autres pays ont atteint un haut degré de perfection dans la science, particulièrement les Pays-Bas, que la Grande-Bretagne regarde comme le berceau de l'agriculture. La France fait aussi des progrès rapides vers la perfection, et pour cela le gouvernement a, d'une manière louable, invité à coopérer avec lui plusieurs de ces savans qui sont maintenant si distingués dans le royaume par leurs connoissances.

Les modes d'instruction suivis dans ces pays-là méritent certainement d'être imités: la Société prend la liberté d'en recommander l'adoption, et elle contribuerait volontiers de son assistance dans l'établissement et l'administration subséquente d'une école d'instructions dans l'agriculture, où l'on pourroit enseigner à un certain nombre de garçons de cultivateurs les principes scientifiques ainsi que les méthodes pratiques les plus approuvées dans la Grande-Bretagne et ailleurs, lesquels étant annuellement déchargés, pourroient se charger de la conduite des biens de leurs pères. Ces cultivateurs régulièrement instruits étant distribués dans le district influeroient, par leur exemple de meilleure administration et de meilleur succès de leurs terres, sur la pratique de leurs voisins, et l'on pense que dans peu d'années toute l'agriculture se perfectionneroit. En adoptant ce plan, la Société entreprendroit de plus de conduire un ouvrage périodique exclusivement sur ce sujet, sur le plan de ceux qui sont publiés dans la Grande-Bretagne, en France, dans les Etats-Unis et ailleurs avec tant d'effet. On pense qu'une telle publication tendroit à faire discuter aux cultivateurs différens sujets d'agriculture, et à détruire graduellement l'habitude de prendre pour un fait que toutes les pratiques maintenant en usage et qui l'ont été de tems immémorial sont nécessairement les meilleures.

Le Comité se fera un devoir de mettre devant cette honorable Chambre les détails que l'on croira nécessaires sur ces objets, pour lesquels, ainsi que pour les opérations ordinaires de la Société, le Comité prie qu'il soit accordé une aide pécuniaire suffisante.

La Société demande humblement de plus un octroi spécial de la somme de £289 1 4, pour liquider la balance d'une dette encourue, il y a trois ans, par l'importation d'un nombre d'instrumens d'agriculture pour servir de modèles, et qui ont été distribués dans le district dans cette intention, et aussi les frais d'une petite col-

Appendice
(L.)
25e. Jany.

Appendix (L.) 25th Jany.

distributed throughout the District with that intention; also the expense of a small collection of Books on Agricultural Subjects, judged necessary to be possessed by this Society, to enable it to act more effectively.

It would be trite to use argument to shew that the prosperity of a country, particularly a new one as this is, depend materially on the state of its agriculture; the Committee will therefore conclude its Report, requesting an inspection of the Treasurer's Statement of the Funds placed at its disposal, wherein it is hoped its judicious and economical application will be apparent.

J.H. PLANTE',

Quebec, 10th January, 1825. President, A. S. Q.

DR. The Quebec Agricultural Society in Account Current with Thos. Wilson, Treasurer. CR.

<p>1825. Jany. To amount of disbursements, by order of the managing Committee of the Quebec Agricultural Society, from the 1st December 1823 to this date - - - 332 16 11½ To Balance in the hands of the Treasurer - - - - - 163 16 4½</p> <hr/> <p>£496 13 4</p>	<p>1825. Decr. 1, By Balance in the hands of the Treasurer - - - - - 196 13 4</p> <p>1824. March 30, By Cash received of the Receiver General, being the Balance of £800 Currency voted by the Legislature for 1823, by Warrant dated 25d inst. 300 0 0</p> <hr/> <p>£496 13 4</p>
--	--

Errors excepted.

Quebec, 10th January 1825.

THOS. WILSON, Treasurer.

Disbursements, by Order of the Managing Committee, of the Quebec Agricultural Society, from 1st December, 1823, to the 10th January, 1825.

1824. Jan. 5. To Cash paid to divers persons, Premiums and Gratifications, at the District Show of Fatted Swine & Poultry in Quebec, £49 0 0	
8. To Do. paid to Michel Dufresne and Jos. De Varennes, for Ploughing, 30s each, 3 0 0 To Do. paid to Gabriel Lessard of St. Joachim, for Apples, - - - 0 10 0	
April 14. To Do. paid to divers persons, Premiums and Gratifications, at the District Show of Fatted Cattle, and for Agricultural Produce and Experiments in Quebec, 136 15 0	
May 30. To Do. paid to D. Fraser of St. Giles, Gratification for Red Clover Seed, 1 10 0	
June 25. To Do. paid to the Auxilary Society of St. François for 1824, - - - 8 10 0	
July 1. To Do. paid Do. of Pointe Aux Trembles, - - - - - 8 10 0	
17. To Do. paid Do. of St. Thomas, - - - 8 10 0	
July 22. To Do. paid to divers persons, Premiums and Gratifications, at the Cattle Show for the County of Quebec, - - - 13 2 6	
Sept. 8. To Do. paid to the Auxiliary Society of Sainte Marie, for 1824, - - - 12 10 0	
Oct. 7. To Do. paid to divers persons, Premiums and Gratifications, at the District Cattle Show and Ploughing Match near Quebec, - - - - - 43 5 0 To Do. paid to Messrs. Neilson & Cowan for Printing, from the 6th August, 1823, to the 21st July, 1824, - - - 39 14 5½	
1825 Jan. 5. To Do. paid divers persons, Premiums and Gratifications, at the District Show of Fatted Swine & Poultry in Quebec, 8 0 0	
	£332 16 11½

Errors excepted.

THOS. WILSON, Treasurer.

Quebec, 10th January, 1825.

The undermentioned Auxiliary Societies are to receive the Sums under noted, as soon as they have complied with the conditions required of them by the managing Committee of the Society.

The Auxiliary Society of Kamouraska, - - -	£12 10 0
Ditto, ditto, of Ste. Anne, - - -	10 0 0
Ditto, ditto, of St. Charles, - - -	12 10 0
Ditto, ditto, of St. Paul's Bay, - - -	8 10 0
Ditto, ditto, of St. Jean, - - -	8 10 0
Ditto, ditto, of Cap Santé, - - -	8 10 0
Ditto, ditto, of Malbaie, - - -	4 5 0
	£64 15 0

For Premiums and Gratifications for the District Cattle Show, and for Agricultural Produce and Experiments on the 30th March next, - - - 100 0 0
For Printing &c. up to the 10th April next, - - - 20 0 0

£184 15 0

THOS. WILSON, Treasurer.

Quebec, 10th January 1825.

lection de livres d'agriculture jugés nécessaires à cette Société pour pouvoir agir avec plus d'effet. Appendice (L.)

Il seroit inutile d'employer des argumens pour démontrer que la prospérité d'un pays, surtout d'un nouveau pays comme celui-ci, dépend essentiellement de l'état de son agriculture. Le Comité conclura donc son Rapport en demandant un examen de l'Etat du trésorier sur les fonds mis à sa disposition, où l'on espère qu'il paroitra que l'emploi en a été fait avec jugement et économie.

J.H. PLANTE',

Québec, 10 Janvier 1825. Prés. S. A. Q.

DR. La Société d'Agriculture de Québec en compte courant avec THOMAS WILSON, Trésorier. AVOIR.

<p>1825. Jany. Montant des Déboursés par ordre du Comité de la Société d'Agriculture de Québec, depuis le 1er. Décembre jusqu'à ce jour, 332 16 11½ Balance entre les mains du Trésorier, 163 16 4½</p> <hr/> <p>£496 13 4</p>	<p>1825. 1er Déc. Balance entre les mains du Trésorier, 196 13 4</p> <p>1824. 30 Mars. Argent reçu du Receveur-Général, étant la balance de £800 courant votés par la Législature pour 1823, par Warrant daté du 25 du courant, 300 0 0</p> <hr/> <p>£496 13 4</p>
--	--

Sauf erreurs.

THOS. WILSON, Trésorier.

Québec, 10 Janvier 1825.

Déboursés par ordre du Comité de la Société d'Agriculture de Québec, depuis le 1er Décembre 1823 jusqu'au 10 Janvier 1825.

1824. 5 Jany. Argent payé à diverses personnes, récompenses et gratifications à l'exhibition du district pour les porcs et volailles engraisés, à Québec, £49 0 0	
8. " Do. payé à Michel Dufresne et Jos. De Varennes, pour labours, 30s chacun, 3 0 0 Do. payé à Gabriel Lessard, de Saint-Joachim, pour des pommes, 0 10 0	
14 Avril. Do. payé à diverses personnes, récompenses et gratifications à l'exhibition du district pour les animaux gras et pour des produits d'agriculture et expériences, à Québec, 136 15 0	
30 Mai. Do. payé à D. Fraser, de Saint-Giles, gratification pour graine de trèfle rouge, 1 10 0	
25 Juin. Do. payé à la société auxiliaire de Saint-François pour 1824, 8 10 0	
1er Juil. Do. payé à do. do. de la Pointe-aux-Trembles, 8 10 0	
17. " Do. payé à do. do. de Saint-Thomas, 8 10 0	
22. " Do. payé à diverses personnes, récompenses et gratifications à l'exhibition d'animaux pour le comté de Québec, 13 2 6	
8 Sept. Do. payé à la société auxiliaire de Sainte-Marie pour 1824, 12 10 0	
7 Oct. Do. payé à diverses personnes, récompenses et gratifications à l'exhibition d'animaux pour le district et au parti de labours près de Québec, 43 5 0 Do. payé à Messrs. Neilson & Cowan pour impressions depuis le 6 août 1823 jusqu'au 21 juillet 1824, 39 14 5½	
1825 5 Jany. Do. payé à diverses personnes, récompenses et gratifications à l'exhibition du district pour les porcs et volailles engraisés, à Québec, 8 0 0	
	£332 16 11½

Sauf erreurs.

THOS. WILSON, Trésorier.

Québec, 10 Janvier 1825.

Les Sociétés Auxiliaires ci-dessous mentionnées recevront les sommes ci-marquées dès qu'elles se feront conformées aux conditions requises d'elles par le Comité de la Société.

La Société Auxiliaire de Kamouraska, - - -	£12 10 0
Ditto ditto de Sainte-Anne, - - -	10 0 0
Ditto ditto de Saint-Charles, - - -	12 10 0
Ditto ditto de la Baie Saint-Paul, - - -	8 10 0
Ditto ditto de Saint-Jean, - - -	8 10 0
Ditto ditto du Cap-Santé, - - -	8 10 0
Ditto ditto de la Malbaie, - - -	4 5 0
	£64 15 0

Pour les récompenses et gratifications à l'exhibition d'animaux du district et pour les produits de l'agriculture et les expériences, le 30 Mars prochain, 100 0 0
Pour impressions, &c. jusqu'au 10 Avril prochain, 20 0 0

£184 15 0

THOS. WILSON, Trésorier.

Québec, 10 Janvier 1825.

SCHEDULE of Statements, &c. respecting the PROVINCIAL REVENUE of the CROWN, between 1st November 1823 and 1st November 1824. Appendix (M.)

- 31st Jan'y.
- No. 1. ACCOUNT of Cash received by John Caldwell, and John Hale, Esquires, Receivers General, for Casual and Territorial Revenues.
 2. Ditto of ditto received by John Hale, Esquire, Receiver General, for Duties and Licenses under the Statute 14th Geo. III.
 3. Ditto of ditto received by ditto, for Duties on Wines, under the Provincial Act 33d Geo. III.
 4. Ditto of ditto received by ditto, for Duties on Goods, Wares and Merchandize, and Licenses under ditto, 35th Geo. III. cap. 8 and 9.
 5. Ditto of ditto, received by ditto, for Duties and Licenses for Billiard Tables, and on manufactured Tobacco and Snuff, under ditto 41st Geo. III.
 6. Statement of monies collected under the Provincial Acts 45th Geo. III. Cap. 12, 51st Geo. III. Cap. 12, 2d Geo. IV. Cap. 7, and of the expenses incurred in supporting and improving the Navigation of the River Saint Lawrence.
 7. Account of Duties collected under the Provincial Act 48th Geo. III. Cap. 19, for the improvement of the Inland Navigation of the River St. Lawrence.
 8. Account of Cash received by John Hale, Esquire, Receiver General, for duties under the Provincial Act 53d Geo. III. Cap. 11, amended by 55th Geo. III. Cap. 2.
 9. Ditto of ditto received by ditto, for Duties under ditto 55th Geo. III. Cap. 3.
 10. Ditto of ditto received by ditto, for Duties under ditto 59th Geo. III. Cap. 4, continued and amended by 4th Geo. IV. Cap. 10.
 11. Ditto of ditto received by ditto, for Duties under the Acts of the Imperial Parliament 3d Geo. IV. Cap. 44 and 45, and 4th Geo. IV. Cap. 2.
 12. Ditto of ditto received by ditto, for Duties under ditto 3d Geo. IV. Cap. 119.
 13. Ditto of ditto received by ditto, for Fines, Forfeitures, &c.
 14. Ditto of Provincial Revenue collected and received between 1st Novr. 1823, and 1st Novr. 1824.
 15. STATEMENT shewing the duties collected under sundry Acts, and the several appropriations thereof.
 16. ABSTRACT of Warrants granted by His Excellency the Earl of Dalhousie, G. C. B. Captain General and Governor in Chief, and by His Excellency the Honorable Sir Francis Burton, K. C. G. Lieutenant-Governor, on John Hale, Esquire, Receiver General, in payment of the Civil Expenditure of Lower-Canada, from 1st Novr. 1823 to 1st Novr. 1824.
 17. ABSTRACT of Warrants granted by His Excellency the Earl of Dalhousie, G. C. B. Captain General and Governor in Chief, and by His Excellency the Honble. Sir Francis Burton, K. C. G. Lieutenant Governor, on John Hale, Esquire, Receiver General, in payment of the Salaries of the Officers of the Legislature and the Contingent expenses thereof.
 18. STATEMENT of the expense of collecting the Revenue of Lower-Canada, from 1st Novr. 1823 to 1st Novr. 1824.

Quebec, 27th January 1825.

T. A. YOUNG,

Inspector General of Public Provincial Accounts.

No. 1.

ACCOUNT of Cash received by John Caldwell and John Hale, Esquires, Receivers General, for CASUAL and TERRITORIAL REVENUE, between 1st November 1823 and 1st November 1824.

KING'S POSTS.

Cash received from James M'Douall, 12 Months Rent to 10th October 1824, - - - - £1200 0 0

FORGES OF SAINT MAURICE.
(None received.)

KING'S WHARF.

From William Finlay, Esquire, 12 Months Rent of that part leased to the late John Mure, Esquire, to 1st June 1824, 325 0 0
From Irvine M'Naught & Co., 12 Months Rent of another part to 1st November 1823, - - - - 26 11 0

DROIT DE QUINT.

Received from sundry Persons, vizt.

From Pierre Charray on his purchase of the Fief Dorville, - - - -	£166 13 4
From Ditto on his purchase of the Seignior of Grondines, - - - -	204 10 9
From Moses Hart on his purchase of the same Seignior, - - - -	103 12 8
	474 16 9

LODS ET VENTES.

Cash received from Sundry Persons, viz:

<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><td>Joseph Gagnon, - - - -</td><td style="text-align: right;">£42 6 6</td></tr> <tr><td>Marquis & Martineau, - - - -</td><td style="text-align: right;">58 6 8</td></tr> <tr><td>Pierre Bussière, - - - -</td><td style="text-align: right;">3 10 1$\frac{1}{2}$</td></tr> <tr><td>Pierre Fiset, - - - -</td><td style="text-align: right;">4 2 10$\frac{3}{4}$</td></tr> <tr><td>Pierre Boutin, - - - -</td><td style="text-align: right;">3 4 7</td></tr> <tr><td>J. O. Plessis, - - - -</td><td style="text-align: right;">50 0 0</td></tr> <tr><td>Honble. F. W. Primrose, - - - -</td><td style="text-align: right;">2 10 0</td></tr> <tr><td>Michel Berthelot, - - - -</td><td style="text-align: right;">16 9 11</td></tr> <tr><td>George Black, - - - -</td><td style="text-align: right;">59 3 7</td></tr> <tr><td>R. K. Young, - - - -</td><td style="text-align: right;">45 6 2</td></tr> <tr><td>Joseph Tinkler, - - - -</td><td style="text-align: right;">18 2 6</td></tr> <tr><td>Jean Bélanger, - - - -</td><td style="text-align: right;">8 6 8</td></tr> <tr><td>Charles Gaulin, - - - -</td><td style="text-align: right;">44 15 7</td></tr> <tr><td>Jos. Foucher, - - - -</td><td style="text-align: right;">33 13 4</td></tr> <tr><td>J. M. Pepin dit Lachance, - - - -</td><td style="text-align: right;">2 17 8</td></tr> <tr><td>Jos. Derome dit Décarreau, - - - -</td><td style="text-align: right;">20 12 1</td></tr> <tr><td>Veuve Gagné, - - - -</td><td style="text-align: right;">23 12 9</td></tr> </table>	Joseph Gagnon, - - - -	£42 6 6	Marquis & Martineau, - - - -	58 6 8	Pierre Bussière, - - - -	3 10 1 $\frac{1}{2}$	Pierre Fiset, - - - -	4 2 10 $\frac{3}{4}$	Pierre Boutin, - - - -	3 4 7	J. O. Plessis, - - - -	50 0 0	Honble. F. W. Primrose, - - - -	2 10 0	Michel Berthelot, - - - -	16 9 11	George Black, - - - -	59 3 7	R. K. Young, - - - -	45 6 2	Joseph Tinkler, - - - -	18 2 6	Jean Bélanger, - - - -	8 6 8	Charles Gaulin, - - - -	44 15 7	Jos. Foucher, - - - -	33 13 4	J. M. Pepin dit Lachance, - - - -	2 17 8	Jos. Derome dit Décarreau, - - - -	20 12 1	Veuve Gagné, - - - -	23 12 9		<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><td style="text-align: right;">Brought forward, £437 1 0$\frac{1}{2}$</td></tr> <tr><td>H. Atkinson & A. Campbell, - - - -</td><td style="text-align: right;">33 2 6</td></tr> <tr><td>Jos. Tourangeau, - - - -</td><td style="text-align: right;">6 3 4</td></tr> <tr><td>Jean Bornais, - - - -</td><td style="text-align: right;">5 0 2</td></tr> <tr><td>Laurent Tremblay, - - - -</td><td style="text-align: right;">8 7 9</td></tr> <tr><td>E. C. Casgrain & Ph. Panet, - - - -</td><td style="text-align: right;">26 9 2</td></tr> <tr><td>Jean Bélanger, - - - -</td><td style="text-align: right;">4 8 9</td></tr> <tr><td>Jos. Oreley, - - - -</td><td style="text-align: right;">6 1 6</td></tr> <tr><td>Etienne Bois, - - - -</td><td style="text-align: right;">44 9 0</td></tr> <tr><td>Madame Drapeau, - - - -</td><td style="text-align: right;">36 11 3</td></tr> <tr><td>John Fisher, - - - -</td><td style="text-align: right;">200 0 0</td></tr> <tr><td>Jos. Tessier dit Laplante, - - - -</td><td style="text-align: right;">12 10 0</td></tr> <tr><td>Js. Montizambert, - - - -</td><td style="text-align: right;">11 2 3</td></tr> <tr><td>Jean Bélanger, - - - -</td><td style="text-align: right;">0 14 4$\frac{1}{2}$</td></tr> <tr><td>J. & J. M. Fraser, - - - -</td><td style="text-align: right;">82 3 9</td></tr> <tr><td>François Boulé, - - - -</td><td style="text-align: right;">61 2 3</td></tr> <tr><td>François Arteau, - - - -</td><td style="text-align: right;">9 14 6</td></tr> <tr><td></td><td style="text-align: right; border-top: 1px solid black;">985 1 7</td></tr> </table>	Brought forward, £437 1 0 $\frac{1}{2}$	H. Atkinson & A. Campbell, - - - -	33 2 6	Jos. Tourangeau, - - - -	6 3 4	Jean Bornais, - - - -	5 0 2	Laurent Tremblay, - - - -	8 7 9	E. C. Casgrain & Ph. Panet, - - - -	26 9 2	Jean Bélanger, - - - -	4 8 9	Jos. Oreley, - - - -	6 1 6	Etienne Bois, - - - -	44 9 0	Madame Drapeau, - - - -	36 11 3	John Fisher, - - - -	200 0 0	Jos. Tessier dit Laplante, - - - -	12 10 0	Js. Montizambert, - - - -	11 2 3	Jean Bélanger, - - - -	0 14 4 $\frac{1}{2}$	J. & J. M. Fraser, - - - -	82 3 9	François Boulé, - - - -	61 2 3	François Arteau, - - - -	9 14 6		985 1 7
Joseph Gagnon, - - - -	£42 6 6																																																																						
Marquis & Martineau, - - - -	58 6 8																																																																						
Pierre Bussière, - - - -	3 10 1 $\frac{1}{2}$																																																																						
Pierre Fiset, - - - -	4 2 10 $\frac{3}{4}$																																																																						
Pierre Boutin, - - - -	3 4 7																																																																						
J. O. Plessis, - - - -	50 0 0																																																																						
Honble. F. W. Primrose, - - - -	2 10 0																																																																						
Michel Berthelot, - - - -	16 9 11																																																																						
George Black, - - - -	59 3 7																																																																						
R. K. Young, - - - -	45 6 2																																																																						
Joseph Tinkler, - - - -	18 2 6																																																																						
Jean Bélanger, - - - -	8 6 8																																																																						
Charles Gaulin, - - - -	44 15 7																																																																						
Jos. Foucher, - - - -	33 13 4																																																																						
J. M. Pepin dit Lachance, - - - -	2 17 8																																																																						
Jos. Derome dit Décarreau, - - - -	20 12 1																																																																						
Veuve Gagné, - - - -	23 12 9																																																																						
Brought forward, £437 1 0 $\frac{1}{2}$																																																																							
H. Atkinson & A. Campbell, - - - -	33 2 6																																																																						
Jos. Tourangeau, - - - -	6 3 4																																																																						
Jean Bornais, - - - -	5 0 2																																																																						
Laurent Tremblay, - - - -	8 7 9																																																																						
E. C. Casgrain & Ph. Panet, - - - -	26 9 2																																																																						
Jean Bélanger, - - - -	4 8 9																																																																						
Jos. Oreley, - - - -	6 1 6																																																																						
Etienne Bois, - - - -	44 9 0																																																																						
Madame Drapeau, - - - -	36 11 3																																																																						
John Fisher, - - - -	200 0 0																																																																						
Jos. Tessier dit Laplante, - - - -	12 10 0																																																																						
Js. Montizambert, - - - -	11 2 3																																																																						
Jean Bélanger, - - - -	0 14 4 $\frac{1}{2}$																																																																						
J. & J. M. Fraser, - - - -	82 3 9																																																																						
François Boulé, - - - -	61 2 3																																																																						
François Arteau, - - - -	9 14 6																																																																						
	985 1 7																																																																						

Carried forward, £437 1 0 $\frac{1}{2}$

Received from George Arnold, two years Rent of a lot of Ground in the Lower Town of Quebec, to 25th October 1823, - - - - 0 10 0

Currency, £3011 19 4

Errors Excepted.

Quebec, 27th January 1825.

T. A. YOUNG,

Inspector General of Public Provincial Accounts.

Appendix
(M.)

No. 2.

ACCOUNT of CASH received by John Hale, Esquire, Receiver General, for Duties and Licenses, under the Statute 14th Geo. III. between 31st Jany. 1st. November 1823 and 1st. November 1824.

DUTIES				
Cash received from M. H. Perceval, Esquire, Collector at Quebec, for the Quarter ended 5th January 1824,				£2707 16 11
Ditto from ditto, for ditto, ended 5th April,				0 0 0
Ditto from ditto, for ditto, ended 5th July,				11,210 17 9
Ditto from ditto, for ditto, ended 10th October,				12618 1 8
				<hr/>
				£26536 16 4
DEDUCT—Amount of Duties returned per Abstract No. 16, £4529 18 9 Sterling,				5033 5 3
				<hr/>
				£21,503 11 1

LICENSES FOR RETAILING SPIRITUOUS LIQUORS:

Cash received from Ls. Montizambert, Esqr. Acting Provincial Secretary, for 1351 Licenses at 40s. each,	2702 0 0
	<hr/>
Currency,	£24205 11 1

Errors Excepted.
Quebec, 27th January 1825.

T. A. YOUNG,

Inspector General of Public Provincial Accounts.

No. 3.

ACCOUNT of CASH received by John Hale, Esquire, Receiver General, for Duties on Wines, under the Act of the Provincial Parliament, 33rd Geo. III, between 1st November 1823, and 1st November 1824.

Cash received from M. H. Perceval, Esquire, Collector at Quebec, for the Quarter ended 5th January 1824,	£ 211 6 2
Ditto from ditto, for ditto, ended 5th April,	0 0 0
Ditto from ditto, for ditto, ended 5th July,	722 2 8
Ditto from ditto, for ditto, ended 10th October,	1222 15 8
<hr/>	
Currency,	£2156 4 6

Errors Excepted.

Quebec, 27th January 1825.

T. A. YOUNG,

Inspector General of Public Provincial Accounts.

No. 4.

ACCOUNT of CASH received by John Hale, Esquire, Receiver General, for Duties on Sundry Goods, Wares, and Merchandise, and for Licenses, under the Acts 35th Geo. III, Cap. 8 and 9, between 1st November 1823, and 1st November 1824.

DUTIES.				
Cash received from M. H. Perceval, Esquire, Collector at Quebec, for the Quarter ended 5th January 1824,				£1177 9 10
Ditto from ditto, for ditto, ended 5th April,				0 0 0
Ditto from ditto, for ditto, ended 5th July,				11389 12 3
Ditto from ditto, for ditto, ended 10th October,				12304 0 2
				<hr/>
				£25871 2 3
DEDUCT.—Amount Duties returned per Abstract No. 16, £130 8 7 Sterling,				144 18 5
				<hr/>
				£25726 3 10

LICENSES.

Cash received from Ls. Montizambert, Esquire, Acting Provincial Secretary, viz:				
Hawkers and Pedlars,			93	
Spirituous Liquors,			1351	
				<hr/>
1444 Licenses at 40s. each,				2888 0 0
				<hr/>
Currency,				£28614 3 10

Errors Excepted.

Quebec, 27th January 1825.

T. A. YOUNG,

Inspector General of Public Provincial Accounts.

No. 5.

ACCOUNT of CASH received by John Hale, Esquire, Receiver General, for DUTIES ON LICENSES for BILLIARD TABLES, and on manufactured TOBACCO and SNUFF, under the Acts of the Provincial Parliament 41st Geo. III. Chap. 13 & 14, between 1st November 1823 and 1st November 1824.

Cash received from Ls. Montizambert Esq. Acting Provincial Secretary, for 3 Licenses at £12 10s. each,	£37 10 0
--	----------

DUTIES.

Cash received from M. H. Perceval, Esq. Collector at Quebec, for the Quarter ended 5th January 1824,	£1 16 3
Ditto from ditto, for ditto ended 5th April,	0 0 0
Ditto from ditto, for ditto ended 5th July,	16 3
Ditto from ditto, for ditto ended 10th October,	10 10 10
<hr/>	
	19 3 4
Currency,	£50 13 4

Errors Excepted.

Quebec, 27th January 1825.

T. A. YOUNG,

Inspector General of Public Provincial Accounts.

No. 6.

Appendix
(M.)

31st Jany.

STATEMENT of Monies collected under the Acts of the Provincial Parliament 45th Geo. III. Chap. 12; 51st Geo. III. Chap. 12; and 2nd Geo. IV. Chap. 2, and of the expenses incurred in supporting and improving the Navigation of the River Saint Lawrence, between 1st November 1823 and 1st November 1824.

To Balance short of the Expenditure, as per statement to 1st November 1823,	£ 331 6 5	By Duties under Act 45th Geo. III.	
John Lambly, Salary as Harbour Master at Quebec, from 1st November 1823 to 31st October 1824,	177 15 6	Amount in the Quarter ended 5th January 1824,	£452 17 6
Jos. Fenwick, ditto as Assistant ditto at ditto,	111 2 2	Ditto, in ditto ditto 5th July,	435 13 9
Gab. Franchère, ditto as Harbour Master at Montreal,	40 0 0	Ditto, in ditto ditto 10th October,	1176 3 9
Rob. Young, ditto as Superintendent of Pilots at Quebec,	100 0 0		£ 2064 15 0
Charles Hambleton, ditto as Keeper of the Light House on Green Island,	100 0 0	By Duties on Steam Boats under 2nd Geo. IV. Chap. 10.	
Ditto, allowance as ditto, for paying an Assistant,	25 0 0	Amount in the Quarter ended 5th January 1824,	101 16 3½
Wm. Lindsay, Salary as Register of the Trinity House at Quebec,	70 0 0	DEDUCT.	£ 2166 11 3½
John Delisle, ditto as Clerk to the Branch of ditto at Montreal,	20 0 0	Naval Officer's Commission of 2½ per cent,	54 3 3½
Jacques Langlois, ditto as Water Bailiff at Quebec,	25 0 0		£ 2112 8 0
Claude Thibault, ditto as ditto at Montreal,	10 0 0	By Dock Dues in the Cul de Sac, under 51st Geo. III.	
Wm. Lindsay, on account of disbursements as Treasurer of the Trinity House, for 1824.	695 17 4	Amount from 11th October 1823 to 10th October 1824,	£115 3 10
	£ 1706 1 5	DEDUCT.	
Balance unexpended,	515 15 3	Assistant Harbour Master's Commission at 5 per cent,	5 15 2
Currency,	£ 2221 16 8		109 8 8
		Errors Excepted.	Currency £ 2221 16 8

Quebec, 27th January 1825.

T. A. YOUNG,
Inspector General of Public Provincial Accounts.

No. 7.

ACCOUNT of DUTIES collected under the Provincial Act 48 Geo. III. Cap. 19, for the Improvement of the Inland Navigation of the River Saint Lawrence, between 1st November 1823 and 1st November 1824.

Amount unexpended, as per statement, to 1st November 1823. (No account received since.)		£5710 19 6
Balance unexpended, Errors Excepted.		Currency, £5710 19 6

Quebec, 27 January 1825.

T. A. YOUNG,
Inspector General of Public Provincial Accounts.

No. 8.

ACCOUNT of Cash received by John Hale, Esquire, Receiver General, for Duties under the Provincial Act 53d Geo. III, Cap. 11, amended by 55th Geo. III. Cap. 2, between 1st November 1823 and 1st November 1824.

Cash received from M. H. Perceval, Esquire, Collector at Quebec, for the Quarter ended 5th January 1824,		£1214 15 10
Ditto from ditto for ditto ended 5th April,		0 0 0
Ditto from ditto for ditto ended 5th July,		9814 15 4½
Ditto from ditto for ditto ended 10th October.		6298 10 4½
		£17328 1 6½
Cash received from Wm. Macrae, Esquire, at St. John, for the Quarter ended 5th Jany 1824,	£ 0 0 0	
Ditto from ditto for ditto ended 5th April,	0 9 6	
Ditto from ditto for ditto ended 5th July,	3 12 10	
Ditto from ditto for ditto ended 10th October,	5 5 5	
		9 7 9
Errors Excepted.		Currency, £17337 9 3½

Quebec, 27th January 1825.

T. A. YOUNG,
Inspector General of Public Provincial Accounts.

No. 9.

ACCOUNTS of CASH received by John Hale, Esquire, Receiver General, for Duties under the Provincial Act 55th Geo. III. Cap. 3, between 1st November 1823 and 1st November 1824.

Cash received from M. H. Perceval, Esquire, Collector at Quebec, for the Quarter ended 5th January 1824,		£1991 18 6
Ditto from ditto for ditto ended 5th April,		0 0 0
Ditto from ditto for ditto ended 5th July,		6984 7 10½
Ditto from ditto for ditto ended 10th October,		9756 2 5
		£18,732 8 9½
DEDUCT—Duty returned, per abstract No. 16.	£11 7 6 Sterling,	13 3 11
Errors Excepted.		Currency, £18,719 4 10½

Quebec, 27th January 1825.

T. A. YOUNG,
Inspector General of Public Provincial Accounts.

Appendix
(M.)
31st Jany.

No. 10

ACCOUNT of Cash received by John Hale, Esquire, Receiver General, for DUTIES under the Provincial Act 59th Geo. III. Cap. 4, continued and amended by Act 4th Geo. IV. Cap. 10, between 1st November 1823 and 1st November 1824.

Cash received from Wm. Macrae, Esquire, Collector at St. John, for the Quarter ended 5th January 1824,		£	907	5	4½
Ditto from ditto for ditto ended 5th April,			962	18	8
Ditto from ditto for ditto ended 5th July,			2413	3	10
Ditto from ditto for ditto ended 10th October,			2771	2	8½
			<hr/>		
			£7054	10	7
Cash received from John Simpson, Esq. Collector at Coteau du Lac, for the Quarter ended 5th January 1824,	£43	8	9½		
Ditto from ditto for ditto ended 5th April,		2	10	0	
Ditto from ditto for ditto ended 5th July,		89	5	0	
Ditto from ditto for ditto ended 10th October.		10	8	9	
			<hr/>		
			145	12	6½
		Currency,	£7200	3	1½

Errors Excepted.

Quebec, 27th January 1825.

T. A. YOUNG,

Inspector General of Public Provincial Accounts.

No. 11.

ACCOUNT of CASH received by John Hale, Esquire, Receiver General, for Duties under the Acts of the Imperial Parliament, 3d Geo. IV, Cap. 44 and 45, and 4th Geo. IV, Cap. 2, between 1st November 1823 and 1st November 1824.

Cash received from M. H. Perceval, Esquire, Collector at Quebec, for the Quarter ended 5th January 1824,	£	0	0	0	
Ditto from ditto, for ditto, ended 5th April,		0	0	0	
Ditto from ditto, for ditto, ended 5th July,		616	16	1½	
Ditto from ditto, for ditto, ended 10th October,		39	5	0	
		<hr/>			
		Currency,	£656	1	1½

Errors Excepted.

Quebec, 27th January 1825.

T. A. YOUNG,

Inspector General of Public Provincial Accounts.

N^o. 12.

ACCOUNT of CASH received by John Hale, Esquire, Receiver General, for Duties under the Act of the Imperial Parliament, 3d. Geo. IV, Cap. 119, between 1st. November 1823 and 1st. November 1824.

Cash received from M. H. Perceval, Esquire, Collector at Quebec, for the Quarter ended 5th January 1824,	£162	15	6
Ditto from ditto for ditto ended 5th April,		0	0
Ditto from ditto for ditto ended 5th July,		612	13
Ditto from ditto for ditto ended 10th October,		2248	11
		<hr/>	
		£3024	0
Cash received from Wm. Macrae, Esquire, Collector at St. John, for the Quarter ended 5th January 1824,	£317	14	11
Ditto from ditto for ditto ended 5th April,		141	0
Ditto from ditto for ditto ended 5th July,		1768	9
Ditto from ditto for ditto ended 10th October,		574	7
		<hr/>	
		2801	12
Cash received from John Simpson, Esquire, Collector at Côteau du Lac, for the Quarter ended 5th January 1824,	£183	1	10½
Ditto from ditto for ditto ended 5th April,		2	10
Ditto from ditto for ditto ended 5th July,		752	7
Ditto from ditto for ditto ended 10th October,		618	14
		<hr/>	
		1556	13
Cash received from A. C. Taschereau, Esquire, Collector at Sainte Marie Nouvelle Beauce, for the year ended 5th January 1824,		60	5
		<hr/>	
		Currency,	£7442

Errors Excepted.

Quebec, 27th January 1825.

T. A. YOUNG,

Inspector General of Public Provincial Accounts.

No. 13.

ACCOUNT of CASH received by John Hale, Esquire, Receiver General, for FINES, FORFEITURES, &c. between 1st November 1823 and 1st November 1824.

Received from M. H. Perceval, Esquire, Collector at Quebec, His Majesty's Share of Seizures,	£	61	2	4½
Received from Wm. Macrae, Esquire, Collector at St. John, ditto of ditto,		256	11	10
Received from W. S. Sewell, Esquire, Sheriff of the District of Quebec, Fines received by him, from 11th October 1822 to 10th April 1823,		52	1	8
Received from F. W. Ermatinger, do. of the do. of Montrea', do. from 1st July 1822 to 30th June 1823,		172	12	6
Received from Lewis Gogy, do of the do. of Three-Rivers, ditto in the year 1823,		48	2	2
Received from A. Dionne & J. Deguise, Esquires, Magistrates, Fines,		16	13	4
Received from Wm. Macrae, Esquire, do. do.		1	5	0
Received from Ls. Belair, Esquire, do. do.		0	12	6
Received from Ambroise Trudel, Esquire, do. do.		1	0	0
Received from J. G. Boisseau, Esquire, do. do.		5	11	3
Received from Messrs Vallières & Duval, His Majesty's Share of a Fine in the case of Miss De Lanaudière vs. Boutin.		0	2	6
		<hr/>		
		Currency,	£610	15

Errors Excepted.

Quebec, 27th January 1825.

T. A. YOUNG,

Inspector General of Public Provincial Accounts.

No. 14.

ACCOUNT of Provincial Revenue, collected and received between 1st November 1823 and 1st November 1824.

N ^o . 1. Cafual and Territorial Revenue,	-	-	-	-	-	-	£3011 19 4
2. Duties under the 14th Geo. III, Licenfes under ditto,	-	-	-	-	£21503 11 1	2702 0 0	24205 11 1
3. Duties under Provincial Act 33d Geo. III,	-	-	-	-	-	-	2156 4 6
4. Ditto under ditto 35th ditto, Licenfes under ditto ditto,	-	-	-	-	£25726 3 10	2888 0 0	28614 3 10
5. Ditto under ditto 41st Geo. III, Duties under ditto ditto,	-	-	-	-	£37 10 0	13 3 4	50 13 4
6. Pilotage Duties under ditto 45th ditto, Fines under ditto ditto Dock Dues under ditto 51st ditto, Duties on Steam Boats under 2d Geo. IV, Cap. 7,	-	-	-	-	£2064 15 0	0 0 0	115 3 10
	-	-	-	-	-	101 16 3½	2281 15 1½
7. Duties under 48th Geo. III, Cap. 19, (no account received,)	-	-	-	-	-	-	0 0 0
8. Ditto under 53d ditto, amended by 55th Geo. III, Cap. 2,	-	-	-	-	-	-	17337 9 3½
9. Ditto under 55th ditto, Cap. 3,	-	-	-	-	-	-	18719 4 10½
10. Ditto under 59th ditto, Cap. 4, continued by 4th Geo. IV, Cap. 10,	-	-	-	-	-	-	7200 3 1½
11. Ditto under Acts of the Imperial Parliament 3d Geo. IV, Cap. 44 and 45, and ditto 4th Geo. IV, Cap. 2,	-	-	-	-	-	-	656 1 1½
12. Ditto under ditto of ditto, 3rd Geo. IV, Cap. 119,	-	-	-	-	-	-	7442 11 3½
13. Fines, Forfeitures, &c.	-	-	-	-	-	-	610 15 1½
							Currency, £112286 12 1

Quebec, 27 January 1825.

Errors Excepted.

T. A. YOUNG,
Inspector General of Public Provincial Accounts.

No. 15.

STATEMENT shewing the Duties collected under Sundry Acts of the Provincial Parliament of Lower-Canada, and the several Appropriations thereof, between 1st November 1823, and 1st November 1824.

To amount of Salaries of the Officers of the Legislature and Contingencies, per abstract No. 17,	8021 11 5	By Balance unappropriated per last year's Statement,	£168,167 10 0
To appropriations by sundry Provincial Acts, viz:		By amount of Duties under 33, Geo. III. per Account No. 3,	2156 4 6
Per 35, Geo. III Cap. 9, annual aid to His Majesty, Sterling, £5,000 0 0	5,555 11 1	By ditto of ditto under 35, ditto per ditto 4,	28,614 3 10
55, " " " 10, Pensions to wounded Militia Men, and Widows, per abstract No. 16, Sterling, £337 10 0	375 0 0	By ditto of ditto under 53 and 55, do. per do. 8,	17,337 9 3½
3, Geo. IV. Cap. 3, Salary to the Lieutenant Governor, Sterling, £2,500	2,777 15 6	By ditto of ditto under 55 do. Cap. 3, per do. 9,	18,719 4 10½
Allowance to do. for House Rent,	500 0 0	By ditto of ditto under 59 do. Cap. 4, continued by 4, Geo. IV. Cap. 10, per ditto 10,	7,200 3 1½
" " 27, for Houses of Correction in the three Districts,	600 0 0	By ditto of ditto under the Acts of the Imperial Parliament, 3, Geo. IV. Cap. 44 and 45, and 4, Geo. IV. Cap. 2, per do. 11,	656 1 1½
" " 28, for payment of Salaries to certain Militia Officers, - - - £1,700		By do. under 3, Geo. IV. Cap. 119, p. do. 12,	7,442 11 3½
For expenses of prosecuting Delinquents, - - - 300	2,000 0 0	Deduct.	
" " 29, for Support of the House of Industry at Montreal, ...	250 0 0	Expenses of Collection, vizt:	
" " 39, for Pension to Dame Badelard, Widow Panet, ...	300 0 0	Incidents at Quebec, - - - - £1,726 7 4	
4, Geo. IV. Cap. 16, for Loan to be effected by the Commissioners of Lachine Canal, ...	20,000 0 0	Ditto at St. John - - - - 385 2 5	
For interest on the same, up to 31st October 1824 per abstract No. 16, Sterling, £357 2 3 ...	396 15 10	Salary of Land Waiter at Côteau du Lac, 18 months, to 10th April 1824, - - - - - 45 0 0	
" " 28, for the relief of Insane, Infirm and Sick persons, and support of Foundlings &c. ...	4,300 0 0	Allowance to the Collector at ditto in lieu of Salary & Contingencies, 12 months, to 10th October 1824, Sterling, £60 - - - - - 66 13 4	
" " 52, for the support of the Emigrant Hospital at Quebec, ...	600 0 0	Ditto to the ditto at Nouvelle-Beauce, for the year ended 5th January 1824, - - - - - 30 2 9	
" " 35, for the Society of Education at ditto ...	200 0 0		2,253 5 10
" " 38, for payment of Printing Acts of the Legislature, ...	411 5 0		79,872 12 8
	£46,287 18 10		
To arrears to the Province of Upper-Canada, awarded by the Arbitrators appointed pursuant to the Act of the Imperial Parliament, 3rd, Geo. IV. Cap. 119, ...	12,220 17 6	By amount received from the Commissioners of the Market Hall at Quebec, in repayment of part of the Sum advanced under the Provincial Act 55, Geo. III. Cap. 17, ...	579 5 8
To proportion of Duties to ditto under the Provincial Acts 33, 35, 53, 55, Geo. III. from 6th July 1819 to 5th July 1822, paid pursuant to ditto, ...	35,342 2 1	By ditto from Revd. F. Demers, late of Bonaventure, in Chaleur Bay, one of the Commissioners for issuing Provisions to distressed Parishes in 1816, for 2½ barrels Flour sold by him, ...	10 0 0
To ditto of ditto to ditto under ditto, and 3, Geo. IV. Cap. 44 and 45, and 4, Geo. IV. Cap. 2, and 3, Geo. IV. Cap. 119, from 6th July 1822 to 10th October 1824, paid pursuant to ditto ...	31,127 15 9		
	£124,978 14 2		
Balance unappropriated	123,650 13 9½		
Currency, £248,629 7 11½		Errors excepted.	

The Balance of £96,117 13 0½ Sterling, acknowledged by the late Receiver General and unaccounted for, is included in this sum.

Quebec, 27th January 1825.

T. A. YOUNG,
Inspector General of Public Provincial Accounts.

Appendix
(M.)
31st Jany.

No. 16.

ABSTRACT of WARRANTS granted by His Excellency the EARL of DALHOUSIE, K. C. B. Captain General and Governor in Chief, and by His Excellency the Honorable Sir FRANCIS BURTON, K. C. G. Lieutenant Governor, on John Hale, Esquire, Receiver General, in payment of the Civil Expenditure of Lower-Canada, from 1st Novr. 1823 to 1st Novr. 1824.

NAMES.	FOR WHAT.	Amount Sterling.		
		£	s.	d.
His Excellency the Earl of Dalhousie, G. C. B.	Salary as Captain General and Governor in Chief, from 1st November 1823 to 30th April 1824,	2250	0	0
His Excellency the Honble. Sir F. Burton, K. C. G.	Ditto as Lieutenant Governor of the Province of Lower-Canada, from 1st November 1823 to 31st October 1824,	2500	0	0
Ditto,	Allowance for House Rent as ditto,	450	0	0
Alexr. Forbes,	Twelve months Salary as Lieutenant Governor of Gaspé to 30th April 1824,	300	0	0
A. W. Cochran,	Ditto as Civil Secretary to the Governor in Chief to 31st October 1824,	500	0	0
Ls. Montizambert,	Ditto as Assistant ditto to ditto,	200	0	0
Robert Dunn,	Ditto as Assistant in the Office of ditto to ditto,	183	0	0
Dominick Daly,	Salary as an extra ditto in ditto from 7th Novr. 1823 to 31st Octr. 1824, at 10s per diem,	180	0	0
Wm. Flint,	Ditto as Private Secretary to the Lieutenant-Governor of the Province administering the Government from 1st September to 31st October 1824, at £200 Sterling per annum,	93	8	5
Thomas Douglafs,	Ditto as Clerk in the Office of the Civil Secretary from 1st November 1823 to 31st October 1824,	100	0	0
Ditto,	Allowance as ditto for House Rent, &c.	75	0	0
Lewis Harper,	Salary as Keeper of the Civil Secretary's Offices,	45	0	0
Wm. Woodington,	Ditto as Messenger in ditto,	45	0	0
James Thompson,	Ditto as ditto in ditto,	41	4	0
A. L. J. Duchesnay,	12 months Rent of a House for the Offices of ditto,	135	0	0
Henry Cowan, Post Master,	Postage of Letters and Packets on the Public Service in the Civil Secretary's Department from 11th October 1823 to 10th October 1824,	1095	13	5
Neilson & Cowan,	For printing done and Stationery furnished for Government,	60	18	6
Thos. Cary & Co.	For ditto and ditto for ditto,	47	12	7
J. C. Fisher, King's Printer,	For advertisements in the Quebec Gazette published by authority,	67	19	1
Lewis Harper,	For work done at and for sundries furnished to the Civil Secretary's Office,	8	2	8
A. W. Cochran,	Allowance for extra Fuel required for the Civil Secretary's Offices from 1st Novr. 1823, to 30th April 1824,	22	10	0
Thomas Amyot,	Salary as Secretary and Register of the Province from 1st May 1823 to 30th April 1824,	400	0	0
Ls. Montizambert, Act. Prov. Secretary,	Twelve months allowance for providing an Office for registering and enrolling the Grants of the Crown Lands to 31st Octr. 1824,	54	0	0
Ditto,	Contingencies of his Office from 11th April 1823, to 10th Octr. 1824,	148	4	1
John Phillips,	For workmanship and materials in fitting up and repairing the Offices under the Bishop's Palace occupied by the Provincial Secretary, &c.	181	8	1
A. W. Cochran,	Twelve months Salary as auditor of Land Patents to 31st October 1824,	200	0	0
Edw. Powen,	Ditto as French Translator to Government,	200	0	0
John Hale,	Salary as Receiver General from 25th Novr. 1823, to 31st Octr. 1824, at £1000 Sterling per annum,	932	17	6
Ditto,	Allowance as ditto for a Clerk, from ditto to ditto, at £100 sterlg. per annum,	93	5	9
Ditto,	Salary as Inspector General of Public Provincial Accounts from 1st to 24th Novr. 1823, at 20s Stg. per diem,	24	0	0
Ditto,	Allowance as ditto for a Clerk from ditto to ditto at £100 Sterling per annum,	6	14	3
T. A. Young,	Salary as Inspector General of Public Provincial Accounts from 25th Novr. 1823 to 31st Octr. 1824, at 20s Stg. per diem,	342	0	0
Ditto,	Allowance as ditto for a Clerk from ditto to ditto, at £100 Stg. per annum,	93	5	9
Ditto,	Amount of his account as ditto for Stationery, Acts and Journals, and Boxes for containing the Public Papers of his Office,	45	6	2
Fred. East,	Salary as Naval Officer at Quebec,	100	0	0
Collector & Comptroller, Quebec,	One year's rent of the Naval Office at ditto to 30th April 1824,	18	0	0
Jonathan Sewell,	Twelve months Salary as a Member of the Executive Council to 31st Oct. 1824.	100	0	0
John Richardson,	Ditto as ditto to ditto,	100	0	0
A. L. J. Duchesnay,	Ditto as ditto to ditto,	100	0	0
James Kerr,	Ditto as ditto to ditto,	100	0	0
M. H. Perceval,	Ditto as ditto to ditto,	100	0	0
Oliv. Perrault,	Ditto as ditto to ditto,	100	0	0
W. B. Coltman,	Ditto as ditto to ditto,	100	0	0
Wm. Smith,	Ditto as ditto to ditto,	100	0	0
Wm. B. Coltman,	Ditto as Chairman of the Committee of the Executive Council for auditing Public Accounts to ditto,	400	0	0
James Irvine,	Two years allowance to him as a Member of ditto from 28th October 1817 to the 27th Octr. 1819 at £200 Sterling per annum, as recommended by a report of the committee of the whole Council, dated 6th July 1824, on a reference from the Earl of Dalhousie in Council on 5th June last,	400	0	0
H. W. Ryland,	Twelve months Salary as Register and Clerk of the Executive Council, and also for an allowance to him for the contingent expenses of the Fuel, Printing and Stationery required for the use of his Office to 31st Octr. 1824,	550	0	0
G. H. Ryland,	Ditto as Assistant Clerk of ditto to ditto,	183	0	0
Bernard Hale,	Ditto as Secretary to the Committee of audit to ditto,	183	0	0
John King,	Ditto as Messenger in the Office of the Clerk of the Executive Council,	50	0	0
Ditto,	Allowance to enable him to provide the Fuel required for an additional number of Stoves, and to cover the increased expense of clearing and taking care of the apartments appropriated to the use of the Executive Council,	40	0	0
Michael Quin,	Salary as Door Keeper to the Executive Council,	50	0	0
Jasper Brewer,	For having completed an analytical Index to the State Books lodged of record in the Executive Council Office, as recommended by a Committee of the whole Council on 5th December 1823,	110	0	0
W. B. Coltman, Chairman of the Committee of Audit,	His account for various assistance procured in preparing accounts required by the Legislature, as recommended by ditto 5th March 1824,	135	14	1
Thos. Cary, & Co.	For Stationery supplied the Committee of Audit, from 11th April 1823 to 10th October 1824,	20	16	1
John Phillips,	For fitting up the Audit Office,	34	11	10
Ditto,	For repairs to the Council Office,	20	2	11
Carried over,		£14156	15	2

NAMES.	FOR WHAT.	Amount Sterling.			Appendix (M.)	
		£	s.	d.		
		Brought over,	£14	15	2	
R. & A. Haddan, E. Woodbury, Jonathan Sewell,	For Carpets and Chairs for the different Offices at the Executive Council chambers, For repairs and putting stove pipes in the rooms of the Executive Council, Salary as Chief Justice of Lower-Canada, from 1st November 1823 to 31st October 1824,	40	6	5	31st Jan'y.	
		5	3	3		
James Monk, James Kerr,	Ditto as ditto of Montreal, from 1st May 1823 to 30th April 1824, Ditto as one of the Puisné Judges of the Court of King's Bench for the District of Québec, from 1st November 1823 to 31st October 1824,	1500	0	0		
Oliv. Perrault, Ed. Bowen, Isaac Ogden and Representatives,	Ditto as ditto for ditto, from ditto to ditto, Ditto as ditto for ditto, from ditto to ditto, Ditto as ditto for the District of Montreal, from 1st November 1822 to 1st February 1824, at £900 Sterling per annum,	1100	0	0		
James Reid, L. C. Foucher, Geo. Pyke, P. Bedard, Alex. Caron,	Ditto as ditto for ditto, from 1st November 1823 to 31st October 1824, Ditto as ditto for ditto to ditto, Ditto as ditto for ditto to ditto, Ditto as Judge of the Court of King's Bench at Three-Rivers, to ditto, Ditto as Provincial Judge of the Inferior District of Gaspé, from 1st November 1823 to 31st October 1824,	900	0	0		
John Fletcher, James Kerr, N. F. Uniacke, Chs. Marshal, C. R. Ogden, Geo. Vanfelson, N. F. Uniacke, Attorney General, Ditto, Geo. Vanfelson, Advocate General, W. S. Sewell,	Ditto as ditto, of the District of Saint Francis, Ditto as Judge of the Court of Vice Admiralty, Ditto as Attorney General, Ditto as Solicitor General, from 1st November 1822 to 31 October 1823, Ditto as ditto, from 1st November 1823 to 31st October 1824, Ditto as Advocate General, from ditto to ditto, Amount of his account for professional services performed between April 1823 and April 1824, including his travelling charges, On account of expenses of summoning Crown Witnesses, &c. Amount of his account for professional services performed between 11th October 1823 and 10th October 1824, Salary as Sheriff of the District of Québec, from 1st November 1823 to 30th April 1824, Allowance as ditto for paying a Public Executioner, from ditto to ditto, Amount of his contingencies as Sheriff of the District of Québec, to 10th April 1824,	1133	0	3		
		900	0	0		
		900	0	0		
		900	0	0		
		600	0	0		
		500	0	0		
		500	0	0		
		200	0	0		
		200	0	0		
		200	0	0		
		2016	13	4		
		180	0	0		
		258	4	8		
		50	0	0		
		13	10	0		
		563	10	11		
		50	0	0		
		13	10	0		
		247	10	0		
		360	0	0		
		100	0	0		
		27	0	0		
		£2457	6	10		
		127	11	11		
		2329	14	11		
Lewis Gagy,	Salary as Sheriff of the District of Three-Rivers, from 1st November 1823 to 31st October 1824,	75	0	0		
Ditto,	Allowance as ditto for paying a Public Executioner from ditto to ditto,	27	0	0		
Ditto,	Contingencies of his Office of Sheriff of the District of Three-Rivers in 1823 and 1824,	422	4	3		
Thomas Man,	Salary as Sheriff of the District of Gaspé, from 1st November 1823 to 31st October 1824,	70	0	0		
Ditto,	Allowance as ditto for Travelling Expenses,	10	0	0		
Ditto,	Contingencies of his Office to 10th October 1823, and on account of ditto to 10th October 1824,	61	15	5		
Henry Blackstone,	Salary as Coroner of the District of Québec, from 1st November 1823 to 31st October 1824,	100	0	0		
J. M. Mondelet,	Ditto as ditto at Montreal,	36	0	0		
Ditto,	Contingencies of his Office, from 11 October 1823 to 10th October 1824,	83	17	4		
Hugh Frazer, Representatives of the late Gilbert Ainslie, Ditto, Wm. Green,	Ditto as Coroner at Three-Rivers, from 11th April to 10th October 1823, Salary as Clerk of the Crown, from 1st November 1823 to 31 May 1824, at £100 Stg. per annum, Contingencies as ditto, from August 1823 to March 1824,	11	13	7		
		55	12	4		
		332	12	1		
		16	15	4		
		42	16	9		
Ditto,	For Services at the last Criminal Term,	16	15	4		
John Delisle,	Salary as Clerk of the Crown for the District of Montreal, from 1st June to 31st October 1824, at £40 Stg. per annum,	162	8	4		
Ditto,	Services in the Court of King's Bench and Oyer and Terminer in August, September and November 1824,	8	7	8		
Hugh Frazer,	Salary as Clerk of the Crown for the District of Three-Rivers, from 1st June to 31st October 1824, at £20 Stg. per annum,	50	0	0		
Amasa Bebee,	Salary as Clerk of the Provincial Court, and Clerk of the Peace for the District of Gaspé, from 1st November 1823 to 31st October 1824,	15	0	0		
Ditto,	Allowance as ditto, for Stationery,	250	0	0		
J. T. Taschereau, J. G. Thompson, Thomas McCord,	Salary as Joint Chairman of the Quarter Sessions at Québec, Ditto as ditto at ditto, Ditto as Police Magistrate at Montreal, from 1st November 1823 to 2d June 1824, at £250 Stg. per annum,	250	0	0		
		147	11	11		
		147	11	11		
J. M. Mondelet, Saml. Gale,	Ditto as ditto at ditto, from ditto to ditto, Ditto as ditto at ditto, from 3d June to 31st October 1824, at £500 Stg. per annum,	206	16	11		
Thos. Coffin,	Ditto as Chairman of the Quarter Sessions at Three-Rivers, from 1st November 1823 to ditto,	200	0	0		
		Carried over,	£35,044	18	1	

Appendix (M)	NAMES.	FOR WHAT.	Amount Sterling.
		Brought over,	£35014 18 1
31st Jany.	Thomas Coffin, R. Christie,	Salary as Inspector and Head of the Police at Three Rivers, On account of his Salary as Chairman of the Quarter Sessions for the Inferior District of Gaspé,	50 0 0
	I.s. Montizambert, Ditto,	Salary as Clerk of the Court of Appeals, Allowance as ditto for Stationery,	120 0 0 6 0 0
	M. Landry, Thos. Aylwin, Fred. Goedike, Hugh Fraser, Geo. Henderson, Ditto,	Salary as Usher to the Court of Appeals, Ditto as Interpreter to the Court of King's Bench and Quarter Sessions at Quebec, Ditto as ditto to ditto at Montreal, Ditto as ditto to ditto at Three-Rivers, Ditto as Keeper of the Common Gaol at Quebec, Allowance as ditto for paying two Turnkeys,	27 0 0 40 0 0 40 0 0 25 0 0 90 0 0 72 0 0
	Representatives of the late Peter Holt, Ditto,	Salary as Keeper of the Common Gaol at Montreal, from 1st November 1823 to 30th May 1824, at £90 Stg. per annum, Allowance as ditto for paying two Turnkeys, from ditto to ditto, at £40 Cy. per annum,	52 5 5 41 16 4
	Geo. Holland, Ditto,	Salary as ditto, from 22d June to 31st October 1824, at £90 Stg. per annum, Allowance as ditto for paying two Turnkeys from ditto to ditto, at £40 Cy. each per annum,	32 10 11 26 0 9
	Rich. Johnston, Ditto,	Salary as ditto at Three-Rivers, from 1st November 1823 to 31st October 1824, Allowance as ditto for paying one Turnkey,	45 0 0 22 10 0
	M. Landry, Geo. Stanley, Jos. Plamondon, Geo. Stanley, P. Portugais, Thos. Aylwin, Representatives of the late Rich. Hart,	Salary as Crier to the Court of King's Bench and Quarter Sessions at Quebec, Ditto as ditto to ditto at Montreal, Ditto as Tipstaff to the Court of King's Bench at Quebec, Ditto as ditto at Montreal, Ditto as Crier and ditto to the Courts at Three-Rivers, Salary as High Constable at Quebec, Ditto as ditto at Montreal, from 1st May to 19th June 1823,	20 0 0 20 0 0 18 0 0 18 0 0 25 0 0 36 0 0 2 9 3
	Perrault & Ross, Prothonotaries at Quebec, Levesque & Monk, ditto at Montreal, Thomas & Fraser, ditto at Three Rivers, Green & Perrault, Clerks of Peace Quebec, Ditto and ditto,	Contingencies of their Office, from 11th Oct. 1822 to 10th April 1824, and on account of do. to 10th Oct. 1824, Ditto of ditto from 11th April 1823 to 10th April 1824, and on account of ditto to ditto, Ditto of ditto to 10th April 1824, An allowance to them for issuing 182 Notices, preparing 27 Original Subpœnas and 180 Copies, in consequence of the enquiry into the conduct of Mr. Larue, made under the order of His Excellency the Governor in Chief. Amount of their accounts for services as Joint Clerks of the Peace, usual allowance for Stationery and Commission on the Amount of Fines received by them for 12 months ending 10th Oct. 1824, Ditto of ditto for ditto and allowance for Stationery, for 6 months to 10th Oct. 1823, Ditto of ditto for ditto from 10th April 1823 to 10th Oct. 1824,	407 16 2 250 0 7 82 19 1 15 6 11 163 5 3 21 3 4
	John Delisle, ditto at Montreal, Thomas & Fraser, ditto at Three Rivers, C. B. Felton, Clerk of the Court, District of St. Francis, Amasa Beebe, Clerk of the Court at Gaspé, Perrault & Ross, Clarke & Appleton, J. L. Wolff, Moses Hart, Pierre Portugais, Keeper of the Court House at Three Rivers, Gaspard Degan,	To enable him to pay the Contingent expenses of his Office, and to purchase Stoves and Stove Pipes, and to provide Fuel for the use of the Court-House, Amount of his account for the hire of Rooms to hold the Circuit Courts at Carleton, Percé and Gaspé, Balance of their account for repairs to the Court House at Quebec, to 10th Oct. 1823, For sundry alterations and repairs done in the Court of King's Bench at Montreal, For painting the Goal at Three-Rivers, For Materials furnished ditto at ditto pursuant to the Act 3 Geo. 4, Cap. 31, His account for washing and cleaning the Court-House, &c. in Oct. 1824, Allowance to enable him to procure Firewood, for the Rooms he occupies in the Court House, at Montreal, from 1st Nov. 1824 to 31st Oct. 1825, Balance of his account of services of Self and Constables during the Criminal Terms of the Court of King's Bench in 1823 and 1824, For services performed by himself and 8 Constables at the Criminal Court in Sept. 1823, For ditto by ditto and ditto in March and Sept. 1824, On account of the Expense of serving Subpœnas and for the care of Crown Witnesses, &c. at the Term of Oyer and Terminer held at Montreal, in Augt. and November 1824, His account for mileage in the service of Subpœnas for the Court at Montreal, in Sept. 1823, Ditto for ditto in service of ditto for ditto at Three Rivers in ditto, His Account for serving Subpœnas at the Criminal Term at Three-Rivers in Sept. 1823, His ditto for ditto at ditto, and travelling charges for the arrest of J. B. Janvier, Chairmen at the Quarter Sessions at Quebec, for the purposes of the Police, Ditto at Montreal for ditto ditto, Ditto at ditto, Balance of disbursements of the Police Office, from 1st February 1823 to 31st October 1824, Ditto at Three-Rivers, for the purposes of the Police, For performing Circuits, For ditto ditto, For ditto ditto, To reimburse so much paid by him for the transportation of five Prisoners beyond the Seas, Salary as Surveyor General, from 1st November 1823 to 31st October 1824, Allowance as do for Office Rent and Fuel, Ditto as ditto for an Office Servant, Ditto as ditto for Stationery, Salary as first Clerk in the Surveyor General's Office, Ditto as second ditto in ditto, Ditto as Clerk to the Auxiliary Land Board, On Account of Disbursements in surveying the Township of Godmanchester, For further advance of the Survey to trace the line dividing the augmentation of the Seignior of Nicolet and the Township of Aston, Balance of his Account for surveying the Township of Warwick, Amount of his Account for ditto of the Township of Staufold, Balance of his ditto for ditto of part of the Township of Kilkenny, Amount of his ditto of ditto for ditto of the North West Portion of ditto,	102 12 0 7 13 0 1 13 4 169 4 0 22 10 0 5 17 4 3 0 0 13 10 0 62 19 10 27 4 6 96 12 5 90 0 0 10 18 5 4 10 3 1 6 4 1 16 10 90 0 0 100 0 0 79 7 2 51 0 0 150 0 0 112 10 0 75 0 0 112 10 0 100 0 0 75 0 0 100 0 0 75 0 0 47 0 0 450 0 0 67 10 0 40 0 0 20 0 0 183 0 0 150 0 0 100 0 0 195 0 0 15 0 0 95 14 5 61 4 0 36 3 5 95 4 10
	Danl. Fraser, J. Girardeau, J. Pothier, J.T. Taschereau & J. G. Thompson, J. M'Cord & J. M. Mondelét, Samuel Gale, Thomas Coffin, Jonathan Sewell, Chief Justice, James Ker, Judge K. B. Quebec, Olivier Perrault, ditto ditto, Edward Bowen, ditto ditto, James Reid, ditto Montreal, L. C. Foucher, ditto ditto, George Pyke, ditto ditto, P. Bedard, ditto at Three Rivers, George Henderson, Joseph Bouchette, Ditto, Ditto, Ditto, William Sax, Robert Smith, Jasper Brewer, William Bowron, P. Smith, Depy. Provl. Surveyor, Ls. Legendre, ditto, Ditto, Ditto, Jos. Bouchette, junr. ditto, Ditto,		
		Carried over,	£40208 8 1

NAMES.	FOR WHAT.	Amount Sterling. £ s. d.
	Brought over,	£40203 8 1
J. B. Bureau, Dep. Prov. Surveyor,	Balance of his Account for surveying and subdividing the Township of Caxton,	126 18 5
Jos. Bouchette, Surveyor General,	His Account for Survey and Procès Verbal and Plan of the Lot belonging to the Crown on which a School House has been erected,	5 5 0
Ditto,	On Account of his contingent Expenses in proceeding on a visit to the Townships under Agency,	107 10 0
F. Vassal de Monviel,	Salary as Adjutant General of Militia, from 1st November 1823 to 31st October 1824,	450 0 0
Ditto,	Allowance as ditto for Office Rent and Fuel,	67 10 0
J. T. Taschereau,	Salary as Deputy Adjutant General of Militia,	270 0 0
L. A. Thomas,	Ditto as Clerk in the Office of ditto,	123 10 6
Chs. Petitclaire,	Ditto as Messenger in ditto,	60 7 11
Lt. Col. Geo. Taylor,	Ditto as Provincial Aide de Camp,	180 0 0
Lt. Col. J. B. Duchesnay,	Ditto as ditto,	180 0 0
F. Vassal de Monviel, Adj. Genl. of Militia,	Contingent Expenses of Stationery and Printing for his Office, from 11th April 1823 to 10th April 1824,	134 13 1
Do.	To enable him to pay Militia Pensions to 31st October 1824,	337 10 0
Henry Cowan, Post Master Quebec,	For Postage of Letters and Packets in the Department of the Adjutant General of Militia to ditto,	114 10 9
Jos. Planté,	Salary as Clerk of the Terrars of the King's Domain,	90 0 0
Do.	Amount of his Commission as Inspector General of the King's Domain in the receipt thereof, from 11th April to 10 October 1823,	45 12 8
M. H. Perceval, Collector at Quebec,	Amount of Incidental Expenses incurred in collecting Duties under Provincial Acts, in the Quarters ended 10th October 1823, 5th January, 5th July and 10th October 1824,	1979 17 10
William Macrae, Collector at St. John,	Amount of Incidental Expenses incurred in collecting Duties under Provincial Acts, in the Quarters ended 10th October 1823, 5th January, 5th July and 10th October 1824,	444 0 5
John Simpson, do. at Côteau du Lac,	Allowance in lieu of Contingencies for 12 Months ending 10th October 1823,	90 0 0
Saml. Perry,	18 Months Salary as Land Waiter at Côteau du Lac, from 1st November 1822 to 30th April 1824,	40 10 0
A. C. Taschereau, Coll. at Ste. Marie Nouvelle-Beauce,	His Allowance of 50 per cent on Duties collected at Nouvelle-Beauce in the year ended 5th January 1824,	27 2 6
J. H. Dunn, Receiver General Upper Canada,	Being 1-5 of the Duties levied at Quebec, from the Quarter ended 5th July 1823 to 1st May 1824, the period when the remaining Bonds became due payable to Upper-Canada on the 1st January and 1st July 1824, agreeably to the Act of the Imperial Parliament, 3d George IV, Cap. II9,	14976 18 6
Forsyth, Walker & Co.	Amount of Duty on Rum paid by them under the Act 14th George III, and returned pursuant to an order of the Lords Commissioners of His Majesty's Treasury, £1141 12 0	1141 12 0
Jas. McCallum & Co.	Ditto of ditto ditto ditto,	711 2 0
A. McAllister & Co.	Ditto of ditto ditto ditto,	582 5 0
Garden, Auldjo & Co.	Ditto of ditto ditto ditto,	321 10 6
Irvine McNaught & Co.	Ditto of ditto ditto ditto,	694 16 9
J. S. Shaw,	Ditto of ditto ditto ditto,	352 9 6
J. W. Satterthwaite,	Ditto of ditto ditto ditto,	139 17 0
Patersons & Weir,	Ditto of ditto ditto ditto,	280 16 0
J. P. Thirlwall,	Ditto of ditto ditto ditto,	278 6 6
Thos. Mackie,	Ditto of ditto ditto ditto,	27 3 6
Patersons & Weir,	Being a Return of Duty on 36 Chests Tea imported by them from London,	4529 18 9
Peter Mc Gill & Co.	Being a do. of do on 30,000 lbs. refined Sagar, overpaid by Mistake,	11 17 6
Forsyth, Walker & Co.	Being a do. of do. overpaid by mistake on Muscovado Sugar imported by them from Grenada,	17 18 7
Wm. Osgoode,	6 Months Pension to 31st October 1823,	130 8 7
Sir Geo. Pownal Kt.	12 do. do. 30th April 1824,	400 0 0
Henrietta Dunn,	Do. do. 31st October 1824,	300 0 0
H. W. Ryland,	Do. do. do.	250 0 0
Mrs. Mary Elmsley,	Do. do. 30th April 1824,	300 0 0
Mrs. Baby,	Do. do. 31st October 1824,	200 0 0
Sarah Taylor,	Do. do. do.	150 0 0
Mrs. Lemaistre,	Do. do. do.	50 0 0
Mrs. Evans,	Do. do. do.	50 0 0
Ls. De Salaberry,	Do. do. do.	20 0 0
Louise Badelard, widow Panet,	Do. do. do.	200 0 0
Mrs. Rottot,	Do. do. do.	270 0 0
Hy. Harwood,	Do. do. do.	36 0 0
Representatives of Mrs. Cramahé,	Pension from 1st May 1821 to 29th December 1822 as widow of the late H. T. Cramahé, Esquire,	30 0 0
Madle. Champlain,	12 Months Pension to 31st Oct 1824,	249 17 3
H. Montizambert,	2 Years do. do.	25 0 0
M. Montizambert,	18 Months do. do.	20 0 0
L. Montizambert,	12 Do. do. do.	15 0 0
Mad. Schindler,	12 Do. do. do.	10 0 0
Mdlle. Mouëtte,	12 Do. do. do.	5 0 0
Mad. De Musseau,	12 Do. do. do.	5 0 0
Miss Finlay,	12 Do. do. do.	5 0 0
Mad. Laverendérie,	18 Do. do. do.	20 0 0
Mad. Rinville,	12 Do. do. do.	20 5 0
Amable Cazalet,	12 Do. do. do.	7 10 0
J. B. Le Peau,	18 Do. do. do.	16 6 8
Ig. Filiatreau,	18 Do. do. do.	15 0 0
Widow Sauvageau,	18 Do. do. do.	13 10 0
Widow Vallerand,	18 Do. do. do.	18 0 0
M. Launiere,	18 Do. do. do.	13 10 0
Eliz. Launiere,	18 Do. do. do.	15 0 0
G. Launiere,	18 Do. do. do.	15 0 0
C. Brassard,	12 Do. do. do.	10 0 0
Miss McKay,	18 Do. do. do.	10 0 0
Mrs. McCanty,	12 Do. do. do.	27 0 0
Miss Desbarats,	12 Do. do. do.	9 0 0
M. Clouet for Mrs De Goutin,	Pension from 1st November 1822 to 2d March 1823,	18 0 0
Representatives of Mad. Douville,	Ditto from 1st May to 5th October 1823,	3 15 2
Marie, Angélique and Marguerite De Louvière,	Compensation allowed them in consequence of their Family having been removed from the Jesuit buildings at Montreal when found necessary to convert them into a prison, from 1st November 1823 to 31st October 1824,	4 6 7
Thos. Marsden,	Salary as Public School Master at Quebec from 21st July 1823 to 31st October 1824 at £100 Sterling per Ann.	21 12 0
		115 10 5
	Carried over,	£67696 13 7

Appendix (M.)
31st Jany.

Appendix (M.)	NAMES.	FOR WHAT.	Amount Sterling.		
			£	d.	s.
		Brought over,	£67,696	15	7
31st Jany.	W. G. Holmes,	Salary as Public Schoolmaster, at Montreal from 1st May 1823 to 31 October 1824,	75	0	0
	Jas. Walker,	Ditto as ditto at the Terrebonne from ditto to ditto,	81	0	0
	Clement Cezeau,	Ditto as ditto at the Parish of St. Roc from ditto to ditto,	81	0	0
	John Dewar,	Ditto as ditto at Chatham from 1st May 1822 to 31st October 1824,	135	0	0
	Thos. Ambrow,	Salary as ditto at Kamouraska, from 1st Nov. 1823 to 31st Oct. 1824,	54	0	0
	I. Philipon,	Ditto as ditto at Ste. Marie Nouvelle Beauce, from ditto to ditto,	54	0	0
	D. Thomas,	Ditto as ditto at Melbourne, from 1st May 1823 to ditto,	81	0	0
	Ant. Côté,	Ditto as ditto at St. Thomas from ditto to ditto,	81	0	0
	A. Woods,	Ditto as ditto at Argenteuil from 1st Nov. 1822 to 31st Oct. 1823,	54	0	0
	J. H. Ayer,	Ditto as ditto at St. Armand, from 1st Nov. 1823 to 31st Oct. 1824,	54	0	0
	Wm. Nelson,	Ditto as ditto at Wm. Henry, from 1st May 1822 to 24th Dec. 1823, at £54 sterling per annum,	88	19	9
	Archd. Campbell,	Ditto as ditto at St. Johns, from 1st Nov. 1822 to 30th April 1823,	27	0	0
	Selby Burns,	Ditto as ditto at Three Rivers, from 1st May 1823 to 31st Oct. 1824,	81	0	0
	A. Wolff,	Ditto as ditto at Berthier, from 1st May to 31st Oct. 1822,	27	0	0
	D. T. Jones,	Ditto as ditto at La Chine, from 1st May 1823 to 31st Oct. 1824,	67	10	0
	C. De Roches,	Ditto as ditto at Cap Santé, from 1st Nov. 1823 to ditto,	45	0	0
	A. Vervais,	Ditto as ditto at Terrebonne, from 1st Nov. 1822 to ditto,	90	0	0
	Thos. Russell,	Ditto as ditto at Stanbridge, from 1st Nov. 1823 to ditto,	45	0	0
	Isaac Whitcher,	Ditto as ditto at Stanstead, from 1st May to 31st Oct. 1823,	22	10	0
	William Power,	Ditto as ditto at Drummondville, from 1st May 1823 to 30th Nov. 1824, at £50 Sterlg. per annum,	79	6	3
	Wm. Baker,	Ditto as ditto at Dunham, from 1st May 1822 to 30th April 1823,	54	0	0
	Wm. Irvine,	Ditto as ditto at Côteau du Lac, from 1st May 1823 to 30th April 1824,	36	0	0
	J. A. L'Herault,	Ditto as ditto at Pointe Levy, from 18th Aug. to 31st Oct. 1824, at £36 Sterling per annum,	43	7	11
	John Childs,	Ditto as ditto at Frampton, from 1st May 1823 to 31st Oct. 1824, at ditto per ditto,	54	0	0
	Rob. More,	Ditto as ditto at Brompton, from 1st May 1823 to 31st Oct. 1824,	27	0	0
	C. Bradford,	Ditto as ditto at Labaie St. Andrews, from 1st Nov. 1823 to 31st Oct. 1824,	13	10	0
	Wm. Beaton,	Ditto as ditto at Rivière Rouge, Baie St. Andrews, from 1st Nov. 1823 to 31st Oct. 1824,	13	10	0
	John Congdon,	Ditto as ditto at Chute Road ditto, from ditto to ditto,	13	10	0
	A. Miller,	Ditto as ditto at St. Johns, from 23d. February to 31st Oct. 1824, at £18 Sterlg. per annum,	12	7	1
	T. R. Oughtried,	Ditto as ditto at Eaton, from 1st May to ditto,	9	0	0
	J. McNish,	Ditto as ditto at New-Carlisle, from 1st Nov. 1823 to ditto,	18	0	0
	Jos. Sayers,	Ditto as ditto at Dunham, from ditto to ditto,	18	0	0
	D. Hazelture,	Ditto as ditto at Stanstead, from 24th Nov. 1823 to ditto, at £22 10 Sterlg. per annum,	21	1	0
	Jos. Pennoyer,	Ditto as ditto at Hatley from 1st Dec. 1823 to ditto, at £18, Sterlg. per annum,	16	9	10
	Jas. Little,	Ditto as ditto at Quebec, from 1st May to 20th July 1823,	12	4	1
	Ditto,	Ditto as ditto at Crêpe de Coq in the Parish of Maskinongé, from 29th July 1823 to 31st Oct. 1824, at £13 10 Sterlg. per annum,	17	0	3
	H. N. May,	Ditto as ditto Hatley, from 1st Decr. 1823 to 31st Octr. 1824 at £18 Stg. per annum,	16	9	10
	Joseph Boody,	Ditto as ditto at Stanstead from ditto to ditto, at £11 5s Stg. per annum,	10	6	2
	Al. Barney,	Ditto as ditto in the Northern District of Dunham, from 1st May 1823 to 30th April 1824,	18	0	0
	N. Taylor,	Ditto as ditto in Stanstead from 1st December 1823, to 31st October 1824, at £11 5s Stg. per annum,	10	6	2
	Peter Leggatt,	Ditto as ditto at Malbaie from 17th April to 31st Octr. 1824, at £27 Stg per do.	14	12	11
	J. Woods,	Ditto as ditto at Lake Maskinongé from 7th August 1823 to 9th July 1824 at £13 10s per annum,	12	10	0
	Maria Ellis,	Ditto as Public Schoolmistress at Quebec from 1st May to 31st October 1823,	22	10	0
	D. McDermid,	Allowance as a retired Schoolmaster from 1st May 1823 to 31 October 1824,	27	0	0
	Benj. Hobson,	Ditto as ditto from 1st November 1823 to ditto,	27	0	0
	A. Wolff,	Ditto as ditto from ditto to ditto,	27	0	0
	E. Baron de Koenig,	Ditto as ditto from ditto to ditto,	27	0	0
	W. Morrison,	For pay of Artificers employed in sundry works at the Castle of St. Lewis, between 25th October 1823 and 24th January 1824,	92	10	8
	John Phillips,	Balance due to him for repairs to the Castle of St. Lewis in the Summer of 1823,	470	4	11
	Ditto,	Small repairs to ditto from 9th February to 25th May 1824,	49	7	2
	Ditto,	For making and completing a common Sewer in the Court Yard of the Castle of St. Lewis,	19	14	3
	Robert Jellard,	For Work done at the Castle of St. Lewis,	73	9	3
	W. Heydon,	For ditto at ditto, ditto,	32	8	0
	R. Burrall,	For ditto at ditto, ditto,	4	10	0
	W. Ginger,	For Fuel purchased by him for the use of the Government Hot House at ditto,	23	7	10
	John Grout,	For Sweeping Chimnies at the Castle of St. Lewis and the Bishop's Palace from 1st May 1823 to 30th April 1824,	4	12	3
	Major R. R. Loring,	For the purchase of Fuel, &c. for the Government House at Montreal,	32	4	1
	Lt. Col. Charles McGregor,	For the salary of the House-keeper up to 30th Sept. last, for Fuel and Candles furnished, and for sundry repairs to ditto, at ditto,	34	10	0
	W. Flint,	To enable him to pay for Fuel required for the House of the Lieutenant-Governor administering the Government for the ensuing winter,	100	0	0
	J. B. Larue, Road Inspector,	For keeping the winter roads in repair in front of the Public Buildings in the City of Quebec,	27	0	0
	J. Bélanger, Treasurer,	Amount of the appropriation for the relief of Insane Persons, Foundlings and Invalid Persons in the District of Quebec for the year 1824,	1800	0	0
	George Selby,	Ditto of Ditto for ditto and to procure Furniture, Clothing, Sheeting and Utensils necessary for some new Wards for accommodating an increased number of Invalids, &c. in the District of Montreal, pursuant to Act 4th Geo. IV. Cap. 28,	1575	0	0
	Ditto,	An aid to the Corporation of the General Hospital at Montreal pursuant to ditto,	225	0	0
	Lewis Gagy,	For the relief of Insane persons and Foundlings in the District of Three-Rivers,	270	0	0
	Saml. Gerrard,	Treasurer to the Montreal General Hospital—amount granted by the Provincial Act 3rd Geo. IV. Chap. 26, for the purposes of that establishment,	765	0	0
	The Supérieure and D ^é positaire of the Hotel-Dieu at Quebec,	On account of the Appropriation of the Provincial Legislature 3rd Geo. IV. Chap. 26,	1030	0	0
	Benj. Tremain, Treasurer to the House of Correction at Quebec,	Towards completing the Stepping Mill,	90	0	0
	Ditto, ditto,	To defray the expenses of the House of Correction,	180	0	5
		Carried over,	£76,560	13	3

NAMES.	FOR WHAT.	Amount, Sterling- £ s. d.	Appendix (M.)
	Brought over,	£76560 13 3	
J. P. Leprohon, do. at Montreal,	To defray the expenses of the House of Correction,	235 0 1	31st Jan'y.
René Kimbert, do. at Three-Rivers,	To do. do. do. do.	45 0 0	
Thos. Wilson, Treasurer to the Agricultural Society of Quebec,	For Premiums, &c. awarded by the Society,	270 0 0	
Henry Griffin, ditto at Montreal,	For do. do. do.	360 0 0	
Fred. Griffin, Secretary and Treasurer for the Lachine Canal,	Amount of the Appropriation made by the Provincial Act 3rd Geo. IV. Chap. 23, for the purpose of continuing and completing the Lachine Canal,	10800 0 0	
Ditto,	To enable him to pay the Interest due on the 31st October 1824, on the sum of £20,000, borrowed from different individuals by the Commissioners of the Lachine Canal under 4th Geo. IV. Chap. 16,	357 2 3	
Ls. Belair, C. P. Huot and E. C. Lagueux,	On account of advances made by them towards completing the Road from Saint Joachim to St. Paul's Bay in the County of Northumberland,	95 19 9	
E. I. Man,	Commissioner for Internal Communications at Gaspé, towards defraying the expense of an exploring party, employed in examining the Route from Ristigouche to Metis on the River St. Lawrence,	81 0 0	
J. T. Taschereau, John Davidson, P. E. Desbarats and Wm. Hall,	Ditto for ditto for the County of Dorchester, and that part of Buckinghamshire which is in the District of Quebec,—balance of their disbursements incurred in conformity to the Provincial Act 57th Geo. III. Chap. 13, to go in part discharge of the amount advanced them by Letters of Credit,	4660 16 0	
F. G. Heriot,	Balance of a sum voted per Act 3rd Geo. 4, for making a Road from Drummondville to Sorel,	225 0 0	
G. W. Allsopp & Edw. Hale,	Amount of their Account as Commissioners for Internal Communications for the County of Hampshire, to go in discharge on the advances made on Letters of Credit,	633 18 5	
Ditto and Ditto,	Being to enable them to fulfil their engagements for the opening a Road of Communication with the new Bridge now erecting over the River Jacques Cartier,	90 0 0	
J. F. Perrault,	President of the Society of Education at Quebec, pursuant to the Act of the Provincial Legislature 3rd Geo. IV,	90 0 0	
Wm. Hackett,	Arrears due to him of charges of Ferriage incurred in attending the Hospital for Emigrants at Pointe Levi, in the years 1820, 1821 and 1822,	13 10 0	
Noah Freer and John Neilson,	Support of the Emigrants Hospital,	675 0 0	
P. E. Desbarats, King's Law Printer,	Balance due him for the Printing of Laws pursuant to the Act passed in the last Session of the Legislature,	370 2 6	
Ditto,	Amount of his Account for Printing Acts of last Session,	759 0 0	
F. Baillaigé, Road Treasurer Quebec,	Amount of Assessment on Public Buildings, &c. in the City of Quebec, for the year 1824,	164 1 5	
J. Delisle, ditto at Montreal,	Ditto of ditto in the City of Montreal for the years 1823 and 1824,	47 7 8	
Mrs. E. Campbell,	To enable her to pay the arrears of Seigniorial dues on the Farms of Becancour freely granted to her by His Majesty, together with certain Law expenses incurred by her,	44 15 11	
Daniel Sutherland,	To repay him so much advanced previous to the 29th November 1823, by him as Cashier of the Office of Discount and Deposit of the Montreal Bank, at Quebec, of the payment of certain Artificers employed at the Castle St. Lewis, and also certain small pensions as stated in the accounts of Messrs. Coltman and Oldham, rendered 29 November 1823,	207 7 8	
Alexis Côté,	Amount of his account as Returning Officer at the last General Election for the County of Orleans,	£7 13 0	
Jos. Frazer,	Ditto as ditto for the County of Hertford,	10 1 8	
J. G. Boiffeau,	Ditto as ditto for ditto of Devon,	11 15 10	
A. C. Duplessis,	Ditto as ditto for ditto of Surrey,	6 13 8	
J. L. Dumoulin,	Ditto as ditto for ditto of Kent,	10 9 1	
Bonv. Panet,	Ditto as ditto for ditto of Leinster,	14 17 11	
E. Mayrand,	Ditto as ditto for ditto of St. Maurice,	18 14 9	
L. T. M'Pherson,	Ditto as ditto for ditto of Quebec,	17 11 0	
A. C. Taschereau,	Ditto as ditto for ditto of Dorchester,	18 4 1	
M. Turgeon,	Ditto as ditto for ditto of Effingham,	13 19	
Jacques Viger,	Ditto as ditto for the Eastward of Montreal,	17 18 8	
J. M. Mondelet,	Ditto as ditto for the Westward of ditto,	16 9 8	
J. P. Le Prohon,	Ditto as ditto for the County of ditto,	16 17 1	
J. Levesque,	Ditto as ditto for ditto of Northumberland,	28 7 0	
Stephen Mackay,	Ditto as ditto for ditto of York,	31 8 8	
Chs. Taché,	Ditto as ditto for ditto of Cornwallis,	28 6 1	
J. E. Dumoulin,	Ditto as ditto for the Borough of Three-Rivers,	11 14 0	
A. Campbell,	Ditto as ditto for the Lower-Town of Quebec,	20 2 9	
W. F. Scott,	Ditto as ditto Upper-Town of ditto,	22 9 5	
Felix Stewart,	Ditto as ditto for County of Gaspé,	29 14 0	
Jonas Abbot,	Ditto as ditto for ditto of Bedford,	31 3 3	
A. Bazin,	Ditto as ditto for ditto of Buckinghamshire,	26 4 1	
Henry Crebassa,	Ditto as ditto for Borough of William-Henry,	12 4 10	
	Sterling,	£97208 14 5	

Errors Excepted.

Quebec, 27th January 1825.

T. A. YOUNG,
Inspector General of Public Provincial Accounts.

Appendix
(M.)
31st Jany.

No. 17.

ABSTRACT of WARRANTS granted by His Excellency the Earl of DALHOUSIE, G. C. B. Captain General and Governor in Chief, and by His Excellency the Honorable Sir FRANCIS BURTON, K. C. G. Lieutenant Governor, on JOHN HALE, Esquire, Receiver General, in payment of the Salaries of the Officers of the Legislature and the Contingent expenses thereof, between 1st November 1823 and 1st November 1824.

NAMES.	FOR WHAT.	Amount Curren- cy.
Jas. Voyer,	Salary as Writing Clerk Assistant, and French Translator to attend the Committees of the Legislative Council, from 1st November 1823 to 31st October 1824,	250 0 0
A. W. Cochran,	Ditto as Law Clerk to the Legislative Council,	200 0 0
C. R. D'Estimauville,	Ditto as Gentleman Usher of the Black Rod, attending ditto,	150 0 0
Wm. Ginger,	Ditto as Serjeant at Arms to ditto,	100 0 0
Hugh McDonald,	Ditto as Door Keeper to ditto,	27 15 7
Chs. Blouin,	Ditto as Messenger to ditto,	36 0 0
Jane Brown,	Ditto for having care of the Apartments of ditto and Furniture thereof,	25 0 0
Ditto,	Allowance as ditto for House Rent,	30 0 0
Wm. Green,	Salary as English Translator to the House of Assembly, from 1st November 1823 to 31st October 1824,	200 0 0
Chs. Fremont,	Ditto as French ditto to ditto,	200 0 0
Robt. Christie,	Ditto as Law Clerk to ditto,	200 0 0
Jas. Le Blond, Junr.	Ditto as Serjeant at Arms to ditto,	100 0 0
Manon Schindler,	Ditto for having care of the Apartments of ditto and Furniture thereof,	25 0 0
Ditto,	Allowance as ditto for House Rent,	30 0 0
H. W. Ryland,	Salary as Clerk of the Crown in Chancery,	111 2 2
Ths. Douglass,	Ditto as ditto,	111 2 2
Wm. Smith, Clerk Legislative Council,	Amount of the Expenses incurred in his Office, in the Recess between the two last Sessions of the Legislature, agreeably to the Address of the Legislative Council of 4th March last, and during the last Session,	1891 17 1
Charles De Léry As- sistant ditto,	To enable him to defray the expense incurred in the purchase of Books imported last year for the Library of the Legislative Council, under the authority of the House, in compliance with their Address of the 8th March last,	145 10 11
John Phillips,	For workmanship and materials in fitting up the two Vaults under the Bishop's Palace, appropriated for the safe keeping of the Records and Papers of the Legislative Council,	188 3 6
Wm. Lindsay, Clerk House of Assembly,	Amount prayed for by an Address of the House of Assembly of 5th March last, to enable him to defray the Contingent Expenses thereof, from 1st November 1823, to 31st October 1824,	4000 0 0
	Currency, £	8021 11 5

Errors Excepted.

Quebec, 27th January 1825.

T. A. YOUNG,

Inspector General of Public Provincial Accounts.

N^o. 18.

STATEMENT of the EXPENSE of Collection of the Revenue of Lower-Canada, from 1st November 1823 to 1st November 1824.

Salary of the Clerk of the Terrars of the King's Domain,	-	£100 0 0
Per Centage to the Inspector of the King's Domain on the Revenue thereof,	-	145 19 10
Collector and Comptroller—Commission at 5 per cent on the Amount of Duties collected at Quebec under the Statute 14th Geo. III.	£1336 18 2½	
Incidents under ditto, viz:		
Office Rent at Quebec,	£20 0 0	
Ditto at Gaspé,	10 0 0	
Ditto at Carleton,	10 0 0	
Firewood and Stationery at Quebec,	9 0 0	
Ditto ditto at Gaspé,	5 0 0	
Ditto ditto at Carleton,	5 0 0	
Less on paying Incidents in silver at 5s. 6d. per ounce,	3 11 8	
	62 11 8	
	Sterling £1399 9 10½	1554 19 10
Incidental Expenses at Quebec, under Provincial Acts, viz:		
Salaries to Waiters and Searchers,	£412 9 8	
Office Rent at Quebec,	20 0 0	
Stationery and Firewood at ditto,	19 0 0	
Ditto and Office Rent at Montreal,	31 11 2½	
Ditto and ditto at Three-Rivers,	30 0 0	
Allowance for a Boat,	41 13 4	
Salary for a Clerk,	50 0 0	
Guaging,	331 10 11½	
Boarding Bills,	468 0 0	
Allowance to the Collector,	200 0 0	
Balance of Rent of Custom House,	54 8 11	
Contingencies,	67 13 3	
	1726 7 4	
Incidents at St. John, viz:		
Salaries and allowances to Land Waiters,	£188 15 0	
Rent of Custom House,	40 0 0	
Allowance to Collector for Rent,	60 0 0	
Ditto to Comptroller for ditto,	50 0 0	
Ditto for Fuel and Candles for Office,	16 0 0	
Contingencies,	30 7 5	
	385 2 5	
Allowance in lieu of Salary and Contingencies to the Collector at Coteau du Lac on the Collection from 11th October 1823 to 10th October 1824,	-	66 13 4
Ditto in lieu of ditto to the Collector at Nouvelle Beauce for the year ended 5th January 1824,	-	30 2 9
Naval Officer's Commission at 2½ per cent on Pilotage, Duties, &c.	-	54 3 3½
Assistant Harbour Master's ditto at 5 per cent on Dock Dues in the Cul de Sac,	-	5 15 2
Samuel Perry, 18 months Salary as Land Waiter at Coteau du Lac to 30th April 1824,	-	45 0 0
	Currency, £	4114 3 11½

Errors Excepted.

Quebec, 27th January 1825.

T. A. YOUNG,

Inspector General of Public Provincial Accounts.

CEDULE des ETATS, &c. concernant le REVENU PROVINCIAL de la COURONNE, entre le 1er. Novembre 1823 et le 1er. Novembre 1824.

Appendice
(M.)

31e. Janv.

- No. 1. COMPTE d'ARGENT reçu par John Caldwell et John Hale, Ecuyers, Receveurs-Généraux, pour le Revenu Casuel et Territorial.
2. Ditto de ditto reçu par John Hale, Ecuyer, Receveur-Général, pour Droits et Licences en vertu du Statut de la 14e. Geo. III.
3. Ditto de ditto reçu par ditto, pour Droits sur les Vins, en vertu de l'Acte Provincial de la 33e. Geo. III.
4. Ditto de ditto reçu par ditto, pour Droits sur les Biens, Effets et Marchandises, et sur les Licences, en vertu de ditto de la 35e. Geo. III. Chap. 8 et 9.
5. Ditto de ditto reçu par ditto, pour Droits sur les Licences pour des Billards, et sur le Tabac fabriqué et le Tabac en poudre, en vertu de ditto de la 41e. Geo. III.
6. Etat des Argens perçus en vertu des Actes Provinciaux des 45e. Geo. III. Chap. 12, 51e. Geo. III. Chap. 12, et 2e. Geo. IV. Chap. 7, et des Dépenses encourues pour soutenir et améliorer la Navigation du Fleuve Saint Laurent.
7. Compte des Droits perçus en vertu de l'Acte Provincial de la 48e. Geo. III. Chap. 19, pour l'amélioration de la Navigation intérieure du Fleuve Saint Laurent.
8. Ditto d'Argent reçu par John Hale, Ecuyer, Receveur-Général, pour Droits en vertu de l'Acte Provincial de la 53e. Geo. III. Chap. 11, amendé par la 55e. Geo. III. Chap. 2.
9. Ditto de ditto reçu par ditto, pour Droits en vertu de ditto 55e. Geo. III. Chap. 3.
10. Ditto de ditto reçu par ditto, pour Droits en vertu de ditto de la 59e. Geo. III. Chap. 4, continué et amendé par 4e. Geo. IV. Chap. 10.
11. Ditto de ditto reçu par ditto, pour Droits en vertu des Actes du Parlement Impérial des 3e. Geo. IV. Chap. 44 et 45, et 4e. Geo. IV. Chap. 2.
12. Ditto de ditto reçu par ditto, pour Droits en vertu de ditto de la 3e. Geo. IV. Chap. 119.
13. Ditto de ditto reçu par ditto, pour Amendes, Confiscations, &c.
14. Ditto du Revenu Provincial perçu et reçu entre le 1er. Novembre 1823 et le 1er. Novembre 1824.
15. ETAT qui fait voir les Droits perçus en vertu de divers Actes, et les divers emplois d'iceux.
16. PRECIS des Warrants accordés par Son Excellence le Comte de DALHOUSIE, G. C. B. Capitaine-Général et Gouverneur en Chef, et par Son Excellence l'Honorable Sir FRANCIS BURTON, G. C. G. Lieutenant-Gouverneur, sur John Hale, Ecuyer, Receveur-Général, pour le paiement de la Dépense Civile du Bas-Canada, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'au 1er. Novembre 1824.
17. PRECIS des Warrants accordés par Son Excellence le Comte de DALHOUSIE, G. C. B. Capitaine-Général et Gouverneur en Chef, et par Son Excellence l'Honorable Sir FRANCIS BURTON, G. C. G. Lieutenant-Gouverneur, sur John Hale, Ecuyer, Receveur-Général, pour le paiement des Appointemens des Officiers de la Législature et des Dépenses Contingentes d'icelle.
18. Etat des Frais de perception du Revenu du Bas-Canada, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'au 1er. Novembre 1824.

Québec, le 27 Janvier 1825.

T. A. YOUNG,
Inspecteur-Général des Comptes Publics Provinciaux.

No. 1.

COMPTE d'Argent reçu par John Caldwell et John Hale, Ecuyers, Receveurs-Généraux, pour le REVENU CASUEL et TERRITORIAL, entre le 1er. Novembre 1823 et le 1er. Novembre 1824.

POSTES DU ROI.

Argent reçu de James M'Douall, 12 Mois de Loyer jusqu'au 10 Octobre 1824, - - - - - £1200 0 0

FORGES DE SAINT MAURICE. (Rien de reçu)

QUAI DU ROI.

De Wm. Finlay, Ecuyer, 12 Mois de Loyer de la partie louée à feu John Mure, Ecuyer, jusqu'au 1er. Juin 1824, 325 0 0
D'Irvine, Macnaught & Co. 12 Mois de Loyer d'une autre partie jusqu'au 1er. Novembre 1823, - - - - - 26 11 0

DROIT DE QUINT.

Reçu de diverses personnes, savoir :

De Pierre Charray, sur son achat du Fief Dorville,	-	-	-	-	£166 13 4
De Do. sur son achat de la Seigneurie des Grondines,	-	-	-	-	204 10 9
De Moses Hart, sur son achat de la même Seigneurie,	-	-	-	-	103 12 8
					<u>474 16 9</u>

LODS ET VENTES.

Reçu de diverses personnes, savoir :

Joseph Gagnon,	-	-	£42 6 6	Montant d'autre part,	£437 1 0½
Marquis & Martineau,	-	-	58 6 8	H. Atkinson & A. Campbell,	33 2 6
Pierre Bussière,	-	-	3 10 1½	Jos. Tourangeau,	6 3 4
Pierre Fiset,	-	-	4 2 10½	Jean Bornais,	5 0 2
Pierre Boutin,	-	-	3 4 7	Laurent Tremblay,	8 7 9
J. O. Plessis,	-	-	50 0 0	E. C. Casgrain & Ph. Panet,	26 9 2
Honble. F. W. Primrose,	-	-	2 10 0	Jean Bélanger,	4 8 9
Michel Berthelot,	-	-	16 9 11	Jos. Oreley,	6 1 6
George Black,	-	-	59 3 7	Etienne Bois,	44 9 0
R. K. Young,	-	-	45 6 2	Madame Drapeau,	36 11 3
Joseph Tinkler,	-	-	18 2 6	John Fisher,	200 0 0
Jean Bélanger,	-	-	8 6 8	Jos. Tessier dit Laplante,	12 10 0
Charles Gaulin,	-	-	44 15 7	Ls. Montizambert,	11 2 3
Jos. Foucher,	-	-	33 13 4	Jean Bélanger,	0 14 4½
J. M. Pepin dit Lachance,	-	-	2 17 8	J. & J. M. Fraser,	82 3 9
Jos. Derome dit Décarreau,	-	-	20 12 1	François Boulé,	61 2 3
Veuve Gagné,	-	-	23 12 9	François Arkan,	9 14 6
					<u>985 1 7</u>

Porté ci-contre, £437 1 0½

Reçu de Geo. Arnold, 2 années de Loyer d'un Emplacement dans la Basse-Ville de Québec, jusqu'au 24 Oct. 1823, 0 10 0

Courant, £3011 19 4

Sauf Erreurs.

Québec, le 27 Janvier 1825.

T. A. YOUNG,
Inspecteur-Général des Comptes Publics Provinciaux.

Appendice
(M)

No. 2.

COMPTE d'argent reçu par John Hale, Ecuyer, Receveur-Général, pour Droits et Licences, en vertu du Statut de la 14^e Geo. III. entre le 1^{er} Novembre 1823 et le 1^{er} Novembre 1824.

31e. Janv.

DROITS.

Argent reçu de M. H. Perceval, Ecuyer, Collecteur à Québec, pour le Quartier finissant le 5 Janvier 1824,	£2707 15 11
Ditto reçu de ditto, pour ditto finissant le 5 Avril,	- 0 0 0
Ditto reçu de ditto, pour ditto finissant le 5 Juillet,	- 11210 17 9
Ditto reçu de ditto, pour ditto finissant le 10 Octobre,	- 12618 1 8

A DEDUIRE—Montant des Droits remis, suivant Précis No. 16, £4529 18 9 Sterling,

£26536 16 4
5033 5 3

£21503 11 1

LICENCES POUR DETAILLER DES LIQUEURS FORTES.

Argent reçu de Ls. Montizambert, Ecuyer, faisant fonction de Secrétaire Provincial, pour 1351 Licences à 40s chaque,

2702 0 0

Courant, £24205 11 1

Sauf Erreurs.

Québec, 27 Janvier 1825,

T. A. YOUNG,
Inspecteur-Général des Comptes Publics Provinciaux.

No. 3.

COMPTE d'Argent reçu par John Hale, Ecuyer, Receveur-Général, pour Droits sur les Vins, en vertu de l'Acte du Parlement Provincial de la 33^e Geo. III. entre le 1^{er} Nov. 1823 et le 1^{er} Nov. 1824.

Argent reçu de M. H. Perceval, Ecuyer, Collecteur à Québec, pour le Quartier finissant le 5e. Janvier 1824,	£211 6 2
Ditto reçu de ditto, pour ditto finissant le 5e. Avril,	0 0 0
Ditto reçu de ditto, pour ditto finissant le 5e. Juillet,	722 2 8
Ditto reçu de ditto, pour ditto finissant le 10e. Oct.	1222 15 8

Courant, £2156 4 6

Sauf Erreurs.

Quebec, 27e. Janvier 1825.

T. A. YOUNG,
Inspecteur-Général des Comptes Publics Provinciaux.

No. 4.

COMPTE d'Argent reçu par John Hale, Ecuyer, Receveur-Général, pour Droits sur divers Biens, Effets et Marchandises et sur les Licences, en vertu des Actes de la 35^e Geo. III. Chap. 8 & 9, entre le 1^{er} Novembre 1823 et le 1^{er} Novembre 1824.

DROITS.

Argent reçu de M. H. Perceval, Ecuyer, Collecteur à Québec, pour le Quartier finissant le 5 Janvier 1824,	£2177 9 10
Ditto reçu de ditto pour ditto finissant le 5 Avril,	0 0 0
Ditto reçu de ditto pour ditto finissant le 5 Juillet,	11389 12 3
Ditto reçu de ditto pour ditto finissant le 10 Octobre,	12304 0 2

25871 2 3

A DEDUIRE.—Montant de Droits remis, suivant Précis No. 16, £130 8 7 Sterling,

144 18 5

25726 3 10

LICENCES.

Argent reçu de Ls. Montizambert, Ecuyer, faisant fonction de Secrétaire Provincial, savoir :

Colporteurs et Porte-Cassettes, 93
Liqueurs fortes, 1351

1444 Licences à 40s. chaque, 2888 0 0

Courant, £28614 3 10

Sauf Erreurs.

Québec, 27 Janvier 1825.

T. A. YOUNG,
Inspecteur-Général des Comptes Publics Provinciaux.

No. 5.

COMPTE d'Argent reçu par John Hale, Ecuyer, Receveur-Général, pour Droits sur les Licences pour les Billards et sur le Tabac fabriqué et le Tabac en poudre, en vertu des Actes du Parlement Provincial de la 41^e Geo. III. Chap. 13 et 14, entre le 1^{er} Novembre 1823 et le 1^{er} Novembre 1824.

LICENCES.

Argent reçu de Ls. Montizambert, Ecuyer, faisant fonction de Secrétaire Provincial, pour 3 Licences à £12 10s. chaque,

£37 10 0

DROITS.

Argent reçu de M. H. Perceval, Ecuyer, Collecteur à Québec, pour le Quartier fini le 5e. Janvier 1824,	£1 16 3
Ditto de ditto pour ditto fini le 5e. Avril,	0 0 0
Ditto de ditto pour ditto fini le 5e. Juillet,	0 16 3
Ditto de ditto pour ditto fini le 10e. Octobre,	10 10 10

13 3 4

Courant, £50 13 4

Sauf Erreurs.

Québec, le 27e. Janvier 1825.

T. A. YOUNG,
Inspecteur-Général des Comptes Publics Provinciaux.

N^o. 6.Appendice
(M.)

ETAT des ARGENS perçus en vertu des Actes du Parlement Provincial des 45e. Geo. III. Chap. 12, 51e. Geo. III. Chap. 12, et 2e. Geo. IV. Chap. 2, et des Dépenses encourues pour le Soutien et l'Amélioration de la Navigation du Fleuve St. Laurent, entre le 1er. Novembre 1823 et le 1er. Novembre 1824. 31e. Janv.

	£	s.	d.		£	s.	d.
Balance au dessous de la Dépense, suivant l'Etat, jusqu'au 1er Novembre 1823,	931	6	5	<i>Droits en vertu de l'Acte de la 45e. Geo. III.</i>			
John Lambly, Appointemens comme Maître du Havre à Québec, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'au 31e. Octobre 1824,	177	15	6	Montant du Quartier finissant le 5e. Janvier 1824,	452	17	6
Joseph Fenwick, Ditto comme Assistant ditto à ditto,	111	2	2	Ditto de ditto finissant le 5e. Juillet,	496	13	9
Gabriel Franchère, Ditto comme Maître du Havre à Montréal,	40	0	0	Ditto du ditto finissant le 10e. Octobre,	1176	3	9
Robt. Young, Ditto comme Surintendant des Pilotes à Québec,	100	0	0		2064	15	0
Charles Hambleton, Ditto comme Gardien du Phare à l'Île Verte,	100	0	0	<i>Droits sur les Bateaux à Vapeur, en vertu de la 2e. Geo. IV. Chap. 10.</i>			
Ditto, Allouance comme Ditto, pour payer un Assistant,	25	0	0	Montant du Quartier fini le 5 Janvier 1824,	101	16	3½
Wm. Lindsay, Appointemens comme Greffier de la Maison de la Trinité à Québec,	70	0	0	Déduisant la Commission de l'Officier Maritime, de 2½ par Cent,	2166	11	3½
John Delisle, Ditto comme Greffier de la Branche de la Trinité à Montréal,	20	0	0		54	3	3½
Jacques Langlois, Ditto comme Huissier à Québec,	15	0	0	<i>Droits de Chantier et de Carénage dans le Cul-de-Sac en vertu de la 51e. Geo. III.</i>	2112	8	0
Claude Thibault, Ditto comme ditto à Montréal,	100	0	0	Montant depuis le 11e. Octobre 1823 jusqu'au 10e. Octobre 1824,	115	3	10
Wm. Lindsay, son Compte de Déboursés comme Trésorier de la Maison de la Trinité, pour 1824,	695	17	4	Déduisant la Commission de l'Assistant Maître du Havre à 5 par Cent,	5	15	2
	1706	1	5		109	8	8
Balance non dépensée,	515	15	3				
Courant,	2221	16	8		2221	16	8

Québec, le 27 Janvier 1825.

Sauf Erreurs.

T. A. YOUNG,
Inspecteur-Général des Comptes Publics Provinciaux.

No. 7.

COMPTE des Droits perçus en vertu de l'Acte Provincial de la 48e. Geo. III. Chap. 19, pour l'Amélioration de la Navigation Intérieure du Fleuve St. Laurent, entre le 1er. Novembre 1823 et le 1er. Novembre 1824.

Montant en sus de la Dépense, suivant l'Etat, jusqu'au 1er. Novembre 1823, (Il n'a été reçu aucun Compte depuis.)	£5710	19	6
Balance en sus de la Dépense,	5710	19	6
Courant,	5710	19	6

Québec, 27 Janvier 1825.

T. A. YOUNG,
Inspecteur-Général des Comptes Publics Provinciaux.

No. 8.

COMPTE d'Argent reçu par John Hale, Ecuyer, Receveur-Général, pour Droits en vertu de l'Acte Provincial de la 53e. Geo. III. Chap. 11, amendé par la 55e. Geo. III. Chap. 2, entre le 1er. Novembre 1823 et le 1er. Novembre 1824.

Argent reçu de M. H. Perceval, Ecuyer, Collecteur à Québec, pour le Quartier fini le 5 Janvier 1824,	£1214	15	10
Do. de Do. pour Do. fini le 5 Avril,	0	0	0
Do. de Do. pour Do. fini le 5 Juillet,	9814	15	4½
Do. de Do. pour Do. fini le 10 Octobre,	6298	10	4½
	17328	1	6½
Argent reçu de Wm. Macrae, Ecuyer, Collecteur à Saint Jean, pour le Quartier fini le 5 Janvier 1824,	£0	0	0
Do. de Do. pour Do. fini le 5 Avril,	0	9	6
Do. de Do. pour Do. fini le 5 Juillet,	3	12	10
Do. de Do. pour Do. fini le 10 Octobre,	5	5	5
	9	7	9
Sauf Erreurs.	17337	9	3½
Courant,	17337	9	3½

Québec, 27e. Janvier 1825.

T. A. YOUNG,
Inspecteur-Général des Comptes Publics Provinciaux.

No. 9.

COMPTE d'Argent reçu par John Hale, Ecuyer, Receveur-Général, pour Droits en vertu de l'Acte Provincial de la 55e. Geo. III. Chap. 3, entre le 1er. Novembre 1823 et le 1er. Novembre 1824.

Argent reçu de M. H. Perceval, Ecuyer, Collecteur à Québec, pour le Quartier finissant le 5 Janvier 1824,	£1991	18	6
Ditto de ditto, pour ditto finissant le 5 Avril,	0	0	0
Ditto de ditto, pour ditto finissant le 5 Juillet,	6984	7	10½
Ditto de ditto, pour ditto finissant le 10 Octobre,	9756	2	5
	18732	8	9½
A Déduire.—Droit remis, suivant Précis No. 16,	£11	17	6 Stg.
	18719	4	10½
Courant,	18719	4	10½

Québec, 27 Janvier 1824.

Sauf Erreurs.

T. A. YOUNG,
Inspecteur-Général des Comptes Publics Provinciaux.

Appendice
(M.)

No. 10.

COMPTE d'Argent reçu par John Hale, Ecuyer, Receveur-Général, pour Droits en vertu de l'Acte Provincial de la 59e. Geo. III. Chap. 4, continué et amendé par l'Acte de la 4e. Geo. IV. Chap. 10, entre le 1er. Novembre 1823 et le 1er. Novembre 1824.

Argent reçu de Wm. Macrae, Ecuyer, Collecteur à St. Jean, pour le Quartier finissant le 5 Janvier 1824,	£907 5 4½
Ditto de ditto, pour ditto finissant le 5 Avril,	962 18 8
Ditto de ditto, pour ditto finissant le 5 Juillet,	2413 3 10
Ditto de ditto, pour ditto finissant le 10 Octobre,	2771 2 8½
	<hr/>
	£7054 10 7

Argent reçu de John Simpson, Ecuyer, Collecteur au Côteau du Lac, pour le Quartier finissant le 5 Janvier 1824,	£43 8 9½
Ditto de ditto, pour ditto finissant le 5 Avril,	2 10 0
Ditto de ditto, pour ditto finissant le 5 Juillet,	89 5 0
Ditto de ditto, pour ditto finissant le 10 Octobre,	10 8 9
	<hr/>
	145 12 6½
Courant,	£7200 3 1½

Sauf Erreurs.

Québec, 27 Janvier 1825.

T. A. YOUNG,
Inspecteur-Général des Comptes Publics Provinciaux.

No. 11.

COMPTE d'Argent reçu par John Hale, Ecuyer, Receveur-Général, pour Droits en vertu des Actes du Parlement Impérial de la 3e. Geo. IV. Chap. 44 et 45, et de la 4e. Geo. IV. Chap. 2, entre le 1er. Novembre 1823 et le 1er. Novembre 1824.

Argent reçu de M. H. Perceval, Ecuyer, Collecteur à Québec, pour le Quartier finissant le 5e. Janvier 1824,	£ 0 0 0
Ditto reçu de ditto, pour ditto, finissant le 5e. Avril,	0 0 0
Ditto reçu de ditto, pour ditto, finissant le 5e. Juillet,	616 16 1½
Ditto reçu de ditto, pour ditto, finissant le 10e. Octobre,	39 5 0
	<hr/>
Courant,	£656 1 1½

Sauf Erreurs.

Québec, 27e. Janvier 1825.

T. A. YOUNG,
Inspecteur-Général des Comptes Publics Provinciaux.

No. 12.

COMPTE d'argent reçu par John Hale, Ecuyer, Receveur-Général, pour Droits en vertu de l'Acte du Parlement Impérial de la 3e. Geo. IV. Chap. 119, entre le premier Novembre 1823 et le premier Novembre 1824.

Argent reçu de M. H. Perceval, Ecuyer, Collecteur à Québec, pour le Quartier finissant le 5e Janvier 1824,	£162 15 6
Ditto reçu de ditto, pour ditto, finissant le 5e Avril,	0 0 0
Ditto reçu de ditto, pour ditto, finissant le 5e Juillet,	612 13 4
Ditto reçu de ditto, pour ditto, finissant le 10e Octobre,	2248 11 2
	<hr/>
	£3024 0 0
Argent reçu de Wm. Macrae, Ecuyer, Collecteur à St. Jean pour le quartier finissant le 5e Janvier 1824,	£317 14 11
Ditto reçu de ditto, pour ditto, finissant le 5e Avril,	141 0 10
Ditto reçu de ditto, pour ditto, finissant le 5e Juillet,	1768 9 1
Ditto reçu de ditto, pour ditto, finissant le 10e Octobre,	574 7 2
	<hr/>
	2801 12 0
Argent reçu de John Simpson, Ecuyer, Collecteur au Côteau du Lac, pour le Quartier finissant le 5e. Janvier 1824,	£183 1 10½
Ditto reçu de ditto, pour ditto, finissant le 5e Avril,	2 10 0
Ditto reçu de ditto, pour ditto, finissant le 5e Juillet,	752 7 7
Ditto reçu de ditto, pour ditto, finissant le 10e Octobre,	618 14 4
	<hr/>
	1556 13 9½
Argent reçu de A. C. Taschereau, Ecuyer, Collecteur à Ste. Marie, Nouvelle Beauce, pour l'année finissant le 5e. Janvier 1824	60 5 6
	<hr/>
Courant,	£7442 11 3½

Sauf Erreurs.

Québec, 27 Janvier 1825.

T. A. YOUNG,
Inspecteur-Général des Comptes Publics Provinciaux.

N^o. 13.

COMPTE d'Argent reçu par John Hale, Ecuyer, Receveur-Général, pour Amendes, Confiscations, &c. entre le 1er Novembre 1823 et le 1er Novembre 1824.

Reçu de M. H. Perceval, Ecuyer, Collecteur à Québec, la part des Saisies appartenant à Sa Majesté,	£ 61 2 4½
„ de Wm. Macrae, Ecuyer, Collecteur à St. Jean, ditto de ditto,	256 11 10
„ de Wm. S. Sewell, Ecuyer, Shérif du District de Québec, Amendes reçues par lui depuis le 11e Octobre 1822 jusqu'au 10e Avril 1823,	52 1 8
„ de F. W. Ermatinger, ditto du ditto de Montréal, ditto, depuis le 1er Juillet 1822 jusqu'au 30e Juin 1823,	172 12 6
„ de Ls. Gogy, ditto du ditto des Trois-Rivières, ditto, en l'année 1823,	43 2 2
„ de A. Dionne et J. Deguise, Ecuyers, Magistrats, pour Amendes,	16 13 4
„ de Wm Macrae, Ecuyer, ditto pour ditto,	1 5 0
„ de Louis Belair, Ecuyer, ditto pour ditto,	0 12 6
„ de Ambroise Trudel, Ecuyer, ditto pour ditto,	1 0 0
„ de J. G. Boisseau, Ecuyer, ditto pour ditto,	5 11 3
„ Messieurs Vallières et Duval, la part appartenant à Sa Majesté, d'une Amende, dans la cause de Mademoiselle de Lanaudière <i>Vs.</i> Boutin,	0 2 6
	<hr/>
Courant,	£610 15 1½

Sauf Erreurs.

Québec, 27e Janvier 1825.

T. A. YOUNG,
Inspecteur-Général des Comptes Publics Provinciaux.

No. 14.

COMPTÉ du Revenu Provincial, perçu et reçu entre le 1er. Novembre 1823 et le 1er. Novembre 1824.

N ^o . 1. Revenu Casuel et Territorial, - - - - -	-	-	-	£3011 19 4
2. Droits en vertu de la 14e. Geo. III. - - - - -	£21503 11 1	-	-	
Licences en vertu de ditto, - - - - -	2702 0 0	-	-	24205 11 1
3. Droits en vertu de l'Acte Provincial de la 33e. Geo. III. - - - - -	-	-	-	2156 4 6
4. Droits en vertu de ditto de la 35e. ditto, - - - - -	£25726 3 10	-	-	
Licences en vertu de ditto, - - - - -	2888 0 0	-	-	28614 3 10
5. Droits en vertu de ditto de la 41e. Geo. III. - - - - -	37 10 0	-	-	
Ditto en vertu de ditto ditto, - - - - -	13 3 4	-	-	50 13 4
6. Droits de Pilotage en vertu de la 45e. Geo. III. - - - - -	2064 15 0	-	-	
Amendes en vertu de ditto, - - - - -	0 0 0	-	-	
Droits de Chantier et de Carénage en vertu de la 51e. Geo. III. - - - - -	115 3 10	-	-	
Droits sur les Bateaux à vapeur, en vertu de la 2e. Geo. IV. Chap. 7, - - - - -	101 16 3½	-	-	2281 15 1½
7. Droits en vertu de la 48e. Geo. III. Chap. 19, (il n'a été reçu aucun compte,) - - - - -	-	-	-	0 0 0
8. Ditto en vertu de la 53e. ditto, amendée par la 55e. Chap. 2, - - - - -	-	-	-	17337 9 3½
9. Ditto en vertu de la 55e. ditto, Chap. 3, - - - - -	-	-	-	18719 4 10½
10. Ditto en vertu de la 59e. ditto, Chap. 4, continuée par la 4e. Geo. IV. Chap. 10, - - - - -	-	-	-	7200 3 1½
11. Ditto en vertu des Actes du Parlement Impérial des 3e. Geo. IV. Chap. 44 et 45, et ditto de la 4e. Geo. IV. Chap. 2, - - - - -	-	-	-	656 1 1½
12. Ditto en vertu de ditto ditto, de la 3e. Geo. IV. Chap. 119, - - - - -	-	-	-	7442 11 3½
13. Amendes, Confiscations, &c. - - - - -	-	-	-	610 15 1½
				Courant, £112286 12 1

Sauf Erreurs.

Québec, 27 Janvier 1825.

T. A. YOUNG,
Inspecteur-Général des Comptes Publics Provinciaux.

No. 15.

ETAT faisant voir les Droits recueillis en vertu de divers Actes du Parlement Provincial du Bas-Canada, et les différentes Appropriations d'iceux, entre le 1er Novembre 1823 et le 1er Novembre 1824.

Montant des Appoiitemens des Officiers de la Législature et Contin-gens. suivant précis No. 17, £	8,021 11 5	Balance non appropriée, suivant l'état de l'année dernière,	£168,167 10 0½
Appropriations en vertu de divers Actes Provinciaux, savoir :		Montant des Droits en vertu de la 33e. Geo. III. suivant Compte No. 3, £2,156 4 6	
35e Geo. III. Chap. 9, Aide annuelle à Sa Majesté, Sterling, £5,000 0 0	5,555 11 1	Ditto des ditto en vertu de la 35e. ditto, suivant ditto 4, £23,614 3 10	
55e ditto 10, Pensions à des Miliciens blessés et aux Veuves, suivant précis, No. 16, Sterling, £337 10 0	375 0 0	Ditto des ditto en vertu des 53e. et 55e. ditto, suivant ditto 8, £17,337 9 3½	
3e Geo. IV. Chap. 3, Appointemens du Lieutenant-Gouverneur, Sterling, £2,500	2,777 15 6	Ditto des ditto en vertu de la 55e. ditto Chap. 3, suivant ditto 9, £18,719 4 10½	
Allouance à ditto pour Loyer de Maison, 500 0 0	500 0 0	Ditto des ditto en vertu de la 59e. ditto, continuée par la 4e. Geo. IV. Chap. 10, suivant ditto 10, £7,200 3 1½	
" " 27, Maisons de Correction dans les trois Districts, 600 0 0	600 0 0	Ditto des ditto en vertu des Actes du Parlement Impérial de la 3e. Geo. IV. Chap. 44 et 45 et 4e. Geo. IV. Chap. 2, suivant ditto - 11, £656 1 1½	
" " 28, Paiement des Appointemens de certains Officiers de Milice, £1,700 0 0	2,000 0 0	Ditto des ditto en vertu de la 3e. Geo. IV. Chap. 119, suivant ditto 12, £7,442 11 3½	
Frais de Poursuite de Délinquans, 300 0 0	250 0 0		
" " 29, Soutien de la Maison d'Industrie à Montréal, 300 0 0	300 0 0	£82,125 13 1	
" " 39, Pension en faveur de Dame Badclard veuve Panet, ...	20,000 0 0	A déduire,	
4, Geo. IV. Chap. 16, Emprunt qui doit être fait par les Commissaires du Canal de La Chine, ...		Les frais de Collection, savoir :	
Intérêt sur icelui jusqu'au 31e Octobre 1824, suivant précis No. 16, Sterling, £357 2 3	396 15 10	Dépenses incidentes à Québec, - £1,726 7 4	
" " 28, Soulagement des Personnes dérangées dans leur esprit, des Infirmes, Personnes malades et le soutien des Enfans trouvés &c. ...	4,300 0 0	Ditto à Saint-Jean, 385 2 5	
" " 32, Pour le soutien de l'Hôpital des Emigrés à Québec, ...	600 0 0	Appointemens de l'Officier Visiteur au Côteau du Lac, 18 Mois jusqu'au 10 Avril 1824, - - - 45 0 0	
" " 35, Pour la Société d'Education à ditto, ...	200 0 0	Allouance faite au Collecteur à ditto an lieu et place d'Appointemens et Contingens, 12 mois jusqu'au 10 Octobre 1824, Sterling, £60 - 66 13 4	
" " 38, Paiement de l'Impression des Actes de la Législature, ...	411 5 0	Ditto au ditto à la Nouvelle Beauce, pour l'année finissant le 5 Janvier 1824, - - - - - 30 2 9	
	£46,287 18 10	2,255 5 10	
Arrérages adjugés à la Province du Haut-Canada, par les Arbitres nommés en conformité à l'Acte du Parlement Impérial, 3e. Geo. IV. Chap. 119, Proportion des Droits en faveur de ditto, en vertu des Actes Provinciaux des 33e. 35e. 53e. 55e. Geo. III. depuis le 6 Juillet 1819 jusqu'au 5 Juillet 1822, payée conformément à ditto, ...	12,220 17 6		79,872 12 3
Ditto de ditto en faveur de ditto, en vertu de ditto ditto et de la 3e. Geo. IV. Chap. 44 et 45, de la 4e. Geo. IV. Chap. 2, et de la 3e. Geo. IV. Chap. 119, depuis le 6 Juillet 1822 jusqu'au 10e Octobre 1824, payée conformément à ditto, ...	35,342 2 1	Montant reçu des Commissaires de la Halle du Marché à Québec, à l'acquit d'une partie de la Somme avancée, en vertu de l'Acte Provincial de la 55e. Geo. III. Chap. 17,	579 5 8
	£51,127 15 9	Ditto reçu du Révérend F. Demers, ci devant résidant à Bonaventure dans la Baie des Chaleurs, et un des Commissaires pour distribuer des Provisions aux Paroisses en détresse en 1816, pour la vente de 2½ Quarts de Fleur,	10 0 0
	£124,978 14 2		
Balance non appropriée	125,650 13 9½		
Courant, £	248,629 7 11½	Courant,	£248,629 7 11½

La Balance de £96,117 13 0½ Sterling, dont le ci-devant Receveur Général a reconnu être redevable et dont il n'a point rendu compte, fait partie de cette somme.

Sauf Erreurs.

Québec, 27 Janvier 1825.

T. A. YOUNG,
Inspecteur-Général des Comptes Publics Provinciaux.

Appendice
(M.)

No. 16.

31e. Janv.

PRECIS des *WARRANTS* accordés par Son Excellence le COMTE de DALHOUSIE, G. C. B. Capitaine-Général et Gouverneur en Chef, et par Son Excellence l'Honorable Sir FRANCIS BURTON, G. C. G. Lieutenant Gouverneur, sur John Hale, Ecuyer, Receveur-Général, en paiement de la Dépense Civile du Bas-Canada, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'au 1er. Nov. 1824.

NOMS.	POURQUOI.	Montant Sterling.		
		£	s	d
Son Excellence le Comte de Dalhousie, G. C. B.	Appointemens comme Capitaine-Général et Gouverneur en Chef, depuis le 1er Novembre 1823 jusqu'au 30 Avril 1824,	2250	0	0
Son Excellence l'Honorable Sir F. Burton, G. C. G.	Ditto comme Lieutenant-Gouverneur de la Province du Bas-Canada, depuis le 1er Novembre 1823 jusqu'au 31 Octobre 1824,	2500	0	0
Ditto, Alexr. Forbes,	Allouance pour Loyer de Maison, comme ditto, 12 mois d'Appointemens comme Lieutenant-Gouverneur de Gaspé, jusqu'au 30 Avril 1824,	450	0	0
A. W. Cochran, Ls. Montizambert, Robr. Dunn, Dominick Daly,	Ditto comme Secrétaire Civil du Gouverneur en Chef, jusqu'au 31 Octobre 1824, Ditto comme assistant ditto, jusqu'à ditto, Ditto comme assistant dans le Bureau de ditto jusqu'à ditto,	500	0	0
William Flint,	Appointemens comme ditto extraordinaire dans ditto, depuis le 7 Novembre 1823 jusqu'au 31 Octobre 1824, à 10s. sterling par jour,	183	0	0
Thomas Douglafs,	Ditto comme Secrétaire privé du Lieutenant-Gouverneur de la Province ayant l'Administration du Gouvernement, depuis le 1er. Septembre jusqu'au 31 Octobre 1824, à £200 Sterling par an,	33	8	5
Ditto, Lewis Harper, Wm. Woodington, Jas. Thompson, A. L. J. Duchefnay, Henry Cowan, Maitre de Poste,	Ditto comme Commis dans le Bureau du Secrétaire Civil, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'au 31 Octobre 1824, Allouance comme ditto pour Loyer de Maison, &c. Appointemens comme Gardien des Bureaux du Secrétaire Civil, Ditto comme Messager dans ditto, Ditto comme ditto dans ditto, 12 mois de Loyer d'une Maison occupée pour les Bureaux de ditto,	100	0	0
Neilson & Cowan, Thos. Cary & Co.	Port de Lettres et Paquets transmis et reçus pour le Service public, dans le Département du Secrétaire Civil, depuis le 11 Octobre 1823 jusqu'au 10 Octobre 1824, Impression faite et Papeterie fournie pour le Gouvernement,	1095	13	5
J. C. Fisher, Imprimeur du Roi, Lewis Harper, A. W. Cochran,	Ditto et ditto pour ditto, Avertissemens publiés dans la Gazette de Québec par autorité, Ouvrage fait et divers articles fournis pour le Bureau du Secrétaire Civil, Allouance extraordinaire pour Bois de Chauffage requis pour les Bureaux du Secrétaire Civil, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'au 30 Avril 1824,	60	18	6
Thos. Amyot,	Appointemens comme Secrétaire et Greffier de la Province, depuis le 1er Mai 1823 jusqu'au 30 Avril 1824,	47	12	7
Ls. Montizambert, faisant fonction de Secrétaire de la Province, Ditto,	12 Mois d'Allouance pour le Loyer d'un Bureau pour y enrégistrer les Octrois de Terre de la Couronne, jusqu'au 31 Octobre 1824, Dépenses contingentes de son Bureau, depuis le 11 Avril 1823 jusqu'au 10 Octobre 1824,	67	19	1
John Phillips,	Ouvrages faits et Matériaux fournis pour réparer les Bureaux dans le bas de l'Évêché, maintenant occupés par le Secrétaire Provincial, &c.	8	2	8
A. W. Cochran,	12 Mois d'Appointemens comme Auditeur des Patentes pour les Terres, jusqu'au 31 Octobre 1824,	22	10	0
Edward Bowen, John Hale,	Ditto comme Traducteur François du Gouvernement, Appointemens comme Receveur Général, du 25e. Novembre 1823 au 31e. Octobre 1824, à £1000 Sterling par an,	400	0	0
Ditto, Ditto,	Allouance comme ditto pour un Commis, depuis ditto jusqu'à ditto, à £100 par an, Appointemens comme Inspecteur-Général des Comptes Publics de la Province, du 1er. au 24e Novembre 1823, à 20s. Sterling par jour,	932	17	6
Ditto,	Allouance comme ditto pour un Commis, depuis ditto jusqu'à ditto, à £100 Sterling par an,	93	5	9
T. A. Young,	Appointemens comme Inspecteur-Général des Comptes Publics de la Province, depuis le 25e. Novembre 1823, jusqu'au 31e. Oct. 1824, à 20s. Sterling par jour	24	0	0
Ditto,	Allouance comme ditto pour un Commis, depuis ditto jusqu'à ditto, à £100 Sterling par an,	6	14	3
Ditto,	Montant de son Compte comme ditto, pour Papeterie, Actes, Journaux et Boîtes pour y renfermer les Papiers de son Bureau,	342	0	0
Frederick East, Les Collecteur et Contrôleur à Québec, Jonathan Sewell,	Appointemens comme Officier Maritime à Québec, Une année de Loyer pour le Bureau Maritime à ditto, jusqu'au 30e. Avril 1824,	93	5	9
John Richardson, A. L. J. Duchefnay, James Kerr, M. H. Perceval, Oliver Perrault, W. B. Coltman, Wm. Smith, W. B. Coltman,	12 mois d'Appointemens comme Membre du Conseil Exécutif, jusqu'au 31e. Octobre 1824, Ditto comme ditto jusqu'à ditto, Ditto comme ditto jusqu'à ditto,	45	6	2
Jas. Irvine,	Ditto comme Président du Comité du Conseil Exécutif pour l'audition des Comptes Publics, jusqu'à ditto, Deux années qui lui ont été allouées comme Membre de ditto, depuis le 28e. Octobre 1817 au 27e. Octobre 1819, à £200 Sterling par an, sur la recommandation d'un Rapport d'un Comité général du Conseil, en date du 6e. Juillet 1824, en conséquence d'une référence du Comte de Dalhousie en Conseil du 5e. Juillet dernier,	100	0	0
H. W. Ryland,	12 mois d'Appointemens comme Greffier du Conseil Exécutif, et aussi pour une allouance qui lui est faite pour dépenses contingentes de Bois de chauffage, Impression et Papeterie requis pour l'usage de son Bureau jusqu'au 31e. Oct. 1824,	18	0	0
G. H. Ryland, Bernard Hale, John King, Ditto,	Ditto comme Assistant Greffier, de ditto jusqu'à ditto, Ditto comme Secrétaire du Comité pour l'Audition des Comptes, jusqu'à ditto, Ditto comme Messager dans le Bureau du Greffier du Conseil Exécutif, Allouance pour procurer le Bois de chauffage nécessaire pour un nombre additionnel de Poêles, et pour couvrir l'augmentation des dépenses encourues pour nettoyer et avoir soin des appartemens appropriés à l'usage du Conseil Exécutif,	100	0	0
		100	0	0
		100	0	0
		100	0	0
		100	0	0
		100	0	0
		100	0	0
		100	0	0
		100	0	0
		400	0	0
		400	0	0
		550	0	0
		183	0	0
		183	0	0
		50	0	0
		40	0	0

Porté ci-contre,

£13785 10 3

NOMS.	POURQUOI.	Montant Sterling. £ s. d.	Appendice (M.)
	Montant d'autre part,	13785 10 3	
Michael Quin, Jasper Brewer,	Appointemens comme Portier du Conseil Exécutif, Pour avoir complété un Index Analytique des Livres d'Etat, déposés de record dans le Bureau du Conseil Exécutif, tel que recommandé par un Comité de tout le Conseil, le 5e. Décembre 1823,	50 0 0	31e. Janv.
W. B. Coltman, Président du Comité d'Audition, Thos. Cary & Co.	Son Compte pour divers Ecrivains employés à préparer les Comptes requis par la Législature, tel que recommandé par ditto, le 5e. Mars 1824, Papeterie fournie au Comité pour l'Audition des Comptes, depuis le 11e. Avril 1823 jusqu'au 10e. Octobre 1824,	110 0 0 195 14 1	
John Phillips, Ditto, R. & A. Haddan, E. Woodbury, Jonathan Sewell,	Réparations faites au Bureau de l'Audition des Comptes, Ditto faites au Bureau du Conseil, Tapis et Chaîfes pour les différentes Chambres et Bureaux du Conseil Exécutif, Réparations faites et avoir fixé les tuyaux dans les Chambres du Conseil Exécutif, Appointemens comme Juge en Chef du Bas-Canada, depuis le 1er Novembre 1823 jusqu'au 31e Octobre 1824,	34 11 10 20 2 11 40 6 5 5 3 3	
Jas. Monk, James Kerr,	Ditto, comme ditto de Montréal, depuis le 1er Mai 1823 jusqu'au 30e Avril 1824, Ditto, comme un des Juges Puinés de la Cour du Banc du Roi pour le District de Québec, depuis le 1er Novembre 1823 jusqu'au 31e Octobre 1824,	1500 0 0 1100 0 0	
Olivier Perrault, Edward Bowen, Isaac Ogden, et ses représentans,	Ditto, comme ditto pour ditto, jusqu'à ditto, Ditto, comme ditto pour ditto jusqu'à ditto, Ditto, comme ditto pour ditto de Montréal depuis le 1er Novembre 1822 jusqu'au 1er Février 1824, à £900 Sterling par année,	900 0 0 900 0 0 900 0 0	
James Reid, L. C. Foucher, Geo. Pyke, Pierre Bedard, Alexis Caron,	Ditto, comme ditto pour ditto, depuis le 1er Novembre 1823 jusqu'au 31 Octobre 1824, Ditto, comme ditto pour ditto, jusqu'à ditto, Ditto comme ditto pour ditto, jusqu'à ditto, Ditto, comme Juge de la Cour du Banc du Roi aux Trois-Rivières, jusqu'à ditto, Ditto, comme Juge Provincial du District Inférieur de Gaspé, depuis le 1er Novembre 1823 jusqu'au 31e Octobre 1824,	1133 0 3 900 0 0 900 0 0 900 0 0 600 0 0	
John Fletcher, James Kerr, N. F. Uniacke, Chas. Marshall, C. R. Ogden, Geo. Vanfelson, N. F. Uniacke, Procureur-Général,	Ditto, comme ditto du District de St. François, Ditto, comme Juge de la Cour de Vice-Amirauté, Ditto, comme Procureur-Général, Ditto, comme Solliciteur-Général, depuis le 1er Novembre 1822 jusqu'au 31 Octobre 1823, Ditto, comme ditto, depuis le 1er Novembre 1823 jusqu'au 31e Octobre 1824, Ditto, comme Avocat-Général, depuis ditto jusqu'à ditto, Montant de Son Compte pour Services rendus dans la profession, entre le mois d'Avril 1823 et le mois d'Avril 1824, y compris ses frais de Voyage, Pour frais encourus pour sommer les Témoins de la Couronne, &c.	500 0 0 500 0 0 200 0 0 300 0 0 200 0 0 200 0 0 200 0 0 2016 13 4 180 0 0	
Ditto, Geo. Vanfelson, Avocat-Général,	Montant de Son Compte pour services rendus dans la profession, entre le 11e Octobre 1823 et le 10e Octobre 1824,	258 4 8	
W. S. Sewell,	Appointemens comme Shérif du District de Québec, depuis le 1er Novembre 1823 jusqu'au 30e Avril 1824,	50 0 0	
Ditto,	Allouance comme ditto pour payer un Exécuteur de la Haute Justice, depuis ditto jusqu'à ditto,	13 10 0	
Ditto, T. A. Young,	Montant des Contingens, comme Shérif du District de Québec, jusqu'au 10e Avril 1824, Appointemens comme Shérif du District de Québec, depuis le 1er. Mai jusqu'au 31e. Octobre 1824,	563 10 11 50 0 0	
Ditto,	Allouance comme ditto pour payer un Exécuteur de la Haute Justice, depuis ditto jusqu'à ditto,	13 10 0	
Ditto,	Pour frais encourus pour le soutien des Prisonniers, pour payer des Témoins nécessaires et Mandats de Prise de Corps, &c.	247 10 0	
Ditto,	Pour le mettre à même de défrayer les dépenses nécessaires à l'effet de garder en sûreté une quantité de Bois qu'il a saisi, comme ayant été coupé sur les Terres de la Couronne, dans cette Province,	360 0 0	
F. W. Ermatinger,	Appointemens comme Shérif du District de Montréal, depuis le 1er Novembre 1823 jusqu'au 31e Octobre 1824,	100 0 0	
Ditto, Ditto,	Allouance comme ditto pour payer un Exécuteur de la Haute Justice, Dépenses contingentes de son Bureau, réparations faites à la Prison &c. depuis le 1er Novembre 1823 jusqu'au 31e Octobre 1824, 2457 6 10 Déduisant une somme qu'il a remise au Receveur-Général étant une Balance non dépensée, sur des Warrants, dont il devoit rendre compte, 327 11 11	27 0 0 2329 14 11	
Lewis Gagy,	Appointemens comme Shérif du District des Trois-Rivières, depuis le 1er Novembre 1823, jusqu'au 31 Octobre 1824,	75 0 0	
Ditto,	Allouance comme ditto, pour payer un Exécuteur de la Haute Justice, depuis ditto jusqu'à ditto,	27 0 0	
Ditto,	Dépenses contingentes de son Bureau de Shérif du District des Trois-Rivières, en 1823 et 1824,	422 4 3	
Thos. Man,	Appointemens comme Shérif du District de Gaspé, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'au 31 Octobre 1824,	70 0 0	
Ditto, Ditto,	Allouance comme ditto pour frais de Voyage, Dépenses contingentes de son Bureau jusqu'au 10 Octobre et 1823 pour ditto jusqu'au 10 Octobre 1824,	10 0 0 61 15 5	
Henry Blackstone,	Appointemens comme Coronaire du District de Québec, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'au 31 Octobre 1824,	100 0 0	
J. M. Mondelèt, Ditto,	Ditto comme ditto à Montréal, Dépenses contingentes de son emploi, depuis le 11 Octobre 1823 jusqu'au 10 Octobre 1824,	36 0 0 83 17 4	
Hugh Frafer,	Ditto comme Coronaire aux Trois-Rivières, depuis le 11 Avril jusqu'au 10 Octobre 1823,	11 13 7	
Les Représentans de feu Gilbert Ainslie, Ditto, Wm. Green,	Appointemens comme Greffier de la Couronne, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'au 21 Mai 1824, à £100 Stg. par an, Contingens comme ditto, depuis Août 1823 jusqu'en Mars 1824, Appointemens comme Greffier de la Couronne pour le District de Québec, depuis le 1er. Juin jusqu'au 31 Octobre 1824, à £40 Stg. par an,	55 12 4 332 12 1 16 15 4	
Ditto, John Delisle,	Services rendus dans le dernier Terme Criminel, Appointemens comme Greffier de la Couronne pour le District de Montréal, depuis le 1er. Juin jusqu'au 31 Octobre 1824, à £40 Stg. par an,	42 16 9 16 15 4	
Ditto,	Services rendus dans les Cours du Banc du Roi et d'Oyer et Terminer en Août, Septembre et Novembre 1824,	162 8 4	
Hugh Frafer,	Appointemens comme Greffier de la Couronne pour le District des Trois-Rivières, depuis le 1er. Juin jusqu'au 31 Octobre 1824, à £20 Stg. par an,	8 7 8	
	Porté ci-contre,	£33777 17 4	

Appendice (M.)	NOMS.	POURQUOI.	Montant Sterling. £ s d.
		Montant d'autre part,	33777 17 4
31e. Janv.	Amasa Bebee,	Ditto comme Greffier de la Cour Provinciale et Greffier de la Paix pour le District de Gaspé, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'au 31 Octobre 1824,	50 0 0
	Ditto,	Allouance comme ditto pour Papeterie,	15 0 0
	J. T. Taschereau,	Appointemens comme Président des Sessions de Quartier à Québec,	250 0 0
	J. G. Thompson,	Ditto comme ditto à ditto,	250 0 0
	Thomas M ^c Cord,	Ditto comme Magistrat de Police à Montréal, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'au 2 Juin 1824, à £250 Stg. par an,	147 11 11
	J. M. Mondelêt,	Ditto comme ditto à ditto, depuis ditto jusqu'à ditto,	147 11 11
	Saml. Gale,	Ditto comme ditto à ditto, depuis le 3 Juin jusqu'au 31 Octobre 1824, à £500 Stg. par an,	206 16 11
	Thomas Coffin,	Ditto comme Président des Sessions de Quartier aux Trois-Rivières, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'à ditto,	200 0 0
	Ditto,	Ditto comme Inspecteur et Chef de Police aux Trois-Rivières,	50 0 0
	R. Christie,	En accompte de ses appointemens comme Président des Sessions de Quartier pour le District inférieur de Gaspé,	90 0 0
	Is. Montizambert,	Appointemens comme Greffier de la Cour d'Appel,	120 0 0
	Ditto,	Allouance comme ditto pour Papeterie,	6 0 0
	M. Landry,	Appointemens comme Huissier de la Cour d'Appel,	27 0 0
	Thos. Aylwin,	Ditto comme Interprète de la Cour du Banc du Roi et des Sessions de Quartier à Québec,	40 0 0
	Fred. Goedike,	Ditto comme ditto de ditto à Montréal,	40 0 0
	Hugh Frazer,	Ditto comme ditto aux Trois-Rivières,	25 0 0
	Geo. Henderson,	Ditto comme Gardien de la Prison commune à Québec,	90 0 0
	Ditto,	Allouance comme ditto pour payer deux Guichetiers,	72 0 0
	Les Représentans de feu Peter Holt,	Appointemens comme Gardien de la Prison commune à Montréal, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'au 30 Mai 1824, à £90 Stg. par an,	52 5 5
	Ditto,	Allouance comme ditto pour payer deux Guichetiers depuis ditto jusqu'à ditto, à £40 chaque par an,	41 16 4
	Geo. Holland,	Appointemens comme ditto, depuis le 22e. Juin jusqu'au 31e. Octobre 1824, à £90 Sterling par an,	32 10 11
	Ditto,	Allouance comme ditto, pour payer deux Guichetiers, depuis ditto jusqu'à ditto, à £40 Sterling chaque par an,	26 0 9
	Rich. Johnston,	Appointemens comme ditto aux Trois-Rivières, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'au 31e. Octobre 1824,	45 0 0
	Ditto,	Allouance comme ditto pour payer un Guichetier,	22 10 0
	M. Landry,	Appointemens comme Huissier Audiencier de la Cour du Banc du Roi à Québec,	20 0 0
	Geo. Stanley,	Ditto comme ditto de ditto à Montréal,	20 0 0
	Jos. Plamondon,	Ditto comme Huissier à Baguette de la Cour du Banc du Roi à Québec,	18 0 0
	Geo. Stanley,	Ditto comme ditto à Montréal,	18 0 0
	P. Portugais,	Ditto comme Huissier Audiencier, et comme ditto des Cours aux Trois-Rivières,	25 0 0
	Thos. Aylwin,	Ditto comme Premier Connétable à Québec,	36 0 0
	Les Représentans de feu Rich. Hart,	Ditto comme ditto à Montréal, depuis le 1er. Mai jusqu'au 19e. Juin 1823,	2 9 3
	Perrault & Ross, Protonotaires à Québec,	Dépenses contingentes de leur Bureau, depuis le 11 Octobre 1822 jusqu'au 10 Avril 1824, et en accompte de ditto jusqu'au 10 Octobre 1824,	407 16 2
	Levesque et Monk, ditto à Montréal,	Ditto de ditto, depuis le 11 Avril 1823 jusqu'au 10 Avril 1824, et en accompte de ditto jusqu'à ditto,	250 0 7
	Thomas & Fraser, ditto aux Trois Rivières,	Ditto de ditto, jusqu'au 10 Avril 1824,	82 19 1
	Green & Perrault, Greffiers de la Paix à Québec,	Allouance qui leur a été faite pour avoir émané 182 Notices, préparé les Originaux de 27 Subpœnas et en faire 108 Copies, en conséquence de l'Enquête qui a eu lieu concernant la conduite de Mr. Larue, par ordre de Son Excellence le Gouverneur en Chef,	15 6 11
	Ditto et ditto,	Montant de leurs Comptes pour services rendus comme Greffiers adjoints de la Paix, Allouance ordinaire pour papeterie et Commission sur le montant des Amendes qu'ils ont reçue pour les douze mois finissant le 10 Octobre 1824,	163 5 3
	John Delisle, ditto à Montréal,	Ditto de ditto pour ditto, et Allouance pour papeterie, pour 6 mois jusqu'au 10 Octobre 1823,	21 3 4
	Thomas & Fraser, do. Trois-Rivières	Ditto de ditto pour ditto, depuis le 10 Avril 1823 jusqu'au 10 Octobre 1824,	57 14 1
	C. B. Felton, Greffier de la Cour du District de St. François,	Pour le mettre à même de payer les Dépenses contingentes de son Bureau et faire l'achat de Peûles et Tuyaux, ainsi que de Bois de Chauffage à l'usage de la Salle d'Audience,	102 12 0
	Amasa Bebee, Greffier de la Cour à Gaspé,	Montant de son Compte, pour Loyer de Chambres à l'effet d'y tenir les Cours de Circuit à Carleton, Percé et Gaspé,	7 13 0
	Perrault & Ross,	Balance de leur Compte pour réparations faites à la Salle d'Audience à Québec,	1 13 4
	Clarke & Appleton,	Divers changemens et réparations faits dans la Cour du Banc du Roi à Montréal,	169 4 0
	J. L. Wolff,	Ouvrages de Peinture faits dans la Prison aux Trois-Rivières,	22 10 0
	Moses Hart,	Matériaux fournis pour ditto à ditto conformément à l'Acte de la 3e Geo. IV. Chap. 31	5 17 2
	Pierre Portugais, Gardien de la Salle d'Audience aux Trois-Rivières,	Son Compte pour laver et nettoyer la Salle d'Audience en Octobre 1824,	3 0 0
	Gaspard Degan,	Allouance pour le mettre à même de se procurer du Bois de Chauffage pour les Chambres qu'il occupe dans la Salle d'Audience à Montréal, depuis le 1er. Novembre 1824 jusqu'au 31 Octobre 1825,	13 10 0
	Thomas Aylwin, Grand Connétable à Québec.	Balance de son compte, pour services rendus par lui même et autres Connétables durant les termes Criminels de la Cour du Banc du Roi, en 1823 et 1824.	62 19 10
	M. Ritter do. aux Trois-Rivières,	Services rendus par lui même et huit autres Connétables à la Cour Criminelle en Septembre 1823,	27 4 6
	Philip Burns, ditto à ditto,	Ditto par ditto et ditto, en Mars et Septembre 1824,	96 12 5
	L. H. Gauvin,	Son Compte de Frais pour le service de Subpœnas et pour prendre soin des Témoins de la Couronne &c. au Terme d'Oyer et Terminer, tenu à Montréal en Août et Novembre 1824,	90 0 0
	Ls. Lefebvre,	Son Compte de transport à servir des Subpœnas pour la Cour à Montréal en Septembre 1823,	10 18 5
	Daniel Frazer,	Ditto de ditto à servir ditto pour ditto, aux Trois-Rivières en ditto,	4 10 3
	J. Girardeau,	Son Compte pour service de Subpœnas au Terme Criminel aux Trois-Rivières en Septembre 1823,	1 6 4
	J. Pothier,	Son ditto pour ditto à ditto et frais de voyage pour l'arrestation de J. B. Janvier,	1 16 10
	J. T. Taschereau & J. G. Thompson,	Présidens des Sessions de Quartier à Québec, pour des objets de Police,	90 0 0
	T. M ^c Cord et J. M. Mondelêt,	Ditto à Montréal pour ditto, ditto,	100 0 0
	Samuel Gale,	Ditto à ditto, balance des déboursés du Bureau de la Police, depuis le 1er Février 1823 jusqu'au 31e Octobre 1824,	79 7 2
		Porté ci-contre,	£37853 11 5

NOMS.	POURQUOI.	Montant Sterling.			Appendice (M.)
		£	s.	d.	
	Montant d'autre part,	37853	11	5	31c. Janv.
Thomas Coffin,	Président des Sessions de Quartiers aux Trois-Rivières pour des objets de Police,	54	0	0	
Jon. Sewell, Juge en Chef,	Pour avoir fait des Tournées,	150	0	0	
James Kerr, Juge du Banc du Roi à Québec,	Pour ditto ditto,	112	10	0	
Olivier Perrault, ditto ditto,	Pour ditto ditto,	75	0	0	
Edwd. Bowen, ditto ditto,	Pour ditto ditto,	112	10	0	
James Reid, do. à Montréal,	Pour ditto ditto,	100	0	0	
L. C. Foucher, ditto ditto,	Pour ditto ditto,	75	0	0	
Geo. Pyke, ditto ditto,	Pour ditto ditto,	100	0	0	
P. Bedard do. aux T.-Rivières,	Pour ditto ditto,	75	0	0	
George Henderlon,	Pour le rembourser d'autant qu'il a payé pour transporter cinq Prifonniers au delà des mers,	47	0	0	
Joseph Bouchette,	Appointemens comme Arpenteur-Général depuis le 1er Novembre 1823 jusqu'au 31 Octobre 1824,	450	0	0	
Ditto,	Allouance comme ditto pour le loyer d'un Bureau et Bois de Chauffage,	67	10	0	
Ditto,	Ditto comme ditto pour payer le Domestique de leur Bureau,	40	0	0	
Ditto,	Ditto comme ditto, pour papeterie,	20	0	0	
Wm. Sax,	Appointemens comme premier Commis dans le Bureau de l'Arpenteur-Général,	183	0	0	
Robt. Smith,	Ditto comme ditto dans ditto,	150	0	0	
Jasper Brewer,	Comme Greffier du comité Auxiliaire des Terres,	100	0	0	
Wm. Bowron,	Son Compte de déboursés pour l'arpentage du Township de Godmanchester.	135	0	0	
P. Smith, Député Arpenteur Provincial,	Avance additionnelle de l'Arpentage qui trace la ligne qui divise l'augmentation de la Seigneurie de Nicolet et le Township d'Aston,	15	0	0	
Is. Legendre, ditto,	Balance de son compte pour l'arpentage du Township de Warwick,	95	14	5	
Ditto ditto,	Montant de son compte pour ditto du Township de Stanfold,	61	4	0	
Josh. Bouchette, fils, ditto,	Balance de son compte pour ditto d'une partie du Township de Kilkenny,	36	3	5	
Ditto	Montant de son Compte pour ditto de la partie Nord Ouest de ditto,	95	4	10	
J. B. Bureau, ditto,	Balance de son ditto pour l'Arpentage et la subdivision du Township de Caxton,	126	18	5	
Jos. Bouchette, Arpenteur Général,	Son Compte pour l'Arpentage et Procès-Verbal et le Plan du Lot de Terre appartenant à la Couronne, sur lequel il a été érigé une Maison d'Ecole,	5	5	0	
Ditto,	En accompte de ses dépenses contingentes encourues pour sa visite, comme Agent, dans les Townships,	107	10	0	
F. Vassal de Monviel,	Appointemens comme Adjudant Général des Milices, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'au 31e. Octobre 1824,	450	0	0	
Ditto,	Allouance comme ditto pour le Loyer d'un Bureau et Bois de Chauffage,	67	10	0	
J. T. Taschereau,	Appointemens comme Député Adjudant Général des Milices,	270	0	0	
L. A. Thomas,	Ditto comme Commis dans le Bureau de ditto,	123	10	6	
Chs. Petitclaire,	Ditto comme Messager dans ditto,	60	7	11	
Lt. Col. Geo. Taylor,	Ditto comme Aide-de-Camp Provincial,	180	0	0	
Lt. Col. J. B. Duchesnay,	Ditto comme ditto,	180	0	0	
F. Vassal de Monviel, Adj. Génl. des Milices,	Dépenses contingentes de Papeterie et Impression pour son Bureau, depuis le 11e. Avril 1823 et le 10e. Avril 1824,	134	13	1	
Ditto,	Pour le mettre à même de payer les Pensions des Miliciens,	337	10	0	
Henry Cowan, Maître de Poste à Québec	Pour Port de Lettres et Paquets dans le Département de l'Adjudant Général des Milices, jusqu'à ditto,	114	10	9	
Jos. Planté,	Appointemens comme Greffier du Terrier des Domaines de Sa Majesté,	90	0	0	
Ditto,	Montant de Sa Commission comme Inspecteur Général des Domaines du Roi sur la recette d'iceux, depuis le 11e. Avril jusqu'au 10e. Octobre 1823,	45	12	8	
M. H. Perceval, Collecteur à Québec,	Montant des Dépenses incidentes encourues dans la perception des Droits, en vertu des Actes Provinciaux pour les Quartiers finissant les 10e. Octobre 1823, 5e. Janvier, 5e. Juillet et 10e. Octobre 1824,	1979	17	10	
William Macrae, Collecteur à St. Jean,	Montant des Dépenses incidentes encourues dans la perception des Droits en vertu des Actes Provinciaux, pour les Quartiers finissant les 10e. Octobre 1823, 5e. Janvier, 5e. Avril, 5e. Juillet et 10e. Octobre 1824,	444	0	5	
John Simpson, do. au Côteau du Lac,	Allouance au lieu et place de Contingens pour les 12 mois finissant le 10e. Octobre 1823,	90	0	0	
Sml. Perry,	18 Mois d'Appointemens comme Douanier au Côteau du Lac, depuis le 1er. Novembre 1822 au 30e. Avril 1824,	40	10	0	
A. C. Taschereau, Collecteur à Ste. Marie Nouvelle-Beauce,	Son Allouance de 50 per Cent, sur les Droits perçus à la Nouvelle Beauce durant l'Année finissant le 5e. Janvier 1824,	27	2	6	
J. H. Dunn, Receveur-Général du Haut-Canada,	Etant un cinquième des Droits perçus à Québec, depuis le Quartier finissant le 5e. Juillet 1823 jusqu'au 1er Mai 1824, Période où le reste des Obligations deviennent dues et payables au Haut-Canada, c'est-à-dire le 1er. Janvier et le 1er. Juillet 1824, conformément à l'Acte du Parlement Impérial de la 3e. Geo. IV. chap. 119,	14976	18	6	
Forsyth, Walker & Co.	Montant du Droit sur le Rum qu'ils ont payé en vertu de l'Acte de la 14e. Geo. III. lequel leur a été remboursé en vertu d'un Ordre des Lords Commissaires de la Trésorerie de Sa Majesté,	1141	12	0	
Jas. McCallum & Co.	Ditto de ditto remboursé en vertu de ditto,	711	2	0	
A. McAllister & Co.	Ditto de ditto ditto ditto,	582	5	0	
Garden, Auldjo & Co.	Ditto de ditto ditto ditto,	321	10	6	
Irvine Macnaught & Co.	Ditto de ditto ditto ditto,	694	16	9	
J. S. Shaw,	Ditto de ditto ditto ditto,	352	9	6	
J. W. Satterthwaite,	Ditto de ditto ditto ditto,	139	17	0	
Patersons & Weir,	Ditto de ditto ditto ditto,	280	16	0	
J. P. Thirlwall,	Ditto de ditto ditto ditto,	278	6	6	
Thos. Mackie,	Ditto de ditto ditto ditto,	27	3	6	
Patersons & Weir,	Etant une remise de Droit sur 36 Caisses de Thé qu'ils ont importées de Londres,	4529	18	9	
Peter McGill & Co.	Ditto de ditto payé en sus par erreur sur 30,000 lbs. de Sucre raffiné,	11	17	6	
Forsyth, Walker & Co.	Ditto de ditto payé en sus par erreur, sur de la Cassonade qu'ils ont importée de la Grenade,	17	18	7	
Wm. Osgoode,	6 Mois de Pension jusqu'au 31e. Octobre 1823,	130	8	7	
Sir Geo. Pownal, Kt.	12 do. de do. 30e. Avril 1824,	400	0	0	
Henrietta Dunn,	Do. do. 31e. Octobre 1824,	300	0	0	
H. W. Ryland,	Do. do. do.	250	0	0	
Mad. Mary Elmsley,	Do. do. 30e. Avril 1824,	300	0	0	
Mad. Baby,	Do. do. 31e. Octobre 1824,	200	0	0	
Sarah Taylor,	Do. do. do.	150	0	0	
Mad. Lemaistre,	Do. do. do.	50	0	0	
Mad. Evans,	Do. do. do.	50	0	0	
La. De Salaberry,	Do. do. do.	20	0	0	
Louise Badelard, Veuve Panet,	Do. do. do.	200	0	0	
Dame Rottot,	Do. do. do.	270	0	0	
Henry Harwood,	Do. do. do.	36	0	0	
		30	0	0	

Appendice (M.)	NOMS.	POURQUOI.	Montant Sterling.		
			£	s	d
31e. Janv.	Les Représentans de Dame Cramahé,	Pension depuis le 1er. Mai 1821, jusqu'au 29e. Décembre 1822, comme Veuve de feu H. T. Cramahé, Ecuyer,	669	83	10 6
	Demle. Champlain,	12 Mois de Pension jusqu'au 31e. Octobre 1824,	249	17	3
	H. Montizambert,	2 Années do. do.	25	0	0
	M. Montizambert,	18 Mois de do. do.	20	0	0
	L. Montizambert,	12 Do. do. do.	15	0	0
	Demoiselle Schindler,	12 Do. do. do.	10	0	0
	Dame Monette,	12 Do. do. do.	5	0	0
	Dame Dumousseau,	12 Do. do. do.	5	0	0
	Demoiselle Finlay,	12 Do. do. do.	20	0	0
	Dame Lavérenderie,	18 Do. do. do.	20	5	0
	Dame Rainville,	12 Do. do. do.	7	10	0
	Amable Cazelet,	12 Do. do. do.	16	6	8
	J. B. Le Peau,	18 Do. do. do.	15	0	0
	Ig. Filiatreau,	18 Do. do. do.	13	10	0
	Veuve Sauvageau,	18 Do. do. do.	18	0	0
	Veuve Vallerand,	18 Do. do. do.	13	10	0
	M. Launière,	18 Do. do. do.	15	0	0
	Eliiz. Launière,	18 Do. do. do.	15	0	0
	G. Launière,	18 Do. do. do.	15	0	0
	C. Brassard,	12 Do. do. do.	10	0	0
	Demoiselle McKay,	18 Do. do. do.	27	0	0
	Demoiselle McCarty,	12 Do. do. do.	9	0	0
	Demoiselle Desbarats,	12 Do. do. do.	18	0	0
	M. Clouet pour Dlle. De Goutin,	Pension depuis le 1er. Novembre jusqu'au 2 Mars 1823,	3	15	2
	Les Representans de Mad. Douville,	Ditto depuis le 1er. Mai jusqu'au 5 Octobre 1823,	4	6	7
	Marie Angélique et Marguerite De Louvière,	Compensation qui leur a été accordée en conséquence de leur famille, qui avoit été obligée d'abandonner la Bâtisse des Jésuites à Montréal, pour y bâtir la Prison, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'au 31e. Octobre 1824,	21	12	0
	Thos. Marsden,	Appointemens comme Maître d'Ecole publique à Québec, depuis le 1e. Juillet 1823 jusqu'au 31e. Octobre 1824 à £100 Sterling par an,	115	10	5
	W. G. Holmes,	Ditto comme ditto à Montréal, depuis le 1er. Mai 1823 jusqu'au 31e. Octobre 1824,	75	0	0
	Jas. Walker,	Ditto comme ditto à Terrebonne depuis ditto jusqu'à ditto,	81	0	0
	Clément Cazeau,	Ditto comme ditto à la Paroisse de St. Roch depuis ditto jusqu'à ditto,	81	0	0
	John Dewar,	Ditto comme ditto à Chatham depuis le 1er. Mai 1822 jusqu'au 31e. Octobre 1824,	135	0	0
	Thos. Ansbrow,	Ditto comme ditto à Kamouraska, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'au 31e. Oct. 1824,	54	0	0
	J. Philpon,	Ditto comme ditto à Ste. Marie Nouvelle Beauce, depuis ditto jusqu'à ditto,	54	0	0
	D. Thomas,	Ditto comme ditto à Melbourne, du 1er. Mai 1823 jusqu'à ditto,	81	0	0
	Ant. Côté,	Ditto comme ditto à St. Thomas, de ditto à ditto,	81	0	0
	A. Woods,	Ditto comme ditto à Argenteuil, depuis le 1er. Novembre 1822 jusqu'au 31e. Oct. 1823,	54	0	0
	J. H. Ayer,	Ditto comme ditto à St. Armand, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'au 3 e. Octobre 1824,	54	0	0
	Wm. Nelson,	Ditto comme ditto à Wm. Henry, depuis le 1er. Mai 1822 jusqu'au 24e. Décembre 1823, à £54 Sterling par an,	88	19	9
	Archd. Campbell,	Ditto comme ditto à St. Jean, depuis le 1er. Novembre 1822 jusqu'au 30e. Avril 1823,	27	0	0
	Selby Burns,	Ditto comme ditto aux Trois-Rivières, depuis le 1er. Mai 1823 jusqu'au 31e. Octobre 1824,	81	0	0
	A. Wolff,	Ditto comme ditto à Berthier, depuis le 1er. Mai jusqu'au 31e. Octobre 1822,	27	0	0
	D. T. Jones,	Ditto comme ditto à La Chine, depuis le 1er. Mai 1823 jusqu'au 31e. Octobre 1824,	67	10	0
	C. De Roches,	Ditto comme ditto au Cap Santé, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'à ditto,	45	0	0
	A. Vervais,	Ditto comme ditto à Terrebonne, du 1er. Novembre 1822 jusqu'à ditto,	90	0	0
	Thos. Russell,	Ditto comme ditto à Stanbridge, du 1er. Novembre 1823 jusqu'à ditto,	45	0	0
Isaac Whitchee,	Ditto comme ditto à Stanstead, du 1er. Mai jusqu'au 31e. Octobre 1823,	22	10	0	
William Power,	Ditto comme ditto à Drummondville, depuis le 1er. Mai 1823 jusqu'au 30e. Novembre 1824, à £50 Sterling par an,	79	6	3	
Wm. Baker,	Appointemens comme Maître d'Ecole Publique à Durham, depuis le 1er. Mai 1822 jusqu'au 30e. Avril 1823,	54	0	0	
Wm. Irvine,	Ditto comme ditto au Côteau du Lac, depuis le 1er. Mai 1823 jusqu'au 30e. Avril 1824,	36	0	0	
J. A. L'Hérault,	Ditto comme ditto à la Pointe Lévi, depuis le 18e. Août jusqu'au 31e. Octobre 1824, à £36 Sterling par an,	43	7	11	
John Childs,	Ditto comme ditto à Frampton, depuis le 1er. Mai 1823 jusqu'au 31e. Octobre 1824, à ditto par ditto,	54	0	0	
Rob. More,	Ditto comme ditto à Brompton, depuis le 1er. Mai 1823 au 31e. Octobre 1824,	27	0	0	
C. Bradford,	Ditto comme ditto à la Baie St. André, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'au 31e. Octobre 1824,	13	10	0	
Wm. Beaton,	Ditto comme ditto à la Rivière Rouge, Baie de St. André, depuis ditto jusqu'à ditto,	13	10	0	
John Congdon,	Ditto comme ditto au Chemin de la Chûte, ditto, depuis ditto jusqu'à ditto,	13	10	0	
A. Miller,	Ditto comme ditto à St. Jean, depuis le 23e. Février jusqu'au 31e. Octobre 1824, à £18 Sterling par an,	12	7	1	
T. R. Oughtried,	Ditto comme ditto à Eaton, depuis le 1er. Mai jusqu'à ditto,	9	0	0	
J. McNish,	Ditto comme ditto à New-Carlisle, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'à ditto,	18	0	0	
Jos. Sayers,	Ditto comme ditto à Dunham, depuis ditto jusqu'à ditto,	18	0	0	
D. Hazeltine,	Ditto comme ditto à Stanstead, depuis le 24e. Novembre 1823 jusqu'à ditto, à £22 10 0 Sterling par an,	21	1	0	
Jos. Pennoyer,	Ditto comme ditto à Hatley, depuis le 1er. Décembre 1823 jusqu'à ditto, £18 Sterling par an,	16	9	10	
Jas. Little,	Ditto comme ditto à Québec, depuis le 1er. Mai jusqu'au 20e. Juillet 1823,	12	4	1	
Ditto,	Ditto comme ditto à la Crête de Coq, dans la Paroisse de Maskinongé, depuis le 3e. Juillet 1823 jusqu'au 31e. Octobre 1824, à £13 10 Sterling par an,	17	0	3	
H. N. May,	Ditto comme ditto à Hatley, depuis le 1er. Décembre 1823 jusqu'au 31e. Octobre 1824, à £18 Sterling par an,	16	9	10	
Joseph Boody,	Ditto comme ditto à Stanstead, depuis ditto jusqu'à ditto, à £11 5. Sterling par an,	10	6	2	
Al. Barney,	Ditto comme ditto dans le District nord de Dunham, depuis le 1er. Mai 1823 jusqu'au 30e. Avril 1824,	18	0	0	
N. Taylor,	Ditto comme ditto dans Stanstead, depuis le 1er. Décembre 1823 jusqu'au 31e. Octobre 1824, à £11 5s. Sterling par an,	10	6	2	
Peter Leggatt,	Ditto comme ditto à la Malbaie, depuis le 17e. Avril jusqu'au 31e. Octobre 1824, à £27 Sterling par an,	14	12	11	
J. Woods,	Ditto comme ditto au Lac Maskinongé, depuis le 7e. Aout 1823 jusqu'au 9e. Juillet 1824, à £13 10s. Sterling par an,	12	10	0	
Maria Ellis,	Ditto comme Maîtresse d'Ecole publique à Québec, depuis le 1er. Mai jusqu'au 31e. Octobre 1823,	22	10	0	
D. Mc'Dermid,	Allouance comme Maître d'Ecole, ayant obtenu sa retraite, depuis le 1er. Mai 1823 jusqu'au 31e. Octobre 1824,	27	0	0	

Porté ci-contre, £69520 14 10

NOMS.	POURQUOI.	Montant Sterling.			Appendice (M.)
		£	s.	d.	
	Montant d'autre part,	69530	14	10	31e. Janv.
Benj. Hobson, A. Wolff, E. V. Baron de Koenig, W. Morrison,	Ditto comme ditto, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'à ditto, Ditto comme ditto, depuis ditto jusqu'à ditto, Ditto comme ditto, depuis ditto jusqu'à ditto,	27	0	0	
John Phillips,	Pour payer les ouvriers employés à faire divers ouvrages au Château St. Louis, entre le 25e. Octobre 1823 et le 24 Janvier 1824, Balance qui lui étoit due pour réparations faites au Château St. Louis, durant l'été de 1823,	92	10	8	
Ditto, Ditto, Robert Jellard, W. Heydon, R. Burrall, W. Ginger,	Menues réparations faites à ditto, depuis le 9e. Février jusqu'au 25e. Mai 1824, Pour avoir fait et complété un égoût dans la grande Cour du Château St. Louis, Ouvrage fait au Château St. Louis, Ditto ditto, Ditto ditto, Bois de Chauffage qu'il a acheté à l'usage de la Serre chaude du Gouvernement à ditto,	470	4	11	
John Grout,	Ramonage des Cheminées du Château St. Louis et de celles de l'Evêché, depuis le 1er. Mai 1823 jusqu'au 30e. Avril 1824,	49	7	2	
Major R. R. Loring, Lt. Col Charles McGregor,	Achat de Bois de Chauffage, &c. pour la Maison du Gouvernement à Montréal, Appointemens du Gardien jusqu'au 30e. Septembre dernier; Bois de Chauffage et Chandelles fournies, et diverses réparations faites à ditto ditto,	19	14	3	
W. Flint,	Pour le mettre à même de payer le Bois de Chauffage nécessaire pour la Maison du Lieutenant-Gouverneur ayant l'Administration du Gouvernement, pour l'Hiver prochain,	73	9	3	
J. Bte. Larue, Inspecteur des Chemins, J. Bétanger, Trésorier,	Pour entretenir les Chemins d'Hiver en front des Edifices Publics dans la Cité de Québec, Montant de l'Appropriation pour le soulagement des Personnes dérangées dans leur esprit, des Enfants Trouvés et personnes infirmes dans le District de Québec, pour l'année 1824,	32	8	0	
George Selby,	Ditto de ditto pour ditto, et pour l'achat de Meubles, Habillemens, Draps et Ustensiles nécessaires aux nouvelles chambres destinées à y recevoir un nombre additionnel d'Invalides, &c. dans le District de Montréal, conformément à l'Acte de la 4e. Geo. IV. Chap. 28,	4	10	0	
Ditto,	Aide en faveur de la Corporation de l'Hopital-Général à Montréal, conformément à ditto,	23	7	10	
Lewis Gagy,	Pour le soulagement des Personnes dérangées dans leur esprit et les enfans trouvés dans le District des Trois-Rivières,	4	12	3	
Saml. Gerrard,	Trésorier de l'Hopital-Général à Montréal, montant accordé par l'Acte Provincial de la 3e. Geo. IV. Chap 26, pour les fins de cet établissement,	32	4	1	
La Supérieure et la Dôpositaire de l'Hôtel-Dieu à Québec, Benj. Tremain, Trésorier de la Maison de Correction à Québec, Ditto, ditto, J. P. Leprohon, do. à Montréal, René Kimber, do. aux Trois-Rivières, Thos. Wilson, Trésorier de la Société d'Agriculture de Québec, Henry Griffin, ditto à Montreal, Fred. Griffin, Secrétaire et Trésorier du Canal de La Chine, Ditto,	En compte de l'appropriation de la Législature Provinciale de la 3e. Geo. IV. Chap. 26, Pour parachever le Moulin Pédale, Pour couvrir les dépenses de la Maison de Correction, Pour couvrir les ditto ditto ditto, Pour couvrir les ditto ditto ditto, Primes &c, accordées par la Société, Ditto ditto ditto, Montant de l'appropriation faite par l'Acte Provincial de la 3e. Geo. IV. Chap. 23, à l'effet de continuer et compléter le Canal de la Chine, Pour le mettre à même de payer l'intérêt dû, jusqu'au 31e. Octobre 1824, sur la Somme de £20,000 empruntée de divers Individus par les Commissaires du Canal de la Chine, en vertu de la 4e. Geo. IV. Chap. 16,	34	10	0	
Is. Belair, C. P. Huot et E. C. Lagueux, E. I. Man,	En compte des avances qu'ils ont faites pour compléter et finir le Chemin depuis St. Joachim jusqu'à la Baie St. Paul, dans le Comté de Northumberland, Commissaire pour les Communications Intérieures à Gaspé, pour défrayer les dépenses d'un parti d'Hommes employés à tracer la Route depuis Ristigouche jusqu'à Mitis, sur le fleuve St. Laurent,	100	0	0	
J. T. Taschereau, John Davidson, P. E. Desbarats et Wm. Hall, F. G. Heriot,	Ditto pour ditto, pour le Comté de Dorchester et cette partie de Buckinghamshire qui se trouve dans le District de Québec, balance de leur déboursés faits en conformité à l'Acte Provincial de la 57e. Geo. III. Chap. 13, à acquitter en partie le montant qui leur a été avancée, sur des Lettres de Crédit, Balance d'une Somme votée par l'Acte de la 3e. Geo. IV. pour faire un Chemin de Drummondville à Sorel,	27	0	0	
G. W. Allfopp & Edwd. Hale,	Montant de leur Compte comme Commissaires des Communications intérieures pour le Comté de Hampshire, et sert à l'acquit des avances qui leur ont été faites sur des Lettres de Crédit,	1800	0	0	
Ditto and Ditto,	Pour les mettre à même de remplir leurs engagements pour l'ouverture d'un Chemin de communication avec le nouveau Pont qui s'érige maintenant sur la Rivière Jacques Cartier,	90	0	0	
J. F. Perrault,	Président de la Société d'Education à Québec en conformité à l'Acte de la Législature Provinciale de la 3e. Geo. IV.	225	0	0	
Wm. Hackett,	Arrérages à lui redus pour frais de Traverses encourus pour se transporter à l'Hopital des Emigrés à la Pointe Lévi, durant les années 1820, 1821 et 1822.	765	0	0	
Noah Freer et John Neilson, P. E. Desbarats, Imprimeur du Roi pour les Lois, Ditto, F. Baillaigé, Trésorier des Chemins à Québec, J. Delisle, ditto à Montreal, Mad. E. Campbell,	Soutien de l'Hopital des Emigrés, Balance à lui redue pour l'impression des Lois, conformément à l'Acte passé dans la dernière Session de la Législature, Montant de son Compte, pour avoir imprimé les Actes de la dernière Session, Montant de la Corisation sur les Edifices Publics, &c. dans la Cité de Québec, pour l'année 1824, Ditto de ditto dans la Cité de Montréal, pour les années 1823 et 1824, Pour la mettre à même de payer les arrérages de Droits Seigneuriaux, sur les Fermes qui lui avoit été volontairement accordées à Bécancour, par Sa Majesté, y compris certains frais de Cour qu'elle a encourus,	13	10	0	
		675	0	0	
		370	2	6	
		759	0	0	
		164	1	5	
		47	7	8	
		44	15	11	
	Porté ci-contre,	£96578	7	3	

Appendice (M)	NOMS.	POURQUOI.	Montant Sterling. £ s. d.
51c. Janv.	Daniel Sutherland,	Pour le rembourser d'autant qu'il a avancé, avant le 29e. Novembre 1823, comme Caissier du Bureau d'Escompte et de Dépôt de la Banque de Montréal à Québec, pour payer certains ouvriers employés au Château St. Louis, et aussi certaines faibles Pensions, tel qu'établi par le Compte de Messrs. Colman & Oldham, rendu le 29e. Novembre 1823,	Montant d'autre part, 96578 7 3
	Alexis Côté,	Montant de son Compte, comme Officier-Rapporteur à la dernière Election Générale, pour le Comté d'Orléans,	207 7 8
	Jos. Frazer,	Ditto comme ditto pour le Comté de Hertford,	£ 7 13 0
	J. G. Boileau,	Ditto comme ditto de Devon,	10 1 8
	A. C. Duplessis,	Ditto comme ditto de Surrey,	11 15 10
	F. L. Dumoulin,	Ditto comme ditto de Kent,	6 13 8
	Bonv. Panet,	Ditto comme ditto de Leinster,	10 9 1
	E. Mayrand,	Ditto comme ditto de St. Maurice,	14 17 11
	L. T. M'Pherson,	Ditto comme ditto de Quebec,	18 14 9
	A. C. Taschereau,	Ditto comme ditto de Dorchester,	17 11 0
	M. Turgeon,	Ditto comme ditto d'Effingham,	18 4 1
	Jacques Viger,	Ditto comme ditto Quartier Est de Montréal,	13 19 0
	J. M. Mondelèt,	Ditto comme ditto Quartier Ouest de ditto,	17 18 8
	J. P. Le prohon,	Ditto comme ditto Comté de ditto,	16 9 8
	J. Levesque,	Ditto comme ditto de Northumberland,	16 17 1
	Stephen Mackay,	Ditto comme ditto de York,	28 7 0
	Chs. Taché,	Ditto comme ditto de Cornwallis,	31 8 8
	J. E. Dumoulin,	Ditto comme ditto pour le Bourg des Trois-Rivières,	28 6 1
	A. Campbell,	Ditto comme ditto pour la Basse Ville de Québec,	11 14 0
	W. F. Scott,	Ditto comme ditto pour la Haute Ville de ditto,	20 2 9
	Felix Stewart,	Ditto comme ditto pour le Comté de Gaspé,	22 9 5
	Jonas Abbot,	Ditto comme ditto ditto de Bedford,	29 14 0
	A. Bazin,	Ditto comme ditto ditto de Buckinghamshire,	31 3 3
	Henry Crebaffa,	Ditto comme ditto pour le Bourg de William Henry,	26 4 1
			12 4 10
			422 19 6
			£ 97208 14 5
		Sterling,	£ 97208 14 5

Sauf Erreurs.

Québec, 27 Janvier 1824.

T. A. YOUNG,

Inspecteur-Général des Comptes Publics Provinciaux.

N^o. 17.Appendice
(M)

PRÉCIS des Warrants accordés par Son Excellence le Comte de DALHOUSIE, G. C. B. Capitaine Général et Gouverneur en Chef, et par Son Excellence l'Honorable Sir FRANCIS BURTON, G. C. G. Lieutenant-Gouverneur sur John Hale, Ecuyer, Receveur-Général, pour le 31e. Janv. paiement des Appointemens des Officiers de la Législature et des Dépenses Contingentes d'icelle.

NOMS.	POURQUOI.	Montant Courant.		
		£	s.	d.
Jas. Voyer,	Appointemens comme Assistant Clerc Ecrivain et Traducteur François, pour assister aux Comités du Conseil Législatif, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'au 31e. Octobre 1824,	250	0	0
A. W. Cochran,	Ditto comme Greffier en Loi du Conseil Législatif,	200	0	0
C. R. D'Estimauville,	Ditto comme Gentilhomme Huissier de la Verge Noire pour assister à ditto,	150	0	0
Wm. Ginger,	Ditto comme Sergent d'Armes de ditto,	100	0	0
Hugh M'Donald,	Ditto comme Portier de ditto,	27	15	7
Chs. Blouin,	Ditto comme Messenger de ditto,	36	0	0
Jane Brown,	Ditto pour avoir soin des Appartemens et des Meubles de ditto,	25	0	0
Ditto,	Allouance comme ditto pour Loyer de Maison,	30	0	0
Wm. Green,	Appointemens comme Traducteur Anglois de la Chambre d'Assemblée, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'au 31e. Octobre 1824,	200	0	0
Chs. Frémont,	Ditto comme ditto François de ditto,	200	0	0
Robt. Christie,	Ditto comme Greffier en Loi de ditto,	200	0	0
Jas. Le Blond, Junr.	Ditto comme Sergent d'Armes de ditto,	100	0	0
Manon Schindler,	Ditto pour avoir soin des Appartemens et des Meubles de ditto,	25	0	0
Ditto,	Allouance comme ditto pour Loyer de Maison,	30	0	0
H. W. Ryland,	Appointemens comme Greffier de la Couronne en Chancellerie,	111	2	2
Ths. Douglass,	Ditto comme ditto,	111	2	2
Wm. Smith, Greffier du Conseil Législatif,	Montant des Dépenses encourues dans son Bureau durant la levée entre les deux Sessions de la Législature, conformément à l'Adresse du Conseil Législatif du 4 Mars dernier, et durant la dernière Session,	1891	17	1
Charles De Léry, Assistant ditto,	Pour le mettre en état de défrayer les dépenses encourues dans l'achat de Livres importés l'année dernière pour la Bibliothèque du Conseil Législatif, sous l'autorité du Conseil, conformément à son Adresse du 8 Mars dernier,	145	10	11
John Phillips,	Pour Main d'œuvre et matériaux pour la réparation des deux Voûtes sous l'Evêché, destinées à garder les Records et Papiers du Conseil Législatif,	188	3	6
Wm. Lindsay, Greffier de la Chambre d'Assemblée,	Montant demandé par une Adresse de la Chambre d'Assemblée du 5 Mars dernier, pour le mettre en état de défrayer les Dépenses contingentes d'icelle, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'au 31 Octobre 1824,	4000	0	0
Courant, £		8021	11	5

Sauf Erreurs.

Québec, le 27e. Janvier 1825.

T. A. YOUNG,

Inspecteur-Général des Comptes Publics Provinciaux.

No. 18.

ETAT des FRAIS de la Perception du Revenu du Bas-Canada, depuis le 1er. Novembre 1823 jusqu'au 1er. Novembre 1824.

Appointemens du Greffier du Terrier du Domaine du Roi,	£100	0	0	
Commission de l'Inspecteur du Domaine du Roi sur le Revenu d'icelui,	145	19	10	
Commission des Collecteur et Contrôleur à 5 par Cent sur le montant des Droits perçus à Québec, en vertu du Statut de la 14e. Geo. III.	£1336	18	2½	
<i>Dépenses incidentes en vertu de ditto, savoir :</i>				
Loyer de Bureau à Québec,	£20	0	0	
Ditto de ditto à Gaspé,	10	0	0	
Ditto de ditto à Carleton,	10	0	0	
Bois et Papeterie à Québec,	9	0	0	
Ditto et ditto à Gaspé,	5	0	0	
Ditto et ditto à Carleton,	5	0	0	
Perte en payant les dépenses incidentes en Argent, à 5s. 6d. par once.	3	11	8	
	62	11	8	
	Sterling, £1,399	9	10½	
	1554	19	10	
<i>Dépenses incidentes à Québec en vertu des Actes Provinciaux, savoir :—</i>				
Appointemens des Visiteurs et Chercheurs,	£412	9	8	
Loyer de Bureau à Québec,	20	0	0	
Papeterie et Bois à ditto,	19	0	0	
Ditto et Loyer de Bureau à Montréal,	31	11	2½	
Ditto et ditto de ditto aux Trois-Rivières,	30	0	0	
Allouance pour une Chaloupe	41	13	4	
Appointemens d'un Commis,	50	0	0	
Jaugeage,	331	10	11½	
Visites d'entrées,	468	0	0	
Allouance au Collecteur,	200	0	0	
Balance de Loyer de la Douane,	54	8	11	
Contingens,	67	13	3	
	1726	7	4	
<i>Dépenses incidentes à Saint-Jean, savoir :</i>				
Appointemens et Allouances aux Chercheurs,	£188	15	0	
Loyer de la Douane,	40	0	0	
Allouance au Collecteur pour Loyer,	60	0	0	
Ditto au Contrôleur pour ditto,	50	0	0	
Ditto pour Bois et Lumière pour le Bureau,	16	0	0	
Contingens,	30	7	5	
	385	2	5	
Allouance au lieu d'Appointemens et de Contingens au Collecteur au Côteau du Lac, sur la Perception, depuis le 11 Octobre 1823 jusqu'au 10 Octobre 1824,	66	13	4	
Ditto au lieu de ditto au Collecteur à la Nouvelle Beauce, pour l'année finie le 5 Janvier 1824,	30	2	9	
Commission de l'Officier Maritime à 2½ par Cent sur les Droits de Pilotage &c.	54	3	3½	
Ditto de l'Assistant Maître du Havre à 5 par Cent sur les Droits de Chantier et de Carénage dans le Cul-de-Sac,	5	15	2	
Samuel Perry, 18 mois d'Appointemens comme Visiteur au Côteau du Lac jusqu'au 30 Avril 1824,	45	0	0	
	4114	3	11½	
Courant, £		4114	3	11½

Sauf Erreurs.

Québec, 27 Janvier 1825.

T. A. YOUNG,

Inspecteur-Général des Comptes Publics Provinciaux.

D

No. 1.

Appendix (N.) No. 1. 1st Febr. STATEMENT of the Funds of the Quebec Bank, shewing the amount of the Capital Stock paid in, of the Debts due to the same, of the Monies deposited, of the Notes in circulation, and of the Cash in hand.

Capital paid in,	-	-	-	£53,262	10	0
Debts due to the Bank,	-	-	-	104,919	3	8
Deposits,	-	-	-	45,824	8	2
Notes in circulation,	-	-	-	23,427	10	0
Cash in hand,	-	-	-	23,684	17	6

Quebec, 1st February, 1825.

W. G. Sheppard, President,
C. Smith, V. President.
J. Jones, Jr.
William Sheppard,
Jonathan Wurtele,
Martin Clinic,
Jas. Hunt,
L. Massue,
J. O. Brunet,
James Black,
Joseph Le Blond,
P. E. Desbarats, } Directors.

Sworn before me this first day of February 1825.
NOAH FREER, J. P.

No. 1.

Appendice (N.) No. 1. 1er. Fevr. ETAT des Fonds de la Banque de Québec, montrant le montant du fonds capital payé, des dettes qui lui sont dues, des argens déposés, des billets en circulation, et de l'argent en mains.

Capital payé,	£53,262	10	0
Dettes dues à la Banque,	104,919	3	8
Dépôts,	45,824	8	2
Billets en circulation,	23,427	10	0
Argent en mains,	23,684	17	6

Québec, 1er. Février 1825.

W. G. Sheppard, Président.
C. Smith, V. Président.
J. Jones, Jr.
William Sheppard,
Jonathan Wurtele,
Martin Clinic,
Jas. Hunt,
L. Massue,
J. O. Brunet,
James Black,
Joseph Le Blond,
P. E. Desbarats, } Directeurs.

Assermentés devant moi, le 1er. jour de Février 1825.
NOAH FREER, J. P.

No. 2.

Appendix (N.) No. 2. 7th Feby. STATEMENT of the Amount of the Capital Stock paid into the Bank of Montreal, of the Debts due to the same, of the Monies deposited, of the Notes in circulation, and of the Cash on hand, belonging to the said Bank, 31st January, 1825.

Capital Stock, 75 per cent. paid in on	£250,000,	-	£187,500	0	0
Debts due to the Bank (including the cost of the Building,	-	-	975,518	7	4
Monies deposited,	-	-	105,518	14	3
Notes in circulation,	-	-	137,580	0	0
Cash on hand (including £2010 in Notes of the Canada, Quebec, and York Banks,)	-	-	65,109	2	6

S. Gerrard, President,
Jno. Forsyth,
Fredk. W. Ermatinger,
Frs. Ant. La Rocque,
G. Moffatt,
James Millar,
George Garden,
Thomas Torrance.

Attested before me, Montreal, 3d February, 1825,
J. BOUTHILLIER, J. P.

No. 2.

Appendice (N.) No. 2. 7e. Fevr. ETAT du montant du Fonds capital payé à la Banque de Montréal, des dettes qui lui sont dues, des argens déposés, des billets en circulation, et de l'argent en mains, appartenant à la dite Banque, le 31 Janvier 1825.

Fonds capital, 75 per cent payé sur	£250,000	£187,500	0	0
Dettes dues à la Banque (y inclus les dépenses de la Bâtisse,)	-	975,518	7	4
Argens déposés,	-	105,518	14	3
Billets en circulation,	-	137,580	0	0
Argent en mains (y inclus £2010 en Billets des Banques du Canada, de Québec et d'York)	-	65,109	2	6

S. Gerrard, Presdt.
Jno. Forsyth,
Fredk. W. Ermatinger,
Frs. Ant. La Rocque,
G. Moffatt,
James Millar,
George Garden,
Thomas Torrance.

Attesté devant moi, Montréal, 3 Février 1825.
J. BOUTHILLIER, J. P.

STATEMENT of the amount of the Capital Stock of the Bank of Canada, of the Debts due to the same, of the Monies deposited, Notes in circulation, and Cash on hand.

Capital Stock paid in,	-	-	£92,825	0	0
Debts due to the Bank,	-	-	104,828	1	3
Deposits in the Bank,	-	-	295	18	10
Notes in circulation,	-	-	11,447	15	0
Cash on hand in Montreal, and at Kingston,	-	-	3,807	1	1

Montreal, 1st February, 1825.

Charles Bancroft, V. P.
H. Mackenzie,
Frs. Ant. La Rocque,
S. Gerrard,
Jno. Forsyth,
Thomas Thain,
James Hughes,
Alex. McKenzie,
Nathl. Jones,
Thomas Torrance,
George Kittson, Cashier.

Sworn before me, by Geo. Kittson, Cashier, J. BOUTHILLIER, J. P. 3d Feb., 1825.

ETAT du montant du Fonds capital de la Banque du Canada, des dettes qui lui sont dues, des argens déposés, des billets en circulation, et de l'argent en mains.

Fonds capital payé,	£92,825	0	0
Dettes dues à la Banque,	104,828	0	0
Argent déposé à la Banque,	295	18	10
Billets en circulation,	11,447	15	0
Argent en mains à Montréal et à Kingston,	3,807	1	1

Montréal, 1er Février 1825.

Charles Bancroft, V. P.
H. Mackenzie,
Frs. Ant. La Rocque,
S. Gerrard,
Jno. Forsyth,
Thomas Thain,
James Hughes,
Alex. McKenzie,
Nathl. Jones,
Thomas Torrance,
George Kittson, Caissier.

Assermenté devant moi, par Geo. Kittson, Caissier. J. BOUTHILLIER, J. P. 3 Février 1825.

Appendix (O.) 9th Feby. PORT OF QUEBEC. A Statement of the Bonds due and outstanding on the Revenue of the Customs at the Port of Quebec. 53d Geo. III. Cap. 11, and 55th Geo. III Cap. 2, £768 17 10 55th Geo. III. Cap. 3, 18352 0 8 £19120 18 6 JOHN BRUCE, for Collr. G. A. GORE, Compt. Custom House, Quebec, 8th February 1825.

Appendice (O.) 9e. Fevr. PORT DE QUEBEC. Etat des Obligations dues et non payées sur le revenu de la Douane au Port de Québec. 53 Geo. III. Cap. 11, et 55 Geo. III, Cap. 2, £ 768 17 10 55 Geo. III, Cap. 3, - - - - 18352 0 8 £19120 18 6 Bureau de la Douane, Québec, 8 Février 1825. JOHN BRUCE, pr. Col. G. A. GORE, Cont.

Appendix (O.)

9th Febrj.

Copy.
 The Right Honorable the Lords Commissioners of His Majesty's Treasury in Account Current with John Hale, Esquire, Receiver General of the Province of Lower-Canada, from 25th November 1823 to 10th April 1824, both days inclusive. } Cr.

1824. April 10.	To amount of payments made pursuant to Warrants of the Governor in Chief, as per abstract, £33299 6 11	1824. April 10.	By amount of Cash received on account of the Public Revenue, per account, £36859 17 6
"	To balance carried to next account, 17874 10 10		
	£31175 17 9		£31175 17 9

Errors Excepted.
 Quebec, 10th April 1824.

(Signed) J. HALE,
 Recr. Genl. Lower-Canada.

Certified to be a true Copy.
 J. HALE.

Copy.

The Right Honorable the Lords Commissioners of His Majesty's Treasury, in Account Current with John Hale, Esquire, Receiver General of the Province of Lower-Canada, from 11th April to 10th October 1824, both days inclusive. } Cr.

1824. Oct. 10.	To amount of payments made pursuant to Warrants of the Governor in Chief, and Lieutenant Governor, as per abstract, £36751 11 1	1824. April 11.	By balance from last account ending 10th April 1824, £17874 10 10
"	To balance carried to next account, 8702 16 5	Octr. 10.	By amount of Cash received on account of the Public Revenue, as per account, 47159 16 8
	£65034 7 6		£65034 7 6

Errors Excepted.
 Quebec, 10th October 1824.

(Signed) J. HALE,
 Recr. Genl. Lower-Canada.

Certified to be a true Copy.
 J. HALE.

(Copie.)

Les très honorables Lords Commissaires de la Trésorerie de Sa-Majesté en compte courant avec John Hale, écuyer, Receveur-Général de la Province du Bas-Canada, depuis le 25 Nov. 1823 jusqu'au 10 d'Avril 1824 inclusivement. } Ar.

1824. Avril 10.	Montant des paiements faits d'après les Warrants du Gouverneur-en-chef, suivant précis, £33,299 6 11	1824. Avril 10.	Montant d'argent recu sur le revenu public, suivant compte, — courant £36,859 17 6
"	Balance portée au compte suivant, 17,874 10 10		
	£31,175 17 9		£31,175 17 9

Sauf Erreurs.
 Québec, le 10 Avril 1824.

(Signé) J. HALE,
 Rec. Génl. Bas-Canada.

Pour vraie copie,

J. HALE.

(Copie.)

Les très-honorables Lords Commissaires de la Trésorerie de Sa Majesté en compte courant avec John Hale, écuyer, Receveur-Général de la Province du Bas-Canada, depuis le 11 Avril jusqu'au 10 Octobre 1824, inclusivement. } Ar.

1824. Oct. 10.	Montant des paiements faits d'après les Warrants du Gouverneur-en-chef et du Lieutenant-Gouverneur, suivant précis, £36,751 11 1	1824. Avril 11.	Balance du dernier compte fini le 10 Avril 1824, £17,874 10 10
"	Balance portée au compte suivant, 8,702 16 5		Montant d'argent recu sur le revenu, suivant compte, 47,159 16 8
	£65,034 7 6		£65,034 7 6

Sauf Erreurs.
 Québec, 10 Octobre 1824.

(Signé) J. HALE,
 Rec.-Gén. Bas-Canada.

Pour vraie copie.

J. HALE.

Appendix (P.)

12th Febrj

INFERIOR DISTRICT OF GASPE, CARLETON, 5th August 1824. }

GENERAL SESSION OF THE PEACE.

Present :

Robert Christie, Esquire, Chairman.
 James Crawford,
 John Gillker,
 Edward J. Man,
 Thomas Bustead,
 Hypolite Landry,
 Hilarion Dugas. } Esquires,

IT having been represented to the Court and Grand Jury, that much loss has been sustained by persons concerned in and carrying on the Salmon Fisheries in the River Ristigouche, by idle, vicious and disorderly persons, visiting in the night time, and at unseasonable hours, the Nets, for the sole purpose of committing depredations injurious to the Nets, and purloining the Fish found therein, in order to dispose of them clandestinely to Traders and other transient persons; and also, that those carrying on the Salmon Fisheries by means of Nets, are, by reason of persons spearing Salmon at night with the assistance of Flambeaux among the Nets, materially prejudiced; and that the existing Act passed in the last Session of the Legislature does not make any provision for the punishment and suppression of those grievances which from their nature, and the facilities with which they (especially the former,) may be carried on, notwithstanding the utmost vigilance of the proprietors of such Nets: The following Regulations, upon the recommendation and with the concurrence of the Justices of the Peace above named, attending and present at this Court of General Sessions of the Peace, appearing to the Grand-Jury lawfully summoned to the said Court, to be expedient for the general welfare and advantage of the Fisheries, were adopted in pursuance of the 18th Section or Clause of an Act of the Legislature of this Province, passed in the 4th year of His Majesty's Reign, intituled, "An Act for the better regulation of the Fisheries in the Inferior District of Gaspé, and in the Counties of Cornwallis and Northumberland."

It shall be lawful for any owner or proprietor of any Net or Nets set in any of the Rivers in the Bay de Chaleurs West of Black Cape, at New Richmond, or his Agent, or other person doing his business in his absence, or for any Justice of the Peace, or Peace Officer, who shall find any person or persons haunting, visiting or examining any Net or sets of Salmon Nets, at any time after Sun set and before Sun rise, under suspicious circumstances so as to induce a reasonable belief that such person has an intention of purloining Fish from such Net or Nets, or that he intends to injure such Net or Nets, to detain such person, and him forthwith to convey with the least possible delay before the nearest Justice of the Peace, (if the person so detaining be not himself a Justice of the Peace) for examination, and every person so detained and conveyed before a Justice of the Peace for examination, who shall refuse to answer, before such Justice of the Peace, and shew reasonable cause to the satisfaction of such Justice of the Peace, why he was so found haunting, visiting or examining such Net or Nets not to him belonging or appertaining,

DISTRICT INFÉRIEUR DE GASPE, Carleton, 5 août 1824. }

SESSION GÉNÉRALE DE LA PAIX.

Présens :

Robert Christie, Ecuyer, Président.
 James Crawford,
 John Gillker,
 Edward J. Man,
 Thomas Bustead,
 Hypolite Landry,
 Hilarion Dugas, } Ecuyers.

AYANT été représenté à la Cour et aux Grands-Jurés qu'il avoit été soutenu beaucoup de perte par des personnes concernées dans et faisant les pêches aux Saumons dans la rivière Ristigouche, par des personnes oisives, vicieuses et débauchées qui, dans la nuit et à des heures indues, visitent les filets avec le dessein seulement de commettre des déprédations injurieuses aux filets, et de voler le poisson qu'ils y trouveroient, afin d'en disposer clandestinement aux marchands et autres personnes passantes; et aussi que ceux qui font la pêche aux Saumons par le moyen de filets souffrent beaucoup à cause des personnes qui éteignent le Saumon le soir, par l'assistance de flambeaux, parmi les filets; et que l'Acte qui existe, passé dans la dernière session de la Législature, ne fait aucune provision pour la punition et la suppression de ces offenses, qui de leur nature et par la facilité avec laquelle elles (surtout cette dernière) peuvent être portées à effet, nonobstant la plus grande vigilance de la part des propriétaires de tels filets: Les réglemens suivants, sur la recommandation et avec la concurrence des Juges de paix ci-dessus nommés, qui assistoient et étoient présens à cette Cour de Session générale de la Paix, paroissant au Grand-Juré sommé en loi à la dite cour, être expédient pour le bien-être et l'avantage général des pêches, furent adoptés en conformité à la dix-huitième section ou clause d'un acte de la Législature de cette Province, passé dans la quatrième année du règne de sa Majesté, intitulé "Acte pour mieux régler les pêches dans le District inférieur de Gaspé et dans les Comtés de Cornwallis et de Northumberland."

Il sera permis en loi à tout propriétaire d'aucun filet ou filets tendus dans aucune des rivières dans la Baie des Chaleurs, à l'ouest du Cap-Noir, à New-Richmond, ou à son agent, ou autre personne transigeant ses affaires, ou à aucun juge de paix ou officier de paix qui trouvera aucune personne ou personnes qui fréquenteront, visiteront ou examineront aucun filet ou assortiment de filets à Saumon en aucun tems après le coucher ou avant le lever du soleil, sous des circonstances méfiantes qui puissent induire à croire raisonnablement que telle personne a une intention de voler le poisson de tel filet ou filets, ou qu'il se propose d'endommager tel filet ou filets, de détenir telle personne et de la conduire de là, avec toute la dépêche possible, devant le juge de paix le plus près (si la personne qui détient ne soit elle-même juge de paix,) pour être examinée; et toute personne ainsi détenue et conduite devant un juge de paix pour être examinée, qui refusera de répondre devant tel juge de paix, et de montrer des causes raisonnables à la satisfaction de tel juge de paix, de ce qu'il étoit ainsi trouvé fréquentant,

Appendice (O.)

9c. Févr.

Appendice (P.)

12c Févr.

Appendix (P.)
12th Feby

ing, at night or other unseasonable hours as aforesaid, or pretending to shew cause, shall not shew, to the satisfaction of such Justice, a reasonable and sufficient cause, shall be liable to a Fine not exceeding Twenty shillings, and to be committed until satisfaction thereof, or for a term not exceeding ten days. Provided always, that no person being a Justice of the Peace, and having himself Nets set in the River, shall, when any person may have been so detained, be competent to examine such person, if detected in so haunting, visiting, examining or injuring, or suspected of an intention to injure any Net belonging to himself, being such Justice.

It shall not be lawful for any person whatsoever, to spear Salmon at night, by means of Flambeaux, below the first Rapids in any River in the aforesaid Bay, to the West of Black Cape aforesaid, at any season of the year, and any person found offending herein shall be liable to be detained and conveyed as aforesaid, before the nearest Justice of the Peace, who, on the evidence of any one credible person other than the person detaining as aforesaid, shall be competent to hear and determine the complaint, and to convict the offender, and every person so convicted shall be liable to a Fine of a Sum not exceeding Twenty shillings, and to be committed as aforesaid, until the same be paid, or for a term not exceeding ten days. Provided always, that when any person so offending shall be taken in the fact by any Justice of the Peace, and shall be by him detained and convicted upon his own personal knowledge of the offence, such Justice of the Peace, in his Judgment, record or remembrance of the conviction, shall state such to have been the case, and mention therein the facts, as to time, place and circumstance, and such conviction shall be made publicly in the presence of the offender and of at least three indifferent persons, two of whom shall sign the said Judgment record or remembrance of the conviction, in testimony that the same was openly and publicly made by such Justice of the Peace.

It shall not be lawful for any person whatsoever, under any pretext, to sell, dispose of, purchase or receive in any of the said Rivers, or in any part of the said Bay des Chaleurs, to the westward of Black Cape aforesaid, at any hour after Sun set and before Sun rise, any Salmon of any kind or description whatsoever, and any person herein offending shall, on being thereof lawfully convicted, incur a penalty of Twenty shillings for every offence, and stand committed until payment thereof, or for a term not exceeding Fifteen days.

INFERIOR DISTRICT OF GASPE, }
Percé, 6th September 1824. }

GENERAL SESSION OF THE PEACE.

Present :

Robert Christie, Esquire, Chairman.
James Stewart,
James Crawford, } Esquires,
Isaac Dechene,
Joseph Stowe Tuzo, }

It having been represented to the Court that the Inhabitants of Percé, and its vicinity, engaged in the Fisheries thereat, have cause to apprehend the interests of the Fisheries may suffer by the wanton and pernicious custom, as practised by divers individuals, of destroying and carrying away the Eggs and young of the Sea Fowl resorting to the Rock Percé, commonly called and known as the Split, where, during the Summer months, the Sea Fowl breed in great numbers, and afford at once a resource of subsistence in the Autumn to the Poor, and in thick weather a warning to the Fishermen throughout the fishing season as they approach the shore in returning from their fishing ground in the afternoon or evening, by the noise or cries of such Sea Fowl, and which in dark and foggy weather are represented to be greatest; and that in fact much inconvenience and danger have of late years been incurred by the Fishermen, in approaching the shore in dark and foggy weather, from the want of the usual warning afforded by the noise or cries of the Fowl, when by reason of the disturbance above mentioned, they have deserted the said Rock or Split: For the prevention therefore of the mischief which might accrue to Fisheries by the unseasonable disturbance of the Fowl resorting to such Rock or Split; the following Rule and Regulation, upon the recommendation and with the concurrence of the Justices of the Peace above named, attending and present at this Court of General Session of the Peace, appearing to the Grand Jury lawfully summoned to the said Court, to be expedient for the general welfare and advantage of the Fisheries at Percé, is adopted, in pursuance of the 18th Section or Clause of an Act of the Legislature of this Province, passed in the 4th year of His Majesty's Reign, intituled, "An Act for the better regulation of the Fisheries in the Inferior District of Gaspé, and in the Counties of Cornwallis and Northumberland."

It is hereby strictly prohibited and forbidden to all and every person whomsoever to ascend, under any excuse or pretext whatsoever, the Rock Percé, commonly called and known as the Split, at any time between the first day of May and the fifteenth day of September of every year during the time the aforesaid Act shall be in force. And every person herein offending in disobedience to this Rule and Regulation, shall, on being thereof lawfully convicted, incur and pay the Penalty of Twenty shillings currency.

We, Alexis Caron, Judge of the Inferior District of Gaspé, have attentively perused and examined the above written Rules and Regulations made by the Grand Jury, with the concurrence of the Justices of the Peace sitting at the Court of Quarter Sessions held at Carleton on the fifth day of August last, in the said Inferior District of Gaspé; and we do hereby approve and homologate the same and each of them, save and except such part or parts thereof, whereby the same do authorise the commitment of the persons convicted, until satisfaction thereof, or for a term not exceeding ten days, which part or parts we do hereby reject from the said Rules and Regulations.

Done at Paspébiac, in our Hotel, this
9th day of October 1824,

(Signed) A. CARON.

Certified a true Copy,

AMASA BEBEE,
Clerk of Peace.

visitant ou examinant tel filet ou filets ne lui appartenant pas, le soir ou à d'autres heures indues, telles que susdit, ou prétendant de montrer cause, ne montrera pas à la satisfaction de tel juge une cause raisonnable et suffisante, sera sujet à une amende n'excédant pas vingt schelings, et à être emprisonné jusqu'à ce que satisfaction soit donnée, ou pour un terme n'excédant pas dix jours. Pourvu toujours qu'aucune personne étant juge de paix et ayant lui-même des filets tendus dans la rivière, lorsqu'aucune personne aura été ainsi détenue, sera compétent à examiner telle personne si elle est découverte à fréquenter, visiter, examiner ou injurier, ou soupçonnée d'une intention d'injurier aucun filet à lui appartenant comme tel juge.

Il ne sera permis à aucune personne quelconque de darder le Saumon le soir par le moyen de flambeaux, au dessous du premier rapide dans aucune rivière dans la susdite Baie, à l'ouest du Cap-Noir susdit, en aucune saison de l'année, et aucune personne contrevenant à ceci, sera détenue et conduite comme susdit devant le juge de paix le plus près, qui, sur l'évidence d'aucune personne croyable autre que la personne détenant comme susdit, sera habile à entendre et déterminer la plainte et à déclarer coupable l'agresseur; et aucune personne ainsi déclarée coupable sera sujette à une amende d'une somme n'excédant pas vingt schelings, et à être emprisonnée comme susdit jusqu'à ce que telle somme soit payée, ou pour un tems n'excédant pas dix jours. Pourvu toujours, que lorsqu'aucune personne ainsi offensive sera prise au fait par aucun juge de paix, et sera par lui détenue et convaincue sur sa propre connoissance personnelle de telle offense, tel juge de paix dans son jugement, record ou souvenir de la conviction, établira que tel est le cas, et y mentionne les faits, quant aux tems, lieux et circonstances, et telle conviction sera faite publiquement en présence de tel agresseur, et d'au moins trois personnes dé-intéressées, dont deux signeront le dit jugement, record ou souvenir de la conviction, témoignant qu'elle a été faite ouvertement et publiquement par tel juge de paix.

Il ne sera permis à aucune personne quelconque, sous aucun prétexte, de vendre, disposer de, acheter ou recevoir dans aucune des dites rivières, ou dans aucune partie de la dite Baie des Chaleurs, à l'ouest du Cap-Noir susdit, à aucune heure après le coucher ou avant le lever du soleil, aucun Saumon d'aucune espèce ou description quelconque, et aucune personne contrevenant à ceci, en étant convaincue en loi, encourra une amende de vingt schelings, et restera emprisonnée jusqu'à ce que telle somme soit payée, ou pour un tems n'excédant pas quinze jours.

DISTRICT INFERIEUR DE GASPE, }
Percé, 6 septembre 1824. }

SESSION GENERALE DE LA PAIX.

Présens :

Robert Christie, Ecuyer, Président.
James Stewart,
James Crawford, } Ecuysers,
Isaac Dechesne,
Joseph Stowe Tuzo, }

Ayant été représenté à la cour que les habitans de Percé et ses environs, engagés dans les pêches là, ont lieu d'appréhender que les intérêts des pêches pourront souffrir de la mauvaise et pernicieuse coutume, telle que pratiquée par différens individus, de détruire et d'emporter les œufs et les petits des poules de mer qui se réfugient au Roc Percé communément appelé et connu sous le nom de Crevasse, où durant les mois de l'été la poule de mer couve en grande quantité et donne à la fois une source de subsistance dans l'automne au pauvre, et dans le tems embrumé un avis aux pêcheurs pendant tout le tems de la pêche, lorsqu'ils approchent du rivage en s'en retournant du lieu de leur pêche l'après-midi ou le soir, par le bruit ou les cris de telle poule de mer, qu'on dit être plus forts lorsque le tems est noir et embrumé, et qu'en effet ces années dernières beaucoup d'inconvénience et de danger a été couru par les pêcheurs en s'approchant du rivage dans un tems noir et embrumé, faute de l'avis qu'ils avoient coutume de recevoir par le bruit ou les cris de la poule de mer, lorsqu'à cause du trouble ci-dessus mentionné elles ont abandonné le dit roc ou crevasse: Pour empêcher donc le mal qui seroit fait aux pêches en troublant les poules qui vont se réfugier à tel roc ou crevasse; la règle et le règlement suivant, sur la recommandation et avec la concurrence des juges de paix, paroissant au grand-juré sommé en loi à la dite cour, être expédient pour le bien-être et l'avantage général des pêches à Percé, est adopté conformément à la dix-huitième section ou clause d'un acte passé dans la quatrième année du règne de Sa Majesté, intitulé "Acte pour mieux régler les pêches dans le district inférieur de Gaspé et dans les comtés de Cornwallis et de Northumberland."

Il est par ces présentes défendu et prohibé à toute et chaque personne quelconque de monter, sous aucun prétexte ou excuse, sur le roc Percé, communément appelé ou connu sous le nom de Crevasse, en aucun tems entre le premier de Mai et le quinzième jour de Septembre de chaque année, tant que le susdit Acte sera en force. Et toute personne y contrevenant en désobéissance à cette règle et règlement, en étant convaincue en loi, encourra et payera une amende de vingt schelings courant.

Nous, Alexis Caron, juge du district inférieur de Gaspé, avons examiné attentivement les règles et réglemens ci-dessus écrits, faits par les grands jurés, avec la concurrence des juges de paix siégeant à la cour de session de quartier tenue à Carleton le cinquième jour d'août dernier, dans le dit district inférieur de Gaspé, et nous homologuons et approuvons par ces présentes iceux, et chacun d'eux, sauf et excepté telle partie ou parties d'iceux, par laquelle il autorise l'emprisonnement des personnes convaincues jusqu'à ce que satisfaction soit donnée ou pour un terme n'excédant pas dix jours, laquelle partie ou parties nous rejetons par ces présentes des dites règles et réglemens.

Donné à Paspébiac, en notre Hôtel,
Ce 9e jour d'Octobre 1824.

(signé) A. CARON.

Certifié comme vraie copie,

AMASA BEBEE,
Greffier de la Paix.

Appendice (P.)
12e Fevr.

Appendix (Q.)

GENERAL STATEMENT of the Accounts of persons named under the Acts of 57th Geo. III. Chap. 10, 58th Geo. III. Chap. 14, and 3 Geo. IV. Chap. 32, to form superintending Committees of Houses of Correction in the different Districts, of the application of the Monies placed at their disposition in virtue of the said Acts, from 1st November 1822 to 1st November 1824.

No.	Name	Description	Amount	Amount claimed.	Amount allowed.
1	J. P. Leprohon, Treasurer, Montreal,	his Account of Disbursements for the six months ending 10th April 1825, amounts to	£156 10 8 ³	147 15 6	151 5 6
		Deduct the amount of articles sold,	8 15 2 ¹		
2	Ditto ditto	his Account of ditto for the six months ending 10th October 1825,	175 6 9		
		Deduct the amount of articles sold,			
		Less, Clerical error therein, in carrying out 8 lbs. wool at 2d.	2s. 8d.		
		in lieu of,	1s. 1d.	154 5 6	154 5 6
3	Ditto ditto	his Account of ditto, for the six months ending 10th April 1824,	150 2 0		
		Deduct the amount of articles sold,	24 16 1	105 5 11	105 5 11
4	Ditto ditto	his Account of ditto, for the six months ending 10th October 1824,	192 16 1 ³		
		Deduct amount of articles sold,	43 16 5	148 19 8 ¹	148 19 8 ¹
		Mr. Leprohon has brought forward with this year's accounts a claim of 5 per cent Commission since 1st December 1817, on monies received and expended, amounting to £125 0 11 Currency, but which has not yet been allowed.			
5	R. Kimber, Treasurer, Three-Rivers,	his Account of Disbursements for the year ending 10th October 1822, amounts to		60 7 0 ¹	60 7 0 ¹
6	Ditto ditto	his Account of ditto, for the year ending 10th October 1824,		64 17 9 ³	64 17 9 ³
7	B. Tremain, Treasurer, Quebec,	his Account of Disbursements for the six months ending 10th April 1825, after deducting from Mr. Henderson's (the Superintendent) account, the amount of articles sold,		98 4 7	
8	Ditto ditto	his Account of ditto for the six months ending 10th October 1825, after deducting from ditto, the amount of articles sold,	161 5 0		
		Less, Clerical errors therein,	1 4	161 5 7 ³	200 0 0
9	Ditto ditto	his Account of ditto, for the six months ending 10th April 1824,	142 15 7		
		Deduct 21 Cwt. Oakum sold,	21 2 0	121 11 7	119 1 7
10	Ditto ditto	his Account of ditto, for the six months ending 10th October 1824,	172 14 10		
		Deduct 120 Cwt. 3 qrs. Oakum sold,	121 5 0	51 9 10	51 9 10

A half yearly charge of £2 10 for Stationery, was suspended in Mr. Tremain's Account to April 1824, but was finally allowed in his Account to October 1824, on its appearing to be customary, since the period that this Gentleman states himself to have acted as Treasurer in 1818.

Quebec, 14th February 1825.

W. B. COLTMAN,
Chairman of the Committee of Council for the Audit of Public Accounts.

No. 1.

Account rendered from the 1st October, 1822, to the 10th April, 1823.

Government in Account with J. Ph. Leprohon, Treasurer and Superintendent of the House of Correction, District of Montreal.

Dr.	Vouchers.	No.	1822.	1822.	Cr.
1822.					
Oct. 18. Peas and Straw,	Eustache David,	1	£0 10 10	Nov. 2. 71 Bags for	Thomas Porteous, a 1/2d. £0 2 11 ¹ / ₂
Dec. 21. 12 Brooms,	Antoine Lapointe,	2	0 4 0		
1825.					
Jan. 4. Cartage, &c.,	J. B. Laurin,	3	0 5 8	Jan. 6. 6 cwt. Plaster of Paris,	Thos. Folly, 4s. 1 4 0
March 1. 224 lbs. old Cordage,	Blackwood & Co.,	4	1 0 0	Feb. 15. 14 lbs. Oakum,	Jno. Davidson, 5d. 0 5 10
" 30. Salt Fish,	J. B. Langevin,	5	0 2 6	" 18. 3 cwt. Plaster Paris,	Thos. Folly, 4s. 0 12 0
" " 2 Planks,	J. Wilson,	6	0 5 0	March 15. 1 cwt. Do.,	Jno. Cummings, 0 5 0
April 1. One Load Lime,	Frs. Valière,	7	0 12 0	" 14. 1 cwt. Do.,	Jos. Saumons, 0 5 0
" 8. 2 Whitewash Brushes,	Andw. Laing,	8	0 4 0	" 20. 114 lbs. Oakum,	Horatio Gates, 5d. 2 7 6
" 10. 4 cwt. 0 qrs. 14 lbs. old Cordage,	Henry & Co.,	9	2 1 5	" " 1 cwt. Plaster Paris,	Do. 0 5 0
" " 2 tons Plaster Paris,	D. W. Lager,	10	5 10 0	April 5. 64 lbs. Oakum,	H. Malhiot, 5d. 1 6 8
" " Sundries,	Alph. Kington,	11	11 5 10 ¹ / ₂	" 7. 12 lbs. Do.,	J. Dowe, " 0 5 0
" " Iron Work,	W. Wragg,	12	2 12 11	" 10. 87 lbs. Do.,	Jno. Torrance, " 1 16 5
" " Lamp Oil, &c.,	Gibb & Henderson,	15	5 10 0		
" " Cloathing,	C. F. Roy,	14	4 8 0 ¹ / ₂		
" " Stove Pipes,	Lewis Franchère,	15	0 16 5 ¹ / ₂		
" " Stationery,	Nickless & Co.,	16	2 0 0		
" " Old Cordage,	Chs. Côté,	17	5 1 10 ¹ / ₂		
" " Cord Wood,	Julien Perrault,	18	51 10 0		
" " Beef,	John Flaherty,	19	9 8 8		
" " Bread,	Walter Benny,	20	20 15 5 ¹ / ₂		
" " Salary for Six Months to	D. Shearer,	21	50 0 0		
" " Do. Do. to the Copist, B. L. Leprohon,		22	10 0 0		
" " Due to the Company of Water Works,		23	*10 0 0		
" " Paid upon £1500 Commission, 3 per cent. to the Bank during the five years,			*6 10 0		
			£156 10 8 ³		£8 15 2 ¹ / ₂

* Not allowed, Vouchers not being produced with this Account.

Errors excepted.

(Signed)

J. P. LEPROHON,
Treasurer, House of Correction.

Montreal, 15th May, 1823.

No. 2.

Account rendered from 11th April to the 10th October, 1823.

Government in Account with J. P. Leprohon, Treasurer and Superintendent, &c of the House of Correction.

Dr.	No.	1825.	1825.	Cr.	
1825.					
April 25. 12 Wood Brooms,	A. Lapointe,	1	£0 4 0	April 21. Sold to Thos. Folly, 3 cwt. Plaster Paris,	4s. £0 12 0
June 5. Wood and Sundries,	P. Paquet,	2	0 17 11	" " Thos. Porteous, 58 lbs. Oakum,	5d. 1 4 2
" 25. 50 Cords of Wood, &c.,	J. B. Arpentigny,	3	19 7 6	" 22. " Aeneas M-Donald, 1 cwt. Plaster of Paris,	5s. 0 5 0
July 8. 70 Old Cordage, 18 cwt.,	Aug. Neau,	4	6 15 0	" 26. " Alexander Berthelot, 5 lbs. Oakum,	6d. 0 2 6
August 6. Whitewash Brushes,	A. Laing,	5	0 5 4	May 12. " P. Lamoureux, 24 lbs. Do.,	5d. 0 10 0
" 12. 5 bushels Peas,	Jno. Ladouceur,	6	0 7 6	" 27. " Thos. Folly, 9 cwt. 1 qr. Plaster of Paris,	4s. 1 17 0
Sept. 10. Old Cordage, 19 cwt.,	Aug. Neau,	7	6 15 0	" " P. Letourneux, 3 qrs. Do.,	5s. 0 3 9
" 12. 50 bundles Straw,	Mary Lacroix,	8	0 7 0	June 2. " Peter Dechard, 20 lbs. Oakum,	5d. 0 8 4
" 25. Iron Works, &c.,	Wm. Wragg,	9	5 10 4	" 10. " Lx. Giroux, 6 lbs. Do.,	6d. 0 3 0
" 20. Salary to the Keeper 6 months,	D. Shearer,	10	50 0 0	" 19. " Hy. Wright, 1 cwt. 14 lbs. Plaster of Paris,	5s. 0 5 7 ¹ / ₂
Oct. 2. Peas and Potatoes,	Bas. Belair,	11	0 10 9	" 25. " Thos. Folly, 5 cwt. 1 qr. Do.,	4s. 0 13 0
" 7. Oil, Salt, &c.,	Gibb & Henderson,	12	0 16 4	" 26. " F. Quesnel, 17 lbs. Oakum,	5d. 0 7 1
" 8. Cloathing, &c.,	C. F. Roy,	13	21 13 10 ¹ / ₂	July 5. " Thos. Folly, 1 cwt. 1 qr. Plaster of Paris,	4s. 0 5 0
" " Mason Work,	P. Pannuville,	14	0 15 10	" 29. " F. Viger, 36 lbs. Oakum,	5d. 0 15 0
" 10. Repairing Windows, &c.,	R. Drummond,	15	2 8 4	August 7. " Lesperance, 48 lbs. Do.,	" 0 19 2
" " Old Cordage, 5 cwt. 0 qrs. 18 lbs.	Chs. Côté,	16	1 8 4	" 23. " Lau. Gaubert, 25 lbs. Do.,	4 ¹ / ₂ d. 0 9 4 ¹ / ₂
" " Sundries,	Wm. Feddy,	17	0 12 2	" " Jos. Bourdeaux, 100 lbs. Do.,	4d. 1 15 4
" " Do. Repairing,	J. Greenfield,	18	1 18 6	Sept. 10. " Clark & Appleton, 5 lbs. Do.,	5d. 0 2 1
" " 5 bushels Peas,	F. Soutigny,	19	6 8 6	" 16. " Ant. Vincent, 3 lbs. Do.,	6d. 0 1 6
" " Tin Work,	Lx. Franchère,	20	1 14 7	" 18. " Jos. Hebert, 40 lbs. Do.,	4 ¹ / ₂ d. 0 15 0
" " Bread for Six Months,	W. Benny,	21	22 18 0 ¹ / ₂	Oct. 7. " Alex. Hart, 48 lbs. Do.,	5d. 1 0 0
" " Iron Sink,	G. Warwick,	22	1 15 0	" " C. Côté, 178 lbs. Do.,	4d. 2 19 4
" " Sundries,	Alexis Dudas,	23	0 2 6	" " Jas. Greenfield, 141 lbs. Do.,	4d. 2 7 0
" " Cartage and Cleaning the Yard,	J. B. Laurin,	24	0 18 0	" " Rt. Drummond, 112 lbs. Do.,	5d. 2 6 8
" " Stationery,	J. Nickless,	25	1 0 4	" 8. " Isidore Malo, 12 lbs. Do.,	" 0 5 0
" " Oil and Sundries,	Jas. Farrier,	26	1 8 0	" " 8 lbs. Wool carded,	3d. 0 2 8
" " Glass and Putty,	Wm. Annisley,	27	3 16 7	" " Gibb & Co., 144 Bags Making,	1d. 0 12 0
" " Water Rent to 1st May, 1824,	Hy. Griffin,	28	15 0 0		
" " Meat for the Prisoners Six Months,	I. Flaherty,	29	9 5 0		
" " Vegetables and Sundries,	J. Horne,	30	5 7 6		
" " Paid upon £1500 to the Bank 4 per cent. during 5 Years,			5 5 0		
" " Six Months Salary for Copist,	L. B. Leprohon,		10 0 0		
			£175 6 9		£21 4 7

Errors excepted.

(Signed)

J. P. LEPROHON,
Treasurer, House of Correction.

Montreal, 27th October, 1823.

ETAT GENERAL DES COMPTES rendus par les personnes nommées en vertu des actes de la 57e. Geo. III., chap. 10, de la 58e. Geo. III. chap. 14, et de la 3e. Geo. IV., chap. 32, à l'effet de former des comités de surintendance des maisons de correction dans les différents districts et rendre compte des argens mis à leur disposition en vertu des dits actes, depuis le 1er. novembre 1822, jusqu'au premier novembre 1824.

Appendice (Q.)

Table with columns: No., Description, Amount, and sub-columns for 'Montant réclamé' and 'Montant alloué'. Includes entries for J. P. Leprohon and René Kimbert.

14e Fév.

W. B. COLTMAN, Président du Comité du conseil pour l'audition des Comptes publics.

No. 1.

Compte rendu depuis le 11e Octobre 1822, jusqu'au 10e Avril 1823.

Le Gouvernement en Compte avec J. P. Leprohon, Trésorier et Surintendant de la Maison de Correction, District de Montréal.

Table with columns: Dt., Description, Pièces justificatives, No., Amount, and 1823. Includes entries for Oct. 1822, Janvr. 1823, Mars, and Avril.

N'ont pas été alloués, n'ayant produit aucune pièce justificative au soutien de ce compte.

Sauf Erreur.

(Signé)

J. P. LEPROHON, Trésorier de la Maison de Correction.

Montréal, 15 Mai 1823.

No. 2.

Compte rendu du 11 Avril au 10 Octobre 1823.

Le Gouvernement en Compte avec J. P. Leprohon, Trésorier et Surintendant de la Maison de Correction.

Table with columns: Dt., Description, Nos., Amount, and 1823. Includes entries for Avril 1823, Mai, Juin, Sept., and Oct.

Sauf Erreur.

(Signé)

J. P. LEPROHON, Trésorier de la Maison de Correction.

Montréal, 27 Octobre 1823.

Appendix
(Q.)

No. 3.

Account rendered from the 11 October 1823 to the 10th April 1824.

Dr. Government in Account with J. P. Leprohon, Treasurer and Superintendent of the House of Correction, District of Montreal.

14th. Feb.

1823		No.	£	s.	d.
Novr.	5. A discharge of Prisoner,	J. Morreau,	1	£0	2 6
"	25. 25 Bundles of Straw,	M. Lacroix,	2	0	6 0
"	29. One Double Stove,	Wm. Harwood,	5	10	0 0
Decr.	" 12 Wooden Brooms,	A. Lapointe,	4	0	5 9
"	" 31. Cleaning the Yard,	J. Mousset,	5	0	12 0
1824.					
Jany.	25. Sundries,	Gab. Breans,	6	0	10 0
"	29. A discharge of Prisoner,	P. Audet,	7	0	2 6
Febry.	5. 50 lbs. old Cordage,	R. Pinriston,	8	0	2 6
"	14. Tin work, &c.	L. Franchère,	9	0	12 11½
"	18. Peas and Sundries,	M. McPherson,	13	5	11 8
"	20. 41 Bundles Straw,	C. Paquet,	11	0	5 6
March	2. 8 Cords Wood,	Jul. Perrault,	12	7	0 0
"	5. Potatoes,	B. Boulet,	13	0	8 4
"	9. Discharge of Prisoners,	Vezina & M.	14	0	5 0
"	15. 4 Bushels Peas,	F. Souigny,	15	0	10 6
"	16. Linen and Sundries,	C. F. Roy,	16	1	6 6
"	19. 5 Bags Potatoes,	J. Molson,	17	0	12 6
"	25. 2 Bushels Peas,	F. Thibault,	18	0	6 8
"	30. 1½ Cords Wood,	J. B. Bouthillier,	19	1	5 0
"	" Blacksmiths work,	Wm. Wrapp,	20	0	18 6
"	31. Salary to the Keeper, and Sundries,	D. Shearer,	21	50	7 9
April	10. Brown Bread,	Wm. Benny,	22	57	6 1
"	" Meat,	J. Flaherty,	25	10	0 2
"	" Oil and Sundries,	J. Ferrier,	24	5	9 8½
"	" Stationery,	J. Nickless,	25	0	15 11
"	" Water Rent, in advance,	Griffin,	26	5	0 0
"	" 6 months Salary to Copyist,	L. B. Leprohon,	27	10	0 0
			£150	2	0

1823			£	s.	d.
Octr.	15. John Boyd,	12 lbs. Oakum,	5d		£0 5 0
"	21. Toussaint Pothier,	56 do. do.	"		1 5 4
"	30. Jos. Warwick,	10 do. do.	"		0 4 2
Novr.	5. Thos. Torrance,	making 125 Bags,	1d		0 10 5
"	10. Thos. Porteous,	29 lbs. Oakum,	5d		0 12 1
"	20. Chs. Bowman,	making 155 Shirts,	5d		1 18 5
Decr.	1. F. Wm. Quesnel,	26 lbs. Oakum,	5d		0 10 10
"	25. Jno. Torrance,	making 71 Bags,	1d		0 5 11
"	" Made. Coté,	do. 4 Shirts,	10d		0 5 4
"	" C. Bowman,	do. 66 do.	5d		0 16 6
"	" Ditto,	do. 59 pair Trowsers,	7½d		1 16 10½
"	30. Jno. Wrapp,	556 lbs. Oakum,	4d		5 12 0
1824.					
Jany.	20. C. F. Green,	making two pair Socks,	6d		0 1 0
Febry.	5. H. McKenzie,	28 lbs. Oakum,	5d		0 11 8
March	1. Ant. Rondo,	16 do. do.	"		0 6 8
"	5. Jno. Forbes,	56 do. do.	4½d		1 1 0
"	15. Solom. Chesley,	41 do. do.	5d		0 17 1
"	22. Chs. Bowman,	making 100 pair Trowsers,	7½d		3 2 6
"	" Ditto,	do. 38 Shirts,	5d		0 9 6
"	25. Hon. C. Grant,	15 lbs. Oakum,	5d		0 5 5
"	24. C. F. Hog,	making 125 Bags,	1d		0 10 5
"	" J. B. Lannouche,	6 lbs. Oakum,	5d		0 2 6
"	25. L. Winchester,	1 cwt. Plaster,	5s		0 5 0
"	" Chs. Bowman,	making 60 pair Trowsers,	7½d		1 17 6
April	2. Frs. Bros,	28 lbs. Oakum,	5d		0 11 8
"	5. Jno. Torrance,	making 108 Bags,	1d		0 9 0
"	" Mich. Boyd,	17 lbs. Oakum,	5d		0 7 1
			£24	16	1

Errors Excepted,

(Signed)

J. P. LEPROHON,

Treasurer of the House of Correction.

Montreal, 19th April 1824.

No. 4.

Account rendered from the 11th April to the 10th October 1824.

Government in account with J. P. Leprohon, Treasurer of the House of Correction of Montreal.

DR.

1824.		Nos.	£	s.	d.
April	19. Discharged one Prisoner,	J. Boucher,	1	0	2 6
"	20. 3 barrels Lime,	A. Lepine,	2	0	12 0
"	20. 5 tons Plaster of Paris,	D. Eager,	5	4	10 0
"	" 5 bags Potatoes,	L. Pigeon,	4	0	9 0
"	" 4 bushels Peas,	E. Choret,	5	0	15 0
May	3. 12 Brooms,	A. Lapointe,	6	0	4 0
"	14. 41 bundles Straw,	J. Cloutier,	7	0	9 2
"	" Carting Plaster of Paris,	P. Charland,	8	0	6 6
June	9. Discharged 2 Prisoners,	Jos. Barret,	10	0	2 6
"	" 1 Hair Sieve,	J. B. Toussaint,	11	0	9 0
"	" 3 cart loads Wood,	Ant. Girard,	12	0	6 0
"	25. 1 Saw,	Thos. Turner,	13	0	15 4
"	26. Advertisement,	C. Morin,	14	0	15 6
July	2. Potatoes and Straw,	J. Bouthillier,	15	0	19 4½
"	" Cleaning the yard,	Chs. Côte,	16	1	1 4½
"	12. Old Cordage,	J. Lapointe,	17	0	3 9
"	29. 12 Brooms,	J. Dewitt,	18	0	4 0
Aug.	5. 2 Whitewash Brushes,	C. Côte,	19	3	11 10½
"	6. Old Cordage, Cwt. 5 qrs. 2 lbs. 14,	J. B. Charland,	20	0	4 5
"	" Cartage ditto,	L. L'Esperance,	21	0	11 5
"	11. 3 bushels Peas,	B. Marchetome,	22	0	7 6
"	17. 5 bags Potatoes,	Chs. Côte,	23	7	18 1½
"	27. Old Cordage, Cwt. 15 qrs. 2 lbs. 14,	Ig. Ambot,	24	0	8 4
Sept.	5. Peas and Potatoes,	"	25	1	0 0
"	10. Discharged 5 Prisoners,	Wm. Peddy,	26	0	7 10½
Oct.	5. Sundries,	F. Souigny,	27	0	18 8
"	6. Soup Peas,	P. Lemieux,	28	0	10 0
"	8. 54 bundles Straw,	Ls. Labelle,	29	0	5 0
"	10. 4 bags Potatoes,	D. Shearer,	30	50	5 10
"	" Salary 6 months to Sundries,	James Farrier,	31	6	1 11½
"	" Ditto,	F. Roy,	32	12	16 9
"	" 2 bushels Peas,	E. Vidrecaire,	33	0	8 0
"	" Vegetables,	M. McPherson,	34	1	2 0
"	" Tubs,	P. Elie,	35	1	15 0
"	" Cords Wood, 22nd June last,	J. Perrault,	36	45	10 0
"	" Meat,	E. Prendergast,	37	9	3 0
"	" Bread 1029 loaves,	Wm. Benny,	38	56	4 6½
"	" Repaired one Floor,	Chs. Delorme,	39	6	0 2
"	" 6 months Salary for Copyist,	L. B. Leprohon,	40	10	0 0
"	" Water 6 months,	H. Griffin,	41	5	0 0
			£182	16	1½

1824.			£	s.	d.
April	14. Minville, Oakum sold 50 lbs.		5d.		£0 12 6
"	17. Ol. Charpentier, do. 152 lbs		"		5 3 4
"	" Jos. Berré, 112 lbs. Plaster,		"		0 5 0
"	19. Commissary Green, 528 lbs. Oakum,		4d.		8 16 0
"	29. Josh. Dandurand, 116 ditto,		5d.		2 8 4
"	" Blackwood & Co. 112 ditto,		"		2 6 8
May	1. Josh. St. Germain, 54 ditto,		"		0 14 2
"	7. Aug. Kuper, 56 ditto,		"		1 3 4
"	" A. St. Julien, 564 lbs. Plaster,		"		0 16 3
"	12. Pierre Goyette, 77 lbs. Oakum,		5d.		1 12 1
"	20. Ant. Aumette, 24 ditto,		"		0 10 0
June	7. Josh. Quinville, 75 ditto,		"		1 10 5
"	16. Wm. Gray, 168 lbs. Plaster,		"		0 7 6
"	22. Jos. Grove, 16 lbs. Oakum,		5d.		0 6 8
"	25. Commissary Green, 100 ditto,		4d.		1 15 4
"	26. Forsyth & Co. 82 ditto,		5d.		1 14 6
"	28. Chs. Leprohon, 53 lbs. Hair,		1d.		0 4 5
"	29. Jacq. Poitras, 140 lbs. Plaster,		"		0 6 3
July	1. Martin Lacombe, 12 do. Oakum,		5d.		0 5 0
"	" Part of payment from Sheriff for the yard,		"		0 14 6
"	" 5. Thos. Folly, 252 lbs. Plaster,		1d.		0 9 3
"	14. Jno. Torrance, making of 100 Bags,		"		0 8 4
"	19. Andw. White, 72 lbs. Oakum,		5d.		1 10 0
"	27. J. Dewitt, 29 ditto,		"		1 3 9
August	5. Making 8 pair Trowsers and 9 Shirts, for the Sheriff,		"		0 9 8½
"	9. Capt. Holland, 22 lbs. old Rope,		1½d.		0 2 9
"	24. Hy. Leodel, 48 lbs. Oakum,		5d.		1 0 0
"	26. John Davidson, 65 ditto,		"		1 6 5
Sept.	15. Jos. Girard, 52 ditto,		"		1 1 8
"	25. John Morris, 224 lbs. Plaster,		"		0 10 0
Octr.	2. J. B. Farland, 45 do. Oakum,		5d.		0 17 11
"	5. Geo. Davis, 172½ ditto,		"		3 11 10½
"	Cash received for one Insane Man, from 31st July to 24th September, 56 days,		7½		1 15 0
			£43	16	5

Errors Excepted.

(Signed)

J. P. LEPROHON,

Treasurer, House of Correction.

Montreal, 25th October 1824.

No. 5.

ABSTRACT of DISBURSEMENTS by René Kimbert, for account of the House of Correction of Three-Rivers, between 12th October 1822 and 10th October 1823, inclusive.

Vouchers No.	To whom paid.	For what.	Amount.
1	Fis. Fissette,	For 378½ lbs. Bread,	£2 3 0
2	F. C. Féron,	12 months Salary as Keeper of the said House,	15 0 0
3	Jos. Badeaux,	House Rent to 1st November 1823,	25 0 0
4	Noel Pratt,	Masonry work,	0 3 0
5	Grég. Bourk,	10 cords of Wood,	3 0 0
6	Ls. Boivin,	16 trains of ditto,	2 0 0
7	Jean Lacroix,	Cartage of 8 cords of Wood,	0 6 8
8	Germ. Beaulieu,	7 cords of Wood,	1 18 6
9	Jos. Lacroix,	Cartage for 5½ cords of Wood,	0 4 7
10	Ls. Orfrois,	Sweeping the Chimnies from 1st November 1822 to 10th Oct. 1823,	0 8 0
11	Jean Vigneau,	7 cords of Wood,	1 18 6
12	G. Turcot,	5½ do. do.	1 13 0
13	Frs. Fissette,	168 lbs. Bread,	1 0 0
14	L. E. Kimbert,	Sundries for the use of the House,	5 11 9½
			£60 7 0½

Errors Excepted.

Three-Rivers, 10th October 1823.

(Signed)

RENE KIMBERT.

No. 3.

Compte rendu depuis le 11 Octobre 1823 jusqu'au 10 Avril 1824.

Le Gouvernement en Compte avec J. P. Leprohon, Trésorier et Surintendant de la Maison de Correction, District de Montréal.

Dt.			1823.			1824.			Av. 14e Févr.		
Nov.	7.	La décharge d'un Prisonnier,	J. Morreau,	1.	£ 0 2 6	Oct.	15.	John Boyd, 12 lbs. d'Etoupe, à	5d.	£0 5 0	
	25.	25 Bottes de Paille,	M. Lacroix,	2.	0 6 0		21.	Toussaint Pothier, 56 lbs. do.	"	1 3 4	
	29.	Un Poêle double,	Wm. Harwood,	3.	10 0 0		30.	Joseph Warwick, 10 lbs. do.	"	0 4 2	
Déc.	29.	12 Balais de bois,	A. Lapointe,	4.	0 3 9	Nov.	5.	Thos. Torrance, façon de 125 Poches,	1d.	0 10 3	
	31.	Nettoyer la Cour,	J. Mousset,	5.	0 12 0		10.	Thos. Porteous, 29 lbs. d'Etoupe,	5d.	0 12 1	
							20.	Chas. Bowman, façon de 155 Chemises,	3d.	1 18 3	
1824.						Déc.	1.	F. Quesnel, 26 lbs. d'Etoupe,	5d.	0 10 10	
Janv.	27.	Divers,	Gab. Brems,	6.	0 10 0		25.	John Torrance, façon de 71 Poches,	1d.	0 5 11	
	29.	La décharge d'un Prisonnier,	P. Audet,	7.	0 2 6		"	Mad. Côté, do. de 4 Chemises,	10d.	0 3 4	
Fév.	7.	30 lbs. de vieux Cordages,	R. Peniston,	8.	0 2 6		"	C. Bowman, do. 66 do.	5d.	0 16 6	
	14.	Ferblanterie, &c.	Ls. Franchère,	9.	0 12 11½		"	Ditto, do. 59 paires de Culottes,	7½d.	1 16 10½	
	18.	Pois et divers articles,	M. M'Pherson,	10.	5 11 8		30.	John Wragg, 576 lbs. d'Etoupe,	5d.	5 12 0	
	20.	41 Bottes de Paille,	C. Paquet,	11.	0 5 6	1824.					
Mars	2.	8 Cordes de Bois,	Jul. Perrault,	12.	7 0 0	Janv.	20.	C. F. Green, façon de 2 paires de Claussons,	6d.	0 1 0	
	5.	Patates,	H. Boulet,	13.	0 8 4	Fév.	5.	Henry M'Kenzie, 28 lbs. d'Etoupe,	5d.	0 11 8	
	9.	Décharges de Prisonniers,	Yezina P. M.	14.	0 5 0	Mars	1.	Antoine Rondo, 16 lbs. do.	5d.	0 6 8	
	15.	4 minots de Pois,	F. Soulligny,	15.	0 10 6		5.	John Forbes, 56 lbs. do.	4½d.	1 1 0	
	16.	Toiles et divers articles,	C. F. Roy,	16.	1 6 6		15.	Solomon Chesley, 41 lbs. do.	5d.	0 17 1	
	19.	5 poches de Patates,	J. Molson,	17.	0 12 6		22.	Chas. Bowman, 100 paires de Culottes,	7½d.	3 2 6	
	25.	2 minots de Pois,	F. Thibault,	18.	0 6 8		"	Ditto, 58 Chemises,	3d.	0 9 6	
	30.	1½ corde de Bois,	J. B. Bouthillier,	19.	1 5 0		23.	Honble. C. Grant, 13 lbs. d'Etoupe,	5d.	0 5 5	
	"	Ouvrage de Forgeron,	Wm. Wragg,	20.	0 18 6		24.	C. F. Hog, 127 Poches,	1d.	0 10 3	
	31.	Salaire du Gardien et divers,	D. Shearer,	21.	30 7 9		"	J. B. Lamouche, 6 lbs. d'Etoupe,	5d.	0 2 6	
Avril	10.	Pain bis,	Wm. Benny,	22.	37 6 1		25.	L. Winchester, 1 quint. Plâtre de Paris,	5s.	0 5 0	
	"	Viande,	J. Flaharty,	23.	10 0 2		"	Chas. Bowman, 60 paires de Culottes,	7½d.	1 17 6	
	"	Huile et divers articles,	J. Ferrier,	24.	5 9 8½	Avril	2.	Thos. Bros, 28 lbs. d'Etoupe,	5d.	0 11 8	
	"	Papeterie,	J. Nickless,	25.	0 15 11		3.	John Torrance, 108 Poches,	1d.	0 9 0	
	"	Rente pour l'eau payée en avance,	Griffin,	26.	5 0 0		"	Mich. Boyd, 17 lbs. d'Etoupe,	5d.	0 7 1	
	"	6 mois de salaire au Copiste,	L. B. Leprohon,	27.	10 0 0						
					£130 2 0					£24 16 1	

Sauf Erreur.

(Signé)

J. P. LEPROHON, Trésorier de la Maison de Correction.

Montréal, 19 Avril 1824.

No. 4.

Compte rendu depuis le 11e Avril jusqu'au 10e Octobre 1824.

Le Gouvernement en compte avec J. P. Leprohon, trésorier et surintendant de la Maison de Correction à Montréal.

Dt.			1824.			1824.			Av.		
Avril	19.	La décharge d'un prisonnier,	J. Boucher,	1.	0 2 6	Avril	14.	Mainville, pr. étoupe à lui vendue, 30 liv.	5d.	£0 12 6	
	20.	3 barriques de cbeux,	A. Lépine,	2.	0 12 0		17.	Ol. Charpentier, do. 152 liv.	"	3 3 4	
	30.	5 tonneaux de plâtre de Paris,	D. Eager,	3.	4 10 0		"	Jos. Berré, 112 liv. de plâtre de Paris,	"	0 5 0	
	"	5 poches de patates,	L. Pigeon,	4.	0 9 0		19.	Le Commissaire Green,	528 liv. d'étoupe,	4d.	8 16 0
	"	4 minots de pois,	E. Choret,	5.	0 15 0		"	116 liv. do.	5d.	2 8 4	
Mai	3.	12 balais,	A. Lapointe,	6.	0 4 0		"	112 liv. do.	"	2 6 8	
	14.	41 bottes de paille,	J. Cloutier,	7.	0 9 2	Mai	1.	Jos. St.-Germain,	34 liv. do.	"	0 14 2
	"	Charriage de plâtre de Paris,	P. Charland,	8.	0 6 6		7.	Augustin Kuper,	56 liv. do.	"	1 2 4
Jun	9.	La décharge de deux prisonniers,	Jos. Barrett,	10.	0 2 6		"	A. St.-Julien,	354 liv. de plâtre,	5d.	0 15 3
	"	Un sac de crin,	J.-B. Toussaint,	11.	0 9 0		12.	Pierre Goyette,	77 liv. d'étoupe,	5d.	1 12 1
	10.	3 voyages de bois,	Ant. Girard,	12.	0 6 0		20.	Ant. Aumette,	24 liv. do.	"	0 10 0
	25.	Une scie,	Thos. Turner,	13.	0 13 4	Jun	7.	Jos. Quinville,	73 liv. do.	"	1 10 5
	26.	Avertissement,	C. Morin,	14.	0 13 6		16.	Wm. Gray,	168 liv. de plâtre,	5d.	0 7 6
Juillet	2.	Patates et paille,	J. Bouthillier,	15.	0 19 4½		22.	Jos. Grove,	16 liv. d'étoupe,	5d.	0 6 8
	"	Nettoyer la cour,	Chs. Côte,	16.	1 1 4½		23.	Le Commissaire Green,	100 liv. do.	4d.	1 13 4
	12.	Vieux cordages,	J. Lapointe,	17.	0 3 9		26.	Forsyth & Co.	82 liv. do.	5d.	1 14 2
	29.	12 balais,	J. Dewitt,	18.	0 4 0		28.	Chas. Leprohon,	53 liv. de crin,	1d.	0 4 5
AOÛT	5.	Deux blanchissoirs,	C. Côte,	19.	3 11 10½		29.	Jacques Poitras,	140 liv. de plâtre,	0 6 6	
	6.	Vieux cordages 5 qtx. 2 qrt. 14 liv.	J.-B. Charland,	20.	0 4 5	Juillet	1.	Martin Lacombe,	12 liv. d'étoupe,	5d.	0 5 0
	"	Charriage de ditto,	Ls. I. Espérance,	21.	0 12 3		"	Païement en partie du Schérif pour la Cour,			0 14 6
	11.	Trois minots de pois,	B. Marcheterre,	22.	0 7 6		3.	Thos. Folly,	452 liv. de plâtre,	4d.	0 9 3
	17.	Trois poches de patates,	Chs. Côte,	23.	7 18 1½		14.	M. Torrance, façon de 100 poches,	5d.	0 9 4	
	27.	Vieux cordages 15 qtx. 2 qrt. 14 liv.	Ignace Ambot,	24.	0 8 4		19.	Andrew White,	72 liv. d'étoupe,	5d.	1 10 0
Sept.	3.	Pois et patates,	Wm. Peddie,	25.	1 0 0		27.	J. Dewitt,	29 liv. do.	"	1 3 9
	10.	La décharge de cinq prisonniers,	F. Soulligny,	26.	0 7 10½	AOÛT	3.	Façon de 8 paires de culottes et 9 chemises pr. le Schérif,	1½d.	0 9 8½	
Octobre	5.	Divers,	P. Lemieux,	28.	6 10 0		9.	Le Capit. Holland, 22 liv. de vieux cordages,	5d.	0 2 9	
	6.	Pois pour la soupe,	Ls. Labelle,	29.	0 5 0		24.	Henry Levelle,	48 liv. d'étoupe,	5d.	1 0 0
	8.	Cinquante-quatre bottes de paille,	D. Shearer,	30.	30 5 10		26.	John Davidson,	63 liv. do.	"	1 6 3
	10.	Quatre poches de patates,	Jas. Farrier,	31.	6 1 11½	Sept.	13.	Jos. Girard,	52 liv. do.	"	1 1 8
	"	Salaires pour six mois à Divers,	F. Roy,	32.	12 16 9		23.	John Morris,	224 liv. de plâtre,	0 10 0	
	"	Ditto	E. Vidrecaire,	33.	0 8 0	Oct.	2.	J.-Bte. Farland,	43 liv. d'étoupe,	5d.	0 17 11
	"	Deux minots de pois,	M. M'Pherson,	34.	1 2 0		5.	Geo. Davis,	172½ liv. do.	"	3 11 10½
	"	Légumes,	P. Elie,	35.	1 15 0			Argent reçu pour un homme dérangé dans son esprit, depuis le 31 Juillet jusqu'au 24 Sept., 56 jours,	7½	1 15 0	
	"	Cuves,	J. Perrault,	36.	45 10 0						
	"	Bois de chauffage, 22 juin dernier,	E. Pendergast,	37.	9 3 0						
	"	Viandes,	Wm. Benny,	38.	36 4 3½						
	"	Mille vingt-neuf pains,	Chs. Delorme,	39.	6 0 3						
	"	Réparer un plancher,	L.-B. Leprohon,	40.	10 0 0						
	"	Six mois de salaire pour le copiste,	H. Griffin,	41.	5 0 0						
	"	L'eau pour six mois,			£192 16 1½					£43 16 5	

Sauf Erreur.

J. P. LEPROHON, Trésorier de la Maison de Correction.

Montréal, 25 octobre 1824.

No. 5.

PRECIS des DEBOURSES par René Kimbert, pour la Maison de Correction des Trois-Rivières, entre le 12e. Octobre 1822 et le 10e. Octobre 1823, inclusivement.

Nos.	A qui payé.	Pourquoi.	Montant.
1	Frs. Fisette,	Pour 378½ lbs. de Pain,	£2 3 0
2	F. C. Féron,	12 mois d'appointemens comme Gardien de la dite maison,	15 0 0
3	Jos. Badaeux.	Loyer de maison jusqu'au 1er. Nov. 1823,	25 0 0
4	Noël Pratt,	Maçonne,	0 3 0
5	Grég. Bourk,	10 cordes de Bois,	3 0 0
6	Ls. Boivin,	16 trainées de do.	2 0 0
7	Jean Lacroix,	Charroi de 8 cordes de Bois,	0 6 8
8	Germ. Beaulieu,	7 cordes de Bois,	1 18 6
9	Jos. Lacroix,	Charroi de 5½ cordes de Bois,	0 4 7
10	Ls. Orfroi,	Ramonage de Cheminées depuis le 1er. Nov. 1822 jusqu'au 10e. Octobre 1823,	0 8 0
11	Jean Vigneau,	7 cordes de Bois,	1 18 6
12	G. Turcot,	5½ do. de do.	1 13 0
13	Frs. Fisette,	168 lbs. de Pain,	1 0 0
14	L. E. Kimber,	Divers pour l'usage de la maison,	5 11 9½

Sauf erreurs.

£60 7 0½

Trois-Rivières, 10e. Octobre 1823.

(Signé)

RENE KIMBERT.

Appendix
(Q)
14th Feby.

No. 6.

ABSTRACT of DISBURSEMENTS made by René Kimbert for account of the House of Correction for the District of Three Rivers, between 11th October 1823 and 10th October 1824, inclusive.

D s.	Nos.	To whom paid.	For what	Amount.
1823				
October 22	1	Et. Duval,	For 2 Cordes Wood,	£ 0 15 4
" 24	2	J. Vigneau,	8½ Do. do.	5 5 9
" "	3	Jos. Lacroix,	Carting of do.	0 7 1
" 27	4	P. Croteau,	4 Cordes Wood,	1 10 0
Decr. 18	5	Jos. Loranger,	15 Loads do.	1 17 6
1824				
January 15	6	Et. Tapin,	15 Cordes do.	4 5 0
February 5	7	J. B. Corbin,	16 Loads do.	1 12 0
March 10	8	G. Beaulieu,	15 Cordes do.	4 13 9
October 9	9	R. Kimbert,	Sundries for the use of the House of Correction,	2 17 2½
" 10	10	Thos. McCloud,	Sweeping Chimnies from 27th October 1823 to 10th October 1824,	0 8 0
" 10	11	F. Fisetie,	646 Pounds Bread, from 11th October 1823 to 9th October 1824,	7 10 2
" 10	12	J. Badeaux,	House Rent, from 1st November 1823 to 1st November 1824,	25 0 0
" 10	13	T. C. Fearon,	Twelve Month's Salary as Keeper of the said House, ending 31st October 1824,	15 0 0
			£64 17 9½	
			Cr.—By a Warrant No. 2591, dated the 12th November 1823, received by me, René Kimbert, for £45 Sterling, equal to Currency,	£50 0 0
			Balance,	£14 7 9½

Errors Excepted,
Three Rivers, 10th October 1824.
(Signed) RENE KIMBERT.

No. 7.

Account of Receipts and Expenditure for the House of Correction, 6 months ending 10th April, 1823, District of Quebec.

1823.	No.			
Jany. 4.		To Cash paid Trotter, Model of Stepping Mill,	1	£1 10 0
April 10.		To Do. Henderson, balance his Account,	2	52 12 6
" "		To Do. Moorhead, Bread Account,	3	41 12 1
" "		Stationery,		2 10 0
				£98 4 7

(Signed) BENJ. TREMAIN,
Com., House of Correction.

Quebec, 10th April, 1823.

No. 8.

Account of Receipts and Expenditure for the House of Correction for the District of Quebec, for 6 months ending 10th October, 1823.

1823.	No.			
Nov. 27.		To Cash paid E. Trudeau, 50½ yards Linen, made into 15 shifts,	1	£3 19 10½
		Paid Chinic & Measam, 65½ yards Linen, made 21 shirts,	2	4 7 0
April 23.		Fraser's 4 pieces blue Cloth, made 24 Petticoats, 24 Bed Gowns, 23 pair Trowsers and 8 Jackets,	3	22 1 0
July "		Cash paid Chinic and Measam, 31 cordes Wood at 14s.	4	21 14 0
		Cartage at 5s.		7 15 0
Oct. 10.		Paid R. Moorhead, his account,	5	59 4 9½
" "		Paid T. Cary & Co.	6	0 7 0
" "		Paid Henderson, his account,	7	39 5 4
" "		Paid for Stationery,		2 10 0
				£161 5 0

Quebec, 10th October 1823.
(Signed) BENJ. TREMAIN,
Com., House of Correction.

No. 9.

Account of Receipts and Expenditure for the House of Correction for the District of Quebec, for 6 months ending 10th April, 1824.

1824.	No.			
April 10.		For amount of Geo. Henderson's Account,	1	£56 15 9
		do. J. W. Wilson's,	2	12 0 0
		do. G. Bailey's,	3	16 17 6
		do. R. Moorhead's,	4	54 10 4
		do. Stationery,		2 10 0

Cr. £142 13 7
By 21 cwt. Oakum sold, 21 2 0
£121 11 7

(Signed) BENJ. TREMAIN,
Com. and Treasurer.

No. 10.

Account of Receipts and Expenditure for the House of Correction, District of Quebec, 6 months ending 10th October, 1824.

1824.	No.			
Octr. 10.		For Cash paid Moorhead, Voucher,	1.	£64 19 0
		do. do. Henderson,	2.	54 15 10
		do. do. Bailey,	3.	48 0 0
		Stationery, this sum suspended p. Report of 21st October, 1824,		2 10 0
		For 6 months ending 10th October, 1824,		2 10 0

Cr. £172 14 10
By 120 cwt. 3 qrs. Oakum sold, 121 5 0
£51 9 10

(Signed) BENJ. TREMAIN,
Com. & Treasurer,
House of Correction, District of Quebec.

Appendice
(Q.)
14c. Févr.

No. 6.

PRECIS des déboursés faits par René Kimbert, pour la Maison de correction pour le District des Trois-Rivières, entre le 11 Octobre 1823 et le 10 Octobre 1824, inclusivement.

Dates.	Nos.	A qui payé.	Pour quoi.	Montant
1823.				
22 Octobre	1	Et. Duval,	Pour 2 cordes de bois,	£ 0 15 4
" 24	2	J. Vigneau,	Pour 8½ do. do.	5 5 9
" "	3	Jos. Lacroix,	Pour charroi de do.	0 7 1
" 27	4	P. Croteau,	Pour 4 cordes de do.	1 10 0
18 Déc.	5	Jos. Loranger,	Pour 15 voyages de do.	1 17 6
1824.				
15 Janv.	6	Et. Tapin,	Pour 15 cordes de do.	4 5 0
5 Fév.	7	J. B. Corbin,	Pour 16 voyages de do.	1 12 0
10 Mars.	8	G. Beaulieu,	Pour 15 cordes de do.	4 13 9
9 Octobre	9	R. Kimbert,	Divers pour l'usage de la maison de correction,	2 17 2½
" 10	10	Thos. McCloud,	Ramonage de cheminées du 27 octobre 1823 au 10 octobre 1824,	0 8 0
" "	11	Frs. Fisetie,	Six cent quarante-six livres de pain, du 11 octobre 1823 au 9 octobre 1824,	7 10 2
" "	12	J. Badeaux,	Loyer de maison du 1er novembre 1823 au 1er novembre 1824,	25 0 0
" "	13	T. C. Fearon,	Douze mois d'appointemens comme gardien de la dite maison, finissant le 31 octobre 1824,	15 0 0
			£64 17 9½	
			Avoir.—Par un Warrant No. 2591, daté du 12 novembre 1823, reçu par moi René Kimbert, pour £45 sterling, faisant £50 courant,	£50 0 0
			Balance,	£14 7 9½

Sauf Erreurs.
Trois-Rivières, 10 Octobre 1824.
(Signé) RENE KIMBERT.

No. 7.

Compte de la Recette et de la Dépense pour la Maison de Correction, six mois finissant le 10 Avril 1823, District de Québec.

1823.	No.			
4 Janvr.		Argent payé à Trotter pour un modèle d'un Moulin-Pédale,	1	£ 1 10 0
10 Avril.		Argent payé à Henderson, balance de son Compte,	2	52 12 6
" "		Argent payé à Moorhead pour du Pain,	3	41 12 1
" "		Papeterie,		2 10 0
				£98 4 7

(Signé) BENJ. TREMAIN,
Comm. Maison de Correction.

Québec, 10 Avril 1823.

No. 8.

Compte de la Recette et de la Dépense pour la Maison de Correction pour le District de Québec, pour 6 mois finissant le 10 Octobre 1823.

1823.	No.			
27 Nov.		Argent payé à E. Trudeau, pour 50½ vgs. de toile pour 15 chemises de femmes,	1	£ 3 19 10½
		Payé à Chinic et Measam, pour 65½ vgs. de toile pour 21 chemises d'hommes,	2	4 7 0
23 Avr.		Payé à Fraser, 4 pièces de drap bleu pour 24 jupons, 24 robes de chambre, 23 paires de culottes et 8 gilets,	3	22 1 0
" Juillet.		Payé à Chinic & Measam, 31 cordes de bois à 14s.	4	21 14 0
		Charroi, 5s.		7 15 0
10 Oct.		Payé à R. Moorhead, son compte,	5	59 4 9½
" "		T. Cary & Co.	6	0 7 0
" "		Henderson, son compte,	7	39 5 4
" "		Papeterie,		2 10 0
				£161 5 0

(Signé) BENJ. TREMAIN,
Comm. Maison de Correction.

Québec, 10 Octobre 1823.

No. 9.

Compte de la Recette et de la Dépense pour la Maison de Correction pour le District de Québec, pour 6 mois finissant le 10 Avril 1824.

1824.	No.			
10 Avril.		Montant du Compte de Geo. Henderson,	1	£56 15 9
		Do. de do. de J. W. Wilson,	2	12 0 0
		Do. de do. de G. Bailey,	3	16 17 6
		Do. de do. de R. Moorhead,	4	54 10 4
		Papeterie,		2 10 0

Avoir.—Par vente de 21 quintaux d'étoupe, 21 2 0
£142 13 7

(Signé) BENJ. TREMAIN,
Comm. & Trés.

No. 10.

Compte de la Recette et de la Dépense pour la Maison de Correction pour le District de Québec, pour le mois finissant le 10 Octobre 1824.

1824.	No.			
10 Oct.		Argent payé à Moorhead,	1	£64 19 0
		Do. do. à Henderson,	2	54 15 10
		Do. do. à Bailey,	3	48 0 0
		Papeterie—Cette somme suspendue par le Rapport du 21 Oct. 1824,		2 10 0
		6 mois finissant le 10 Oct. 1824,		2 10 0

Avoir.—Par vente de 120½ quintaux d'étoupe, 121 5 0
£172 14 10

(Signé) BENJ. TREMAIN,
Comm. et Trés. M. Correct. Dist. de Québec.

Appendix
(R.)
18th Febr.

ESTIMATE OF THE ORDINARY, PERMANENT AND GROWING EXPENSES of the Civil Government of the Province of LOWER-CANADA, for the year commencing the 10th of October and 1st of November 1824, and ending at the same periods in 1825,

SALARIES TO OFFICERS OF GOVERNMENT, and other Expenses not included under the head of any Department.

	Sterling.	Sterling.
The Governor in Chief, - - - - -	£4500 0 0	
The Lieutenant Governor, - - - - -	2500 0 0	
Ditto, for House Rent, - - - - -	450 0 0	
The Lieutenant Governor of Gaspé, - - - - -	300 0 0	
Secretary to the Governor in Chief, - - - - -	500 0 0	
Assistant ditto ditto, - - - - -	200 0 0	
Assistant Secretary in the Office, - - - - -	182 10 0	
Clerk in the Office, - - - - -	100 0 0	
Ditto, for House Rent, Fuel, &c. - - - - -	75 0 0	
Secretary of the Province, - - - - -	400 0 0	
Ditto, for an Office, - - - - -	54 0 0	
Ditto, Contingencies of his Office, - - - - -	100 0 0	
Auditor of Land Patents, - - - - -	200 0 0	
Inspector General of Public Accounts, - - - - -	365 0 0	
Ditto, Allowance for a Clerk, - - - - -	100 0 0	
Two joint Residents on Anticosti, to assist Mariners and others in distress, - - - - -	50 0 0	
One Resident ditto, ditto, ditto, - - - - -	50 0 0	
One ditto, ditto, ditto, ditto, - - - - -	30 0 0	
Agent for the Province residing in London, - - - - -	200 0 0	
Rent of the Bishop's Palace, - - - - -	500 0 0	
Receiver General, - - - - -	1000 0 0	
Ditto, allowance for a Clerk, - - - - -	100 0 0	
French Translator to Government, - - - - -	200 0 0	
Naval Officer, - - - - -	100 0 0	
Rent of the Naval Office, - - - - -	18 0 0	
Messenger in the Governor's Secretary's Office, - - - - -	45 0 0	
Extra ditto ditto, - - - - -	41 4 0	
Rent of the Civil Secretary's Office, - - - - -	135 0 0	
Office Keeper, - - - - -	45 0 0	
Fuel for the Office, - - - - -	45 0 0	
Postages, - - - - -	1100 0 0	
Stationary, Printing, &c. &c. - - - - -	200 0 0	
Clerk of the Auxiliary Land Board, - - - - -	100 0 0	
		£13985 14 0
THE EXECUTIVE COUNCIL.		
Nine Members at £100 Sterling each, - - - - -	£900 0 0	
The Registrar and Clerk of the Council, - - - - -	500 0 0	
The Assistant Clerk, - - - - -	182 10 0	
Stationary, Fuel and Printing, - - - - -	50 0 0	
Messenger and Keeper of the Apartments, - - - - -	50 0 0	
Ditto, extra Fuel as Keeper of the Apartments, - - - - -	40 0 0	
Doorkeeper and Office Servant, - - - - -	50 0 0	
Chairman of the Board of Audit, - - - - -	400 0 0	
Secretary to ditto ditto, - - - - -	182 10 0	
Contingencies of ditto ditto, - - - - -	50 0 0	
		2405 0 0
THE LEGISLATIVE COUNCIL.		
The Speaker, - - - - -	£900 0 0	
The Clerk, - - - - -	450 0 0	
The Assistant Clerk, - - - - -	360 0 0	
The Writing Clerk Assistant and French Translator, - - - - -	225 0 0	
The Law Clerk, - - - - -	180 0 0	
The Master in Chancery, - - - - -	81 0 0	
The Gentleman Usher of the Black Rod, - - - - -	135 0 0	
The Serjeant at Arms, - - - - -	90 0 0	
The Messenger, - - - - -	32 8 0	
The Doorkeeper, - - - - -	25 0 0	
The Keeper of the Apartments, and for House Rent, - - - - -	49 10 0	
Contingent Expenses, - - - - -	2160 0 0	
		4687 18 0
THE HOUSE OF ASSEMBLY.		
The Speaker, - - - - -	£900 0 0	
The Clerk, - - - - -	450 0 0	
The Assistant Clerk, - - - - -	360 0 0	
The English Translator, - - - - -	180 0 0	
The French Translator, - - - - -	180 0 0	
		2070 0 0
Carried over, £	2070 0 0	£21078 12 0

ESTIMATION DES DEPENSES ORDINAIRES, PERMANENTES ET CROISSANTES du Gouvernement Civil de la Province du BAS-CANADA, pour l'année commençant le 10e. Octobre et le 1er. Novembre 1824, et finissant aux mêmes périodes en 1825.

Appendice
(R.)
18e. Fév.

APPOINTEMENTS DES OFFICIERS DU GOUVERNEMENT, ET AUTRES DEPENSES non comprises sous le Chef d'aucun Département.

	<i>Sterling.</i>	<i>Sterling.</i>
Lé Gouverneur en Chef, - - - - -	£4500 0 0	
Le Lieutenant-Gouverneur,	2500 0 0	
Ditto pour Loyer de Maison, - - - - -	450 0 0	
Le Lieutenant Gouverneur de Gaspé,	300 0 0	
Le Secrétaire du Gouverneur en Chef, - - - - -	500 0 0	
L'Assistant ditto ditto,	200 0 0	
L'Assistant Secrétaire dans le Bureau, - - - - -	182 10 0	
Le Commis dans le Bureau,	100 0 0	
Ditto pour Loyer de Maison, Bois de Chauffage, &c., - - - - -	75 0 0	
Le Secrétaire de la Province,	400 0 0	
Ditto pour Loyer d'un Bureau, - - - - -	54 0 0	
Ditto pour Contingens de son Bureau,	100 0 0	
L'Auditeur des Lettres Patentes, - - - - -	200 0 0	
L'Inspecteur-Général des Comptes Publics,	365 0 0	
Ditto, Allouance pour un Commis, - - - - -	100 0 0	
Deux Résidans adjoints sur l'Isle d'Anticosti pour secourir les Marins et autres en détresse,	50 0 0	
Un Résidant ditto ditto ditto, - - - - -	50 0 0	
Un ditto ditto ditto ditto,	30 0 0	
L'Agent de la Province résidant à Londres, - - - - -	200 0 0	
Le Loyer de l'Evêché,	500 0 0	
Le Receveur-Général, - - - - -	1000 0 0	
Ditto, Allouance pour un Commis,	100 0 0	
Le Traducteur François du Gouvernement, - - - - -	200 0 0	
L'Officier Maritime,	100 0 0	
Loyer du Bureau Maritime, - - - - -	18 0 0	
Messenger dans le Bureau du Secrétaire du Gouverneur,	45 0 0	
Ditto Extraordinaire dans ditto ditto, - - - - -	41 4 0	
Loyer du Bureau du Secrétaire Civil,	135 0 0	
Gardien du Bureau, - - - - -	45 0 0	
Bois de Chauffage pour le Bureau,	45 0 0	
Port de Lettres, - - - - -	1100 0 0	
Papeterie, Impression, &c.,	200 0 0	
Greffier du Bureau Auxiliaire des Terres, - - - - -	100 0 0	
		£13985 14 0
LE CONSEIL EXECUTIF.		
Neuf Membres à £100 Sterling chaque,	£900 0 0	
Le Greffier du Conseil,	500 0 0	
L'Assistant Greffier,	182 10 0	
Papeterie, Bois de Chauffage et Impression,	50 0 0	
Messenger et Gardien des Appartemens,	50 0 0	
Ditto, Surplus de Bois de Chauffage, comme Gardien des Appartemens,	40 0 0	
Le Portier et Domestique du Bureau,	50 0 0	
Le Président du Bureau d'Audition,	400 0 0	
Le Secrétaire de ditto ditto,	182 10 0	
Dépenses Contingentes de ditto ditto,	50 0 0	
		2405 0 0
LE CONSEIL LEGISLATIF.		
L'Orateur,	£900 0 0	
Le Greffier,	450 0 0	
Le Greffier Assistant,	360 0 0	
L'Ecrivain Assistant et Traducteur François,	225 0 0	
Le Greffier en Loi,	180 0 0	
Le Maître en Chancellerie,	81 0 0	
Le Gentilhomme Huissier de la Verge Noire,	135 0 0	
Le Sergent d'Armes,	90 0 0	
Le Messenger,	32 8 0	
Le Portier,	25 0 0	
Le Gardien des Appartemens et Loyer de Maison,	49 10 0	
Dépenses Contingentes,	2160 0 0	
		4687 18 0
LA CHAMBRE D'ASSEMBLEE.		
L'Orateur, - - - - -	£900 0 0	
Le Greffier,	450 0 0	
L'Assistant Greffier, - - - - -	360 0 0	
Le Traducteur Anglois,	180 0 0	
Le Traducteur François,	180 0 0	
		£21078 12 0
Portés ci-contre, £	2070 0 0	£21078 12 0

Appendix (R.)	Brought over, £	Sterling.	Sterling.
18th Feby		2070 0 0	£21078 12 0
The Law Clerk,		180 0 0	
The Serjeant at Arms,		90 0 0	
The Keeper of the Apartments, and for House Rent,		49 10 0	
The Clerks of the Crown in Chancery,		200 0 0	
Contingent Expenses,		4500 0 0	
			7089 10 0
SALARIES to the JUDGES and other Expenses attending the ADMINISTRATION OF JUSTICE.			
The Chief Justice of the Province,		1500 0 0	
The Chief Justice of Montreal,		1100 0 0	
Six Puisné Judges at £900 Stg. each,		5400 0 0	
Judge at Three-Rivers,		600 0 0	
Judge at Gaspé,		500 0 0	
Judge at St. Francis,		500 0 0	
Judge of the Vice-Admiralty,		200 0 0	
Allowance for Circuits at the rate of eleven each year,		825 0 0	
The Attorney General,		300 0 0	
The Solicitor General,		200 0 0	
The Advocate General,		200 0 0	
For the Contingencies of the Public Service in the Courts of Justice,		2500 0 0	
Sheriff of the District of Quebec,		100 0 0	
Contingent Bills,		900 0 0	
Sheriff of the District of Montreal,		100 0 0	
Contingent Bills,		1200 0 0	
Sheriff of the District of Three-Rivers,		75 0 0	
Contingent Bills,		400 0 0	
Sheriff of the District of Gaspé,		70 0 0	
Contingent Bills,		100 0 0	
Travelling charges,		10 0 0	
Sheriff at Sherbrooke, and allowance for a Gaoler,		100 0 0	
Coroner for the District of Quebec,		100 0 0	
Contingent Bills,		200 0 0	
Coroner for the District of Montreal,		36 0 0	
Contingent Bills,		100 0 0	
Coroner for the District of Three-Rivers, contingent Bills,		20 0 0	
Clerk of the Court and of the Peace at Sherbrooke,		50 0 0	
Clerk of the Court and of the Peace at Gaspé,		50 0 0	
Travelling charges and Stationary,		10 0 0	
Prothonotaries of the Court of King's Bench, Quebec,		300 0 0	
Ditto, Ditto, at Montreal,		350 0 0	
Ditto, Ditto, at Three-Rivers,		150 0 0	
Clerks of the Peace at Quebec, for Stationary,			
Apprehension and commitment of Criminals by the Magistrates, and all other expenses incurred for Police purposes, or for in or out of the Quarter Sessions, &c.		450 0 0	
Do. at Montreal do. do.		700 0 0	
Do. at Three-Rivers,		100 0 0	
Do. at Gaspé,		100 0 0	
Do. at Sherbrooke,		100 0 0	
Two Chairmen of the Quarter Sessions at Quebec,		500 0 0	
One Chairman do. do. at Montreal,		500 0 0	
One do. do. at Three-Rivers,		250 0 0	
Interpreter of the Courts at Quebec,		40 0 0	
Do. at Montreal,		40 0 0	
Do. at Three-Rivers,		25 0 0	
Keeper of the Court House at Quebec,		54 0 0	
Do. and Housekeeper at Montreal,		72 0 0	
Do. at Three-Rivers,		36 0 0	
Do. at New-Carlisle,		36 0 0	
Do. at Sherbrooke, and Crier,		18 0 0	
Gaoler at Quebec,		90 0 0	
Do. for Two Turnkeys,		72 0 0	
Gaoler at Montreal,		90 0 0	
Do. for Two Turnkeys,		72 0 0	
Gaoler at Three-Rivers,		45 0 0	
Do. for One Turnkey,		22 10 0	
Crier of the Court at Quebec,		20 0 0	
Tipstaff do. do.		18 0 0	
Crier of the Court at Montreal,		20 0 0	
Tipstaff do.		18 0 0	
Crier and Tipstaff of Three-Rivers,		25 0 0	
High Constable at Quebec,		36 0 0	
For serving Subpœnas,		150 0 0	
For serving Subpœnas at Montreal,		500 0 0	
High Constable at Three-Rivers,		27 0 0	
For serving Subpœnas,		150 0 0	
Three Executioners at £27 Stg. each,		81 0 0	
Carried over, £		22703 10 0	£28168 2 0

	Montans d'autre part, £	Sterling.	Sterling.
Le Greffier en Loi,		£2070 0 0	£21078 12 0
Le Sergent d'Armes,		180 0 0	
Le Gardien des Appartemens, et pour Loyer de Maison,		90 0 0	
Les Greffiers de la Couronne en Chancellerie,		49 10 0	
Dépenses Contingentes,		200 0 0	
		4500 0 0	
			7089 10 0
APPOINTEMENS DES JUGES et autres Dépenses faisant partie de l'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.			
Le Juge en Chef de la Province,		£1500 0 0	
Le Juge en Chef de Montréal,		1100 0 0	
Six Juges Puînés à £900 Sterling chaque,		5400 0 0	
Le Juge des Trois-Rivières,		600 0 0	
Le Juge de Gaspé,		500 0 0	
Le Juge de St. François,		500 0 0	
Le Juge de Vice-Amirauté,		200 0 0	
Allouance pour les Tournées à raison de onze par année,		825 0 0	
Le Procureur-Général,		300 0 0	
Le Solliciteur-Général		200 0 0	
L'Avocat-Général,		200 0 0	
Dépenses contingentes encourues pour le service public dans les Cours de Justice,		2500 0 0	
Le Shérif du District de Québec,		100 0 0	
Comptes Contingens,		900 0 0	
Le Shérif du District de Montréal,		100 0 0	
Comptes Contingens,		1200 0 0	
Le Shérif du District des Trois-Rivières.		75 0 0	
Comptes Contingens,		400 0 0	
Le Shérif du District de Gaspé,		70 0 0	
Comptes Contingens,		100 0 0	
Frais de Voyage,		10 0 0	
Le Shérif à Sherbrooke, et allouance pour un Geolier,		100 0 0	
Le Coronaire du District de Québec,		100 0 0	
Comptes Contingens,		200 0 0	
Le Coronaire du District de Montréal,		36 0 0	
Comptes Contingens,		100 0 0	
Le Coronaire du District des Trois-Rivières y compris ses Comptes Contingens,		20 0 0	
Le Greffier de la Cour et de la Paix à Sherbrooke,		50 0 0	
Le Greffier de la Cour et de la Paix à Gaspé,		50 0 0	
Frais de voyage et papeterie,		10 0 0	
Les Protonotaires de la Cour du Banc du Roi à Québec,		300 0 0	
Ditto do. à Montréal,		350 0 0	
Ditto do. aux Trois-Rivières,		150 0 0	
Greffiers de la Paix pour Papeterie, arrestation et emprisonnement de Criminels par ordre des Magistrats, et autres dépenses encourues pour objets de Police dans ou hors des Sessions de Quartier &c.		450 0 0	
Ditto à Montréal pour do do.		700 0 0	
Ditto aux Trois-Rivières,		100 0 0	
Ditto à Gaspé,		100 0 0	
Ditto à Sherbrooke,		100 0 0	
Deux Présidens des Sessions de Quartier à Québec,		500 0 0	
Un Président de do do à Montréal,		500 0 0	
Un ditto de do do aux Trois-Rivières,		250 0 0	
Interprète des Cours à Québec,		40 0 0	
Ditto à Montréal,		40 0 0	
Ditto aux Trois-Rivières,		25 0 0	
Gardien de la Salle d'Audience à Québec,		54 0 0	
Ditto et Gardienne de do à Montréal,		72 0 0	
Ditto aux Trois-Rivières,		36 0 0	
Ditto à New-Carlisle,		36 0 0	
Le Gardien de la Salle d'Audience à Sherbrooke et l'Huissier Audiencier,		18 0 0	
Le Geolier à Québec,		90 0 0	
Ditto pour deux Guichetiers,		72 0 0	
Le Geolier à Montréal,		90 0 0	
Ditto pour deux Guichetiers,		72 0 0	
Le Geolier aux Trois-Rivières,		45 0 0	
Ditto pour un Guichetier,		22 10 0	
L'Huissier Audiencier de la Cour à Québec,		20 0 0	
L'Huissier à Baguette de ditto,		18 0 0	
L'Huissier Audiencier de la Cour à Montréal,		20 0 0	
Ditto à Baguette de ditto,		18 0 0	
L'Huissier Audiencier et à Baguette des Trois-Rivières,		25 0 0	
Le Premier Connétable à Québec,		36 0 0	
Pour le Service de <i>Subpenas</i> ,		150 0 0	
Pour le Service de ditto à Montréal,		500 0 0	
Le Premier Connétable aux Trois-Rivières,		27 0 0	
Pour le Service de <i>Subpenas</i> ,		150 0 0	
Trois Exécuteurs de la Haute Justice, à £27 Sterling chaque,		81 0 0	
B			
Portés ci-contre, £		22703 10 0	£28168 2 0

Appendice
(R.)
18e Févr.

Appendix
(R.)
18th Feb'y

	Brought over, £	Sterling.	Sterling.
Three Clerks of the Crown,		22703 10 0	£28168 2 0
Do. for their Contingent Accounts,		100 0 0	
Clerk of the Court of Appeals		400 0 0	
Allowance for Stationary,		120 0 0	
Usher of the Court of Appeals,		6 0 0	
Physician attending the Gaol at Quebec,		27 0 0	
Do. do. at Montreal,		200 0 0	
Do. do. at Three-Rivers,		200 0 0	
		80 0 0	
			23836 10 0
SCHOOLMASTERS.			
Estimated Amount for the year 1825,		£1800 0 0	1800 0 0
PENSIONS.			
Mrs. Dunn,		£250 0 0	
Mrs. Baby,		150 0 0	
H. W. Ryland,		300 0 0	
Sir George Pownall,		300 0 0	
Mrs. Panet,		270 0 0	
Louis De Salaberry,		200 0 0	
Mrs. Elmsley,		200 0 0	
Mrs. Taylor,		50 0 0	
Mrs. Le Maistre,		50 0 0	
Mrs. Evans,		20 0 0	
Miss Louvière,		21 12 0	
H. Harwood,		30 0 0	
Mrs. Rottot,		36 0 0	
Madame Champlain,		25 0 0	
Hypolite Montizambert,		10 0 0	
Marianne Montizambert,		10 0 0	
Louise Montizambert,		10 0 0	
Mrs. Schindler,		5 0 0	
Mrs. Mouëtte,		5 0 0	
Mrs. De Musseau,		5 0 0	
Miss Finlay,		20 0 0	
Madame Laverenderie,		13 10 0	
Madame Rainville,		7 10 0	
Amable Cazelet,		16 6 8	
Ignace Filiatreau,		9 0 0	
Widow Sauvageau,		12 0 0	
Widow Vallerand,		9 0 0	
Margaret Launière,		10 0 0	
Elizabeth Launière,		10 0 0	
Geneviève Launière,		10 0 0	
Charlotte Brassard,		10 0 0	
Miss Mackay,		18 0 0	
Mrs. McCanty,		9 0 0	
Miss Desbarats,		18 0 0	
			2119 18 8
SURVEYOR GENERAL'S OFFICE.			
The Surveyor General,		£450 0 0	
First Clerk,		182 10 0	
Second Clerk,		150 0 0	
Office Rent and Fuel,		75 0 0	
Stationary,		20 0 0	
Office Servant,		40 0 0	
Expense of Surveys and Services to Government out of Office,		300 0 0	
			1217 10 0
MILITIA STAFF AND CONTINGENCIES.			
Adjutant General,		£450 0 0	
Deputy Adjutant General,		270 0 0	
Provincial Aides-de-Camp,		360 0 0	
Clerk in the Office,		123 13 9	
Messenger,		60 4 6	
Office Rent and Fuel,		67 10 0	
Stationary, Printing and Postages,		250 0 0	
Militia Pensions,		317 5 0	
			1898 13 3
	Carried over,		£59040 13 11

	Montans d'autre part, £	Sterling.	Sterling	Appendice (R.) 18e Févr.
Trois Greffiers de la Couronne,	-	22703 10 0	£28168 2 0	
Ditto pour leurs Comptes Contingens,	-	100 0 0		
Le Greffier de la Cour d'Appel,	-	400 0 0		
Allouance pour Papeterie,	-	120 0 0		
L'Huissier de la Cour d'Appel,	-	6 0 0		
Le Médecin qui soigne la Prison à Québec,	-	27 0 0		
Ditto ditto à Montréal,	-	200 0 0		
Ditto ditto aux Trois-Rivières,	-	200 0 0		
		80 0 0	23836 10 0	
MAITRES D'ECOLLES.				
Le montant pour l'année 1825 est estimé à	-	£1800 0 0	1800 0 0	
PENSIONS.				
Dame Dunn,	-	£250 0 0		
Dame Baby,	-	150 0 0		
H. W. Ryland,	-	300 0 0		
Sir George Pownall,	-	300 0 0		
Dame Panet,	-	270 0 0		
Louis De Salaberry,	-	200 0 0		
Dame Elmsley,	-	200 0 0		
Dame Taylor,	-	50 0 0		
Dame Le Maistre,	-	50 0 0		
Dame Evans,	-	20 0 0		
Demoiselle Louvière,	-	21 12 0		
H. Harwood,	-	30 0 0		
Dame Rottot,	-	36 0 0		
Dame Champlain,	-	25 0 0		
Hypolite Montizambert,	-	10 0 0		
Marianne Montizambert,	-	10 0 0		
Louise Montizambert,	-	10 0 0		
Dame Schindler,	-	5 0 0		
Dame Mouëtte,	-	5 0 0		
Dame De Musseau,	-	5 0 0		
Demoiselle Finlay,	-	20 0 0		
Dame Laverenderie,	-	13 10 0		
Dame Rainville,	-	7 10 0		
Amable Cazelet,	-	16 6 3		
Ignace Filiatreau,	-	9 0 0		
Veuve Sauvageau,	-	12 0 0		
Veuve Vallerand,	-	9 0 0		
Marguerite Launière,	-	10 0 0		
Elizabeth Launière,	-	10 0 0		
Geneviève Launière,	-	10 0 0		
Charlotte Brassard,	-	10 0 0		
Demoiselle M ^c Kay,	-	18 0 0		
Dame M ^c Canty,	-	9 0 0		
Demoiselle Desbarats,	-	18 0 0	2119 18 8	
BUREAU DE L'ARPENTEUR-GENERAL.				
L'Arpenteur-Général,	-	£450 0 0		
Premier Commis,	-	182 10 0		
Deuxième Commis,	-	150 0 0		
Loyer de Bureau et Bois de Chauffage,	-	75 0 0		
Papeterie,	-	20 0 0		
Domestique pour le Bureau,	-	40 0 0		
Frais d'Arpentage et Services rendus au Gouvernement hors du Bureau,	-	300 0 0	1217 10 0	
ETAT-MAJOR DE LA MILICE ET CONTINGENS.				
L'Adjudant-Général,	-	£450 0 0		
Le Député Adjudant-Général,	-	270 0 0		
Les Aides-de-Camp Provinciaux,	-	360 0 0		
Le Commis dans le Bureau,	-	123 13 9		
Le Messenger,	-	60 4 6		
Loyer de Bureau et Bois de Chauffage,	-	67 10 0		
Papeterie, Impression et port de Lettres,	-	250 0 0		
Pensions des Miliciens,	-	317 5 0	1898 13 3	
Porté ci-contre,			£59040 13 11	

Appendix (R.) <i>1st Feb'y</i>	Brought over,	Sterling.	Sterling. £59040 13 11
ROADS.			
Grand Voyers for the District of Quebec and Montreal, at £150 Stlg. each,		£300 0 0	
Grand Voyer for the District of Three-Rivers,		90 0 0	
Surveyor of Highways at Gaspé,	- - - -	50 0 0	440 0 0
Expense of Collecting the Public Revenue, exclusive of the Duties levied under the Act of the British Parliament 14 Geo. 3 Cap. 88, the expense of which has hitherto been deducted from the gross proceeds of the Collection, by Warrant from the Lords Commissioners of His Majesty's Treasury.			
Clerk of the Terrars of the King's Domain,		£90 0 0	
Ditto, his Commission on Sums collected,		250 0 0	
Contingencies at Quebec on collecting the Revenue at the Custom-House,		1750 0 0	
Collector at St. John,		189 0 0	
Comptroller at do.		126 0 0	
Gauger at do.		40 0 0	
Inspector of Merchandise at Côteau du Lac, and for House Rent,		168 0 0	
Allowance in lieu of Salary and Contingencies to the Collector at Côteau du Lac,		60 0 0	
Ditto ditto ditto at Nouvelle-Beauce,		30 0 0	
Contingent Expenses at St. John,		350 0 0	3058 0 0
OTHER EXPENSES OF GOVERNMENT not included in the Accounts of any Department.			
Assessment on Public Buildings,		£250 0 0	
Inspector of Chimnies at Quebec,		60 0 0	
Ditto ditto at Montreal,		60 0 0	
Ditto ditto at Three-Rivers,		25 0 0	
Clerk of the Market at Quebec,		123 0 9	
Printing the Laws,		600 3 0	
Election Expenses,		150 0 0	
Contingent Repairs of Public Buildings, belonging to the Civil Government,		1000 0 0	2268 3 9
		Sterling,	£64801 17 8
		Currency,	£72002 1 10

Quebec, 18th February 1825.

T. A. YOUNG,
Inspector General of Public Provincial Accounts.**ESTIMATE of the GROWING REVENUE applicable to the discharge of the PERMANENT and ORDINARY and GROWING EXPENSES of the Civil Government of LOWER-CANADA, for the year 1825.**

	Sterling.
Average proceeds of the Casual and Territorial Revenue for the last two years,	£3869 7 10
Average proceeds of Duties collected under the Act 14th Geo. III. Chap. 88, for the last two years,	£24801 7 9
Deduct one-fifth for Upper-Canada,	4960 5 7
	19841 2 2
Average proceeds of Licences under ditto for ditto,	2606 0 0
Average proceeds of Fines and Seizures,	619 4 5
Average proceeds of the Act 33rd Geo. III. Chap. 8,	1964 2 7
Appropriation by the Act 35th Geo. III. Chap. 9,	5555 11 1
Ditto for the payment of Incidents incurred in collecting the Revenue at Quebec, by ditto ditto,	1944 8 11
Average proceeds of Duties and Licences under 41st Geo. III. Chap. 13 & 14,	49 0 0
Appropriation under the Act 47th Geo. III. Chap. 16, for payment of Returning Officers,	166 13 4
Appropriation under the Act 55th Geo. III. Chap. 10, for Pensions to wounded Militia Men,	352 10 0
Appropriation under the Act 3rd Geo. IV. Chap. 3, for Salary and House Rent to the Lieutenant Governor,	3277 15 6
Appropriation under the Act 3rd Geo. IV. Chap. 39, for a Pension to Mrs. Panet,	300 0 0
	Currency, £ 40545 15 10

Quebec, 18th February 1825.

T. A. YOUNG,
Inspector General of Public Provincial Accounts.

Montant d'autre part,	Sterling.	Sterling.	Appendice (R)
		£59040 13 11	18c. Fév.
CHEMINS.			
Grands-Voyers des Districts de Québec et de Montréal, à £150 Sterling chaque, - - - - -	£300 0 0		
Grand-Voyer du District des Trois-Rivières, - - - - -	90 0 0		
Inspecteur des Grands Chemins à Gaspé, - - - - -	50 0 0		
		440 0 0	
Frais de la perception du Revenu Public non compris les droits prélevés en vertu de l'Acte du Parlement Britannique de la 14e. Geo. 3, Chap. 88, dont les frais ont été jusqu'à ce jour déduits sur le produit en total de la perception, en vertu d'un <i>Warrant</i> des Lords Commissaires de la Trésorerie de Sa Majesté.			
Le Greffier du Terrier du Domaine du Roi, - - - - -	£90 0 0		
Ditto, sa Commission sur la Somme perçue, - - - - -	250 0 0		
Dépenses Contingentes à Québec, sur la perception du Revenu de la Douane, - - - - -	1750 0 0		
Le Collecteur à St. Jean, - - - - -	189 0 0		
Le Contrôleur à do. - - - - -	126 0 0		
Le Jaugeur à do. - - - - -	40 0 0		
L'Inspecteur de Marchandises au Côteau du Lac et le Loyer d'une Maison, - - - - -	168 0 0		
Allouance faite au Collecteur du Côteau du Lac, au lieu et place d'appointemens et contingens, - - - - -	60 0 0		
Ditto Ditto à la Nouvelle Beauce, - - - - -	30 0 0		
Dépenses contingentes à St. Jean, - - - - -	350 0 0		
		3053 0 0	
AUTRES DEPENSES DU GOUVERNEMENT NON COMPRISES DANS LES COMPTES D'AUCUN AUTRE DEPARTEMENT.			
Cotisation sur les Edifices Publics, - - - - -	£250 0 0		
L'Inspecteur des Cheminées à Québec, - - - - -	60 0 0		
Ditto ditto à Montréal, - - - - -	60 0 0		
Ditto ditto aux Trois-Rivières, - - - - -	25 0 0		
Le Clerc du Marché à Québec, - - - - -	123 3 9		
L'Impression des Lois, - - - - -	600 0 0		
Frais d'Election, - - - - -	150 0 0		
Réparations annuelles des Edifices Publics appartenant au Gouvernement Civil, - - - - -	1000 0 0		
		2268 3 9	
	Sterling	£64801 17 8	
	Courant	£72002 1 10	

Québec, 18 Février 1825.

T. A. YOUNG,
Inspecteur-Général des Comptes Publics Provinciaux.

ESTIMATION du REVENU CROISSANT, applicable à l'acquit des dépenses PERMANENTES, ORDINAIRES et CROISSANTES du Gouvernement Civil du BAS-CANADA, pour l'Année 1825.

	Sterling.
Produit moyen du Revenu Casuel et Territorial pour les deux dernières années, - - - - -	£3869 7 10
Produit moyen des Droits perçus en vertu de l'Acte de la 14e. Geo. 3, Chap. 88, pour les deux dernières années, - - - - -	£24801 7 9
A déduire un cinquième pour le Haut-Canada, - - - - -	4960 5 7
	19841 2 2
Produit moyen sur les Licences, en vertu de ditto pour ditto, - - - - -	2606 0 0
Produit moyen des Amendes et Confiscations, - - - - -	619 4 5
Produit moyen de l'Acte de la 33e. Geo. 3, Chap. 8, - - - - -	1964 2 7
Appropriation par l'Acte de la 35e. Geo. 3, Chap. 9, - - - - -	5555 11 1
Ditto, pour couvrir les dépenses incidentes encourues pour la perception du Revenu à Québec, par ditto ditto, - - - - -	1944 8 11
Produit moyen des Droits et Licences en vertu de la 41e. Geo. 3, Chap. 13 et 14, - - - - -	49 0 0
Appropriation en vertu de l'Acte de la 47e. Geo. 3, Chap. 16, pour payer les Officiers-Rapporteurs, - - - - -	166 13 4
Appropriation en vertu de l'Acte de la 55e. Geo. 3, Chap. 10, pour payer les Pensions des Miliciens blessés, - - - - -	352 10 0
Appropriation en vertu de l'Acte de la 3e. Geo. 4, Chap. 3, en faveur du Lieutenant-Gouverneur, pour appointemens et Loyer de Maison, - - - - -	3277 15 6
Appropriation en vertu de l'Acte de la 3e. Geo. 4, Chap. 39, pour une Pension en faveur de Dame Panet, - - - - -	300 0 0
	Courant, £40545 15 10

Québec, 18 Février 1825.

T. A. YOUNG,
Inspecteur-Général des Comptes Publics Provinciaux.

Appendix
(S.)

No. 1

No. 1. Report of the Commissioners for Internal Communications for the County of Northumberland, appointed under the Act of the 57th Geo. III. cap. 13, intituled, "An Act to make more effectual provision for the improvement of the Internal Communications of this Province."
[The above Report was lost in a Special Committee.]

25th Feby

No. 2.

To the Honorable the Knights and Burgesses, Members of the Honorable the House of Assembly, in the Province of Lower Canada, in Parliament assembled.

Appendix
(S.)

No. 2.

5th March

The undersigned, Léon Lalanne and William Yule, surviving Commissioners for the Internal Communications of the County of Bedford, in the District of Montreal, pursuant to an Act passed in the Parliament of this Province, intituled, "An Act to make more effectual provision for the improvement of the Internal Communications of this Province," George the Third, Chapter 13. most humbly beg leave to report to Your Honorable Body as follows; that is to say:

That, in the life time of their worthy and departed Colleague, Philip Ruiter, Esquire, after the due observance of every the measures and formalities required and prescribed by the said Act, they, the undersigned, and their said departed Colleague, have caused to be made and completed, in the year one thousand eight hundred and eighteen, nine miles twenty three Rods and ten Links of Road within the said County, in the part thereof and in manner following, to wit:

The said Road commences at or near the northwesterly corner post of the Township of Stanbridge; thence runs, northwesterly, diagonally across the North Easterly section of the Seigniorie of Sabrevois, to the Eastern extremity of the Line of Division between the augmentation of Monnoir and the Seigniorie of Bleury; thence, upon this Line, to the Eastern extremity of the Line of Division between the said Seigniorie of Bleury and the Seigniorie of Monnoir; thence on, upon this Line, to or within a short distance of the rear boundary Line of the Seigniorie of Chambly, is sixteen feet wide, where causeways were not needed, and from twelve to fourteen feet wide where causewayed.

That this Road was contracted for and made at the rate of One hundred and ninety nine pounds ten shillings currency per mile, consequently cost One thousand eight hundred and ten pounds one shilling and nine pence half penny; and that the incidental expenses, accounted for to His Excellency the Lieutenant Governor, amount to One hundred and thirty three pounds nineteen shillings and elevenpence, leaving unexpended or undischarged, the sum of Fifty five pounds eighteen shillings and three pence half penny, which, together with the above two sums, form the sum of Two thousand pounds, which sum was, by the aforesaid Act, apportioned to this County.

As a Market-Road, the undersigned are yet of opinion, that in point of position and course, no Road could have been laid out more advantageously than the present one is; it traverses a wilderness, till then almost impervious, and renders passable an open marsh and a Swamp, both of extensive length North Easterly and South Westerly, which were, at almost all seasons, insuperable barriers to the passage of any Team from the Townships lying between Lake Memphramagog and Missisqui Bay, towards the City of Montreal. The undersigned have, however, been disappointed in their anticipation of the early benefits of this Road to the Public, after it was completed, owing to the great delays which have attended the homologation of the Grand Voyer's *Procès Verbaux* thereof, and of the Road which has been laid out in prolongation thereof South Easterly, the *Procès Verbal* of which last Road has been homologated but in the month of October last.

The undersigned humbly beg leave to inform your Honorable Body, that a claim is made upon them by one Elijah Kemp, who had contracted with them for the making of the abovementioned Road, and has incurred considerable disbursements by a prosecution from Napier Christie Burton, Esquire, Seigneur of the Seigniories of Bleury and Sabrevois, for damage pretended to have been done to his Seigniories by opening the said Road; a circumstance of which his Agent in this Country, was, it is presumed, apprized of: Firstly, by the public notice given in two of the Montreal Public Newspapers, of the place where the Road was marked and intended to be made, and afterwards, by Letter from the Commissioners sent to him and to the Proprietors of the Seigniorie of Monnoir and the Township of Stanbridge (neither of whom it seems thought it necessary to give an answer thereto) several weeks before the Commissioners contracted with the said Elijah Kemp, who met with no opposition until several weeks or months after he had commenced said Road, when the writ of the Court was served upon him. The tacitness of those Proprietors, until the work of the Road was commenced and considerably advanced, had rendered resorting to the Grand Voyer of the District unnecessary on the part of the Commissioners, who, by the Tenth Section of the aforesaid Act, were instructed in the words following, to wit: "may require the Grand Voyer or his Deputy to repair to and examine any place or places upon which they may be unable to obtain the voluntary consent of the Proprietors," &c.

He, Elijah Kemp, having expressed a willingness to obviate the tediousness and expense of a suit at Law against the Commissioners, by the submission of the question of recourse: Whether upon the Commissioners, or the Government of the Province? for the amount of his claims, to such a Committee as the Legislature of this Province would appoint, the undersigned readily concur with him in the proposal, if your Honorable Body and the other branches of the Legislature should deem it most expedient.

The said Elijah Kemp's statement of claims against the Commissioners is amongst the documents which accompany the Report of the undersigned to His Excellency the Lieutenant Governor

No. 1

Rapport des Commissaires pour les Communications intérieures pour le Comté de Northumberland, nommés en vertu de l'acte de la 57e Geo. III. chap. 13, intitulé "Acte pour pourvoir plus efficacement à améliorer les communications intérieures dans la Province."
[Le Rapport ci-dessus a été perdu dans un Comité Spécial.]

No. 2.

Aux honorables Chevaliers et Bourgeois, membres de l'honorable Chambre d'Assemblée, dans la Province du Bas-Canada, réunis en Parlement.

Les soussignés, Léon Lalanne et William Yule, Commissaires survivans pour les communications intérieures du comté (de Bedford), dans le district de Montréal, conformément à un Acte passé dans le Parlement de cette Province, "Acte pour pourvoir plus efficacement à améliorer les Communications intérieures dans la Province," George Trois, A. D. 1817, chapitre 13, représentent humblement et font rapport à votre honorable corps, comme suit:

Que du vivant de leur respectable et feu collègue Philip Ruiter, écuyer, les soussignés, conjointement avec leur feu collègue, auroient fait faire et compléter dans le cours de l'année mil huit cent dix-huit, en se guidant strictement d'après toutes les mesures et formalités requises et prescrites par le dit acte, neuf mille trois perches et dix chaînes de chemin dans les limites du dit comté, faisant partie d'icelui, et en la manière suivante, c'est-à-savoir:

Le dit chemin prend de ou près du poteau planté au coin nord-ouest du township de Stanbridge; de là poursuit une direction diagonale, nord-ouest, à travers la section nord-est de la seigneurie de Sabrevois, à l'extrémité de la ligne de division entre la dite seigneurie de Bleury et la seigneurie du Monnoir; de là, en suivant la même ligne jusqu'à ou à une foible distance près de la ligne bornée en profondeur de la seigneurie de Chambly, et est de seize pieds de largeur dans les endroits où il n'étoit pas nécessaire d'y faire des levées de terre, et de douze à quatorze de largeur où il a été trouvé nécessaire d'en faire.

Que ce chemin a été entrepris et fait à raison de cent quatre-vingt-dix-neuf livres dix schelings courant par mille, par conséquent coûte mille huit cent dix livres un scheling et neuf deniers et demi; et que les dépenses incidentes, dont il a été rendu compte au Lieutenant-Gouverneur, se montent à cent trente-trois livres dix-neuf schelings et douze deniers, laissant une somme non dépensée ou déboursée de cinquante-cinq livres dix-huit schelings et trois deniers et demi; ce qui joint aux deux sommes susdites, forme en tout la somme de deux mille livres, égale à la somme adjugée à ce Comté par le susdit Acte.

L'opinion constante des soussignés est que nul chemin n'auroit pu être tracé plus avantageusement, vu qu'il conduit à un endroit de marché. Il traverse un décaert, considéré jusqu'alors inaccessible, et rend praticable un endroit marécageux et de savanne d'une longueur considérable, dans une direction nord-est et sud-est, qui formoit des obstacles insurmontables dans presque toutes les saisons de l'année aux attelages venans des townships situés entre le lac Memphremagog et la baie Missisqui, en gagnant la cité de Montréal.

Les soussignés ont néanmoins été trompés dans leur projet, et avoient lieu de s'attendre et espérer que le public en retireroit bien vite de grands avantages, une fois parachevé, mais les délais qui ont eu lieu avant de pouvoir obtenir l'homologation des procès-verbaux du Grand-Voyer, ainsi que d'un chemin qui a été tracé dans une direction sud-est, en prolongation d'icelui; lequel procès-verbal n'a finalement été homologué que dans le mois d'Octobre dernier, fait que tout a été retardé.

Les soussignés supplient humblement qu'il leur soit permis d'informer votre honorable corps, qu'il leur a été présenté une réclamation de la part d'un nommé Elijah Kemp, qui est celui qui avoit contracté avec eux pour faire le chemin ci-dessus mentionné, lequel a encouru des déboursés considérables, en raison d'une poursuite de la part de Napier Christie Burton, écuyer, seigneur des seigneuries de Bleury et de Sabrevois, pour dommages qu'il prétend avoir été faits à ces seigneuries par l'ouverture des dits chemins, circonstance dont son agent en ce pays étoit, il y a tout lieu de supposer, fort bien instruit: en premier lieu, par un avertissement public donné dans deux des papiers-nouvelles de Montréal, de l'endroit où le chemin étoit tracé et devoit être fait, et secondement, par une lettre que les Commissaires lui avoient adressée, ainsi qu'aux propriétaires de la seigneurie du Monnoir et du township de Stanbridge, plusieurs semaines avant le contrat passé entre les Commissaires et le dit Elijah Kemp, lesquels n'ont point jugé nécessaire de faire réponse à cette lettre, ou faire aucune opposition à l'ouverture d'icelui, que plusieurs semaines ou mois après avoir commencé à ouvrir le dit chemin, et ce en lui faisant signifier un mandat ou writ de la Cour. Le silence de ces propriétaires jusqu'à ce que l'ouvrage ait été commencé et déjà bien avancé, fait qu'il devenoit parfaitement inutile aux Commissaires de s'adresser au Grand-Voyer, dont les instructions, en vertu de la dixième section du susdit Acte, étoient à l'effet suivant, c'est-à-savoir: "pourront requérir le Grand-Voyer ou son Député de se transporter à et faire l'examen d'aucune place ou places, où ils ne pourroient obtenir le consentement volontaire des propriétaires, &c."

Le dit Elijah Kemp ayant témoigné qu'il désiroit, pour mettre fin au retardement et frais d'un procès contre les Commissaires, de soumettre la question suivante, savoir, s'il devoit s'adresser aux Commissaires ou au Gouvernement, pour le recouvrement du montant de ses réclamations, à un Comité que la Législature de la province jugeroit à propos de nommer, les soussignés y ont immédiatement acquiescé, si toutefois votre honorable corps et les autres branches de la Législature le jugent convenable et à propos.

L'état des réclamations du dit Elijah Kemp contre les Commissaires fait partie des documents qui accompagnent le rapport des soussignés à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur.

Appendice
(S.)

No. 1.

25e Fevr.

Appendice
(S.)

No. 2.

5e Mars,

Appendix
(S.)
No. 2.
5th March

The undersigned humbly beg that your Honorable Body accept the homage of their profound respect.

County of Bedford, January 25th 1825.

Lⁿ. LALANNE.

I, Elijah Kemp, humbly beg leave to subjoin to the foregoing, the expression of my willingness and desire that my claims against the within named Commissioners be brought to a final issue, as speedily and cheaply as can be devised and advised.

ELIJAH KEMP.

Les soussignés supplient humblement votre honorable corps de vouloir bien accepter l'hommage de leur profond respect.

Comté de Bedford, }
25 Janvier 1825.

L. LALANNE.

Je, Elijah Kemp, supplie humblement qu'il me soit permis d'ajouter au susdit rapport combien j'ai à cœur et désire que mes réclamations contre les sus-nommés Commissaires soient amenées aussi promptement et à aussi peu de frais que possible, à une issue finale, ainsi qu'il pourra être décidé et avisé.

ELIJAH KEMP.

Appendice
(S.)
No. 2.
5 Mars.

No. 3.

The Honorable the Knights, Citizens and Burgesses of the Province of Lower-Canada, in Provincial Parliament assembled.

The undersigned Commissioners of Internal Communication for the County of York, by virtue of the Provincial Act 57th Geo. III. Chap. 13, represent;

That since their last Report to the three Branches of the Legislature of 2nd April 1819, they have received, according to advice from the Civil Secretary of 16th December 1820, a Letter of Credit for the sum of Seven hundred and seventy-six pounds four shillings and six pence currency, balance of the Monies appropriated for the Land Roads in the County of York.

From this sum, that of Twenty nine pounds currency has been deducted, to reimburse the advances made by the Commissioners, as appears in their Report of 2nd April 1819,

There remained applicable to the Roads, £747 4 6

The Commissioners having been authorized by His Excellency the Earl of Dalhousie, Governor in Chief, as appears by Letters from the Civil Secretary of 16th December 1820 and 12th January 1821, to apply those monies to the improvement of the Winter Road from the Head of the Long Sault to the Township of Hull; Mr. Tiberius Wright with a party of men hired by the undersigned Philemon Wright, and François Lacroix, and a party of men conducted by him, hired by the undersigned Joseph Papineau, were employed in the course of the Summer and of the Fall of 1821, in such repairs upon the Road from Hull to the Head of the Long Sault, as the amount of the Funds admitted, so that the whole of the said sum of Seven hundred and forty-seven pounds four shillings and six pence has been applied to that purpose.

With respect to the sum of Two hundred and forty pounds one shilling and two pence currency, balance of monies to be applied to the improvement of the Navigation of the Long Sault, as appears by the said Report of 2nd April 1819, the extraordinary rise of the waters every year since 1820, has prevented the possibility of working there. Mr. Papineau, who had assumed that part of the undertaking, having been prevented by sickness from proceeding during the whole Summer of 1824; apprehending that the state of his health may continue to prevent his proceeding, he has placed in the hands of the undersigned Philemon Wright, the said sum of Two hundred and forty pounds one shilling and two pence, who will take care to apply the same to the improvement of the Navigation of the Rapids of the River Ottawa, as soon as the water shall be low enough to admit of its being done with advantage.

Montreal, 11th January 1825.

P. WRIGHT,
Jr. PAPINEAU.

No. 3.

Aux honorables Chevaliers, Citoyens et Bourgeois de la Province du Bas-Canada, assemblés en Parlement Provincial.

Les soussignés Commissaires pour les Communications intérieures pour le Comté d'York, en vertu du Statut provincial de la cinquante-septième année de George Trois, chap. 13, exposent:

Que, depuis leur dernier Rapport aux trois branches de la Législature, du 2e. Avril 1819, ils ont reçu, suivant avis du Secrétaire Civil du 16e. Décembre 1820, une lettre de crédit pour la somme de sept cent soixante-seize livres quatre schelings six pence,

balance des deniers appropriés pour les Chemins de terre dans le Comté d'York.

De cette somme a été déduit vingt-neuf livres courant, pour rembourser les avances faites par les Commissaires, ainsi qu'il appert en leur rapport du deuxième Avril mil huit cent dix-neuf,

Restoit à être employé aux chemins, £747 4 6

Les Commissaires ayant été autorisés par Son Excellence le Gouverneur-en-chef, le Comte Dalhousie, ainsi qu'il appert par lettres du Secrétaire Civil du 16e. Décembre 1820 et 12e. Janvier mil huit cent vingt-un, à employer ces deniers à améliorer le chemin d'hiver depuis la tête du Long-Sault jusqu'au township de Hull; en conséquence le Sieur Tiberius Wright, avec un parti d'hommes engagés par Philemon Wright, soussigné; et François Lacroix, et un parti d'hommes sous sa conduite, engagés par Joseph Papineau soussigné, ont été employés dans le cours de l'été et de l'automne mil huit cent vingt-un, à faire aux chemins, depuis Hull jusqu'à la tête du Long-Sault, telles réparations que le montant des deniers l'a pu permettre; en sorte que toute la dite somme de sept cent quarante-sept livres quatre schelings et six pence a été employée à cet objet.

Quant à la somme de deux cent quarante livres un scheling et deux pence cours actuel, balance des deniers à être employés à l'amélioration de la navigation du Long-Sault, ainsi qu'il appert au dit rapport du deuxième Avril mil huit cent dix-neuf, la crue extraordinaire des eaux, chaque année, depuis mil huit cent vingt, a empêché d'y pouvoir travailler. M. Papineau, qui s'étoit chargé de cette partie de la besogne, ayant été arrêté par maladie tout l'été de mil huit cent vingt-quatre, craignant que sa santé ne puisse lui permettre de s'en occuper à l'avenir, a remis la dite somme de deux cent quarante livres un scheling et deux pence à Philemon Wright soussigné, qui prendra soin de l'employer à améliorer la navigation dans les rapides de la rivière des Outaouais, aussitôt que les eaux feront assez basses pour le faire avec avantage. Le tout humblement fournis.

Montréal, le 11 Janvier 1825.

P. WRIGHT,
Jr. PAPINEAU.

Appendice
(S.)
No. 3.
22 Mars.

Appendix
(T.)
28th Feby.

STATEMENT of the VALUE of MERCHANDISE paying 2½ per Cent at the Port of Quebec, and the quantity of other Goods paying specific Duties, passing from this Province to the Province of Upper Canada, as rendered to the Inspector of Merchandise at Côteau du Lac, for the four Quarters ending the 10th October 1824.

Quarters ending the	5th January.	5th April.	5th July.	10th October.	Total.
Merchandise,	£ 36035	7194	32456	90490	166175
Iron, Hardware, &c.	£ 9227	643	3480	9563	22913
Glass and Crockery,	£ 1846	188	438	1542	4014
Spirits and Rum,	Gallons 30705	16965	23491	61114	132278
Brandy,	" 1983	982	2412	6938	12315
Gin,	" 1611	230	1284	4855	7980
Shrub,	" 727	52	215	1633	2627
Peppermint,	" 749	256	78	1908	2991
Whiskey,	" —	336	—	62	398
Port Wine,	" 728	193	1423	3265	5609
Madeira do.	" 492	95	437	245	1269
Claret do.	" 60	—	—	—	60
Teneriffe do.	" 1357	371	2104	10506	14338
Oil,	" 284	—	95	670	1049
Vinegar,	" —	—	63	353	416
Molasses,	" 144	118	141	628	1031
Tea,	lbs. 3433	972	1906	9085	15401
Tobacco,	" 3329	1236	2047	6969	13581
Snuff,	" 184	470	53	202	909
Coffee,	" 280	301	1297	4843	6721
Pepper,	" 1440	588	1118	3408	6554
Rice,	" 664	1812	196	566	3238
Salt,	Bushels 1430	488	1880	1402	5200
Gunpowder,	lbs. 225	—	—	750	975
Lead,	" 112	—	—	—	112
Playing Cards,	Packs —	—	50	90	140
Lime Juice,	Gallons —	—	92	—	92
Muscovado Sugar,	lbs. 114935	25609	66238	271191	177973
Loaf Sugar,	" 7116	2802	14552	28716	53286
Leather,	" 4691	2300	1500	3694	12185

Inspector's Office, Côteau du Lac,
December 20th 1824.

JNO. SIMPSON,
Insp. Mdze.

ETAT de la valeur des MARCHANDISES payant 2½ pour cent au Port de Québec, et la quantité des autres Marchandises payant des droits spécifiés, passant de cette Province à la Province du Haut-Canada, tel que rendu à l'Inspecteur des Marchandises au Côteau-du-Lac, pour les quatre quartiers finissant le 10 Octobre 1824.

Appendice,
(T.)
28 Fevr.

Quartier finissant le	5e Janvier.	5e Avril.	5e Juillet.	10e Octobre.	Total.
Marchandises,	£ 36035	7194	32456	90490	166175
Fer, Taillanderie, &c.	£ 9227	643	3480	9563	22913
Verrerie et Faïence,	£ 1846	188	438	1542	4014
Esprits et Rum,	gallons 30705	16965	23491	61114	132278
Eau-de-vie,	" 1983	982	2412	6938	12315
Genièvre,	" 1611	230	1284	4855	7980
Shrub,	" 727	52	215	1633	2627
Peppermint,	" 749	256	78	1908	2991
Whiskey,	" —	336	—	62	398
Vin de Porto,	" 728	193	1423	3265	5609
Vin de Madère,	" 492	95	437	245	1269
Vin Clairret,	" 60	—	—	—	60
Vin de Teneriffe,	" 1357	371	2104	10506	14338
Huile,	" 284	—	95	670	1049
Vinaigre,	" —	—	63	353	416
Mélasse,	" 144	118	141	628	1031
Thé,	liv. 3433	972	1906	9085	15401
Tabac,	" 3329	1236	2047	6969	13581
Tabac en poudre,	" 184	470	53	202	909
Café,	" 280	301	1297	4843	6721
Poivre,	" 1440	588	1118	3408	6554
Riz,	" 664	1812	196	566	3238
Sel,	minots 1430	488	1880	1402	5200
Poudre à tirer,	liv. 225	—	—	750	975
Plomb,	" 112	—	—	—	112
Cartes à jouer,	jeux. —	—	50	90	140
Jus de Citron,	gallons —	—	92	—	92
Cassonade,	liv. 114935	25609	66238	271191	177973
Sucre en pain,	" 7116	2802	14552	28716	53286
Cuir,	" 4691	2300	1500	3694	12185

Bureau de l'Inspecteur, Côteau-du-Lac,
20 Décembre 1824.

JNO. SIMPSON,
Insp. de Marchandises.

Province of Lower Canada,
County of Hampshire,

POINTE AUX TREMBLES

Monday, 28th February, 1825.

On this day, the twenty-eighth of February, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-five, by virtue of an order of reference addressed to us, Philippe Panet, Thomas Wilfon, and Louis Massue, by the Honorable House of Assembly, dated the twenty-ninth of January last, we assembled in the Public Room of the Parsonage House of the Parish of Pointe aux Trembles, in the County of Hampshire aforesaid, at ten o'clock in the forenoon, where being all three present, and having previously, to wit, at Quebec, the nineteenth of this present month of February, taken and subscribed the following oath: "I, Philippe Panet, do swear, that I will, without favour, affection, or malice, and according to the best of my skill and knowledge, well and truly perform the duty of a Commissioner appointed to hear and examine the evidence which shall be brought before me by virtue of a reference, under the hand and seal of the Speaker of the House of Assembly, upon a Petition from Joseph Dorion, Joseph Lanouette, Nicolas Dury, and others, according to the Rules, Regulations and Directions contained in an Act passed in the forty-eighth year of the reign of King George the Third, intituled, "An Act to regulate the trial of controverted Elections or Returns of Members to serve in the House of Assembly of Lower Canada." So help me God.

(Signed) PH. PANET, Chairman.

Taken and subscribed in our presence, at Quebec, this 19th day of February, 1825.

(Signed) THOS. WILSON,
L. MASSUE, } Commissioners.

"I, Thomas Wilfon, do swear, that I will, without favour, affection, or malice, and according to the best of my skill and knowledge, well and truly perform the duty of a Commissioner appointed to hear and examine the evidence which shall be brought before me by virtue of a reference, under the hand and seal of the Speaker of the House of Assembly, upon a Petition from Joseph Dorion, Joseph Lanouette, Nicolas Dury, and others, according to the Rules, Regulations and Directions contained in an Act passed in the forty-eighth year of the reign of King George the Third, intituled, "An Act to regulate the trial of controverted Elections or Returns of Members to serve in the House of Assembly of Lower Canada." So help me God.

(Signed) THOS. WILSON, Commissioner.

Taken and subscribed in my presence, at Quebec, this 19th day of February, 1825.

(Signed) PH. PANET, Chairman.

Province du Bas-Canada,
Comté de Hampshire,

POINTE-AUX-TREMBLES,

LUNDI, ce 28e. jour de Février 1825.

AUJOURD'HUI, ce vingt-huitième jour de Février de l'année de notre Seigneur mil huit cent vingt-cinq, en vertu d'un ordre de référence à nous, Philippe Panet, Thomas Wilfon et Louis Massue, adressé par l'honorable Chambre d'Assemblée, en date du vingt-neuf Janvier dernier, nous nous sommes assemblés en la salle publique du Presbytère de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le Comté de Hampshire susdit, à dix heures du matin, où étant tous trois présents, et ayant préalablement, favoir à Québec le dix-neuf du présent mois de Février, prêté et souscrit le serment qui suit :

Je, Philippe Panet, jure que sans faveur, affection ou malice, et au meilleur de mes connoissances et de mon jugement, je remplirai bien et fidèlement le devoir d'un Commissaire nommé pour examiner et prendre connoissance des témoignages qui viendront devant moi, en vertu d'une référence sous le seing et sceau de l'Orateur de la Chambre d'Assemblée, sur une Pétition de Joseph Dorion, Joseph Lanouette, Nicolas Dury, et autres, suivant les règles, réglemens et directions contenus dans un Acte passé dans la quarante-huitième année du règne de George-Trois, intitulé "Acte pour régler les procédures sur les Elections contestées, ou les retours des membres pour servir dans la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada." Ainsi que Dieu me soit en aide.

(Signé) PH. PANET,
Président.

Prêté et souscrit en notre présence à Québec, ce 19 Février 1825.

(Signé) THOS. WILSON,
L. MASSUE, } Commissaires.

Je, Thomas Wilfon, jure que sans faveur, affection ou malice, et au meilleur de mes connoissances et de mon jugement, je remplirai bien et fidèlement le devoir d'un Commissaire nommé pour examiner et prendre connoissance des témoignages qui viendront devant moi, en vertu d'une référence sous le seing et sceau de l'Orateur de la Chambre d'Assemblée, sur une Pétition de Joseph Dorion, Joseph Lanouette, Nicolas Dury, et autres, suivant les règles, réglemens et directions contenus dans un Acte passé dans la quarante-huitième année du règne du Roi George-Trois, intitulé "Acte pour régler les procédures sur les Elections contestées, ou les retours des membres pour servir dans la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada." Ainsi que Dieu me soit en aide.

(Signé) THOS. WILSON,
Commissaire.

Prêté et souscrit en ma présence à Québec, ce 19 Février 1825.

(Signé) PH. PANET, Président.

Appendix
(V.)
2d March

Appendice
(V.)
1er Mars.

Appendix
(V.)
2d March

"I, Louis Massue, do swear, that I will, without favour, affection, or malice, and according to the best of my skill and knowledge, well and truly perform the duty of a Commissioner appointed to hear and examine the evidence which shall be brought before me by virtue of a reference, under the hand and seal of the Speaker of the House of Assembly, upon a Petition from Joseph Dorion, Joseph Lanouette, Nicolas Dury, and others, according to the Rules, Regulations, and Directions contained in an Act passed in the forty-eighth year of the Reign of King George the Third, intituled, "An Act to regulate the trial of controverted Elections or Returns of Members to serve in the House of Assembly of Lower Canada." So help me God.

(Signed) L. MASSUE, Commissioner.

Taken and subscribed in my presence, at
Quebec, this 19th day of February, 1825.

(Signed) PH. PANET, Chairman.

We appointed Edward Desbarats, Esquire, Clerk, and having forthwith duly sworn him to take down in writing, Minutes of all our proceedings in an accurate manner, and all such evidence as should be given or produced before us, and the oppositions to such evidence; after which, being thus qualified, we proceeded to examine the witnesses produced by Joseph Dorion, and others.

Louis Plamondon, Esquire, Advocate, filed an appearance as Advocate for John Cannon, Esquire, dated the 28th of February, 1825, as followeth:

Province of }
Lower Canada. }

On the contestation of the Election of John Cannon, Esquire, for the County of Hampshire. I appear for the said John Cannon

(Signed) LOUIS PLAMONDON,
Advocate.

Pointe aux Trembles, }
28th Feb., 1825. }

Augustus Gagy, Esquire, filed an appearance as Advocate and Agent of Joseph Dorion, and others, dated the 28th February 1825, as followeth:

Pointe aux Trembles,

Before the Commissioners appointed by the Honorable the House of Assembly upon the Petition of Joseph Dorion, and others.

I appear as Counsel and Agent for the said Joseph Dorion, and others.

(Signed) A. GUGY.

28th February 1825.

Louis Plamondon, Esquire, Advocate of John Cannon, made the following declaration in writing:

Province of }
Lower-Canada. }

On the Contested Election of John Cannon.

The said John Cannon declares that Frs. X. Larue, Esquire, is his Agent, and demands that he be present and attend at the Enquête with his Advocate.

(Signed) LOUIS PLAMONDON,
Advocate of John Cannon.

Point aux Trembles, 28th February 1825.

Louis Plamondon, Esquire, Advocate, for John Cannon, Esquire, made the following objection in writing:

Province of }
Lower-Canada. }

On the Contested Election of John Cannon, Esquire.

The said John Cannon objects to the hearing of any witness on the part of the Petitioners, unless that the said Petitioners produce before the Commissioners, a list of the Witnesses duly certified according to that produced and laid before the Clerk of the House of Assembly, agreeable to the Order of the House of the twenty-ninth of January last; the said Commissioners having authority by Law to examine only the Witnesses mentioned in the said list.

(Signed) LOUIS PLAMONDON,
for John Cannon.

Pointe aux Trembles, 28th February 1825.

The Commissioners having heard Louis Plamondon, Esquire, Advocate of John Cannon, Esquire, the sitting Member, and Augustus Gagy, Esquire, Advocate of the Petitioners, on the above-mentioned objection, and having maturely deliberated on

Je, Louis Massue, jure que sans faveur, affection ou malice, et au meilleur de mes connoissances et de mon jugement, je remplirai bien et fidèlement le devoir d'un Commissaire nommé pour examiner et prendre connoissance des témoignages qui viendront devant moi, en vertu d'une référence sous le seing et sceau de l'Orateur de la Chambre d'Assemblée, sur une Pétition de Joseph Dorion, Joseph Lanouette, Nicolas Dury, et autres, suivant les règles, réglemens et directions contenus dans un Acte passé dans la quarante-huitième année du règne du Roi George-Trois, intitulé "Acte pour régler les procédures sur les Elections contestées ou les retours des membres pour servir dans la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada." Ainsi que Dieu me soit en aide.

(Signé) L. MASSUE, Commissaire.

Prêté et fouscrit en ma présence à
Québec, ce 19 Février 1825.

(Signé) PH. PANET, Président.

Nous avons nommé Edouard Desbarats, Ecuyer, Greffier, et l'avons instamment dûment assermenté de rédiger par écrit toutes nos procédures d'une manière exacte, et toutes les preuves qui seront données ou produites devant nous, et les oppositions aux témoignages. Après quoi, étant ainsi qualifiés, nous avons procédé à examiner les temoins produits par Joseph Dorion, et autres.

Louis Plamondon, Ecuyer, Avocat, a filé une comparution comme Avocat pour John Cannon, Ecuyer, datée du 28 Février 1825, comme suit:

Province du }
Bas-Canada. }

Sur la Contestation de l'Election de John Cannon, Ecuyer, pour le Comté de Hampshire. Je compareis pour le dit John Cannon.

Pointe-aux-Trembles, }
28 Février 1825. }

(Signé)

LOUIS PLAMONDON,
Avocat.

Augustus Gagy, Ecuyer, a filé une comparution comme Avocat et Agent de Joseph Dorion, et autres, datée du 28 Février 1825, comme suit:

Pointe-aux-Trembles.

Devant les Commissaires nommés par l'honorable Chambre d'Assemblée sur la Pétition de Joseph Dorion et autres.

Je compareis comme Conseil et Agent pour les dits Joseph Dorion et autres.

28 Février 1825.

(Signé) A. GUGY.

Louis Plamondon, Ecuyer, Avocat de John Cannon, a fait par écrit la déclaration qui suit:

Province du }
Bas-Canada. }

Sur l'Election contestée de John Cannon.

Le dit John Cannon déclare que Frs. X. Larue, Ecuyer, est son Agent, et demande qu'il soit présent et assiste à l'Enquête avec son Avocat.

Pointe-aux-Trembles, 28 Février 1825.

(Signé)

LOUIS PLAMONDON,
Avocat de John Cannon.

Louis Plamondon, Ecuyer, Avocat pour John Cannon, Ecuyer, a fait par écrit l'objection qui suit, et comme suit:

Province du }
Bas-Canada. }

Sur l'Election contestée de John Cannon, Ecuyer.

Le dit John Cannon objecte à ce qu'aucun témoin ne soit entendu de la part des Pétitionnaires à moins que les dits Pétitionnaires ne produisent devant les Commissaires une liste des témoins dûment certifiée sur celle produite et mise devant le Greffier de la Chambre d'Assemblée, en conformité à son ordre du 29 Janvier dernier, les dits Commissaires n'ayant autorité en loi que d'examiner les témoins mentionnés en la dite liste.

Pointe-aux-Trembles, 28 Février 1825.

(Signé)

LOUIS PLAMONDON,
Pour John Cannon.

Les Commissaires, après avoir entendu Louis Plamondon, Ecuyer, Avocat de John Cannon, Ecuyer, membre siégeant, et Augustus Gagy, Ecuyer, Avocat des Pétitionnaires, sur l'objection ci-dessus, et avoir sur le tout mûrement délibéré, ont été d'opinion qu'ils

Appendice
(V.)
2 Mars.

Appendix
(V.)
2d March

the whole, were of opinion, that they could not proceed to summon, swear and examine the Witnesses of Joseph Dorion, Esquire, and others Petitioners, before having had communication of the list of Witnesses which the parties were to return to the Clerk of the House of Assembly, agreeably to Law.

The whole nevertheless humbly submitted.

Augustus Gogy, Esquire, Advocate of Joseph Dorion, and others, called Joseph Mailloux, as the first Witness of Joseph Dorion and others: Louis Plamondon, Esquire, Advocate of John Cannon, objected to his being sworn and examined, because the said Joseph Dorion had not produced a list of the Witnesses such as required by Law, which objection was maintained by the Commissioners.

Augustus Gogy, Esquire, Advocate of the Petitioners, then made in writing and filed the exception and protest following:

In the matter of the Petitioners Joseph Dorion, and others.

The said Petitioners being ready and willing to proceed with their *Enquête*, do hereby protest and except against and to the proceeding of this day, and the entries and decision of the said Commissioners, as being irregular and illegal. In witness whereof, the said Joseph Dorion, one of them, hath signed this notice and protest, countersigned by the Counsel of the said Petitioners at Pointe aux Trembles, this 28th February 1825.

(Signed) JOSEPH DORION,
one of the Petitioners.

(Signed) A. GUGY,
Counsel for Petitioners.

The Commissioners having nothing further before them, adjourn *sine die*, and resolve to report the whole to the Honorable House of Assembly.

(Signed) { PH. PANET, Chairman.
THOS. WILSON, Commissioner.
L. MASSUE, Commissioner.

Pointe aux Trembles, 28th Feb. 1825.

Copy compared and certified, the whole agreeable to the original remaining in the possession of Edward Desbarats, Esquire, Clerk.

PH. PANET, Chairman,
THOS. WILSON, Commissioner, } (L. S.)
L. MASSUE, Commissioner,

Quebec, 1st March, 1825.

Appendix
(U.)
4th March

THE Special Committee, to whom was referred His Excellency's Message of the eighteenth ultimo, with the Estimate of the Ordinary, Permanent and Growing Expenses of the Civil Government of the Province of Lower Canada, for the year one thousand eight hundred and twenty-five, accompanying the same,

Report, in part.

That with a view better to enable the House to form its judgment on the different items of the Estimate, they have examined the Honorable Mr. Coltman, Chairman of the Board of His Majesty's Executive Council for the Province, for the Audit of Accounts, as well as several other Public Officers, on those items which have not already obtained the sanction of a vote of the House, or which appeared to your Committee to be increased since one thousand eight hundred and eighteen, when the first Estimate of the Expenses of the Civil Government of the Province was submitted to the House, founded on the expenses of the preceding years. The Minutes of the Evidence thus taken are hereto annexed.

Your Committee observe, that in the Message accompanying the Estimate of the present year, it is stated that this Estimate is founded on the Expenditure of the preceding years: On comparing the Items of this Estimate with the votes of the House and Bills of Indemnity passed by the House for the years 1819, 1820, 1821, 1822, and 1824, and the Act passed in 1823, for a part of the Expenditure of the Civil Government, and the support of the Administration of Justice; it appears that the following Items are

ne pouvoient procéder à sommer, affermenter et examiner les témoins de Joseph Dorion, Ecuyer, et autres Pétitionnaires, avant d'avoir eu communication de la liste des témoins que les parties devoient remettre au Greffier de la Chambre d'Assemblée, en conformité à la loi.

Le tout néanmoins humblement soumis.

Augustus Gogy, Ecuyer, Avocat de Joseph Dorion et autres, a appelé Joseph Mailloux, comme premier témoin de Joseph Dorion et autres: Louis Plamondon, Ecuyer, Avocat de John Cannon, a objecté à ce qu'il fût affermenté et examiné, faute par le dit Joseph Dorion d'avoir produit une liste des témoins, tel que requis par la loi, laquelle objection a été maintenue par les Commissaires.

Augustus Gogy, Ecuyer, Avocat des Pétitionnaires, a ensuite fait par écrit et a filé l'exception et le protêt suivants:

Pour ce qui concerne les Pétitionnaires Joseph Dorion et autres.

Les dits Pétitionnaires étant prêts à et voulant procéder à leur enquête, protestent et objectent contre et aux procédés de ce jour, et la décision des Commissaires, comme étant irrégulière et illégale; en témoignage de quoi le dit Joseph Dorion, un d'eux, a signé cette note et ce protêt, contre-signés par le Conseil pour les dits Pétitionnaires, à la Pointe-aux-Trembles, ce 28 Février 1825.

(Signé) JOSEPH DORION,
un des Pétitionnaires.

(Signé) A. GUGY,
Conseil pour les Pétitionnaires.

Les Commissaires n'ayant plus rien devant eux, ajournent *sine die* et résolvent de rapporter le tout à l'honorable Chambre d'Assemblée.

(Signé) { PH. PANET, Président.
THOS. WILSON, Commissaire.
L. MASSUE, Commissaire.

Pointe-aux-Trembles, ce 28 Février 1825.

Pour copie collationnée et certifiée en tout conforme à la minute demeurée en la possession d'Edouard Desbarats, Ecuyer, Greffier.

PH. PANET, Président,
THOS. WILSON, Commissaire, } (L. S.)
L. MASSUE, Commissaire.

Québec, 1er Mars 1825.

Appendice
(V.)
2e. Mars

Appendice
(U.)
4e. Mars.

Le Comité spécial auquel a été référé le message de Son Excellence du dix-huitième du mois dernier, avec l'estimation des dépenses ordinaires, permanentes et croissantes du Gouvernement Civil de la Province du Bas-Canada, pour l'année mil huit cent vingt-cinq, qui l'accompagnoit;

Fait ce premier Rapport:

QU'AFIN de mettre la Chambre plus en état de former un jugement sur les différents items de l'estimation, il a examiné l'honorable M. Coltman, président du comité du Conseil exécutif de Sa Majesté en cette province pour l'audition des comptes, ainsi que plusieurs autres officiers publics, sur les items qui n'ont pas encore été sanctionnés par un vote de la Chambre, ou qui ont paru à votre Comité avoir été augmentés depuis mil huit cent dix-huit; tems où la première estimation des dépenses du Gouvernement civil de la province a été soumise à la Chambre, fondée sur les dépenses des années précédentes. Les minutes des témoignages ainsi pris sont annexées au présent Rapport.

Votre Comité observe que dans le message qui accompagne l'estimation de la présente année il est dit que cette estimation est fondée sur la dépense des années précédentes. En comparant les items de cette estimation avec les votes de la Chambre et les bills d'indemnité passés par la Chambre pour les années mil huit cent dix-neuf, mil huit cent vingt, mil huit cent vingt-un, mil huit cent vingt-deux et mil huit cent vingt-quatre, et l'acte passé en mil huit cent vingt-trois, pour une partie de la dépense du Gouvernement civil et le soutien de l'administration de la Justice, il

Appendix (U.) altogether new, or exceed both the Estimate of 1818, and the highest sums allowed in any of those years by vote of the House.

paroit que les item suivans font tout-à-fait nouveaux ou excèdent tant l'estimation de mil huit cent dix-huit, que les plus fortes sommes accordées dans aucune de ces années par vote de la Chambre.

Appendice (U.)

4th March

4e. Mars.

ITEMS.	Amount of Estimate for 1825.	Amount of Estimate for 1818.	Highest Vote of the House for same Items.	Excess above the highest Vote of the House.
Secretary of the Province, contingencies of his Office, - - -	100 0 0	60 0 0	60 0 0	40 0 0
Receiver General's Salary, - - -	1000 0 0	400 0 0	400 0 0	600 0 0
Rent of the Civil Secretary's Office, - - -	155 0 0	0 0 0	0 0 0	155 0 0
Office Keeper, - - -	45 0 0	0 0 0	9 0 0	45 0 0
Fuel for the Office, - - -	45 0 0	55 11 4	55 11 4	11 8 8
Postages, - - -	1100 0 0	600 0 0	1000 0 0	300 0 0
Stationery, Printing, &c. - - -	200 0 0	0 0 0	0 0 0	200 0 0
Clerk of the Auxiliary Land Board, - - -	100 0 0	0 0 0	0 0 0	100 0 0
Chairman of the Board of Audit, - - -	400 0 0	0 0 0	0 0 0	400 0 0
Secretary do. do. - - -	182 10 0	0 0 0	0 0 0	182 10 0
Contingencies of do. do. - - -	50 0 0	0 0 0	0 0 0	50 0 0
Judge at Gaspé, - - -	500 0 0	400 0 0	400 0 0	100 0 0
Judge at St. Francis, - - -	500 0 0	0 0 0	375 0 0	125 0 0
Advocate General, - - -	200 0 0	0 0 0	0 0 0	200 0 0
Contingencies of the Public Service in the Courts of Justice, - - -	2500 0 0	2000 0 0	2000 0 0	500 0 0
Contingencies of the Sheriff at Three Rivers, - - -	400 0 0	500 0 0	327 0 0	77 0 0
Do. do. at Gaspé, - - -	100 0 0	0 0 0	32 3 1	67 16 11
Sheriff at Sherbrooke, and allowance for a Gaoler, - - -	100 0 0	0 0 0	0 0 0	100 0 0
Contingencies of the Coroner at Quebec, - - -	200 0 0	150 0 0	150 0 0	50 0 0
Do. do. at Three Rivers, - - -	20 0 0	0 0 0	10 1 1	9 18 11
Prothonotaries at Quebec, - - -	500 0 0	250 0 0	250 0 0	50 0 0
Do. do. at Montreal, - - -	350 0 0	250 0 0	250 0 0	100 0 0
Clerks of the Peace at Quebec, for expenses incurred for Police purposes, - - -	450 0 0	0 0 0	200 0 0	250 0 0
Do. do. at Montreal for do. - - -	700 0 0	0 0 0	200 0 0	500 0 0
Do. do. at Gaspé, - - -	100 0 0	0 0 0	0 0 0	100 0 0
Do. do. at Sherbrooke, - - -	100 0 0	0 0 0	0 0 0	100 0 0
One Chairman of the Quarter Sessions at Three Rivers, - - -	250 0 0	200 0 0	200 0 0	50 0 0
Interpreter of the Court at Montreal, - - -	40 0 0	0 0 0	0 0 0	40 0 0
Do. do. at Three Rivers, - - -	25 0 0	0 0 0	0 0 0	25 0 0
Keeper of the Court House at Sherbrooke and Crier, - - -	18 0 0	0 0 0	0 0 0	18 0 0
Gaoler at Quebec, - - -	90 0 0	54 0 0	54 0 0	36 0 0
Do. for Two Turnkeys, - - -	72 0 0	48 0 0	48 0 0	24 0 0
Gaoler at Montreal, - - -	90 0 0	54 0 0	54 0 0	36 0 0
Do. for Two Turnkeys, - - -	72 0 0	48 0 0	48 0 0	24 0 0
Gaoler at Three Rivers, - - -	45 0 0	0 0 0	56 0 0	9 0 0
For serving Subpoenas at Quebec, - - -	150 0 0	0 0 0	0 0 0	150 0 0
Do. do. at Montreal, - - -	500 0 0	0 0 0	500 0 0	0 0 0
Do. do. at Three Rivers, - - -	150 0 0	0 0 0	0 0 0	150 0 0
High Constable at Three Rivers, - - -	27 0 0	0 0 0	0 0 0	27 0 0
Contingencies of the Clerks of the Crown, - - -	400 0 0	200 0 0	200 0 0	200 0 0
Schoolmasters, - - -	1800 0 0	1756 10 0	1756 10 0	65 10 0
Contingencies at Quebec on collecting the Revenue at the Custom House, - - -	1750 0 0	1710 0 0	1710 0 0	40 0 0
Allowance in lieu of Salary and Contingencies to the Collector at Côteau du Lac, - - -	60 0 0	50 0 0	50 0 0	10 0 0
Do. do. at Nouvelle Beauce, - - -	50 0 0	0 0 0	0 0 0	50 0 0
Contingent Expenses at St. John, - - -	550 0 0	540 0 0	540 0 0	10 0 0

ITEM.	Montant de l'estimation pour 1825.	Montant de l'estimation pour 1818.	Plus haut vote de la Chambre pour les mêmes Items.	Excédant au dessus du plus haut vote de la Chambre.
Contingens du bureau du secrétaire de la province, - - -	100 0 0	60 0 0	60 0 0	40 0 0
Salaire du receveur-général, - - -	1000 0 0	400 0 0	400 0 0	600 0 0
Loyer du bureau du secrétaire civil, - - -	155 0 0	0 0 0	0 0 0	155 0 0
Gardien du bureau, - - -	45 0 0	0 0 0	9 0 0	45 0 0
Bois de chauffage pour le bureau, - - -	45 0 0	55 11 4	55 11 4	11 8 8
Ports de lettres, - - -	1100 0 0	600 0 0	1000 0 0	300 0 0
Papeterie, impressions, &c., - - -	200 0 0	0 0 0	0 0 0	200 0 0
Greffier du comité auxiliaire desterrés, - - -	100 0 0	0 0 0	0 0 0	100 0 0
Président du comité d'audition, - - -	400 0 0	0 0 0	0 0 0	400 0 0
Secrétaire du ditto ditto, - - -	182 10 0	0 0 0	0 0 0	182 10 0
Contingens du ditto ditto, - - -	50 0 0	0 0 0	0 0 0	50 0 0
Juge à Gaspé, - - -	500 0 0	400 0 0	400 0 0	100 0 0
Juge à Saint-François, - - -	500 0 0	0 0 0	375 0 0	125 0 0
L'avocat-général, - - -	200 0 0	0 0 0	0 0 0	200 0 0
Contingens du service public dans les cours de justice, - - -	2500 0 0	2000 0 0	2000 0 0	500 0 0
Contingens du schérif des Trois-Rivières, - - -	400 0 0	500 0 0	327 0 0	77 0 0
Ditto ditto de Gaspé, - - -	100 0 0	0 0 0	32 3 1	67 16 11
Schérif à Sherbrooke, et allowance pour géolier, - - -	100 0 0	0 0 0	0 0 0	100 0 0
Contingens du coronaire à Québec, - - -	200 0 0	150 0 0	150 0 0	50 0 0
Ditto ditto aux Trois-Rivières, - - -	20 0 0	0 0 0	10 1 1	9 18 11
Prothonotaires à Québec, - - -	500 0 0	250 0 0	250 0 0	50 0 0
Ditto à Montréal, - - -	350 0 0	250 0 0	250 0 0	100 0 0
Greffiers de la paix à Québec pour dépenses encourues pour des objets de police, - - -	450 0 0	0 0 0	200 0 0	250 0 0
Ditto ditto à Montréal pour ditto, - - -	700 0 0	0 0 0	200 0 0	500 0 0
Ditto ditto à Gaspé, - - -	100 0 0	0 0 0	0 0 0	100 0 0
Ditto ditto à Sherbrooke, - - -	100 0 0	0 0 0	0 0 0	100 0 0
Un président des sessions de quartier aux Trois-Rivières, - - -	250 0 0	200 0 0	200 0 0	50 0 0
L'interprète de la cour à Montréal, - - -	40 0 0	0 0 0	0 0 0	40 0 0
Ditto ditto aux Trois-Rivières, - - -	25 0 0	0 0 0	0 0 0	25 0 0
Gardien de la salle d'audience à Sherbrooke, - - -	18 0 0	0 0 0	0 0 0	18 0 0
Géolier à Québec, - - -	90 0 0	54 0 0	54 0 0	36 0 0
Ditto ditto pour deux guichetiers, - - -	72 0 0	48 0 0	48 0 0	24 0 0
Géolier à Montréal, - - -	90 0 0	54 0 0	54 0 0	36 0 0
Ditto ditto pour deux guichetiers, - - -	72 0 0	48 0 0	48 0 0	24 0 0
Géolier aux Trois-Rivières, - - -	45 0 0	0 0 0	56 0 0	9 0 0
Pour significations de subpoenas à Québec, - - -	150 0 0	0 0 0	0 0 0	150 0 0
Ditto ditto à Montréal, - - -	500 0 0	0 0 0	500 0 0	0 0 0
Ditto ditto aux Trois-Rivières, - - -	150 0 0	0 0 0	0 0 0	150 0 0
Grand connétable aux Trois-Rivières, - - -	27 0 0	0 0 0	0 0 0	27 0 0
Contingens des greffiers de la couronne, - - -	400 0 0	200 0 0	200 0 0	200 0 0
Maitres d'école, - - -	1800 0 0	1756 10 0	1756 10 0	65 10 0
Contingens à Québec pour prélever le revenu à la douane, - - -	1750 0 0	1710 0 0	1710 0 0	40 0 0
Allowance au lieu de salaire et contingens au collecteur au Côteau du Lac, - - -	60 0 0	50 0 0	50 0 0	10 0 0
Ditto ditto à la Nouvelle-Beauce, - - -	50 0 0	0 0 0	0 0 0	50 0 0
Dépenses contingentes à Saint-Jean, - - -	550 0 0	540 0 0	540 0 0	10 0 0

The accounts for the expenditure of the past years are before another Committee of the House, whose particular business it will be to report thereon.

Les comptes de la dépense des années passées sont devant un autre Comité de la Chambre, dont ce sera l'affaire particulière de faire rapport sur iceux.

Your Committee, however, think it their duty to observe, that the introduction in the Estimate of new Items, or of an increased expenditure unauthorized by preceding Votes of the House, tends greatly to augment the labour of the House in exercising its judgment on the expenditure, and to occasion difficulties on what has already been sanctioned as necessary by Vote of the House.— In the opinion of your Committee, new or increased expenses which the Executive Government deems necessary for the Public Service, ought to be contained in separate Estimates, that the House may exercise its judgment thereon separately, in the mode adopted by His Excellency the Lieutenant-Governor's Message of the first instant, referred to this Committee.

Votre Comité croit néanmoins de son devoir d'observer que l'introduction de nouveaux item dans l'estimation, ou d'une augmentation de dépense non autorisée par des votes antérieurs de la Chambre, tend beaucoup à augmenter le travail de la Chambre dans l'exercice de son jugement sur la dépense, et à occasionner des difficultés sur ce qui a déjà été sanctionné comme nécessaire par un vote de la Chambre. Dans l'opinion de votre Comité, les dépenses nouvelles ou augmentées que le Gouvernement exécutif juge nécessaires pour le service public devraient être contenues dans des estimations séparées, afin que la Chambre pût exercer son jugement sur icelles séparément, de la manière adoptée par le message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur du premier du courant, référé à ce Comité.

Your Committee have also observed that there accompanies the Estimate, a Statement of the Revenue applicable to the expenses stated in the said Estimate. This Revenue amounts, as therein stated, to £40,545 15 10 Currency, arising from the following sources of Provincial Revenue, viz :

Votre Comité a aussi observé que l'estimation est accompagnée d'un état du revenu applicable aux dépenses portées dans la dite estimation. Ce revenu se monte, suivant le dit état, à £40545, 15s. 10d. courant, provenant des sources suivantes du revenu provincial, favoir :

Average proceeds of the Casual and Territorial Revenue for the last two years, - - -	£3869	7	10
Average proceeds of Duties collected under the Act 14th Geo. III. Cap. 88, for the last two years, - - -	£24,801	7	9
Deduct 1-5th for Upper-Canada, - - -	4960	5	7
	19841	2	2
Average proceeds, Licenses under the Act 14th Geo. III. Cap. 88, for the last two years, - - -	2606	0	0
Average proceeds of Fines and Seizures, - - -	619	4	5
Average proceeds of the Act 33d Geo. III. Cap. 8, - - -	1964	2	7
Appropriation by the Act 35th Geo. III. Cap. 9, - - -	5555	11	1
Appropriation for the payment of incidents incurred in collecting the Revenue at Quebec, by do. do. - - -	1944	8	11
Average proceeds of Duties and Licenses under 41st Geo. III. Cap. 13 and 14 - - -	49	0	0

Produit moyen du revenu casuel et territorial pour les deux dernières années, - - -	£3869	7	10
Produit moyen des droits perçus en vertu de l'Acte de la 14e. Geo. III. chap. 88, pour les deux dernières années, - - -	£24801	7	9
A déduire un cinquième pour le Haut-Canada, - - -	4960	5	7
	19841	2	2
Produit moyen des licences en vertu de l'Acte de la 14e. Geo. III. chap. 88, pour les deux dernières années, - - -	2606	0	0
Produit moyen des amendes et saisies, - - -	619	4	5
Produit moyen de l'Acte de la 33e. Geo. III. chap. 8, - - -	1964	2	7
Appropriation par l'Acte de la 35e. Geo. III. chap. 9, - - -	5555	11	1
Appropriation pour le paiement des dépenses casuelles encourues dans la perception du revenu à Québec, par ditto, ditto, - - -	1944	8	11
Produit moyen des droits et licences en vertu de la 41e. Geo. III. chap. 13 et 14, - - -	49	0	0

Carried forward, £36,448 17 0

Porté ci-contre,

£36448 17 0

Appendix (U.)	Brought forward,	£36448 17 0	Montant rapporté	£36448 17 0	Appendice (U.)
<i>4th March</i>	Appropriation under the Act 47th, Geo. III. Cap. 16, for payment of Returning Officers, -	166 13 4	Appropriation en vertu de l'Acte de la 47e. Geo. III. chap. 16, pour le paiement des Officiers-Rapporteurs, -	166 13 4	<i>4e. Mars.</i>
	Appropriation under the Act 55th Geo. III. Cap. 10, for Pensions to wounded Militia-Men, -	352 10 0	Appropriation en vertu de l'Acte de la 55e. Geo. III. chap. 10, pour pensions aux Militiens blessés, -	352 10 0	
	Appropriation under the Act 3rd, Geo. IV. Cap. 3, for Salary and House Rent to the Lieutenant-Governor, - - - - -	3277 15 6	Appropriation en vertu de l'Acte de la 3e. Geo. IV., chap. 3, pour appointemens et loyer de maison pour le Lieutenant-Gouverneur, - - - - -	3277 15 6	
	Appropriation under the Act 3rd Geo. IV. Cap. 39, for a Pension to Mrs. Panet, - - - - -	300 0 0	Appropriation en vertu de l'Acte de la 3e. Geo. IV. chap. 39, pour une pension à Mme. Panet, - - - - -	300 0 0	
	Currency,	£40545 15 10	Courant,	£40545 15 10	

Consistently with the principles of the British Constitution, the whole of the monies levied on the Subject in the Colony, is applicable to the public uses of the Colony by the enactment of the Colonial Legislature.

The Assembly, by its Vote of 10th February 1810, and by the acceptance thereof on the part of the Crown, by the Speech of the Governor in Chief of the 7th January 1818, became charged with all the necessary expenses of the Civil Government of the Province; and for this purpose it was indispensable that it should have in its power to apply the Revenues raised in the Province for that purpose, from the moment that the amount required exceeded the amount of appropriations already made by Act of the Legislature. If the monies already applicable to the support of the Civil Government and the administration of Justice could be applied without its authority, in increased Salaries, or perhaps in Sinecures, or other unnecessary expenditure, and the Assembly called upon to make good the deficiency, either such Departments or Offices of the Public Service which the Executive itself might deem necessary, and without which the object of Government might be frustrated, might be deprived altogether of their necessary support, or be stinted in their compensations. The Country might have again to deplore the mischievous example of various necessary Officers of Government holding Commissions from His Majesty's Government, being deprived of their well earned pittance, while other Officers of the same Government with high Salaries, or holding mere Sinecures, might be receiving their whole Salaries out of the Funds raised within the Province for the support of the Government thereof.

Although by several Statutes passed by His Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Council and Assembly of this Province, various parts of the Revenue stated in the Estimate as applicable to the expenditure therein mentioned, have been applied to other Public Expenditures of the Province, particularly by the Acts of the 39th Geo. III. Cap. 10 and 58 Geo. III. Cap. 4, your Committee do not feel disposed to start unprofitable questions of right. It is not probable that ever the necessary support of the Civil Government and the expenses of the administration of Justice will at any time hereafter be less than the proceeds of the Revenues from the sources above-mentioned. The whole of these Revenues must therefore go to the purposes for which they are alleged to be appropriated, viz: The support of the Civil Government and the administration of Justice within the Province. An Act of the Colonial Legislature appears however indispensable, to prevent them from being misapplied, and the consequent necessary expenses of the Colony, which it is bound to provide, increased without its consent.

With respect to the Funds for providing for all the expenses in the Estimate, which may be found necessary, as well as for the other necessary wants of the Province, your Committee have not thought it to be strictly within their order of reference to enquire very particularly.

Your Committee, however, applied to the Receiver-General for a statement of the balance of Cash in his hands, up to the present time, and the probable receipts within the year; but he did not think himself authorized to give the first without previous orders from His Excellency the Lieutenant Governor, and declared that he had it not in his power to give the last. (See Appendix A.) Your Committee have not thought it necessary further to delay their report for this information.

By the Receiver-General's statement of the balance of Cash in hands on the 10th October last, laid before the House, in compliance with its Address of the fourth ultimo, it appears that the amount was, at that time, £8302 16s. 5d. sterling, equal to £9225 7s. 1½d. currency, although various receipts and payments must have been made since that date, it will not materially affect the result.

The above sum, with the current Revenue of the year, may, in the opinion of your Committee, be estimated at £99,000 currency, and the whole demands on the Provincial Revenue already made, at £113,209 currency.

Your Committee, as connected with the present reference, beg leave to call the further attention of the House to the deficiency due the Province by His Majesty's Government in Great Britain, in consequence of the defalcation of its Officer, the late Receiver-General, into whose hands the Legislature of the Colony confided the Public Funds, in virtue of the Royal Instructions; as also to the balance which may still be in the hands of individuals,

En conformité aux principes de la Constitution angloise, tous les argens prélevés sur le sujet dans la Colonie sont applicables aux usages publics de la Colonie par des actes de la Législature coloniale.

L'Assemblée, par son vote du 10e. Février 1810, et par l'acceptation d'icelui de la part de la Couronne, par la harangue du Gouverneur-en-chef du 7e Janvier 1818, est devenue chargée de toutes les dépenses nécessaires du Gouvernement civil de la Province, et pour cela il étoit indispensable qu'il fût en son pouvoir d'employer les revenus prélevés dans la Province pour cet effet, dès le moment que le montant requis excéderoit le montant des appropriations déjà faites par acte de la Législature. Si les argens applicables au soutien du Gouvernement civil et à l'administration de la Justice pouvoient être employés sans son autorité à des augmentations d'appointemens, ou peut-être en sinecures ou autres dépenses inutiles, et que l'on demandât à l'Assemblée à faire bon du déficit, les départemens ou les officiers du service public que l'Exécutif lui-même pourroit juger nécessaires, et sans lesquels les objets du Gouvernement pourroient être frustrés, pourroient se trouver tout-à-fait privés de leur support nécessaire, ou réduits dans leurs compensations. Le pays pourroit avoir encore à déplorer le pernicieux exemple de plusieurs officiers nécessaires du Gouvernement, tenant des commissions du Gouvernement de Sa Majesté, privés de leur modiques appointemens bien gagnés, tandis que d'autres officiers du même Gouvernement avec de gros appointemens, ou tenant des places qui font de vrais sinecures, recevoient leurs appointemens entiers à même les fonds prélevés dans la Province pour le soutien du Gouvernement d'icelle.

Quoique par différens statuts passés par Sa Majesté, par et de l'avis et consentement du Conseil Législatif et de l'Assemblée de cette Province, différentes parties du revenu portées dans l'estimation comme applicables à la dépense y mentionnée, aient été appliquées à d'autres dépenses publiques de la Province, particulièrement par les Actes des 39e. Geo. III. chap. 10, et 58e. Geo. III. chap. 4, votre Comité n'est pas disposé à susciter des questions inutiles de droit. Il n'est pas probable que le soutien nécessaire du Gouvernement civil et les dépenses de l'administration de la Justice soient jamais à l'avenir moindres que le produit du revenu des sources ci-dessus mentionnées. Il faut donc que ces revenus soient appliqués aux objets auxquels ils sont affectés, savoir: au soutien du Gouvernement civil et à l'administration de la Justice dans la Province. Un acte de la Législature coloniale paroît néanmoins indispensable pour empêcher qu'ils ne soient mal employés, et que les dépenses nécessaires de la Colonie, auxquelles elle est tenue de pourvoir, ne soient augmentées sans son consentement.

Quant aux fonds pour pourvoir à toutes les dépenses dans l'estimation qui pourroient être trouvées nécessaires, ainsi que pour les autres besoins nécessaires de la Province, votre Comité n'a pas cru qu'il fût strictement enjoint par l'ordre de référence de s'en enquerir particulièrement.

Votre Comité s'est néanmoins adressé au Receveur-Général pour avoir un état de la balance d'argent entre ses mains jusqu'à ce jour, et de la recette présumée de cette année; mais il ne s'est pas cru autorisé à donner le premier sans un ordre préalable de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, et il a déclaré qu'il étoit hors de son pouvoir de donner le dernier. (Voyez Appendix A.) Votre Comité n'a pas jugé nécessaire de différer davantage son Rapport pour cette information.

Par l'état du Receveur-Général de la balance d'argent en main le 19e. Octobre dernier, mis devant la Chambre d'après son adresse du quatre du mois dernier, il paroît que le montant étoit alors £8302 16 5 sterling, faisant £9225 7 1½ courant. Quoiqu'il doive y avoir eu plusieurs recettes et paiemens depuis ce tems-là, ils ne peuvent pas beaucoup affecter le résultat.

La somme ci-dessus avec le revenu courant de l'année peuvent, suivant l'opinion de votre Comité, être estimés à £99000 courant, et toutes les demandes déjà faites contre le revenu provincial à £113209 courant.

Votre Comité prend la liberté d'appeler l'attention de la Chambre sur le déficit dû à la Province par le Gouvernement de Sa Majesté dans la Grande-Bretagne, en conséquence de la défalcation de son officier, le ci-devant Receveur-Général, entre les mains duquel la Législature de la Colonie a confié les fonds publics, en vertu des instructions royales, ainsi que sur les balances qui peuvent encore être entre les mains des individus, et qui leur ont été

Appendix
(U.)
4th March

advanced by Letters of Credit or otherwise, by the Executive Government.

Mr. Taschereau opposed this Report.

All of which is, nevertheless, humbly submitted.

J. T. TASCHEREAU, Chairman.

HOUSE OF ASSEMBLY,
Committee Room,
Wednesday, 23d Feby. 1825.

Present—Messrs. Taschereau, Neilson, Cuvillier, Berthelot, Viger and Bourdages.

Mr. Taschereau in the Chair.

The Honorable William B. Coltman appeared, and was examined as follows :

1. Q. You are Chairman of the Committee of the Executive Council for the Audit of Public Accounts ?

A. Yes.

2. Q. Is the Lieutenant-Governor of Gaspé residing within his Government, or where ?

A. He is, I believe, absent on leave from the King.

3. Q. How long has he been so absent ?

A. He came out to Quebec and went down to his Government, as far as I can recollect, in 1809, and remained there but a few months. His agent is the Honorable William Smith. The question as to this office was brought under consideration of the King, and his answer relative thereto, was signified by Message of the Governor to the House of Assembly, on 8th January 1822.

4. Q. Is the Secretary to the Governor-in-Chief absent, and if so, do you know by what authority ?

A. The Secretary went home with the Governor-in-Chief, in virtue of a Letter of Service, in which the necessity of his so doing for the public service, was, as I understand, stated. He is ver shortly expected back.

5. Q. The Secretary of the Province is also absent from the Province ; who fills his situation ?

A. This situation is filled by the Assistant Secretary to the Governor, Mr. Montizambert, who is also acting Secretary of the Province. This is likewise one of the situations, as to which the sentiments of the King, were signified to the Assembly by the Message of the 8th January 1822, and a mode pointed out thereby for removing all objections in this case, should the Assembly deem it advisable to make any further regulation beyond the provision made by law as to the future.

6. Q. Is the Auditor of Land Patents absent from the Province, and if so, by what authority ?

A. The Auditor of Land Patents is Andrew W. Cochran, Esquire, Secretary to the Governor, who is absent, as I have already mentioned ?

7. Q. Who fills his situation in his absence ?

A. I do not know ; the information could be got by applying to the Acting Secretary of the Province.

8. Q. The salary of the Receiver-General has been augmented from £400 to £1000, do you know by what authority ?

A. I believe this augmentation took place under the authority of His Excellency the Governor-in-Chief. I believe the former Receiver-General had no instructions ; his duties were therefore undefined, except as far as expressed in his Commission.

9. Q. Are the duties and responsibilities of that office different from those of his predecessor in office ?

A. The duties and responsibilities of the actual Receiver General have been stated, I believe, by that Officer, in the course of his examination on the affairs of the late Receiver-General, which took place during the last Session. I have understood, in general, that he has been directed by the Governor-in-Chief, until further orders should be given to him, to govern himself by the instructions under which he formerly acted as Paymaster of the Forces.

10. Q. Is the Commission of the present Receiver-General the same as that of the late one ?

A. I believe that the appointment of the present Receiver-General is not yet confirmed by the Crown ; and that, therefore, he has not yet received a Commission from the Treasury.

11. Q. Are the securities given by that Officer greater than those of his predecessor, and what is their nature and amount, and to whom given ?

A. I have understood that the present Receiver-General has offered security to the Lords of the Treasury, but I do not know for what amount. I think that it is the same as that given by the late Receiver-General.

12. Q. Are his accounts audited as formerly, and is his accountability the same as that of his predecessor in office ?

A. His accounts are audited as formerly, and his accountability is the same as that of his predecessor in office.

13. Q. What check is there upon the charges for Postage ; and what Departments are included in this Estimate for Postage under the first head ?

A. I believe there exists no check on the charges for Postages.

avancées par le Gouvernement exécutif par lettres de crédit ou autrement,

M. Taschereau s'est opposé au Rapport.

Le tout néanmoins humblement soumis.

J. T. TASCHEREAU, Président.

CHAMBRE D'ASSEMBLEE ;
Chambre de Comité, Mercredi, 23 Février 1825.

Préens :—Messieurs Taschereau, Neilson, Cuvillier, Berthelot, Viger et Bourdages.

M. Taschereau dans la chaire.

L'honorable William Bachelor Coltman a comparu, et a été examiné comme suit :

1. Q. Vous êtes président du Comité du Conseil Exécutif pour l'audition des comptes publics ?

R. Oui.

2. Q. Le Lieutenant-Gouverneur de Gaspé réside-t-il dans son Gouvernement ? sinon, où réside-t-il ?

R. Je crois qu'il est absent avec permission du Roi.

3. Q. Combien y a-t-il qu'il est absent ainsi ?

R. Il est venu à Québec et est descendu à son Gouvernement en mil huit cent neuf, autant que je puis me rappeler, et il n'y est resté que quelques mois. Son agent est l'honorable M. Smith. La question sur cet office a été mise sous la considération du Roi, et sa réponse à ce sujet a été signifiée par message du Gouverneur à la Chambre d'Assemblée le huit Janvier mil huit cent vingt-deux.

4. Le Secrétaire du Gouverneur-en-chef est-il absent ? et s'il l'est, savez-vous par quelle autorité ?

R. Le Secrétaire est allé en Angleterre avec le Gouverneur-en-chef, en vertu d'une lettre de service dans laquelle, à ce que j'ai entendu dire, la nécessité de son voyage pour le service public étoit énoncée. On l'attend sous peu.

5. Q. Le Secrétaire de la Province est aussi absent de la Province ; qui est-ce qui remplit sa place ?

R. Cette place est remplie par l'Assistant-Secrétaire du Gouverneur, M. Montizambert, qui fait aussi les fonctions de Secrétaire de la Province : c'est aussi une des places sur lesquelles les sentiments du Roi ont été signifiés à l'Assemblée par le message du huit Janvier mil huit cent vingt-deux, et il a été alors indiqué un moyen d'éloigner toute objection dans ce cas, si l'Assemblée jugeoit à propos de faire pour l'avenir d'autres réglemens au-delà des dispositions de la loi.

6. Q. L'Auditeur des Patentes pour les terres est-il absent de la Province ? et s'il l'est, par quelle autorité l'est-il ?

R. L'Auditeur des Patentes pour les terres est Andrew William Cochran, Ecuyer, Secrétaire Civil du Gouverneur, qui est absent, ainsi que je l'ai déjà mentionné.

7. Q. Qui est-ce qui remplit sa place en son absence ?

R. Je ne fais pas. On pourroit le savoir en demandant à celui qui fait les fonctions de Secrétaire de la Province.

8. Q. Les appointemens du Receveur-Général ont été augmentés, de quatre cents livres, à mille livres ; savez-vous par quelle autorité ?

R. Je crois que cette augmentation a eu lieu par l'autorité de Son Excellence le Gouverneur-en-chef. Je crois que l'ancien Receveur-Général n'avoit point d'instructions ; ses devoirs étoient en conséquence indéfinis, excepté quant à ce qui étoit exprimé dans sa commission.

9. Q. Les devoirs et les responsabilités de cet officier diffèrent-ils de ceux de son prédécesseur en office ?

R. Les devoirs et les responsabilités du Receveur-Général actuel ont été énoncées, je crois, par cet officier dans le cours de son examen sur les affaires du ci-devant Receveur-Général, qui a eu lieu durant la dernière session. J'ai compris en général qu'il lui étoit enjoint par le Gouverneur-en-chef de se conduire, jusqu'à ce qu'il lui fût donné des ordres ultérieurs, sur les instructions d'après lesquelles il agissoit ci-devant comme Paye-maître des troupes.

10. Q. La commission du Receveur-Général actuel est-elle la même que celle de celui qui l'étoit ci-devant ?

R. Je crois que la nomination du Receveur-Général actuel n'est pas encore confirmée par la Couronne, et que par conséquent il n'a point encore reçu de commission.

11. Q. Le cautionnement donné par cet officier est-il plus fort que celui de son prédécesseur, et quelle en est la nature et le montant, et à qui a-t-il été donné ?

R. J'ai entendu dire que le Receveur-Général actuel avoit offert des cautions aux Lords de la Trésorerie, mais je ne fais pas pour quelle somme. Je crois que c'est pour la même somme que le ci-devant Receveur-Général.

12. Ses comptes sont-ils examinés comme ci-devant, et sa comptabilité est-elle la même que celle de son prédécesseur en office ?

R. Ses comptes sont examinés comme ci-devant et sa comptabilité est la même que celle de son prédécesseur en office.

13. Q. Quel contrôle y a-t-il sur les charges pour ports de lettres, et quels sont les départements qui sont inclus dans cette estimation pour ports de lettres sous le premier chef ?

R. Je crois qu'il n'existe aucun contrôle sur les charges pour

Appendice
(U.)
4e. Mars.

Appendix (U.)
4th March The expense under the first head includes merely the Postages incurred by the Governor's Civil Secretary's Office; but it is customary for Officers of many other Departments, to apply to the Civil Secretary to frank the Letters forwarded by them, and also for the payment of those addressed to them, before receiving them from the Post Office.

14. Q. Must all Letters and Packages, the Postage of which is charged against the Public, be franked or the payment allowed by the Civil Secretary? Is the Post Office account certified by the Civil Secretary?

A. I believe such to be the case.

15. Q. Can you inform the Committee what is the Auxiliary Land Board mentioned in the Estimate; and under what authority is a salary allowed for a Clerk to that Board?

A. The Auxiliary Land Board consists of the Surveyor-General, the Acting Secretary of the Province, the Clerk of the Executive Council, and, I believe, the Auditor of Land Patents, all of them Officers of the Land Granting Department, who were appointed to act as such Board, but without salary, by the Governor-in-Chief, who, however, authorised the employment of a Secretary by the Board, with a salary to that officer.

16. Q. What are the duties of this Board; and are these duties distinct from the duties assigned to the Governor and Executive Council by the King's Instructions?

A. The duties of the Board are to examine all Petitions for Land in the first instance, and to report in each case whether the forms required by the general rules adopted by the Governor, under the advice of the Executive Council, have been complied with or not. These duties are merely ministerial, and different from those assigned to the Executive Council by the King's Instructions, whose duties are confined to advising the Governor as to the ultimate expediency of granting or refusing Petitions presented to him for grants of Land.

17. Q. By whom were these duties performed heretofore?

A. These duties were performed by the Members of the Executive Council. His Excellency the Governor in Chief not approving of the large Grants of Land which had been made to the Members of the Council for these services, determined upon the formation of this Auxiliary Board.

18. Q. Could you give the Committee any idea of the number of sittings of this Board, and the quantities of Land granted since its institution?

A. I cannot answer this question; but their proceedings are kept of record and are considerable. As far as I can recollect, their Reports to the Executive Council, which are lengthy, amount, since the formation of this Board which has taken place about twelve months, to about twenty.

19. Q. Does it appear to you that the business of Secretary to the Board could be performed by the Clerk of the Council and his Assistant Clerk, in addition to the present duties of their office?

A. This question I must decline to answer, as it involves a matter of opinion on which I do not feel myself competent to decide without having an opportunity of previously examining the Officers mentioned. If at liberty to add any opinion, it would be that the interests of the Crown, which, according to the liberal sentiments that appeared to exist on the part of the Earl of Dalhousie, as explained in his Lordship's Speech on the opening of the Session in December one thousand eight hundred and twenty, and still more from those expressed by His Excellency the Lieutenant-Governor in his Speech on the opening of the present Session, ought never to be separated from those of the public at large: these interests, it appears to me, would be promoted, by the appointment of a Chairman to this Committee, whose duty it would be to watch over the proceedings of all inferior Officers of this Department, which cannot be too strictly looked after, and to whom it would be the best economy to make an adequate allowance for the duties and responsibility to which he would be liable. The labour and intelligence required for this situation might be recompensed either by a Salary or Grant of Land, as the Crown might judge expedient; but the former would be preferable, so as to avoid any temptation to this Officer to become a Land Jobber, all suspicion of which it would be material to guard against.

20. Q. Are there any Members of the Executive Council, receiving Salaries as Councillors, now absent from the Province; or are the absent Councillors held to be entitled to Salaries as Councillors?

A. I believe not. The payment of the Salary of Mr. Monk, as such, was discontinued by the Governor in Chief, as I understood, since the 30th April 1822. The person who shall succeed him by rotation according to the date of his Mandamus, will be entitled by usual custom, to receive his Salary from the period when that of Mr. Monk ceased.

21. Q. Is the Law-Clerk of the Legislative Council absent from the Province, and if so, by what authority; and who performs the duties of that Office in his absence?

A. Andrew W. Cochran, Esquire, is the Law Clerk of the Council, and is absent, as I have already stated; and I do not know by whom the Legislative Council have required that the duties of that Office should be performed during his absence.

Appendice (U.)
4e. Mars. ports de lettres. La dépense sous le premier chef comprend simplement les ports de lettres du Bureau du Secrétaire Civil du Gouvernement: mais il est ordinaire que des Officiers de plusieurs autres Départemens s'adressent au Secrétaire Civil pour affranchir les lettres qu'ils envoient, et aussi pour payer celles qui leur sont adressées, avant de les recevoir du Bureau de la Poste.

14. Q. Toutes les lettres et les paquets dont le port est porté contre le public, doivent-ils être affranchis ou payés par le Secrétaire Civil, et le compte du Bureau de la Poste est-il certifié par le Secrétaire Civil?

R. Je crois que c'est le cas.

15. Q. Pouvez-vous dire au Comité ce que c'est que le Bureau Auxiliaire des Terres, mentionné dans l'estimation; et en vertu de quelle autorité est-il accordé des appointemens pour un Greffier de ce Bureau?

R. Le Bureau Auxiliaire des Terres est composé de l'Arpenteur-Général, de celui qui fait les fonctions de Secrétaire de la Province, du Greffier du Conseil Exécutif, et je crois de l'Auditeur des Patentes pour les Terres, tous Officiers du Département des Concessions des Terres, lesquels sont nommés pour composer ce Bureau, sans appointemens: mais le Gouverneur a autorisé le Bureau à employer un Secrétaire avec des appointemens.

16. Q. Quels sont les devoirs de ce Bureau, et ces devoirs sont-ils différens des devoirs assignés par les instructions du Roi au Gouverneur et au Conseil Exécutif?

R. Les devoirs du Bureau sont d'examiner en premier lieu toutes les Pétitions pour des terres, et de faire rapport dans chaque cas si l'on s'est conformé ou non aux formes requises par les réglemens généraux adoptés par le Gouverneur de l'avis du Conseil Exécutif. Ces devoirs sont purement ministériels et différens de ceux qui sont assignés par les instructions du Roi au Conseil Exécutif, dont les devoirs se bornent à aviser le Gouverneur sur la nécessité d'accorder ou refuser les Pétitions à lui présentées pour des concessions de terres.

17. Q. Qui est-ce qui remplissoit ces devoirs ci-devant?

R. Ces devoirs étoient remplis par les Membres du Conseil Exécutif. Son Excellence le Gouverneur-en-chef n'approuvant pas les grandes concessions de terres qui avoient été faites aux Membres du Conseil pour ces services, s'est déterminé à former ce Bureau Auxiliaire.

18. Q. Pourriez-vous donner au Comité quelque idée du nombre des séances de ce Bureau, et des quantités de terres accordées depuis son institution?

R. Je ne puis répondre à cette question, mais leurs procédés sont enregistrés et sont considérables. Autant que je puis me rappeler, leurs Rapports au Conseil Exécutif, qui sont longs, se montent, depuis la formation de ce Bureau qui a eu lieu il y a environ un an, à environ vingt.

19. Vous semble-t-il que les devoirs de Secrétaire du Bureau pourroient être remplis par le Greffier du Conseil et son Greffier-Assistant, en addition aux devoirs actuels de leur office?

R. Je dois m'excuser de répondre à cette question, vu qu'elle contient une matière d'opinion sur laquelle je ne me sens pas compétent à décider avant d'avoir eu occasion d'examiner préalablement les officiers mentionnés. Si je pouvois ajouter une opinion, ce seroit que les intérêts de la Couronne, qui suivant les idées libérales du Comte de Dalhousie, telles qu'exprimées dans sa Harangue à l'ouverture de la Session en Décembre mil huit cent vingt, et encore plus par celles exprimées par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur dans sa Harangue à l'ouverture de la présente Session, ne devoient jamais être séparés de ceux du public en général, seroient plus favorisés par la nomination d'un président à ce Comité, dont le devoir seroit d'avoir l'œil sur les officiers inférieurs de ce département, qu'on ne peut pas surveiller trop strictement, et à qui il seroit plus économique de faire une allouance raisonnable pour les devoirs et sa responsabilité. Le travail et l'intelligence nécessaires pour cette situation pourroient être récompensés soit par des appointemens ou par des concessions de terres, ainsi que la Couronne pourroit juger expédient, mais le premier moyen seroit préférable, en ce qu'il éloigneroit de cet officier toute tentation de devenir spéculateur de terres, de quoi il seroit important de prévenir tout soupçon.

20. Q. Y a-t-il quelques-uns des Membres du Conseil Exécutif, qui reçoivent des appointemens comme Conseillers, maintenant absens de la Province? ou les Conseillers absens sont-ils réputés avoir droit à des appointemens comme Conseillers?

R. Je ne crois pas. Le paiement des appointemens de M. Monk, comme tel, a été discontinué par le Gouverneur, à ce que j'ai entendu dire, depuis le 30e. Avril 1822. La personne qui lui succédera d'après la date de son Mandamus aura droit de recevoir, d'après la coutume, ses appointemens depuis le tems où ceux de M. Monk ont cessé.

22. Q. Le Greffier en Loi du Conseil Législatif est-il absent de la Province; et s'il l'est, par quelle autorité l'est-il, et qui est-ce qui remplit les devoirs de cet office en son absence?

R. Andrew William Cochran, Ecuyer, est le Greffier en Loi du Conseil, et il est absent, ainsi que je l'ai déjà dit, et je ne fais pas par qui le Conseil Législatif a requis que les devoirs de cet office fussent remplis pendant son absence.

Appendix
(U.)
4th March

22. Q. Are the duties of the Clerks of the Crown in Chancery performed jointly by the present incumbents, or by one of them only?

A. This fact I cannot speak to.

23. Q. By what authority has the Salary of the Judge at Gaspé been encreased from £100 to £500?

A. I presume by the directions of the Governor in Chief, signified to the Clerk of the Executive Council to prepare a Warrant for the larger sum.

THURSDAY, 24th February 1825.

Present:—Messieurs Neilson, Cuvillier, Taschereau and Viger.

The Honourable William B. Coltman, appeared and answered as follows:

24. Q. Under what authority are the Fees of the Attorney and Solicitor General regulated?

A. According to a Tariff of Fees made in England, a Copy of which is of record in the minutes of the Council. (See Appendix B.)

25. Q. Does the Committee of the Executive Council for the Audit of Public Accounts require, in all instances, certified Bill of Costs from those Officers, previous to passing and approving of their accounts?

A. Such is the general rule, with the exception of such matters as are clearly in virtue of Tariffs established by authority?

26. Q. Are the Law Officers of the Crown allowed any fees for prosecutions, services, or opinions which are not previously required by reference from the Governor or person administering the Government?

A. The Law Officers of the Crown are not allowed to make any charge for opinions, unless required by reference from the Governor or person administering the Government. Criminal Prosecutions are conducted by the Attorney-General, or the Law Officer acting in his absence. There are other services which the Attorney-General or those acting for him in his absence are entitled to perform in right of their office, the particulars of these services I cannot state with accuracy, but they will be learnt by reference to any of the Law Officers.

27. Q. What is the form of the Vouchers alluded to in the accounts of the Law Officers of the Crown? by whom are they usually signed, and can you produce one of them?

A. The vouchers alluded to are signed by the Governor's Civil Secretary. I can produce one of them for the information of the Committee at its next meeting. (See Appendix C.)

28. Q. Of what description are the services which these officers are expected to perform for the salaries attached to their offices?

A. The salaries attached to these offices are considered merely as a general retainer.

29. Q. Can you state when the present allowances to the Law Officers of the Crown for services in Criminal Prosecutions commenced?

A. I believe they commenced with the establishment of the Tariff already alluded to.

30. Q. Do you know if any allowances for services in Civil Prosecutions were allowed before the date of the said Tariff?

I do not. As the Tariff was established above twenty years ago, I have no particular knowledge of the allowances made to the Law Officers of the Crown previous to that date.

31. Q. Do you know of any instances wherein the costs of suit have been recovered by the Crown against individuals prosecuted for the recovery of the claims of Government, and if so, what are those instances?

A. It does not come within my ordinary duty to have a knowledge of the sums recovered as costs by the Law Officers of the Crown, as my official duty is confined to auditing, after examination, the demands made by the Crown. There were, I believe, costs recovered in the case of the King against one Joshua Whitney, but further information may be obtained on this subject by applying to the Law Officers of the Crown. The general Law in such cases will be found in Chitty on Prerogative—page 310; 3d. vol. Blackstone's Commentaries, page 400; 1st vol. Bornier, page 267; and 6th vol. Denizart, page 238, *verbo dépens*.

32. Q. Are any of the costs to which Defendants are condemned ever recovered from them after having been paid to the Law Officers of the Crown, and what account is kept of them?

A. I do not positively recollect of any instance of costs being so recovered; but if recovered, they must naturally be included amongst the receipts of the Casual Territory of the Crown, and I should rather think there will be found in the Public Accounts, within the last two or three years, a small account received for Fines and Costs from the owners of certain Ships which were seized under the Lumber Act.

33. Q. Are such costs considered as a debt due to the Province, and have any steps been taken for their recovery?

A. To the first part of this question I must refer to the Law Authorities for an answer. I apprehend that there is some deficiency in the establishments of Government in this Province, from the want of any person authorised and bound to act as *Procurator Fiscal*, (the Officer particularly charged in a part of the United Kingdom for the recovery of all monies and claims belonging to the Fisc.) This duty, I should suppose, ought naturally to fall on the Advocate General, acting under orders from the Executive. As to the latter part of the question, I do not conceive that there is any officer now having authority to keep an account or take proceedings in these cases, except under direct authority of the Governor; and in consequence, regular steps have not probably been taken for the recovery of these costs.

34. Q. How long has the office of Advocate General been created, and by what authority?

22. Q. Les devoirs des Greffiers de la Couronne en Chancellerie sont-ils remplis conjointement par ceux qui ont actuellement ces places, ou par un d'eux seulement?

R. Je ne puis rien dire là-dessus.

23. Q. Par quelle autorité les appointemens du Juge de Gaspé ont-ils été augmentés de quatre cents à cinq cents louis.

R. Je suppose que c'est par les ordres du Gouverneur-en-chef, signifiés au Greffier du Conseil Exécutif, de préparer un *Warrant* pour cette plus forte somme.

JEUDI, 24e. Février 1825.

Présens:—Messieurs Neilson, Cuvillier, Taschereau et Viger.

L'honorable William Bachelor Coltman a comparu, et a répondu comme suit:

24. Q. En vertu de quelle autorité sont réglés les honoraires du Procureur et du Solliciteur Général?

R. D'après un tarif d'honoraires fait en Angleterre, dont une copie est enregistrée dans les minutes du Conseil. (Voyez Appendice B.)

25. Q. Le Comité du Conseil Exécutif pour l'audition des Comptes publics exige-t-il dans tous les cas des comptes certifiés de dépens de ces officiers, avant de passer et approuver leurs comptes?

R. Telle est la règle générale, à l'exception des objets qui sont clairement en vertu des tarifs établis par autorité.

26. Q. Les officiers en loi de la couronne ont-ils des honoraires pour des poursuites, services et opinions qui ne sont pas préalablement requis par référence du Gouverneur ou de la personne ayant l'administration du Gouvernement?

R. Les officiers en loi de la couronne ne peuvent rien charger pour leurs opinions à moins qu'elles ne soient requises par référence du Gouverneur ou de la personne ayant l'administration du Gouvernement. Les poursuites criminelles sont conduites par le Procureur-Général ou l'Officier en loi qui agit en son absence. Il y a d'autres services que le Procureur-Général ou ceux qui agissent en son absence ont droit de faire en vertu de leur office. Je ne puis donner exactement les détails de ces services, mais on pourroit les avoir en s'adressant à quelqu'un des officiers en loi.

27. Q. Quelle est la forme des pièces justificatives mentionnées dans les comptes des officiers en loi de la couronne; par qui sont-elles ordinairement signées, et pourriez-vous en produire une?

R. Ces pièces sont signées du Secrétaire Civil du Gouverneur. Je puis en produire une pour l'information du Comité à sa prochaine séance. (Voyez appendice C.)

28. Q. De quelle espèce sont les services que l'on attend de ces officiers pour les appointemens attachés à leurs offices?

R. Les appointemens attachés à ces offices ne sont regardés que comme une retenue générale.

29. Q. Pouvez-vous dire quand les allowances actuelles des officiers en loi de la couronne pour leurs services dans les poursuites criminelles ont commencé?

R. Je crois qu'elles ont commencé avec l'établissement du tarif déjà mentionné.

30. Q. Savez-vous si, avant la date dudit tarif, il étoit fait des allowances pour des services dans les poursuites civiles?

R. Je n'en sais rien. Comme le tarif a été établi il y a plus de vingt ans, je n'ai aucune connoissance particulière des allowances faites avant ce tems-là aux officiers en loi de la couronne.

31. Q. Avez-vous connoissance de quelques cas où les frais de poursuite ont été recouverts par la couronne contre des individus poursuivis pour le recouvrement de quelque réclamation du Gouvernement, et quels sont ces cas?

R. Dans l'exécution de mes devoirs ordinaires, je ne puis avoir connoissance des sommes recouvertes comme dépens par les officiers en loi de la couronne, car mon devoir se borne à examiner les demandes faites contre la couronne. Je crois qu'il y a eu des dépens recouverts dans le cas d'une saisie de bois à la poursuite du Roi contre un nommé Joshua Whitney: mais on pourra obtenir plus ample information sur cet objet en s'adressant aux officiers en loi de la couronne. On trouvera la loi générale dans ces cas dans Chitty sur la Prerogative, page 310; 3e. volume des Commentaires de Blackstone, page 400; 1er. volume de Bornier, page 267; et 6e. volume de Denizart, page 238, *verbo dépens*.

32. Q. Les dépens auxquels les défendeurs sont condamnés sont-ils jamais recouverts contre eux après avoir été payés aux officiers en loi de la couronne, et quel compte en est-il tenu?

R. Je ne me rappelle pas positivement aucun cas où les dépens aient été ainsi recouverts; mais s'ils sont recouverts, ils doivent naturellement être inclus dans la recette du revenu casuel et territorial de la couronne, et je crois qu'on trouvera dans les Comptes publics, dans les deux ou trois dernières années, une petite somme reçue pour amendes et dépens des propriétaires de certains vaisseaux qui ont été saisis en vertu de l'Acte du Commerce des Bois.

33. Q. Ces dépens sont-ils regardés comme une dette due à la Province, et a-t-il été pris des mesures pour les recouvert?

R. Quant à la première partie de cette question, je référerai aux autorités légales ci-dessus citées. Je crois qu'il y a un défaut dans les établissemens du Gouvernement en cette Province, en ce qu'il n'y a point de personne autorisée et tenue à agir comme Procureur fiscal (officier particulièrement chargé dans une partie du Royaume-Uni du recouvrement de tous argens appartenans au Fisc). Je pense que ce devoir devoit naturellement échoir à l'Avocat-Général. Quant à la dernière partie de la question, je ne crois pas qu'il y ait maintenant aucun officier qui ait autorité de tenir un compte ou de faire des démarches à ce sujet, à moins que ce ne soit en vertu d'une autorité directe du Gouverneur; et en conséquence il n'a probablement point été pris de mesures régulières pour le recouvrement de ces dépens.

34. Q. Combien y a-t-il que l'office d'Avocat-Général a été créé, et par quelle autorité l'a-t-il été?

Appendice
(U.)
4e. Mars.

Appendix
(U.)

4th March

A. I do not know; but I believe it must have existed at all times. As to the exact period it has been detached from the situation of the Attorney General, I do not know.

35. Q. Who filled and discharged the duties of that office previous to the present incumbent?

A. The Honorable Mr. Pyke was Advocate General previous to the Gentleman now acting.

36. Q. Since what period has a salary been attached to that office, and by what authority?

A. I think the salary commenced from November 1823, under authority of a Letter from the Secretary of State. Since the period that his Salary has been allowed, his contingent charges are confined to those allowed by the Tariff already alluded to.

37. Q. Are the duties of that Officer distinct from those of the Attorney and Solicitor General?

A. I do not know of any duties performed by the Advocate General except under orders from the Governor-in-Chief. He is, however, precluded by the general retainer, implied by his acceptance of the Office and the Salary attached thereto, from appearing in any case against the Crown.

38. Q. What check is there on contingent expenses of the Courts of Justice, and on the contingencies of the Sheriffs, as estimated?

A. With each account referred to the Committee of Audit, either for the contingent expenses of the Courts of Justice, or the contingent expenses of the Sheriffs, it is required that sufficient authority for each charge should be forthcoming, with a voucher of the payments charged having been actually incurred—I mean by Vouchers, Receipts.

39. Q. What check is there on the charges made by the several Coroners in this Province for holding Inquisitions, and for their contingencies?

A. The Coroners are bound to return at each Criminal Term of the Superior Court, a List of all the Inquisitions held by them.

40. Q. Have the Police Magistrates ever accounted for the expenditure of the monies appropriated by the Legislature for the purposes of Police?

A. Complete accounts on this head have not been rendered. As to particulars, I beg leave to refer to the Public Accounts.

41. Q. Of what description are the contingencies of the Prothonotaries of the Court of King's Bench in this Province, and what check is there on those expenses?

A. The contingent expenses of the Prothonotaries of this Province consist of the purchase of Fuel, keeping the Court House in order, providing Registers, the hire of Houses for the Circuit Courts, Stationery for the Judges, and sundry necessary repairs executed under authority of the Judges, and other small contingent expenses.

42. Q. The charge for serving Subpoenas by the High Constables at Quebec, Montreal, and Three Rivers, appears to be recent; can you say when it commenced, what is the nature of the prosecutions requiring such services, and what sort of accounts are received from the persons employed?

A. The system relative to Peace Officers established by the Ordinance of the 27th Geo. III, has been found impracticable in its execution, and it has led to great expense by the employment, by the Magistrates and others, of *Huissiers* to do the duties of Constables. The *Huissiers* have been in the habit of charging the Fees allowed them in the Civil affairs. To limit this expense, the employment of Constables has been had recourse to, and the High Constables of Quebec and Three Rivers, have been called upon to direct the ordinary Constables as to their duties. This system was first had recourse to in the year 1823, on occasion of the difficulties experienced in the execution of the subordinate parts of the Administration of Justice, to which the attention of Government was particularly attracted by the Presentment of the Grand Jury at Montreal in that year. At Montreal, the same system has not been had recourse to, from the want of an efficient High Constable, and owing to the Judges and the Attorney General having both concurred in recommending the performance of the sources by Contract. A similar system may probably be hereafter extended to all parts of the Province, if any efficient Officer shall be appointed in the District of Montreal; and it has been recommended to, and is under the consideration of, the Lieutenant Governor, to direct the Attorney General to move the Judges of the Superior Criminal Courts to make a Tariff of Fees agreeable to the Act of the 41st Geo. III. Cap. 7, for the government of Peace Officers in future.

43. Q. What is the reason of the augmentation of the Salaries of the Gaolers at Quebec and Montreal, and of their Turnkeys?

A. This increase was directed by the Governor in Chief, after a reference to the Executive Council, on the Petitions of the Gaolers in 1823.

44. Q. The charges for Stationery, apprehension and commitment of Prisoners by the Magistrates, and all other expenses incurred for Police purposes, or for, in or out of the Quarter Sessions for the several Districts of the Province, appears to be a new one; can you inform the Committee upon what ground the Estimate for that charge is made?

A. This question is partly answered by my reply to the question 42; although it is hoped that the expenses of this nature may be much limited, yet a Fund is necessary for such as may be unavoidable.

45. Q. Can you inform the Committee on what grounds the two Chairmen of the Quarter Sessions at Montreal have been replaced by one only, with the Salary formerly held by the two?

A. I am not informed of the exact grounds on which the Governor in Chief proceeded to name one legal character as Chairman of the Quarter Sessions at Montreal, in the place of two Chairmen; but I know that this step was taken with much deliberation, and that application for a similar change had previously been made by the Magistrates at large for the District of Quebec: with regard to the Salary, it was that originally established when the present system commenced, at which time, one Chairman alone was appointed with respect to Quebec.

R. Je n'en sais rien; mais je crois qu'il doit avoir toujours existé. Quant au tems précis où il a été détaché de la situation de Procureur-Général, je n'en sais rien.

35. Q. Qui est-ce qui remplissoit les devoirs de cet office avant celui qui le fait maintenant?

R. L'honorable M. Pyke étoit Avocat-Général avant le monsieur qui l'est actuellement.

36. Q. Depuis quel tems et par quelle autorité a-t-il été attaché des appointemens à cet office?

R. Je crois que les appointemens ont commencé en Novembre 1823, en vertu de l'autorité d'une lettre du Secrétaire d'Etat. Depuis le tems que ses appointemens lui ont été accordés, ses charges casuelles sont limitées à celles qui sont accordées par le tarif déjà mentionné.

37. Q. Les devoirs de cet office sont-ils différens de ceux du Procureur et du Solliciteur-Général?

R. Je ne connois aucun devoir qui soit rempli par l'Avocat-Général, à moins que ce ne soit en vertu d'un ordre du Gouverneur-en-chef. Néanmoins la retenue générale que comprend son acceptation de l'office, et les appointemens qui y sont attachés, l'empêchent de paroître dans quelque cause que ce soit contre la couronne.

38. Q. Quel contrôle y a-t-il sur les dépenses casuelles des cours de justice et sur celles des Schérifs, telles qu'estimées?

R. Avec chaque compte référé au Comité d'audition, soit pour les dépenses casuelles des Cours de Justice, soit pour celles des Schérifs, on exige qu'il soit produit une autorité suffisante pour chaque charge, avec des pièces justifiant que les paiemens chargés ont été réellement encourus: par pièces, j'entends des reçus.

39. Q. Quel contrôle y a-t-il sur les charges faites par les différens Coronaires en cette Province pour tenir des enquêtes et pour leurs dépenses casuelles?

R. Les Coronaires sont tenus de remettre à chaque terme criminel de la cour supérieure une liste de toutes les enquêtes tenues par eux.

40. Q. Les Magistrats de Police ont-ils jamais rendu compte de la dépense des argens affectés par la Législature à des objets de police?

R. Il n'a pas été rendu des comptes complets sur ce sujet. Quant aux particularités, qu'il me soit permis de renvoyer aux Comptes publics.

41. Q. De quelle espèce sont les dépenses casuelles des Prothonotaires des Cours du Banc du Roi en cette Province, et quel contrôle y a-t-il sur ces dépenses?

R. Les dépenses casuelles des Prothonotaires de cette Province, se font pour acheter le bois de chauffage, tenir la Salle d'Audience en ordre, pourvoir des registres, louer des maisons pour les cours de tournée, acheter la papeterie pour les juges, et pour diverses réparations nécessaires faites par l'autorité des juges, et autres petites dépenses casuelles.

42. Q. La charge pour signification d'ordres de témoignage par les premiers Connétables à Québec, à Montréal et aux Trois-Rivières, paroît être récente; pouvez-vous dire quand elle a commencé, quelle est la nature des poursuites qui exigent ces significations, et quelles sortes de comptes sont reçus des personnes employées?

R. Le système relativement aux officiers de paix, établi par l'ordonnance de la 27e. Geo. III, a été trouvé impraticable dans son exécution, et a occasionné de grands frais en ce que les magistrats et autres ont été obligés d'employer des huissiers pour faire l'office de connétables. Les huissiers ont été dans l'habitude de charger les honoraires qui leur étoient accordés dans les affaires civiles. Pour limiter cette dépense, on a eu recours aux connétables, et l'on a demandé aux premiers connétables de Québec et des Trois-Rivières à diriger les connétables ordinaires dans leurs devoirs. On a eu recours pour la première fois à ce système en 1823, à l'occasion des difficultés éprouvées dans les parties subalternes de l'administration de la justice, auxquelles l'attention du Gouvernement a été particulièrement attirée par la représentation des grands-jurés à Montréal cette année-là. A Montréal on n'a pas eu recours au même système faute d'un bon premier connétable, et parce que les juges et le procureur-général ont concouru à recommander que ces services fussent faits par contrat. Ce système pourra probablement s'étendre par la suite à toutes les parties de la Province, s'il est nommé un bon officier dans le District de Montréal; et il a été recommandé au Lieutenant-Gouverneur, qui l'a maintenant en considération, d'ordonner au procureur-général de proposer aux juges des cours criminelles supérieures de faire un tarif d'honoraires conformément à l'Acte de la 41e. Geo. III. chap. 7, pour la conduite future des officiers de paix.

43. Q. Quelle est la raison de l'augmentation des appointemens des geoliers à Québec et à Montréal, et de leurs guichetiers?

R. Cette augmentation a été ordonnée par le Gouverneur-en-chef d'après une référence au Conseil Exécutif sur les pétitions des geoliers en 1823.

44. Q. Les charges pour papeterie, arrestations et emprisonnemens de criminels par les magistrats, et toutes les autres dépenses encourues pour des objets de police, ou pour les sessions de quartier pour les différens districts de la Province, paroissent nouvelles; pouvez-vous informer le Comité sur quel principe l'estimation est faite pour cette charge?

R. J'ai répondu en partie à cette question par ma réponse à la question sous no. 42. Quoique l'on espère que les dépenses de cette nature seront bien réduites, il est néanmoins nécessaire qu'il y ait un fonds pour celles qui sont inévitables.

45. Q. Pouvez-vous dire au Comité sur quel principe les deux présidens des sessions de quartier à Montréal ont été remplacés par un seul, avec les appointemens que les deux avoient ci-devant?

R. Je ne connois pas exactement les principes sur lesquels le Gouverneur-en-chef a procédé en nommant une personne de loi comme Président des Sessions de Quartier à Montréal, au lieu de deux Présidens; mais je sais que cette mesure a été prise avec beaucoup de délibération, et que les Magistrats pour le District de Québec avoient avant ce tems-là demandé un changement semblable. Quant aux appointemens, ce sont ceux qui ont été originairement établis lorsque le système actuel a commencé, auquel tems il n'a été nommé qu'un seul Président pour Québec.

Appendice
(U.)

4e. Mars

Appendix
(U)
4th March

46. Q. Can you inform the Committee when and upon what grounds an augmentation in the Salary of the Chairman of the Quarter Sessions of Three Rivers took place?

A. I have no exact information upon this point; but I have understood generally that the sum of £250 was at all times allowed to the Individual who holds that situation, although a proportion thereof was paid to him under the denomination of Inspector of Police.

47. Q. What contingencies are meant to be covered by the Estimate for the Public service in the Courts of Justice?

A. This particular subject was not explained by the Inspector of Accounts to the Committee of Council, to whom the Estimate was referred, and I have found it impossible to procure such explanation from him; but I apprehend that the charges by the Attorney General and other Law Officers of the Crown, are the principal contingent charges meant to be covered by this Item.

48. Q. What are the formalities required previous to issuing Warrants in favor of Pensioners?

A. A Life Certificate is required in general where the parties are not resident in the Province, and the existence of an original authority for the Pension. As to the small Pensions under £25, they used not to be paid by Warrant, but a List thereof sent to the Receiver General, with direction to pay them, on application by the parties. The Receiver General was finally allowed credit only for such amounts, as to which he produced actual receipts from the principals or their Attornies. Some parties may therefore have remained charged, after their decease, on the List of Pensioners, for these small sums, owing to the circumstance of the late Receiver General having omitted for many years to send in his account of payments made by him for such Pensions. The actual Receiver General has however been permitted to decline making any payments unless a Warrant has issued to him. It is now, I presume, the duty of the Clerk of the Council, who makes out the Warrants, to see that there are Life Certificates in every case of a Pensioner absent from the Province, and still more that of the Inspector of Public Accounts, who countersigns them, as this, I understand, to be the check required by Government, in order that no Warrant may issue irregularly.

49. Q. Can you state the nature of the services to Government which the Surveyor General is called upon to perform out of his Office.

A. The duties of the Surveyor General out of his Office, are understood to embrace also those performed by his Deputy or Deputies. They consist in the admeasuring, surveying and setting out of Lands in this Province. He is subject to be called out for primary scientific surveying operations, the verification of the Boundary Lines between the Lands of the Crown and the property of Individuals; the superintendance of the Militia and Emigrant allotments in the Townships in this Province, more especially in those under agency. With respect to a detail of the duties performed in these cases, reference may be had to the first part of the Surveyor General's Report respecting his official Tour last Summer, and also to a Copy of the Table of Fees, as to the Fees enjoyed by this Officer, so long ago as the period when these Fees were established by the Ordinance of the Governor and Legislative Council, passed in the twentieth year of Geo. III. Chap. 3. Of this Document, I lay a Copy before the Committee. (See Appendix D.)

50. Q. What check is there on the payments to the Militiamen who were wounded, and to the families of those who were killed during the late war with the United States?

A. By the Law which obliges the Adjutant General of Militia to pay a Pension to wounded Militiamen, that Officer is required, in the months of April and October in each year, to make out a List of the payments to be made in the ensuing months of May and November, which thereon is advanced to him by a Warrant on account; and he is further required by Law to present an account of the payments he has made each year, supported by the receipts of the Militiamen or their Attornies, in order to obtain the necessary discharge for the advances so made him.

51. Q. Are life or other certificates required or produced by the Adjutant General of Militia previous to a Warrant being issued for such payments?

A. The Militiamen are required to furnish the Adjutant General, each six months, with Life-Certificates, and also with Certificates from licensed Practitioners in Physic, stating that their wounds render them incapable of gaining their livelihood. The Adjutant General does not however think himself obliged by Law to file these certificates with his accounts.

52. Q. Does the Province of Upper-Canada pay any proportion of the allowances to the Inspector of Merchandize at Côteau du Lac, and what proportion?

A. The Province of Upper-Canada used to pay one-half of the Salary of the Inspector at Côteau du Lac, in virtue of the Act 37 Geo. III, Cap. 3, Sect. 2; but since the death of Mr. Wilson the late Inspector, that Government not having been referred to on the nomination of the present Inspector, has declined making such payment. The present Inspector has stated to me, that he has continued to do the duties of the Office at considerable labour and expense to himself:—particulars might be learnt by reference to him.

53. Q. The amount of the Expenditure of 1820, for Schools, was £1732 15 9 Sterling, and number of Schoolmasters Thirty eight: what is the present number of Schoolmasters, and what in the highest and lowest Salaries allowed?

A. On this subject I have thought it my duty to consult the Revd. Dr. Mills, Secretary to the Royal Institution and from him I have learnt that, upon a Return made to the Royal Institution during the Presidency of Mr. Chief Justice Monk in the year 1819, the expenditure on account of Thirty seven Schools amounted to £1883 10 Sterling. The present number of Schoolmasters is Fifty three. Three or four Schools are vacant, and Commissions have been issued for the erection of about twice that number of new School-Houses. The highest rate of Salary is £100 Sterling per annum, in the instances only of Quebec and Montreal, at which places it is proper to remark Schoolmistresses are paid out of the Salary; and the lowest rate of Salary also in

46. Q. Pouvez-vous dire au Comité quand et sur quel principe l'augmentation dans les appointemens du Président des Sessions de Quartier des Trois-Rivières a eu lieu?

R. Je n'ai aucune information exacte sur ce point, mais j'ai entendu dire que la somme de £250 avoit toujours été accordée à la personne qui tient cette place, quoiqu'il lui en fût payé une partie sous la dénomination d'Inspecteur de Police.

47. Q. Quelles dépenses casuelles entend-on couvrir par l'estimation pour le service public dans les Cours de Justice?

R. Ceci n'a point été expliqué par l'Inspecteur des Comptes au Comité du Conseil auquel l'estimation a été référée; et il m'a été impossible d'en avoir une explication de lui. Mais je crois que les charges faites par le Procureur Général et les autres officiers en loi de la Couronne sont les principales charges casuelles que l'on entend couvrir par cet item.

48. Q. Quelles sont les formalités requises avant d'expédier les Warrants en faveur des Pensionnaires?

R. Lorsque les parties ne résident point dans la Province, on exige généralement un certificat de vie et l'existence d'une autorité pour la pension. Quant aux petites pensions au-dessous de £25, elles n'étoient point payées par Warrant, mais sur une liste d'icelles envoyée au Receveur-Général, avec ordre de les payer sur la demande des parties. A la fin on créditoit le Receveur-Général pour les sommes seulement pour lesquelles il produisoit des reçus des parties ou de leurs procureurs. Plusieurs personnes après leur décès sont restées sur la liste des pensionnaires, parce que le ci-devant Receveur-Général a omis pendant plusieurs années d'envoyer son compte des paiemens faits par lui pour ces pensions. Le Receveur-Général actuel a eu néanmoins permission de refuser de faire aucun paiement à moins qu'il ne lui soit expédié un Warrant. Je crois qu'il est maintenant du devoir du Greffier du Conseil qui fait les Warrants de voir qu'il y ait des certificats de vie dans tous les cas où le pensionnaire est absent de la Province, et encore plus celui de l'Inspecteur des Comptes publics qui les contresigne, ce qui est, à ce que j'ai entendu dire, le contrôle requis par le Gouvernement, afin qu'aucun Warrant ne soit expédié irrégulièrement.

49. Q. Pouvez-vous dire la nature des services que l'Arpenteur Général est appelé à rendre au Gouvernement hors de son bureau?

R. Les devoirs de l'Arpenteur-Général hors de son bureau sont censés comprendre aussi ceux qui sont remplis par son Député ou ses Députés. Ils consistent à mesurer et arpenter des terres en cette Province. Il est sujet à être demandé pour les principales opérations scientifiques de l'arpentage, la vérification des lignes entre les terres de la Couronne et les propriétés des individus, pour surveiller la distribution des terres aux miliciens et aux émigrés dans les Townships de cette Province, plus particulièrement dans ceux qui sont sous agence. Quant au détail des devoirs remplis dans ces cas, on peut voir la première partie du Rapport de l'Arpenteur Général concernant son tour officiel l'été dernier, et aussi une copie du Tableau des Honoraires, quant à ceux dont cet officier jouit depuis le période où ces honoraires ont été établis par l'ordonnance du Gouverneur et du Conseil Législatif, passée dans la vingtième année de George Trois, chapitre trois, duquel document je mets copie devant le Comité. (Voyez Appendix D.)

50. Q. Quel contrôle y a-t-il sur les paiemens aux miliciens blessés et aux familles de ceux qui ont été tués durant la dernière guerre avec les Etats-Unis?

R. Par la loi qui oblige l'Adjudant Général des Milices à payer une pension aux miliciens blessés, cet officier est requis de faire, dans les mois d'Avril et d'Octobre de chaque année, une liste des paiemens à faire dans les mois de Mai et de Novembre suivans, lesquels paiemens lui sont avancés sur cette liste par un Warrant à compte; et il est requis de plus par la loi de présenter un compte des paiemens qu'il a faits chaque année, appuyés des reçus des miliciens ou de leurs procureurs, afin d'obtenir la décharge nécessaire pour les avances qui lui sont ainsi faites.

51. Q. Est-il exigé ou produit par l'Adjudant-Général des milices des certificats de vie ou autres certificats avant qu'il soit expédié un Warrant pour ces paiemens?

R. Les miliciens sont requis de fournir tous les six mois à l'Adjudant Général des certificats de médecins licenciés, déclarant que leurs blessures les rendent incapables de gagner leur vie. L'Adjudant-Général néanmoins ne se croit pas obligé par la loi de produire ces certificats avec ses comptes.

52. Q. La Province du Haut-Canada paye-t-elle quelque proportion des allowances à l'inspecteur des marchandises au Côteau du Lac, et quelle proportion?

R. La Province du Haut-Canada payoit la moitié des appointemens de l'Inspecteur au Côteau du Lac, en vertu de la 37e George III, chapitre 3, clause 3; mais depuis la mort de M. Wilson, le ci-devant Inspecteur, le gouvernement du Haut-Canada n'ayant point été consulté sur la nomination du présent Inspecteur, a refusé de payer. L'Inspecteur actuel m'a dit qu'il avoit continué à faire les devoirs de l'office qui étoient très-pénibles et dispendieux pour lui: le Comité pourroit avoir de lui les particularités.

53. Q. Le montant de la dépense en 1820 pour les écoles étoit de £1732 15 9 sterling et le nombre des Maîtres d'Ecole trente-huit: quel est le nombre actuel des Maîtres d'Ecole, et quels sont les plus haut et les plus bas appointemens accordés?

R. J'ai cru de mon devoir de consulter sur ce sujet le Révérend Dr. Mills, Secrétaire de l'Institution Royale, et j'ai appris de lui que d'après un rapport fait à l'Institution Royale, durant que M. le Juge-en-chef Monk étoit Président, en l'année 1819, la dépense de trente-sept Ecoles s'est montée à £1883 10 0 sterling. Le nombre actuel des Maîtres d'Ecole est de cinquante-trois. Il y a trois ou quatre Ecoles vacantes, et il a été expédié des Commissions pour l'érection du double de ce nombre de nouvelles Maisons d'Ecole. Les plus forts appointemens sont de £100 sterling par année, pour Québec et Montréal seulement, auxquels endroits il est bon de remarquer que des Maîtresses d'Ecole sont payées à même ces appointemens; et les appointemens les plus

Appendice
(U.)
4 Mars.

Appendix (U.)
4th March

two instances only, in the Township of Stanstead, are of £11 5 Sterling. The general rate of Salary is £18 Sterling per annum. It is needless to remark that this salary is not intended to constitute the Master's sole support, but merely to operate as an aid and encouragement to the exertions and contributions of the Inhabitants themselves.

54. Q. Are Warrants issued in favor of each Schoolmaster, or are any issued in the name of other persons?

A. Warrants are issued in favor of each Schoolmaster, respectively.

55. Q. Are all the Schoolmasters to whom Salaries are allowed appointed under the Act of the 41st. Geo. III. Cap 17, and under the direction of the Royal Institution? If there are any that are not so, could you name them, and the amount of their Salaries respectively?

A. I believe all the Schoolmasters were appointed under the Act of the 41st. Geo. III, Cap. 17, with the exception perhaps of the Schoolmaster at Quebec. I am inclined to think a Salary of £100 Sterling per annum, was granted to this Schoolmaster previous to the passing of the Act. All the Schoolmasters however are at present under the directions of the Royal Institution.

56. Q. Do you know if there are any of the Schoolmasters receiving Salaries who are not resident or not actually keeping School at the place for which they are stated to be Schoolmasters? Is there any check to prevent the possibility of such an abuse?

A. There is no School Master receiving a Salary who is not actually keeping School at the place where he is stated to be such School Master; the contrary is impossible, as a Report is required in every instance, previous to the issuing of the respective Warrants, from visitors appointed by the Board to superintend the School upon the spot. When the Board of the Royal Institution first entered upon their duties, they found that several persons were receiving Salaries as School Masters who in fact kept no School at all; their attention was immediately directed to so flagrant an abuse, and after due enquiry they were all dismissed. The Secretary to the Royal Institution made some observations as to the misrepresentation which had been circulated against the Institution, owing to this measure: He also added, that—contrary to what is stated by the Gentlemen of the Seminary of Quebec, in their answers to the second Question put by the Committee of the Assembly appointed during its last Session, to enquire into the present state of Education in this Province,—the Roman Catholic Clergy in every instance were requested to superintend the Schools in their respective Parishes, and that so far from the Inhabitants themselves having no voice in the nomination of their School Masters, it is the invariable rule of the Board to consult their wishes, and solicit their recommendation, before any appointment can take place.

FRIDAY, 25th February 1825.

Present: Messieurs Cuvillier, Neilson, Taschereau, Viger and Bourdages.

George Henderson, Keeper of the Quebec Gaol, appeared, and was examined as follows:

1. Q. Of what description are the Perquisites of your Office and what may be their annual average amount?

A. The Perquisites consist of Fees upon the discharge of each Prisoner from the Gaol, amounting to five shillings. There are also the following: for Copy of a commitment, one shilling; for the Return to a Writ of Habeas Corpus, five shillings; and attendance with the Prisoner on the Return of the Writ, two shillings and sixpence. Owing to the inability of the persons who are discharged, and the seldom occurrence of Writs of Habeas Corpus, the annual average amount of all these may be estimated at between thirty and forty pounds.

2. Q. Under what authority are those fees established and exacted?

A. When I entered into Office, I found that by the usual custom these charges were exacted; and I was further confirmed in that respect by having recourse to an Ordinance of the Governor and Council.

3. Q. What is the actual number of Turnkeys employed in the Gaol at Quebec? what are their names, and do they receive any fees?

A. There is one Turnkey only, named Robert Kidd, assisted by myself—he receives no fees.

4. Q. Does the Physician attending the Gaol at Quebec also attend the Prisoners in the apartments allotted as a House of Correction?

A. Yes.

5. Q. What is the regular allowance of food to the Criminals confined in the Gaol and House of Correction at Quebec?

A. One pound and a half of bread per day, unless when the Physician, in cases of sickness, orders extra Medical comforts, which generally consist of gruel, soups, &c.

GEORGE VANFELSON, Esquire, Advocate General, appeared, and was examined as follows:

1. Q. You are Advocate General of the Province?

A. Yes.

2. Q. What are the duties attached to your Office?

A. There are no particular duties attached to the situation. I am from time to time called upon for opinions conjointly with the Attorney and Solicitor General, and sometimes alone. In the absence of the Attorney General and Solicitor General from the District, I am the Law Officer of the Crown called upon to attend the interests of the Crown in Law matters. I have also frequently been employed as Counsel for the Crown in Civil matters.

3. Q. Are you called upon for legal opinions by Officers of Government without a Special reference from the Executive Council?

A. Never; but generally under a reference from the Civil Secretary's Office.

bas, dans deux cas seulement, dans le township de Stanstead, sont de £11 5 0 sterling. Le taux général des appointemens est de £18 sterling par année. Il est inutile d'observer que ces appointemens ne sont pas donnés comme devant être le seul support des Maîtres, mais seulement comme une aide et un encouragement en addition aux contributions des habitans eux-mêmes.

54. Q. Les Warrants sont ils expédiés en faveur de chaque Maître d'Ecole, ou en est-il expédié au nom d'autres personnes?

R. Les Warrants sont expédiés en faveur de chaque Maître d'Ecole respectivement.

55. Q. Les Maîtres d'Ecole à qui il est accordé des appointemens sont-ils tous nommés en vertu de l'Acte de la 41e George III, chapitre 17, et sous la direction de l'Institution Royale? S'il y en a qui ne le sont pas, pourriez-vous les nommer, et dire le montant de leurs appointemens respectifs?

R. Je crois que tous les Maîtres d'Ecole ont été nommés en vertu de l'Acte de la 41e George III, chapitre 17, à l'exception peut-être du Maître d'Ecole à Québec. Je suis porté à croire que les appointemens de £100 sterling par année ont été accordés à ce Maître d'Ecole avant la passation de l'Acte. Tous les Maîtres néanmoins sont à présent sous la direction de l'Institution Royale.

56. Q. Savez-vous s'il y a des Maîtres d'Ecole qui reçoivent les appointemens et qui ne résident point ou ne tiennent point réellement l'Ecole aux endroits où il est dit qu'ils sont Maîtres d'Ecole? Y a-t-il quelque contrôle pour empêcher la possibilité d'un pareil abus?

R. Il n'y a point de Maître d'Ecole qui reçoit des appointemens qui ne tiennent réellement l'Ecole à l'endroit où il est Maître d'Ecole. Le contraire est impossible, vu que dans tous les cas, avant d'expédier les Warrants respectifs, on exige un rapport des visiteurs nommés par l'Institution pour surveiller l'Ecole. Lorsque l'Institution a commencé à entrer en fonctions, elle a trouvé que plusieurs personnes recevoient des appointemens comme Maîtres d'Ecole, qui dans le fait ne faisoient point du tout l'Ecole. Elle a immédiatement porté son attention sur un aussi grand abus, et après s'être dûment enquis, elle les a tous congédiés. Le Secrétaire de l'Institution Royale a fait quelques observations sur le faux rapport qui avoit été mis en circulation contre l'Institution au sujet de cette mesure. Il a ajouté, en réfutation de ce qui a été dit par les Messieurs du Séminaire de Québec dans leur réponse à la deuxième question mise par le Comité de l'Assemblée nommé durant sa dernière session pour enquirir de l'état actuel de l'éducation en cette Province, que dans tous les cas les Membres du Clergé catholique romain ont été priés de surveiller les Ecoles dans leurs paroisses respectives, et que bien loin que les habitans eux-mêmes n'avoient point de voix dans la nomination de leurs Maîtres d'Ecole, la règle invariable de l'Institution a été de consulter leurs désirs, et de solliciter leur recommandation avant qu'aucune nomination ait lieu.

VENDREDI, 25 Février 1825.

Présens, Messieurs Cuvillier, Neilson, Viger, Bourdages et Taschereau.

George Henderson, Geolier de Québec, a comparu et a été examiné comme suit:

1. Q. De quelle description sont les émolumens de votre office, et quel peut en être le montant annuel, l'un dans l'autre?

R. Les émolumens consistent en honoraires sur l'élargissement de chaque prisonnier, qui sont de cinq schelings. Il y a aussi les suivans: pour la copie d'un décret d'emprisonnement, un scheling; pour le retour d'un Writ d'Habeas Corpus, cinq schelings, et pour accompagner le prisonnier sur le retour du Writ, deux schelings et demi. Vu le peu de personnes élargies en état de payer, et la rareté des Writs d'Habeas Corpus, le montant annuel de tous ces honoraires peut être estimé, l'un dans l'autre, à environ trente à quarante livres.

2. Q. En vertu de quelle autorité ces honoraires sont-ils établis et exigés?

R. Lorsque je suis entré en office, j'ai trouvé que c'étoit la coutume d'exiger ces honoraires, et je m'y suis trouvé autorisé de plus en ayant recours à une ordonnance du Gouverneur et du Conseil.

3. Q. Quel est le nombre actuel de guichetiers employés dans la prison de Québec; quels sont leurs noms, et reçoivent-ils aucuns honoraires?

R. Il n'y a qu'un guichetier qui se nomme Robert Kidd; c'est moi qui l'assiste; il ne reçoit aucun honoraire.

4. Q. Le médecin de la prison à Québec soigne-t-il aussi les prisonniers dans les appartemens employés comme maison de correction?

R. Oui.

5. Q. Quelle est l'allowance régulière de nourriture des criminels renfermés dans la prison et dans la maison de correction à Québec?

R. Une livre et demie de pain par jour, à moins que le médecin, dans des cas de maladie, n'ordonne quelques douceurs de plus, qui consistent généralement en gruau, soupe, &c.

George Vanfelson, écuyer, avocat-général, a comparu, et a été examiné comme suit:

1. Q. Vous êtes avocat-général de la Province?

R. Oui.

2. Q. Quels sont les devoirs attachés à votre office?

R. Il n'y a aucun devoir particulier attaché à la situation. Je suis requis de tems à autre de donner mon opinion conjointement avec le procureur et le solliciteur-général, et quelquefois seul. En l'absence du procureur et du solliciteur-général du district, je suis l'officier en loi de la couronne chargé de veiller aux intérêts de la couronne dans les affaires de loi. J'ai aussi été employé fréquemment comme conseil pour la couronne en matières civiles.

3. Q. Etes-vous souvent requis de donner des opinions légales par des officiers du gouvernement sans une référence spéciale du Conseil Exécutif?

R. Jamais; mais généralement en vertu d'une référence du bureau du secrétaire civil.

Appendice (U.)
4e. Mars.

Appendix
(U.)

4th March

4. Q. Are there any fees attached to your Office, what is their description and their annual average amount?

A. The fees attached to the Office of Advocate General are at the present time similar to those of the Attorney General, and have been so ever since a Salary has been attached to the Office. They are received by me under a Report of the Executive Council, sanctioned by the Governor in Chief. Previous to the Salary being attached to the Office, the Fees allowed the Advocate General were higher, and were regulated by a previous Report of the Executive Council, also approved by the Governor in Chief. The amount of Fees have considerably varied from the time of my appointment up to this day, as appears by the various Statements of the Public Expenditure which have been submitted to the Legislature.

5. Q. Can you inform the Committee what are the cases in which the Attorney General is entitled to fees from individuals, for draughts of every Instrument under the Great Seal?

A. He is entitled to fees on all draughts of patents for Lands, and on all draughts of Commissions, Instruments, and Patents for *amortissements*, and in all other cases wherein Patents issue in favour of individuals, and where the Crown has no interest, he is entitled to the same Fees, which are Forty shillings. Besides this Fee, the Attorney General frequently makes a further charge of Five Guineas for the examination of the several papers which generally accompany the Petitions in such cases, such for example, as *Lettres de Terrier*, and this Fee includes the Report which he makes to the Governor &c.

6. Q. Does your Salary date from the period of your appointment to office?

A. My Salary only dates from 1st November 1823.

7. Q. Are you ever called upon to assist the Attorney or Solicitor General in Criminal Prosecutions?

A. No.

8. Q. Of what description are the Civil Prosecutions, which you are called upon to attend to?

A. They are generally upon Special matters, such as in actions of *revendication*, *Bornage*, and special cases for the recovery of Debts due to the Crown.

9. Q. Do you know of any instance where Costs have been recovered from Individuals in suits on the part of the Crown?

A. Yes, in all cases of *Lods et Ventes* particularly, and generally in all matters of debt where the Defendant is solvent.

10. Q. What are the description of suits wherein the King receives no Costs?

A. I do not recollect of any, but I should think there are few in civil matters.

11. Q. Look at these Accounts marked E. and F, and say if the Actions therein mentioned are of the nature of those wherein Costs are recoverable from Defendants? (See Appendix E. and F.)

A. From a perusal of the account marked E, the description of Actions do not appear; but as far as I recollect, these Actions were *en Bornage*, and were dismissed: had they been supported, it would have been discretionary with the Court to have awarded Costs to the Crown, or to have divided them, as is generally the case in Actions of this description. As to the Account marked F, I can afford to the Committee no satisfactory information.

12. Q. Do you know what Fees are received by the Criers of the several Courts of King's Bench of this Province?

A. The Crier at Quebec receives for the Entry of all cases of the first class, three shilling and four pence; for the second class, two shillings and six pence; for the third class, one shilling and eight pence; and for the fourth class, one shilling and three pence.

Thomas Douglass, Esquire, appeared, and was examined as follows:

Q. You are one of the Joint Clerks of the Crown in Chancery?

A. Yes.

Q. Do you execute the duties of your Office in person?

A. Yes.

Q. Are you assisted therein by your associate?

A. On all occasions.

A.

QUEBEC, 28th February 1825.

Sir,

I have to acknowledge the receipt of your Letter dated this day, requesting me to furnish the Committee on the Public Accounts, with a Statement of the monies actually in the Public Chest, and also a Statement of the probable demands thereon, and what sums may be expected to come into it between this time and the first of May next.

On the first head, the information might be given immediately, but I am obliged to observe to you that I cannot consider myself at liberty to furnish any Statements relative to my Public Accounts, until I shall receive Orders from His Excellency the Lieutenant Governor for that purpose. On those subjects respecting the future, I have not the means of forming any calculation, and consequently it will not under any circumstances be in my power to furnish the Committee with the information required.

I am, Sir,

Your most obedient humble Servant.

(Signed)

J. HALE,
Rec. Genl.

Austin Cuivillier, Esqr. &c. &c. &c.

Appendice
(U.)

4e. Mars.

4. Q. Y a-t-il aucun honoraire attaché à votre office, et quelle en est la description, et le montant annuel l'un dans l'autre?

R. Les honoraires attachés à l'office de l'avocat-général sont maintenant semblables à ceux du procureur-général, et l'ont été depuis qu'il y a eu des appointemens attachés à l'office. Je les reçois en vertu d'un rapport du Conseil Exécutif sanctionné par le Gouverneur-en-chef. Avant qu'il y eût des appointemens attachés à l'office, les honoraires accordés à l'avocat-général étoient plus forts, et étoient réglés par un rapport antérieur du Conseil Exécutif approuvé par le Gouverneur-en-chef. Le montant des honoraires a considérablement varié depuis ma nomination jusqu'à ce jour, ainsi qu'il paroît par les différens états de la dépense qui ont été soumis à la Législature.

5. Q. Pouvez-vous informer le Comité des cas où le Procureur-général a droit à des honoraires de la part des individus pour des projets d'instrumens sous le grand sceau?

R. Il a droit à des honoraires sur tous projets de patentes pour des terres, sur tous projets de commissions, instrumens et patentes pour amortissemens; et dans tous les autres cas où il est expédié des patentes en faveur d'individus, et où la couronne n'a aucun intérêt, il a droit aux mêmes honoraires, qui sont de quaranté schelins. Outre cet honoraire, le Procureur-général charge souvent cinq guinées pour l'examen des différens papiers qui accompagnent généralement les pétitions, tels que par exemple les lettres de terrier, et cet honoraire comprend le rapport qu'il fait au gouverneur.

6. Q. Vos appointemens datent-ils du tems de votre nomination à l'office?

R. Mes appointemens ne datent que du 1er novembre 1823.

7. Q. Etes-vous jamais requis d'assister le Procureur ou le Solliciteur-général dans les poursuites criminelles?

R. Non.

8. Q. De quelle description sont les poursuites civiles que vous êtes requis de faire?

R. Elles sont généralement sur des matières spéciales, telles que dans les actions de revendication, de bornage, et des cas particuliers pour le recouvrement de dettes dues à la Couronne.

9. Q. Avez-vous connoissance de quelque cas où les frais aient été recouverts des individus dans des poursuites de la part de la Couronne?

R. Oui, dans tous les cas de lods et ventes particulièrement, et généralement dans toutes matières de dettes où le défendeur est solvable.

10. Q. Quelle est la description de poursuites où le Roi ne reçoit point de frais?

R. Je ne m'en rappelle aucune, mais je crois qu'il y en a peu en matières civiles.

11. Regardez ces comptes marqués E et F, et dites si les actions y mentionnées sont de la nature de celles où les frais sont recouvrables du défendeur? (voyez Appendice E et F.)

R. D'après un examen du compte marqué E, la description des actions ne paroît pas; mais autant que je puis me rappeler, ces actions étoient en bornage et ont été déboutées; si elles eussent été maintenues, il eût été à la discrétion de la Cour d'adjuger les frais à la Couronne ou de les partager comme c'est généralement le cas dans les actions de cette description. Quant au compte marqué F, je ne puis donner au Comité aucune information satisfaisante.

12. Q. Savez-vous quels honoraires reçoivent les Huissiers-Audenciers des différentes Cours du Banc du Roi de cette Province?

R. L'Huissier-Audencier de Québec reçoit pour l'entrée de toutes les causes de la première classe, trois schelings et huit sols; de la deuxième classe, deux schelings et demi; de la troisième classe, un scheling et seize sols; et de la quatrième classe, un scheling et six sols.

THOMAS DOUGLASS, Ecuyer, a comparu, et a été examiné comme suit:

Q. Vous êtes un des Greffiers de la Couronne en Chancellerie?

R. Oui.

Q. Remplissez-vous les devoirs de votre office en personne?

R. Oui.

Q. Etes-vous aidé dans vos devoirs par votre associé?

R. Dans toutes les occasions.

A.

QUEBEC, 23 Février 1825.

Monsieur,

J'ai à accuser la réception de votre lettre datée de ce jour, me priant de fournir au Comité sur les Comptes publics un état des argens actuellement dans la Caisse publique, et aussi un état des demandes probables contre icelle, et quelle somme on peut espérer y devoir entrer d'ici jusqu'au premier Mai prochain.

Sur le premier objet, l'information pourroit être donnée immédiatement, mais je suis obligé de vous observer que je ne puis me considérer en liberté de donner aucun état de mes Comptes publics que je n'aie reçu des ordres de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur à ce sujet.

Quant à ce qui regarde le futur, je n'ai pas le moyen de faire aucun calcul, et en conséquence, dans quelque circonstance que ce soit, il ne sera pas en mon pouvoir de fournir au Comité l'information requise.

Je suis, Monsieur,

votre très-humble et obéissant serviteur,

(Signé)

J. HALE,
Recev.-Génl.

Austin Cuivillier, Ecuyer, &c. &c. &c.

Appendix

B.

(U.) Table of Fees to the Attorney General of Lower Canada, approved 4th March by His Excellency the Lieutenant Governor in Council, 5th January 1802.

(In Criminal Cases)

For all business preparatory to the Trial as well in Court as out of Court, comprehending the examination of depositions and witnesses (previous to drawing the Bill of Indictment) and for his fee for conducting the Trial to Judgment, Sterlg. £5 5 0

For his Draft and engrossed Copy of every Indictment and Parchment, so long as the Attorney General continues to do this duty, 2 0 0
£7 5 0

(In Civil Cases.)

For every official opinion in Writing, £1 16 0
For the Draft of every Proclamation, 1 16 0
For the Draft of every Instrument under the Great Seal upon which he is not entitled to his Fee from any individual, 1 16 0
For the Draft of every Instrument under the Governor's Seal at Arms, a quantum meruit not to exceed, 1 1 0

(In Civil Causes.)

That in all Civil Causes conducted by him in behalf of His Majesty, he be permitted to bring in his Account against Government, in the same manner as other Practitioners are entitled to make out their accounts against their individual Clients for Services which may not have been allowed in taxation of Costs, as between party and party, but subject in like manner to taxation by the Judges.

Certified,

(Signed) H. W. RYLAND.

C.

CASTLE OF ST. LEWIS,
Quebec, 24th February 1824.

Sir,

I am directed by His Excellency the Lieutenant Governor to desire that you will appear and act for the Crown, (in the absence of the Attorney General at Montreal) upon a *Habeas Corpus* which His Excellency is informed is about to be sued out on behalf of Mr. A. Gogy, committed to Prison this day, upon a Criminal charge.

I have the honor to be,

Sir,

Your most obedient humble Servant,
(Signed) A. W. COCHRAN, Secy.

The Advocate General.

Certified, A True Copy,
(Signed) BERNARD HALE,
Secretary Com. of Audit.

D.

The Surveyor General.

When the Surveyor General or his Deputy is employed in the Service of His Majesty's Subjects.

For Surveying either in Town or Country, per day, £0 15 0
For drawing the Plan of a Lot in Town, and Duplicate, together with the Report or Certificate, 1 3 4
For drawing the Plan of a Seignior, after having been Surveyed, and the Duplicate, with the Report or Certificate, and recording the same, 2 6 8
Surveyors of Lands having the Governor's Special Commission.
For Surveying per day, 0 7 6
For each Land mark laid down, on furnishing his Verbal process thereof, and a Plan to the party, together with a Duplicate to be lodged in the Surveyor General's Office, 0 1 3

E.

The Province of Lower-Canada.

To C. R. OGDEN, K. C. Actg. Atty. Genl.
District of Three-Rivers.

To Costs and Disbursements in Cause No. 248, Dom. Rex. vs. Joseph Badeaux and Pierre Gouin, £15 1 1½
To Costs and Disbursements in Cause No. 249, Dom. Rex. vs. Jean Baptiste Lozeau et al. 15 10 1½
To Costs and Disbursements in Cause No. 110, Dom. Rex. vs. Jean Baptiste Lozeau et al. 15 13 6
To Costs and Disbursements in Cause in Appeal, Dom. Rex. vs. Jean Baptiste Lozeau et al. 35 0 8

Currency, £81 5 5

Quebec, January 1823.

Examined with remarks.

Signed

JOS. CARY,
Actg. I. G. P. Accts

10s. deducted.

B.

Tableau des Honoraires du Procureur-Général, approuvé par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le 5 Janvier 1802.

Dans les Causes Criminelles.

Pour toutes affaires préparatoires au procès tant en cour que hors de cour, y comprenant l'examen des dépositions et des témoins (avant de dresser l'acte d'accusation), et pour ses honoraires pour amener le procès à jugement,

Sterling.
£5 5 0

Pour le projet et une copie grossoyée de chaque accusation, et pour le parchemin, tant que le Procureur-Général continuera à remplir ce devoir,

2 0 0

£7 5 0

Dans les affaires Civiles.

Pour toute opinion officielle par écrit,
Pour le projet de toute proclamation,
Pour le projet de tout instrument sous le grand sceau, sur lequel il n'a point droit de retirer d'honoraires d'aucun individu,

£1 16 0

1 16 0

1 16 0

Pour le projet de tout instrument sous le sceau des armes du Gouverneur, un quantum meruit n'excédant point

1 1 0

Dans les Causes Civiles.

Que dans toutes les Causes civiles conduites par lui pour Sa Majesté, il lui soit permis de faire son compte contre le Gouvernement de la même manière que les autres Praticiens ont droit de faire leurs comptes contre leurs cliens pour des services qui n'auroient pas été inclus dans la taxe des frais, ainsi qu'entre parties, mais sujet de la même manière à être taxé par les Juges.

Certifié,

(Signé)

H. W. RYLAND.

C.

CHATEAU SAINT-LOUIS,
Québec, le 24e. Février 1824.

Monsieur,

J'ai ordre de Son Excellence le Gouverneur-en-chef de vous prier de paroître et agir pour la Couronne (en l'absence du Procureur-Général, qui est à Montréal,) sur un *Habeas Corpus* que Son Excellence a été informé devoir être demandé de la part de Mr. A. Gogy, commis à la prison sur une accusation criminelle.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre très-humble et obéissant serviteur,
(Signé) A. W. COCHRAN, Secr.

A l'Avocat Général.

Bon pour copie.

(Signé) BERNARD HALE,
Secr. Comité d'Audition.

D.

L'Arpenteur-Général.

Lorsque lui ou son député est employé au service des sujets de Sa Majesté.

Pour arpenter tant en ville qu'en campagne, par jour, £0 15 0
Pour tirer le plan d'un emplacement en ville et en donner la copie, ensemble le rapport et certificat, 1 3 4
Pour idem d'une seigneurie après l'avoir arpentée, et en donner la copie, avec le rapport et certificat, et enregistrer, 2 6 8

Les Arpenteurs par commission particulière du Gouverneur.

Pour arpenter, par jour, 0 7 6
Pour chaque borne, en fournissant son procès-verbal, un plan qu'il délivrera à la partie, et pour la copie qu'il déposera au bureau de l'Arpenteur-Général, 0 1 3

E.

La Province du Bas-Canada,

A C. R. OGDEN, C. R. faisant fonction de Procureur Genl., District des Trois-Rivières.

Pour frais et déboursés dans la cause No. 248, Dom. Rex. vs. Joseph Badeaux et Pre. Gouin, £15 1 1½
Pour frais et déboursés dans la cause No. 249, Dom. Rex. vs. Jean-Bte. Lozeau et al. 15 10 1½
Pour frais et déboursés dans la cause No. 110, Dom. Rex. vs. Jean-Bte. Lozeau et al. 15 13 6
Pour frais et déboursés dans la cause en appel, Dom. Rex. vs. Jean-Bte. Lozeau et al. 35 0 8

Courant, £81 5 5

Québec, Janvier 1823.

Examined avec remarques.

(Signé)

JOS. CARY,
F. F. I. G. C. P.

10s. déduits.

Appendice (U.)

4e. Mars.

Appendix
(U.)
4th March

		F.	
The Province of Lower-Canada,			
To C. R. OGDEN, K. C. Actg. Atty. and Solr. Genl. for the District of Three-Rivers.			
1818.	October.	To amount of Bill of Costs taxed, Dom. Rex. vs. James McGarry, as per Voucher No. 1.	£4 8 10
		To amount of Bill of Costs taxed, Dom. Rex. vs. Jacques Bureau, as per Voucher No. 2.	4 8 6
1819.	Jany.	To amount of Bill of Costs taxed, Dom. Rex. vs. James Russel, as per Voucher No. 3.	2 8 6
		To amount of Bill of Costs taxed, Dom. Rex. vs. Mary Morisson, as per Voucher No. 4.	4 16 10
		To amount of Bill of Costs taxed, Dom. Rex. vs. Mary Morisson, as per Voucher No. 5.	4 12 10
		To amount of Bill of Costs taxed, Dom. Rex. vs. Cain Hoyle, as per Voucher No. 6.	4 12 10
	April.	To amount of Bill of Costs taxed, Dom. Rex. vs. Jean Baptiste Hamel, as per Voucher No. 7.	5 16 6
	Octr.	To amount of Bill of Costs taxed, Dom. Rex. vs. Pierre Eudon alias Beaulieu, as per Voucher No. 8.	2 8 6
	July.	To amount of Bill of Costs taxed, Dom. Rex. vs. Louis Girard, as per Voucher No. 9.	4 16 10
			<u>£38 10 2</u>

Three-Rivers, 17th March 1820.

(Signed) C. R. OGDEN,
Atty. and Solr. Genl.

£9 9s. Sterling, allowed.

Examined; Bill No. 8,—1s. overcharged, error in addition.
(Signed) JOS. CARY,
Actg. I. G. P. A.Appendice
(U.)
4e. Mars.

		F.	
La Province du Bas-Canada,			
A C. R. OGDEN, C. R. faisant fonction de Procr. et Solr. Génl. pour le District des Trois-Rivières.			
1818.	Octr.	Pour montant du mémoire de frais taxé, Dom. Rex vs. James McGarry, suivant pièce jus- tificative No. 1.	£4 8 10
		Montant du mémoire de frais taxé, Dom. Rex vs. Jacques Bureau, suivant pièce No. 2.	4 8 6
1819.	Janvr.	Montant du mémoire de frais taxé, Dom. Rex vs. James Russel, suivant pièce No. 3.	2 8 6
		Montant du mémoire de frais taxé, Dom. Rex vs. Mary Morrison, suivant pièce No. 4.	4 16 10
		Montant du mémoire de frais taxé, Dom. Rex vs. Mary Morrison, suivant pièce No. 5.	4 12 10
		Montant du mémoire de frais taxé, Dom. Rex vs. Cain Hoyle, suivant pièce No. 6.	4 12 10
	Avril.	Montant du mémoire de frais taxé, Dom. Rex vs. Jean-Bte. Hamel, suivant pièce No. 7.	5 16 6
	Octr.	Montant du mémoire de frais taxé, Dom. Rex vs. Pierre Eudon dit Beaulieu, suivant pièce No. 8.	2 8 6
	Juillet.	Montant du mémoire de frais taxé, Dom. Rex vs. Louis Girard, suivant pièce No. 9.	4 16 10
			<u>£38 10 2</u>

Trois-Rivières, 17e. Mars 1820.

(Signé) C. R. OGDEN, faisant fonction de Pr.
et Solr. Génl.

£9 9s. sterl. alloués.

Examiné, mémoire No. 8, 1s. surchargé, erreur dans l'addition.
(Signé) JOS. CARY,
F. F. I. G. C. P.STATEMENT OF CASH paid into the hands of JOHN HALE, Esq.,
Receiver General of Lower-Canada, since the 10th October,
1824.Appendix
(W.)
Silh March

		1824.	
Octr.	13.	Received from M. Bostwick, Clerk of the Court in Compton, Duties under the Act 4, Geo. IV. Cap. 3, to 1st Sept. 1824,	£1 4 10½
"	"	Do. from James McDouall, 6 month's Rents of the King's Posts, to 10th inst.,	600 0 0
"	15.	Do. from C. E. Casgrain, Lods et Ventes,	7 3 9
"	27.	Do. from Ph. Panet, Do.,	66 17 6
"	30.	Do. from Wm. Macrae, Collector at St. John, Duties for the Quarter ended 10th October, 1824,	2562 1 5
Nov.	2.	Do. from L. Montizambert, Deputy Provincial Secretary, Duties on Li- cences, for Quarter ended ditto,	398 0 0
"	4.	Do. from Jean Baillargeon, for Lods et Ventes,	13 0 2
"	5.	Do. from Commissary General Tur- quand, amount of Sir Peregrine Mait- land's Warrant, dated 3d Nov., 1824, being on account of and to defray cer- tain charges of the expenditure of this Province not provided for by the Legislature, to be hereafter accounted for to the Lords Commissioners of His Majesty's Treasury; ster. £3180 18 6—	3534 7 2½
"	9.	Do. from F. W. Ermatinger, Sheriff of Montreal, amount of Fines and For- feitures collected by him between 1st July and 10th December, 1823,	124 1 0
"	"	Do. from Do., Balance of accountable Warrants remaining unexpended,	127 11 11
"	4.	Do. from Wm. Trenholm, Clerk of the Court in the Township of Kingsley, Duties under the Act 4, Geo. IV., cap. 3, to 1st Sept., 1824,	1 12 0
"	9.	Do. from M. H. Perceval, Esq., Col- lector at Quebec, for Duties in the Quarter ended 10th Oct., 1824, viz., Under the Imperial Acts, 14, Geo. III. cap. 88, 50,472 1-3 dolls. £12618 1 8	
		3, Geo. IV., Cap. 44 & 45, 157 dolls.	39 5 0
		3, Geo. IV., Cap. 119, 8994 dollars	2248 11 2
			<u>14,905 17 10</u>
"	17.	Do. from John Phillips, Lods et Ventes,	64 7 6
"	18.	Do. from Jonathan Sewell, Do.	27 15 7
Carried forward			<u>£22,434 0 9</u>

ETAT des Deniers payés entre les mains de John Hale, Ecuyer,
Receveur-Général du Bas-Canada, depuis le 10 Oct. 1824.Appendice
(W.)
Se. Mars

		1824.		£ s. d.	
Oct.	13.	Reçu de M. Bostwick, Greffier de la Cour à Compton, pour droits en vertu de la 4e. Geo. IV. chap. 3, jusqu'au 1er. Septembre 1824,	1	4	10½
		De Jas. McDouall, 6 mois de loyer des Postes du Roi, jusqu'au 10e. du courant,	600	0	0
	15.	De C. E. Casgrain, lods et ventes,	7	3	9
	27.	De Ph. Panet, do.	66	17	6
	30.	De Wm. Macrae, Collecteur à St.-Jean, droits pour le quartier échu le 10 Oc- tobre 1824,	2562	1	5
Nov.	2.	De Ls. Montizambert, Député Secrétaire Provincial, droits sur les licences pour le quartier échu ditto,	398	0	0
	4.	De Jean Baillargeon, lods et ventes,	13	0	2
	5.	Du Commissaire-Général Turquand, mon- tant du Warrant de Sir Peregrine Mait- land, daté du 3e. Novembre 1824, étant à compte et pour défrayer certaines par- ties de la dépense de cette Province, auxquelles il n'étoit point pourvu par la Législature, dont il fera rendu compte aux Lords Commissaires de la Trésore- rie de Sa Majesté, Stg. £3180 18 6—	3534	7	2½
	9.	De F. W. Ermatinger, Sheriff de Mont- réal, montant des amendes et confisca- tions perçues par lui entre le 1er. Juil- let et le 10 Décembre 1823,	124	1	0
	"	De ditto, balance de Warrants non dé- pensés, dont il devoit tenir compte,	127	11	11
	4.	De Wm. Trenholm, Greffier de la Cour dans le Township de Kingsley, droits en vertu de l'Acte de la 4ème. Geo. IV. chap. 3, jusqu'au 1er. Sept. 1824,	1	12	0
	9.	De M. H. Perceval, écuyer, Collecteur à Québec, pour droits dans le quartier échu le 10 Octobre 1824, favoir : En vertu des Actes impériaux, 14e. Geo. III. chap. 88, 50,472½ piastres, £12618 1 8			
		3e. Geo. IV. chap. 44 et 45, 157 ditto,	39	5	0
		3e. Geo. IV. chap. 119, 8994 ditto,	2248	11	2
			<u>14905</u>	<u>17</u>	<u>10</u>
	17.	De John Phillips, lods et ventes,	64	7	6
	18.	De Jonathan Sewell, ditto,	27	15	7
Porté ci-contre			<u>£22,434</u>	<u>0</u>	<u>9</u>

Appendix
(W.)
8th March

		Brought forward, £22,439 0 9		
Novr. 18.	Recd. from M. H. Perceval, Esq. Collector at Quebec, Duties under 33d, 35th, and 41st, Geo. III., in the Quarter ended 10th Oct., 1824,	10,112 18 6½		
" 22.	Do. from do. under 53rd & 55th, Geo. III. in do. ended do., £4777 8 4¾			
	Do. under 55th do. in do.	789 18 3		
		<u>5567 6 7¾</u>		
" 23.	Do. from Barbe Robitaille, Lods et Ventes,	7 8 2		
" "	Do. from L. J. Papineau, Esq., to reimburse so much advanced by J. Caldwell, Esq.,	722 4 5		
" 24.	Do. from Jos. Tremblé, Lods et Ventes,	10 7 8½		
" 29.	Do. from Pierre Lavoie, do.	6 7 4		
Dec. 7.	Do. from Jos. Fenwick, Superintendent of the Cul de Sac at Quebec, for Dock Dues received from 6th July 1823, to 10th October 1824,	140 18 10		
" 15.	Do. from J. Simpson, Collector at Côteau du Lac, for Duties in the Quarter ended 10th October 1824,	629 3 1		
" 29.	Do. from L. Fortier, Lods et Ventes,	102 15 7		
" 31.	Do. from Gillespie, Finlay & Co., for account of the Estate of the late John Mure, Esq., 6 months Rent of part of the King's Wharf, to 1st instant,	162 10 0		
1825.				
Jan. 18.	Do. from Frederick East, Naval Officer at Quebec, Pilotage Duties in the Quarter ended 10th October, 1824,	1176 3 9		
" 22.	Do. from Wm. McCrae, Collector at St. John, for Duties in the Quarter ended 5th January, 1825,	4175 6 0		
" "	Do. from do., Seizures in do. ended do.,	62 0 10		
" "	Do. from G. W. Allsopp & E. Hale, Commissioners for Internal Communications for the County of Hampshire, in discharge for so much received by them in advance, by Letters of Credit,	704 7 1		
" 31.	Do. from Moses Hart, Quint on his purchase of Fief Dorvillier, £83 10 8 Interest thereon, pursuant to Judgment of the Court of King's Bench, from 2d April, 1814,	4 3 6		
		<u>87 14 2</u>		
Febry. 1.	Do. from M. H. Perceval, Collector at Quebec, for duties in the quarter ended 5th Jany. 1825, under Sundry Acts, viz: 14th Geo. 3d. Cap. 88, 19,538½ dolls. £4884 12 9½ 3rd, Geo. IV., Cap. 44 & 45, 3½ dolls. 0 15 7½ 3rd, Geo. IV. Cap. 119, 6,050, 18 dolls. 1512 11 11½ 33, 35, & 41, Geo. III. 19276 7 5 Seizures, 12 6 2¼ 55th, Geo. III. 507 13 3 53rd, do. 7666 17 8¼	33,861 4 11		
" 5.	Do. from James Hunt, Lods et Ventes,	31 5 0		
" 8.	Do. from L. Montizambert, Deputy Provincial Secretary, Duties on Licences in the Quarter ended 10th January 1825,	140 0 0		
" 21.	Do. from John Delisle, Clerk of the Peace at Montreal, Fines received by him,	58 11 0		
" 24.	Do. from W. S. Sewell, Sheriff of Quebec, Balance unexpended of accountable Warrant, No. 1747, dated 8th March 1823,	3 16 6		
" "	Do. from do., amount of the accountable Warrant, No. 2152, dated 25th September 1823, unexpended,	100 0 0		
" "	Do. from do., Fines received by him, between Oct. 1823, and April 1824,	33 6 6		
March 4.	Do. from J. O. Brunet, 3 years Quit Rent of a Lot of Ground in the Lower Town of Quebec, to 25th December 1824, at 1s. sterling per annum,	0 3 4		
" 8.	Do. from T. A. Young, Sheriff of Quebec, Balance unexpended on various accountable Warrants,	107 9 3		
	Carried over,	£80437 9 4¾		

		Montant d'autre part, £22439 0 9		Appendice (W.) 8e. Mars.
Nov. 18.	Reçu de M. H. Perceval, Ecuyer, Collecteur à Québec, droits en vertu des 33e. 35e. et 41e. Geo. III. dans le quartier échu le 10 Octobre 1824,	10112 18 6½		
22.	De ditto ditto en vertu des 53e. et 55e. Geo. III. dans ditto échu ditto, £4777 8 4¾			
	Ditto en vertu de la 55e. ditto dans ditto échu ditto,	789 18 3		
		<u>5567 6 7¾</u>		
23.	De Barbe Robitaille, lods et ventes,	7 8 2		
	De L. J. Papineau, Ecuyer, pour rembourser autant qui a été avancé par J. Caldwell, Ecuyer,	722 4 5		
24.	De Jos. Tremblay, lods et ventes,	10 7 8½		
29.	De Pierre Lavoie, ditto,	6 7 4		
Déc. 7.	De Jos. Fenwick, Surintendant du Cul-de-Sac à Québec, pour droits de chantier et de carénage, depuis le 6 Juillet 1823 jusqu'au 10 Octobre 1824,	140 18 10		
15.	De J. Simpson, Collecteur au Côteau du Lac, pour droits dans le quartier échu le 10 Octobre 1824,	629 3 1		
29.	De L. Fortier, lods et ventes,	102 15 7		
31.	De Gillespie, Finlay & Co., pour la succession de feu John Mure, Ecuyer, six mois de loyer d'une partie du Quai du Roi jusqu'au 1er du courant,	162 10 0		
1825.				
Janv. 18.	De Fredk. East, Officier Maritime à Québec, droits de pilotage dans le quartier échu le 10 Octobre 1824,	1176 3 9		
22.	De Wm. Macrae, Collecteur à Saint-Jean, pour droits dans le quartier échu le 5 Janvier 1825,	4175 6 0		
	De ditto, saisies dans ditto échu ditto,	62 0 10		
	De G. W. Allsopp et E. Hale, Commissaires pour les communications intérieures pour le Comté de Hampshire, autant reçu par eux d'avance sur des Lettres de crédit,	704 7 1		
31.	De Moses Hart, Quint sur son acquisition du Fief Dorvillier, £83 10 8 Innérêt sur icelui depuis le 2 Avril 1824, en conformité à un jugement de la cour du banc du Roi,	4 3 6		
		<u>87 14 2</u>		
Févr. 1.	De M. H. Perceval, Collecteur à Québec, pour droits dans le quartier échu le 5 Janvier 1825, en vertu de divers Actes, savoir: 14e. Geo. III. chap. 88, 19538½ piastres, £4884 12 9½ 3e. Geo. IV. chap. 44 et 45, 3½ ditto, 0 15 7½ 3e. Geo. IV. chap. 119, 6050, 18 ditto, 1512 11 11½ 33e. 35e. et 41e. Geo. III. 19276 7 5 Saisies, 12 6 2¼ 55e. Geo. III. 507 13 3 53e. Ditto, 7666 17 8¼	33861 4 11		
5.	De James Hunt, lods et ventes,	31 5 0		
8.	De Ls. Montizambert, Député Secrétaire Provincial, droits sur les licences dans le quartier échu le 10 Janvier 1825,	140 0 0		
21.	De John Delisle, Greffier de la Paix à Montréal, amendes reçues par lui,	58 11 0		
24.	De W. S. Sewell, Schérif de Québec, balance non dépensée d'un Warrant dont il devoit rendre compte, No. 1747, en date du 8 Mars 1823,	3 16 6		
	De ditto, montant d'un Warrant non dépensé dont il devoit rendre compte, No. 2152, en date du 25 Septembre 1823,	100 0 0		
	De ditto, amendes reçues par lui entre Octobre 1823 et Avril 1824,	33 6 6		
Mars 4.	De J. O. Brunet, 3 années de rente d'un lot de terre dans la Basse-Ville de Québec, jusqu'au 25 Décembre 1824, à 1s. sterling par année,	0 3 4		
8.	De T. A. Young, Shérif de Québec, balance non dépensée de différens Warrants, dont il devoit rendre compte,	107 9 3		
	Porté ci-contre,	£80437 9 4¾		

<p>Appendix (W.) <i>3th March</i></p>	<p>Brought over, £80,437 9 4½</p> <p>March 8. Recd. from T. A. Young, so much received by him from Mr. Beckworth, 70 0 0</p> <p>“ “ Do. from do., Fines received by him, 32 10 2</p> <p>“ “ Do. from F. W. Ermatinger, Sheriff at Montreal, do. received by him, between 11th December, 1823, and 30th June, 1824, - 87 16 6</p> <p>“ “ Do. from do., do. received between 1st July, and 10th Oct., 1824, - 132 10 0</p> <hr/> <p>Total received since 10th Oct. 1824. Currency, £80,760 6 0¾</p> <p>Add Balance in hands per account, to 10th Oct, 1824, - sterling, £8,302 16 5—9,225 7 1</p> <hr/> <p>£89,985 13 1¾</p> <p>Deduct amount of Payments made on Warrants since 10th Oct., 1824, - sterling, £56,745 7 7—63,050 7 5</p> <hr/> <p>Balance in the Chest. Currency, £26,934 5 8½</p>	<p>Montant d'autre part, £80,437 9 4½</p> <p>Mars 8. Reçu de T. A. Young, Shérif de Québec, autant reçu par lui de Mr. Beckworth, 70 0 0</p> <p>De ditto, Amendes reçues par lui, 32 10 2</p> <p>De F. W. Ermatinger, do. de Montréal, do. reçues par par lui entre le 11 Décembre 1823 et le 30 Juin 1824, 87 16 6</p> <p>De ditto, do. reçues entre le 1er Juillet et le 10 Octobre 1824, 132 10 0</p> <hr/> <p>Total reçu depuis le 10 Octobre 1824, courant £80760 6 0¾</p> <p>A ajouter, la Balance en mains, suivant le Compte, jusqu'au 10 Octobre 1824, sterling £8302 16 5 9225 7 1</p> <hr/> <p>£89985 13 1¾</p> <p>A déduire, le montant des paiemens faits en Warrants, depuis le 10 Octobre 1824, sterling £56745 7 7 63050 7 5</p> <hr/> <p>Balance dans la Caiffe, courant £26934 5 8½</p>	<p>Appendice (W.) <i>8e. Mars</i></p>
---	--	---	---

J. HALE, Recvr. Genl.

Quebec, 6th March, 1825.

Québec, 8 Mars 1825.

J. HALE, Recv. Génl.

WAYS and MEANS to meet the Expenditure of the year commencing the 10th day of October, and the 1st day of November, 1824, and ending at the same periods in 1825.

	Currency.	
Amount paid to the Receiver General since the 10th October, 1824, (as per account annexed),	£80760 6 0¾	
Deduct so much received from the Military Chest,	3534 7 2½	77225 18 10½
Amount paid by the Receiver General, (as per same account),	63050 7 5	
Deduct, Clergy Warrants, paid with the money received from the Military Chest,	3534 7 2½	59516 0 2½
Balance in Receiver General's hands, on 10th October, 1824,		17709 18 7¼
Amount (included in the above sum of £63,050 7 5 currency,) which has been paid on account of the expenses of the year 1825, viz,		9225 7 1
The two Houses of the Legislature,	2000 0 0	
Incidents at the Custom House, Quebec—(Jany. Quarter),	831 11 5	
Sheriff of Montreal, for payment of needy Witnesses in March Term, 1825,	150 0 0	
Prothonotaries, Montreal, for purchase of Fuel for the Court-House,	30 0 0	
The Attorney-General, to obtain the attendance of Crown Witnesses, in March Term at Montreal,	100 0 0	
N. F. Uniacke, for services at Attorney-General at the adjourned Court of Oyer and Terminer held at Montreal in November,—for travelling expenses to Montreal, and for obtaining the attendance of Crown Witnesses,	140 16 8	3252 8 1
Actual amount already received towards paying the Expenses of the year 1825,		30187 13 9½
Amount to be received between this and the first of May next, upon Bonds outstanding, exclusive of the estimated Revenue of the year, and which is applicable to pay the appropriations of 1825,		19120 18 6
Amount to be received for arrears of Rent of the Forges of St. Maurice, exclusive of the estimated Revenue,		750 0 0
Estimated Revenue of the year 1825,	112500 0 0	
Deduct one-fifth for Upper Canada,	22500 0 0	
Amount already received,	90000 0 0	
	23561 13 10½	66438 6 1¾
Total amount of Revenue which may be applied to pay the Expenses of the Province for the year 1825,		£116496 18 5½

T. A. YOUNG,

Inspector General of Public Provincial Accounts.

Quebec, 8th March, 1825.

Appendix (W.) VOIES et MOYENS pour couvrir la dépense de l'année commençant le dixième jour d'Octobre et le premier jour de Novembre 1824 et finissant aux mêmes périodes en 1825. Appendice (W.)

8th March

8e. Mars.

	Courant.			Se. Mars.		
	£	s.	d.	£	s.	d.
Montant payé au Receveur-Général depuis le 10 Octobre 1824, suivant le Compte ci-annexé	80760	6	0 $\frac{3}{4}$			
A déduire, ce qui a été reçu de la Caissé militaire,	3534	7	2 $\frac{1}{2}$			
				77225	18	10 $\frac{1}{4}$
Montant payé par le Receveur-Général, suivant le même Compte,	63050	7	5			
A déduire, les Warrants du Clergé payés avec l'argent reçu de la Caissé militaire,	3534	7	2 $\frac{1}{2}$			
				59516	0	2 $\frac{1}{2}$
Balance entre les mains du Receveur-Général le 10 Octobre 1824,				17709	18	7 $\frac{3}{4}$
Montant (compris dans la dite somme de £63050 7 5 courant) qui a été payé à compte des Dépenses de l'année 1825, savoir :				9225	7	1
Aux deux Chambres de la Législature,	2000	0	0			
Dépenses casuelles de la Douane à Québec, quartier de Janvier,	831	11	5			
Au Schérif de Montréal, pour payer les Témoins indigens, dans le terme de Mars 1825,	150	0	0			
Aux Protonotaires à Montréal, pour acheter du Bois pour la Salle d'Audience,	30	0	0			
Au Procureur-Général, pour faire venir les Témoins de la Couronne, dans le terme de Mars à Montréal,	100	0	0			
N. F. Uniacke, pour services comme Procureur-Général à l'ajournement de la Cour d'Oyer et Terminer tenue à Montréal, en Novembre, pour frais de Voyages à Montréal et pour faire venir les Témoins de la Couronne,	140	16	8			
				3252	8	1
Montant déjà reçu pour payer les Dépenses de l'année 1825,				£30187	13	9 $\frac{3}{4}$
Montant à recevoir d'ici au premier de Mai prochain sur des Obligations, outre le Revenu estimé de l'année et qui peut être employé à payer les Appropriations de 1825,				19120	18	6
Montant à recevoir pour arrérages du Loyer des Forges de Saint-Maurice, outre le Revenu estimé, Revenu estimé de l'année 1825,	112500	0	0	750	0	0
A déduire un cinquième pour le Haut-Canada,	22500	0	0			
				90000	0	0
Montant déjà reçu,	23561	13	10 $\frac{1}{4}$	66438	6	1 $\frac{3}{4}$
Montant entier du Revenu qui peut être employé à payer les Dépenses de la Province pour l'année 1825,				£ 116496	18	5 $\frac{1}{4}$

Québec, 3 Mars 1825.

T. A. YOUNG,
Inspecteur-Général des Comptes publics provinciaux.

HOUSE OF ASSEMBLY,
COMMITTEE ROOM, Thursday 10th March 1825.

Appendix (X.)

10th March

Present:—Messieurs Cuvillier, Taschereau, Quesnel and Bureau.
Mr. Taschereau called to the Chair.
Read the Order of reference.
Ordered, That Mr. Jacques Viger be examined as a witness.
And the said Mr. Jacques Viger forthwith appeared, and the following question was put to him:
Q. Is the existing Road-system susceptible of improvement? are the Laws respecting the same defective? What are the inconveniences thence arising; and have you any plan of improvement to propose to the Committee, especially respecting the Highways of the Cities and of the Parishes in which the Cities are?
Mr. Viger accordingly made answer as follows:
I have been Surveyor of Highways, Streets, Lanes and Bridges for the City and Parish of Montreal during eleven years last past. An assiduous practice of the duties and obligations of that office during all that period, under the direction of zealous and active Magistrates, in an industrious City, among inhabitants distinguished by their good taste, liberality and anxious solicitude to promote and give every encouragement to its progress and improvement of every kind, have in fact led me to discover deficiencies in those Acts, without doubt originally excellent, and to wish that they were in part new modelled in order to render them if possible more analogous to or better adapted to the present time. My small experience in this behalf is chiefly limited to the wants of the City.
My jurisdiction in the County not extending beyond the limits of the single Parish of Montreal, and my predecessor in office, Mr. Louis Charland, having been actively employed during 14 years in giving there the assistance required, little remained there for me to accomplish, and therefore fewer opportunities of forming a judgment wherein those Acts are defective respecting the country parts in general. I have nevertheless ascertained in the course of my practice that it would be beneficial to the Parishes circumjacent to the Cities, were some of the Sections of those Acts reduced, and others corrected. I shall point out the defects, yet with diffidence, and shall propose the amendments with all possible submission to the better judgment and enlightened prudence of the Members of the Committee. I shall also offer some suggestions which, to me at least, appear worthy the attention of the Committee.

CHAMBRE D'ASSEMBLEE,
CHAMBRE DE COMITE', Jeudi, 10 Mars 1825.

PRESENS: Messieurs Cuvillier, Taschereau, Quesnel et Bureau.

M. Taschereau appelé à la chaire.
Lu l'ordre de référence.

Ordonné, Que M. Jacques Viger soit entendu comme témoin.
Et à l'instant le dit Jacques Viger est comparu, et la question suivante lui a été soumise:

Q. Le système actuel des chemins est-il susceptible d'amélioration? les lois qui y ont rapport sont-elles defectueuses? quels sont les inconveniens qui en résultent? et avez-vous quelque plan d'amélioration à proposer à ce Comité, surtout par rapport aux chemins de villes et paroisses de ville?

M. Viger a en conséquence répondu comme suit:
Depuis onze ans je suis Inspecteur des Chemins, Rues, Ruelles et Ponts de la cité et paroisse de Montréal. Une pratique assidue des devoirs et des obligations de cette charge durant tout ce période, sous la direction de Magistrats zélés et actifs, dans une ville industrielle, au milieu d'habitans distingués par leur bon goût, leur libéralité et leur impatiente sollicitude à promouvoir et encourager de toutes manières son avancement, et les améliorations en tous genres, m'ont en effet souvent fait trouver des lacunes dans ces actes, originairement excellens sans doute, et fait désirer qu'on s'occupât de les refondre en partie, pour les rendre, si possible, plus analogues ou convenables aux tems actuels. Mon peu d'expérience sous ce rapport se borne donc principalement aux besoins de la cité.

Ma jurisdiction dans la campagne ne s'étendant pas au-delà des limites de la seule paroisse de Montréal, et mon prédécesseur en office, M. Louis Charland, s'étant activement employé pendant quatorze années à y porter les secours demandés, j'ai eu peu de chose à y faire, et conséquemment moins d'occasion de juger en quoi ces actes sont vicieux relativement à la campagne en général. Je me suis néanmoins convaincu, dans le cours de ma pratique, qu'il y auroit du bien à faire pour les paroisses limitrophes des villes, si l'on élaguoit quelques-unes des clauses de ces actes, et si l'on en corrigeoit quelques autres. J'indiquerai les défauts, avec défiance néanmoins, et proposerai les corrections avec toute soumission possible au meilleur jugement et à la prudence éclairée des membres de Comité. Je ferai aussi quelques suggestions qui, suivant moi au moins, sont dignes de l'attention du Comité.

Appendice (X.)

10e Mars

Appendix
(X.)

10th March

The Town and City.

1. The Ordinance of 1777, "To prevent Accidents by Fire," prohibits the erection, in the Towns, of wooden buildings where-in Fire is to be made, and only permits such Structures in the Suburbs. The destruction of the old walls of Montreal, and the concession to individuals of the ground occupied by them, as well as that of the external Military Reserves, has entirely obliterated those ancient and irregular limits of the Town and Suburbs; and the Ordinance remaining in force has become of difficult and contentious execution. This is an evil which urgently requires a remedy, and the mode of relief is easy. To the peculiar meaning of the Prohibition intended by the Ordinance, that space of ground might be termed the Town which is included within the limits herein after set forth: On the south east the River St. Lawrence, from the centre of La Croix Street to the mouth of the little River, between the Town and the *Sauers Grises*; then that little River from its mouth to the centre of McGill Street; on the south west, the centre of McGill Street, from Commissioner's Square and Ste. Radegonde Street to the intersection of the centre of Craig Street; On the north west, the centre of Craig Street, from Ste. Radegonde Street to the centre of Sanguinet Street, then the centre of that Street from Craig Street to the centre of St. Louis Street, then the centre of the Street last mentioned from Sanguinet Street to the centre of La Croix Street, and finally, on the north east, the centre of La Croix Street, from St. Louis Street to the River St. Lawrence.

2. The limits of the City as fixed by Proclamation of Lieutenant Governor Alured Clarke at the distance of sixty chains [of Gunter] from each of the Gates of the Town are no longer to be distinguished on the spot except by three boundary marks placed by Mr. Saxe in 1799, on three of the sides of the Trapezium which is the figure occupied by the City; but the three lines parallel to the old walls, which those boundary marks are to designate, are not drawn and marked upon the spot by a series of pickets; and the want of these more certain and desirable indications which the Assessors would find in every Street which those lines so marked might visibly intersect, exposes those public and sworn officers, every year, to commit acts of injustice to individuals, or to deprive the City of a certain income due by Law. The Prosecutions in execution of the Road Acts, Rules of Police &c. also require that those lines of division between the City and the Country be well known.

3. Many of the Streets of the City had the same name. Some of them even had two or three different names. The Magistrates of Montreal, in 1817, thought proper to apply themselves to the fixing of the nomenclature of those Streets for the future, as also the limits of each of those Suburbs. The object was to provide against visible inconveniences in the execution of the Laws, and in the Summonses in Prosecutions, and to establish uniformity in the names given in notarial Acts. This project was received with pleasure by the Public, and by some Officers therein interested. It did good, but it also encountered opposition, and did not altogether succeed as it ought to have done. Would it not be expedient to empower the Magistrates to publish that Nomenclature, and those defined limits of the Suburbs, and to order the Sheriff, the Prothonotaries and the Notaries henceforth to conform thereto?

4. The 26th, 27th and 28th Sections of the Act of 1799, direct the making of the Plan of the City of Montreal &c. That Plan was made by Mr. Charland, but was never ratified, so that the Proprietors of Land adjacent to the granted Lots divide those grounds as they chose, which occasions streets to be narrow or to be opened in quite a different direction from that already proposed by the City or by proprietors disposed to sacrifice their views of private interest to more elevated ones of the public good, the embellishment of the City and the benefit of its Inhabitants.* If the Legislature should not think proper to renew these Sections of the Act of 1799, they might at least enact "that every person wishing so to concede, should only do so after having submitted his plan of the proposed distribution, to the Magistrates in Special or Quarter Session, and having obtained the ratification thereof,"—also, that he shall not concede upon those legalized roads, until he shall have caused to be made, by the Surveyor of Roads, a ratified Plan and Procès-Verbal of the level of each of the approved roads.

5. The 44th & 45th Sections of the Act of 1796, assign the mode of opening, widening and straightening the Streets of the City. These improvements may be made upon the Report of a *Jury* of twelve Householdors of the District, sworn to that effect; and the breadth of the street is not to be less than 30 feet. It is well understood that the streets of that breadth and more, which are offered *gratis* to the Magistrates by the proprietors of the

* Note.—About three years ago, I believe, one J. M. Roy wished to concede for building Lots, a meadow belonging to him in the Suburbs of St. Joseph. St. Bonaventure Street, necessary and indispensable to the distribution of that ground, was opened on the North East and South West of that Meadow: all that was wanted, there was to prolong its alignments already fixed. The proprietor, from motives doubtless known to himself, alone persisted in changing the direction of those alignments; and in opening the prolongation of the street upon his ground he did so, in such manner as to cause it to cross that part of the road already settled on the North East. The Town not choosing to permit the new Proprietors to build upon such an alignment, (five Houses were already building there,) was obliged to pay about £300 to purchase the Ground upon which they were going to build, and which they acknowledged should form part of the natural situation of that continuation of St. Bonaventure street.

La ville et cité.

Appendice
(X.)

10 Mars.

1. L'Ordonnance de 1777, "pour prévenir les accidens du feu," défend de construire dans les villes des bâtimens en bois dans lesquels on fait du feu, et ne permet de telles constructions que dans les faubourgs. L'abolition des anciennes murailles de Montréal, et la concession aux particuliers des terrains qu'elles occupoient, ainsi que des réserves militaires extérieures, a entièrement fait disparaître ces anciennes et irrégulières limites de la ville et des faubourgs; et l'Ordonnance, demeurée en force, est devenue d'une exécution difficile et contentieuse. C'est un mal qui demande un pressant remède, facile à apporter. On pourroit appeler *ville*, sous le rapport spécial de la prohibition que veut l'Ordonnance, tout le terrain compris dans les limites suivantes: au sud-est le fleuve Saint-Laurent, depuis le centre de la rue Lacroix jusqu'à l'embouchure de la petite rivière entre la ville et les *Sœurs-Grises*; puis cette petite rivière depuis son embouchure jusqu'au centre de la rue McGill: au sud-ouest, le centre de la rue McGill, de la place des Commissaires et de la rue Sainte-Radegonde jusqu'à intersection du centre de la rue Craig: au nord-ouest, le centre de la rue Craig, depuis la rue Sainte-Radegonde jusqu'au centre de la rue Sanguinet; puis le centre de cette rue, depuis la rue Craig jusqu'au centre de la rue Saint-Louis; puis le centre de cette dernière depuis la rue Sanguinet jusqu'au centre de la rue Lacroix: et finalement, au nord-est, le centre de la rue Lacroix, depuis la rue Saint-Louis jusqu'au fleuve Saint-Laurent.

2. Les limites de la cité, telles que fixées par la Proclamation du Lieutenant-Gouverneur A. Clarke à soixante chaînes de *Gunter* de distance de chacune des portes de ville, ne sont reconnues sur le terrain que par trois bornes posées par M. Saxe en 1799, sur trois des côtés du trapèze qui figure l'étendue de la cité; mais les trois lignes parallèles aux anciennes murailles, que ces bornes doivent servir à indiquer, ne sont pas tracées et marquées sur les lieux par une suite de piquets; et faute de ces indications plus certaines et désirables, que les cotiseurs pourroient rencontrer sur chaque rue que ces lignes ainsi marquées intersecteroient visiblement, ces officiers publics et *assermentés* sont exposés, tous les ans, à commettre des injustices envers les particuliers, ou à priver la ville de certains revenus légalement dus. Les poursuites en exécution des Actes des Chemins, des Réglemens de Police, &c., demandent aussi que ces lignes de division entre la ville et la campagne soient bien connues.

3. Plusieurs des rues de la cité avoient le même nom; quelques-unes même en avoient deux ou trois différens; les Magistrats de Montréal, en 1817, crurent devoir s'occuper de fixer la nomenclature de ces rues pour l'avenir, ainsi que les limites de chacun des faubourgs. Le but étoit de parer à des inconvéniens visibles dans l'exécution des lois, et dans les assignations pour poursuites, et d'établir de l'uniformité dans les noms portés dans les actes notariés. Ce projet a été accueilli avec plaisir par le public et quelques officiers y intéressés; il a produit du bien; mais il a aussi éprouvé des oppositions et n'a pas réussi en entier, comme il auroit dû faire. Ne conviendrait-il pas d'autoriser les Magistrats à publier cette nomenclature et ces limites fixes des faubourgs, et ordonner au schérif, aux protonotaires et aux notaires de s'y conformer à l'avenir?

4. Les clauses 26e, 27e et 28e de l'acte de 1799 ordonnent de lever le plan de la cité de Montréal, &c. Ce plan a été fait par M. Charland, mais n'a jamais été homologué; en sorte que les propriétaires de terrains limitrophes aux emplacements concédés, divisent ces terrains comme ils l'entendent et le veulent; et delà des rues étroites ou ouvertes dans une toute autre direction que celles déjà tracées ou projetées par la ville, ou par des propriétaires disposés à sacrifier leurs vues d'intérêt privé à celles plus relevées du bien public, de l'embellissement de la cité et de l'avantage de ses habitans.* Si la législature ne jugeoit pas à propos de renouveler ces clauses de l'acte de 1799, peut-être au moins pourroit-elle ordonner "que tout particulier désirant ainsi concéder ne pût le faire qu'après avoir soumis son plan de distribution projetée aux magistrats en sessions spéciales ou de quartier, et en avoir obtenu l'homologation".—Aussi, "qu'il ne pût concéder sur ces rues légales, qu'après avoir fait faire, par l'inspecteur des chemins, le plan et procès-verbal homologués du niveau de chacune des rues approuvées."

5. Les clauses 44e et 45e de l'acte de 1796 indiquent la manière d'ouvrir, élargir et redresser les rues de la cité. Ces améliorations peuvent se faire sur le rapport d'un *jury* de douze domiciliés du district, assermentés à cet effet, et la largeur des rues ne doit pas être *moindre de trente pieds*. Est-il bien entendu que les rues de cette largeur et au-delà, qui sont offertes *gratis* aux magistrats par les propriétaires du terrain, peuvent être reçues et

* Note.—Il y a trois ans, je crois, un nommé J. M. Roy voulut concéder en emplacement une prairie à lui appartenante au faubourg Saint-Joseph. La rue Saint-Bonaventure, nécessaire et indispensable à la distribution de ce terrain, étoit ouverte au nord-est et au sud-ouest de cette prairie; il ne s'agissoit donc que d'en prolonger les alignemens déjà fixés: le propriétaire, pour des motifs à lui seul connus sans doute, s'obstina à changer la direction de ces alignemens; et en ouvrant ce prolongement de rue sur son terrain, il le fit de manière à le faire chevaucher avec cette partie de la rue déjà établie au nord-est. La ville ne voulant point permettre aux nouveaux propriétaires de bâtir sur un tel alignement (cinq maisons s'y élevoient déjà), se vit forcée de débourser près de £300 en achat du terrain sur lequel ils alloient bâtir, et qui de leur avis même devoit former partie du site naturel de cette continuation de la rue Saint-Bonaventure.

Appendix
(X.)

10th March

ground, may be received and declared to be *public streets* by the Magistrates, without, in the first instance, having their utility declared by a Jury? Many of our Justices of the Peace do not hold that they can receive such Grants, without the formality last mentioned. All nevertheless perfectly agree, that when payment for the ground is to be proceeded to, and the assessment monies are accordingly to be applied to that purchase, the favorable report of a Jury is necessarily required—and in the latter case, is the verdict of a Jury final or not? or ought it not to be so? There are, at Montreal, some instances of streets which Juries have declared ought to be straightened, &c. and whose verdicts to that effect have been rejected by the Magistrates, who nevertheless had not inspected the spot as the Jury had done, nor taken the oath which the Jury takes in such matters. In addition to this, a Jury, a few years ago, returned a verdict for establishing Chaboillez Square, in the Suburb of St. Joseph: the Magistrates approved the verdict, and I received an order to run the lines of that square, to fix pickets at the angles, and draw up a Procès Verbal of my operation; the proprietor in consequence thereof granted lots upon that square, and fixed the boundaries at the lines which I had established, on taking possession thereof as above. He afterwards (as he is by Law entitled to do,) claimed of the Magistrates the price of his ground; it was refused—because, as it was alleged “the ground is too low; it is liable to be overflowed; these facts have been ascertained since the Jury made their inspection, which Jury ought never to have returned a verdict for establishing Chaboillez Square.” The proprietor is not even now paid. The Magistrates doubtless have it in their power to refer to the Jury the Petition presented to them, for the grant of a Street, a Square, &c., or to reject it, and declare that they will not proceed thereon; but it appears to me that their discretion ought to go no further, much less ought it to be exercised when all legal forms are complied with, as in the above cited case of Chaboillez Square.

Respecting the breadth of the Streets, the words of the Act “not less than thirty feet” ought to be struck out, and the word “forty” or the word “fifty” substituted; and in all cases I would leave it to the Magistrates, or to a Jury, to fix that breadth. The evil intentioned or rapacious proprietor would be prevented from restraining the liberal views either of a neighbour more enlightened than himself, or those of the Town itself. Until now it has been the usage (and such also is the Law) to indemnify in one way or in another the proprietor for the ground furnished for a street. This, considering how confined is the generosity of some proprietors of extensive grounds, and especially the slender income of the City relatively to its wants, has much and powerfully retarded the establishment of several of our Suburbs. Would it, for instance, be too unjust to order, that if in the Town and in those parts of the Suburbs in which the houses are crowded, all the ground of a street ought to be paid for to the Proprietors, at least in places which are thinly settled, and for ground in the City (where streets might easily be opened one hundred feet wide,) Proprietors shall, in future, only require indemnification for such ground taken from them, as shall exactly be thirty feet in breadth? It is time to attend to the making upon these grounds, in the City, Reserves in various places, as public squares, both for utility and embellishment. I conceive that the ground should be paid for, but I should wish the value thereof to be immediately ascertained by a jury, and that it should not be paid for until the lots to be granted upon those squares shall be built upon.

Another source of impediments to the extension of the City is the prohibition made by the Proviso of the 45th Section of the Act of 1796, “to pull down any House or Building, in any case “whatever, nor to take away the Ground of any Court-yard, Garden, or Orchard, for the purpose of laying out any new Street, &c., without the consent of the owner.” This Proviso compelled the citizens of Montreal, in 1816, or 1817, to raise, by subscription among themselves, (a thing which was nevertheless done in three days,) the sum of one thousand two hundred and fifty pounds, in order to obtain a passage through the Court Yard of Mr. D. David, a new communication from St. Paul Street to the Harbour, and all the ground offered and delivered thereafter, for that enormous sum, was only twenty-feet wide. Wherefore should not that Proviso be struck out, and nothing further be left for the decision of a Jury than the *quantum* of the Indemnification to be paid.

Many of our old streets are not thirty feet wide. In the Suburbs, most of the buildings in those narrow streets are of wood. I am persuaded that, in a few years, the new alignment of several of those streets would be rebuilt, were it ordered that the legal breadth in front of the Lot of every existing Proprietor rebuilding his house or setting up his fence again, upon payment to him at the time, by the City, of the price of the ground so taken away in consequence of the new alignment—the price to be immediately fixed as aforesaid, and that of the buildings not to be included. A portion of the annual income of the City might be set aside every year for this purpose; and, if that fund should prove inadequate to the demands of the year, the difference might readily, I am sure, be supplied out of the private funds of our citizens. An instance of success in this respect assures it in others. In 1816, I believe, the Magistrates determined that St.

déclarées *rues publiques* par les magistrats, sans faire au préalable passer le jury pour en déclarer l'utilité? Plusieurs de nos juges de paix ne croient pas pouvoir recevoir de tels dons sans cette dernière formalité. Tous sont bien d'accord, néanmoins, que dès qu'il s'agit de payer le terrain, et d'employer conséquemment les deniers de la cotisation à cet achat, il faut nécessairement le rapport favorable d'un jury: et dans ce dernier cas, le rapport du jury est-il final ou non? ou ne devoit-il pas l'être? Il est à Montréal quelques exemples de rues que des corps de jurés ont déclaré devoir être redressés, &c., et dont les rapports à cet effet ont été rejetés par les magistrats, qui pourtant n'ont point fait de descente sur les lieux comme le jury, ni pris le serment qu'il prend en pareil cas. Il y a plus encore. Un jury, il y a quelques années, établit par son rapport la place Chaboillez, au faubourg Saint-Joseph. Les magistrats approuvent le rapport, et je reçois ordre d'aller marquer les lignes de cette place, planter des piquets aux angles, et dresser procès-verbal de mon opération; le propriétaire concède et borne en conséquence les lots sur cette place aux lignes par moi établies, en en prenant possession comme ci-dessus; il vient ensuite (comme il en a le droit par la loi) demander aux magistrats le prix de son terrain; on le lui refuse, parce que, dit-on, “ce terrain est trop bas; il est sujet à être submergé, on s'est assuré de ces faits depuis la visite du jury, qui n'aurait jamais dû donner un rapport favorable pour l'établissement de la place Chaboillez.” Le propriétaire n'est pas encore payé. Les magistrats doivent sans doute être maîtres de référer au jury la requête qu'on leur présente pour l'octroi d'une rue, d'une place, &c., ou de la rejeter, et dire qu'ils ne procéderont pas sur icelle; mais leur discrétion, selon moi, ne devoit pas aller plus loin, et bien moins s'exercer quand toutes les formes légales sont remplies comme dans le cas plus haut cité de la place Chaboillez.

Relativement à la largeur des rues, les mots de l'acte “pas moins de trente pieds” devoient être effacés et remplacés par ceux “de quarante ou de cinquante pieds,” et je laisserois aux magistrats ou à un jury, dans tous les cas, de fixer cette largeur: alors le propriétaire malveillant ou cupide se verroit hors d'état d'entraver les vues libérales d'un voisin mieux entendu que lui, ou de la ville même. On a jusqu'ici été dans l'habitude (et c'est la loi) d'indemniser d'une manière ou d'autre le propriétaire du sol fourni pour une rue. Ceci, vu le peu de générosité de quelques propriétaires de grands terrains, et la modicité surtout des revenus de la cité comparés avec ses besoins, a grandement et puissamment retardé l'établissement de plusieurs de nos faubourgs. Seroit-il trop injuste d'ordonner, par exemple, que si dans la ville et dans les parties des faubourgs où les habitans sont resserrés, tout le terrain d'une rue doit être payé aux propriétaires, au moins où les établissemens sont clairsemés, et sur les terres dans la cité (où les rues pourroient aisément s'ouvrir de cent pieds de largeur, si l'on vouloit), les propriétaires ne pourront à l'avenir exiger d'indemnité que pour le terrain pris en sus de 30 pieds de largeur? Il est tems de songer à faire sur ces mêmes terres de la cité des réserves en différens lieux pour des places publiques et d'utilité et d'agrément. Je conçois qu'il en faudroit payer le sol, mais je voudrois qu'on en déterminât la valeur immédiatement par jury, et qu'on ne le payât que lorsque les lots à concéder sur ces places seroient bâtis.

Il est en outre une autre source d'entraves à l'agrandissement de la cité; c'est la défense faite par le proviso de la 45e. clause de l'acte de 1796, “de prendre le terrain d'aucune cour, jardin “ou verger à l'effet d'ouvrir une nouvelle rue, &c. sans le consentement du propriétaire.” Ce proviso a forcé les citoyens de Montréal en 1816 ou 1817 à prélever entr'eux (et la chose pourtant s'est faite en trois jours) par souscription, la somme de mille deux cent cinquante livres pour se procurer, à travers la seule cour de M. D. David, une nouvelle communication de la rue Saint-Paul au port; et tout le terrain offert et livré ensuite pour cette somme énorme n'a été que de vingt pieds de largeur. Pourquoi ne pas retrancher ce proviso, et ne pas laisser à un jury de déterminer le *quantum* de l'indemnité à payer?

Plusieurs de nos anciennes rues n'ont pas trente pieds de largeur. Dans les faubourgs, le plus grand nombre des bâties sur ces rues étroites sont en bois. Je suis convaincu qu'on verroit sous peu d'années le nouvel alignement de plusieurs de ces rues rebâti à neuf, si l'on ordoit de le porter à la largeur légale en front du lot de tout propriétaire actuel rebâtissant sa maison ou rétablissant sa clôture, en par la ville lui payant, dans le tems, le prix du terrain ainsi enlevé par le nouvel alignement; ce prix à être fixé immédiatement comme ci-dessus et abstraction faite des bâties. Une portion des revenus annuels de la ville se mettroit tous les ans de côté pour cet objet; et si ce fonds ne suffisoit pas pour les demandes de l'année, le déficit, j'en suis sûr, se puiseroit facilement dans la bourse de nos citoyens. Voilà un succès en ce genre qui m'en garantit d'autres. En 1816, je crois, les magistrats déterminèrent que la rue Saint-Louis (au faubourg

Appendice
(X.)

10 Mars.

Appendix
(X.)
10th March

Louis street, in the Suburb of that name, the breadth of which was not every where the same, should thenceforth be 36 french feet broad. The new alignment passed through almost all the properties south-east of the street, and in particular it took away ten feet from one house, and five feet from another, without any legal means of compelling the proprietors to cede the ground. The improvement was nevertheless completed in less than two years; all the ground not built upon was given up *gratis* to the Town, on condition only of replacing the fences in the new alignment, and the two houses have been placed in the line, in consideration of the moderate sum of One hundred and five pounds, of which the citizens furnished one half.

6. The Sections of the Road Acts which prohibit galleries and other projections ought to be transferred to the new Act consolidating the present ones; but it also ought to be *expressly permitted* to have one step at least to every house, if the proprietor thinks fit to have one. The projection of such a step might even be limited to eight inches, but at least it ought to be permitted, the winter in this country renders it absolutely necessary. Let a perpendicular fall from the elbow to the ground, and it will plainly appear, that a step eight inches broad cannot be an impediment to foot passengers.

7. A Regulation of Police for Montreal obliges all proprietors of building lots or other ground bounded by streets, to keep them enclosed with boards five feet high. This Regulation has been said to be illegal, that it was at least unreasonable, and even tyrannical, inasmuch as it restrained the liberty of the subject, &c. Nevertheless the want of such enclosures on the streets which the Town is causing to be levelled at Montreal, where the soil is so different from that of Quebec, may easily and speedily occasion the deterioration of works of that kind, either by the crumbling down of higher grounds upon the highway, or by the crumbling down of the highway itself upon the lower grounds. Besides, to maintain those enclosures, is to compel the proprietors to cultivate the soil or to build upon it; whereby industry would have been excited and the public revenue augmented. Might not that Regulation form a Section of the new Act?

8. The reconstruction of wharves along the street *des Commissaires*, towards the River St. Lawrence; the construction of a wharf along the beach, from the port to the Church of Bonsecours, and beyond that; the embanking of the little River between the Town and the Grey Sisters, and of that in Craig street; the outlet into the river St. Lawrence by the roads and Papineau square, and by Monarch street, (of such easy execution,) from the little River along the rear of the Quebec suburbs; the construction of public drains under almost all the streets of the City, &c., are so many matters which it is urgently necessary to effect, and which would prove of the utmost possible benefit to the inhabitants of this City, but which the slenderness of the income does not allow to be undertaken. The double wharf required in front of the City might be made by the individuals whose lots are situated along the river St. Lawrence, on permitting the Magistrates to give them emphytheotic leases for a term of a few years; whence would arise a new fund available in future for the City. The embanking of the small Rivers would already be in a great measure completed, (that in Craig street especially) by the proprietors of lots along that street, had in been in the power of the Magistrates to accede to their terms. They offered to advance all the money, in consideration of the annual remission of the amount assessed upon them, until the whole of their disbursements should be made good. With respect to the other works, the necessity for them is so great, that I have no doubt that the persons more immediately interested in their performance will be disposed voluntarily to contribute towards the expense; but the Town cannot assume the application of assistance of every kind at all those places at once, where it may be required: so many are the other wants from the relief of which a portion of their income cannot be withheld. Ought not the assessment to be therefore encreased for a few years, or a loan of money to be sanctioned?

9. The 49th Section of the Act of 1796, permits the Surveyor to remove from Quarries whatever rubbish he requires for the repairs of the Streets, &c. I should also wish, if there be no injustice in exacting it, that the rubbish, or broken and rejected stone, remaining from the construction or repairing of any wall within the City, should become the property of the Town, and that the Proprietor of the building, or the Builder, should be obliged to remove them, at his expense, to such street as the Surveyor should appoint. Might Workmen and Builders be also required to keep their materials and scaffolding within a certain enclosure, as is elsewhere done?

10. The Proviso in a Parentheses, "not being a Garden or an Orchard," in the 42d Section of the Act of 1796, ought to be struck out. It is an impediment to the drainage of several of the Streets in the Suburbs.

11. The 48th Section of the Act of 1796 seems to consider the Surveyors as the *sole judges* of encroachments on the public Highway. It would be important to remove all doubt on this subject.

No impediments, the fewest delays, but little formality, are the basis of a good Police. The Road Acts and the Regulations of Police are defective in this point. There ought to be three or four places in the City where whatever encumbers the streets might be deposited, which ought to be done on view of a Magistrate, the Surveyor, or a Constable, who, in

du même nom), dont la largeur n'étoit pas partout la même, auroit à l'avenir celle de 36 pieds françois. Le nouvel alignement passoit à travers presque toutes les propriétés au sud-est de la rue, et enlevoit surtout *dix pieds* d'une maison et *cinq pieds* d'une autre, sans moyen légal de forcer ces propriétaires à céder ce terrain. Néanmoins cette amélioration s'est complétée en moins de deux années; tout le terrain non bâti a été abandonné *gratis* à la ville, à la charge seulement de reposer les clôtures dans le nouvel alignement; et les deux maisons se sont remises en ligne, moyennant la modique somme de cent cinq livres, dont les citoyens ont fourni une partie.

6. Les clauses des actes des chemins qui défendent les galeries, les perrons, &c. doivent être reportées au nouvel acte consolidant ceux existans; mais il doit être aussi *expressément permis* d'avoir au moins une marche à chaque maison, si le propriétaire juge à propos d'en mettre une. Qu'on dise, si l'on veut, que cette marche ne faillera pas de plus de huit pouces, mais au moins qu'on la permette; l'hiver, dans ce pays, la rend absolument nécessaire. Qu'on descende une perpendiculaire du coude à terre, et l'on verra aisément qu'une marche de huit pouces ne peut pas être un *empêchement* au passage des piétons.

7. Un règlement de police de Montréal oblige tous les propriétaires d'emplacements et autres terrains bornés par des rues, de les tenir clos en planches de cinq pieds de hauteur. On a dit que ce règlement étoit illégal, qu'au moins il étoit irraisonnable et même tyrannique en ce qu'il gênoit la liberté du sujet, &c. Cependant, faute de pouvoir exiger de pareilles clôtures sur les rues que la ville fait niveler à Montréal, où le sol est si différent de Québec, on conçoit combien ces sortes de travaux se peuvent aisément et vite détériorer, soit par les éboulemens sur la voie publique des terrains plus élevés qu'elle, soit par ceux de cette même voie sur les terrains plus bas qu'elle. Maintenir d'ailleurs ces clôtures, c'est forcer le propriétaire à cultiver le terrain ou à bâtir: c'est donc exciter l'industrie, et par cela même augmenter le revenu public. Ne pourroit-on pas transformer ce règlement en une clause du nouvel acte?

8. La reconstruction des quais le long de la rue des Commissaires du côté du fleuve; la construction d'un quai le long de la grève depuis le port jusqu'à l'église de Bonsecours et au-delà; l'encaissement de la petite rivière entre la ville et les Sœurs-Grises, et de celle rue Craig; la décharge dans le fleuve par les chemins et place Papineau et par la rue Monarque (si facile à faire), de la petite rivière sur les derrières du faubourg Québec; la construction de canaux ou égouts publics sous presque toutes les rues de la cité, &c., sont autant d'objets dont l'exécution est pressante et seroit du plus grand avantage possible aux habitans de cette ville, mais que la modicité des revenus ne permet point d'entreprendre. Le double quai demandé en front de la ville pourroit se faire par les particuliers dont les emplacements bordent le fleuve, en permettant aux magistrats de leur louer les grèves à bail emphytheotique de peu d'années; ce qui créeroit pour l'avenir un nouveau fonds pour la ville. L'encaissement des petites rivières seroit déjà fait en grande partie, surtout de celle rue Craig, par les propriétaires d'emplacements sur cette rue, si les magistrats avoient pu accéder à leurs propositions. Ils offroient de faire toutes les avances d'argent, moyennant qu'on leur fit remise tous les ans, jusqu'à parfait paiement de leurs déboursés, du montant de leurs cotisations. Pour les autres travaux, le besoin en est si grand, que je ne doute pas qu'on trouvera les personnes les plus immédiatement intéressées à leur exécution, disposées à contribuer volontairement dans la dépense; mais la ville ne sauroit entreprendre de porter simultanément ses secours en ce genre partout où ils sont requis: il est tant d'autres besoins auxquels elle ne peut refuser quelque portion de ses revenus. Ne faudroit-il donc pas augmenter la cotisation pour quelques années? ou permettre l'emprunt de quelque somme d'argent?

9. La clause 49e. de l'acte de 1796 permet à l'inspecteur d'enlever des carrières tous décombres qu'il lui plaira pour la réparation des chemins, &c. Je voudrois aussi, s'il n'y a pas d'injustice à l'exiger, que les vuidanges, ou pierres cassées et de rebut, qui restent de la construction ou réparation d'une muraille quelconque, dans l'étendue de la cité, fussent la propriété de la ville; et que le propriétaire de la bâtisse, ou l'ouvrier et entrepreneur fût obligé de les transporter à ses frais sur telles des rues que lui indiqueroit l'inspecteur." Ne pourroit-on pas, non plus, exiger des ouvriers et entrepreneurs qu'ils renfermassent leurs matériaux et échafauds dans un certain enclos, comme ça se pratique ailleurs?

10. Le proviso entre parenthèses "n'étant point un jardin ou verger," de la clause 42e de l'acte de 1796, devoit être retranché. Il est préjudiciable à l'égoût de l'eau de plusieurs des rues des faubourgs.

11. La clause 48e de l'acte de 1796 paroît reconnoître les inspecteurs comme seuls juges des empichations sur la voie publique: il seroit important qu'il ny eût pas de doute à ce sujet.

Point d'entraves, moins de délais que possible, peu de formalités, voilà les bases d'une bonne police. Les actes des chemins et les réglemens de police sont defectueux sur ce point. La ville devoit avoir des enclos dans trois ou quatre endroits de la cité, où l'on transporteroit et déposeroit tous embarras quelconques trouvés sur la voie publique, et ce

Appendice
(X.)
10 Mars.

Appendix
(X)
10th March

such case, might forthwith employ, for the purpose, a Carter, at the expense of the Town. Let it be known that a regular sale twice or thrice every week, on a stated day and hour, takes place at those places of deposit of the Wood, Carriages, &c. found in the streets. If the Proprietor claim his property previous to the sale, let it be restored to him upon his paying to the Road Treasurer the amount of the expenses of detention and fine. If he claim it, within three days after the sale, let the balance be paid to him, deducting all expenses. If he do not claim it within those three days, let the whole proceeds of the sale belong to the Town, and let the Treasurer keep a separate account of this new kind of Revenue.

12. The 66th Section of the Act of 1796, enacts, "That the Surveyors of the Cities and Parishes of Quebec and Montreal, shall, and are hereby required, to the best of their judgment, to execute the orders they may from time to time receive from the Justices of the said Cities and Parishes respectively, for making, amending, and repairing the Highways, Streets," &c. And the 33d Section of the Act of 1799, enacts, that they "shall, and are hereby required to obey the directions they may from time to time receive from the Justices of the aforesaid Cities of Quebec and Montreal, regarding the works to be performed under the authority of this Act, or of the afore-mentioned Act passed in the thirty-sixth year of his late Majesty's Reign."

During the first seven or eight years after my entrance into office, the Magistrates of Montreal, in the spring of every year, agreed among themselves, at a Special Meeting convened for the purpose, to divide among themselves the superintendance and management of the various duties imposed upon them by the Provincial Acts. They chose Committees of three Members for the year—one of them attended exclusively to the Markets, another to the Roads, &c. A General Meeting of the Magistrates, in the first instance, prescribed the works for the year: an extraordinary Meeting was convened, if, in the course of the year, any work appeared more necessary than had been supposed, &c. This having been done, the execution remained with the Committee, which alone gave me orders, and to which alone I reported. I was certain to find this Committee every Saturday in the Magistrates apartment to receive my accounts, order their payment, &c. This order of things, while it lasted, produced the best possible effects. It kept up the zeal of the members of the Committee, and excited the emulation of each of them. This plan would be an excellent one to be adopted and recommended in the new Act. It is the only way to avoid contrariety in the orders to the Inspector, given by men, who, under the existing Acts, have equal power to give him orders. The election of such a Committee enables him to know whom *exclusively* he is to obey, to whom he should apply when he wants advice, either for the execution of certain works approved, whether for the repair of a Street, or the immediate building of a Bridge, upon its becoming exceedingly bad or dangerous, &c.

Would it be possible in the new Act to define the duties and obligations of the Surveyors; what duties may be required of them for their Salary of £200, and the kinds of work for which they may claim the benefit of the Tariff mentioned in the Act of 1817?

13. The Town and City of Montreal, according to the limits fixed by the Proclamation of Lieutenant Governor A. Clarke, is a Trapezium 86 arpents long from north-east to south-west, and 42 arpents in its main breadth from south-east to north-west. It is intersected by more than 140 streets and lanes. Such is the extent of the ground under my immediate inspection, both for the execution of the works ordered by the Road Acts and required by virtue of Rules of Police. I am, besides, charged with the direction and superintendance of the Overseers of the nine divisions of the Parish of Montreal. The Committee knows the detail of my duties; let them judge whether I do not require some assistance to fulfil them all, so as to give satisfaction to the public throughout so vast an extent. And the Magistrates, at all times aware of the impossibility of my performing all such duty without aid, granted me an Assistant, with an allowance of £50, until last year. I had no Assistant in 1824, because few works remained to be done, and some Magistrates had called in question the legality of such an application of the funds. All are, nevertheless, of opinion that two Assistants rather than one would be necessary. They also took upon themselves to grant £50 a-year to the High Constable, for three years past, to assist me in carrying into effect the Rules of Police; the Constables in general being required so to do by the Police Act; but without being compellable thereto, no salary being allowed them, nor any penalty for refusal or neglect imposed. I would, therefore, solicit the introduction of a Section into the new Road Act, empowering the Magistrates to give me such Assistants, and to pay them out of the public funds.

In case of sickness, absence, urgent business, why might not I be permitted to choose, at my own expense, a Deputy *pro tempore*, having such powers as I have?

14. Many persons think it sufficient to open streets upon their grounds, and to grant lots along their levels, to render those streets public, or henceforth liable to be repaired and kept in repair by the Town. They so inform their grantees, who having an interest in believing it, speedily require work to be done, and murmur if none be allowed them. This error is the subject of much outcry, ill humour, useless menace, and fruitless representations by the Grand Juries, or the Citizens. The want of a Plan of the City, or of Documents, ascertaining what are the streets and public places at the public charge, has more than once exposed the Magistrates to the risk of acceding to unfounded claims, or of rejecting reasonable ones. I beg to suggest a plan, which I think might remedy more than one inconvenience of this kind.

Let the Magistrates be empowered to take, at the public charge, all the Streets, Lanes, and open places existing at the date of the passing of the new Act. Let the Surveyor be ordered to prepare a plan of each of them according to its length and breadth, and a Procès Verbal setting forth the dimensions and boundaries thereof, the date of the original and the progressive establishment thereof, by whom such portion thereof

à première vue d'un magistrat, de l'inspecteur, ou d'un connétable, qui, dans ce cas, pourroit incontinent employer, aux frais de la ville, un charretier à cet effet. Qu'il soit connu qu'il y a vente régulière deux ou trois fois par semaine, à jour et heure fixés, dans ces lieux de dépôt, des bois, voitures, &c. trouvés dans les rues. Si le propriétaire réclame sa propriété avant la vente, ou qu'elle lui soit remise, en par lui payant au trésorier des chemins le montant des frais, de la garde, et de l'amende; s'il la réclame dans trois jours après la vente, qu'on lui paye la balance, tous frais déduits; s'il ne la réclame pas dans ces trois jours, que tout le produit de la vente appartienne à la ville, et que le trésorier tienne un compte séparé de ce nouveau genre de revenus.

12. La clause 66e de l'acte de 1796 dit, "que les inspecteurs exécuteront au meilleur de leur jugement et capacité, les ordres qu'ils recevront de tems en tems des juges de paix des cités pour faire réparer et entretenir les chemins, rues, &c." Et la clause 33e de l'acte de 1799 dit "qu'ils suivront les directions qu'ils pourront recevoir de tems à autre de ces mêmes juges de paix, à l'égard des travaux à être faits en vertu de cet acte et de celui de 1796."

Durant les sept ou huit premières années de ma pratique, les magistrats de Montréal se sont tous les ans accordés dans une session spéciale, convoquée à cet effet le printemps, à se distribuer entr'eux la surveillance et la conduite des différens devoirs à eux imposés par les actes provinciaux. Ils élevoient des comités de trois membres pour l'année. L'un s'occupoit exclusivement des marchés; l'autre des chemins, &c. Une assemblée générale des magistrats ordonnoient d'abord les travaux de l'année: ou en appelloit un extraordinairement, s'il en survenoit quel-qu'un dans le cours de l'année, qu'on eût omis, qui parût plus essentiel, qu'on n'eût pas prévu, &c. Ceci fait, l'exécution en restoit au comité qui seul avoit des ordres à me donner, à qui seul je fesois rapport, que j'étois certain de rencontrer tous les samedis en la chambre des magistrats pour recevoir mes comptes de la semaine et en ordonner le paiement, &c. Cet ordre de choses, tant qu'il a duré, a produit les meilleurs fruits possibles; il entretenoit le zèle des membres du comité, et excitait l'émulation de chacun d'eux. Ce plan seroit excellent à adopter et à recommander dans le nouvel acte. C'est l'unique moyen d'éviter la contrariété dans les ordres à l'inspecteur de la part d'hommes qui ont par les actes en force un égal droit à lui en donner: l'élection d'un tel comité fait qu'il sait à qui obéir exclusivement, à qui s'adresser dans le besoin d'avis, d'un samedi à l'autre, soit pour l'exécution de certains travaux sanctionnés, soit pour la réparation d'une rue, ou la reconstruction immédiate d'un pont devenu tout-à-coup mauvais ou dangereux, &c.

Seroit-il possible de bien définir dans le nouvel acte les devoirs et les obligations des inspecteurs, ce qu'on a droit d'exiger d'eux pour leur salaire de £200, et les sortes de travaux pour lesquels ils peuvent réclamer l'avantage du tarif dont mention à l'acte de 1817?

13. La ville et cité de Montréal, d'après les limites fixées par la proclamation du lieutenant-gouverneur A. Clarke, est un trapèze de 86 arpens de long, du nord-est au sud-ouest, et de 42 arpens dans sa moyenne largeur, du sud-est au nord-ouest. Elle est percée de plus de 140 rues et ruelles. Voilà l'espace de terrain soumis à mon inspection immédiate, tant pour l'exécution des travaux ordonnés par les actes des chemins, que pour celle des réglemens de police. Je suis en outre chargé de diriger et surveiller les sous-inspecteurs des neuf divisions de la paroisse de Montréal. Le comité connoît le détail de mes devoirs; qu'il juge si je n'ai pas besoin de quelque assistance pour les remplir tous avec satisfaction pour le public, dans une aussi vaste étendue. Aussi les magistrats, de tout tems convaincus de mon impossibilité à le faire sans aide, m'ont jusqu'à l'année dernière accordé un piqueur avec appointement de £50. Je ne l'ai pas eu en 1824, parce qu'il y a eu peu de travaux à faire, et que quelques magistrats ont mis en question la légalité de cette appropriation des deniers de la caisse: tous néanmoins sont d'opinion qu'il seroit plutôt besoin de deux piqueurs que d'un seul. Ils ont aussi pris sur eux d'accorder £50 par an au grand-connétable, depuis trois ans, pour m'assister dans l'exécution des réglemens de police; les connétables en général devant le faire par l'acte de police, mais ne pouvant au resté y être aucunement contraints, manque de salaire d'abord, et ensuite faute de pénalités imposées pour leur refus ou négligence. Je solliciterois donc l'existence d'une clause dans le nouvel acte des chemins, à l'effet d'autoriser les magistrats à me donner ces assistans et à les payer sur les fonds publics.

En cas de maladie, d'absence, de fortes occupations, pourquoi ne me permettrait-on pas de choisir *pro tempore* un député à mes frais, et qui auroit mes pouvoirs?

14. Bien des particuliers croient qu'il leur suffit d'ouvrir des rues sur leur terrain, et de concéder des emplacements sur leurs niveaux, pour que ces rues soient publiques, ou sujettes dès lors à la réparation et à l'entretien de la ville. Ils le donnent à entendre à leurs concessionnaires, qui ayant intérêt à le croire, demandent bientôt des travaux, et murmurent si on ne leur en donne pas. Cette erreur est le sujet de beaucoup de crieries, de mauvaise humeur, d'inutiles menaces, et d'infructueuses représentations de la part des grands-jurés ou des citoyens.

Faute d'un plan de la cité, ou de records particuliers qui constatent les rues et les places à la charge publique, les magistrats courent plus d'une fois les risques d'accorder ou de refuser des demandes injustes ou raisonnables. Je suggérerai un plan qui, je crois, pourra parer à plus d'un inconvénient dans ce genre. Le voici:

Que les magistrats soient autorisés à prendre à la charge publique toutes les rues, ruelles et places ouvertes et existantes au jour de la passation du nouvel acte; que l'inspecteur soit chargé de dresser un plan de chacune d'elles, d'après ses longueur et largeur, et un procès-verbal détaillant, outre ses dimensions, les tenans et aboutissans; la date de son établissement originaire et progressif; qui en a donné telle

Appendice
(X.)
10 Mars.

Appendix
(X.)

10th March

was given, such other portion sold, &c. in fine, every attainable information. I commenced such a work, a few years ago, with some success. Let him take out copies of the Title Deeds if he can procure them, and annex them to the Procès Verbal; and let him then proceed, (as is done by the Grand Voyer for the District,) to deposit that Plan and Procès Verbal in the Office of the Peace, and to proceed for their ratification in the Courts of Quarter Session: Documents would thus be provided for future use. If hereafter such streets be prolonged, or new ones opened, let such prolongations, new Streets and new Squares be deemed public only in so far as the formalities above prescribed shall have been fulfilled, with the addition (if it should so be held proper,) of the sanction of a Jury. Any of the Streets at present existing might also be straightened or widened, upon inspection of the spot, and a Report thereupon by a Jury and by the Surveyor, according to the ratification of the Plan and Procès Verbal of the latter.

The Surveyor ought also alone to be entitled to give building alignments throughout the City, and the revision and correction of his operation ought only to belong to a Jury, whose verdict should be final, and be annexed to the Surveyor's Procès-Verbal of alignment.

15. The plan of a Corporation here follows, which might perhaps obtain the approbation of the Legislature:—Divide the Town and City into ten wards; let the Town contain two of them, as described in the first article of these remarks—one of Point-à-Callière and the Ste. Anne suburbs together, one of St. Joseph or Recollet suburbs, one of St. Antoine suburbs, two of St. Lawrence suburbs, one of St. Louis suburbs, and another of the Quebec or Ste. Mary suburbs. Let citizens who are proprietors of Land in each of those Wards be chosen every two years, by the Grand Juries at the General Quarter Sessions of the Peace, or elected for two years by the tenants within those Wards. Let the Magistrates at a general Meeting, once every year, appoint three among themselves, concurrently with the ten citizens above named, to form a Committee, empowered to determine what works are to be done, and to superintend their execution with the Surveyor, each in his own Ward, to regulate the rate of assessment, &c. Let the Clerk of the Peace be their Clerk, but let them appoint their own Treasurer. Let this Committee have charge of the watching and lighting of the City, the execution of the Rules of Police, and of the Ordinance for preventing accidents by fire. The other Magistrates not belonging to the Committee, ought to be charged with deciding on breaches of the Laws, the ratification of the Plans and Procès-Verbaux made by the Surveyor jointly with the Committee, should it be deemed fit to constitute the latter a permanent Jury for all cases requiring a Jury. Were the people invested with the right of electing those public officers, who might be termed Commissioners or Directors of the public works of the City, such election should be made upon notification by the Magistrates, (published by sound of bell, and posted,) at such places and on such days and at such hour as they shall appoint, and the election ought to be proceeded to in the presence of a Magistrate or of the senior Militia Captain in Town.

16. Ought not the money levied upon each of the suburbs by assessment, capitation, &c., to be applied every year in each of those suburbs, and in addition to this, the balance of the amount levied upon the Town, after deducting a sum sufficient to defray those expenses which are really urgent and indispensable? A determinate portion of the annual revenue of the City should also every year be expended in the purchase of streets, public squares, &c. in these suburbs. It is by opening new communications that the population is encouraged to extend gradually the limits of the City; by ameliorating the old ones, and by causing repairs to be made, and proper assistance to be given to the greatest possible extent, at the places where they are necessary, (and indeed the whole of the City stands in need of these repairs,) that it can be expected that the public in general can be satisfied, and the City funds rapidly replenished. There are instances, in Montreal, of streets in the suburbs being almost entirely rebuilt, and in a much handsomer style than before, and these improvements take their date from the time when the streets were levelled, or side walks made, or the street Macadamized; and in the end the public chest has been the gainer by these repairs and expenses.

17. Might not the maintenance alone, or even the annual repairs of the summer roads, in certain parts of the City, be effected at a low rate and to the advantage of the public, if the Magistrates were empowered to enter into agreements with Contractors to that effect? The Magistrates might contract with individuals for the yearly maintenance or repairs of different parts of the Suburbs, for £20, £25, or £30; but in this case it would be necessary, in addition to the security which the City should require of the Contractors, that a penalty should be imposed, recoverable in a summary manner, upon prosecutions, either by the Surveyor or any other person, against any Contractor becoming negligent or refractory.

18. The Street soil is removed in summer by the Magistrates at the expense of the City, and in winter, the care of the maintenance and repairs of certain roads, is, by the 12th Section of the Act of 1799, imposed on the Magistrates. (See this Section of the Act which authorises the Magistrates to lay out for this purpose, a sum (quite inadequate) not exceeding £20 annually.) In like manner why should not the Magistrates be empowered to contract with individuals for the performance of the two kinds of work last mentioned? Such individuals to be liable to a penalty, to be paid to the City, when convicted of negligence; and such penalty to be recoverable in a summary manner.

19. The owners of large lots of ground in the City not built upon would readily open upon their respective lots more new streets or continuations of streets than they are now in the habit of doing, if they were freed from the burthen of keeping such streets or continuation of streets in repair in Winter, which they are now obliged to do so long as they remain in possession of the lots bordering on such streets. Might not the City undertake to maintain these new streets in good repair for a limited time? The advantages resulting from this would be most beneficial

partic, qui en a vendu telle autre, &c.; enfin tous les renseignements possibles (j'ai déjà commencé un tel ouvrage, il y a peu d'années, et j'ai eu quelque succès); qu'il lève des copies des titres, s'il peut se les procurer, et les annexe au procès-verbal; et qu'ensuite il procède, comme le grand-voyer du district, au dépôt de ce plan et procès-verbal au greffe de la paix, et finalement à leur homologation dans les cours des sessions de quartiers voilà des documents pour l'avenir. Si par la suite ces mêmes rues sont prolongées, si de nouvelles sont ouvertes, que ces prolongations, ces nouvelles rues, et les nouvelles places ne soient reconnues publiques qu'en autant que les formalités indiquées plus haut n'aient été remplies, avec l'addition, si l'on veut, de la sanction d'un jury. Le redressement et l'élargissement d'aucune des rues actuelles, et l'agrandissement des places existantes dans ce moment, pourroient également se faire, après visite et opinion d'un jury et de l'inspecteur, sur homologation du plan et procès-verbal de ce dernier.

L'inspecteur devroit aussi seul avoir le droit de donner les alignemens pour bâtisse dans toute la cité; et la revision et correction de son opération n'appartenir qu'à un jury dont le rapport seroit final, et seroit annexé au procès-verbal d'alignement de l'inspecteur.

15. Voici le plan d'une corporation qui peut-être rencontreroit l'approbation de la législature. Divisez la ville et la cité en dix quartiers; formez-en deux de la ville, telle que décrite à l'article premier de ces observations; un de la Pointe-à-Callière et du faubourg Sainte-Anne réunis; un du faubourg Saint-Joseph ou des Récollets; un du faubourg Saint-Antoine; deux du faubourg Saint-Laurent; un du faubourg Saint-Louis; et un autre, du faubourg Québec ou Sainte-Marie. Que des citoyens propriétaires de biens-fonds dans chacun de ces quartiers soient choisis, tous les deux ans, par les grands-jurés des sessions générales de la paix, ou élus également pour deux ans par les tenanciers de ces mêmes quartiers. Que le corps des magistrats, dans une assemblée générale de chaque année, nomme trois d'entre eux, qui, de concert avec les dix citoyens ci-dessus désignés, forment un comité autorisé à déterminer les travaux à faire, et à en surveiller l'exécution avec l'inspecteur, chacun dans son quartier; à régler le taux de la cotisation, &c. Que le greffier de la paix soit leur greffier, mais qu'ils nomment leur trésorier. Que ce comité soit chargé du guet et de l'éclairage de la cité, de l'exécution des réglemens de police, et de celle de l'ordonnance pour prévenir les accidens du feu. Aux autres magistrats que ceux du comité appartiendra de juger des infractions aux lois, comme d'homologuer les plans et procès-verbaux conjoints de l'inspecteur et de ce comité, si l'on jugeoit à propos d'établir ce dernier comme jury permanent dans tous les cas qui requièrent la nomination d'un corps de jurés. Si l'on donnoit au peuple le droit d'élire ces officiers publics, qu'on pourroit appeler commissaires ou directeurs des travaux publics de la cité, cette élection se feroit sur notification des magistrats (publiée à son de cloche et affichée) en tels lieux et à tels jours et heure qu'ils ordonneroient; et l'élection devroit se faire par et en présence d'un magistrat ou du plus ancien capitaine des milices de la ville.

16. L'argent prélevé sur chacun des faubourgs par cotisation, capitation, &c. ne devroit-il pas être employé sur chacun de ces mêmes faubourgs tous les ans; puis celui de la ville qui excéderoit les travaux vraiment urgens et indispensables? Une portion fixe du revenu de la cité devroit aussi être annuellement appropriée à l'achat de rues, places publiques, &c. dans ces faubourgs. C'est en ouvrant de nouvelles communications qu'on invite journellement la population à s'étendre; en améliorant les anciennes, et distribuant autant que possible les secours et les réparations où besoin (et toute la cité est dans ce dernier cas), qu'on peut se promettre de contenter à peu près tout le monde, et de voir les revenus s'augmenter avec rapidité. Il est des exemples à Montréal de rues presque entièrement rebâties à neuf dans les faubourgs, et beaucoup mieux qu'auparavant, depuis qu'on les a nivelées, qu'on y a fait des trottoirs, ou qu'on en a consolidé la chaussée en pierres cassées. La caisse a gagné à ces travaux et déboursés.

17. Le simple entretien, ou la réparation annuelle des chemins d'été, dans certaines parties de la cité, pourroit peut-être se faire avec économie pour la ville, et avantage général, si les magistrats étoient autorisés à contracter dans ce sens avec des entrepreneurs. Ils pourroient affermer pour l'année, à telle ou telle personne, l'entretien et la réparation de telle ou telle partie de nos faubourgs pour £20, £25 ou £30. Mais il faudroit alors qu'en outre des cautions que la ville exigeroit de tels entrepreneurs pour l'exécution du contrat, et il y eût une pénalité d'imposée, recouvrable journellement sur poursuite de l'inspecteur, ou de toute autre personne, contre l'entrepreneur négligeant ou réfractaire.

18. Les poussières, boues et fumiers des rues de la cité sont enlevés en été par les magistrats aux frais de la ville; et en hiver les magistrats sont chargés par la 12e clause de l'acte de 1799, de l'entretien et réparation de certains chemins (voir cette clause de l'acte qui permet aux magistrats d'employer à cet effet "une somme (insuffisante) n'excédant pas £20 annuellement). Pourquoi encore ne pas autoriser les magistrats à contracter avec des particuliers pour ces deux sortes de travaux, et pour arroser les rues, et ne pas soumettre les entrepreneurs à une pénalité journalière au profit de la ville en cas de négligence?

19. Les grands propriétaires de terrains vacans dans la cité ouvreroient volontiers sur leurs terres plus de rues ou de prolongemens de rues qu'ils ne font au delà des parties déjà concédées, s'ils n'étoient pas tenus à l'entretien dispendieux, en hiver, de ces mêmes rues et prolongemens de rues, tant qu'ils restent en possession des terrains qui les bordent. N'y auroit-il pas moyen de charger la ville de cet entretien pour un certain tems? Le bien qui en résulteroit seroit des plus avantageux à la cité. Tout ce qui vient de la campagne, tout ce qui y va, passe actuellement

Appendice
(X.)

10 Mars.

Appendix
(X.)

10th March

to the City. Every thing that is carried into the Country, or brought from it, now passes necessarily through few streets, the maintenance of which must in consequence be very expensive to the City; in proportion to the increased number of new communications with the Country, the number of passengers through these communications is more generally divided among them, the expense of the repairs &c. is diminished, the unoccupied land is settled, and the public chest is filled. This has been exemplified in a most striking manner in St. Joseph Suburb, where, since three different roads have been made in the same direction instead of one only which there formerly was between the Town and the Prudhomme bridge, many and extensive establishments have sprung up on each of these roads, and the cost of repairing and keeping them in order has dwindled to a mere nothing.

20. Government is in possession of a great deal of property within the City, of this, part is under the management of the Naval Department, part under that of the Engineers, some intrusted to the Commissariat, some occupied by the Garrison: the Officers at the head of these Departments are changed every year and some times oftener, and the Surveyor never knows with certainty to whom to apply, when he is desirous of putting the Road Acts and Regulations of Police into execution. Might not the Town Major, or the Commandant of the Garrison or District, be rendered the persons solely responsible to the public Officer for the maintenance and repairs of the streets on the whole of this property. A house is some times occupied by several tenants, and also by the owner; might not the owner of such house be declared to be the only person responsible for offences against the Road Act with regard to such house, it being always more easy to know the owner than the tenants? And in the case of large buildings of many stories height, occupied by many different tenants, (for the most part strangers in the country and poor) might not all the tenants be declared jointly and severally responsible to the public Officer for the due execution of the law? A few years ago, as many as 109 or 115 souls were living in one house, at the Pointe-à-callière, belonging to P. Berthelet, Esquire, and there is more than one house in the same predicament, within the City. The proper person to be proceeded against in this case, were any breach of the Laws committed by the occupiers of the house, would be unknown. Might not the tenants then be declared liable to imprisonment for a certain time, in default of paying the expenses incurred on prosecution against them for neglect?

The Widows are also the cause of much difficulty, uncertainty and daily expense, and occasion the failure of many prosecutions. According to the present system, it is necessary that the summons should mention their christian names, maiden names, and the names of their deceased husbands; none of their neighbours, friends or acquaintances are disposed to give the necessary information to the public officers: How then is it to be obtained? Might not such defaulters be sued under the names of their husbands, with the addition of *widow*, identifying the particular person meant, in a precise manner, by the description of their property, the number of the house, name of the street, &c. where there are two widows of the same name?

The Road Surveyors, the persons appointed to prevent accidents by fire, the Inspectors of Weights and Measures, the Clerks of the Markets, and many other public officers of this class, who, by their prosecutions against delinquents, encrease the funds appropriated to defray the expenses of the different kinds of work required by the public, not being versed in the Law, are often liable to fail in their prosecutions, and thereby to lose money out of their own pockets, to deprive the public chest of fines lawfully incurred for infractions of the laws satisfactorily proven, and finally to draw on themselves public odium; and all this arises for the most part from some trifling want of formality. All these evils might doubtless be avoided, if the City were allowed to have and retain a Counsel, or if the Solicitor General or King's Counsel in the Towns were empowered by the new Act to conduct these prosecutions.

21. If the rate of the assessment were increased in the Towns, might not the citizens be discharged from the care of the roads in the winter, and these roads be let out to contractors of known solvency, and liable to a pecuniary penalty in case of neglect?

22. The 21st Section of the Act of 1799, which allows personal labour, should be repealed, and the capitation tax put on a new footing, if it be proposed to continue it in the new Act. The clause in question imposing a fine of 5s., in addition to the capitation tax, upon any person who shall not attend at the time and place appointed by the Road Surveyor, to work upon the roads, it follows, that this tax is only paid by the poor and the ignorant, for he who knows the law or can obtain legal advice, can always exempt himself from paying it. This clause is certainly both odious and unjust, and therefore should be struck out. I should not however be of opinion to abolish the capitation Tax, but should think it advisable to raise it to 5s. or 7s. 6d. a head, payable within eight days from the day on which the assessors shall have enrolled the names of the persons liable to pay the same; the masters paying for their servants.

There are, at Montreal, from 1200 to 1500 persons liable to this tax, who would all be found at home in the 8 days after the circuit of the assessors, and who, at 5s. a head, would yield to the public fund a sum of from £300 to £375 annually, or if the tax were 7s. 6d. a head, a sum of from £450 to £562 10s. It is however a matter of doubt whether it be advisable to continue a tax, which bears almost exclusively on the poor.

23. A tax of 20s. on horses kept for pleasure, which should be better defined than it is in the Act which already imposes a tax of 10s. on these animals; a tax of 10s. on all the dogs in the City, without exception; and a further tax of 20s. or 30s. more upon Tavern Licenses, would most powerfully contribute to augment the funds of our Cities. Might not the 24th Section in the Act of 1799, with regard to horses kept by officers of the army, be repealed?

par un bien petit nombre de chemins, dont l'entretien et la réparation est par cela même très-coûteux à la ville; plus il y auroit de communications d'ouvertes, plus le charroi, &c., se diviseroit; plus l'entretien diminuerait; plus les concessions s'étendroient en tous sens, et plus enfin le revenu augmenteroit. On a de cela un exemple bien frappant au faubourg Saint-Joseph, où, depuis qu'on a ouvert trois semblables communications (au lieu d'une seule qu'on y avoit il y a peu d'années, entre la ville et le pont Prud'homme), on a vu de nombreux et grands établissemens se former sur chacune d'elles, et les frais d'entretien d'icelles tomber presque à rien annuellement.

20. Le Roi a différentes possessions dans la cité: l'une appartient à la Marine, une autre au Génie, celle-là au Commissariat, celle-ci à la Garnison, &c. Les officiers à la tête de ces divers départemens changent tous les ans et quelquefois plus souvent, et l'inspecteur ne sait jamais à qui s'adresser avec certitude pour l'exécution des actes des chemins ou des réglemens de police. Pourquoi ne rendroit-on pas le major de ville, ou le commandant de la garnison, ou celui du district, seul responsable envers l'officier public, de l'entretien et de la réparation des chemins sur toutes ces différentes propriétés à la fois? Une maison peut quelquefois renfermer plusieurs occupans dont le propriétaire est un; pourquoi ne pourroit-on pas, dans ce cas, poursuivre constamment et exclusivement ce propriétaire, toujours plus aisé à connoître que ses locataires? Et lorsque l'édifice est spacieux, et à plusieurs étages, et qu'il est rempli de locataires, (le plus souvent inconnus et pauvres) pourquoi encore ne pas rendre tous les locataires solidairement responsables envers l'officier public?

On a compté jusqu'à 109 ou 115 individus il y a quelques années dans une seule maison de la pointe à Callière, appartenant à P. Berthelet, écuyer, et il y en a plus d'une d'à-peu-près aussi bien peuplée que celle-là dans la cité. Qui poursuivre dans ce cas, si ce n'est aucuns des occupans, en les assujettissant à quelques jours de prison, faute de payer les frais de poursuite par eux encourus pour leur négligence? Les veuves sont une autre source de difficultés, d'embarras et de pertes journalières de poursuites intentées. On exige que l'assignation contienne leurs noms de baptême et de famille, et ceux du défunt; personne des voisins, des amis ou des connoissances n'aime à les donner: où donc les prendre? La conséquence est qu'il ne se fait point de poursuite, mais qu'il y a murmure et plainte contre l'officier public. Pourquoi ne pourroit-on pas poursuivre ces sortes de délinquans sous les noms de leurs maris avec l'addition de *veuve*, sauf à identifier la personne d'une manière précise en cour, par la désignation de la propriété, le numéro, le nom de la rue, &c., en cas qu'il y ait deux veuves du même nom.

Les inspecteurs des chemins, ceux pour prévenir les accidens du feu, ceux des poids et mesures, les clerks des marchés, et plusieurs autres de ces officiers publics qui, en poursuivant les délinquans, contribuent par les jugemens qu'ils obtiennent, de tems en tems, à augmenter certains fonds à l'usage public, n'étant point des hommes de loi, sont très-souvent exposés à perdre leurs poursuites, à y mettre de leur argent, à priver la caisse d'amendes justement encourues pour infractions bien constatées, et finalement à s'attirer la défaveur publique; et cela pour n'avoir le plus souvent manqué que dans la forme. Tous ces maux s'éviteroient sans doute si l'on permettoit à la ville d'avoir et de solder son avocat, ou si les solliciteurs ou conseils du Roi dans chacune des villes étoient autorisés par le nouvel acte à faire toutes ces poursuites.

21. Si l'on augmentoit la cotisation des villes, ne pourroit-on pas décharger leurs habitans de l'entretien des chemins en hiver, et le donner ensuite à des contracteurs solvables et amendables?

22. Le travail personnel (clause 21, acte 1799) devrait être aboli entièrement, et la capitation mise sur un autre pied, si l'on veut la conserver dans le nouvel acte.

La clause 21 n'assujettissant qu'à une amende de 5s. et au paiement de la capitation celui qui ne se rend point à l'ordre de l'inspecteur de venir travailler sur les chemins, il s'ensuit que cette corvée n'est donnée que par l'ignorant ou le pauvre; car quiconque connoît la loi ou peut payer l'avis d'un avocat, s'en exemptera toujours. Cette clause est certainement injuste et odieuse, et doit être retranchée. Je n'abandonnerois pas pour cela le droit de capitation; mais je porterois cette taxe à 5s. ou 7s. 6d. par tête, payable dans les huit jours qui suivroient l'enrôlement par les cotiseurs des personnes y sujettes; les maîtres payant pour leurs domestiques. Il y a à Montréal de 1200 à 1500 de ces contribuables, qu'on trouveroit tous chez eux, dans les huit jours qui suivroient la visite des cotiseurs, et qui à 5s. par tête formeroient pour la ville un revenu de £300 à £375, ou celui de £450 à £562 10s. si l'on mettoit 7s. 6d. par tête. Au reste, c'est une question de savoir si on devroit continuer une taxe qui pèse presque exclusivement sur le pauvre.

23. Un droit de 20s. sur les chevaux de luxe, en les définissant un peu mieux qu'on n'a fait par l'acte qui met déjà un droit sur ces animaux; un droit de 10s. sur tous les chiens de la cité sans exception; et 20s. à 30s. de plus sur les licences d'aubergistes, contribueroient puissamment à augmenter les fonds de nos cités. Pourquoi ne pas abroger la clause 24 de l'acte de 1799 relativement aux chevaux tenus par les officiers de l'armée?

Appendice
(X.)

10e Mars.

Appendix
(X.)
10th March

24. By means of Canals that the Montreal Water-Works Company have made and are still making every day under our streets, and which convey the water from the river into the several quarters of the Town, it would be extremely easy to have public reservoirs almost every where. If our Magistrates were empowered to build, in our public squares and elsewhere, reservoirs of this description, at the same time that they would be an ornament to the City, they would prove highly useful to it in case of fire, and be very useful for the watering of the streets in summer, &c.

25. The 33rd Section of the Act of 1796, should be extended to the Surveyors of the Cities and Parishes of Quebec and Montreal. The Commissioners appointed for the demolition of the old walls of Montreal, and the Commissioners of Internal Communications for the Cities and Counties of Quebec and Montreal, have, in their possession, papers, registers, &c. relative to their proceedings and the work performed by them, which should be deposited, if not in the hands of the Surveyors, at least in the Office of the Clerks of the Peace.

26. Your Committee will see by the Copy of the Deed which I now submit, (A) that the Inhabitants of the Town of Montreal, (then known by the name of Ville Marie) obtained from the Seigniors of the Island of Montreal, in 1651, a Concession of 40 arpents of land to be held for the purposes of a Common.

The obligation on the part of the Seigniors to give up this lot of land, is acknowledged by the Gentlemen Ecclesiastics of the Seminary of St. Sulpice, as your Committee will also find on reference to the annexed Extract (B) from their Land Register or *Terrier* No. 545.

By the Deed of Concession the Seigniors reserved to themselves the right of conceding or granting the lot of land then marked out for a Common, on condition that they should grant a lot of similar extent for the same purpose elsewhere. The spot which was the Common in 1651 is now occupied by the buildings and property between St. Paul Street and the River, and the present Common is in the Plains of Ste. Anne. There has not, however, been found any Deed of Concession, or Deed of Exchange for the forty arpents in the Plain in question, if indeed there ever existed any Deed of this description.

Different individuals have seized part of this Common and cultivate it, and it is even reported that Mr. M'Cord has conceded several arpents of it in small lots, (*emplacements*) but this rumour is not authenticated. The Lachine Canal divides this Plain into equal parts. It is high time to think of obtaining possession of this land, and to vest the right of property and superintendance of it in the hands of persons well known, who may be both able and willing to render it of advantage to the City.

As the magistrates, in the present order of things, appear to me to be the natural owners, or rather Curators of the public property of this description, I think it my duty to solicit your Committee to vest, without further delay, in their hands, authority to receive from the Seigniors, the forty arpents, for a Common, granted to the Citizens of Montreal, either in the Plains of Ste. Anne or elsewhere; if the Seigniors still have the free disposal by virtue of titles subsequent in date to the year 1651, or by induction from that of 1651, the magistrates to have power to prosecute all persons who may be found to have encroached upon this lot of land, and compel the owners of property adjoining the same to have a division line drawn by a Surveyor between them, and to turn this Common into a public Square, or divide and let out for the advantage of the City.

27. I shall take the liberty to suggest whether it might not be expedient to consolidate the two Road Acts, or what would be still more desirable, to pass one Act for the Towns and Parishes of Quebec and Montreal, in particular, and another for the Country Parishes.

THE COUNTRY PARISHES.

28. The 26th Section of the Act of 1799, says, "It shall be the duty of the Surveyor (in the Towns) before he proceeds to the levelling, elevating, or paving any Street, Lane, or public Square, or to the opening of any Canal, Water Course or Aqueduct, or to the erection of any Bridge or Causeway, within the said Cities and Parishes of Quebec and Montreal, to make a plan of such Street, Lane or Public Square, Canal, Water Course or Aqueduct, Bridge or Causeway, in which the level and declivity of the same shall be pointed out; such Plan to be accompanied by a Procès Verbal referring thereto, and pointing out the most easy and convenient method of performing the work therein proposed, which Plan and Procès Verbal are to be deposited in the Office, (why not Bureau?) of the Clerk of the Peace of each of the Districts of Quebec and Montreal respectively, and notice (instead of *notification*) shall be given in such manner as the Justices of the Peace may judge more convenient to the owners of property, houses, or other buildings adjoining such Street, Lane, public Square, Canal, Water Course, Aqueduct, Bridge or Causeway, and to all other persons interested in the same, that such Plan and Procès Verbal are so deposited for their inspection, *gratis*, in order that they may, within any time not exceeding one month from such notice, lodge such observations or oppositions as they may have to the contrary, that justice may be done in that behalf, in default of which, the said Plans and Procès Verbaux shall be homologated and put in execution agreeably to their form and tenor."

Many of our Magistrates, many even of the gentlemen of the profession of the Law at Montreal, alledge that the word "*Parishes*" which is used in this Clause, is a mere slip of the pen, "because (say they) there are no streets, lanes or public squares out of the Towns, and consequently the Law could not have contemplated the levelling, elevating or paving of them." Besides (say they) "Water courses or other such like *servitudes* as are applicable only to the country, fall under the Jurisdiction of the Court of King's Bench, and it can never have been intended to allow the Magistrates the right of having cognizance of them." And I, for my part, who view this clause in the light of an enactment, the result of the observations of the traveller, or of the man of science, whose reading has taught him that the greatest Cities were originally no more than small villages, which increasing and extending themselves on all sides, in the course of ages have, in the

24. Au moyen des canaux que la compagnie de l'Aqueduc de Montréal a établis et établit tous les jours sous nos rues, et qui portent l'eau du fleuve dans tous les quartiers de la cité, il seroit extrêmement facile d'avoir des fontaines publiques presque partout. Si nos magistrats étoient autorisés à en construire dans nos places publiques et ailleurs, ces reservoirs, en même tems qu'ils serviroient d'ornement à la ville, lui seroient de la plus grande utilité dans les incendies, et d'une commodité égale pour l'arrosage des rues en été, &c.

25. La 33e. clause de l'acte de 1796 devroit s'étendre jusqu'aux inspecteurs des cités et *paroisses* de Québec et de Montréal. Les commissaires nommés pour la démolition des anciennes murailles de Montréal, et les commissaires des communications intérieures pour les villes et comtés de Québec et de Montréal, ont par-devers eux des papiers, registres, &c., de leurs procédés et de travaux, qui devroient être déposés, sinon chez ces inspecteurs, au moins aux greffes de la paix.

26. Votre Comité verra par la copie du titre que je mets devant lui, (A) que les habitans de la ville de Montréal (alors connue sous le nom de *Ville-Marie*), reçurent des seigneurs de l'île en 1651 une concession de quarante arpents de terre pour *commune*.

L'obligation de la part des seigneurs de fournir ce terrain est reconnue par Messieurs les Ecclésiastiques du Séminaire de Saint-Sulpice, comme votre Comité le verra par l'extrait ci-joint (B) de leur terrier No. 545.

Par le titre de concession les seigneurs se réservoient le droit de concéder le terrain alors approprié à cette commune, en par eux le rendant ailleurs: ils ont fait l'un et l'autre. Le terrain de la commune de 1651 est maintenant occupé par les bâtisses et concessions entre la rue Saint-Paul et le fleuve, et la commune actuelle est dans la plaine Sainte-Anne. Mais on ne trouve pas le titre d'échange ou de concession de ces nouveaux quarante arpents dans cette plaine, si toute fois il a jamais existé.

Différens particuliers se sont emparés de parties de cette commune et les cultivent: on prétend même que M. M'Cord en a concédé plusieurs arpents en emplacements, mais ce n'est pas certain. Le canal de la Chine traverse également cette plaine. Il est grandement tems qu'on songe à s'emparer de ce terrain, et à en remettre la propriété et la gestion en des mains connues et qui sachent et puissent en tirer quelque avantage pour la ville. Comme les magistrats, dans l'état actuel des choses, me paroissent devoir être les maîtres ou dépositaires naturels des propriétés publiques de ce genre, je crois devoir solliciter votre comité de pourvoir, sans plus de délai, à ce qu'ils soient autorisés à recevoir des seigneurs les quarante arpents de commune concédés aux citoyens de Montréal, soit dans la plaine Sainte-Anne ou ailleurs, si les seigneurs en ont encore le libre arbitre par titres subséquens à 1651, ou par induction d'icelui, avec pouvoir de poursuivre les personnes qui ont pu empiéter sur ce terrain, de poursuivre en bornage les voisins, &c., et de transformer cette commune en place publique, ou la diviser et louer au profit de la cité.

27. Je prendrai la liberté de soumettre s'il ne seroit pas convenable de consolider les deux actes des chemins en un seul, ou ce qui seroit plus à désirer encore, de passer un acte particulier pour les villes et paroisses de Québec et de Montréal, et un second pour les autres paroisses de campagne.

La Campagne.

28. La clause 26 de l'acte de 1799 dit: "Et il sera du devoir de l'inspecteur (des villes), avant de procéder à l'aplanissement, élévation, ou pavé d'aucune rue, ruelle ou place publique, ou à l'ouverture d'aucun canal, cours d'eau ou aqueduc, ou à l'érection d'aucun pont ou chaussée dans les dites cités et *paroisses* de Québec et de Montréal, de dresser un plan d'icelle rue, ruelle ou place publique, canal, cours d'eau, aqueduc, pont ou chaussée, représentant leur niveau et déclivité, accompagné d'un procès-verbal, ayant référence au dit plan, sur le mode le plus convenable et expédient pour l'exécution des ouvrages y proposés, lequel plan et procès-verbal seront déposés en l'office (pourquoi pas bureau?) du greffier de la paix de chacun des districts de Québec et de Montréal respectivement, et *notice* (au lieu de *notification*) sera donnée en la manière que les juges de paix trouveront convenable, aux propriétaires de terrains ou maisons, ou autres bâtimens joignant telle rue, ruelle, place publique, canal, cours d'eau, aqueduc, pont ou chaussée, et autres intéressés, que tels plans et procès-verbaux sont ainsi déposés pour leur inspection gratuite, à ce qu'ils aient à faire, sous un délai qui n'excédera pas un mois, leurs observations et oppositions si aucunes ils ont au contraire, pour y être fait droit, sinon les dits plans et procès-verbaux être homologués, et ensuite exécutés selon leur forme et teneur."

Plusieurs de nos magistrats, plusieurs même de nos hommes de loi, à Montréal, prétendent que le mot de *paroisses*, qu'on lit dans cette clause, est un *lapsus pluma*, "parce que", disent-ils, "il n'y a pas de *rues*, *ruelles* ou *places publiques* hors des villes, et qu'on n'a pu conséquemment prévoir à leur *aplanissement*, *élévation* ou *pavé*." "D'ailleurs" ajoutent-ils, "*les cours d'eau* et autres semblables *servitudes rurales* sont du ressort des cours du banc du Roi, et on n'a jamais pu songer à en laisser l'établissement aux magistrats." Mais moi, qui ne vois dans cette clause que le résultat des observations du voyageur, ou de l'homme à qui ses lectures ont pu apprendre que les plus grandes cités n'étoient originairement que de petits villages, qui croissant et s'étendant en tous sens avec les siècles, ont fini par atteindre, et englober dans leurs vastes enceintes actuelles, les hameaux les plus éloignés; je ne vois dans cette clause qu'une conception des plus sages, qu'une prévoyance des mieux

Appendice
(X.)
10e Mars.

Appendix
(X.)
10th March

end, reached and encircled within their now vast precincts, the hamlets, originally far distant from them. I view this Section of the Act as one of the wisest plans ever devised, as a proof of foresight expressly so intended by its author, and I am of opinion that if there were no such Clause, with regard to the Parishes in which the Towns are situate, such a Clause should be inserted in the new Act. The villages of St. Henri, Hochelaga, and the tanneries of the Belairs; are included in the Parish of Montreal. The City already extends as far as Hochelaga, the concessions lately made by Mr. Cadieux on his land on the Côte à Barron, almost already unite the village of the tanneries to the City. The Lachine Canal, the concessions of Messrs. Quesnel and Guy, on the Turnpike road, have rendered the village of St. Henri considerably nearer to the Town; a few years, and then the highways communicating from these villages to the Town will become streets. It is necessary therefore that the owners of property situate in these villages, and in general that all the holders of land in the environs of a City, should have an opportunity of having their plans for laying out and dividing their property, approved of by the competent authority. And to whom are they to be referred, if it is not to the Corporation of the Town itself, that Town, the foundations of part of which they are laying out in anticipation? By what name are the communications which such persons might open on their property, laterally and perpendicularly, to be called, if it is not by the name of streets? Why not reserve on such property sites for public squares? Previous to conceding, why might not the proprietors of this land point out, to the persons taking the lots into which they are subdivided, the level which is afterwards to be established for the fronts of their houses?

The same thing applies to Water Courses, if any there are on such lots, and to Canals and Aqueducts, if any are required under the Streets. The same authority should regulate the performance of these kinds of labour and *servitudes*. Further; why should not the Magistrates, also, on their side, extend beyond the present limits of the Towns (and consequently into the Parishes in which they are situate) the streets belonging to the City, and which terminates at the boundary between the Towns and the Country? I consider this Section so sage, so useful, that I should wish it to be well understood, that in default of such foresight on the part of the owner of lands and lots of land thus situated, the Magistrates might exact that plans of Villages of the kind situated in the environs of the Towns, should be submitted to them for their approval, as soon as, or even before such Villages should become in any degree important, so as to correct any irregularities that may then exist, and to see that the streets be correctly laid out for the future, and that the Reserves which the public utility or the embellishment of the place require, shall be made, and the owners of the lands compelled to observe these regulations in their Concessions. I would most ardently beseech the Committee to consider attentively this last suggestion, and to enquire whether it might not recommend, that the Magistrates of Montreal be authorised to cause, without further delay, plans, in the manner above described, of the three Villages in question, and this at the expense of the City.

29. The *Grand Voyers* of the Districts, and their Deputies, have no jurisdiction over the Parishes of Quebec and Montreal. (See the 38th Section of the Act of 1796, and the 4th Section of that of 1799.) It is in the hands of the Justices of the Peace that is vested the power of regulating the high Roads and Bridges in these Parishes; but in cases where it is necessary to open, alter, straighten, extend, or take away such roads, to make Water Courses, to build Bridges, &c., in a word, to perform any of the functions of the *Grand Voyer* in the Parishes under his jurisdiction, how are the Justices of the Peace to proceed? It is extremely necessary to obtain a clear and precise answer to this question. Let us compare these two Acts, the better to see in what points they differ.

Act of 1796.	Act of 1799.
The Cities and Parishes of Quebec and Montreal were but one and the same thing. The Justices of the Peace divided them into six wards, for each of which they appointed a Sub-Inspector. They also had the nomination of the Surveyor, with a Salary of £10, and subject to different penalties and to be deprived of his Office, if they should see fit. (39th 40th and 41st Sections.)	By this, the Parishes are rendered distinct from the Cities of Quebec and Montreal, and "are again made subject to the general regulations established for the Country Parishes." These Parishes to be divided into such number of wards as shall appear necessary to the Justices of the Peace to establish, and Sub-Inspectors are also appointed for them. The nomination of the Inspector is taken from the Magistrates, and vested in the Governor, "inasmuch as the duties and responsibility of such Surveyor will necessarily become more important under this Act," his Salary, by this Act, is increased to £100, and there is no mention made of any penalty. (1st, 5th, 7th and 26th Sections.)

Power is given to the Justices of the Peace, in the Cities, to regulate the roads, streets and bridges in the Parishes and Cities of Quebec and Montreal. Over these the <i>Grand Voyer</i> has no Jurisdiction. (38th and 39th Sections.)	The same power is given to the Justices of the Peace, and the same exclusion of the <i>Grand Voyer</i> . (4th Section.)
--	---

The right of judging when it is necessary to open a Road, Street, &c. & to build a Bridge in the Cities and Parishes, is vested in a Jury of 12 men domiciliated in the District. (44th and 45th Sections.)	The manner of opening a road or building a bridge both in the Country Parishes and in the Towns, by the verdict of a Jury, seems to me altered (if not expressly at least such appears to be the intention of the Act) by the 5th Section, and to remain in force only with regard to the Towns; inasmuch as the personal
---	---

Personal labour is required

entendues de la part de son auteur; et si cette clause n'existoit pas déjà pour les *paroisses des villes*, elle devoit faire partie du nouvel acte. Les villages Saint-Henri, Hochelaga, et des Tanneries des Belair, sont dans la *paroisse* de Montréal; déjà la ville s'étend jusqu'à Hochelaga; les concessions faites dernièrement par M. Cadieux sur sa terre de la Côte à Barron, unissent presque déjà la ville aux villages des Tanneries; le canal de la Chine, les concessions de Messieurs Quesnel et Guy sur le chemin de Barrière, ont considérablement rapproché de la ville le village Saint-Henri; encore quelques années et les chemins de roi communiquant de la cité à ces trois villages seront des *rues*. Il est donc nécessaire que les propriétaires des terrains dans ces villages, que tous les propriétaires de terres dans les environs d'une ville, puissent faire approuver leurs plans s'ils veulent en adopter quelqu'un pour la distribution de leurs propriétés. A qui les renvoyer pour cela, si ce n'est à la corporation même de la ville, dont ces propriétaires jettent chez eux d'avance partie des fondemens? Comment appeler les communications latérales et perpendiculaires qu'ils y ouvriront, si ce n'est du nom de *rues*? Pourquoi ne pas y ménager le site de *places publiques*? Pourquoi, avant de concéder, ne pourroient-ils pas dire aux concessionnaires: Voilà le niveau à être observé un jour au devant de vos maisons, &c.

Il en doit être ainsi des *caurs d'eau*, s'il en existe sur ces emplacements; des *canaux et aqueducs*, s'il en faut faire sous les *rues*: la même autorité doit régler ces travaux et *servitudes*. Et encore pourquoi les magistrats ne pourroient-ils pas, de leur côté, pousser au-delà des limites des cités (et conséquemment dans la *paroisse*) les *rues* ouvertes dans ces cités, et se terminant à leurs limites avec la campagne? Je trouve cette clause si sage, si utile, que je désirerois qu'il fût bien entendu que, faute de cette prévoyance chez les propriétaires de ces terres et terrains, les magistrats pussent exiger qu'on leur présentât pour homologation le plan de ces sortes de villages, voisins des villes, avant même ou du moment qu'ils deviendroient un peu considérables, afin de corriger les irrégularités où il y en a, voir qu'ils soient mieux ou bien percés à l'avenir, faire les réserves jugées nécessaires et d'embellissement, et forcer les propriétaires à concéder d'après ces plans approuvés. Je supplie ardemment le Comité de vouloir bien peser cette dernière suggestion, et voir s'il ne pourroit pas recommander que les magistrats de Montréal fussent autorisés, sans plus tarder, à faire lever et dresser, aux frais de la ville, de tels plans pour les trois villages ci-dessus mentionnés.

29. Les *grands-voyers* de districts et leurs députés n'ont point de jurisdiction sur les *paroisses* des cités de Québec et de Montréal. (Voir clauses 38 de l'acte 1796, et 4 de celui de 1799). C'est aux juges de paix de ces cités qu'est donné le pouvoir de régler les grands chemins et ponts dans ces *paroisses*. Mais s'il est besoin d'ouvrir, changer, redresser, élargir ou abolir de tels chemins, d'établir des décharges, de construire des ponts, &c., de faire enfin quoi que ce soit de ce que peut être appelé à faire un *grand-voyer* hors de ces deux *paroisses* et dans celles de sa jurisdiction, comment ces juges de paix doivent-ils procéder? Il est urgent de donner une réponse claire et précise à cette question. Faisons le rapprochement de ces deux actes, pour en mieux saisir les différences.

Acte de 1796.	Acte de 1799.
Les cités et <i>paroisses</i> de Québec et de Montréal ne faisoient qu'un. Les juges de paix divisoient cet espace entier en six divisions, auxquelles ils nommoient des sous-inspecteurs. Ils nommoient aussi l'inspecteur, salarié de £40, et sujet à des pénalités et à être démis par eux (clauses 39, 40, et 41.)	Les <i>paroisses</i> sont détachées des cités de Québec et de Montréal, et "remises sous les réglemens généraux établis pour les campagnes;" ces <i>paroisses</i> à être divisées en tel nombre de divisions qu'il plaira aux juges de paix, et des sous-inspecteurs à y être nommés; la nomination de l'inspecteur ôtée aux magistrats et remise au gouverneur, "vu que les devoirs et la responsabilité de tel inspecteur deviendront, sous cet acte, nécessairement plus considérables;" son salaire porté à £100; sans pénalités connues. (Clauses 1, 5, 7, et 26.)

Pouvoir aux juges de paix des cités de régler les chemins, <i>rues</i> et ponts dans les <i>paroisses</i> et cités de Québec et de Montréal. Les <i>grands-voyers</i> n'y ont aucune jurisdiction. (Clauses 38 et 39.)	Mêmes pouvoirs aux juges de paix, et même exclusion relativement aux <i>grands-voyers</i> . (Clause 4.)
--	---

L'adjudication de la nécessité d'ouvrir un chemin, une rue, &c., de construire un pont, dans les cités et <i>paroisses</i> , remise à un jury de 12 domiciliés du district. (Clauses 44 et 45.)	Le mode d'ouvrir un chemin, de construire un pont, dans le district des campagnes de Québec et de Montréal, ou dans leurs <i>paroisses</i> , par le verdict d'un jury, me paroît abrogé (sinon expressément, du moins intentionnellement) par la clause 5 de cet acte, et ne plus exister que pour les <i>rues</i> des cités: d'autant que le travail per-
---	--

Travail personnel par les ha-

Appendice
(X.)
10 Mars.

Appendix
(X)
10th March

of the Inhabitants of the same "on the high roads, streets market places & lanes within the Cities and Parishes of Quebec and Montreal" for the repairing, paving and maintaining the same. (52d and 53rd Sections) This personal labour of the Inhabitants of the Towns and country parishes, liable to be commuted into the composition money. (54th & 55th Sections.) The assessment is only laid on the owners of property in the Towns for the necessary repairs to the Streets &c. of these same Cities exclusively. (57th Section.)

If, after a comparison of the two Acts, it is acknowledged that the evident intention of the Legislature in 1799 was to "place the Parishes in which the Towns are situate, or the Country parts of the District, (see 3rd Section) under the general regulations established for the Country Parishes by the Act of 1796," and at the same time that this Act did not allow "the Grand Voyers to have jurisdiction over these Parishes," (see the 38th Section) at the same time the general superintendance of their roads and bridges to the Justices of the Peace in the City, it should also be enacted that the Inspectors of these Cities and Parishes are the only Public Officers, who, upon conforming to the rules which the Grand Voyer is obliged by law to follow, may and ought to plan out, open, widen, straighten, alter or change all roads that may be demanded or judged necessary, useful or advantageous to the Inhabitants of the said Cities and Parishes, that it is they, and they alone, who may and ought to order the building, repairing or taking away of bridges within these Parishes, the opening and keeping in order the public sewers and water courses, and in a word all the labour of every description which the Inhabitants of the Country Parishes are bound to perform, and this upon the Petition of one or more of the persons interested and according to a Procès-Verbal and a plan homologated in the form used and followed by the said Grand-Voyers. Besides, admitting that the Surveyors have this right, or vesting such powers in them, if they have them not already, I should wish that they also had the power of homologating all roads already opened, and bridges already existing, which have never been homologated or the *Procès-Verbaux* of which are oppressive, insufficient or lost, and to give a legal right to all *servitudes*, of public utility and advantage, and the existence of which, according to the laws now in force; might appear doubtful, or perhaps unsupported by law. That their *Procès-Verbaux* should contain the nature of the work to be performed on the roads according to the nature of the soil and the local situation of the ground, whether the object of the work be to drain the land, or to level or straighten the roads, or to protect travellers, or to keep in order the work already performed, that they should make mention of any fences or ditches that it may be necessary to make, of the dimensions and materials of the bridges, &c. and finally by whom all this labour is to be performed, and these repairs and keeping in order of the roads to be done. That these Surveyors, in concert with the Grand-Voyers, be empowered to compel the Inhabitants of the Parishes adjoining those in which the Cities are situate, to make, keep in repair, and assist in repairing the roads and bridges within the Parishes belonging to the Cities, when and as often as these two officers (according to the spirit of the 15th Section of the Act of 1799,) might be of opinion that this work would be useful both to the Town's people and to the Country people, and too burthensome to the former, if performed by the former alone. Finally, all the power which is now vested in the Grand-Voyers with regard to roads and bridges should be extended to the Surveyors within the Parishes belonging to the Towns, the duties and liabilities of each of these two officers should be the same.

30. The 14th Section of the Act of 1796 orders "that no new road be projected or any old road widened or its direction altered, so as in any manner to take in or pass through any cultivated garden or orchard inclosed with stone walls, or with boards, picketing, or hedges; and that no house, barn, mill, or other building whatsoever be thrown down or injured, and that no mill-dam or canal belonging to a mill be injured, and the current of any stream of water be changed without the consent of the owners." These restrictions are too general, at least with regard to the Parishes belonging to the Towns. I should desire to have them restrained to mills, mill-dams or canals belonging to mills, and perhaps even to stone houses. I would be for abolishing all the other restrictions, and allowing a compensation for the damage done. A small garden and a paltry out house placed, out of spite, by a person of the name of Campbell, of the division of St. Marie, at Montreal, in the middle of a line proposed as the prolongation of the road in the front of this division, and through which it is impossible to pass (by reason of this Section) without submitting (as was done in the case of Mr. D. David already mentioned when speaking of the Towns)

bitans d'icelles "sur les grands chemins, ponts, rues, marchés, places publiques et ruelles dans les cités et paroisses de Québec et de Montréal" pour les faire réparer, paver et entretenir. (Clauses 52 et 53.) Ce travail personnel des habitans des cités et paroisses, rachetable néanmoins en payant l'argent de composition. (Clauses 54 et 55.) Cotisation sur les propriétés des cités, nécessaires aux rues, &c. de ces mêmes cités exclusivement. (Clause 57.)

Si l'on convient maintenant, d'après l'examen des deux actes, qu'il est évident que la Législature de 1799 a voulu "remettre les paroisses des villes ou le district des campagnes (voir clause 3), sous les réglemens généraux établis pour les campagnes par l'acte de 1796;" et qu'en même tems elle n'ait pas voulu "que les grands-voyers eussent jurisdiction sur ces paroisses," (comme le dit la clause 38,) tout en laissant la surveillance générale de leurs chemins et ponts aux juges de paix des cités; il faut aussi convenir que les inspecteurs de ces cités et paroisses sont les seuls officiers publics qui, en se conformant aux règles auxquelles sont astreints les grands-voyers par la loi, peuvent et doivent tracer, ouvrir, élargir, redresser, changer, ou abolir les chemins de toutes espèces, qui peuvent être demandés ou jugés nécessaires, utiles ou avantageux par et aux habitans de ces cités et paroisses; que c'est eux seuls qui peuvent et doivent ordonner la construction, la réparation, ou l'abolition des ponts dans ces paroisses; l'ouverture et l'entretien des décharges publiques et cours d'eau; tous travaux enfin auxquels peuvent être assujettis les habitans de la campagne; et ce, sur requête à eux adressée par un ou plusieurs intéressés, et d'après procès-verbal et plan homologués en la forme usitée et suivie par les dits grands-voyers. En admettant ce droit chez eux, ou en le leur donnant s'ils ne l'ont pas, je voudrais qu'ils pussent, *de même*, homologuer tous chemins déjà ouverts, tous ponts déjà existans, &c. qui n'ont jamais été homologués, ou dont les procès-verbaux sont oppressifs, insuffisans ou perdus, et légaliser, *ainsi*, toutes servitudes de ce genre, d'un usage ou avantage public, dont l'existence, d'après les lois actuelles, pourroit paroître douteuse ou peut-être illégale; que leurs procès-verbaux constataient la nature des travaux à être faits sur ces chemins suivant le sol et les localités, soit pour l'égoût des eaux, l'aplanissement et la consolidation de ces chemins, soit pour la sûreté des voyageurs et la plus grande préservation des travaux ordonnés; qu'ils mentionnassent les clôtures et fossés à faire, les dimensions et matériaux des ponts, &c., et par qui enfin tous ces ouvrages seroient faits, réparés et entretenus; que ces inspecteurs, de concert avec les grands-voyers, pussent astreindre les habitans des paroisses voisines de celles des villes à la façon et entretien ou à de fortes réparations des chemins et ponts dans ces paroisses de ville, toutes et quantes fois ces deux officiers (d'après l'esprit de la clause 15 de l'acte de 1799) seroient d'opinion que ces travaux, utiles à tous, seroient trop onéreux aux habitans des paroisses de ville s'ils en étoient seuls chargés. Enfin tous les pouvoirs dont jouissent les grands-voyers relativement aux chemins et ponts, devroient appartenir à ces inspecteurs dans les paroisses de ville: les devoirs et la responsabilité de chacun d'eux devroient être les mêmes.

30. La quatorzième clause de l'acte de 1796 défend "de tracer aucun nouveau chemin, ou de détourner ou élargir aucun vieux chemin de manière à passer sur aucun jardin potager ou verger en clôture de pierres, planches, pieux debout ou haie, ou à démolir ou injurier aucune maison, grange, moulin ou autre bâtiment quelconque, à porter préjudice à aucune chaussée ou canal de moulin ou à en détourner le cours de l'eau, sans le consentement des propriétaires." Ces défenses vont trop loin, au moins pour les paroisses de ville. Je voudrais les restreindre aux moulins, chaussées ou canaux de moulins, et peut-être aux maisons de pierres. J'abolirois toutes les autres restrictions, en allouant une compensation pour le dommage fait. Un petit jardin et une méchante remise placés, *par malice*, par un nommé Campbell, de la division Sainte-Marie, à Montréal, dans la ligne même de prolongement du chemin de front de cette division, et à travers lesquels on ne peut passer (suivant cette clause) qu'en se soumettant (comme dans le cas déjà cité de M. D. David en ville) à la cupidité du propriétaire, gâtent ainsi une des plus belles avenues de la ville, et ont fait échouer un des plus beaux projets de mon prédécesseur M. Charland. J'ai moi-même éprouvé

Appendice
(X.)
10e Mars.

Appendix (X.)
10th March

to the cupidity of the Proprietor, altogether spoil the appearance of one of the finest avenues to the City, and have defeated one of the best conceived designs of my predecessor in office, Mr. Charland. I have myself experienced (and it is the travellers who suffer) the same thing in the opening a Route communicating between the divisions *des Neiges* and *St. Catherine* in 1817, not having authority to remove a bank. It appears also that doubts exist as to the right of passing on or through a lot of land situate in the Country, for the purpose of a road.

31. The 16th Section of the Act of 1796, orders that all Bridges shall be of wood, and eighteen feet in breadth; why might they not be built of stone, or made thirty feet broad, when made of wood?

Care should also be taken to raise a small fund in the Country Parishes, to provide for the slighter kind of repairs required by the Bridges that are maintained by the public. For instance, the fines levied upon persons convicted of having obstructed the roads, and the money arising from the sale of timber, carts and other articles blocking up the roads, which belong to persons unknown, and which are not claimed within a certain time, might be one of the sources of this fund. Many of the divisions of our Parishes in the Towns, are either poor or thinly peopled. In the Act of 1799, separating the Towns from the Parishes, the Legislature has thought it just to enact "that the Justices of the Peace in the said Towns, might order to be paid out of any sums of money that may be in the hands of the Road Treasurers, a sum not exceeding £100 annually, to be employed in the repairing and keeping in order the Bridges and Streets (in these Parishes) on the roads upon the hills which are liable to be repaired by the public." (See the 18th Section.)

It is in the power of the Justices of the Peace to grant or withhold this sum, or any portion of the same, for which the Country Parishes may apply. Besides, this money can only be expended in the repairing and keeping in repair, and not in the building of Bridges: it can also only be made use of in the repairing and keeping in repair the roads upon the hills which the public is bound to repair.

I should wish that each of these divisions of the Parishes in the Towns, might, each year, upon proof of the necessity of the application, to be made by the certificate of the Surveyor and his Deputies, obtain from the Road Treasurer the proportion of these £100 due to it, which sum should be employed in ameliorating the public roads, without any restriction whatsoever.

32. The 6th Section of the Act of 1799, empowers the Inspectors of the Towns to take out of the Public Chest the sums necessary for the repairing and keeping in order the parts of the roads, the care of which belongs to certain individuals in the Parishes of Quebec and Montreal, and who have neglected to take such care of them; and enacts that these advances and the costs of suit are to be recoverable by action of debt in any of His Majesty's Courts of Justice. I should wish to object to these Civil Courts, as they require the interposition of a Counsel, and bring in bills of costs and other incidental expenses, and to recommend the Court of Quarter Sessions, if not the weekly sittings of the Magistrates.

33. The width of the different roads that the Provincial Statutes permit to be opened, is regulated by these Statutes, they all seem to me to be too narrow, at least in my opinion; they should therefore be further widened by Legislative authority, if it is thought requisite to restrain the powers of the public officers in this respect, or if not, to vest in these officers a discretionary power to regulate by their *Procès-Verbaux*, under the sanction of the Court which is to homologate these *Procès-Verbaux*, and which may in this case decide on the sufficiency of the reasons alledged, for the proposed widening of any such street.

34. The sous-Voyers or sub-Inspectors might, upon notice previously given by the Grands Voyers or their Deputies, or by the Inspectors of the Towns for the Parishes of Quebec and Montreal, assemble in May and November of every year, to decide whether it be more advantageous to let out the maintenance for the season of the roads and bridges, or of parts of the same within the Parish, Seigniorie or Township in question, to Contractors of known solvency, and subject to a penalty in case of neglect, or refusing to perform their contract. As soon as a resolution to this effect should be once passed by the majority of the officers present, notice should be given in the form prescribed by the Law, of the day, place and hour, when and where such contract should be given to the best bidder, and this should always be done in the presence of the sous-Voyer or sub-Inspector. The amount required to pay such contract should be equally divided among the sous-Voyers and sub-Inspectors, who should collect the money, and deposit it in the hands of the Inspector, to be by the last paid over to the Contractors, upon the certificate of the Overseer or sub-Inspector, that such Contractor has faithfully executed his contract. In case of the death of the Contractor, or of his leaving the Province, another notice should be given, and another adjudication of the contract made. Might not the same mode be adopted for the opening or repairing of new roads? In both cases it is the only method of putting into operation a uniform system of making and repairing the roads in this Province in an effectual manner.

35. Our large Villages are, for the most part, badly divided, and their streets are irregular, too narrow, &c. Might not your Committee recommend to the Legislature to enact, "that when

Appendice (X.)
10 Mars.

(et ce sont les voyageurs qui en souffrent) le même désagrément dans l'ouverture d'une route de communication entre les divisions *des Neiges* et *Sainte-Catherine* en 1817, en ne pouvant pas faire déplacer une grange. Il paroît aussi exister des doutes sur le pouvoir de passer sur ou à travers un emplacement dans la campagne, pour l'ouverture d'un chemin.

31. La clause 16 de l'acte de 1796 dit que les ponts seront de bois et de dix-huit pieds de largeur. Pourquoi ne pourroient-ils pas être construits en pierre, et faits de 30 pieds de largeur, si en bois? On devroit aussi prévoir à former un petit fonds, dans les campagnes, pour les menues réparations des ponts à l'entretien public. Par exemple, les amendes encourues pour embarras sur les chemins, et la vente au profit de ces mêmes chemins des bois, voitures, et autres obstructions appartenant à des personnes inconnues, qui ne les réclameraient pas dans un délai fixe, en pourroient être une des sources.

Plusieurs des divisions de nos paroisses de ville sont ou pauvres ou peuplées de peu d'habitans. L'acte de 1799, en séparant des villes ces paroisses, a cru qu'il n'étoit que juste de statuer: "Que les juges de paix des dites villes pussent ordonner de payer sur les argens qui seroient perçus par les trésoriers des chemins, une somme n'excedant pas annuellement £100, à être employée pour réparer et entretenir les ponts et chemins (dans ces paroisses) sur les côtes d'entretien public." (Voir clause 18.)

Il est au pouvoir des juges de paix d'accorder ou refuser cette somme, ou aucune portion d'icelle pour laquelle il est fait application par la campagne. D'ailleurs elle ne peut être employée qu'à la réparation et entretien, et non pour la bâtisse à neuf d'un pont: elle ne peut non plus être appliquée qu'à la réparation et entretien des chemins sur les côtes d'entretien public (roads upon the hills.)

Je voudrois que chacune des divisions de nos paroisses de villes pussent, chaque année, sur besoin constaté par le certificat de l'inspecteur et des sous-inspecteurs, exiger des trésoriers la proportion à chacune d'elles accrue de cette somme de £100, pour être employée à l'amélioration de la voie publique, sans aucune restriction quelconque.

32. La clause 6 de l'acte de 1799 autorise les inspecteurs de villes à prendre dans la caisse publique les argens nécessaires pour la réparation et l'entretien des chemins des personnes ainsi en défaut, dans les paroisses de Québec et Montréal; et ordonne que ces avances et les frais de poursuite seront recouvrables par action de dette dans aucune des cours de Sa Majesté. Je voudrois changer ce tribunal, qui nécessite l'interposition d'un avocat, avec mémoire de frais et autres incidens, et y substituer la cour des Sessions de Quartier, si l'on ne veut pas de la Session hebdomadaire.

33. La largeur des différens chemins que les actes provinciaux permettent d'ouvrir, est fixée par ces actes; ils sont tous trop étroits, suivant moi au moins: il faudroit donc, ou leur donner une plus grande largeur légale, si l'on croit devoir restreindre les pouvoirs des officiers publics sous ce rapport, ou laisser à ces derniers de la fixer par leurs procès-verbaux, sous la sanction de la cour qui doit les homologuer, et qui pourra, dans ce cas, juger de la validité des raisons apportées pour ou contre telles largeurs proposées.

34. Sur l'ordre préalablement donné par les grands-voyers ou leurs députés, ou sur celui des inspecteurs de villes pour les paroisses de Québec et Montréal, les sous-voyers ou sous-inspecteurs pourroient s'assembler en Mai et Novembre chaque année, pour résoudre s'il ne conviendroit pas de donner l'entretien, durant la saison, des chemins et ponts, ou de certains chemins et ponts de la paroisse, seigneurie ou township à des contracteurs particuliers, solvables, et amendables eux-mêmes pour négligence ou refus de remplir leurs engagements. La résolution une fois prise par la majorité des officiers préens, avis seroit donné, en la forme prescrite par la loi, du jour, du lieu, et de l'heure où l'adjudication de ces contrats se feroit; toujours en présence du sous-voyer ou du sous-inspecteur. La répartition de la somme requise pour cet entretien se feroit également à la majorité des sous-voyers et sous-inspecteurs, qui collectant l'argent le déposeroient chez l'inspecteur, pour être par ce dernier payé aux contracteurs, sur le certificat du sous-voyer ou sous-inspecteur, qu'ils ont rempli leurs contrats. Si le contracteur mouroit ou laissoit la province, autre avis légal, et autre adjudication de l'entreprise. Pourquoi n'adopteroit-on point aussi ce même mode pour l'ouverture et façon d'un nouveau chemin? Dans l'un et l'autre cas, c'est l'unique moyen de mettre en usage un système uniforme de bien faire et de bien entretenir les chemins en cette province.

35. La plupart des nos grands villages sont extrêmement mal percés. Les rues en sont irrégulières, étroites, &c. Pourquoi votre Comité ne recommanderoit-il pas à la Législature "d'ordon-

Appendix
(X.)
10th March

“ there shall be a cluster of thirty houses standing near each other in any Parish, Seignior, or Township, or within a space of so many arpents in superficies, such cluster of houses shall then be called a Village, and shall be subject to certain regulations—such as to apply to the Grand Voyers (if in the country,) or to the Inspector, (if in the Parishes of Quebec and Montreal) for the purpose of having a plan of the place made, and upon this a regular division thereof into streets, public squares, building lots, &c.; such division to be afterwards homologated according to the form or tenor of the Procès Verbal accompanying such Plan, and that thereupon the Proprietors of land within such Village, shall be bound to conform to such regulations, under heavy penalties, and the persons buying lots shall also conform to these regulations, upon pain of having any buildings that they might thereon erect, demolished, &c.” I am of opinion that no compensation should be allowed for property taken for streets, &c.

Your Committee, after having attentively considered the object of the present reference, and the evidence adduced thereon, is unanimously of opinion, that the Road Acts in force in this Province, admit of being altered for the better, and that it is necessary to consolidate them into one Act; but that the labour which this would require would take up more time than it is possible for your Committee to extend to it in the present Session; but that these Acts should be the subject of the consideration of this House at the commencement of the next Session of the Legislature.

That nevertheless there are inconveniences resulting from the obscurity of certain clauses of the Road Acts now in force, which render the execution of them more difficult, and which it is easy to remedy in the present Session, and which require that such remedy be immediately applied.

Ordered, That the Chairman do now leave the Chair and report progress.

The whole nevertheless respectfully submitted.

A
(Title Deed.)

We, Paul De Chomedey, by virtue of the authority and Commissions to us given by the Company associated for the conversion of the Savages in New France, within the island of Montreal and Seignior thereof, Governor of the said Island of Montreal in New France, aforesaid, have given and do give, by this our present Concession, to Jean De Saint Pere, Attorney and Trustee of the body of persons inhabiting Ville Marye in the said Island of Montreal, forty arpents of land in extent, measure of this country, at the rate of one hundred perches to the arpent, and of eighteen feet to the perch, to be held, for the purposes of a Common, by the said inhabitants as a pasture for their cattle, the said lot of land to be taken from along the great and little Rivers which pass near the foot of the said Ville Marye, and which adjoins the Concessions of the said inhabitants thereof, the said lot to be ten perches in breadth at its commencement between the said little River and the land belonging to Louis Prudhomme, one of the inhabitants of the said Ville Marye, and to be of the same width, and running down along the said great and little rivers till it reaches the said extent of forty arpents, the said lot of land to be held by the said body of inhabitants of the said Ville Marye, subject to the restrictions, reservations, and conditions hereinafter mentioned, and not otherwise, that is to say—First, that each of the members of the said body of inhabitants shall be bound and obliged to pay annually, to the said Seigniors of Montreal, six deniers for the use thereof, and that the said inhabitants shall not be allowed to sell, lend or exchange the said Common for any cause whatsoever. Moreover, that the said Seigniors of Montreal shall have the liberty, when and as often as they may think it advantageous to the public, to allow the said inhabitants to build and establish themselves along the said great and little rivers within the said extent of ten perches, without let or impediment on the part of the said inhabitants, provided that the said Seigniors do grant a piece of ground of the same extent, and running along the said great River, as that so by them conceded to individuals out of the said Common; which condition shall also be applicable to the houses now built as well along the great as the little river. And, moreover, that when and as often as the said Seigniors of Montreal shall think it of advantage to the public, to make, on the said Common, market places, or a dock for the reception of barges and boats, and even to widen the said little river, it shall be competent to them to do so without let or impediments on the part of the said inhabitants, provided that the said Seigniors do grant to the said inhabitants a space along the said great river similar in extent to that taken from the said Common.

Given at Ville Marye, in the Island of Montreal, in New France, the 2d of October, 1651.

AUGUSTIN HEBERT. PAUL DE CHOMEDEY.
N. _____ J. DE SAINT PERE.
B. FICHOMETT. P. GADOYS.

A true copy taken from the original in possession of the Gentlemen Ecclesiastics of the Seminary of St. Sulpice, at Montreal.
February, 1825. Js. VIGER.

ner que du moment qu'il y aura dans une paroisse, seigneurie ou township, trente maisons de rassemblées, près les unes des autres, ou sur un espace de tant d'arpens en superficie, cette réunion de bâtimens fera dès-lors appelée village, et soumise à certains réglemens; tels que d'appeler les grands-voyers (si c'est dans la campagne) ou l'inspecteur de ville (si c'est dans les paroisses de Québec et Montréal) et faire lever un plan des lieux, pour, là-dessus, en être dressé un régulier, pour la distribution future des rues, places publiques, et emplacements; faire ensuite homologuer le dit plan pour être exécuté suivant la forme et teneur du procès-verbal l'accompagnant, en forçant les propriétaires de terrains à le suivre sous de fortes pénalités, et les concessionnaires à s'y soumettre sous peine de démolition des bâtimens, &c. &c. &c.” Je n'accorderois rien pour le terrain pris par les rues de ce plan.

Votre comité, après avoir délibéré sur l'objet de la présente référence et sur le témoignage produit, est unanimement d'opinion, que les lois concernant les chemins en cette province peuvent être améliorées, et qu'il seroit nécessaire de les consolider en un seul acte; mais que ce travail exige beaucoup plus de tems qu'il ne seroit possible à votre comité d'en consacrer dans la présente session: ils devront être le sujet de la considération de cette chambre dès le commencement de la prochaine session de la législature.

Que, cependant, il est des inconvéniens résultant de l'obscurité de certaines parties des lois des chemins maintenant en force, qui en rendent l'administration plus difficile, auxquels il est facile de parer en la présente session, et auxquels votre comité est d'opinion qu'il est nécessaire de remédier immédiatement.

Ordonné, Que le président laisse la chaire et fasse rapport.

Le tout néanmoins humblement soumis.

A.
(Titre.)

Nous Paul de Chomedey, gouverneur de l'isle de Montréal en la Nouvelle-France, suivant les pouvoirs et commissions à nous données par messieurs les associés pour la conversion des sauvages de la Nouvelle-France en la dite isle de Montréal et seigneurie d'icelle, nous avons donné et donnons par la présente concession à Jean de Saint Pere, procureur-scindicq de la communauté des habitants de Villemarye en la dite isle de Montréal, la quantité de quarante arpents de terre, mesure du pays, à raison de cent perches pour arpent, et dix-huit pieds pour perche, pour servir de commune aux dicts habitants pour la nourriture de leurs bestiaux, à prendre les dites terres le long de la grande et petite rivière qui passe joignant le fort du dict Villemarye, et qui joint les concessions des dicts habitants, à commencer dix perches de large entre la dite petite rivière et les terres appartenant à Louis Prudhomme, habitant du dict Villemarye, et continuer pareille largeur en descendant le long de la petite et grande rivière jusques à la dite quantité de quarante arpents de terre, pour en jouir par la communauté des dicts habitants aux clauses, charges et conditions qui s'ensuivent et non autrement, savoir:—Premièrement, que chaque habitant de la dite communauté sera tenu et obligé de payer annuellement aux dicts seigneurs de Montréal six deniers pour droit d'uzage, et que les dicts habitants ne pourront vendre, engager ny eschanger les dites communes pour quelque occasion que ce soit. De plus, que les dicts seigneurs de Montréal toutefois et quantes que bon leur semblera pour le bien public, pourront faire bastir et établir des habitans le long de la grande et petite rivière à la dite espace de dix perches, sans que les dicts habitants y puissent former d'empeschement, en allongeant par les dicts seigneurs de Montréal les dites communes le long de la grande rivière jusques à pareille quantité que celle qu'ils auront reprise pour l'establissement des dicts habitants. Laquelle chose s'entendra pareillement pour les maisons basties à présent tant le long de la grande que de la petite rivière. De plus, que toutefois et quantes qu'il plaira aux dicts seigneurs de Montréal de faire pour le bien public dans les dites communes des places de marcher ou de faire un port pour mettre les barques et chaloupes, et même faire eslargir la dite petite rivière, ils le pourront faire sans que les dicts habitants y puissent former aucun empeschement, en allongeant pareillement les dites communes le long de la grande rivière jusques à pareille quantité de terre que celle qu'ils auront reprise. Fait à Villemarye en l'isle de Montréal, en la Nouvelle-France, le deuxiesme jour d'octobre mil six cent cinquante-et-un.

AUGUSTIN HEBERT. PAUL DE CHOMEDEY.
N. _____ J. DE SAINT PERE.
B. FICHOMETT. P. GADOYS.

Pour vraie copie de l'original en la possession de Messieurs les Ecclesiastiques du Séminaire de Saint-Sulpice de Montréal.
Février 1825. Js. VIGER.

Appendice
(X.)
10e Mars.

Appendix

(X.)

10th March

B
(Extract.)

In the Land Register of the Seigniories of the Island of Montreal, is to be found what follows:

No. 545. The Common at Montreal, on which is built Ste. Anne's Chapel, belonging to the Seigniors, and a Windmill also belonging to them.

All the inhabitants of Montreal have a right to the said Common, for which they are bound to pay six *deniers* annually. It is to be reduced one-fourth. The said Common contains about forty arpents in superficies.

The space occupied by the Ste. Anne's Chapel is one square arpent in extent, which was formerly conceded by Mr. Dolier to Mr. Pierre Leber, the 11th May 1697, subject to pay five fols of cens.

A true copy.

Js. VIGER.

February, 1825.

Appendix
(Y.)

17th March

STATEMENT of SUMS paid for summoning and keeping together Crown witnesses at the several Terms of Criminal Jurisdiction held at Montreal, Three Rivers and Quebec, during the Year 1824, viz :

For the District of Montreal.

L. H. Gauvin, Bailiff, payment for the service of Subpœnas under agreement with the Attorney General for the Criminal Term, of the Court of King's Bench, held at Montreal in February & March 1824,	£90 0 0
Idem Idem for Idem at the Court of Oyer and Terminer held in August 1824,	90 0 0
Idem Idem for Idem at the Court of King's Bench in August and September 1824,	45 0 0
Idem Idem for Idem at the adjourned Court of Oyer and Terminer in November 1824,	45 0 0
Idem his allowance for keeping together Crown witnesses at Montreal at the several Terms aforesaid, during 52 days in the whole, a 20s Currency per day,	46 16 0
	<u>316 16 0</u>

For the District of Three-Rivers,

P. Burns, High Constable, for the payment to various Constables for the service of Subpœnas at the Criminal Terms of the Court of King's Bench in March and Sept. 1824, and his allowance for directing the same, and keeping together witnesses,	96 12 5
---	---------

For the District of Quebec,

Thos. Aylwin, High Constable, for payment to various Constables for service of Subpœnas in the Criminal Terms of the Court of King's Bench in March and September 1824, and his allowance for directing the same and keeping together witnesses,	107 9 10
--	----------

For the payment of poor and needy Witnesses in the District of Montreal.

F. W. Ermatinger, for payment of needy Witnesses, from 7th December 1823 to 10th October 1824,	712 11 3
--	----------

For the payment of poor and needy Witnesses in the District of Three Rivers.

L. Guky, for payment of needy witnesses, for the year ending 10th October 1824,	33 15 10
---	----------

For the payment of poor and needy Witnesses in the District of Quebec.

T. A. Young, for the payment of needy witnesses, for the half year ending 10th October 1824,	6 16 10
--	---------

£1274 2 2

Advances made on account of similar expenses incurred or to be incurred during the March Term 1825.

James Stuart, Attorney General, to enable him to obtain the attendance of Crown Witnesses at the Criminal Term sitting at Montreal, 4th March, for which he will hereafter account,	£90 0 0
---	---------

F. W. Ermatinger, for the payment of the allowance made to needy Witnesses appearing at the Criminal Term holding 4th March at Montreal,	135 0 0
--	---------

£225 0 0

Quebec, 17th March, 1825,

W. B. COLTMAN,
Chairman of the Committee of Council,
for the Audit of Public Accounts.B
(Extrait.)

Dans le Livre-Terrier des Seigneurs de l'île de Montréal, on lit ce qui suit :

“No. 545. La Commune de Montréal, sur laquelle est bâtie la chapelle Sainte-Anne, appartenant en propre aux Seigneurs, et un moulin à vent à eux pareillement appartenant.

“Tous les habitants de Montréal ont droit à la dite Commune et doivent six deniers par an. La réduction du quart est à faire. La dite Commune contient environ quarante arpents en superficie.

“Le terrain de la chapelle Sainte-Anne contient un arpent en quarré, lequel avoit été concédé par Mr. Dolier au Sieur Pierre Leber, le 11 mai 1697, chargé de cinq fols de cens.”

Pour vraie copie.

Js. VIGER.

Février 1825.

ETAT des SOMMES payées pour assigner les témoins de la Couronne de comparoître et les rassembler durant les différens termes de Jurisdiction criminelle tenus à Montréal, aux Trois-Rivières et à Québec, en l'année 1824, savoir :

Pour le District de Montréal.

L. H. Gauvin, Huissier, son paiement pour signification de Subpœnas, en vertu d'un accord fait et passé avec le Procureur-Général, pour le terme criminel de la Cour du Banc du Roi, tenu à Montréal en Février et Mars 1824,	£90 0 0
Idem, idem pour idem, à la Cour d'Oyer et Terminer, tenue en Août 1824,	90 0 0
Idem, idem pour idem, à la Cour du Banc du Roi, en Août et Septembre 1824,	45 0 0
Idem, idem pour idem, à la Cour d'Oyer et Terminer qui avoit été ajournée en Novembre 1824,	45 0 0
Idem, allowance qui lui a été faite pour rassembler et avoir l'œil sur les témoins de la Couronne à Montréal, pendant la durée des susdits termes, égal à 52 jours en tout, à raison de 20s. par jour, est	46 16 0
	<u>316 16 0</u>

Pour le District des Trois-Rivières.

P. Burns, Grand-Connétable, pour payer les significations de Subpœnas, faites par divers connétables, durant les termes criminels de la Cour du Banc du Roi en Mars et Septembre 1824, y compris l'allowance qui lui a été faite pour adresser iceux et rassembler et avoir l'œil sur les témoins,	96 12 5
--	---------

Pour le District de Québec.

Thomas Aylwin, Grand-Connétable, pour payer les significations de Subpœnas, faites par divers connétables, durant les termes criminels de la Cour du Banc du Roi, en Mars et Septembre 1824, y compris l'allowance qui lui a été faite pour adresser iceux, rassembler et avoir l'œil sur les témoins,	107 9 10
--	----------

Pour payer certains témoins pauvres et nécessiteux dans le District de Montréal.

F. W. Ermatinger, pour payer certains témoins nécessiteux, depuis le 7 Décembre 1823 jusqu'au 10 Octobre 1824,	712 11 3
--	----------

Pour payer certains témoins pauvres et nécessiteux dans le District des Trois-Rivières.

L. Guky, pour payer certains témoins nécessiteux pour l'année finissant le 10 Octobre 1824,	33 15 10
---	----------

Pour payer certains témoins pauvres et nécessiteux dans le District de Québec.

T. A. Young, pour payer certains témoins nécessiteux pour le semestre finissant le 10 Octobre 1824,	6 16 10
---	---------

£1274 2 2

Avance faite à compte de semblables dépenses déjà encourues ou devant l'être durant le terme de Mars 1825.

James Stuart, Procureur-Général, pour le mettre en état d'obtenir les témoins de la Couronne au terme criminel tenu à Montréal le 4 Mars, dont il rendra compte à l'avenir,	£90 0 0
---	---------

F. W. Ermatinger, pour payer l'allowance faite en faveur de certains témoins nécessiteux qui ont comparu au terme criminel tenu le 4 Mars à Montréal,	135 0 0
---	---------

£225 0 0

Québec, 17 Mars 1825.

W. B. COLTMAN,
Président du Comité du Conseil pour l'Audition des
Comptes Publics.

Appendice

(X.)

10e Mars

Appendice
(Y.)

17e Mars

Appendix
(Z.)

21st March

List of Monies advanced on Letters of Credit which still remained unaccounted for, 10th October 1824, since which date no further accounts have been received.

Thomas Coffin, Chairman of the Hemp Committee, Three Rivers, - - - -	£50	0	0
Ditto, Ditto of the Police, Three Rivers, - - - -	0	19	10
John M ^c Gill, Infane Persons, &c. Montreal, - - - -	6	16	0
Arthur M ^c Donald, Secretary to the Vaccine Institution, - - - -	95	0	0
A. Stuart, F. Têtu and F. Bellet, Commissioners for repairing the Court House, Quebec, - - - -	6700	0	0
J. B. D'Estimauville, on account of Road to Rimouski, &c. - - - -	1200	0	0
A. L. J. Duchesnay, J. T. Taschereau and J. B. D'Estimauville, Internal Communications, District of Quebec, - - - -	2250	0	0
Ls. Gogy, T. Coffin and J. Badeaux, ditto, ditto, at Three Rivers, - - - -	169	13	10
James Campbell, Hemp Agent, Three Rivers, - - - -	450	0	0
F. Vaffal de Monviel, acct. indemnities to wounded, and widows of Militia-Men, - - - -	159	10	2
Caldwell, Auldjo and Roy, acct. improving the navigation between Montreal and Lachine, - - - -	253	9	1
Foucher & M ^c Cord, repairing Court House, Montreal, - - - -	6	7	9
J. Fletcher & J. T. Taschereau, Police Magistrates at Quebec, - - - -	100	0	0
G. E. Taschereau, Jacques Cartier Bridge, - - - -	59	2	2
J. Bélanger, for the relief of Infane persons and Foundlings at Quebec, - - - -	336	0	0
J. P. Leprohon, acct House of Correction, at Montreal, - - - -	750	9	3
Benjamin Tremain, acct. ditto at Quebec, - - - -	35	13	1
F. Vaffal de Monviel, Adjutant General of Militia, - - - -	90	0	0
John Antrobus, acct. opening a Road to the Townships on the St. Francis, - - - -	50	0	0
W. Crawford, W. Le Maistre and R. Sherrar acct. Gaol at Gaspé, - - - -	2238	18	8
J. Day and J. Sherrar, acct. Gaol at New Carlisle, - - - -	1840	5	4
J. Sewell, to purchase Books for the Legislative Council, - - - -	10	13	10
L. R. C. De Léry, acct. Road from Laprairie to St. John's, - - - -	40	0	0
M ^c Cord and Mondelet, Police service at Montreal, - - - -	102	12	6
Charles Thomas, Infane persons and Foundlings at Three Rivers, - - - -	1125	0	0
M ^c Millan, M ^c Donell, Bethune & M ^c Donell, acct. opening Upper-Canada Road, - - - -	400	0	0
Thomas Mann, to purchase Fuel for the Court House, &c. Gaspé, - - - -	9	14	8
J. B. D'Estimauville, acct. of Road leading to Jacques Cartier, - - - -	65	0	0
P. A. De Gaspé, Sheriff of the District of Quebec, - - - -	220	0	0
W. D. Clark, Vaccine Institution, - - - -	2705	0	0
William Hacket, ditto, - - - -	324	0	0
W. E. Holmes, ditto, - - - -	1500	0	0
Charles Ogden, acct. Gaol at Three Rivers, - - - -	7282	4	6
G. Vanfelson, F. Languedoc and J. Macnider, Internal Communications, County of Quebec, - - - -	4665	0	0
F. Têtu, J. Goudie and C. Smith, ditto, ditto, Commissioners for Internal Communications for the County of Dorchester, and for that part of Buckinghamshire which is in the District of Quebec, - - - -	1420	0	0
McCord, St. Dizier and Leprohon, acct. House of Correction at Montreal, - - - -	21	6	8
Frafer, Trudelle and Sirois, Internal Communications, County of Cornwallis, - - - -	19	13	0
Ls. Belair and E. C. Lagueux, ditto, ditto, Northumberland, - - - -	1100	0	0
Jos. Badeaux and W. B. Felton, ditto, for that part of the County of Buckinghamshire which is in the District of Three-Rivers, - - - -	1900	0	0
B. P. Wagner, F. Boucher and S. Grant, ditto, for the County of St. Maurice, - - - -	6793	0	0
T. McCord, L. Guy and J. M. Mondelet, ditto, for the County of Montreal, - - - -	500	0	0
J. C. Després, N. J. Boisseau and J. Frafer, ditto, for the County of Devon, - - - -	5300	0	0
R. McKenzie, J. Malbœuf and C. Roy, ditto, for the County of Effingham, - - - -	200	0	0
C. Grant, C. De Léry and C. De Salaberry, ditto, for the County of Kent, - - - -	1700	0	0
P. Ruiter, L. Lalanne and W. Yule, ditto, for the County of Bedford, - - - -	1000	0	0
	2000	0	0

Carried forward, £57245 10 4

LISTE DES ARGENS avancés sur des lettres de crédit dont il n'a-voit pas encore été rendu compte le 10 octobre 1824, depuis laquelle date il n'a été reçu aucuns comptes.

Thomas Coffin, président du comité pour le chanvre aux Trois-Rivières, - - - -	£	50	0	0
Do. président de la police aux Trois-Rivières, - - - -	0	19	10	
John M ^c Gill, pour les infensés, &c. à Montréal, - - - -	6	16	0	
Arthur M ^c Donald, secrétaire de l'institution de la vaccine, - - - -	95	0	0	
A. Stuart, F. Têtu et F. Bellet, commissaires pour les réparations à la salle d'audience à Québec, - - - -	6700	0	0	
J. B. D'Estimauville, à compte pour le chemin de Rimouski, &c. - - - -	1200	0	0	
A. L. J. Duchesnay, J. T. Taschereau et J. B. D'Estimauville, communications intérieures pour le district de Québec, - - - -	2250	0	0	
Ls. Gogy, T. Coffin et J. Badeaux, do. do. do. aux Trois-Rivières, - - - -	169	13	10	
Jas. Campbell, agent pour le chanvre aux Trois-Rivières, - - - -	450	0	0	
F. Vaffal De Monviel, à compte d'indemnités aux miliciens blessés et aux veuves de miliciens, - - - -	159	10	2	
Caldwell, Auldjo et Roy, à compte de l'amélioration de la navigation entre Montréal et La Chine, - - - -	253	9	1	
Foucher et M ^c Cord, réparations à la salle d'audience à Montréal, - - - -	6	7	9	
J. Fletcher et J. T. Taschereau, juges de police à Québec, - - - -	100	0	0	
G. E. Taschereau, pont de Jacques-Cartier, - - - -	59	2	2	
J. Bélanger, pour le soulagement des infensés et enfans trouvés à Québec, - - - -	336	0	0	
J. P. Leprohon, à compte pour la maison de correction à Montréal, - - - -	750	9	3	
Benjn. Tremain, do. do. do. à Québec, - - - -	35	13	1	
F. Vaffal De Monviel, adjudant-général des milices, - - - -	90	0	0	
Jno. Antrobus, à compte pour ouvrir un chemin aux townships sur la rivière St.-François, - - - -	50	0	0	
W. Crawford, W. Lemaitre et R. Sherrar, à compte de la prison à Gaspé, - - - -	2238	18	8	
J. Day et J. Sherrar, do. do. à New-Carlisle, - - - -	1840	5	4	
J. Sewell, pour achat de livres pour le Conseil législatif, - - - -	10	13	10	
L. R. C. De Léry, à compte, chemin de Laprairie à St.-Jean, - - - -	40	0	0	
M ^c Cord et Mondelet, service de la police à Montréal, - - - -	102	12	6	
Charles Thomas, les infensés et enfans trouvés aux Trois-Rivières, - - - -	1125	0	0	
M ^c Millan, M ^c Donald, Bethune et M ^c Donell, à compte d'ouverture du chemin au Haut-Canada, - - - -	400	0	0	
Thomas Mann, pour achat de bois de chauffage pour la salle d'audience, &c. à Gaspé, - - - -	9	14	8	
J. B. D'Estimauville, à compte de la route menant à Jacques-Cartier, - - - -	65	0	0	
P. A. De Gaspé, schériff du district de Québec, - - - -	220	0	0	
W. D. Clark, institution de la vaccine, - - - -	2705	0	0	
Wm. Hacket, do. do. - - - -	324	0	0	
W. E. Holmes, do. do. - - - -	1500	0	0	
Charles Ogden, à compte, prison aux Trois-Rivières, - - - -	7282	4	6	
G. Vanfelson, F. Languedoc et J. Macnider, communications intérieures, comté de Québec, - - - -	4665	0	0	
F. Têtu, J. Goudie et Chs. Smith, do. do. - - - -	1420	0	0	
Les commissaires pour communications intérieures pour le comté de Dorchester et cette partie de Buckinghamshire qui se trouve dans le district de Québec, - - - -	21	6	8	
M ^c Cord, St.-Dizier et Leprohon, à compte maison de correction, Montréal, - - - -	19	13	0	
Frafer, Trudelle et Sirois, communications intérieures, comté Cornwallis, - - - -	1100	0	0	
Ls. Bélair et Et.-C. Lagueux, do. Northumberland, - - - -	1900	0	0	
Jos. Badeaux et W. B. Felton, communications intérieures pour cette partie du comté de Buckinghamshire qui se trouve dans le district des Trois-Rivières, - - - -	6793	0	0	
B. P. Wagner, F. Boucher et S. Grant, do. pour le comté de St.-Maurice, - - - -	500	0	0	
T. McCord, L. Guy et J. M. Mondelet, do. do. Montréal, - - - -	5300	0	0	
J. C. Després, N. G. Boisseau et S. Frafer, do. do. Devon, - - - -	200	0	0	
R. McKenzie, J. Malbœuf et C. Roy, do. do. Effingham, - - - -	1700	0	0	
C. Grant, C. Deléry et C. De Salaberry, do. do. Kent, - - - -	1000	0	0	
P. Ruiter, L. Lalanne et W. Yule, do. do. Bedford, - - - -	2000	0	0	

Porté ci-contre, £57245 10 4

Appendice
(Z.)

21e. Mars

Appendix
(Z.)

21st March

	Brought forward, £57245 10 4	
E. N. L. Dumont and Philemon Wright, Internal Communications for the County of York,	5500 0 0	
J. Deffaulles, P. Guerout and S. Willard, ditto, for the County of Richelieu,	2800 0 0	
C. M. De Salaberry, P. Guerout and W. Yule, ditto, for the do. do.	300 0 0	
B. Beaupré and B. Panet, ditto, for the County of Leinfster,	1000 0 0	
G. W. Allfopp and Edward Hale, ditto, for the County of Hampshire,	22 2 11	
Edward Sills, on account of Gaol at Three-Rivers,	500 0 0	
T. Coffin, P. Vezina and E. Sills, do. do. do.	225 0 0	
N. B. Doucet, do. do. do.	2287 0 0	
J. B. Raymond and Ls. Girardin, Internal Communications, County of Huntingdon,	1700 0 0	
McCord, Mondelet and Rofs, repairs of the Court House, Montreal,	3 8 3	
J. Bouchette, Surveyor General, to place a Meridian Stone at Nouvelle Beauce,	70 0 0	
W. Anderfon, Agricultural Society, Three-Rivers,	880 0 0	
Robert Christie, on account of Gaspé claims,	1980 0 0	
A. L. J. Duchefnay, on account building a Bridge over the River du Loup,	540 0 0	
P. Smith, on account of Survey and Subdivision of the Township of Horton.	85 0 0	
Felix Têtu, La Salle claims,	230 12 6	
W. B. Coltman, D. Sutherland and J. Davidson, Lachine Canal,	500 0 0	
Frederick Griffin, ditto,	17750 0 0	
Sewell, McCord and Ermatinger, on account repairing Gaol at Montreal,	2000 0 0	
Jos. Bouchette, jun. on account of Survey and Subdivision of the Township of Cranbourne,	60 0 0	
B. P. Wagner, on account Agricultural Society, Three Rivers,	200 0 0	
C. Denechau and S. Frafer, Internal Communications, County of Hertford,	205 0 0	
W. B. Felton, for the purpose of building a Gaol at Sherbrooke,	350 0 0	
Artificers repairing the Castle of St. Lewis, &c. £8708 1 4½		
Deduct so much for which Mr. Caldwell has furnished regular vouchers for payment to Artificers, but for which amount it has not been deemed advisable to issue a Warrant in his favor in the usual manner, whilst he continues so great a defaulter,	8706 12 1½	
		1 9 3
Jacob Marsden, High Constable, Montreal,	50 0 0	
John Adams, on account Survey of Ile de la Fourche,	275 0 0	
Henry Griffin, acct. Montreal Agricultural Society,	800 0 0	
Thos. Wilfon, acct. Quebec, ditto, -	149 18 9	
W. Hamilton, Collector at the Port of Sherbrooke,	150 0 0	
Mathew Bell and John Davidson, in trust for Madame Cressé, - - - -	1600 0 0	
Currency, £99460 2 0		
Off 1-10th 9946 0 2		
Sterling, £89514 1 10		

Quebec, 21st March 1825.

W. B. COLTMAN,
Chairman of the Committee of Council
for the Audit of Public Accounts.

Appendice
(Z.)

21e. Mars

	Montant d'autre part, £57245 10 4	
E. N. L. Dumont et Philemon Wright, communications intérieures, comté d'York,	5500 0 0	
J. Deffaulles, P. Guerout et S. Willard, do. do. Richelieu,	2800 0 0	
C. M. De Salaberry, P. Guerout et W. Yule, do. do.,	300 0 0	
B. Beaupré et B. Panet, do. do. Leinfster,	1000 0 0	
G. W. Allfopp et Edw. Hale, do. do. Hampshire,	22 2 11	
Edw. Sills, à compte, Prison aux Trois-Rivières,	500 0 0	
T. Coffin, P. Vézina et E. Sills, à compte do. do.,	225 0 0	
N. B. Doucet, do. do. do.	2287 0 0	
J. B. Raymond et L. Girardin, Communications intérieures, comté de Huntingdon,	1700 0 0	
McCord, Mondelet et Ross, Réparations, Salle d'Audience à Montréal,	3 8 3	
J. Bouchette, Arpenteur-Général, pour placer une méridienne à la Nouvelle-Beauce,	70 0 0	
W. Anderfon, Société d'Agriculture, Trois-Rivières,	880 0 0	
R. Christie, à compte des réclamations à Gaspé,	1980 0 0	
A. L. J. Duchesnay, do. de bâtisse d'un Pont sur la Rivière du Loup,	540 0 0	
P. Smith, do. d'arpentages et subdivisions, Township de Horton,	85 0 0	
Félix Têtu, réclamations de la Salle,	230 12 6	
W. B. Coltman, D. Sutherland et J. Davidson, Canal de la Chine,	500 0 0	
Frederick Griffin, do.,	17750 0 0	
Sewell, McCord et Ermatinger, à compte réparations, Prison à Montréal,	2000 0 0	
Jos. Bouchette, jr. à compte d'arpentages et subdivisions, Township de Cranbourne,	60 0 0	
B. P. Wagner, do. Société d'Agriculture, Trois-Rivières,	200 0 0	
C. Dénéchau et S. Frafer, Communications intérieures, comté de Hertford,	205 0 0	
W. B. Felton, pour bâtir une Prison à Sherbrooke,	350 0 0	
Artisans pour réparer le Château St.-Louis, £8708 1 4½		
A déduire cette somme pour laquelle Mr. Caldwell a produit des pièces justificatives pour paiemens aux Artisans, mais pour laquelle somme il n'a pas été jugé convenable d'émaner un warrant en sa faveur dans la forme ordinaire tant qu'il continuera endetté pour une si grande somme,	8706 12 1½	
		1 9 3
Jacob Marsden, Grand-Connétable à Montréal,	50 0 0	
John Adams, à compte d'arpentage de l'île à la Fourche,	275 0 0	
Henry Griffin, do. Société d'Agriculture de Montréal,	800 0 0	
Thos. Wilfon, do. do. à Québec,	149 18 9	
Wm. Hamilton, Collecteur au Port de Sherbrooke	153 0 0	
Matthew Bell et John Davidson, en dépôt pour Mad. Cressé,	1600 0 0	
Courant £99460 2 0		
A déduire 1-10e 9946 0 2		
Sterling £89514 1 10		

Québec, 21 Mars 1825.

W. B. COLTMAN,
Président du Comité du Conseil pour
l'Audition des Comptes Publics.

Appendix (A. A.)

STATEMENT of the Imports and Exports at the Ports of Quebec, New Carlisle, and Gaspé, in the year 1824.

IMPORTS AT QUEBEC. Entered—619 vessels, —150,000 tons, 6874 men. 108 pipes } Madeira Wine, 53 hhd. } 17,750 galls. 129 qr. casks } 17,750 galls. 80 cks. & cas. } 17,750 galls. 147 pipes } Port, 22 hhd. } 25,258 galls. 10 qr. casks } 25,258 galls. 281 cks. & cas. } 25,258 galls. 227 pipes } Teneriff, 190 hhd. } 40,996 galls. 229 qr. casks } 40,996 galls. 5 cks. & cas. } 40,996 galls. 1 butt } 40,996 galls. 650 pipes } Spanish Wine, 227 hhd. } 89,264 galls. 15 qr. casks } 89,264 galls. 20 cks. & cas. } 89,264 galls. 27 butts } Sherry Wine, 1 pipe } 5,982 galls. 1 hhd. } 5,982 galls. 349 pipes } Fayal Wine, 116 hhd. } 45,132 galls. 85 pipes } Sicilian Wine, 142 hhd. } 18,216 galls. 50 qr. casks } 18,216 galls. 6 pipes } Italian Wine, 4 cks. & cas. } 624 galls. 56 hhd. } French Wine, 295 cks. & cas. } 5,519 galls. 20 cases Hock—163 galls. 1 cask } Whiskey. 5 kegs } 56 galls.

IMPORTS AT QUEBEC. 424 pipes } Brandy, 35 hhd. } 54,555 galls. 538 pipes } Gin, 25 hhd. } 62,455 galls. 9158 punches } Rum, 509 hhd. } 987,555 galls. 15 qr. casks } 987,555 galls. 856 casks Molasses.—79,689 galls. 664 casks ref. Sugar.—642,021 lbs. 3260 casks } Muscovado Sugar, 1455 bags } 2,286,957 lbs. 25 cases } 2,286,957 lbs. 386 casks } Coffee, 50 bags } 259,256 lbs. 17 casks } leaf Tobacco, 7 bales } 20,590 lbs. 91 boxes manufact. do.—75 lbs. 5 cases Snuff.—625 lbs. 21012 packs Playing Cards. 150801 minots Salt. 116 chests Hyson Tea—7258 lbs. 1997 chests, } other Teas. 55 packages } 157,652 lbs. N. B.—Three per Cent has been deducted from all the above articles, except the Playing Cards. Value of Merchandize paying 2 1/2 per Cent, £787,820 0 0 Value of Free Goods, 8,815 17 0 £796,635 17 0

IMPORTS AT NEW CARLISLE. [From 10th Oct. 1823, to 10th Oct. 1824.] Entered—36 Vessels.—6,789 tons,—366 men. 5986 galls. Rum. 100 do. Wine. 729 do. Brandy. 1422 galls. Molasses. 1616 pounds refined Sugar. 8346 do. muscovado Sugar.

IMPORTS AT NEW CARLISLE. 502 lbs. Tea. 60 do. Coffee. 60 do. manufactured Tobacco. N. B.—5 per cent deducted from the above articles. 48500 minots Salt—Duty Free. Value of Merchandize, paying 2 1/2 per cent, £8,736 5 7

IMPORTS AT GASPE'. [From 5th July 1823, to 10th Oct. 1824.] Entered—33 Vessels.—5,829 tons,—235 men. 5455 gallons Rum. 2551 do. Molasses. 3943 lbs. muscovado Sugar. 59 do. Coffee. 387 do. Tea.

IMPORTS AT GASPE'. 652 lbs. manufactured Tobacco. N. B.—5 per cent has been deducted from the above. 629 tons } Salt, Duty free. 212 moys } 18055 minots } Value of Merchandize, paying 2 1/2 per cent, £2,450 2 0

EXPORTS FROM QUEBEC. CLEARED—680 Vessels, 159662 Tons, 7157 Men. 24 of which built this year, 9535 Tons. 1152 Masts and Bowsprits, 1289 Spars, 19994 Pieces Oak Timber, 96026 Pine ditto, 6048 Maple, &c. 5657188 Staves and heading, 30416 Stave Ends, 1032147 Boards and Planks, 26161 Deal Ends, 36611 Battens, 5321 Batten Ends, 12764 Pieces Handspikes, 11555 Oars, 547 Cordis Lathwood, 1600 Pieces Timber Ends, 392 Poles, 147800 Hoops, 353 Ships' Blocks, 1592 Pipe, 354 Trc. & Barrel, } Stave Packs. 55108 Bls. Ashes, 218295 cwt. 2 qrs. 16 lbs. 5396 Bushels Wheat, 3968 Oats, 4974 Peas, 250 Beans, 86 Barrels Indian Corn, 1874 Meal, 24589 Bushels Flaxseed, 41901 Barrels Flour, 18526 Cwt. Biscuit, 76 Barrels Crackers, 47 Barrels, } Potatoes. 50 Bushels, } 8845 Barrels Pork, 3138 Beef, } Rounds, &c. 20 Casks, } 358 Kegs & Kitts, } Tongues. 43 Kegs, } 2 Packages, } 8 Kegs Sausages, 21 Kegs Tripe, 47 Lard, 2484 Butter 3 hampers } Cheese. 12 barrels } 1546 casks } Cod Fish. 1414 cwt. } 416 tierces } Salmon. 401 barrels } 455 casks Pickled Fish. 523 barrels } Herrings. 165 boxes } 145 casks Oil. 50 tons Oil Cake. 151 boxes Soap. 72 Candles. 121 casks Ale and Porter. 44 boxes, } Essence of Spruce. 11 kegs } 12 casks Cider. 3 puncheons Peppermint. 2 casks Noyeau. 2 puns. Whiskey. 7 barrels } Canadian Balsam. 4 boxes } 5 jars } 670 barrel Apples. 39 do. Onions. 12 kegs Cranberries.

EXPORTS FROM QUEBEC. 31 packages Trees and Plants. 25 casks } Malt. 20 bushels } 1 bag Hops. 10 boxes Bark Work. 2 cases Oil Turpentine. 2 boxes Maple Sugar. 1 box Hemp. 1 cask Tallow. 3 casks } Moccasins. 180 pairs } 3 barrels Deer Horns. 4100 Ox Horns. 20 Seal Skin Coats. 2 casks } Hides. 20 loose } 1 puncheon Bark. 5 casks } Clover Seed. 2 bags } 1 cask Sarsaparilla. 11 barrels } Carrots. 3 boxes } 3 Horses. 2 Oxen. 18 Sheep. 12 Turkies. 6 Geese. 42 casks } Tobacco. 19 boxes } 2 cwt. 7 kegs Snuff. 2 puns. } Bees Wax. 1 box } 34 Stoves.

FURS & PELTRIES. 797 Fox Skins. 7685 Martin. 876 Fisher. 1983 Minx. 2053 Otter. 86 Squirrel. 1304 Bear and Cub. 5 Wolf. 20799 Beaver. 12 Loupscervier. 3522 Racoon. 5405 Muskrat. 4665 Rabbit. 401 Cat. 865 Lynx. 1858 Deer. 76 Swan. 3 Carcajoux. 18 Buffalo. 4 Weasel. 4 kegs Castorum.

SUNDRY IMPORTED GOODS EXPORTED. 16 casks } Wine. 10 cases } 17 puns. Rum. 5 do. Molasses. 3 cwt. } Sugar. 6 casks } 2 chests Tea. 5 pipes } Brandy. 1 keg } 219 boxes Raisins. 1 bag Almonds. 70 tons Coals.

ETAT des Importations et Exportations aux Ports de Québec, New Carlisle et Gaspé, pour l'année 1824.

Appendice (A. A.)

IMPORTATIONS A QUEBEC. Entrés—619 vaisseaux, 150,000 tonneaux, 6874 hommes. 108 pipes } vin de Madère, 53 barriques } 17,750 gallons. 129 quarts } 17,750 gallons. 80 futailles et caisses } 17,750 gallons. 147 pipes } vin de Porto, 22 barriques } 25,258 gallons. 10 quarts } 25,258 gallons. 281 futailles et caisses } 25,258 gallons. 227 pipes } vin de Teneriffe, 190 barriques } 40,996 gallons. 229 quarts } 40,996 gallons. 3 futailles et caisses } 40,996 gallons. 1 botte } 40,996 gallons. 650 pipes } vin d'Espagne, 227 barriques } 89,264 gallons. 15 quarts } 89,264 gallons. 20 futailles et caisses } 89,264 gallons. 27 bottes } vin de Cherès, 1 pipe } 5,982 gallons. 9 barriques } 5,982 gallons. 349 pipes } vin de Fayal, 116 barriques } 45,132 gallons. 85 pipes } 45,132 gallons. 142 barriques } vin de Sicile, 50 quarts } 18,216 gallons. 6 pipes } 18,216 gallons. 4 futailles et caisses } 624 gallons. 56 barriques } vin de France, 295 futailles et caisses } 5,519 gallons. 20 caisses vin de Hock, 163 gallons.

IMPORTATIONS A QUEBEC. 1 futaille } de whiskey, 36 gallons. 5 barils } 424 pipes } eau-de-vie, 35 barriques } 54555 gallons. 438 pipes } genièvre, 25 barriques } 62455 gallons. 9158 tonnes } rum, 987555 gallons. 509 barriques } 15 quarts. 856 futailles de mélasse, 79689 gallons. 664 futailles de sucre affiné, 642021 liv. 5260 futailles } cassonade, 2286957 liv. 25 caisses } 586 futailles } café, 259256 liv. 50 pipes } 17 futailles } tabac en feuilles, 7 balles } 20,590 livres. 91 boîtes de tabac fabriqué, 75 livres. 5 caisses de tabac en poudre, 625 liv. 21012 jeux de cartes à jouer. 150801 minots de sel. 116 caisses de thé hyson, 7258 livres. 1997 caisses } d'autres thés, 157,652 liv. 55 paquets } N. B.—Trois pour cent ont été déduits des articles ci-dessus, excepté les cartes à jouer. Valeur de marchandises qui payent 2 1/2 pour cent £787,820 0 0 Valeur des effets exempts de droits 8,815 17 0 £796,635 17 0

IMPORTATIONS A NEW-CARLISLE. [Depuis le 10 octobre 1823 jusqu'au 10 octobre 1824.] Entrés—36 vaisseaux, 6589 tonneaux, 366 hommes. 5986 gallons de rhum. 100 ditto de vin. 729 ditto d'eau-de-vie. 1422 ditto de mélasse. 1616 livres de sucre raffiné.

IMPORTATIONS A NEW-CARLISLE. 8546 livres de cassonade. 302 ditto de thé. 60 ditto de café. 60 ditto de tabac fabriqué. N. B. Trois pour cent ont été déduits de tous les articles ci-dessus. 48500 minots de sel, exempt de droit. Valeur des marchandises qui payent 2 1/2 pour cent £8736 5 6

EXPORTATIONS DE QUEBEC. Expédiés—680 vaisseaux, 159662 tonneaux, 7157 hommes. 24 des dits vaisseaux ont été bâtis cette année; 9534 tonneaux. 1152 mâts et beauprés. 1289 esparses. 19994 pièces de bois de chêne. 96026 de pin. 6048 d'érable. 5657188 de douves et fonds. 30416 de bouts de douves. 1032147 madriers et planches. 26161 de bouts de madriers. 36611 de battans. 5321 de bouts de battans. 12764 de barres d'anspec. 11555 de rames. 547 cordes de bois à latter. 1600 morceaux de bouts de pièces. 392 pièces de perches. 147800 de cercles. 353 poulies. 2392 pipes. 354 tierçons et quarts } ves. 55108 quarts de potasse pesant 218295 quintaux, 2 qr. 16 livres. 5396 minots de bled. 3968 d'avoine. 4974 de pois. 250 de fèves. 86 quarts de bled d'Inde. 1874 de farine de ditto. 24589 minots de graine de lin. 41901 quarts de farine. 18526 quintaux de biscuits. 36 quarts de biscuits à l'eau. 47 quarts } de patates. 50 minots } 8843 quarts de lard. 3138 de bœuf. 20 futailles } rondes &c. 358 barils et tinettes } 43 barils } de langues. 5 paquets } 8 barils de saucisses. 21 de tripes. 447 de saindoux. 2484 de beurre. 3 paniers } de fromage. 12 quarts } 1546 futailles } de morue. 1414 quintaux } 416 tierçons } de saumon. 401 quarts } 435 futailles de poisson salé. 523 quarts } de harengs. 165 boîtes } 145 futailles d'huile. 50 tonneaux de gâteaux d'huile. 151 boîtes de savon. 72 de chandelle. 121 futailles d'ail et bière forte. 44 boîtes } d'essence d'épinette. 11 barils } 12 futailles de cidre. 3 tonnes de peppermint. 2 futailles de noyau. 2 tonnes de whiskey. 7 quarts } 4 boîtes } baume du Canada. 5 jarres } 670 quarts de pommes. 39 d'ognous.

EXPORTATIONS DE QUEBEC. 12 barils d'atocats. 31 paquets d'arbres et plantes. 25 futailles } de drèche. 20 minots } 1 poche de houblon. 10 boîtes d'ouvrages en écorce. 2 caisses d'huile de térébenthine. 2 boîtes de sucre d'érable. 1 boîte de chanvre. 1 futaille de suif. 3 futailles } de souliers sauvages. 180 paires } 3 quarts de cornes de chevreuils. 4100 cornes de bœuf. 20 capots de loup-marin. 2 futailles de côtés de cuir. 20 côtés de cuire détachés. 1 tonne d'écorce. 5 futailles } graines de trèfle. 2 poches } 1 futaille de sarsepaille. 11 quarts } de carottes. 3 boîtes } 3 chevaux. 2 bœufs. 18 moutons. 12 dindes. 6 oies. 42 futailles } de tabac. 19 boîtes } 2 quintaux } 7 barils de tabac en poudre. 2 tonnes } de cire d'abeilles. 1 boîte } 34 poêles. PELLETERIES. 797 peaux de renard. 7685 martes. 876 pécan. 1983 visons. 2053 loutres. 86 écureuils. 1504 ours et oursours. 5 loups. 20799 castors. 12 loups-cerviers. 3522 chats-sauvages. 5405 rats-musqués. 4665 lapins. 401 chats. 865 lynx. 1858 chevreuils. 36 cygnes. 2 carcajoux. 18 buffles. 4 belettes. 3 barils de rognons de castor.

DIVERSES MARCHANDISES IM- PORTEES, EXPORTEES. 16 futailles } de vin. 10 caisses } 17 tonnes de rum. 5 ditto mélasse. 7 quintaux } de sucre. 6 futailles } 2 caisses de thé. 3 pipes } d'eau-de-vie. 1 baril } 219 boîtes de raisins. 1 poche d'amandes. 70 tonneaux de charbon.

Appendix (A. A.)

14 tons } Logwood.
18 pieces }
50 kegs Paint.
78 coils Cordage.
156 lbs. Lead.
7 casks Broken Glass.
9 puns } Old Copper.
2 boxes }
947 lbs. }

138 pieces Cast Iron.
154 bundles Iron Hoops.
2 cwt. Shot.
137 barrels Gunpowder.
103 tierces } Salt.
2199 minots }
541 packages Merchandize.

14 tonneaux } do bois de Campêche
18 pièces }
30 barils de peinture
78 rouleaux de cordage
156 livres de plomb
7 futailles de verre cassé
9 tonneaux } de vieux cuivre
2 boîtes }
947 livres }

138 morceaux de fer de fonte
154 paquets de cercles de fer
2 quintaux de plomb à tirer
137 quarts de poudre à tirer
103 tierçons } de sel
2199 minots }
541 paquets de marchandises

Appendice (A. A.)

FROM NEW CARLISLE.
CLEARED—54 Vessels, 5900 Tons, 868 Men.
28915 cwt. Cod Fish.
5475 gallons Oil.
1 barrel Salmon.
12 kegs Sound.
2 barrels Herrings.

4519 tons Pine Timber.
75 tons } Birch.
58 pieces }
375 Deals.
166 cords Lathwood.
219 Spars.

EXPORTATIONS DE NEW-CARLISLE.
Expédiés—54 vaisseaux, 5900 tonneaux, 868 hommes.
28915 quintaux de morue
5475 gallons d'huile
1 quart de saumon
12 barils de noues
2 quarts de harengs

4519 tonneaux du bois de pin
75 tonneaux } de bouleau
58 pièces }
375 madiers
166 cordes de bois à latter
219 esparres

FROM GASPE.
CLEARED—58 Vessels, 5885 Tons, 284 Men.
39055 cwt. Cod Fish.
259 barrels Do.
1 Sound.
140 casks } Oil.
27 tons }
5805 gallons }

267 pieces Pine Timber.
1299 Plank.
2 cords Lathwood.
1792 pieces Staves and Heading.
55 Spars.

EXPORTATIONS DE GASPE.
Expédiés—58 vaisseaux, 5885 tonneaux, 284 hommes.
39055 quintaux de morue
259 quarts de do
1 quart de noues
140 futailles } d'huile
27 tonnes }
5805 gallons }

A STATEMENT of Imports and Exports at the Port of St. John's, from 11th October 1823, to 10th October 1824, both days inclusive.

Table with columns: VALUE, IMPORTS, VALUE. Lists various goods like barrels of Ashes, Pork, Beef, Indian Meal, Apples, etc., with their respective values.

ETAT des Importations et Exportations du Port de Saint-Jean, depuis le 11 octobre 1823 jusqu'au 10 octobre 1824, inclusivement.

Table with columns: VALEUR, IMPORTATIONS, VALEUR. Lists various goods like quarts of potasse, lard, beef, Indian meal, etc., with their respective values.

Table with columns: DUTIABLE ARTICLES, VALUE. Lists goods like Manfr. Tobacco, Leaf Do., Snuff, Rice, Hops, Sole Leather, etc., with their values.

Table with columns: ARTICLES TAXÉS, VALUE. Lists goods like liv. de tabac fabriqué, de tabac en feuille, de tabac en poudre, etc., with their values.

Table with columns: EXPORTS, VALUE. Lists goods like bushels of Salt, Flax Seed, Wheat, Grass Seed, etc., with their values.

Table with columns: EXPORTATIONS, VALUE. Lists goods like minots de sel, grains de lin, de bled, etc., with their values.

Appendix (A. A.)

219 Lynxes,	82 2 6	84 Horses,	840 0 0
116 Bears,	58 0 0	22 Colts,	55 0 0
107 Fishers,	20 1 3	75½ Tons Plaister,	151 13 9
105 Racoons,	5 3 0	20 Cords Hemlock Bark,	6 5 0
5 Badgers,	0 12 6	Merchandize valued at	4832 18 2
110 Buffalo Robes,	137 10 0	£26,953 5s in specie.	
200 Raw Calf Skins,	20 0 0		
12 Morocco Skins,	2 5 0	Total Exports,	£58254 18 4
27 Lamb Do.,	1 2 6		
Total value of Articles imported, - - - £168,569 7 5			
Do. of Specie, - - - 150,744 13 0			
Total value of Articles exported, - - - £58,254 18 4			
Do. of Specie, - - - £26,953 5 0			
W. MACRAE, Collector. Wm. D. LINDSAY, Compt.			

Custom House St. JOHN'S,
10th October, 1824.

STATEMENT OF ARTICLES IMPORTED from the United States, through the Port of Côteau du Lac, for the Year ending the 10th October 1824.

Quarters ending	5th Jan.	5th April	5th July	10th Oct.	Total.
Ashes	5164		8274	8350	21788
Flour			1665	22	1687
Pork	850		9823	1649	12322
Beef	194		85	16	295
Cheese	11				11
Corn Meal	32				32
Do.	23				23
Furs	5				5
Fruit	58			21	79
Lard	4		518	20	402
Do.	4		73	5	82
Butter	18		13	207	238
Do.			1	2	3
Tallow			4	25	29
Do.				2	2
Hams			6		6
Hayseed			1		1
Nuts			49	5	54
Leather	58				58
Do.	74				300
Tobacco			221	5	738

Custom House, Côteau du Lac,
December 31st 1824.
JNo. SIMPSON, Collectr.

STATEMENT OF ARTICLES IMPORTED from the Province of Upper-Canada, through the Port of Coteau du Lac, for the year ending the 10th October 1824.

Quarters ending	5 Jan.	5 April	5 July	10 Oct.	Total.
Flour	2060		16758	7137	25955
Ashes	973		2329	4555	7857
Pork	193		875	34	1102
Beef	4		4		4
Lard	4		10	17	31
Ditto			133		133
Butter	140		8	20	180
Ditto	3				3
Cheese	10				10
Oil	1				1
Nuts	1				1
Soap			10		10
Ditto	25		22		47
Furs	1		4	10	15
Ditto	3		4	136	143
Vinegar				49	49
Ditto			10		10
Wheat	694		100		794
Logwood				25	25
Whiskey				1	1
Ditto	70				70
Tallow			1		1
Corn	45				45
Flaxseed			12		12
Cider	6		9	11	26
Fruit	170		37		207
Leather	4				4
Wax			4		4
Hemp	184				184
Leaf Tobacco			27		27
Ditto			57	28	85
Manufactured Tobacco, kegs,			251	167	418

Custom-House, Coteau du Lac,
December 31st 1824,
JNo. SIMPSON, Collector.

STATEMENT OF LUMBER IMPORTED from the Province of Upper-Canada, through the Port of Côteau du Lac, for the year 1824.

Quarters ending	5th Jan.	5th July	10th Oct.	Total.
Pine Timber	304	27802	14328	42454
Oak do.	152	8050	12172	20374
Elm do.	4	713	50	767
Ash do.	9	367	580	956
Birch do.		227		227
Hickery do.	20			20
Maple do.		3		3
Basswood do.		360	60	420
Cordwood	285	821	1909	3015
Cedar Timber		1185	1457	2642
Hemlock do.		153		153
Boards	30000	16669	33400	80069
Plank	20000	22650	94650	137300
Masts		400	111	511
Oars		9790	160	9950
Handspikes		3340	2658	6998
Shingles		35000		35000
W. O. Staves	156500	202850	741700	1101050
W. I. do.		137200	212850	350050

Custom-House, Côteau du Lac,
December 31st, 1824,
JNo. SIMPSON, Collector.

Appendice (A. A.)

319 peaux de lynx.	£82 2 6	84 chevaux,	£840 0 0
116 " d'ours	58 0 0	22 poulins,	55 0 0
107 " de pécan,	20 1 3	75½ tonneaux de plâtre,	151 13 9
103 " de chat sauvage,	5 3 0	20 cordes d'écorce de pruche,	6 5 0
5 " de blaireau,	0 12 6	Marchandises évaluées à	4832 18 2
110 robes de buffles,	137 10 0	£26,953 5 0 en espèces.	
200 peaux de veau cru,	20 0 0		
12 " de maroquin.	2 5 0	Total des exportations	£58254 18 4
27 " d'agneau,	1 2 6		
Valeur entière des articles importés £168,569 7 5			
Ditto d'espèces 150,744 13 0			
Valeur entière des articles exportés £58,254 18 4			
Ditto d'espèces 26,953 5 0			
Bureau de la Douane, Saint-Jean, 10 octobre 1824. W. MACRAE, Coll. Wm. D. LINDSAY, Cont.			

ÉTAT DES ARTICLES IMPORTÉS des États-Unis, par le Port du Côteau du Lac, pour l'année finissant le 10 octobre 1824.

Quartier finissant	5 janvier	5 avril	5 juillet	10 oct.	Total.
Potasse quarts	5164		8274	8350	21788
Farine			1665	22	1687
Lard	850		9823	1649	12322
Beuf	194		85	16	295
Fromage	11				11
Farine de bled-d'Inde	32				32
Ditto	23				23
Pelletteries	5				5
Fruit	58			21	79
Saindoux	4		318	20	402
Ditto	4		73	5	82
Beurre	18		13	207	238
Ditto			1	2	3
Suif			4	25	29
Ditto				2	2
Jambons				6	6
Graine de foin				1	1
Noix				49	54
Cuir	58				58
Ditto	74				300
Tabac				738	738

Bureau de la Douane,
Côteau du Lac, 31 décembre 1824.
JNo. SIMPSON, Coll.

ÉTAT DES ARTICLES IMPORTÉS de la Province du Haut-Canada, par le Port du Côteau-du-Lac, pour l'année finissant le 10 Octobre 1824.

Quartier finissant	5 Janv.	5 Avril	5 Juillet	10 Oct.	Total.
Farine	2060		16758	7137	25955
Potasse	973		2329	4555	7857
Lard	193		875	34	1102
Beuf	4		4		4
Saindoux	4		10	17	31
Ditto			133		133
Beurre	140		8	20	180
Ditto	3				3
Fromage	10				10
Huile	1				1
Noix	1				1
Savon			10		10
Ditto	25		22		47
Pelletteries	1		4	10	15
Ditto	3		4	136	143
Vinagre				49	49
Ditto			10		10
Bled	694		100		794
Bois de Campêche				25	25
Whiskey				1	1
Ditto	70				70
Suif				1	1
Bled-d'Inde	45				45
Graine de lin			12		12
Cider	6		9	11	26
Fruit	170		37		207
Cuir	4				4
Cire			4		4
Chanvre	184				184
Tabac en feuilles			27		27
Ditto			57	28	85
Tabac fabriqué			251	167	418

Bureau de la Douane,
Côteau-du-Lac, 31 Décembre 1824.
JNo. SIMPSON, Collecteur.

ÉTAT DES BOIS IMPORTÉS de la province du Haut-Canada par le port du Côteau du Lac, pour l'année 1824.

Quartier finissant	5 janvier	4 juillet	10 octobre	Total.
Bois de pin	304	27802	14328	42454
de chêne	152	8050	12172	20374
d'orme	4	713	50	767
de frêne	9	367	580	956
de bouleau		227		227
de noyer	20			20
d'érable		3		3
de jonc		360	60	420
de corde	285	821	1909	3015
de cèdre		1185	1457	2642
d'épinette rouge		153		153
Planches	30000	16669	33400	80069
Plançons	20000	22650	94650	137300
Mâts		400	111	511
Rames		9790	160	9950
Barres d'aspect		3340	2658	6998
Bardesaux		35000		35000
Douves de chêne blanc	156500	202850	741700	1101050
Douve des Indes occidentales		137200	212850	350050

Bureau de la Douane,
Côteau du Lac, 31 décembre 1824.
JNo. SIMPSON, Collect.